Institut d'études politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral de science politique

CEVIPOF

Doctorat en Science politique, spécialité Politique comparée

Leur guerre d'Algérie

Enjeux de mémoire dans la socialisation politique des jeunes Français

Paul Max MORIN

Thèse dirigée par Anne MUXEL, directrice de recherche, CNRS-CEVIPOF

Soutenance le 21 février 2022

Jury :

Olivier IHL, professeur des Universités, Sciences Po Grenoble

Vincent MARTIGNY, professeur des Universités, Université de Nice – Ecole Polytechnique (rapporteur)

Anne MUXEL, directrice de recherche, CNRS-CEVIPOF

Denis PESCHANSKI, directeur de recherche, CNRS-CESSP

Todd SHEPARD, professor and director of graduate studies, Johns Hopkins University

Sylvie THENAULT, directrice de recherche, CNRS-CHS (rapporteur)

Aux jeunes et à celles et ceux qui le restent,

« Ce sont des âmes d'ancêtres qui nous occupent, substituant leur drame éternisé à notre juvénile attente, à notre patience d'orphelins ligotés à leur ombre de plus en plus pâle, cette ombre impossible à boire ou à déraciner, l'ombre des pères, des juges, des guides que nous suivons à la trace, en dépit de notre chemin sans jamais savoir où ils sont, et s'ils ne vont pas brusquement déplacer la lumière, nous prendre par les flancs, ressusciter sans sortir de la terre ni revêtir leurs silhouettes oubliées, ressusciter rien qu'en soufflant sur les cendres chaudes, les vents de sable qui nous imposeront la marche et la soif, jusqu'à l'hécatombe où gît leur vieil échec chargé de gloire, celui qu'il faudra prendre à notre compte, alors que nous étions faits pour l'inconscience, la légèreté, la vie tout court… ».

Kateb Yacine, *Nedjma*, p197

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma gratitude et mes remerciements les plus chaleureux à Anne Muxel pour m'avoir si généreusement guidé sur ce chemin ces cinq dernières années. Merci de sa confiance, de son exigence bienveillante, de son engagement indéfectible et de ses encouragements constants. Ce travail lui doit beaucoup.

Merci à toutes les personnes qui ont eu la générosité de me confier leurs histoires, leurs questions, leurs craintes et parfois leurs rêves. J'espère avoir réussi, dans ce travail, à faire entendre leurs voix.

Je remercie tout particulièrement Vincent Martigny qui, dès mes premiers questionnements, a su si bien m'accueillir, me conseiller et m'accompagner dans ma réflexion comme dans le monde académique.

Ce travail n'aurait jamais pu voir le jour sans le soutien financier et institutionnel de l'ONAC-VG. Je tiens tout particulièrement à remercier Rose-Marie Antoine et Véronique Peaucelle-Delelis, respectivement ancienne et actuelle directrice générale de l'Office, ainsi que Benjamin Foissey et Abderahmen Moumen pour avoir cru en ce travail et m'avoir apporté un cadre idéal afin de mener une recherche indépendante. Merci également à Antoine Grande, Laura Garnier et à toute l'équipe du département Mémoire pour leur accueil et leur amitié.

Je remercie aussi le CEVIPOF et mes collègues qui y travaillent pour m'avoir intégré à l'équipe et fait réfléchir sur tant de sujets, tout comme Jérôme Fourquet et Paul Cebille de l'IFOP dont le travail nous a permis de réaliser une enquête quantitative inédite et conséquente.

Cette réflexion sur l'héritage intime et politique de l'histoire algérienne de la France doit également beaucoup à Naïma Huber-Yahi qui a semé en moi cette curiosité pour l'histoire de l'Algérie, à Dominique Sopo dont la clairvoyance et la rigueur intellectuelles sont si essentielles à ma formation politique, et à Joelle Bordet qui m'a appris à identifier les pièges du prêt-à-penser et à penser contre moi-même.

Je tiens à exprimer toute ma considération et mes remerciements à Benjamin Stora, Sylvie Thénault, Olivier Ihl, Denis Peschanski, Todd Shepard, Raphaëlle Branche, Sébastien Ledoux, Natalya Vince, Chris Reynolds, Felix Krawatzek, Ann-Laura Stoler, Nina Parish, Anna Bull, , Aude Signoles, Sarah Gensburger, Tramor Quemeneur, Alice Zéniter, Dorothée Myriam Kellou, Maxime Ruiz, Justine Perez, Franck Hadérer, Margaux Eskenazi, Alice Carré, Agnès Sajaloli et les équipes du mémorial de Rivesaltes pour leur travail d'abord mais aussi pour nos échanges réguliers sur l'Algérie et ses mémoires. Plus généralement, les historiennes et historiens, les chercheuses et chercheurs, les artistes et les militantes et militants pour l'égalité fournissent un travail précieux pour notre société, parfois dans des conditions dégradées. Ils et elles doivent être remerciés.

Enfin je n'aurais jamais parcouru ce chemin sans le soutien de mes parents qui ont toujours cru en moi et m'ont acheté mes premiers livres. Je porte chaque jour autour de mon cou ce bijou forgé par mon père qui dit tout le refuge et l'espoir que sont la lecture et la connaissance. Je pense à ma sœur Suzy, soleil de ma vie. Merci à Marie-Claire et Patcho pour leur accueil dans ce cocon de Villers où j'ai pu écrire et réfléchir au calme. Merci à toutes ces étoiles de ma galaxie amicale : Léa, Marie, Tibo, Manon, Louis, Lucie, Mathilde, Alexis, Elie, Alex, Colin, Laura, Justine, Simon, Salim, Hakim, Nathalie, Cristina. Chacun de vous a sa part dans ce que je deviens, l'inestimable part de l'amitié.

Enfin, mes ultimes mais profondes pensées vont à Clément, dont la présence et l'amour sont chaque jour à la fois un enchantement et une protection du monde.

Table des matières

Introduction

Les premiers questionnements ayant amené à la rédaction de cette thèse trouvent leur origine dans les répercussions des attentats de Paris de 2015. A l'époque, les commentaires dessinant une continuité entre la guerre d'Indépendance algérienne et les évènements se multipliaient[1]. *Attentats, état d'urgence, musulmans, terrorisme, terrasses, patrouilles* : les mots de la guerre retrouvaient une actualité. Beaucoup de démarches artistiques qui aboutiront les années suivantes sur des romans ou des pièces de théâtre sur la guerre d'Algérie, débutent après les attentats de 2015[2]. Des universitaires convoquaient le conflit algérien pour historiciser la situation[3]. Les métaphores médicales ou psychanalytiques irriguaient les discours pour décrire des mémoires refoulées gangrénant la France. Le tissu social serait durablement abimé par les rancœurs et les non-dits, par une difficulté à comprendre le passé. D'autant que les indices ne manquaient pas. En 2012, Mohammed Merah commet ses attentats le 19 mars, cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Certains des terroristes islamistes français sont d'origine algérienne, réactivant les discours sur l'impossible intégration. En 2017, un groupe d'extrême droite nommé OAS avait prévu l'assassinat de musulmans, de Jean-Luc Mélenchon et du Ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner[4].

En 2015 donc, la France semblait revivre un boomerang colonial. Ces retours de mémoire ne sont pas nouveaux dans la société française. Dans les années 1990, le procès de Maurice Papon et les débats sur la torture avaient déjà permis une relative sortie de « *l'amnésie* »[5]. Puis en 2005, les révoltes dans les banlieues, la promulgation de l'Etat d'urgence et la loi mémorielle du 23 février sur l'enseignement positif de la colonisation, avaient provoqué des débats sur *la fracture coloniale*[6] et l'émergence de nouveaux acteurs politiques, comme les indigènes de la République et « *la droite décomplexée* »[7]. En 2020 à nouveau, alors que la France connait des mobilisations contre le racisme

---

[1] Comme par exemple : Zemmour (E), « *La guerre d'Algérie n'a jamais cessé* », Le Figaro, 20/04/2016 ou du même auteur « *Nous sommes dans la revanche de la guerre d'Algérie* », LCI, 12/09/2016, Boualem Sansal - Pierre Vermeren: *«Pourquoi la guerre d'Algérie n'est pas finie»*, Le Figaro, le 29/11/2019.

[2] Par exemple Zeniter (A.), *L'art de perdre*, Flammarion, 2017. ; La pièce de théâtre *Et le cœur fume encore* de la compagnie Nova, le podcast *De guerre en fils* de François Perache, Arte Radio.

[3] Stora (B.), Jenni (A.), *Les mémoires dangereuses*, Albin Michel, 2016 ; Fourquet (J.), Lebourg (N.)., *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu,* Fondation Jean Jaurès, Paris, 2017. ; Quémeneur (T.), « Racisme et terrorisme. Points de repères et données historiques après l'attentat contre Charlie Hebdo », *Raison présente*, 194 (2), 2015. Laurence (J), *The Algerian Legacy*, Foreign Affairs, 15 janvier 2016; et Blanchard (E.), « État d'urgence et spectres de la guerre d'Algérie », *La Vie des idées*, 16 février 2016.

[4] Voir par exemple Le Figaro du 18/04/2019 : https://www.lefigaro.fr/flash-actu/groupe-d-ultradroite-oas-la-plupart-des-suspects-remis-en-liberte-20190418

[5] Harbi (M.), Stora (B.), *La guerre d'Algérie : 1954-2004, la fin de l'amnésie.*, Laffont, 2006.

[6] Blanchard (P.), *La fracture coloniale: La société française au prisme de l'héritage colonial*, La, Découverte, 2009 ; Balibar (É.), « Le retour de la race », *Mouvements*, 50 (2), 2007.

[7] Bertrand (R.), *Mémoires d'empire : La controverse autour du "fait colonial*, Éd. du Croquant, 2006 ; Lotem (I.), « Anti-racist activism and the memory of colonialism: race as Republican critique after 2005 », *Modern & Contemporary France*, 24 (3), 2016.

dans la police, Emmanuel Macron convoque la guerre d'Algérie pour souligner qu'elle « *reste un impensé* »[8] puisqu' « *on a à finir le travail historique* »[9]. Tous les cinq ans, la France semble bégayer. L'Algérie et ses mémoires s'invitent dans le présent, surtout lorsque nous cherchons à dire quelque chose de nous-même.

a. Rencontre avec le passé algérien

La centralité de la colonisation dans la construction de la France contemporaine a longtemps été minorée. L'historiographie a depuis permis de comprendre son caractère déterminant. Les pionniers de la littérature postcoloniale nous ont d'abord livré les outils pour penser le colonialisme, non comme une simple expérience historique, mais comme un système politique et économique complexe[10]. Longtemps négligées, les études postcoloniales ont connu depuis les années 2000 une forte accélération permettant de souligner combien l'expérience coloniale était constitutive de la société française[11]. Des ouvrages de synthèse ont d'abord permis "*un droit d'inventaire*" de l'Empire[12]. D'autres se sont concentrés sur le fonctionnement quotidien de situations coloniales spécifiques, offrant ainsi la possibilité d'une navigation heuristique entre colonies, Empire, et métropole[13]. Les sciences sociales elles-mêmes se sont interrogées sur leurs propres origines et pratiques en contexte colonial[14]. Les études sur le droit colonial révèlent son influence sur le droit républicain, notamment en matière de nationalité ou d'immigration[15]. Le monde de la santé n'est pas épargné[16] comme les questions de genre ou de sexualité[17].

Plus que toute autre expérience coloniale, la colonisation de l'Algérie par la France, la guerre

---

[8] Le Monde du 10 juin 2020.

[9] Brut, le 4 décembre 2020

[10] Césaire (A.), *Discours sur le colonialisme.*, Présence africaine., 2017 ; Memmi (A), *Portrait du colonisé précédé de Portrait du colonisateur,* Paris, Buchet-Chastel, 1957 ; Fanon (F.), *Les Damnés De La Terre.*, François Maspero, 1966.

[11] Saada (E.), « More than a Turn? The "Colonial" in French Studies », *French Politics, Culture & Society*, 32 (2), 2014.

[12] Ferro (M.), *Le livre noir du colonialisme : XVIe-XXIe siècle: De l'extermination à la repentance.*, Hachette littératures., 2008 ; Guillaume (P.), *Le monde colonial*, A. Colin, 1999 ; Liauzu (C.), *Colonisation: Droit d'inventaire.*, Colin, 2004 ; Rivet (D.), *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette Littératures, 2003.

[13] Comme Merle (I.), *Expériences coloniales: La Nouvelle-Calédonie, 1853-1920.*, Belin., 1996 ; Taraud (C.), *La prostitution coloniale: Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962). Payot*, 2003.

[14] Bonneuil (C.), *Mettre en ordre et discipliner les tropiques les sciences du végétal dans l'Empire français 1870-1940.*, Atelier National de Reproduction des Thèses., 1998 ; L'estoile (B. D.), « Science de l'homme et «domination rationnelle» savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue De Synthèse*, 121 (3-4), 2000 ; Regourd (F.), *Sciences et colonisation sous l'Ancien Régime: Le cas de la Guyane et des Antilles françaises, XVIIe-XVIIIe siècles.*, Atelier national de reproduction des thèses., 2016 ;

[15] Blévis (L.), « Les avatars de la citoyenneté en Algérie coloniale ou les paradoxes d'une catégorisation », *Droit et société*, 48 (2), 2001 ; Hajjat (A.), *Les frontières de l'identité nationale, L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, La Découverte., 2012 ; Saada (E.), *Les enfants de la colonie: Les Métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, 2007 ; Spire (A.), Weil (P.), *Sociologie historique des pratiques administratives à l'égard des étrangers en France 1945-1975.*, 2003.

[16] Anderson (W.), « Excremental Colonialism: Public Health and the Poetics of Pollution », *Critical Inquiry*, 21 (3), 1995 ; Le Cour Grandmaison (O.), *L'empire des hygiénistes: Vivre aux colonies.*, Fayard, 2014.

[17] Stoler (A. L.), *Race and the Education of Desire: Foucault's History of Sexuality and the Colonial Order of Things*, Duke University Press, 2012 ; Shepard (T.), *Mâle décolonisation: L'"homme arabe" et la France, de l'indépendance algérienne à la révolution iranienne*, 2017 ; Blanchard (P.) et al., *Sexe, race & colonies*, La Découverte., Paris, 2019.

d'Indépendance et les exils qu'elles ont engendrés, ont laissé des traces profondes sur la société française. Les institutions, le système politique et le capitalisme français se sont structurés dans ces expériences[18]. Parce que l'Algérie était la France, et cela malgré une réalité sociale plus complexe, l'Indépendance transforme la société française en profondeur[19]. La démographie parle d'elle-même : 2 millions de soldats, 1,2 millions de pieds-noirs et de Juifs d'Algérie, 150 000 harkis et leurs familles et près de 2 millions d'immigrés algériens reviennent ou s'installent en France dans l'onde de choc de la décolonisation. Ces millions de personnes ont eu des enfants et des petits enfants. 39% des jeunes Français de 18 à 25 ans ont aujourd'hui un membre de leur famille concerné par cette histoire[20].

Cependant, la difficulté à penser la colonisation et la guerre, ainsi que leurs conséquences est aussi un héritage de cette histoire. La République ne s'est jamais dotée de mots pour dire la complexité du système colonial qu'elle instaurait en Algérie tout en se construisant elle-même[21]. Le colonialisme fonctionnait avec des masques et des euphémismes. Il était indicible tant il remettait en cause le principe d'égalité au fondement de l'idéologie républicaine. Cette aporie conceptuelle conjuguée aux efforts d'un Etat pour organiser le silence ont longtemps retardé la confrontation de la société française à ce passé.[22]

Les familles, elles, n'ont pas oublié. Dans les greniers français, elles ont continué à transmettre des cultures algériennes, à entretenir le souvenir du pays perdu ou au contraire à taire les violences et à enfouir un passé dont personne ne voulait plus. Seulement, le passé est patient et les silences ne sont jamais des vides. Ce que l'on ne dit pas ressort un jour inexorablement. Les familles françaises regorgent de traces, de récits, de non-dits, de coutumes et de comportements qui renvoient à l'Algérie, parfois sans que l'on ne comprenne vraiment leur origine. L'Algérie se lit autant dans le couscous du vendredi que dans la tristesse de papi, dans les insultes en langue arabe ou… sur les Arabes.

Les familles ne sont pas les seules à parler de l'Algérie. Une multiplicité d'acteurs associatifs issus de cette histoire a construit des récits sur l'oubli, la souffrance et la sensibilité pour forcer l'Etat à sortir de son silence[23]. Les mémoires de la guerre d'Algérie se sont structurées dans les

---

[18] Stora (B), *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, La Découverte (Paris, 1991);
[19] Shepard (T), *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, (Paris: Payot, 2012);
[20] Enquête coordonnée dans le cadre de cette thèse, réalisée par l'IFOP et financée par l'ONAC-VG.
[21] Brun (C.), *Guerres d'Algérie : les mots pour le dire: Les mots pour la dire*, CNRS Editions, 2014.
[22] Stoler (A. L.), « Colonial Aphasia: Race and Disabled Histories in France », *Public Culture*, 23 (1), 2011. A titre de comparaison, la Chambre des représentants en Belgique a institué une « Commission spéciale chargée d'examiner l'État indépendant du Congo et le passé colonial de la Belgique au Congo, au Rwanda et au Burundi, ses conséquences et les suites qu'il convient d'y réserver »
[23] Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, Manchester, Manchester University Press, 2018.

relations clientélistes que l'Etat a entretenu avec ces associations, par ailleurs peu représentatives, tant des minorités actives ont souvent gommé l'hétérogénéité des parcours et des opinions des populations concernées. De ce cloisonnement de la relation est née l'impression d'une compétition pour influencer le récit national. Ce faisant, la guerre d'Algérie est devenue un objet politique inflammable et un terrain fertile pour les entrepreneurs identitaires. Parce que le passé algérien renvoie à la construction nationale mais aussi à une relation aux Arabes, aux musulmans, aux Juifs et aux descendants d'immigrés, il devient un clivage politique accompagnant l'installation des débats sur l'identité nationale dans le paysage politique français. La gauche fait de la reconnaissance du 17 octobre 1961 un outil de sa politique d'intégration des immigrés[24]. La droite fait de la réhabilitation du passé colonial un projet nationaliste[25]. L'extrême-droite poursuit et modernise son projet de restauration des hiérarchies et de séparation des communautés[26].

Toutefois, depuis les années 2000, le changement de générations, les progrès historiographiques, la multiplication des œuvres artistiques et de vulgarisation, les gestes mémoriels des Présidents et ces moments de réminiscence collective ont considérablement renforcé les cadres sociaux de la mémoire de la guerre d'Algérie[27]. On parle davantage et mieux de la guerre d'Algérie. Ces évolutions annoncent à la fois le passage des mémoires à l'histoire tout en permettant l'expression de récits plus intimes, plus complexes et plus apaisés sur le passé qui étaient jusqu'ici occultés par ces mémoires stéréotypées et instrumentalisées.

b. Pourquoi les jeunes ?

Les jeunes sont au centre des nombreux discours politiques, médiatiques et institutionnels soulignant le caractère supposément sensible et parfois mortifère des mémoires de la guerre d'Algérie. Ils seraient tout particulièrement travaillés par le sujet. Les rancœurs de l'histoire et des représentations antagonistes du passé seraient susceptibles de nourrir des tensions dans la société française et notamment dans les classes des collèges et des lycées. Les appartenances communautaires ou familiales détermineraient les représentations. Le cloisonnement des groupes de mémoire se prolongerait dans les nouvelles générations. Les jeunes seraient ignorants du passé et cette méconnaissance créerait des difficultés d'intégration, des problèmes identitaires voire des

---

[24] Belbah (M), Laacher (S), *Génériques, Immigration, politiques et usages de la mémoire*, Etude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutte contre les discriminations », FASILD, Génériques. 2005.

[25] Bertrand (R.), *Mémoires d'empire: La controverse autour du "fait colonial*, op. cit.

[26] Blanchard (P.), Bancel (N.), Thomas (D.), *Vers la guerre des identités ? - De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016.

[27] La mémoire collective est un phénomène social dépendant d'un groupe. Pour exister elle doit reposer sur des cadres sociaux comme le langage, des lieux, des moments, des institutions ou des objets. Plus les cadres sociaux sont nombreux et solides, plus une mémoire collective circule et a des effets sociaux. Halbwachs (M.), *Les cadres sociaux de la mémoire*, A. Michel, 2004 ; Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, Albin Michel., Paris, 1997.

risques de radicalisation. Les jeunes, notamment ceux issus de l'immigration algérienne, seraient susceptibles d'instrumentaliser le passé ou de se faire instrumentaliser à des fins politiques. Le « devoir » de mémoire serait impératif pour sauvegarder un cadre républicain et universaliste[28]. Ces discours médiatiques, politiques ou institutionnels sont rarement interrogés et n'ont jamais été soutenus par un travail scientifique. Ils justifient pourtant des politiques mémorielles, des discours de responsables politiques et des politiques publiques d'éducation et de sensibilisation à l'histoire dont les jeunes restent la cible principale[29]. Ce travail a pour ambition d'apporter une contribution objective à ces débats.

En effet, la nouvelle génération évolue dans une réalité en décalage avec ces représentations. La société française possède des cadres sociaux plus solides qu'auparavant permettant de parler davantage de la guerre d'Algérie. Les programmes scolaires, les documentaires à la TV, les chansons de rap, les romans et les bandes dessinées rendent cette histoire plus accessible et plus compréhensible. Les imaginaires sociaux des petits-enfants sont plus à même d'accueillir les récits des grands-parents comme ceux portés par les institutions. Une exploration de la mémoire des jeunes Français permet de décrire ce nouvel environnement, de documenter les récits en circulation qui contribueraient à façonner les représentations des jeunes mais aussi de saisir la façon dont les jeunes eux-mêmes peuvent devenir des acteurs de l'écriture mémorielle. Ayant entre 16 et 30 ans en 2020, les jeunes d'aujourd'hui appartiennent à la génération des petits-enfants des personnes affectées par la guerre. Ils bénéficient d'un schéma de transmission familiale différent de celui qui prévalait à la génération précédente. La littérature sur la mémoire de la Shoah a montré combien la relation grands-parents/petits-enfants offrait des occasions spécifiques de transmission[30]. Dans son dernier ouvrage sur les mémoires de la guerre d'Algérie dans les familles d'anciens appelés, Raphaëlle Branche confirme que les petits-enfants imposent une reconfiguration familiale accompagnant la libération de la parole[31]. Notre étude, en se focalisant sur les jeunes générations, permet d'appréhender la transmission familiale dans la longue durée et dans ses aspects dynamiques, en interaction avec la société d'aujourd'hui. Soixante ans après les faits, quelles représentations les jeunes conservent-ils et portent-ils de la colonisation et de la guerre en Algérie ?

[28] Annonçant la publication du rapport Stora aux journalistes, le 20 janvier 2021 dans le cadre d'un briefing à la presse, un conseiller de l'Elysée présentait les choses ainsi : « *Il y a des forces politiques dans ce pays qu'on peut qualifier d'extrême-gauche, issues des milieux universitaires américains, dits décoloniaux, dits indigénistes, dits intersectionnels, qui ont pour projet de se saisir de ce dossier pour raconter une histoire qui n'est pas la vérité, pour casser la République. Ce travail est fait pour lutter contre cela aussi.* ».

[29] La réforme des programmes scolaires, le programme Histoire Mémoire de la Guerre d'Algérie (HMGA) de l'ONAC-VG (Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre), des projets associatifs financés par l'ANCT (Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires), la Dilcrah (Délégation Interministérielle contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBTQI) et le CIPDR (Comité Interministériel à la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)

[30]Rosenthal (G.), *The Holocaust in Three Generations: Families of Victims and Perpetrators of the Nazi Regime*, 2 édition., Opladen ; Farmington Hills, MI, Verlag Barbara Budrich, 2010.

[31] Branche (R.), *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? - Enquête sur un silence familial*, La Découverte, 2020, p. 409.

Qu'ont transmis les familles, l'école ou la société française aux nouvelles générations ? Les jeunes descendants de familles affectées par la guerre sont-ils des héritiers ? Et si oui, de quoi ont-ils hérité ? Leurs mémoires familiales influencent-elles leur construction identitaire ou leurs opinions politiques ? Se comporte-t-on différemment lorsqu'on est petit-fils de pied-noir ou d'Algérien ?

Cette thèse a pour ambition d'essayer de répondre à ces questions. Elle consiste en une exploration des traces de l'histoire algérienne de la France dans la jeunesse française d'aujourd'hui et du rôle joué par la mémoire dans la socialisation politique des jeunes[32]. A partir d'une enquête sur 3 000 jeunes Français âgés de 18 à 25 ans et de 75 entretiens réalisés avec des petits-enfants d'appelés, de pieds-noirs, de Juifs d'Algérie, de harkis et de militants au FLN et à l'OAS, ce travail propose un voyage dans la part algérienne de la France, une rencontre avec les jeunes Français, descendants ou non de familles concernées, pour comprendre ce qu'ils retiennent de cette histoire. Il permet d'identifier les interstices de savoirs et d'expériences dans lesquels le passé algérien de la France s'est inscrit dans la société française et continue d'y résonner.

c. Un voyage dans la part algérienne de la France

Ce voyage débute nécessairement par des préparatifs. Un retour sur cette longue histoire de la colonisation de l'Algérie par la France est nécessaire pour comprendre ses multiples conséquences sur les populations et les deux pays concernés. Un cadrage théorique permet de saisir la mémoire collective en tant que phénomène social et de préciser la définition et les dynamiques propres de la socialisation politique des jeunes générations. Cette plongée dans le passé nécessite de revenir sur les groupes sociaux et les groupes de mémoire dont sont issus les jeunes descendants que nous avons interrogés. Dans leurs interactions avec les institutions, les médias et le monde politique, les anciens acteurs de la guerre d'Algérie ont produit différents récits sur le passé qui constituent aujourd'hui l'essentiel des mémoires auxquelles les jeunes ont accès.

Nous chercherons ensuite à identifier ce que les jeunes savent de ce passé ainsi que les représentations qu'ils mobilisent. De quoi se compose leur paysage mémoriel ? Quelle place y occupe la mémoire de la colonisation et la guerre d'Algérie ? Qu'est-ce qui fait mémoire ? Comment les jeunes évoquent-ils ce passé et en ont-ils des perceptions plutôt positives ou plutôt négatives ? Ce passé est-il perçu différemment lorsqu'on est descendant de pied-noir ou d'Algérien ? Lorsqu'on

[32] Le chapitre 1 est consacré à la précision du cadre conceptuel. Cependant, le mot de trace(s) est souvent utilisé dans cette thèse. Il ne renvoie pas à un concept sociologique clairement identifié mais est apprécié pour son caractère imprécis. Il désigne l'empreinte, visible ou invisible, matérielle ou sensible, comprise ou impensée, laissée par l'évènement dans le quotidien et l'environnement des jeunes. Les traces ont autant une réalité matérielle, si l'on pense par exemple à des objets ou des lieux, qu'immatérielle, via leur influence sur des traits familiaux ou culturels, des comportements, des habitudes, des pratiques et des manières de se penser soi-même ou de définir l'Autre.

est de droite ou de gauche ? Notre étude du paysage mémoriel des jeunes interroge la provenance de ces perceptions et de ces représentations ainsi que leur utilisation. D'où tiennent-ils les images qu'ils convoquent ? Qu'en font-ils ?

Ce voyage se poursuit par une plongée dans l'intimité des familles affectées par la guerre d'Algérie. La littérature comme les commentateurs dressent le portrait de mémoires familiales défectueuses, trouées et surtout différenciées. La guerre d'Algérie aurait été peu racontée ou au contraire, elle ferait l'objet de récits fantasmés alimentant les rancœurs. Qu'ont transmis les familles de pieds-noirs, d'appelés, de harkis, de Juifs d'Algérie et de militants pour ou contre l'Indépendance ? Et pourquoi ? Peut-on identifier des processus de transmission différenciés entre les familles de pieds-noirs, de harkis ou d'appelés ? Transmet-on différemment lorsqu'on est immigré et exilé ? Lorsqu'on veut refaire sa vie ou en construire une nouvelle ? Les récits comme les non-dits jouent un rôle central dans la socialisation familiale. Ils servent à raconter une origine, à inscrire les individus dans une mythologie. Ils prescrivent des leçons de vie et définissent des territoires affectifs, identitaires et politiques que les jeunes sont plus ou moins libres d'explorer en fonction de leur besoin et des dynamiques familiales au sein desquelles ils évoluent. Qui parle ? Qui écoute ? Pourquoi ? A quel moment ? Transmettre et hériter révèlent les enjeux de positionnement qui sont à l'œuvre à chaque génération. La transmission est un travail collectif et repose sur les ressources matérielles et symboliques propres à chaque famille. Une maison familiale, une malle au grenier, un couscous, une chanson d'Enrico ou encore des moments partagés à l'approche de la mort sont autant de reliefs sur lesquels la mémoire s'accroche et se transmet.

Une nouvelle étape interroge le rôle des mémoires familiales et de la mémoire collective dans la construction identitaire des jeunes descendants. Influencent-elles la manière de se définir, de penser son rapport à la société française et de se représenter l'Autre ? Trois générations après le rapatriement, peut-on encore se définir comme harki ou pied-noir ? Les récits sur le passé influencent-ils la manière de se sentir Français et/ou Algérien ? Ces identités sont-elles vécues comme additionnables, voire complémentaires, ou bien restent-elles résolument antagonistes ? Peut-on observer des processus d'affirmation et de revendication identitaires ? Ou de discrètes négociations et recompositions ? L'histoire algérienne de la famille et de la France ne laisse personne indifférent. Un mélange de curiosité, d'inconfort et de nécessité pousse nombre de jeunes à faire un retour sur le passé. Certains se lancent dans des quêtes pour comprendre l'histoire familiale et collective afin de mieux définir leur présence au monde.

L'exploration de cette dimension identitaire nous conduit au-delà des cercles familiaux pour interroger la portée de l'héritage politique de cette histoire dans l'ensemble de la société française. Le racisme et l'antisémitisme sont en partie des produits de ce passé. Ils continuent de faire des

victimes et d'endommager le rapport à la société française de nombreux jeunes. La permanence des préjugés et des tensions identitaires est ce qu'il reste de ce passé. A cet endroit réside l'hypersensibilité du sujet, affectivement et intimement d'abord, mais aussi socialement, culturellement et politiquement.

Une ultime étape interroge le rôle des mémoires sur la socialisation politique. Le fait d'hériter, d'une façon ou d'une autre de cette histoire, détermine-t-il certaines attitudes et certains comportements politiques ? Et si oui, lesquels ? En quoi les mémoires de la guerre d'Algérie sont-elles porteuses de valeurs, de prescriptions ou d'injonctions résonnant dans le présent ? Les valeurs nationalistes ou humanistes transmises dans les récits entourant l'Algérie peuvent-elle nourrir un engagement politique ? Quel rapport entretenir avec l'extrême-droite lorsqu'on est issu d'une famille juive d'Algérie ? De l'OAS au FLN, le militantisme est-il un héritage ? Les récits familiaux tracent des lignes rouges et des frontières indiquant le champ de ce qui est souhaitable et possible politiquement. Mais les frontières sont aussi faites pour être traversées. Si certains jeunes s'inscrivent dans une filiation politique familiale, d'autres au contraire se positionnent en rupture avec ce qu'ils entendent à la maison. Une dissonance entre différents canaux de socialisation ouvre la possibilité d'un désalignement politique. Enfin, pour certains jeunes, la mémoire est une source de politisation. Défense d'un passé, d'une idéologie et d'une identité peuvent parfois se cristalliser pour former une vision contemporaine du monde.

Enfin, ce voyage se conclut par une restitution des attentes d'une génération. Comment les jeunes jugent-ils la mémoire collective et le rapport de la société française à cette histoire ? Qu'attendent-ils du travail mémoriel et politique sur ce passé ? Leurs réponses nous renseignent sur leur relation aux institutions, au politique et à la vérité. Elles révèlent leurs craintes autant que leurs exigences démocratiques. Leurs demandes d'Histoire indiquent le chemin de la normalisation. Leurs propositions offrent un cadre pour mettre la société en travail. Leurs propres démarches nous projettent déjà dans une relation apaisée au passé. Parce qu'ils sont la génération du dépassement, cette thèse leur donne la parole.

Chapitre 1 : Histoire, Mémoire et Socialisation politique

I. Histoire et mémoire de la colonisation et de la guerre d'Indépendance algérienne en France

Le colonialisme a longtemps été pensé comme périphérique de la construction de la France contemporaine. Furtive conquête d'un tiers du monde, l'Empire aurait été une aventure de son temps, une tentative maladroite mais néanmoins glorieuse, mêlant civilisation et mise en valeur des ressources et des espaces. Loin du sol européen, il était peu visible, notamment dans ses aspects violents et systémiques. L'imaginaire républicain forgeait le mythe des deux Frances : une République lancée dans la modernité et un Empire, tout dévoué, symbole de la puissance nationale et de la générosité du projet français[33]. De cet Empire il ne resterait aujourd'hui pas grand-chose si ce n'est quelques « confettis » ultramarins, un réseau diplomatique tentaculaire et une francophonie à défendre férocement contre l'éternel rival britannique. Les cartes sur la formation des empires coloniaux dans les manuels scolaires ne semblaient d'ailleurs n'avoir d'autres buts que la comparaison entre le rouge et le bleu. De Vercingétorix à Fachoda, puissance sereine de l'éternelle seconde. L'aventure impériale aurait laissé peu de traces sinon des histoires de barbouzes, des immigrations incomprises et une nostalgie sympathique. Pourtant, les études postcoloniales nous rappellent que colonie et métropole se sont construites mutuellement au travers d'une forte circulation de capitaux, de personnes, d'images et de techniques. De toutes les colonisations, celle de l'Algérie par la France contribue encore plus intensément à la formation du capitalisme français, du républicanisme et de nos imaginaires. Cent trente-deux ans de colonisation, une conquête longue et violente, la spécificité de la départementalisation, une guerre d'Indépendance déchirante et des millions d'exils nous lèguent une société française traversée par cette histoire.

A. Le système colonial en Algérie et ses héritages

En 1830, la France est isolée diplomatiquement. Elle vient de perdre l'essentiel de ses colonies américaines et le Congrès de Vienne (1815) limite considérablement les possibilités d'expansion en Europe. Coincée entre la Grande Bretagne et l'Autriche, elle cherche les moyens de sa puissance vers le sud où les puissances européennes rivalisent avec l'Empire Ottoman pour le contrôle de la Méditerranée. Parallèlement, le Directoire avait contracté une dette auprès d'Alger pour faire la campagne d'Égypte (1798 – 1799). Une partie de ces créances reste à rembourser et est réclamée

[33] Alice L Conklin, *Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France & West Africa, 1895-1930.*, Stanford, Calif, Stanford University Press, 2000.

par Alger. Enfin en 1830, le roi Charles X est très impopulaire. Soucieux de redorer son blason et d'effacer cette dette, il ordonne une expédition militaire avant de se faire renverser quelques semaines plus tard par la Révolution de Juillet (1830).

Le 5 juillet 1830, le Dey d'Alger remet les clefs de la ville au corps expéditionnaire mené par le général de Bourmont marquant le début de la colonisation française en Algérie. La conquête a longtemps été présentée comme courte, efficace et définitive dans le récit national. Elle est pourtant longue, difficile et violente et reste aujourd'hui peu connue. Elle dure plus de trente ans et transforme profondément les sociétés algériennes. On distingue une première phase de conquête de 1830 à 1847, date de la reddition de l'émir Abdelkader ; puis une seconde de 1848 à 1857 concernant la Kabylie. La conquête du Sahara ne se termine qu'en 1902 et des insurrections ponctuent régulièrement l'histoire de la présence française jusqu'à l'Indépendance. Initialement, les militaires et responsables politiques n'ont pas de projet bien défini en Algérie. La colonisation de tout le territoire n'est pas un objectif initial. Elle va se faire au gré des fluctuations poussant l'armée à défendre ses positions et former autour de ces dernières des zones tampons. Ces hésitations se perçoivent dans les rotations des gouverneurs et généraux, les prises et les retraits, le manque de moyen pour coloniser[34]. En 1836, l'arrivée du Maréchal Bugeaud marque l'intensification de la guerre pour laquelle il mobilise un tiers de l'armée française. L'armée use de méthodes extrêmement violentes pour soumettre les tribus rebelles et conquérir le territoire. Déplacements de populations, razzias et enfumades marquent durablement la mémoire des Algériens et poussent Alexis de Tocqueville, pourtant partisan de la colonisation, à rédiger dans son *Premier rapport sur l'Algérie* (1847) :

> *« La société musulmane, en Afrique, n'était pas incivilisée ; elle avait seulement une civilisation arriérée et imparfaite. Il existait dans son sein un grand nombre de fondations pieuses, ayant pour objet de pourvoir aux besoins de la charité ou de l'instruction publique. Partout nous avons mis la main sur ces revenus en les détournant en partie de leurs anciens usages ; nous avons réduit les établissements charitables, laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour de nous les Lumières se sont éteintes, le recrutement des hommes de religion et des hommes de loi a cessé ; c'est-à-dire que nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître. »*[35]

À la conquête militaire succède l'organisation d'une colonisation économique et politique qui voit les confiscations des terres déstabiliser profondément les sociétés locales. L'organisation d'une colonie de peuplement avec l'installation de centaines de milliers d'Européens, principalement sur la côte, transforme le pays. On observe alors l'émergence de deux Algérie, celle des villes où les

[34] Jeannine Verdès-Leroux, *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui:*, Fayard, 2001.
[35] Alexis De Tocqueville, « *Premier rapport sur l'Algérie* » 1847 cité dans *Benjamin Stora, « Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954 », Paris, édition La Découverte, 1994, p. 28.*

Européens importent la modernité et leurs modes de vie, et celle des campagnes où la majorité des Algériens est maintenue dans la misère.

À partir de 1848, la France s'engage dans une politique de « *départementalisation* » pour faire de l'Algérie, non pas une colonie, mais une partie du territoire national. Dès lors, « *l'Algérie, c'est la France* ». De 1865 à 1889, tous les habitants d'Algérie deviennent Français[36]. Européens et Algériens participent aux guerres menées par la France et notamment à la première guerre mondiale (1914 – 1918) et la libération de l'Europe du nazisme (1943 – 1945). Sans introduire de critères raciaux ou religieux, le système colonial reste organisé sur une inégalité politique, sociale et économique entre « les Français de droit civil commun », c'est-à-dire les Européens bénéficiant de la pleine citoyenneté, et les « Français de droit civil local », c'est-à-dire les indigènes, Français sans être citoyens. La permanence des inégalités et les contradictions d'une France qui veut intégrer l'Algérie mais pas les Algériens constituent la base des revendications du mouvement nationaliste qui naît et se développe dans l'entre-deux guerres. L'impossible réforme du système colonial et la violence des répressions dans le Constantinois en 1945 font basculer les nationalistes vers le choix de l'indépendance et de la lutte armée pour l'obtenir.

a. Coloniser : une brutalisation de la société

Si des rencontres et amitiés sincères entre Européens et Algériens ont pu exister dans l'Algérie coloniale, le colonialisme reste un système politique et économique de domination et d'exploitation des ressources, instauré par la force et consolidé dans le droit. Ainsi, la colonisation en Algérie est une histoire de violences, multiples et répétées[37].

La conquête menée par le Maréchal Bugeaud entraine une généralisation de la violence. La stratégie est de refouler les tribus hostiles vers le Sud et de pratiquer la politique de la terre brulée.

> *« Nous sommes dans le centre des montagnes entre Miliana et Cherchell. Nous tirons peu de coup de fusil, nous brûlons tous les douars, tous les villages, toutes les cahutes. L'ennemi fuit partout en emmenant ses troupeaux. »*[38]

---

[36] Le Senatus Consulte de 1865 prévoit la naturalisation des indigènes musulmans et israélites puis des européens pouvant justifier de trois ans de résidence en Algérie. Le décret Crémieux de 1871 donne la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie. La loi sur la nationalité de 1889 instaurant le droit du sol prévoit que seront français les jeunes étrangers nés en France et qui, à l'époque de leur majorité, sont domiciliés en France. Elle est conçue pour permettre la naturalisation des enfants d'Européens en Algérie et restera la loi en vigueur jusqu'à sa réforme en 1995.

[37] Omar Carlier, *Phénoménologie de la violence* in Harbi (M.), Stora (B.), *La Guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, 2006.

[38] *Lettres du Maréchal de Saint-Arnaud*, *1832-1854* éd. Michel Lévy frères, 1855 (1842, T. 1 p. 379) (disponible sur le site de la BNF) : http://gallica2.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k204856z

Les tribus des Ouled Riah et Sbéa sont décimées dans les enfumades de Dahra, l'oasis de Zaatcha dans les Aurès est rasée en 1849, la ville de Nara brûle dans son intégralité en 1850 tout comme Laghouat en 1852. La conquête de l'Algérie est une succession de résistances suivies de terribles répressions. La violence sur les corps s'impose comme une constante du maintien de l'ordre en Algérie[39]. Indépendamment du statut du territoire aux différentes époques, l'armée est l'institution pivot de la domination française. Elle fait la conquête mais aussi la colonisation. Elle organise l'expropriation et la redistribution des terres. Pour exploiter ces terres, les colons s'arment et organisent des milices. La protection des propriétés et des quartiers européens dans les villes justifie les punitions collectives, les exécutions sommaires et les ratonnades. La réaffirmation de l'ordre colonial lorsqu'il est contesté passe par la violence dont les massacres de Sétif et Guelma en mai 1945 sont emblématiques[40]. De solides représentations prennent forme dans ce maintien de l'ordre, notamment l'image de l'Arabe belliqueux, battu mais jamais vaincu[41]. Ce stéréotype installe un sentiment d'insécurité diffus chez les Européens d'Algérie, comme une mentalité d'assiégés. La peur de la submersion par la masse indigène justifie la sévérité du système répressif.

Loin d'être périphériques, ces violences du système colonial ont brutalisé les sociétés européennes qui y font l'expérience des exécutions de masse soutenues par la technique et le développement des théories racistes. Que l'on pense aux camps de concentration britanniques dans la guerre des Boers (1899 – 1902) ou au génocide des Herero par l'Allemagne (1904 – 1907), les techniques de déshumanisation, d'enfermement et d'extermination sont développées dans les conquêtes coloniales[42]. A Paris en 1848, ce sont les mêmes généraux ayant fait la conquête de l'Algérie qui répriment violemment les révolutionnaires[43].

La colonisation économique organise ensuite la confiscation de 40% des terres algériennes et déstabilise profondément les sociétés traditionnelles (déstabilisation du système productif, déstructuration des hiérarchies sociales, destruction des réseaux de solidarités). L'Algérie connaît régulièrement des famines dont celles extrêmement sévères de 1868, 1919 et même 1945. On estime que la population de l'Algérie aurait baissé d'un tiers au XIXe siècle[44]. L'économie coloniale

[39] Sylvie Thénault, *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale : camps, internements, assignations à résidence.*, Paris, O. Jacob, coll. « Histoire », 2011.

[40] En mai 1945, des manifestations d'Algériens pour célébrer la victoire contre le nazisme et réclamer l'indépendance débouchent sur l'assassinat d'Européens. La répression de l'armée et des milices européennes dure plusieurs semaines et fait des dizaines de milliers de morts.

[41] Jeannine Verdès-Leroux, *op.cit.*

[42] Alexandra de Hoop Scheffer, « La Grande Guerre a-t-elle brutalisée les sociétés européennes ? », *Sens public* , 6 mars 2005 ; Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes !*, Paris, Editions Les Arènes, 2007.

[43] Vincent Joly, *Les généraux d'Afrique et la répression des troubles révolutionnaires de 1848*, in Abderrahmane Bouchène et al, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale* (La Découverte, 2014),

[44] Claude Liauzu, *Colonisation: Droit d'inventaire.*, Colin, 2004.

bénéficie essentiellement aux Européens et maintient les populations indigènes dans un monde rural, indigent, marqué par le chômage de masse, l'absence de scolarisation et d'investissement, ou ce que Germaine Tillion appelle la clochardisation[45].

La violence est enfin politique. Le projet colonial consacre la dissociation entre nationalité et citoyenneté et fonctionne sur l'inégalité entre Européens et musulmans[46]. En 1881, le code de l'indigénat prévoit des délits et des peines spécifiques aux indigènes. Les punitions peuvent être collectives et être exercées par l'autorité administrative sans contrôle judiciaire[47]. Ce code ne sera aboli qu'en 1946 et les inégalités de droit de vote qu'en 1958. Dans la pratique, les discriminations sont multiples. Le quotidien des indigènes est fait d'humiliations et d'empêchements. Les destins individuels sont sans cesse entravés. Le système inégalitaire peut fonctionner et cohabiter avec l'idéologie républicaine car il repose sur un ensemble de représentations et de pratiques racistes assignant colons et colonisés à des catégories.

b. Si loin, si proches : la racialisation des rapports sociaux

Parce que *l'Algérie c'est la France*, la République n'élabore pas de critères raciaux ou religieux mais administratifs pour classifier les populations. Cependant, la pratique ne laisse pas de place à l'ambigüité. Le racisme et les discriminations permettent à l'administration, à l'armée, aux élites de ne pas appliquer les lois de la République et de refuser l'accès à la citoyenneté et aux ressources à la population musulmane[48]. Arrogance et mépris colonial forment un adage solide justifiant les inégalités, les privilèges et les mécanismes de domination. Le monde colonial est un monde figé où les individus sont toujours précédés des catégories auxquelles ils sont assignés. Ces assignations enferment l'ensemble des acteurs dans une violence symbolique. Elles créent chez les dominés "*une blessure narcissique classificatoire sans cesse ravivée* " [49] et chez les dominants une forme de déshumanisation, en ce qu'ils intègrent les pratiques discriminatoires et deviennent indissociables du profit qu'ils tirent de la situation inégalitaire[50].

La politique volontariste d'intégration de l'Algérie au territoire national produit néanmoins un tissu extrêmement dense de relations entre la France et l'Algérie et entre les Européens et les Algériens. La colonie de peuplement comprend plus d'un million d'Européens y fondant leurs vies

---

45 Germaine Tillion, *L'Algérie en 1957* (Editions de Minuit, 1958).
46 Emmanuelle Saada, « Citoyens et sujets de l'Empire français. », *Geneses*, n°53 (4), 2003.
47 Isabelle Merle, « De la « légalisation » de la violence en contexte colonial. Le régime de l'indigénat en question », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 17 (66), 2004.
48 Todd Shepard, *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris, Payot, 2012.
49 Jacques Berque cité *in* Omar Carlier, Harbi (M.), Stora (B.), *La Guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, 2006.
50 Albert Memmi, *Portrait du colonisé, Portrait du colonisateur* , Paris, Buchet-Chastel, 1957.

et leurs familles. Naturalisés en 1889, les Français d'Algérie sont investis collectivement d'une mission de mise en valeur du territoire ajoutant une supériorité fonctionnelle à leur supériorité légale et économique sur les Algériens[51]. Le système colonial permet aux différentes populations de se côtoyer au quotidien dans les institutions de socialisation, notamment le travail et l'espace public. Des relations sincères ont existé entre individus. Cependant, l'espace privé reste très cloisonné empêchant les mariages mixtes et organisant la perpétuation des stéréotypes et des représentations. Pierre Bourdieu y décrit un système social plus proche des castes que de l'apartheid[52] et Gilles Manceron et Hassan Remaoun, *une cascade de mépris* pour en décrire la fragmentation et la hiérarchisation des communautés[53].

La racialisation de la société est le produit du système économique et politique. Elle s'inscrit dans la structure sociale. Les institutions scientifiques, économiques et politiques et les pratiques sociales et culturelles ont produit des images présentant les Arabes comme violents, violeurs, stupides, incapables ou fourbes. Ces images circulent en Métropole dès la conquête et encore plus intensément au XXe siècle, où la présence d'immigrés algériens et des Français d'Algérie sur le sol métropolitain accélère cette circulation. Les millions de pieds-noirs, de fonctionnaires, de soldats et plus tard d'appelés ayant vécu, travaillé et servi en Algérie infusent dans le bain colonial, même si certains s'y sont opposés. Ils viennent ou reviennent en Métropole avec une autre vision du monde. Le lien entre le processus de décolonisation, les meurtres racistes des années 1970 et le renouvellement de l'extrême-droite dans les années 1980 mérite d'être interrogé[54]. Le racisme anti-arabe ou antimusulman en France aujourd'hui trouve l'une de ses origines dans l'expérience coloniale. Le défi des sociétés postcoloniales consiste à déconstruire ces représentations.

c. Une difficulté à penser le fait colonial

La difficulté à penser le fait colonial est un autre héritage de la colonisation. Afin de dissimuler ses contradictions, le colonialisme fonctionne avec des masques et des euphémismes. L'Algérie c'est la France en dépit d'une réalité sociale et politique beaucoup plus complexe. « *Parle-t-on de la Picardie française ? Si la chose était vraie on n'aurait pas besoin de la préciser* »[55]. La puissance coloniale déploie tout un arsenal idéologique pour défendre sa mission civilisatrice, rendant aveugle l'exploitation et les inégalités[56]. Cette ambiguïté se reflète dans la difficulté à nommer les habitants.

---

[51] Daniel Lefeuvre, *Les pieds-noirs* dans Harbi (M.), Stora (B.), *La Guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie*, op. cit.

[52] Pierre Bourdieu, *Sociologie de l'Algérie*, PUF, 2012.

[53] Gilles Manceron, Hassan Remaoun, *D'une rive à l'autre: La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire.*, Syros., 1993.

[54] Benjamin Stora, *Le Transfert d'une mémoire: De l'Algérie française au racisme anti-arabe*, La Découverte, 1999.

[55] Jean Daniel *Les raisons de l'espoir*, L'Express, 01/11/1962

[56]Sur la socialisation en Algérie française voir : Joëlle Hureau, *La mémoire des pieds-noirs.*, Perrin., 2001 ; Jeanine Verdès-Leroux, *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui:*, op. cit.

Les Algériens sont successivement « *indigènes* », « *musulmans* », « *Algériens musulmans* », « *Français musulmans* », « *Français musulmans algériens* » ou « *Français de souche nord-africaine* ». Les Français ont aussi été appelés « *Algériens* », « *Européens* », « *Français d'Algérie* », *« Français de souche européenne »* puis « *pieds-noirs* ». En Algérie, le pouvoir organise un système où l'on peut être Français, tout en étant renvoyé à une altérité jugée légalement ou culturellement incompatible et inassimilable avec la citoyenneté française[57]. Cela est vrai pour les indigènes, mais aussi pour les Européens découvrant en 1962 que les métropolitains ne les incluent que difficilement dans le corps social français[58].

Cette aporie conceptuelle nous empêche aujourd'hui de penser le fait colonial. Le pays aurait perdu les mots pour s'exprimer sur ce sujet, comme s'il souffrait d'une *aphasie coloniale* [59.] Les chercheurs appellent à une véritable révolution épistémique pour se confronter au passé sans laquelle la colonisation et la guerre d'Algérie resteraient indicibles [60.] L'indicible est le résultat de dynamiques politiques. Il ne s'agit pas d'une incapacité à dire ou à se représenter la réalité mais d'un refus de penser et de comprendre cette réalité[61]. Comprendre le colonialisme et ses conséquences, notamment le racisme, nécessite de rompre avec des systèmes entiers de pensée et de langage puis de produire des outils alternatifs nous permettant de faire tomber les masques. Depuis plusieurs décennies, les universitaires contribuent à produire les outils intellectuels pour dire et comprendre les structures héritées du colonialisme. D'autres, les militants et les artistes s'en saisissent et les diffusent plus largement dans la société française.

La guerre d'Indépendance algérienne est le produit du système colonial. Elle n'est pas nommée et reste traversée par des euphémismes réduisant la guerre à des évènements. L'enjeu est le contrôle de la souveraineté de l'Algérie : française, quitte à réformer le système colonial en profondeur, ou algérienne pour faire triompher le droit des peuples à l'autodétermination. Le nationalisme algérien se construit sur une critique des inégalités et s'inspire des principes universalistes français. La violence du colonialisme se prolonge dans la guerre. Elle continue de s'inscrire sur les corps et de toucher les civils. Elle est retournée contre le colonisateur par le FLN. Mais, la guerre d'Indépendance n'est pas une guerre binaire. La densité des interactions coloniales rend les positionnements individuels complexes et multiples.

---

[57] Sur la construction de Français inassimilables voir la thèse de Laure Blévis, *Sociologie d'un droit colonial citoyenneté et nationalité en Algérie (1865-1947): Une exception républicaine?*, Thèse de doctorat, Aix-Marseille 3, 2004 ; Abdellali Hajjat, *Les frontières de l'identité nationale, L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, La Découverte., 2012.
[58] Eric Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, Séguier., 2002.
[59] Ann-Laura Stoler, « Colonial Aphasia: Race and Disabled Histories in France », *Public Culture* 23, n° 1 (2011): 121-56; et son ouvrage plus récent, *Duress: Colonial Durabilities in Our Times*, Duke University Press, 2016..
[60] Catherine Brun (C.), *Guerres d'Algérie : les mots pour le dire*, CNRS Editions, 2014, p. 18.
[61] Astrid Von Busekist, « L'indicible », *Raisons politiques*, no 2 (2), 2001.

B. La guerre d'Indépendance algérienne

En novembre 1954, alors qu'une guerre coloniale s'achève par une défaite dans les forêts du Tonkin, la France jette un regard inquiet sur l'autre rive de la Méditerranée. Dans ses départements d'Algérie, chèrement acquis et longuement modelés, débute une nouvelle insurrection. Depuis des décennies, des voix des deux rives s'élevaient pour dire l'injustice du système colonial et la nécessité de l'égalité puis de l'Indépendance. Les manifestations de mai 1945 avaient été réprimées au prix de milliers de morts. « *Je vous donne la paix pour dix ans* » aurait dit le général Duval en charge de la répression. A presque six mois près, il ne s'était pas trompé. Le 1er novembre 1954, une trentaine d'attentats dits de la « *Toussaint rouge* » sont perpétrés par un nouvel acteur réclamant l'Indépendance et assumant des méthodes radicales, le Front de Libération Nationale (FLN). Le pouvoir politique français s'y oppose et mobilise tous les moyens pour empêcher que l'Algérie ne connaisse le sort de l'Indochine. S'installe alors une guerre longue et violente mais que l'on ne nomme pas.

De 1954 à 1962, la France mobilise, dans ce qui sera la dernière guerre de masse, plus de deux millions de soldats, dont un million et demi d'appelés du contingent[62]. Elle envoie en Algérie une armée de jeunes de vingt ans pour *« maintenir l'ordre* », « *pacifier* », garder l'Algérie française mais aussi, les dernières années, permettre à la France d'en partir. Au terrorisme et aux embuscades du FLN, l'armée française répond déplacements de populations, camps de regroupement, bombardements, torture, exécutions. La violence se généralise et devient cumulative. "*La terreur appelle la terreur et c'est dans le dépassement de l'horreur qu'on impose sa marque, son obéissance*"[63]. Durant les huit années de conflit, la guerre change. Elle n'est pas là même en 1954 dans les Aurès, en 1957 à Alger, en 1961 à Paris et en 1962 à Oran. L'enjeu étant pour les différents camps de convaincre la population, cette guerre touche particulièrement les civils dans toute leur diversité.

Longtemps, l'historiographie scindait la guerre d'Indépendance algérienne en deux. Le retour du Général de Gaulle et le changement de République marquaient une rupture entre les deux phases identifiées : celle concernant la IVe République, confuse et cruelle, celle se déroulant durant les débuts de la Ve, victorieuse mais lucide. Aujourd'hui, l'historiographie propose une chronologie attachant plus d'importance aux rythmes de la guerre. Sylvie Thénault distingue trois phases : une première phase, se déroulant du 1er novembre 1954 au début de la bataille d'Alger fin 1956, et correspondant aux initiatives algériennes et à la mise en place de l'appareil répressif français ; une seconde, allant de 1957 à 1959, et constituant le cœur de la guerre, le plus fort de l'affrontement avec la bataille d'Alger et le plan Challe, enfin une troisième phase, de 1960 à 1962, comprenant le

[62]Guy Pervillé, *La guerre d'Algérie (1954 -1962)*, PUF., Paris, 2021.
[63] Omar Carlier in Harbi (M.), Stora (B.), *La Guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie*, op. cit.

temps de l'autodétermination, des négociations et des sorties de la guerre[64].

a. *L'entrée dans la guerre*

L'insurrection du 20 août 1955 coordonnée par le FLN dans le Constantinois justifie la mise en place de l'appareil répressif français et les premiers rappels du contingent pour répondre au besoin en hommes. En 1956, sous la pression de l'armée et des ultras d'Algérie[65], Guy Mollet fait voter les pouvoirs spéciaux et l'état d'urgence (en Algérie en 1955, 1957 en métropole) déléguant les pouvoirs civils à l'armée. Cette dernière intervient alors sur plusieurs fronts : militaire contre les combattants, policier contre les terroristes, judiciaire pour juger les indépendantistes, sociale pour protéger, soigner et éduquer les populations, et enfin psychologique pour convaincre. Dans la guerre contre révolutionnaire, la stratégie est de faire nombre et d'isoler les rebelles du reste de la population. Porter les effectifs à dix contre un justifie la mobilisation d'environ 400 000 appelés par an et de 260 000 supplétifs[66]. Alors que des commandos chassent les combattants dans les maquis, l'armée regroupe un tiers de la population civile algérienne dans des camps pour l'isoler des rebelles et exercer l'action psychologique et sociale des SAS[67]. Dans cette guerre, le renseignement tient une place centrale pour obtenir des informations sur les rebelles et les projets d'embuscade ou d'attentat. Profitant des pouvoirs spéciaux, de l'effacement du droit et du politique, la torture et les exactions se généralisent. L'été 1957, la construction de la ligne Morice, barrage électrifié le long de la frontière tunisienne, parachève l'isolement des maquis algériens.

b. *De nouveaux champs de bataille*

Le FLN cherche donc d'autres champs de bataille. Au printemps 1957, il porte la guerre dans les villes, notamment à Alger où l'armée, menée par le général Massu, obtient les pouvoirs de police et conduit la fameuse Bataille d'Alger. La guerre s'installe également en métropole où le FLN organise des attentats et prend le contrôle de l'immigration contre son rival, le Mouvement Nationaliste Algérien de Messali Hadj. La répression du mouvement nationaliste y est sévère, comme lors de la manifestation du 17 octobre 1961. Le FLN internationalise également le conflit en remportant plusieurs victoires diplomatiques. Le 8 février 1958, le bombardement par l'armée française de Sakiet Sidi Youssef dans la Tunisie indépendante isole la France diplomatiquement.

---

[64] Conférence au Musée National de l'Histoire de l'Immigration (MNHI), le 7 février 2019 à l'occasion d'un Plan Académique de Formation des professeurs de l'Académie de Paris coorganisé par l'ONAC-VG.

[65] Célèbre journée des tomates, 6 février 1956, où Guy Mollet lors de son premier voyage en Algérie est accueilli par des manifestations de français d'Algérie hostiles à sa politique de paix.

[66] Jean-Charles Jauffret, *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, Odile Jacob, 2016 ; Patrick Rotman, *La guerre sans nom: les appelés d'Algérie 1954-1962*, Paris, Seuil, 1992.

[67] Sections Administratives Spécialisées

La guerre d'Algérie provoque alors une crise politique. La IVe République n'y résiste pas. La conviction que seul un pouvoir exécutif fort peut mettre un terme à la guerre permet le retour du Général de Gaulle au pouvoir. Le 13 mai 1958, « *le coup d'état gaulliste* » ouvre la voie à la Ve République[68]. Le plan Challes (1959-1960) permet la restauration d'une séparation entre le civil et le militaire mais aussi une nouvelle intensification de la guerre. En quelques mois, l'ALN, la branche armée du FLN, perd la moitié de ses effectifs[69]. Si le 16 septembre 1959, de Gaulle ouvre la voie à l'autodétermination, il faut négocier la sortie d'Algérie en position de force. Le Sahara est au cœur des négociations car s'y trouvent les instruments de la politique de grandeur : les infrastructures spatiales, nucléaires et pétrolifères. Les négociateurs algériens ne cèdent pas.

c. Sorties de guerre

La marche vers l'Indépendance provoque une nouvelle crise politique. En janvier 1960, les partisans de l'Algérie française et des officiers de l'armée pactisent dans « *la semaine des barricades* ». S'ouvre alors une guerre civile franco-française. Le 22 avril 1961, les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud tentent un putsch pour renverser de Gaulle et faire échouer l'Indépendance. L'échec du putsch plonge les ultras dans la clandestinité de l'OAS – Organisation de l'Armée Secrète. A Alger, Oran mais aussi en métropole, les attentats de l'OAS se multiplient au rythme de plusieurs centaines par mois.

La guerre d'Algérie a la particularité de recouvrir des guerres civiles impliquant une diversité d'acteurs et autant de porteurs de mémoires. Côté français, le pouvoir politique et l'armée répriment d'abord les mouvements pacifistes et les soutiens français à l'Indépendance puis les partisans de l'Algérie française. Du côté algérien, le FLN est engagé dans un processus d'homogénéisation de la lutte et souhaite s'imposer comme l'unique interlocuteur. Il combat les partisans du MNA, en Algérie comme en métropole. Le FLN peut également utiliser la violence contre des populations civiles pour forcer des ralliements ou punir des rapprochements avec l'armée française.

Le 19 mars 1962, les Accords d'Evian actent un cessez le feu et un chemin vers l'Indépendance. Ils sont entérinés le 8 avril et le 1er juillet 1962 par deux référendums, respectivement en France et en Algérie. Le 3 juillet, l'Algérie accède à l'Indépendance, qu'elle fixe le 5 juillet comme pour fermer une parenthèse ouverte un certain 5 juillet 1830. Mais l'été 1962, le feu ne cesse pas. La transition est chaotique. Il faut imaginer les millions de personnes sortant des camps et regagnant des villages détruits ou les faubourgs des villes, la fuite affolée et désorganisée de centaines de milliers de

---

[68] Grey Anderson, *La guerre civile en France, 1958-1962 : du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS,* Paris, La Fabrique éditions, 2018.

[69] Guy Pervillé, « La guerre sans nom : appelés et rappelés en Algérie », brochure de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), 1992 : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=96.

Français d'Algérie, les violences jusqu'au-boutistes de l'OAS, celles des éléments de l'ALN pour prendre le pouvoir, les massacres de harkis et les assassinats de Français.

d. Bilans

Si les bilans de la guerre d'Indépendance algérienne sont toujours à prendre avec précaution, des ordres de grandeurs sont possibles. Environ 25 000 soldats français sont morts et 65 000 blessés. Environ 200 000 moudjahidin ont perdu la vie. Du côté des civils, les victimes algériennes s'élèveraient à environ 150 000. 20 000 civils meurent dans des attentats dont 2 800 Européens et 16 000 musulmans ; 21 000 sont blessés et 14 000 portés disparus, principalement algériens. 2 392 camps ont regroupé près de 3 millions de personnes soit 30% de la population algérienne et la moitié de la population rurale[70]. 150 000 personnes auraient travaillé sur les sites nucléaires civils et militaires. Près de cinquante essais nucléaires ont été réalisés dans la décennie de 1960 exposant des milliers de personnes aux radiations[71]. Le nombre de personnes victimes de viols et de tortures n'est à ce jour pas déterminé mais ces exactions étaient courantes. En 1962, après les accords d'Evian, environ 3 000 Européens ont disparu, 70 000 harkis auraient été assassinés et l'OAS tue 2 200 personnes et fait 5 000 blessés. En métropole, environ 4 000 Algériens, 152 civils français et 77 policiers sont assassinés[72]. 42 000 harkis et leurs familles passent par des camps et 10 000 environ dans les hameaux de forestage.

Les deux sociétés sortent profondément meurtries et transformées par la guerre. En Algérie, la population civile a été durement appauvrie et déstabilisée par les déplacements. Les bombardements, les exactions et les humiliations laissent des cicatrices profondes. La guerre a donné l'ascendant aux militaires de l'ALN sur les politiques du FLN et du GPRA. Dès 1965, les espoirs révolutionnaires sont douchés par l'installation d'un régime militaire autoritaire. Depuis, le pouvoir a monopolisé l'écriture des récits, nié la diversité des nationalismes et des spécificités kabyles, juives ou françaises dans l'identité algérienne. En France, le conflit donne naissance à un nouveau régime politique. La décolonisation de l'Algérie entraine un bouleversement identitaire. La France va gommer sa part algérienne, pourtant constitutive de ce qu'elle était. Soldats, pieds-noirs, Juifs d'Algérie, harkis et immigrés algériens se retrouvent en métropole avec leurs bagages et le défi de reconstruire une vie dans une France nouvelle.

---

[70] Charles-Robert Ageron, « Une dimension de la guerre d'Algérie : les "regroupements" de populations », *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne*, Saint-Denis, Editions Bouchène, coll. « Histoire du Maghreb », 2005.
[71] Dont un accident le 1er mai 1962 d'une charge cinq fois supérieure à Hiroshima
[72] Guy Pervillé, « La guerre sans nom : appelés et rappelés en Algérie », op. cit.

C. Des porteurs de mémoire aux entrepreneurs identitaires

a. *Le retour des "Français musulmans"*

Dans les années 1980, l'émergence médiatique des enfants d'immigrés bouscule les représentations. Fils et filles des anciens colonisés et nés en France, ils ont la nationalité du colonisateur. Leurs récits assument à la fois l'appartenance à la société française tout en étant valorisant le combat pour l'indépendance. Ils remettent en cause les représentations exclusives de l'identité nationale pour y apporter plus de fluidité. Leurs mobilisations se structurent pour préciser ce rapport à la société française. Le combat pour l'égalité, contre le racisme et l'assignation à la périphérie de la citoyenneté française, passe par la reconnaissance de droits pour leurs parents. Les différentes Marches qui les mobilisent permettent l'obtention d'une carte de séjour de 10 ans pour les immigrés et une meilleure visibilité des jeunes issus de l'immigration dans la société française. Les mobilisations des enfants de harkis débouchent sur la fermeture des camps, une meilleure reconnaissance publique et des politiques d'indemnisation. Ces acteurs investissent à leur tour le champ mémoriel en cherchant à légitimer et à historiciser leur présence en France[73]. Leur présence dans l'espace public fait ressurgir des questionnements issus du passé : « *Peut-on assimiler les enfants d'Algériens ? Sont-ils vraiment Français ? Peut-on être Français et Arabe ou musulman ? L'Islam est-il compatible avec la République ?* ». Cet ébranlement des représentations ouvre un champ dans lequel les acteurs politiques s'engouffrent pour porter leur définition de l'identité française.

Dans les années 1980, l'extrême-droite se redynamise en adoptant une rhétorique anti-immigration et anti-arabe. Les différentes lois d'amnisties permettent le retour en politique des sympathisants de l'Algérie française qui participent de cette recomposition idéologique. Ils portent un projet visant à réhabiliter le passé colonial, à revendiquer une mémoire de la revanche et un désir de retour à des attitudes de ségrégation et de stigmatisation des immigrés[74]. « *L'Algérie française a préparé le combat pour la France française* » comme le scandait Jean-Marie Le Pen à un meeting du Centre National des Rapatriés en 1992[75]. La présence des descendants d'Algériens est perçue comme illégitime, comme une intrusion de l'ancien colonisé sur le territoire du colon. Elle menacerait l'identité et la sécurité des Français. Ces discours légitiment les passages à l'acte violents. Entre 1981 et 1991, 250 jeunes d'origine maghrébine auraient été assassinés[76]. Le Front National s'impose dans le paysage politique français. Jean-Marie Le Pen n'obtient que 0,7% des suffrages au

---

[73] Comme l'association Génériques, dédiée à l'écriture de l'histoire de l'immigration, ou Au nom de la mémoire à la reconnaissance du 17 octobre 1961.

[74] Benjamin Stora, *Le Transfert d'une mémoire: De l'Algérie francaise au racisme anti-arabe*, op. cit., p. 16.

[75] Benjamin Stora, Alexis Jenni, *Les mémoires dangereuses*, op. cit.

[76]Estimations faites par le MRAP, citées dans Fausto Giudice, *Arabicides: Une Chronique Francaise: 1970-1991*, La Découverte, 1992.

premier tour de l'élection présidentielle de 1974 mais 14% aux législatives de 1988[77].

La réhabilitation du passé colonial séduit au-delà des rangs de l'extrême-droite. Des intellectuels conservateurs fournissent une architecture conceptuelle pour refuser le travail critique sur la colonisation[78]. La droite française se réapproprie les discours de défense du passé et porte la loi du 23 février 2005 sur l'enseignement positif de la colonisation[79]. Ces discours valorisent les bienfaits de la colonisation pour flatter le sentiment national et présenter une France généreuse aux enfants d'immigrés. Sur la guerre, ils insistent sur la violence des deux camps pour faire disparaitre la violence coloniale dans *« l'abîme des équivalences »*[80]. L'Indépendance n'aurait abouti qu'à la dictature. La France n'aurait pas à avoir de mauvaise conscience et à s'engager dans une politique de reconnaissance et de réparations.

b. Le tournant des années 2000

Dans « *Political identities in changing polities* », Charles Tilly réfléchit aux tournants historiques amenant à une renégociation des identités politiques. Les réponses aux questions « *Qui êtes-vous ? Qui sommes-nous ? Qui sont-ils ?* » évoluent rapidement au gré de bouleversements politiques majeurs. Dans ce processus, la frontière séparant le *eux* du *nous* est redéfinie, tout comme les relations entre ces deux groupes. Les histoires que l'on se raconte collectivement sur cette frontière et ces relations évoluent également pour légitimer le nouvel agencement identitaire. Dans ce contexte, Charles Tilly observe l'évolution des demandes des mouvements sociaux passant de demandes sociales et programmatiques (*we want*) à des demandes existentielles identitaires (*we exist*). Il décrit alors l'émergence d'*« entrepreneurs identitaires »* manœuvrant pour redéfinir ces frontières et ces récits. Depuis le 11 septembre 2001, en Europe comme aux Etats-Unis, un processus de redéfinition du *eux* et du *nous* est à l'œuvre avec en son cœur la question de la place à accorder aux citoyens musulmans ou arabes. Les débats sur l'identité nationale s'imposent dans les démocraties occidentales[81]. En France, les années 2000 sont effectivement un moment où ce sujet est mis en débat[82]. On observe le passage d'un champ lexical de l'immigré à celui du musulman pour désigner cet autre dont la présence dans la communauté politique nationale est à négocier. Dans ce processus, l'Algérie, parce qu'elle renvoie à une histoire de la relation de la France avec les Arabes

---

[77] Mayer (N.), Perrineau (P.), *Le Front National à découvert*, Presses de Sciences Po., Paris, 1996.

[78] Voir par exemple les ouvrages de Pascal Bruckner *Le sanglot de l'homme blanc* (1983) et *La tyrannie de la pénitence* (2006)

[79] Romain Bertrand, *Mémoires d'empire: La controverse autour du "fait colonial*, op. cit.

[80] Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, op. cit., p. 294.

[81] Tilly (C.), « Political Identities in Changing Polities », *Social Research*, 70 (2), 2003.p610

[82] Avec notamment : le 11 septembre, le 24 avril 2002, les affaires du voile, les révoltes de 2005, la campagne de 2007 etc. : voir Martigny (V.), « Le débat autour de l'identité nationale dans la campagne présidentielle 2007 : quelle rupture ? », *French Politics, Culture & Society*, 27 (1), 2009. Martigny (V.), *Dire la France*, Presses de Sciences Po, 2016.

et les musulmans, est mobilisée par les entrepreneurs identitaires.

Dès les années 1980, le Parti Socialiste avait choisi d'accompagner les mobilisations des enfants d'immigrés et portait, derrière la « Génération Mitterrand *», une redéfinition de l'identité nationale consacrant «* le droit à la différence *» dans une France plurielle et métissée. Dans les années 1990, ses liens avec les associations l'amènent à investir la mémoire du 17 octobre 1961 qui* permet à un moindre coût politique et économique de satisfaire des revendications d'égalité[83].

Pour les associations antiracistes, les mobilisations autour de la mémoire de l'esclavage et de la colonisation deviennent un chemin pour parler du racisme dans la société française d'aujourd'hui[84]. L'année 2005, avec la loi du 23 février 2005 sur l'enseignement positif de la colonisation et les révoltes dans les banlieues, voit l'émergence des *indigènes de la République* revendiquant une filiation coloniale directe[85]. La colonisation ne serait pas terminée. Le racisme d'État, les discriminations et la ségrégation urbaine sont interprétés comme des manifestations d'un système de domination colonial contemporain. La mémoire des massacres de Sétif du 8 mai 1945 sert à parler des violences policières mais aussi de la situation à Gaza[86]. L'expérience sociale de la race s'impose comme un point de repère pour décrypter la société française. L'influence des *indigènes de la République* reste principalement médiatique, imposant une disruption dans le vocabulaire et les concepts pour parler des quartiers populaires. Elle ne doit pas masquer l'émergence dans le champ antiraciste d'une nouvelle génération de militants, ayant été sensibilisée à la question coloniale dans le sillon des travaux universitaires, qui interroge le passé et ses conséquences sur le présent[87].

La droite réagit en adoptant un discours sur le refus de la repentance et la réhabilitation du passé colonial qu'elle articule à un projet de resserrement de l'identité nationale. Les Français ne sauraient réaliser leur potentiel s'ils sont empêchés par la culpabilité ou par un regard critique sur le passé. Les discours sur les bienfaits de la colonisation servent à flatter la fierté nationale mais aussi à stigmatiser les descendants d'immigrés qui ne sauraient être pleinement Français qu'en reconnaissant les largesses de la France. Les supposées grandeurs du passé légitiment la réaffirmation des hiérarchies au présent[88]. Une nouvelle génération d'élus se structure autour des

---

[83] Voir les liens avec Génériques, Au nom de la Mémoire et SOS Racisme et le travail de l'équipe municipale de Bertrand Delanoë sur le 17 octobre.

[84] Itay Lotem, « Anti-racist activism and the memory of colonialism », *art. cit.* ; Itay Lotem, « Between Resistance and the State: Caribbean Activism and the Invention of a National Memory of Slavery in France », *French Politics, Culture & Society*, 36 (2), 2018.

[85] Pierre Boilley, « Loi du 23 février 2005, colonisation, indigènes, victimisations », *Politique africaine*, N° 98 (2), 2005.

[86] Cf. cette mobilisation en mai 2009 : *http://indigenes-republique.fr/la-marche-des-indigenes/*

[87] Emmanuel Debono , «Antiracisme : l'échec d'un combat, la fin d'une époque ? », dans Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominic Thomas, *Vers la guerre des identités ? - De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La découverte, 2016.

[88] Paul Max Morin, « Cultural Insecurities and the Desire for Separation: Political Articulations of the Memory of the Algerian War in France », *Modern Languages Open*, 1, 2020.

débats sur la loi du 23 février 2005 visant à imposer un enseignement positif de la colonisation[89]. Avec Nicolas Sarkozy et la « droite décomplexée », ils rompent avec la ligne gaulliste et les cadres de la droite traditionnelle qui maintenaient à distance les discours nostalgiques sur la colonisation comme les discours identitaires. Cette disruption idéologique permet à Nicolas Sarkozy de prendre l'UMP puis la présidence de la République et d'ouvrir la voie à une radicalisation de la droite sur les questions identitaires, auxquelles sont dédiés un ministère et un débat national[90].

A l'extrême droite, les mutations idéologiques dans les années 2010 impliquent une évolution des discours sur le passé. Les théories du clash des civilisations et du grand remplacement imposent d'aller au-delà de la simple nostalgie pour la grandeur coloniale. Elles tendent à mettre en garde contre une colonisation inversée. La guerre ne se serait jamais terminée mais se prolongerait dans l'invasion de la France par les immigrés et dans les risques de guerre civile[91]. Cette mutation idéologique inverse le rapport dominé - dominant. Dans une France présentée comme assiégée tant physiquement que dans son identité, la résistance à l'invasion rend légitime la violence[92]. Les civilisations seraient incompatibles et les séparer un acte de stabilité. Maintenir l'illusion d'un vivre ensemble ne peut mener qu'à l'affrontement dont la guerre d'Algérie fut un exemple. Les cadres de *Génération Identitaire* vont jusqu'à rompre avec l'idéologie coloniale en affirmant que la colonisation aurait été un échec et la preuve d'un vivre ensemble impossible. La référence historique tient plus de Charles Martel que de Raoul Salan[93].

A travers le passé colonial, les différents acteurs du monde politique et de la société civile légitiment leurs conceptions de l'identité : fluide et métissée pour les uns, figée et homogène pour les autres. Projets de vivre ensemble, de domination ou encore de séparation : les mémoires de l'Algérie ont été prises en otage par les entrepreneurs identitaires, contribuant à enrober le sujet d'une sensibilité singulière. Néanmoins, la multiplication et le renforcement des cadres sociaux de la mémoire de la guerre d'Algérie ces dernières années rendent cette histoire plus accessible et plus compréhensible.

---

[89] Romain Bertrand, *Mémoires d'empire: La controverse autour du "fait colonial*, op. cit. ; Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominic Thomas, *Vers la guerre des identités ?*, op. cit.

[90] Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement (2007 – 2010) et le débat sur l'identité nationale (2009).

[91] Eric Zemmour, « « La guerre d'Algérie n'a jamais cessé», *Le Figaro*, 20/04/2016 ;, p. ; Eric Zemmour, *Destin français*, Albin Michel., 2018.

[92] Cf l'attentat de la mosquée de Bayonne le 28 octobre 2019 ou encore le groupe OAS qui tentât d'assassiner Jean-Luc Mélenchon et Christophe Castaner en septembre 2018

[93] Entretien avec le porte-parole de Génération Identitaire– Les Mémoires de la guerre d'Algérie à Nice, les étudiants de Menton enquêtent : *https://drive.google.com/file/d/1Hk1IjQcoS3hYt-KA-rdFoVA_bWkByQOa/view*

c. La multiplication des cadres sociaux

Le changement générationnel impose une redéfinition de notre rapport au passé. La génération des acteurs de la guerre d'Algérie tend à disparaitre et laisse la place à leurs enfants et petits-enfants qui ont pour la plupart un rapport moins affectif avec le sujet. Ayant fait des études, insérés dans la société, certains d'entre eux participent à une meilleure compréhension du passé en publiant des thèses, des romans ou des œuvres documentaires. Ce changement générationnel est aussi visible en politique. Les personnes ayant connu la guerre d'Algérie quittent la scène pour laisser la place à une nouvelle génération ne l'ayant pas vécue et étant née après la guerre[94]. Pour eux, la guerre d'Algérie, si elle n'est pas dénuée de politique, est plus à distance. Dans les associations d'anciens combattants, de rapatriés ou de harkis, la réduction des effectifs est proportionnelle à la réduction de leur poids politique. Ce changement structurel appelle une nouvelle génération de politiques de mémoire ne se limitant plus à des gestes envers les anciens acteurs mais envers le reste de la société.

La guerre d'Algérie se situe aujourd'hui au passage de la mémoire à l'histoire[95]. Si des usages politiques du passé persistent, la société française quitte progressivement le monde des mémoires sélectives mises au service de stratégies collectives pour entrer dans celui de la connaissance des faits et de leur compréhension. Grâce à l'ouverture des archives, les faits, et non plus les seuls souvenirs, deviennent le matériau de travail des historiens. Bientôt trois générations de chercheuses et chercheurs se seront emparé du sujet[96]. Ils peuvent débattre dans un cadre scientifique dans

---

[94] François Mitterrand était aux responsabilités pendant la guerre. Jacques Chirac et Jean-Pierre Chevènement ont fait la guerre d'Algérie, Lionel Jospin y était opposé. François Hollande et Nicolas Sarkozy n'y ont pas participé. Emmanuel Macron est né après la guerre.

[95] Selon l'opération historiographique dont parle Paul Ricoeur. Elle s'écrit en trois temps : le travail sur les archives, l'explication et la compréhension des faits et leur représentation. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil*, 2003.

[96] Dans les années 1980, les pionniers comme Guy Pervillé (histoire généraliste), Benjamin Stora (les nationalismes algériens), Jean-Pierre Rioux (l'impact de la guerre sur la société française), Jean-François Sirinelli (les intellectuels) ou Gilbert Meynier (période coloniale et histoire du FLN) travaillent avec des difficultés d'accès aux sources. Les mémoires des acteurs fournissent un matériau alternatif dont l'étude ouvre un nouveau champ de la recherche. En 1991, Benjamin Stora publie *La gangrène et l'oubli* sur la structuration des mémoires plurielles dans la société française. L'ouverture des archives françaises en 1992, 1999 et 2002 dynamise considérablement la production scientifique d'une nouvelle génération d'historiens. Raphaëlle Branche lève le voile sur la torture dans l'armée française, Sylvie Thénault sur la justice et le système répressif, Jim House, Neil MacMaster, Jean-Luc Einaudi et Linda Amiri nous livrent l'histoire du 17 octobre 1961 et plus généralement des Algériens en France. D'autres se spécialisent sur l'étude des différents groupes sociaux et des mémoires collectives de la guerre : Jean-Charles Jauffrey et Claire Mauss-Copeaux sur les appelés, Jean-Jacques Jordi sur les pieds-noirs, Mohand Hamoumou, Abderahmen Moumen et Fatima Besnaci-Lancou sur les harkis, Joëlle Allouche-Benayoun et Doris Bensimon sur les Juifs d'Algérie, Olivier Dard sur l'OAS. La troisième génération poursuit ce travail : James Mc Dougall, Malika Rahal, Nedjib Sidi Moussa et Natalya Vince sur les nationalismes et la construction de la nation algérienne, Todd Shepard sur l'indépendance et son influence sur l'identité française et les sexualités, Tramor Quemeneur et Andrea Brazzoduro sur les réfractaires et la mémoire des appelés, Yann Scioldo-Zürcher et Claire Eldridge sur les rapatriés, Marie Chominot sur la photographie, Emmanuel Blanchard, Naïma Yahi et Peggy Derder sur l'immigration algérienne en France. Le sujet intéresse également les sociologues et politistes à l'instar d'Éric Savarese, Clarisse Buono et Emmanuelle Comtat sur les pieds-noirs et la politique ou Giulia Fabbiano et Vincent Crapanzano sur la socialisation des harkis. En 2004, l'ouvrage collectif franco-algérien, *Guerre d'Algérie : la fin de l'amnésie*, dirigé par Benjamin Stora et Mohammed Harbi rassemble les connaissances sur l'histoire et les mémoires de la guerre. Ce travail est complété en 2014 par l'ouvrage collectif franco-algérien, lui aussi, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, dirigé par *Abderrahmane Bouchène*, *Jean-Pierre Peyroulou*, *Ouanassa Siari Tengour* et *Sylvie Thénault*

lequel le désaccord est heuristique et apolitique. Les avancées scientifiques majeures contribuent à réduire la sensibilité du sujet et à donner à la société française des bases solides pour connaitre et comprendre le passé.

Aujourd'hui, la plupart des Français a reçu un enseignement sur la guerre d'Algérie. A l'école, elle est au programme depuis 1983. Si l'année 2005 a failli marquer un retour en arrière, ces derniers ont depuis été renforcés et se sont ouverts en 2012 à l'étude des mémoires et en 2016 au système colonial. Depuis 2017, l'ONAC-VG[97] et l'Education Nationale proposent des formations aux professeurs pour mieux enseigner la colonisation et la guerre d'Algérie.

Le monde culturel participe pleinement à la recomposition des représentations. Les documentaires jouent en rôle majeur de vulgarisation. Parce que le sujet concerne beaucoup de familles, ces œuvres sont souvent des succès médiatiques[98]. Chaque passage à la télévision fournit des mots et des images aux foyers français et provoque peut-être une conversation à table. La bande-dessinée est aussi un véritable lieu de mémoire de la guerre d'Algérie[99]. Ces dernières années ont vu une prolifération d'ouvrages sur le sujet avec notamment les *Carnets d'Orient* présents dans tous les CDI de France. Les artistes et les écrivains apportent également des représentations qui interrogent le passé. La rentrée littéraire de 2017 compte une dizaine de romans ayant pour fond la colonisation ou la guerre d'Algérie[100]. Avec le théâtre, l'Algérie se joue aussi sur les planches[101]. La chanson populaire, quant à elle, est depuis longtemps un outil d'expression. Slimane Azem et Enrico Macias témoignaient de la douleur de l'exil. Médine et Kerry James racontent le passé aux nouvelles générations. Au cinéma, la guerre d'Algérie est maintenant traitée régulièrement[102].

Ces œuvres sont souvent précises et bien documentées, démontrant que les travaux historiques sont lus. Elles inscrivent le conflit dans le temps long de la colonisation pour le replacer dans son

---

et replaçant la guerre dans son contexte colonial.

[97] Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

[98] *La guerre d'Algérie* (Peter Batty, 1984), *Les années algériennes* (Stora 1992), *Paroles de tortionnaires* (Jean-charles Deniau 2001), *Le viol des femmes algériennes* (Valérie Gajet 2002), *l'Ennemi intime* (Patrick Rotman, 2002) plus récemment, *Algérie : la guerre des appelés* (Thierre de Lestrade, Sylvie Gilman, 2019).

[99] Jennifer Howell, *The Algerian War in French-Language Comics: Postcolonial Memory, History, and Subjectivity*, Lanham, Maryland, Lexington Books, 2017.et Vincent Marie, *La bande dessinée, lieu de mémoire graphique de la guerre d'Algérie*, 2017 pour l'ONAC-VG, mallette pédagogique à destination des professeurs

[100] Jean-Pierre Le Dantec, *Le disparu*, Paris, Gallimard, 2017 ; Yves Bichet, *Indocile*, Le Mercure de France, 2017 ; Jean-Marie Blas de Roblès (J.-M. B. de), *Dans l'épaisseur de la chair*, Zulma, 2017 ; Brigitte Giraud, *Un loup pour l'homme.*, Flammarion, 2017 ; Anne-Sophie Stefanini, *Nos années rouges*, Gallimard, 2017 ; Marie Richeux, *Climats de France*, Sabine Wespieser éditeur, 2017 ; Alice Zeniter, *L'art de perdre*, Flammarion, 2017 ; Kaoutar Adimi, *Nos richesses*, Le Seuil, 2017 ; Faïza Guène, *La Discrétion*, Paris, Pocket, 2021.

[101] *Née un 17 octobre* de Rachid Benzine, *Points de non-retour [Quais de Seine]* d'Alexandra Badéa, *La guerre de mon père* de la compagnie *Mabel Octobre, Les fils des hommes* de François Rascalou, *Et le cœur fume encore* de la compagnie Nova, *Du sable et des Playmobil* de Sarah Mouline, *Colonie* des Compagnons butineurs

[102] *Hors la loi* de Rachid Bouchareb (2010), Loin des hommes de David Oelhoffen (2014), *Qu'un sang impur*... d'Abdel Raouf Dafri *(2019) Des hommes* de Lucas Delvaux(2020), *Leur Algérie*, un documentaire de Lina Soualem sur l'immigration (2021)

contexte. Le système colonial est traité dans toute sa complexité. Il est souvent à la source de la guerre. L'Indépendance n'est jamais niée mais présentée comme légitime. Les sujets autrefois sensibles comme la torture, les camps, les harkis ou la violence du FLN sont mis en mots ou en images. Ces œuvres tirent le récit jusque dans le présent pour parler des conséquences de la colonisation et de la guerre sur la société française d'aujourd'hui., un sujet qui est au cœur des préoccupations des auteurs. Les récits s'éloignent des discours normés et stéréotypés, voire même les prennent en dérision. Ils s'éloignent aussi de la grande Histoire pour privilégier des personnages de la vie quotidienne, mis face à la complexité d'une situation de guerre. Pas de héros, pas de vision manichéenne du monde, mais plutôt des portraits de Monsieur ou Madame tout le monde dont les destins sont soufflés par l'Histoire. Ces œuvres ne sont pas écrites pour se faire entendre mais pour comprendre. Elles témoignent d'une normalisation des mémoires de la guerre d'Algérie[103]. L'exploration du paysage mémoriel des jeunes offre l'occasion de documenter ce précieux moment de passage. Elle nous introduit autant au champ de la mémoire collective qu'à l'intimité des mémoires familiales. Un cadrage théorique sur ces notions est maintenant nécessaire pour les saisir dans leurs épaisseurs sociales et politiques.

D. L'impact durable de la guerre sur la société française.

a. *Le système politique français transformé*

Le système politique français sort profondément transformé de l'épreuve algérienne. Le changement de régime marque une rupture avec la tradition parlementaire républicaine. Le renforcement du pouvoir exécutif modifie les équilibres des pouvoirs. La vie politique se réorganise autour de la figure présidentielle et des hommes providentiels. La réforme constitutionnelle de 1962 permettant l'élection du président au suffrage universel direct accentue le déséquilibre et ouvre une crise institutionnelle. Les nouvelles institutions permettent de faire table rase du passé. Un nouveau monde, efficace et européen, supplante un ancien monde, parlementaire et colonial. L'Etat « *prend le masque de l'innocence* »[104].

La guerre d'Algérie entraine également une crise profonde des partis politiques. La gauche sort très affaiblie et divisée. Attachée à la IVe République, elle peine à adopter les institutions de la Ve. Elle reste associée à la guerre pour laquelle elle a trahi ses principes. En 1956, alors qu'elle est élue pour rétablir la paix en Algérie, elle vote les pouvoirs spéciaux et fait entrer la société française dans la guerre. La gauche doit oublier pour se régénérer et revenir au pouvoir en 1981 sans pour autant

[103] Claude Collin, « Guerre d'Algérie. Des mémoires apaisées ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 276 (4), 2019.
[104] Benjamin Stora , *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, La Découverte., Paris, 1991.

avoir réglé les conflits internes issus de cette guerre. Au Parti Socialiste, cohabitent des figures tel François Mitterrand, ancien ministre de la Justice pendant la guerre, partisan de l'Algérie française et responsable de l'exécution de nationalistes algérien, avec Pierre Joxe, Lionel Jospin Robert Badinter et Michel Rocard qui s'étaient engagés en politique contre la guerre d'Algérie[105]. En 1982, l'article 49.3 est utilisé pour la première fois par un gouvernement socialiste pour faire passer, contre sa propre majorité, une loi d'amnistie et de réintégration des anciens de l'OAS et du putsch.

La droite doit également se recomposer. En choisissant l'autodétermination, Charles de Gaulle déclenche une crise du nationalisme français. L'unité héritée de la Résistance vole en éclat. D'anciens résistants et toute une frange de la droite traditionnelle s'engagent pour l'Algérie française. Pour eux, de Gaulle a trahi la Nation. Ce dernier doit refonder la droite autour de sa figure et d'une "*certaine idée de la France*"[106]. A la sortie de la guerre, les partis et acteurs ayant soutenu l'Algérie française ont disparu du paysage politique[107]. Leur réintégration se fait progressivement, au rythme des amnisties, principalement au sein de l'UDF et au Front National.

b. La République post-algérienne

L'Indépendance de l'Algérie entraine une recomposition identitaire en France. En se coupant de ses départements du Sud, la France gomme le rôle joué par l'Algérie dans la construction de ce qu'elle était : un pays tourné sur la Méditerranée, mondial et comprenant une diversité de cultures et d'individus[108]. Même si le système colonial était inégalitaire, la politique d'assimilation de l'Algérie à la France intégrait une partie des musulmans à l'espace politique français. A partir de 1944, la France fait le choix de l'intégration au territoire national et de l'égalité des droits civils et politiques, consacrée en 1958. Cet universalisme permet à de nombreux individus issus de l'indigénat d'accéder aux responsabilités et de devenir ministres sous la IIIe et la IVe République. Entre 1958 et 1962, 10% des députés sont Algériens musulmans, dont le vice-président de l'Assemblée Nationale. La France de Dunkerque à Tamanrasset impliquait que l'on pouvait se penser Français tout en étant Arabe, musulman ou Noir. Le président du Sénat de 1959 à 1968, Gaston Monnerville, est Guyanais, petit-fils d'esclave. La guerre met cette politique post-raciale à l'épreuve. Pendant le processus de décolonisation, la France restaure des pratiques et des critères administratifs discriminatoires pour décider qui peut devenir français. Les Européens sont Français, les

[105] Benjamin Stora, Alexis Jenni, *Les mémoires dangereuses*, op. cit.

[106] Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, op. cit.

[107] Todd Shepard, *1962: comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, op. cit.

[108] *« Toute pensée critique sur le rôle formateur joué par l'Algérie et le colonialisme dans la construction de la France, en tant qu'Etat-nation, s'est volatilisée. En contrepartie a surgi une fiction selon laquelle "l'expérience algérienne" avait été une diversion coloniale malheureuse dont la République était désormais revenue. Ibid.*, p. 28.

musulmans Algériens : deux catégories s'excluant désormais mutuellement[109]. Le traitement inégalitaire entre rapatriés et harkis en 1962 témoigne de cette conception raciale de la francité. Avec l'Indépendance de l'Algérie, le France oublie qu'elle fût mondiale et multiraciale et enclenche un processus « *d'européanisation de la Nation* ». Elle projette sa volonté de puissance sur le projet européen et les Trente Glorieuses et recentre son identité nationale sur une conception plus blanche et plus chrétienne. Dans les années 1960, le terme hexagone se généralise pour dessiner une France métropolitaine réduite à sa dimension européenne.

E. Les mémoires de la guerre d'Indépendance algérienne.

En 1962, l'ensemble des acteurs ayant été affecté par la guerre se retrouve en France. Pour ces millions de personnes, l'urgence est de se (ré)intégrer ou de reprendre sa vie dans une société française qui semble déjà passée à autre chose. Alors que l'État installe son propre silence, ces différents acteurs s'organisent pour obtenir des droits et parler de leur guerre d'Algérie dans un relatif cloisonnement. L'écriture et le déploiement des mémoires de la guerre d'indépendance algérienne dans l'espace public français se font au grès de la multiplication des cadres sociaux, c'est-à-dire des outils conceptuels et linguistiques mais aussi des occasions sociales, rendant audibles et désirables certains récits sur le passé.

a. Comment parler d'une « guerre sans nom »[110] ?

Dès le départ, la guerre est niée. Dire la guerre est impossible. Ce serait "*admettre la possible séparation des corps, la dislocation de la "République une et indivisible"*"[111]. Cela a de fortes implications sur le plan légal car le droit de la guerre ne s'applique pas pour encadrer les comportements des belligérants ou le traitement des prisonniers. Il faut attendre la loi du 18 octobre 1999 pour que la France reconnaisse l'état de guerre. Fruit du système colonial, la guerre d'Algérie est, elle aussi, parsemée d'euphémismes et de masques empêchant la mise en récit des réalités sociales et politiques. La guerre est une « *opération de maintien de l'ordre* ». Les jeunes appelés de vingt ans envoyés en Algérie dans le cadre de leur service militaire sont en mission pour pacifier ou « *pas s'y fier* » comme ils disent[112]. Le vocabulaire est presque toujours en contradiction avec leur vécu. En Algérie, combattre, soigner, éduquer, torturer : tout cela fait partie d'un tout. Un assassinat est une corvée de bois, un camp de regroupement est un village. Le rapatriement n'en est pas un. Cette

[109] Todd Shepard, *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, op. cit., p. 211.
[110] Titre d'un documentaire de Bertrand Tavernier, 1992.
[111] Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, op. cit., p. 16.
[112] Florence Dosse (F.), *Les héritiers du silence : enfants d'appelés en Algérie,* Paris, Stock, 2012, p. 32.

aporie du vocabulaire retarde la mise en récit et la compréhension des expériences de guerre par les acteurs eux-mêmes comme pour les personnes recevant leurs récits. La société française n'offrait pas d'espaces, ni de mots pour raconter et penser la complexité des évènements et de leurs conséquences. A mesure que les cadres sociaux se multiplient, les acteurs trouvent les mots, les espaces et les opportunités pour parler et être écoutés.

b. « Une sorte d'oreiller de silence »

Sur la guerre d'Algérie, l'État a longtemps joué contre la vérité et tenté d'organiser le silence. Pendant la guerre, la censure empêchait l'émergence de discours alternatifs, notamment sur la torture et l'insoumission[113]. La propagande imposait un discours patriotique sur les bienfaits de la colonisation et de la guerre. La construction des écoles et des « villages » masquait les destructions, les bombardements et les déportations. Le long combat pour la vérité autour de l'assassinat de Maurice Audin et des disparus témoigne de ce recours au mensonge. Ces politiques ont toutefois été relativement peu efficaces. Les œuvres censurées circulent et les médias parlent de la torture et du 17 octobre 1961[114]. Mais ces politiques du mensonge posent les bases d'une version officielle en décalage avec la réalité historique et le vécu des individus. Ce décalage constitue la raison d'être des différents groupes de mémoire qui n'auront de cesse de vouloir corriger la version de l'État. Cette défiance des acteurs du conflit vis-à-vis des institutions contribue à l'élaboration de la guerre d'Algérie comme un objet politique occulté et sensible, pesant encore sur la vie politique contemporaine.

A la sortie de la guerre, ce déni officiel se prolonge dans des politiques de l'oubli. Les différentes lois d'amnistie empêchent la justice, l'expression de la vérité et la circulation de la parole.[115] *L'absence de commémorations* par les institutions privent la société française d'occasions publiques de mise en récit[116]. Le gaullisme plonge la guerre d'Algérie sous un « *oreiller de silence* »[117] et construit une « *mémoire-écran* » présentant la décolonisation comme une fatalité, « *un courant de*

---

[113] Pendant la guerre, 269 périodiques sont saisis en métropole, 586 en Algérie. voir l'ouvrage de : Rosa Moussaoui, Alain Ruscio, *L'Humanité censuré ; 1954-1962, un quotidien dans la guerre d'Algérie*, Cherche-Midi., 2012. De nombreux films français ou étrangers sont également interdits, censurés ou rencontrent des difficultés majeures, voir l'ouvrage de Benjamin Stora, *Imaginaires de guerre: Algérie, Viêt-Nam en France et aux États-Unis*, Éditions La Découverte, 1997.

[114] La Question d'Henri Alleg sort en 1958, celui de Pierre Henri Simon, Contre la Torture, 1957. Témoignage Chrétien dès 1957, L'Humanité, Jean-Jacques Servan-Schreiber dans l'Express, Jean Daniel chez l'Observateur, « *Des rappelés témoignent* » mars 1957, *Ceux d'Algérie : lettres de rappelés*, La revue Esprit avril 57 avec *La paix des nementchas* de Robert Bonneau, Les Temps Modernes juillet 1957 publient *Jours kabyles* de Georges Mattei. Cf l'ouvrage de Jim House, Neil MacMaster, *Paris 1961: Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire.*, Tallandier., 2008.

[115] En 1962 pour les infractions liées aux événements, en 1966 pour les atteintes à la sûreté de l'État, en 1968 pour les militaires putschistes, en 1974 pour toutes les condamnations. Viennent ensuite les lois de 1982 de réintégration de l'ensemble des amnistiés dans leurs fonctions, droits ou honneurs et en 2005 celle de réparations pour dommages.

[116] Les premières commémorations nationales ont lieu le 5 décembre 2002.

[117] Pierre-Vidal Naquet cité par Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, op. cit., p. 71.

l'histoire »[118].L'expérience coloniale est pensée comme une parenthèse qu'il s'agit de refermer pour reprendre le chemin d'une France puissante car débarrassée de son membre algérien. Les changements sociaux, économiques, technologiques et culturels des années 1960 projettent la France dans un autre siècle dans lequel il est difficile de se faire entendre pour parler du passé algérien. Ainsi la guerre d'Algérie est associée au silence, en dépit des nombreux récits circulant dans la société française « *en souterrain* » dans les espaces familiaux et associatifs[119].

c. Le cloisonnement des mémoires

Les récits sur la guerre d'Algérie sont la source d'une grande quantité d'œuvres littéraires et journalistiques témoignant de la marque profonde laissée sur la société française[120]. Dans l'intimité et le monde associatif, les anciens combattants, les pieds-noirs, les immigrés algériens et les harkis parlent de leur guerre d'Algérie, mais entre eux, dans ce que Benjamin Stora et Mohammed Harbi décrivent comme un « *kaléidoscope de mémoires cloisonnées* »[121]. L'absence de cadres sociaux limite la circulation de ces récits et leur rencontre dans l'espace public.

Dans l'immédiat après-guerre, faisant face à un État organisant son propre silence, les différents acteurs s'organisent en groupes de pressions pour revendiquer dans un premier temps des compensations matérielles (1960 – 1980), puis immatérielles (1980 – aujourd'hui). Afin d'atteindre ces objectifs, les différents groupes construisent des récits sur le passé, cohérents et homogènes, et les font évoluer en fonction de leurs intérêts et de leur interaction avec les pouvoirs publics et le reste de la société. Ces récits sont écrits par des minorités actives dans les associations. Ils ont pu encourager la prise de parole des individus mais aussi la décourager, tant ils peuvent paraître en décalage avec les expériences de guerre extrêmement diverses. La complexité s'efface devant les discours normés, cadrés et efficaces des associations.

Les anciens appelés se regroupent pour faire reconnaître la guerre et obtenir le statut d'anciens combattants. Dans les années 1990, leurs discours évoluent pour les présenter davantage comme des victimes de l'appareil d'Etat et les dissocier des débats sur la torture. Les associations de pieds-noirs mènent le combat pour l'indemnisation des biens, la reconnaissance du statut de victimes et

---

[118] Charles de Gaulle cité par Todd Shepard, *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, op. cit.

[119] Claire Eldridge, *From empire to exile history and memory within the pied-noir and harki communities 1962-2012*, Manchester University Press., 2016.

[120] Benjamin Stora recense près de 3 000 ouvrages sur la guerre entre 1962 et 1997 Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie.*, op. cit., p. 248. Il s'agit principalement de travaux journalistiques, dont ceux, pionniers, d'Yves Courrière ou de témoignages d'acteurs relevant de l'écriture individuelle, dominée par la *nostalgérie* ou les exploits guerriers. Le cinéma traite aussi du sujet à l'instar de *Élise ou la vraie vie* (1967) de Michel Drach, *Avoir vingt ans dans les Aurès* (1972) de René Vautier, *RAS* (1973) d'Yves Boisset ou *Le coup de sirocco* (1979) d'Alexandre Arcady mais ces films ne traitent que des passions du soldat et l'Algérie y est absente.

[121] Mohammed Harbi, Benjamin Stora , *La Guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie*, op. cit.

l'entretien d'une vision positive de la colonisation. Il faut attendre plus longtemps pour que les anciens harkis, mais surtout leurs enfants, se mobilisent pour obtenir la reconnaissance de leur histoire. Présents en métropole depuis le début du XXe siècle, les Algériens sont aussi nombreux à s'installer en France après l'Indépendance. Le passé colonial en fait une immigration spécifique, porteuse d'une mémoire critique qui peine à se frayer un chemin dans les institutions jusqu'à ce que leurs enfants marchent pour l'Egalité dans les années 1980.

Ces acteurs ont construit des récits différents sur le passé. Pour certains, l'histoire débute en 1830, pour d'autres elle commence en 1962, pour les soldats elle est une parenthèse bouleversante. L'Algérie est à la fois l'Eden des orangers, l'enfer des bidonvilles d'Alger et le coupe-gorge de Palestro. Ces expériences ont longtemps été pensées comme antagonistes. Aussi contre intuitif que cela puisse paraitre, les mémoires de la guerre d'Algérie ne sont pas contradictoires mais complémentaires. L'expression guerre des mémoires a mis l'accent sur les acteurs plutôt que sur la responsabilité du gouvernement à mettre ces récits en cohérence[122]. Or, en développant des relations clientélistes avec des associations, les pouvoirs publics ont contribué, plus ou moins malgré eux, au cloisonnement des mémoires.

d. Un cloisonnement entretenu par des relations clientélistes avec l'Etat

L'État ne reste pas indifférent à ces groupes de pression, envers lesquels il multiplie les gestes mémoriels. En 1999, le gouvernement reconnait le statut de guerre et ouvre une partie des archives. L'année suivante, Lionel Jospin reconnaît que la torture a été pratiquée « *avec l'aval de certaines autorités françaises ».* Le 4 novembre 2000, en plein débat sur la torture, il soutient l'Appel des Douze publié dans *l'Humanité*. Le 5 décembre 2002, Jacques Chirac inaugure le mémorial national du quai Branly et instaure une journée nationale pour les combattants morts pour la France (le 5 décembre). En 2003, le 25 septembre devient une journée nationale en hommage aux harkis. En 2012, Nicolas Sarkozy reconnaît une dette de la France envers ces derniers et se rend au camp de Rivesaltes. Son gouvernement satisfait les revendications des associations de rapatriés en modifiant la destination du monument du quai Branly pour y inscrire les noms de civils européens[123]. François Hollande instaure la journée du 19 mars pour satisfaire une longue revendication des appelés. En 2012, il reconnait les faits du 17 octobre 1961 sans toutefois évoquer la question des responsabilités[124]. Il élude également cette question dans l'affaire Maurice Audin, même s'il met fin au mensonge officiel

[122] Benjamin Stora, *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, Éditions de l'aube, 2015 ; Eric Savarèse, *Algérie: La guerre des mémoires.*, Non-Lieu., 2007.
[123] Les noms des victimes de la rue d'Isly puis de 1 500 civils européens disparus pendant la guerre y sont inscrits
[124] Communiqué de l'Elysée, 17 octobre 2012.

en déclarant que ce dernier est « *mort durant sa détention* »[125]. Le 25 septembre 2016, il reconnaît les responsabilités françaises dans l'abandon, les massacres et les mauvaises conditions d'accueil des harkis[126]. Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs en adoptant un plan de réparation pour les harkis, en reconnaissant la responsabilité de l'État dans l'assassinat de Maurice Audin et l'existence du système *arrestation-détention* au cœur de l'appareil répressif français[127]. Il élude cependant la responsabilité de l'État dans la répression du 17 octobre 1961. Les discours sur le système colonial et les crimes de la colonisation, pourtant à la source de la guerre, restent absents de ces démarches de reconnaissance, même si en Algérie les différents présidents peuvent tenir des propos plus engageants sur le sujet[128].

Ces gestes mémoriels sont conséquents. Mis bout à bout, ils démontrent que contrairement aux récits des acteurs, l'État n'oublie pas la guerre d'Algérie et qu'il l'introduit dans le récit national. Toutefois, les mémoires de la guerre d'Algérie ne font pas l'objet de politiques publiques ambitieuses ou de discours ensembliers. Elles dépendent de négociations de revendications catégorielles portées par des associations les plus actives et souvent peu représentatives de l'hétérogénéité des groupes dont elles sont issues. A chaque gouvernement, ses interlocuteurs et ses promesses. Cette relation clientéliste contribue au cloisonnement et donne l'impression d'une compétition pour influencer le récit national. Les mémoires de la guerre d'Algérie deviennent un sujet politique inflammable investi par les entrepreneurs identitaires[129].

---

125 Message à l'occasion de la remise du prix Maurice Audin en 2014

126 Discours du 25 septembre 2016.

127 Déclaration du 13 septembre 2018.

128 En Algérie, les différents Présidents ont fait des déclarations majeures. En 2003, Jacques Chirac s'était rendu au monument des Martyres. En 2007, Nicolas Sarkozy « *condamne sans réserve le système colonial* » et reconnaît qu'il « *était injuste par nature et ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation* » (Discours de Constantine, le 5 décembre 2007). Le 19 décembre 2012, le président François Hollande reconnaît devant les parlementaires algériens « *les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien* ». En 2015, Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État aux Anciens combattants, dépose une gerbe à Sétif.

129 Dans « Political identities in changing polities », Charles Tilly observe l'évolution des demandes des mouvements sociaux passant de demandes sociales et programmatiques (*we want*) à des demandes existentielles identitaires (*we exist*). Il décrit alors l'émergence d' « entrepreneurs identitaires » manœuvrant pour redéfinir les frontières et les récits, dont ceux de l'identité nationale. Depuis le 11 septembre 2001, en Europe comme aux Etats-Unis, un processus de redéfinition de la frontière entre le *nous* et le *eux* s'affirme, avec au cœur de ce processus la question de la place à accorder aux citoyens musulmans ou arabes. Les débats sur l'identité nationale s'imposent dans les démocraties occidentales. Charles Tilly, « Political Identities in Changing Polities », *Social Research*, 70 (2), 2003.

II. Qu'est-ce que la mémoire collective ?

La mémoire a une dimension vertigineuse tant elle recouvre une multiplicité de sens et de sensations. Elle renvoie au commencement de tout. Mnémosyne, déesse de la mémoire est un Titan. Elle précède les Dieux. Fille du Ciel et de la Terre, elle donne à chaque chose un nom et aux Hommes la parole. Elle fait d'eux des êtres de mémoire. La maitrise du langage et le souvenir de l'expérience font des humains des animaux sociaux et politiques. La mémoire nous précède tous. Rien que le choix du prénom inscrit celui ou celle qui ne respire pas encore dans un récit : un grand-père tant aimé et parti trop tôt, une histoire bretonne, l'hommage à une militante féministe, des origines juives lointaines mais que l'on transmet en donnant à Marie le deuxième prénom de Rachel. Si la mémoire est au commencement de tout, sa perte annonce aussi le bout du chemin. Perte des souvenirs, perte de la parole, perte de son identité : combien de familles confrontées à la maladie d'Alzheimer se sont retrouvées seules lorsque la mort sociale précède la mort biologique ? « *Le vieillissement est essentiellement une opération de mémoire. Or c'est la mémoire qui fait toute la profondeur de l'homme.* »[130].

Vertige, car la mémoire a quelque chose d'insaisissable et d'évanescent. Elle renvoie au temps qui passe et qu'il est si difficile de retenir, à la fragilité de nos êtres et à celles de nos proches et des moments passés ensemble. Elle renvoie chacun de nous à sa propre lutte pour préserver le souvenir du vert paradis de l'enfance. Et lorsque, au contraire, il s'agit d'oublier. La mémoire s'immisce dans tous les interstices de l'existence. Le traumatisme s'inscrit dans l'inconscient. Rien ne s'oublie, tout se transforme. Le retour du refoulé nous rappelle combien nous sommes attachés à notre vécu.

Vertige, car dans l'acte de mémoire nous sentons que le temps et le réel se difractent. La mémoire est *« le présent du passé »*[131]. Elle est ce qui n'est plus mais est encore. Trace du passé dans le présent, elle est aussi le présent transformant le passé. Elle prend l'apparence d'une connaissance alors qu'elle n'est qu'imagination. Elle prétend à l'objectivité mais elle est toujours subjective. Elle convoque la raison mais elle est pétrie d'émotions. Elle parait intime alors qu'elle est fondamentalement sociale. Nous avons besoin des autres pour nous souvenir. Les mots et les images que nous utilisons nous viennent d'eux. Les occasions qu'ils créent nous ramènent vers le passé. Aussi intime que puisse être le souvenir des séjours à Combray chez la tante Léonie, il ne saurait advenir sans le partage d'une madeleine à l'heure du thé[132].

---

130 Péguy (C.), *Clio*, Paris, Gallimard, p. 268.
131 Saint-Augustin cité par Ricoeur (P.), *Temps et récit, tome 1: L'intrique et le récit historique.*, Paris, Points, 1991, p. 37.
132 *« Et tout d'un coup le souvenir m'est apparu. Ce goût c'était celui du petit morceau de madeleine que le dimanche matin, à Combray (parce que ce jour-là je ne sortais pas avant l'heure de la messe), quand j'allais lui dire bonjour dans sa chambre, ma tante Léonie m'offrait après l'avoir trempé dans son infusion de thé ou de tilleul. La vue de la petite madeleine ne m'avait rien rappelé avant que je n'y eusse goûté ;*

Vertige encore tant l'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective est complexe, voire énigmatique. La mémoire nous relie intimement à nos communautés les plus affectives comme au reste de la société. Elle fonde notre identité personnelle, celle de la famille et des groupes auxquels nous appartenons. « *Nous sommes ce que nous racontons de nous-mêmes.* »[133]. Dans l'acte de mémoire se joue des enjeux présents de récits de soi, d'appartenances et de relations à l'autre. La mémoire n'a donc pas d'existence en dehors de la politique et des relations sociales[134]. Parce qu'elle renvoie à l'identité, la mémoire devient aussi un champ de bataille du politique. Combien de fois avons-nous entendu qu'un peuple sans mémoire n'a pas d'avenir ? Qu'il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où aller ? En 1883, Victor Hugo écrivait au Président du Conseil Municipal de Paris à propos de la probable destruction des arènes de Lutèce : « *Il n'est pas possible que Paris, la ville de l'avenir, renonce à la preuve vivante qu'elle a été la ville du passé. Le passé amène l'avenir.* »[135]. Que faire du passé ? Y a-t-il un impératif à se souvenir ? Que faut-il conserver ? Que faut-il détruire ou oublier pour se donner la liberté de créer ? Cette dialectique entre préservation et invention est cœur de la modernité comme le constate Paul Ricoeur : *« Ne peut-on pas dire que certains peuples souffrent d'un trop de mémoire, comme s'ils étaient hantés par le souvenir des humiliations subies lors d'un passé et aussi par celui des gloires lointaines ? Mais ne peut-on pas dire au contraire que d'autres peuples souffrent d'un défaut de mémoire comme s'ils fuyaient devant la hantise de leur propre passé. »*[136].

Vertige académique enfin tant la mémoire, si elle est singulière, peut être saisie à partir d'une multiplicité d'angles de vue. Elle est l'objet de tant de disciplines : la philosophie, l'histoire, la sociologie, la science politique, les neurosciences, la psychologie et la psychanalyse. Elle implique une multiplicité d'échelles, qui entre l'individu et le collectif, offrent une infinité de strates et de possibilités d'articulations[137].

---

peut-être parce que, en ayant souvent aperçu depuis, sans en manger, sur les tablettes des pâtissiers, leur image avait quitté ces jours de Combray pour se lier à d'autres plus récents ; peut-être parce que de ces souvenirs abandonnés si longtemps hors de la mémoire, rien ne survivait, tout s'était désagrégé ; les formes – et celle aussi du petit coquillage de pâtisserie, si grassement sensuel, sous son plissage sévère et dévot – s'étaient abolies, ou, ensommeillées, avaient perdu la force d'expansion qui leur eût permis de rejoindre la conscience. Mais, quand d'un passé ancien rien ne subsiste, après la mort des êtres, après la destruction des choses, seules, plus frêles mais plus vivaces, plus immatérielles, plus persistantes, plus fidèles, l'odeur et la saveur restent encore longtemps, comme des âmes, à se rappeler, à attendre, à espérer, sur la ruine de tout le reste, à porter sans fléchir, sur leur gouttelette presque impalpable, l'édifice immense du souvenir ». Proust (M.), *Du côté de chez Swann*, Paris, Gallimard, 1988, p. 527.

133 Paul Ricoeur distingue l'identité de l'ipseité : « *Sans le secours de la narration, le problème de l'identité personnelle est en effet voué à une antinomie sans solution [...] Le dilemme disparaît si, à l'identité comprise au sens d'un même* **(idem)**, *on substitue l'identité comprise au sens d'un soi-même* **(ipse)**; *la différence entre* **idem** *et* **ipse** *n'est autre que la différence entre une identité substantielle ou formelle et l'identité narrative*». Ricoeur (P.), *Temps et récit, tome 3*, Paris, Seuil, 1991, p. 355.

134 Winter (J. M.), Sivan (E.), *War and remembrance in the twentieth century*, Cambridge University Press, 2005, p. 40.

135 Lettre de Victor Hugo au Conseil de Paris, 1883

136 Ricœur (P.), « Le pardon peut-il guérir ? », *Esprit (1940-)*, 210 (3/4), 1995 p77.

137 Lavabre (M.-C.), « *La "mémoire collective" entre sociologie de la mémoire et sociologie des souvenirs* ? » https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01337854

A. La mémoire collective

a. Du caractère collectif des souvenirs individuels

A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la mémoire, le rêve, et le caractère inconscient de la pensée, deviennent des objets d'étude majeurs de la philosophie, des sciences naturelles comme des sciences sociales et bientôt de la psychologie et de la psychanalyse. Dans *Matière et mémoire* (1896), Henri Bergson propose une approche individualiste de la mémoire. L'accumulation d'images au cours de l'expérience formerait une mémoire pure placée au plus profond de l'inconscient et rendue inaccessible par les impératifs sociaux présents. Seul l'isolement de la société permettrait de pouvoir l'atteindre, d'où le surgissement parfois de cette mémoire pure en rêve ou dans l'intimité du souvenir.

Contre cette approche individualiste, le sociologue Maurice Halbwachs conceptualise la mémoire en tant que phénomène social[138]. Nos souvenirs nous sont personnels. Mais alors que nous croyons à leur indépendance et à leur unicité, ils demeurent collectifs[139]. Pour se souvenir, il faut d'abord des circonstances que seules nos interactions réelles ou mentales avec les autres peuvent provoquer. Le sens que nous donnons à ces souvenirs nous vient également des autres. Notre regard sur le passé est empreint de codes imposés par notre milieu dans le présent. Nous regardons nos souvenirs avec non seulement le jugement de notre temps mais aussi en fonction du langage et des images circulant autour de nous[140]. Cette opération modifie nos impressions du passé. Pas de mémoire sans le groupe donc. Les individus se souviennent parce qu'ils appartiennent à un groupe et grâce aux images, normes et codes fournis par le groupe dans les interactions avec ses membres. Si le groupe se dissout alors la mémoire disparait car n'étant plus sollicitée pour produire du commun.

[138] « *Si le souvenir se conservait sous forme individuelle dans la mémoire, si l'individu ne pouvait se souvenir qu'en oubliant la société de ses semblables, et allant, tout seul, allégé de toutes les idées qu'il doit aux autres, au-devant de ses états passés, il se confondrait avec eux, c'est-à-dire qu'il aurait l'illusion de les revivre. Or, nous l'avons montré, il y a bien un cas où l'homme se confond avec les images qu'il se représente, c'est-à-dire croit vivre ce qu'il imagine tout seul : mais c'est le seul moment aussi où il ne soit plus capable de se souvenir : c'est quand il rêve. Au contraire, il se souvient d'autant mieux, il reproduit son passé sous des formes d'autant plus précises et concrètes qu'il distingue mieux le passé du présent, c'est-à-dire qu'il est lui-même dans le présent, qu'il a l'esprit tourné vers les objets extérieurs et vers les autres hommes, c'est-à-dire qu'il sort de lui* »Halbwachs (M.), *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 196.

[139] « *Ils nous sont rappelés par les autres alors même qu'il s'agit d'évènements auxquels nous seuls avons été mêlés et d'objets dont nous seuls avons vus. C'est qu'en réalité nous ne sommes jamais seuls. Il n'est pas nécessaire que d'autres hommes soient là, qui se distinguent matériellement de nous car nous portons toujours avec nous et en nous la quantité de personnes qui ne se confondent pas.* » Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, Albin Michel., Paris, 1997, p. 52.

[140] « *Les hommes vivants en société usent de mots dont ils comprennent le sens : c'est la condition de la pensée collective. Or chaque mot (compris) s'accompagne de souvenirs et il n'y a pas de souvenirs auxquels nous ne puissions faire correspondre des mots. Nous parlons nos souvenirs avant de les évoquer.*» Halbwachs (M.), *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 279.

« *Si ce premier souvenir s'est aboli, s'il ne nous est plus possible de le retrouver c'est que depuis longtemps nous ne faisons plus partie du groupe dans la mémoire duquel il se conservait. Pour que notre mémoire s'aide de celle des autres, il ne suffit pas que ceux-ci nous apportent leurs témoignages : il faut encore qu'elle n'ait pas cessé de s'accorder avec leurs mémoires et qu'il y ait assez de points de contact entre l'une et les autres pour que le souvenir qu'ils nous rappellent puisse être reconstruit sur un fondement commun. Il ne suffit pas de reconstituer pièce à pièce l'image d'un événement passé pour obtenir un souvenir. Il faut que cette reconstruction s'opère à partir de données ou de notions communes qui se trouvent dans notre esprit aussi bien que dans ceux des autres, parce qu'elles passent sans cesse de ceux-ci à celui-là et réciproquement, ce qui n'est possible que s'ils l'on fait partie et continue de faire partie d'une même société. Ainsi seulement on peut comprendre qu'un souvenir puisse être à la fois reconnu et reconstruit.* »[141].

La multiplicité des interactions avec les membres du groupe et le partage de références communes rendent les souvenirs plus nombreux et intenses. Les souvenirs les plus faciles à retrouver sont ceux « *du domaine du commun, ceux à tout le monde* »[142]. Les plus difficiles à faire émerger sont ceux liés à des interactions sociales plus rares et complexes. Les conditions sociales permettant leur remémoration sont plus difficiles à réunir[143].

S'il n'y a pas d'occasion de remémoration sans le groupe, ni de contenu du souvenir qui ne soit hors de l'individu, les individus restent ceux qui se souviennent. Tous les membres d'un même groupe ne se souviennent pas des mêmes évènements de manière identique. Ils se situent au carrefour d'une multiplicité d'appartenances et d'interactions sociales influençant la reformulation et le réagencement des souvenirs. Il y a donc une subjectivité dans la manière de relier et de hiérarchiser les souvenirs. *« Nous dirions volontiers que la mémoire individuelle est un point de vue de la mémoire collective, que ce point de vue change suivant la place que j'y occupe et que cette place elle-même change suivant les relations que j'entretiens avec d'autres milieux.* »[144] S'il nous appartient, l'enchainement causal effectué dans le présent se fait aussi en fonction des dynamiques contemporaines. Lorsque nous rationalisons les souvenirs, que nous les sectionnons ou les rangeons, nous le faisons avec nos idées, nos codes et nos intérêts au moment de la remémoration.

b. Une définition

Une première manière de définir la mémoire collective serait de l'opposer à l'histoire. « *L'histoire est une érudition* »[145], une science qui, même si elle peut être relative, reste une étude du passé advenu.

---

141 Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit., p. 63.
142 *Ibid.*, p. 92.
143 « *De ces combinaisons certaines sont extrêmement complexes. C'est pourquoi il ne dépend pas de nous de les faire reparaitre. Il faut se fier au hasard, attendre que plusieurs systèmes d'ondes, dans les milieux sociaux où nous nous déplaçons matériellement ou en pensée, se croisent à nouveau et fassent vibrer de la même manière qu'autrefois l'appareil enregistreur qu'est notre conscience individuelle* » *Ibid.*, p. 95.
144 Ibid., p 95
145 Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit.

Elle est analytique, précise et *« relève de la raison qui instruit sans convaincre* »[146]. La mémoire est une interprétation, « *une présence incertaine du passé* »[147]. Elle n'a pas pour objet la connaissance mais la construction d'une identité narrative[148] et se recompose au gré du moment, des intérêts, et des dynamiques du groupe. « *La mémoire collective est ce qui reste du passé dans le vécu des groupes ou ce que ces groupes font du passé* ». Elle comprend « *l'ensemble des souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité dans laquelle le sentiment du passé fait partie intégrante.* »[149]. En se reposant sur la vérité, l'histoire tend à l'unicité alors que la mémoire collective est plurielle. Elle se décomposerait en autant de récits que de strates dans une société. Alors que l'histoire se concentre sur l'analyse des changements, la mémoire met l'accent sur les similitudes et les ressemblances. Elle est une opération d'homogénéisation du passé. Plus le souvenir est inerte et préservé, plus il est transmissible pour se persuader que le groupe est resté inchangé. L'introduction d'un nouveau membre, d'une circonstance extérieure, ou l'émergence d'un nouveau groupe, entrainent la recomposition de la mémoire. L'histoire y survivra et ne commence d'ailleurs qu'au moment où la mémoire sociale se décompose[150].

La mémoire collective a donc une fonction sociale. Elle confère une identité et une cohésion au groupe. Elle donne un sens à la communauté, un script culturel partagé et un sentiment d'appartenance[151]. Dans cette opération, la mémoire collective est bien évidemment sélective. Fréderic Bartlett a décrit comment la reconstruction est toujours faite dans le présent, *a posteriori*, pour sélectionner les faits servant les intérêts du groupe et permettant de renforcer sa légitimité, ses choix ainsi que ceux de ses membres[152]. La mémoire joue un rôle majeur dans la construction identitaire en inscrivant les individus et les groupes dans des lignées, des récits mais aussi en leur offrant la possibilité de s'en désaffilier. La mémoire collective fournit aux membres du groupe un ensemble de représentations normatives sur les règles et les comportements valorisés par le groupe. Les individus assimilent ces savoirs qu'ils réutilisent lorsqu'ils sont confrontés à des évènements nouveaux et non familiers. Ils les inscrivent dans des cadres préexistants qui leur donnent du

---

146 Nora (P.), « La mémoire collective », *La nouvelle histoire*, Retz-CEPL., Paris, 1978.

147 Lavabre (M.-C.), *Le fil rouge: Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

148 Ricoeur (P.), *Temps et récit, tome 3*, op. cit., p. 355.

149 Nora (P.), « La mémoire collective », *art. cit.*, p. 398.

150 « *Quand la mémoire d'une suite d'évènements n'a plus pour support un groupe, celui-là même qui y fut mêlé ou en subit les conséquences, qui y assista ou en reçu le récit vivant des premiers acteurs et spectateurs, quand elle se disperse dans quelques esprits individuels perdus dans des sociétés nouvelles, que ces faits n'intéressent plus parce qu'ils leur sont décidément extérieurs alors le seul moyen de fixer ces souvenirs c'est de le faire par écrit en une narration suivie tandis que les paroles et les pensées meurent les écrits restent.* ». Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit., p. 130.

151 Confino, *Collective Memory and Cultural history : Problems of Methods, American historical review*, 1997 ; Wood (N.), *Vectors of memory legacies of trauma in postwar Europe*, Berg, 1999 ; Misztal (B. A.), *Theories of social remembering*, Open University Press, 2003.

152 Bartlett (F.), *Remembering: A Study in Experimental and Social Psychology*, 2 édition., Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2010.

sens[153].

L'étude de la mémoire collective nous convie à la fois dans le champ des souvenirs des individus et des récits leur ayant été transmis oralement ou par écrit. Elle nous invite aussi à identifier les mémoires entretenues par les institutions et les groupes auxquels ils appartiennent et à identifier les usages politiques du passé.

c. Les cadres sociaux de la mémoire

Pour exister et circuler, une mémoire sociale repose d'abord sur des systèmes de conventions : les mots, les catégories et les représentations que nous utilisons sont le produit de nos relations sociales : *« Nous parlons nos souvenirs avant de les évoquer ; c'est le langage et c'est tout le système de conventions sociales qui en sont solidaires qui nous permet à chaque instant de reconstruire notre passé »*[154]. Des documentaires à la télévision, des commémorations, des repas de famille, un décès, des attentats sont autant d'occasions de remémoration et de mise en récit. Plus le groupe (famille, amis, collègues, nation) multiplie et densifie ces interactions, plus il sera traversé par des moments permettant le souvenir. Les familles où l'on transmet peu, sont les familles où l'on parle peu. A mesure que le groupe se disloque, que ses membres n'ont plus d'occasions de dialogue ou qu'ils sont remplacés par de nouveaux membres ayant une autre approche du passé, la mémoire se recompose, au risque même de se dissoudre. Elle obéit à la dynamique temporelle du groupe comme à la dynamique biographique de l'individu[155].

L'espace joue également un rôle central dans la vivacité d'une mémoire. Le souvenir lui-même est inscrit dans l'espace. Lorsque nous repensons à des personnes ou à des moments, nous les situons dans un ou plusieurs espaces. « *Jamais nous ne sortons de l'espace* »[156]. Lorsque nous avons l'occasion de retourner dans les lieux du souvenir, alors la remémoration est encore plus forte. "*Il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial*"[157]. Le groupe est dépendant de sa nature matérielle. Il existe en ayant en partage un lieu, un pays, un village, une maison de famille et de ce que ces espaces ont à offrir au groupe. Ainsi, les groupes sont façonnés par les espaces dans lesquels ils s'inscrivent en même temps qu'ils façonnent ceux-ci. « *Le lieu a reçu l'empreinte du groupe*

---

[153] Licata (L.), Mercy (A.), « Collective Memory, Social Psychology of », *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences.*

[154] Halbwachs (M.), *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 199.

[155] « *Il n'y a pas de temps universel et unique, mais la société se décompose en une multitude de groupes dont chacun a sa durée propre…Les temps sont simplement plus ou moins vastes ils permettent à la mémoire de remonter plus ou moins loin dans le passé* » Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit., p. 189.

[156] « *C'est l'image seule de l'espace qui en raison de sa stabilité nous donne l'illusion de ne point changer à travers le temps et de retrouver le passé dans le présent. L'espace seul est assez stable pour pouvoir durer sans vieillir ni perdre aucune de ses parties.* » *Ibid.*, p. 236.

[157] *Ibid.*, p. 209.

et réciproquement…Il n'est guère de paysage sur lequel telle ou telle classe sociale ait imposé sa marque »[158]. Ainsi les paysages du Nord de la France ont-ils été transformés par l'exploitation minière. Les terrils portent aujourd'hui la mémoire ouvrière alors même que les mineurs disparaissent. Grandir à l'ombre des terrils, dans le souvenir des luttes comme des difficultés passées, laisse une empreinte, une présence rappelant à chacun le sens du combat et de la dignité. Les lieux sont donc essentiels au succès et au maintien d'une mémoire. Les maisons de famille sont souvent les endroits où se trouvent les objets et les photos racontant l'histoire familiale[159]. Les membres du groupe s'y réunissent pour partager des souvenirs et en créer de nouveaux. Ces lieux offrent à la mémoire une matière à laquelle s'accrocher[160]. De la même manière, les monuments, les musées, l'odonymie, en s'inscrivant dans l'espace, offrent des occasions de remémoration.

« *La mémoire collective (étant) liée à la stabilité des choses matérielles* »[161], il y a une inégalité face à la mémoire. Tous les groupes ne disposent pas d'espaces ou d'objets à transmettre. Ces derniers varient en quantité et en qualité. Parce qu'ils utilisent plus d'espaces, qu'ils le forgent davantage, les riches laissent plus de traces et transmettent mieux leur histoire. La précarité sociale est aussi une précarité mémorielle. Les pauvres ont moins à laisser à leurs enfants et les espaces dans lesquels ils évoluent sont susceptibles d'être détruits ou remodelés.

Des lieux peuvent ainsi disparaitre ou évoluer. Mais si le groupe survit à ce réagencement, la mémoire se perpétue. Le cas des pieds-noirs est emblématique. Avec la perte de l'Algérie française, certains Français d'Algérie forcés à l'exil ont pu ressentir un déracinement. Les relations sociales inscrites dans le quartier de Bab-El-Oued d'Alger ont été détruites par l'expérience de l'exil. Le retour dans l'Algérie d'aujourd'hui ne permet pas de retrouver le lieu initial. Cependant, le groupe peut réussir à se recomposer ailleurs, retrouver un équilibre et essayer de se maintenir. Dans ces conditions nouvelles, il peut développer une forme de résistance et réagencer sa mémoire collective autour de l'Algérie perdue. La mémoire des pieds-noirs se construit une fois que ceux-ci sont arrivés en France. Le rapatriement devient un acte fondateur se greffant à celui de la conquête de l'Algérie pour devenir un socle commun à ce qui peut définir une identité pieds-noirs. Cela annonce déjà des difficultés de transmission. N'est pied-noir que celui ou celle ayant connu le pays perdu et vécu le rapatriement. Les descendants ne seront jamais des pieds-noirs. La mémoire doit inévitablement

---

158 *Ibid.*, p. 196.

159 « *L'entourage matériel porte notre marque et celle des autres : la stabilité du logement et de son aspect intérieur n'en impose pas moins au groupe lui-même l'image apaisante de sa continuité* » *Ibid.*, p. 195. Voir notamment l'ouvrage de Bahloul (J.), *La maison de mémoire*, Paris, Métailié, 1992.

160 « *La matière porte les souvenirs du groupe et maintient la pérennité de la tradition. Elle n'est pas inerte mais elle est innervée par les pensées et sentiments des hommes* » Bastide (R.), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, 21, 1970.

161 Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit., p. 232.

se recomposer avec cette nouvelle génération évoluant dans un contexte et portant des intérêts qui lui sont propres[162].

Les cadres sociaux étant produits par les institutions, ces dernières jouent un rôle majeur dans l'élaboration et l'entretien d'une mémoire collective. Religions, états, classes sociales, et familles fournissent des cadres de pensée et des conventions. Elles inscrivent les individus dans des mythologies, s'organisent autour de lieux et font exister le souvenir à travers des rites (une messe, une commémoration, une manifestation, une cousinade). Ainsi les mémoires individuelles s'inscrivent dans des mémoires collectives portées par les institutions qui les nourrissent et les entretiennent.

Enfin, la mémoire produit à son tour des effets sociaux. Maurice Halbwachs rappelle que : « *La société ne peut vivre que s'il y a une entente entre les individus du groupe et s'il y a une continuité dans le temps. La mémoire répond donc à un besoin social d'unité et un besoin social de continuité. C'est pourquoi la société tend à écarter de sa mémoire tout ce qui pourrait séparer les individus, éloigner les groupes les uns des autres, et qu'à chaque époque elle remanie ses souvenirs de manière à les mettre en accord avec les conditions variables de son équilibre.* »[163] Le passé est filtré par le jugement situé dans le présent et au carrefour des appartenances. Les relations de dominations sociale, sexuelle ou culturelle au sein du groupe sont légitimées par des récits sur le passé. La remise en cause de ces dominations passe donc par une réécriture partielle de la mémoire du groupe. Tout en étant enrobée d'affects et de symboles paraissant éloignés du politique, la mémoire est un enjeu de pouvoir. Elle est à la fois une ressource, un capital et un instrument dans la lutte pour sa conquête[164].

d. *Articuler mémoire collective et mémoire individuelle*

Maurice Halbwachs distingue deux types de souvenirs. Les souvenirs personnels issus de notre vécu et de nos interactions avec les autres et la « *mémoire empruntée* » aux groupes auxquels l'individu appartient. Ce dernier n'a pas vécu ces événements mais il utilise et entretient ces souvenirs impersonnels, tronqués et schématiques fournis par le groupe. Il s'agit de saisir les modalités de l'interaction entre les mémoires individuelles et la mémoire collective. En quoi le groupe est-il capable d'imposer des souvenirs aux individus et réciproquement ?

Les travaux de M. Halbwachs définissent la mémoire collective comme étant un cadre suffisant pour accueillir les mémoires individuelles. En 1970, Roger Bastide offre une interprétation de

162 Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit. ; Buono (C.), *pieds-noirs de père en fils.*, Balland., 2004. Baussant (M.), *pieds-noirs, mémoires d'exils*, Stock, 2002.
163 Halbwachs (M.), *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 206.
164 Nora (P) « Quatre coins de la mémoire politique française », H. Histoire, n° 2, juin 1979 pp. 9-32

l'interaction entre mémoire collective et mémoire individuelle. Il nous invite à regarder la mémoire collective non pas comme un objet mais comme une structure dans laquelle observer les interactions et les réseaux entre les individus. Il y aurait ainsi plus de perméabilité et de complémentarité entre le groupe conservant les souvenirs et les individus participant dans leurs interactions de la recomposition des souvenirs. Avec Roger Bastide, la mémoire collective prend la forme d'un système d'interrelations des mémoires individuelles. Si aucune mémoire individuelle n'est possible sans que l'individu ne fasse partie d'un ensemble, la mémoire collective n'appartient pas au groupe mais est la propriété de ses membres et le fruit de leurs interactions[165]. Il décrit une opération de bricolage de la mémoire collective par les individus. Utilisant les matériaux hérités, ils composent un arrangement donnant une signification nouvelle au passé. Roger Bastide nous permet de mettre l'accent sur la mémoire comme processus et de considérer l'opération de transmission. Le passé n'est pas seulement un héritage des générations précédentes mais un matériau bricolé, une opération d'accommodement individuel et collectif pour conforter l'identité dans le présent[166].

Son étude des mémoires africaines se recomposant au Brésil éclaire le cas algérien. Le déplacement entraine une rupture avec le lieu initial et la destruction des centres mnémoniques et des relations qui existaient entre les différents acteurs. Cependant, ces mêmes acteurs se retrouvent en France mais dans des configurations nouvelles où il est impossible de retrouver le scénario primitif de la mémoire. Ce manque crée une réaction mémorielle, une recomposition du scénario initial, une opération de bricolage donnant une autre signification aux événements passés. Par exemple, alors que le décret Crémieux, octroyant une citoyenneté collective aux Juifs d'Algérie, était perçu comme une menace pour la francité dans la culture politique des Français d'Algérie, il est valorisé après le rapatriement pour dire la générosité de la France et inclure les Juifs dans le groupe « pied-noir » en recomposition.

La collectivité n'impose donc pas une mémoire irréductible aux individus. La mémoire collective ne peut se réduire à l'instrumentalisation du passé par le groupe. A l'inverse, les souvenirs individuels agglomérés ne suffisent pas à créer une mémoire collective. Comment la mémoire du groupe peut-elle s'imposer aux individus et inversement comment la mémoire des individus peut-elle former une mémoire collective ? C'est dans l'interpénétration entre le collectif et l'individuel

[165] « *Ce n'est pas le groupe en tant que groupe qui explique la mémoire collective; plus exactement, c'est la structure du groupe qui fournit les cadres de la mémoire collective, définie non plus comme conscience collective mais comme système d'interrelations, de mémoires individuelles.* » Bastide (R.), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *art. cit.*, p. 31.
« *La mémoire collective est bien la mémoire d'un groupe à condition de considérer que les individus qui composent ce groupe, lesquels ont des rôles et des places différentes dans le groupe. Elle est la mémoire d'une organisation, d'une articulation d'un système de rapports entre individu* ». *Ibid.*, p. 92-95.

qu'il faut chercher les réponses[167].

Dans son étude de la mémoire du Parti communiste et de ses militants, Marie-Claire Lavabre fait la différence entre la mémoire historique élaborée par le groupe et la mémoire vive, celle évoquée par les individus où se mêlent souvenirs personnels des événements et imaginaire collectif. Une mémoire historique hors sol qui ne saurait pénétrer l'imaginaire des individus s'apparenterait à de la propagande. Elle ne peut devenir mémoire collective que si elle est portée par les individus. Inversement, elle n'est possible que lorsque la mémoire du vécu des individus rencontre la mémoire historique. Les temps militants sont alors des moments particuliers où la mémoire historique rencontre l'intensité du vécu individuel et permet la transmission, l'assimilation et l'élaboration de nouveaux souvenirs[168].

Cette approche incite à une réflexion sur l'efficacité des grilles de lectures élaborées par le groupe, les pratiques de transmission, les réaménagements opérés par les individus. Marie-Claire Lavabre décrit un double mouvement entre poids et choix du passé. Le collectif imprime sa marque sur les souvenirs des individus devant composer avec ce poids. Mais l'individu pioche aussi dans le collectif pour élaborer sa propre mémoire (choix)[169]. De quoi se souvient-on ? Comment ? Qui se souvient ? Pourquoi ? Quand ? sont autant de questions qui ouvrent le champ de la sociologie de la mémoire et du souvenir. Elles invitent à saisir l'individu dans le cadre plus large de sa socialisation, de sa politisation, de ses pratiques et de la multiplicité de ses appartenances. Niveau de diplôme, pratiques militantes, réseaux de sociabilité, choix partisans, ruptures familiales, métiers etc. sont autant de facteurs influençant la réception et l'utilisation de la mémoire collective.

Les jeunes interrogés dans cette thèse doivent être appréhendés dans la multiplicité de leurs appartenances. Ils se souviennent et mettent en récit leurs histoires familiales en tant que jeunes en 2020, petits-enfants et descendants de pieds-noirs, d'immigrés ou de harkis, en tant qu'étudiants ou militaires, juifs, musulmans, catholiques ou laïcs, filles ou garçons, issus de l'immigration ou des milieux versaillais, appartenant à la classe ouvrière, bourgeoise ou intellectuelle. La socialisation politique joue un rôle important dans la réception et l'organisation des représentations. On ne reçoit pas une histoire familiale pied-noir de la même manière en fonction de son ancrage à gauche ou à droite. La politique filtre la mémoire autant que la mémoire familiale peut fournir une grille de lecture politique. "*Le politique peut organiser les représentations du monde, peser sur les pratiques et les trajectoires, constituer une source de la vitalité d'une mémoire familiale ou le principe intégrateur d'une identité*

---

167 Cubitt (G.), *History And Memory*, Manchester, Manchester University Press, 2007.
168 Lavabre (M.-C.), *Le fil rouge*, op. cit.
169 Lavabre (M.), « Du poids et du choix du passé. Lecture critique du 'syndrome de Vichy' », *Denis Peschanski, Henry Rousso et Michaël Pollak. Histoire politique et sciences sociales*, Complexe., 1991.

individuelle"[170].Cette réhabilitation de la capacité d'agencement des individus ouvre la voie à des mémoires plurielles, résistantes et non conformes à la mémoire du groupe tout en étant reliées à celle-ci. Des mémoires peuvent ainsi survivre aux tentatives de contrôle ou d'occultation. Des mémoires latentes peuvent ainsi survivre de façon souterraine, des mémoires alternatives peuvent aussi venir concurrencer la mémoire du groupe de référence.

Jeffrey K. Olick tente de faire cohabiter *collected memory* et *collective memory* [171]. *Collective memory* renvoie aux catégories subjectives présentes chez les individus et aux modèles disponibles produits et objectivés par le collectif[172]. *Collected memory* renvoie aux mémoires partagées par les individus d'un même groupe. Si les cadres sociaux sont nécessaires pour se souvenir, les individus restent ceux qui se souviennent. Cette approche invite à étudier les processus d'agrégation des mémoires individuelles et s'intéresse aux dynamiques internes au groupe expliquant le succès ou l'échec des processus de collection. Elle permet aussi d'inclure les facteurs cognitifs, psychologiques et même neurologiques dans le processus de formation des mémoires sociales. *Collective memory* rappelle que le groupe fournit non seulement les objets du souvenir mais aussi la manière de s'en souvenir. Les institutions valorisent certaines histoires et fournissent des modèles de remémoration détachés des considérations individuelles. Des colporteurs médiévaux aux serveurs informatiques, en passant par les archives, le groupe fournit des technologies du souvenir. Il se perpétue dans l'acte de préservation et de remémoration. « *It is not just that we remember as members of groups, but that we constitute those groups and their members simultaneously in the act (thus re-member-ing*)"[173]. Ainsi, un récit collectif peut empêcher l'émergence de mémoires individuelles mais les dynamiques de groupe peuvent évoluer et permettre une agrégation de mémoires cherchant leurs chemins dans la mémoire collective. Cette dernière est alors recomposée et en retour peut accueillir les récits et faciliter la parole.

e. Les dynamiques de la mémoire

Jeffrey K. Olick & Joyce Robbins ont tenté de définir des idéaux types de dynamiques mémorielles de changement ou de persistance. Ils distinguent ainsi trois blocs : les stratégies

---

[170] Haegel (F.), Lavabre (M.-C.), « Identité et mémoire. Des trajectoires individuelles dans des mondes qui disparaissent », *L'identité en jeux*, Paris, Editions Karthala, coll. « Recherches internationales », 2010 p. 242.

[171] « *The former are open to psychological considerations, including neurological and cognitive factors, but neglect technologies of memory other than the brain and the ways in which cognitive and even neurological patterns are constituted in part by genuinely social processes. The latter emphasize the social and cultural patterning of public and personal memory, but neglect the ways in which those processes are constituted in part by psychological dynamics.*" Olick (J. K.), « Collective Memory: The Two Cultures », *Sociological Theory*, 17 (3), 1999.

[172] James Wertsch propose également de faire la différence entre ce qu'il nomme une « version forte » renvoyant à la mémoire du groupe, au-delà de la mémoire de ses membres ; à une « version distribuée » renvoyant aux membres du groupe partageant des représentations du passé. Wertsch (J. V.), *Voices of Collective Remembering: test*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 2002. Et Wertsch (J. V.), Roediger (H.), « Collective memory: Conceptual foundations and theoretical approaches », *Memory*, 16 (3), 2008.

[173] Olick (J. K.), « Collective Memory », *art. cit.*, p. 342.

instrumentales visant explicitement à entretenir ou à réviser une mémoire ; la présence d'une mémoire dans les manifestations culturelles pouvant servir de canons au souvenir ou être progressivement abandonnées ; la présence d'une mémoire dans des habitudes reproduites inconsciemment mais sujettes au changement[174]. Alin Coman et ses co-auteurs réaffirment l'importance de l'environnement comme cadre social facilitant la remémoration. L'individu utilise les traces laissées dans son environnement pour reconstruire le souvenir. En conséquence, l'environnement est modelé par les individus et les groupes pour faciliter ou empêcher une mémoire[175].

William Hirst et se co-auteurs insistent sur le caractère conversationnel de la mémoire. Son succès se situe davantage dans la capacité d'écoute que dans l'énonciation. Les anciens appelés ont parlé mais ils n'ont pas été écoutés. Les discours mémoriels individuels ou collectifs se recomposent en fonction de leur audience et de la disponibilité des cadres sociaux. L'élaboration d'une mémoire collective est un processus d'homogénéisation des mémoires individuelles qui se modifient au fil des conversations entre les individus[176] : les souvenirs des uns influençant ceux des autres. La mémoire individuelle a besoin de cohérence pour exister. Cette cohérence est fournie par le cadre de la mémoire collective. L'individu puise les références dont il a besoin dans la mémoire partagée. Sur la mémoire du 11 septembre, William Hirst et ses co-auteurs montrent que les souvenirs des individus recueillis dans les premières semaines sont très flous. En revanche, avec les années, les récits des mêmes individus sont plus structurés. Ils ont été nourris par les conversations avec les autres, par les échanges avec la mémoire collective[177]. Ce phénomène a été également confirmé par les travaux de Denis Peschanski dans le cadre du programme 13 novembre sur les attentats de 2015 en France. La reviviscence des souvenirs intervient lorsque la collectivité fournit un cadre, des mots et des occasions pour qu'elle puisse advenir, comme lors du procès, six ans après les attentats[178]. L'emprunt au grand récit aide à la fabrication des souvenirs individuels. Nous remanions en permanence nos représentations du passé en fonction du cadre social.

Les médias sont des intermédiaires importants. Ils sont les vecteurs des grands récits ou de ce

---

174 Olick (J. K.), Robbins (J.), « Social Memory Studies: From "Collective Memory" to the Historical Sociology of Mnemonic Practices », *Annual Review of Sociology*, 24 (1), 1998.

175 Coman (A.), Brown (A. D.), Koppel (J.), Hirst (W.), « Collective Memory from a Psychological Perspective », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 2009.

176 Middleton (D.), Edwards (D.), *Collective Remembering*, London ; Newbury Park, Calif, SAGE Publications Ltd, 1990.

177 Hirst (W.) *et al.*, « Long-term memory for the terrorist attack of September 11: Flashbulb memories, event memories, and the factors that influence their retention », *Journal of experimental psychology. General*, 138 (2), 2009. Voir également Clark (M. M.), Bearman (P.), Ellis (C.), Drury Smith (S.), *After the Fall: New Yorkers Remember September 2001 and the Years That Followed*, 2011.

178 Denis Peschanski, Hochard (C.), Nattiez (L.), *13 Novembre - Des récits, des témoignages*, Odile Jacob., Paris, 2020.

que Jan Assmann nomme la mémoire culturelle[179]. Ils fournissent des cadres de pensée et d'analyse comme des opportunités de mise en récit. Lorsque les grands récits permettent d'accueillir des récits traumatiques, alors la parole peut se libérer et la résilience individuelle devient possible. La société offre assez de cadres à l'individu pour qu'il puisse revenir sur son expérience, la mettre en mots et la dépasser[180]. Le fonctionnement de la mémoire ne se base pas sur le réel mais sur la représentation sociale du réel[181].

Dans cette médiation, les individus possédant une autorité, une expertise ou une position sociale élevée sont plus en mesure d'influencer la composition des récits[182]. Des intermédiaires jouent donc un rôle important dans cette interaction entre mémoire collective et mémoire individuelle[183]. A des moments spécifiques, des acteurs spécifiques tels que des institutions, des médias, des associations, des artistes, des chefs de famille, sélectionnent, travaillent la mémoire collective pour en proposer un récit. Ils créent autant qu'ils investissent les espaces dans lesquels les récits sont élaborés et recomposés. Ces intermédiaires, tout comme ceux qui, dans leur diversité, les écoutent, ont des intentions et des intérêts à favoriser l'émergence d'un souvenir collectif[184]. Wulf Kansteiner insiste sur le caractère compétitif du champ mémoriel et sur la nécessité de prendre en compte les stratégies des producteurs de mémoire (*memory makers*) mais aussi des consommateurs (*users*), utilisant, ignorant ou sélectionnant les éléments ainsi que les médias utilisés[185]. Il y aurait ainsi des nœuds de mémoire plutôt que des lieux de mémoire. Michael Rothberg insiste sur les négociations constantes entre des agents aux représentations conflictuelles en compétition pour les imposer temporairement[186]. Michael Pollak a fait le portrait de ces « *entrepreneurs de mémoire* ». Investis d'une mission, ils ont fait du « *devoir de mémoire* » et de la « *reconnaissance* » un combat où se mêlent intérêts collectifs et individuels[187]. Se dessine alors un processus de production et de consommation de la mémoire collective comprenant un stock de représentations et de traditions dans lequel des intermédiaires stratèges piochent pour produire des récits, diffusés dans les médias

---

179 Assmann (J.), *La Mémoire culturelle: Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Paris, AUBIER, 2010.
180 Cyrulnik, Peschanski, *Mémoire et Traumatisme: L'Individu et la Fabrique des Grands Recits*, 1er édition., Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2012.
181 Parens (H.), Blum (H. P.), Akhtar (S.), dir., *The unbroken soul: tragedy, trauma, and human resilience*, Lanham, Md. ; London, Jason Aronson, coll. « Margaret S. Mahler series », 2008.
182 Hirst (W.), Echterhoff (G.), « Remembering in Conversations: The Social Sharing and Reshaping of Memories », *Annual Review of Psychology*, 63 (1), 2011 ; Hirst (W.), Yamashiro (J. K.), Coman (A.), « Collective Memory from a Psychological Perspective: (Trends in Cognitive Sciences 22, 438–451, 2018) », *Trends in Cognitive Sciences*, 22 (8), 2018 ; Hirst (W.), Manier (D.), « Towards a psychology of collective memory », *Memory*, 16 (3), 2008.
183 Wood (N.), *Vectors of memory legacies of trauma in postwar Europe*, op. cit. ; Cubitt (G.), *History And Memory*, op. cit.
184 Kansteiner (W.), « Finding Meaning in Memory: A Methodological Critique of Collective Memory Studies », *History and Theory*, 41 (2), 2002.
185 *Ibid.*
186 Rothberg (M.), « Between history and memory : from lieux de mémoire to noeuds de mémoire », *Studies 118 and 119*, Yale, 2010.
187 Pollak (M.), « Mémoire, oubli, silence », *Une identité blessée*, Paris, Editions Métailié, coll. « Leçons De Choses », 1993.

en direction de consommateurs aux intérêts particuliers. Une véritable économie de la mémoire verrait ainsi s'affronter différents acteurs, définis par leurs moyens, leurs intérêts et leurs appartenances, dans une compétition permettant de faire émerger des mémoires collectives dominantes et des mémoires collectives latentes.

Les émotions jouent également un rôle majeur dans l'inscription des mémoires et dans les conditions de leur remémoration. Elles peuvent en premier lieu être à l'origine d'un enfouissement du souvenir. Lors d'une expérience traumatique, la charge émotionnelle encadre l'oubli et verrouille l'accès aux souvenirs. Des émotions fortes peuvent mécaniquement faire ressurgir une « mémoire involontaire » si bien documentée et décrite dans l'œuvre de Proust. Le concept de *flashbulb memories* décrit cette capacité à se souvenir d'un événement à travers l'émotion ressentie lors du vécu ou de la remémoration[188]. Lorsque les individus ont vécu des émotions intenses alors ils intègrent davantage ces éléments. Le mélange de circonstances personnelles et des faits historiques et collectifs permet une inscription dans la mémoire de l'individu[189]. Ainsi l'on se souvient autant du 11 septembre 2001 que de la journée vécue ce jour-là. Par ailleurs, l'activation d'une charge émotionnelle dans des rituels, des commémorations, des moments d'apprentissage ou de partage favorise la formation d'une mémoire collective[190].

Enfin, l'approche transdisciplinaire mêlant sciences sociales et neurosciences a récemment pu démontrer que la mémoire individuelle était mécaniquement prédéfinie par la structure du schéma collectif. Dans les années 2000, les neurosciences prennent un tournant social. Le darwinisme neuronal décrit une concurrence entre différents systèmes neuronaux pour produire des représentations chez un même individu. Le processus de socialisation est reconnu comme étant à l'origine de dispositions neurologiques encadrant cette concurrence intra-individuelle. Les connexions neuronales se structurent en fonction de l'expérience, des apprentissages et de leurs charges affectives[191]. Cette révolution de la cognition sociale a changé la manière d'étudier la mémoire et ses pathologies, replaçant le cadre social au cœur du phénomène traumatique[192]. Les travaux transdisciplinaires sur la mémoire ont notamment confirmé le rôle de la mémoire collective comme cadre pouvant permettre la résilience. Un cadre social sécurisant peut limiter les traumatismes et un cadre social accueillant peut permettre la résilience. A la mémoire entre science

---

188 Brown (R.), Kulik (J.), « Flashbulb memories », *Cognition*, 5 (1), 1977 ; McCloskey (M.), Wible (C.), Cohen (N.), « Is there a special flashbulb-memory mechanism? », *Journal of Experimental Psychology: General*, 117 (2), 1988.
189 Pennebaker (J. W.), Paez (D.), Rim, (B.), Paez (D.), dir., *Collective Memory of Political Events: Social Psychological Perspectives*, 1st edition., Mahwah, N.J, Psychology Press, 1997.
190 Páez (D.), Bellelli (G.), Rimé (B.), « Flashbulb memories, culture, and collective memories: Psychosocial processes related to rituals, emotions, and memories », *Flashbulb Memories: New Issues and New Perspectives*, 2008.
191 Bronner (G.), « Cerveau et socialisation », *Revue francaise de sociologie*, Vol. 51 (4), 2010.
192 Malle (C.), Desgranges (B.), Peschanski (D.), Eustache (F.), « La force de la mémoire collective dans la mémoire autobiographique », *Revue de neuropsychologie*, Volume 10 (1), 2018.

et société, les mécanismes neurologiques de la mémoire sont déterminés par des conditions sociales[193].

> *« L'existence d'un contexte sécurisant autour du patient est un facteur de protection. Ce contexte implique le cadre familial et professionnel mais doit s'étendre au cadre social. En cela, nous faisons l'hypothèse* que l*a mémoire collective attachée à un événement traumatique, d'autant plus s'il s'agit d'un événement à grande échelle, aura un rôle majeur sur la mémoire de l'individu. Si cette mémoire collective est en phase avec la mémoire de l'individu, elle aura un rôle de catalyseur dans la consolidation de ses souvenirs en leur permettant de devenir acceptables. Au-delà, elle favorisera la mise en place de mécanismes de résilience, le cadre social venant appuyer les mécanismes de reconstruction. Si, au contraire, ces deux formes de mémoire s'élaborent de façon désordonnée, voire antagoniste, elles seront toutes deux fragilisées avec des effets néfastes.* »[194].

Enfin, la découverte grâce à l'imagerie médicale sur le cerveau que les circuits neuronaux de la mémoire sont les mêmes que ceux de l'imagination est vertigineuse[195]. La mémoire ne serait qu'imagination et l'imagination ne peut se faire sans mémoire. Le cortex préfrontal réagit à des images servant à l'individu pour se souvenir ou imaginer. Les représentations mémorielles présentes dans le cortex préfrontal dont le rôle est d'organiser le schéma mémoriel proviennent des schémas collectifs. « *Collective memory, which exists outside and beyond individuals, organizes individual memories and constitutes a common mental model that connects people's memories across time and space.*"[196].

Ainsi, la mémoire individuelle en tant qu'objet séparé de la mémoire du groupe n'existe pas. La mémoire collective quant à elle ne nous est accessible qu'à travers les individus. Elle est donc dépendante de leurs caractéristiques et de leurs interactions au sein du groupe[197]. Les études sur la mémoire collective ne portent donc pas sur l'objet mémoriel mais sur ses processus de formation, de circulation et de fragmentation ainsi que sur ses effets sur les individus et les communautés affectives, c'est-à-dire sur les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre dans la construction des mémoires[198]. En sociologie et en science politique, les chercheurs sont nombreux à dénoncer les

---

[193] Voir Peschanski D, Maréchal D (dir), *Les Chantiers de la mémoire*, Paris, INA éditions, 2013. Puis les ouvrages issus de la collaboration entre Denis Peschanski et Francis Eustache, (2014), *Mémoire et oubli*, (2014), *Les Troubles de la mémoire : prévenir, accompagner*, (2015), *Mémoires et émotions* (2016), *Mémoires, entre moi et l'Autre* (2017), *La Mémoire au futur* (2018). Textes réunis dans *La Mémoire Entre sciences et société*, Paris, Le Pommier et B2V, 2019.

[194] *Ibid.*, p. 63.

[195] Fuster (J.), *The Prefrontal Cortex, Fourth Edition by Joaquin Fuster*, Academic Press, 2008.

[196] Gagnepain (P.) *et al.*, « Collective memory shapes the organization of individual memories in the medial prefrontal cortex », *Nature Human Behaviour*, 4 (2), 2020.

[197] "*Collective Memory is collective but manifests itself in the statements of individuals It takes hold of historical or social events but it priviledges the contemporary, it is the result of conscious manipulation and unsconcious absorption and it's always mediated. It's observed through its effects rather than its characteristics*". Kansteiner (W.), « Finding Meaning in Memory: A Methodological Critique of Collective Memory Studies », *art. cit.*

[198] « *When speaking of social forgetting, we are best advised to keep psychological and psychoanalytical categories at bay, and to focus, rather, on the social, political and cultural factors at work* » Irwin-Zarecka (I.), *Frames of Remembrance: The Dynamics of Collective Memory*, 1st edition., London New York, Routledge, 2007.

abus de mémoire[199] et à identifier les risques de dilution du concept de mémoire collective dans celui de culture ou d'identité[200]. Les champs d'étude se clarifient avec ceux portant sur les usages politiques du passé, leurs instrumentalisations ou les politiques de mémoire, ceux portant sur la philosophie et l'identité[201] et ceux appartenant à la « *sociologie du souvenir* » saisissant la mémoire dans ses cadres sociaux et en tant que cadre social. Méthodologiquement, la sociologie du souvenir ne saurait se réduire à une analyse des discours et des représentations mais doit reposer sur une enquête sociologique saisissant les enquêtés dans leur socialisation et leur politisation. Depuis les travaux de Marie-Claire Lavabre et d'Anne Muxel, ce champ d'étude s'est développé,[202] avec les travaux de Sarah Gensburger sur les Justes et les camps de Drancy dans Paris, de Michelle Baussant sur les pieds-noirs, de Marina Chauliac sur l'immigration et la RDA, de Sibylle Gollac sur le genre, de Solène Billaud sur les personnes âgées, d'Alexandra Oeser sur le nazisme ou encore de Felix Krawatzek sur la jeunesse russe[203]. Les études se penchant sur les dynamiques mémorielles dans les familles ont notamment permis de penser l'espace familial comme particulier dans la production des récits. Parce que la famille est le cadre la socialisation primaire, elle inscrit l'individu dans un récit et une identité. Les mémoires familiales sont le produit d'une mécanique spécifique à la jonction entre mémoire individuelle et collective.

B. La mémoire familiale à la jonction de la mémoire individuelle et de la mémoire collective

Nos proches constituent le groupe hébergeant nos premiers souvenirs. Ils sont aussi ceux ayant en souvenir notre naissance. La famille ancre les individus dans un lieu, dans une époque et dans la première des communautés. La mémoire familiale joue donc un rôle spécifique dans l'identité et la socialisation des individus. La famille joue également un rôle essentiel dans la transmission de la mémoire collective, celle qui est spécifique au groupe familial comme celle des communautés

[199] Todorov (T. (1939-2017)), *Les abus de la mémoire / Tzvetan Todorov*, Paris, Arléa, coll. « Collection Arléa-poche », 1998.
[200] Berliner (D. C.), « The Abuses of Memory: Reflections on the Memory Boom in Anthropology », *Anthropological Quarterly*, 78 (1), 2005.
[201] Hartog, Revel, *Les usages politiques du passé*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001. Chaumont (J.), *La concurrence des victimes génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte., 2010.
[202] Muxel (A.), *Individu et mémoire familiale. Hachette littératures*, 2007 ; Haegel (F.), Lavabre (M.-C.), *Destins ordinaires*, Paris, Sciences Po, 2010.
[203] Gensburger (S.), « Essai de sociologie de la mémoire : Le cas du souvenir des camps annexes de Drancy dans Paris », *Genèses*, 61 (4), 2005 ; Baussant (M.), *pieds-noirs, mémoires d'exils*, op. cit. ; Gollac (S.), *9. Maisonnée et cause commune : une prise en charge familiale*, La Découverte, 2003 ; Billaud (S.), « Gérer le patrimoine « en fratrie » à la suite de l'entrée en institution d'un parent âgé », *Informations sociales*, n° 173 (5), 2012 ; Oeser (A.), *When Will We Talk about Hitler?: German Students and the Nazi Past*, New York, Berghahn Books, 2019 ; Barbe (N.), Chauliac (M.), *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Maison des Sciences de l'Homme ; Baussant (M.), Gensburger (S.), Venel (N.), Chauliac (M.), *Les terrains de la mémoire - approches croisées à l'échelle locale*, Paris Nanterre, 2018 ; Krawatzek (F.), « Which History Matters? Surveying Russian Youth and Their Understandings of the Past », *Problems of Post-Communism*, 2020.

affectives plus larges auxquelles appartient l'individu (nation, religion, classe sociale, communautés d'expériences). Paul Ricoeur rappelle que : « *Les proches, ces gens qui comptent pour nous et pour qui nous comptons sont situés sur une gamme de variation des distances dans le rapport entre le soi et les autres.* »[204].

Anne Muxel identifie trois fonctions dans le rôle que joue la mémoire familiale dans la constitution de l'identité présente des individus : une fonction de transmission, une fonction de reviviscence, et une fonction de réflexivité[205]. La fonction de transmission inscrit tout d'abord les individus dans une lignée. Les récits autour des grands-parents fournissent la matière dont sont issus les individus. La mise en avant de telle grand-mère ou tel événement fondateur est porteuse de valeurs et d'injonctions. La mémoire familiale perpétue les particularismes du groupe. Elle institue un nous. « *Chez les Perez, on rebondit toujours* ». Elle fournit des repères sur les rôles et statuts de chacun, sur les comportements valorisés ou les mœurs méprisés. Elle délimite des territoires politiques et sociaux que l'individu pourra explorer à sa guise tout en reproduisant les appartenances socio-culturelles, religieuses et idéologiques de la famille. Les familles fonctionnent avec des rituels instituant les souvenirs communs et les manières d'être, de dire, de faire propres au groupe. Ces répétitions assurent la reproduction des particularismes familiaux.

Pour Anne Muxel, la seconde fonction de la mémoire familiale est une fonction de reviviscence. La mémoire permet de revivre le passé au travers d'un ensemble d'émotions, d'affects et d'expériences sensorielles ayant pu se fixer durablement. Le réseau d'anecdotes, de personnes, d'images au centre duquel grandit l'enfant est associé à de multiples émotions qui seront réactivées par le souvenir. L'association de sentiments positifs ou négatifs à tel membre de la famille, tel objet, tel lieu, tel moment ou telle interaction avec l'extérieur, donne à la mémoire sa teneur, en quelque sorte sa chair.

Enfin, la fonction de réflexivité permet à l'individu de porter un regard critique sur le passé. Elle permet d'opérer une négociation de la mémoire familiale. C'est ici que les trop-pleins de mémoire ou les manques sont évalués, réajustés, et éventuellement sont mis à distance pour laisser l'individu reproduire l'histoire ou s'en émanciper, dire sa différence comme sa ressemblance. Il se peut alors que l'individu transgresse, ose franchir les limites, explore des territoires au-delà des frontières tracées. Il peut alors se désaffilier du groupe et ouvrir de nouveaux horizons.

> « *La mémoire familiale, dans le cadre d'un récit, se construit à partir de la façon dont l'individu intériorise la finalité propre de chacune de ces trois fonctions et dont il les sollicite pour servir son interprétation du passé : la nécessité de transmettre, et par là même d'inscrire la perpétuation d'une mémoire collective, le désir de reviviscence n'engageant que sa propre subjectivité, ou bien encore, la conscience objectivante d'un passé avec lequel*

---

204 Ricoeur (P.), *La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil*, op. cit., p. 161.
205 Muxel (A.), *Individu et mémoire familiale*, op. cit.

il faut composer. Plus ou moins hiérarchisées, plus ou moins articulées, ces fonctions sont néanmoins toujours imbriquées. La mémoire familiale prend son sens à partir de la façon dont leurs impératifs et leurs significations propres sont négociés par le sujet. »[206].

a. *L'empreinte matérielle et immatérielle des mémoires familiales*

Le souvenir ayant une dimension spatiale, les lieux de la mémoire familiale ont une fonction à la fois identitaire, affective et historique. L'histoire de la famille s'inscrit en strate dans ces lieux qui gardent l'empreinte des interactions familiales. Ils rassemblent autant qu'ils divisent. « *Ils peuvent devenir emblématiques d'une reconnaissance collective, à l'échelle de la famille toute entière…Ils recèlent aussi depuis le début dans leurs murs les arbitrages difficiles, et quelques fois les conflits irrémédiables qui surgissent et font la vérité des familles au moment des héritages. Les lieux déchirent, les lieux tranchent dans le vif de la mémoire* »[207]. Les lieux de la famille sont souvent ceux des premiers souvenirs. Ils sont ceux de la reviviscence de la mémoire et de ses émotions. Ils situent la famille dans l'espace et le temps et disent l'esprit de la famille et de ses habitudes socio-culturelles. « *La maison de l'enfance contient les premiers attributs de l'identité* »[208]. Ces lieux peuvent faire l'objet de projets collectifs de préservation ou de transformation. Ils révèlent aussi les inégalités sociales et les différences de statuts ou de positions, y compris au sein d'une même adelphie.

La table est un autre vecteur de transmission de la mémoire familiale. Moments d'être ensemble, de discussion et de transmission des particularismes socio-culturels au travers de la nourriture et des comportements, les repas révèlent les normes familiales. S'y disent et s'y racontent les récits de la famille. Ils sont révélateurs des rôles familiaux, de la classe sociale, des origines culturelles ou géographiques. Ils sont les lieux et les moments de socialisation où l'enfant assiste aux conversations, aux négociations, aux silences et aux stratégies d'évitement qu'il assimile à son tour peu à peu.

La famille est encore le lieu où les individus définissent leur « hexis corporelle ». Les appartenances sociales et culturelles impriment les corps. La répétition des gestes, les habitudes, les expressions, les manières de bouger, de parler et de faire, propres à la famille sont *« une marque de fabrique* »[209]. Ici aussi les singularités sont évidemment possibles. Les changements sociaux et de mentalités passent par les corps. Ascension sociale, libération sexuelle, émancipation des femmes, travail manuel ou intellectuel, le corps est socialement inscrit. Il révèle l'appartenance sociale et les particularismes familiaux qu'ils soient assumés ou rejetés.

---

[206] *Ibid.*, p. 39.
[207] *Ibid.*, p. 45.
[208] *Ibid.*, p. 51.
[209] Connerton (P.), *How societies remember?*, Cambridge Univ. Press, 2007.

Les objets et notamment les photographies constituent une matière concrète pour l'entretien et la transmission de la mémoire familiale. Ils sont sélectionnés et transmis avec précaution ou au contraire rejetés ou perdus. Avec eux, une partie de la mémoire de la famille survit et continue de s'écrire. Eux aussi disent l'appartenance économique, sociale et culturelle comme les parcours des individus et les inscrivent dans le temps et l'espace. La manière dont ces objets sont rangés, mis en valeur ou cachés, utilisés pour raconter ou simplement gardés pour leur utilité pratique, contribue au récit. Les médailles et les photos d'Algérie sont-elles visibles à tous et commentées, ou gardées dans le jardin secret du grand-père, entourés d'un interdit mystérieux ? Lorsqu'ils sont transmis, ces bijoux, couscoussiers ou valises possèdent une charge symbolique très forte. Souvent, ils désignent et missionnent ceux qui en sont les héritiers.

b. Une division du travail

La production d'une mémoire familiale est donc une opération collective permanente. Tous les membres y participent avec une certaine division du travail. Qui produit ? Qui entretient ? Qui transmet ? Pourquoi ? La mémoire rassemble autant qu'elle peut diviser et faire l'objet d'une concurrence entre les membres de la famille pour hériter symboliquement de la mémoire ou pour charger celle-ci d'un nouveau sens. Les arbitrages sont aussi affectifs. « *Les émotions envahissent les jugements* »[210]. Et la mémoire s'instruit dans une vaste opération de tri et de sélection. Dans cette opération, les rapports de classe ou de genre, la position dans l'adelphie, ou encore les rapports de domination au sein de la parenté influencent l'implication et le succès des individus. La transmission est une opération d'accumulation et de reproduction du capital économique, social et symbolique de la famille. Ascension sociale ou déclassement pèsent lourdement sur les dynamiques de continuité ou de rupture. La littérature a également identifié une division genrée du travail de mémoire en famille. Les femmes, ou les personnes assumant des rôles féminins, par le travail domestique et leur connaissance plus fine des réseaux de sociabilité de la famille et des enfants, jouent un rôle saillant dans la transmission de la mémoire familiale[211]. Les pères, ou les personnes assumant des rôles masculins, transmettent davantage le politique, le nom, la réputation, la propriété et les récits héroïques et fondateurs[212]. On ne raconte pas non plus les évènements de la

[210] Oeser (A.), « Le mur dans la famille. », in S. Billaud (A. O.) S. Gollac, (dir (J. P.), dir., Paris, Editions de la rue d'Ulm, 2015.

[211] Muxel (A.), *Individu et mémoire familiale*, op. cit. ; Billaud Solène, Gollac (S.), Oeser (A.), *Histoires de famille: les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, coll. « Sciences sociales », 2015.

[212] Gollac (S.), Oeser (A.), « Comparing Family Memories in France and Germany: The Production of History(ies) Within and Through Kin Relations », *Journal of Comparative Family Studies*, 42 (3), 2011.

même manière à sa fille ou son fils.

« *Le personnel est politique et le politique est personnel* »[213]. Le noyau familial est au carrefour de la grande et de la petite histoire. Il porte autant l'empreinte des guerres, des crises économiques, des particularismes locaux que des trajectoires individuelles[214]. « *Si les histoires familiales et privées sont prises dans des rapports sociaux englobants, ces rapports sociaux et l'histoire elle-même sont également reproduits dans la sphère familiale.* »[215].

C. L'oubli au cœur de la mémoire

« *L'oubli fait la mémoire en même temps que la mémoire se construit dans le travail de l'oubli. L'un et l'autre s'entremêlent, l'un sans l'autre ne dit rien* »[216]. Si l'on se souvenait de tout, il serait inutile de replonger dans le passé. La fragmentation du temps entre passé, présent et avenir serait impossible. Nous vivrions dans l'immédiat. Le passé n'existe que parce qu'il n'est plus ou qu'il a été reconstruit. Il faut oublier pour pouvoir se souvenir. « *L'oubli revêt une signification positive dans la mesure où l'ayant-été prévaut sur le n'être-plus dans la signification attachée à l'idée du passé. L'ayant-été fait de l'oubli la ressource immémoriale offerte au travail du souvenir.* »[217].

Pourtant, s'il évoque en premier lieu un vide, rien jamais ne s'oublie tant individuellement que collectivement. L'oubli est souvent une métaphore pour dire l'ignorance, l'interdit, le silence ou encore l'impossible énonciation. Les expériences vécues laissent leurs empreintes sur les corps et l'inconscient individuel. Leurs traces marquent l'espace et la matière. Collectivement, elles survivent dans des mémoires latentes ou minoritaires. « *Rien ne s'oublie dans une société* » nous dit Maurice Halbwachs. Plus précisément, l'oubli ne peut intervenir que si le groupe porteur de cette mémoire disparait, si les cadres sociaux sont trop faibles pour soutenir le souvenir, s'il y a un défaut de transmission ou de traduction ou si les individus s'éloignent de la communauté affective. Un oubli social est « *un processus, certainement lent et entravé par nombre de résistances sociales, finalement lié à l'absence de transmission quels que soient la forme ou les vecteurs de celles-ci.* »[218]. La décomposition du monde ouvrier depuis les années 1970 annonce par exemple la perte d'une mémoire ouvrière. Le chômage, la précarité, le vieillissement, l'affaiblissement de cadres idéologiques, des municipalités communistes, de la matrice ouvrière entrainent une raréfaction des espaces, du capital, des cadres sociaux pour

---

213 Julie Pagis in Billaud Solène, Gollac (S.), Oeser (A.), *Histoires de famille*, op. cit.

214 Gollac (S.), Oeser (A.), « Comparing Family Memories in France and Germany: The Production of History(ies) Within and Through Kin Relations », *Journal of Comparative Family Studies*, 42 (3), 2011.

215 Billaud Solène, Gollac (S.), Oeser (A.), *Histoires de famille*, op. cit.

216 Muxel (A.), *Individu et mémoire familiale*, op. cit., p. 40.

217 Ricoeur (P.), *La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil*, op. cit., p. 574.

218 MC Lavabre in Peschanski (D.), dir., *Mémoire et Mémorialisation : volume 1: de l'absence à la représentation*, Paris, Hermann, 2013, p. 18.

entretenir cette mémoire. Il y a certes des efforts pour préserver et archiver l'héritage ouvrier dans certains territoires mais ces efforts relèvent de politiques institutionnelles ou associatives de patrimonialisation. Ils ne sont pas portés par le groupe ouvrier lui-même mais par de nouveaux acteurs, descendants ou habitants, pour qui cette mémoire est importante. En l'investissant, ils la recomposent, l'esthétisent et lui confèrent une nouvelle fonction.

Individuellement, la psyché est organisée autour de la logique du refoulement. Ce que nous ne pouvons raconter est refoulé dans l'inconscient. Ce que nous estimons oublié peut ressurgir dans la conscience. Tout demeure conservé d'une façon ou d'une autre. Le rêve et le symptôme sont vecteurs de vérité. Ils nous rappellent l'objet oublié, lequel résiste à l'élucidation mais n'est jamais insondable. L'oubli laisse un trou que l'effort mnémonique doit combler. Dans cet effort, pour se souvenir du nom d'une personne, le sujet mobilise d'autres images, d'autres sons, d'autres noms qui peuvent être à la fois des indices menant à l'objet oublié, mais aussi des obstacles empêchant l'accès au souvenir. Ces indices et obstacles nous renseignent autant sur l'objet oublié que sur la mécanique du refoulement et de la résistance du souvenir. Ce n'est pas parce qu'on a perdu la mémoire qu'on oublie, mais parce qu'on éprouve une difficulté à raconter. C'est la raison de cette difficulté à (se)raconter que la psychanalyse essaie de sonder. Telle une comète, l'objet oublié laisse des traces dans l'inconscient. Sigmund Freud utilise la métaphore d'un « bloc note magique » pour décrire le fonctionnement de la mémoire[219]. L'écriture sur l'ardoise magique s'efface mais reste lisible. L'expérience, bien qu'effacée superficiellement, laisse une empreinte présente en profondeur. C'est sur la piste de ces traces durables que le chemin de la mémoire se dessine[220].

a. Sur la piste des traces

L'oubli occupe plusieurs fonctions dans la mémoire. Dans *Individu et Mémoire familiale*, Anne Muxel en identifie trois principales. L'oubli a d'abord un rôle d'ouverture. La place qu'il laisse dans la mémoire permet l'introduction de nouvelles valeurs et références. Grace à l'oubli, l'héritage et la tradition ne sont pas un bloc, ils sont constamment bricolés. « *Oublier c'est déroger au principe de continuité…L'oubli permet d'ouvrir la voie au changement individuel et social, à l'évolution des mentalités* »[221]. Les groupes peuvent ainsi se protéger de l'oubli et transmettre des *« obstinations durables* » pour préserver leurs particularismes. Ils doivent aussi compter avec le changement social et culturel et transmettre ce que l'auteur nomme des « *obstinations en éclipses* » dans lesquelles la partialité des héritages rend

---

[219] Freud (S.), *Résultats, idées, problèmes. Tome II 1921-1938*, PUF., Paris, 1998.

[220] Les réflexions de S. Freud sur l'oubli sont aussi présentes dans Freud (S.), *Résultats, idées, problèmes. Tome I : 1890-1920*, PUF., Paris, 1998 ; et Freud (S.), *Psychopathologie de la vie quotidienne*, Chicoutimi, J.-M. Tremblay, coll. « classiques des sciences sociales », 2002.

[221] Muxel (A.), *Individu et mémoire familiale.*, op. cit., p. 22.

possible le bricolage et l'émergence de nouvelles valeurs. Enfin, et c'est la deuxième fonction identifiée, l'oubli a un rôle de sauvegarde. Pour les individus comme pour les groupes, oublier c'est aussi se protéger, construire un écran pour mettre par exemple la souffrance à distance. L'oubli peut être un instrument d'émancipation et permettre d'aller de l'avant. Enfin, l'oubli peut être aussi un gage de vérité. Il possède une fonction de réflexivité. « *Tout s'inscrit, tout est inscrit, tout reste inscrit* »[222]. Ces empreintes sont des indices pour guider la remémoration, des aspérités sur lesquelles le souvenir va pouvoir s'accrocher.

L'oubli est donc un opérateur de la mémoire. Il provoque la réminiscence. Aussi contre intuitif que cela puisse paraitre, l'oubli permet de lutter contre l'effacement. La lutte collective contre l'oubli ne peut advenir que dans les cas où l'oubli n'est pas complétement installé. « *Pour qu'une chose soit dite oubliée, il faut que quelqu'un s'en souvienne* » et suive les traces et les empreintes laissées par l'expérience[223]. « *L'oubli n'est pas seulement l'ennemi de la mémoire et de l'histoire. Une des thèses auxquelles je suis le plus attaché est qu'il existe aussi un oubli de réserve qui en fait une ressource pour la mémoire et pour l'histoire.* » nous dit Paul Ricoeur[224]. Dans la mémoire collective, l'oubli se rapproche plutôt des trous de mémoires. Sur les territoires de la mémoire, ils sont ces espaces noircis, non balisés sur lesquels les chemins butent. Ils sont une invitation au voyage, à l'exploration. « *Une forme à la fois vide et pleine, vide puisqu'elle n'arrive point à se combler à l'aide des images de la mémoire collective, pleine cependant puisqu'elle n'est point véritablement absence, néant ou rien mais sentiment d'un manque et sentiment agissant provocateur d'un effort mnémonique.* »[225].

La notion de trace est donc essentielle et nous la retrouverons sur le chemin des enquêtés que nous avons interrogés. Les événements et les époques laissent leurs empreintes. Ils continuent de vivre à travers elles. Ils pénètrent l'épaisseur sociale. Ils marquent les manières de dire et de faire. Ils lèguent, comme le rappelle Maurice Halbwachs, une atmosphère psychologique et sociale unique : « *Le passé a bien laissé des traces visibles quelque fois et qu'on perçoit aussi dans l'expression des figures, dans l'aspect des lieux, et même dans la façon de penser et de sentir inconsciemment conservées et reproduites par telles personnes et dans tels milieux.* »[226]. Alors que l'Algérie coloniale est inaccessible à tous les descendants, elle survit dans des expressions, des gestes, une décoration, souvent énigmatiques pour les jeunes mais qui restent des indices du passé qu'ils cherchent à appréhender et à

[222] *Ibid.*, p. 38.
[223] « *On ne peut faire le constat d'un oubli avéré, d'un défaut de mémoire ou d'une lacune dans la connaissance historique, d'un tabou partagé que dans l'après coup dans des circonstances sociales où l'interdit se trouve levé, l'ignorance mesurée et mise à jour la trace aveugle devenue consciente d'elle-même bref la mémoire "retrouvée.* » MC Lavabre in Peschanski (D.), dir., *Mémoire et Mémorialisation: volume 1: de l'absence à la représentation*, Paris, Hermann, 2013, p. 18.
[224] Ricoeur (P.), *La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil*, op. cit., p. 374.
[225] Bastide (R.), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *art. cit.*, p. 95.
[226] Halbwachs (M.), *La Mémoire collective*, op. cit., p. 115.

comprendre. Ils révéleront peut-être une vérité. La trace justifie la phénoménologie du souvenir en trois actes : constatation que l'objet n'existe plus mais que seules ses traces nous sont parvenues ; acte de remémoration, c'est-à-dire de représentation dans le présent et naissance au souvenir.

b. Mémoire du silence

Paul Ricoeur insiste cependant sur la différence entre cet oubli positif qu'il nomme oubli de réserve et un oubli commandé, celui des amnisties, de la censure, « *l'oubli du non oubli* » qui en effaçant « *de la mémoire officielle les exemples de crimes susceptibles de protéger l'avenir des erreurs du passé et, en privant l'opinion publique des bienfaits du dissensus, (condamne) les mémoires concurrentes à une vie souterraine malsaine.* »[227]. Si le groupe survit, la résistance à l'oubli opère, même dans les cas où les cadres sociaux de la mémoire apparaissent faibles et où la prise de parole est découragée.

La différence entre oubli et silence est importante. Alors que l'oubli, volontaire, commandé ou inconscient, vise l'enfouissement du souvenir, le silence, individuel ou collectif, encadre sa survivance. L'expérience traumatique d'un génocide ou d'une guerre n'est pas oubliée par les victimes et les contemporains. Son souvenir est même vivace. Mais un silence protecteur, social ou individuel, s'impose pour que le groupe, la famille, l'individu, se reconstruisent. Le silence peut avoir plusieurs fonctions. Il permet de ne pas déranger les représentations dominantes et de maintenir une communication avec un environnement hostile ou indifférent. Il peut préserver contre les effets néfastes d'une honte de soi que l'on retrouve autant chez les coupables que chez les victimes ayant intériorisé un sentiment d'infériorité. Dans les familles, il permet de ne pas transmettre aux enfants les difficultés passées. Enfin, le silence peut aussi être une forme de résistance à un trop plein de discours officiels et à l'oubli commandé par une société[228].

Fethiye Cetin débute son *Livre de ma grand-mère* par cette scène des funérailles de son aïeule. Ce rituel est révélateur du secret des arméniens islamisés en Turquie, continuant à transmettre, cent ans après le génocide, les traces de leurs origines chrétiennes :

> *« Avec toutes les femmes réunies, nous attendons debout dans le coin le plus retiré de la mosquée. Désemparées, nous serrons dans nos bras les nouvelles arrivantes. Soudain quelqu'un se détache du groupe des hommes et se précipite vers nous :*
> *- Comment s'appelaient les parents de tante Seher ?*
> *La réponse à cette question tarde à venir. Un silence, les regards échangés s'éternisent. Ma tante Zehra finit par rompre le silence :*
> *- Le nom de son père est Hüseyin, celui de sa mère Esma.*
> *Ces mots à peine prononcés, ma tante pointe son regard vers moi, comme pour demander mon assentiment….*
> *Du moins c'est ce qu'il me semble.*
> *Pendant que l'homme, satisfait d'avoir enfin obtenu la réponse de cette assemblée de femmes énigmatiques,*

227 Ricoeur (P.), *La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil*, op. cit., p. 588.
228 Pollak (M.), « Mémoire, oubli, silence », *art. cit.*

s'en retourne vers les hommes rassemblés autour de la pierre mortuaire, des paroles s'échappent de mes lèvres et brisent le silence :
- Mais non, ce n'est pas vrai !... Le nom de sa mère n'est pas Esma, mais Ishouki… Son père ne s'appelle pas Hüseyin mais Hovhannès.
L'homme vient à peine de communiquer le nom complet de la défunte, il se retourne en entendant ma protestation, il me fixe en fronçant les sourcils comme pour tenter de saisir mes paroles.
Entre-temps mes tantes ont fondu en larmes. Comme si le signal était donné, toutes les femmes se joignent à leurs pleurs. Il est impossible de résister. Je prends conscience que renouveler ma déclaration, la soutenir, va aggraver cet état de confusion… Je me tais. L'humiliation est trop forte, je pleure en silence, tête baissée, voyant que nous persistions à dissimuler même dans ces circonstances.
L'homme jette alors un regard vers le groupe de femmes éplorées, l'air de dire « Ah les femmes ! », avant de s'éloigner. »[229].

Les « *trop-pleins de mémoire »* fondés sur la répétition, le ressassement, la patrimonialisation ou les commémorations détachées de leur vivacité sociale sont aussi pathologiques que l'oubli commandé. Ces mémoires envahissantes, mémoires-écran, ont les mêmes effets occultants que l'interdit. Elles masquent les mémoires intimes et démocratiques en occupant l'espace dans lequel elles pourraient circuler. L'injonction au silence de l'Etat et les mémoires stéréotypées, circulant au sein des associations ou de certaines formations politiques, ont longtemps empêché l'expression et la reconnaissance des récits individuels de la mémoire de la guerre d'Algérie.

Il reste des situations où le silence absorbe totalement le passé, où les traces sont infimes et l'interdit impossible à transgresser. Dans les familles affectées par la Shoah, Nadine Fresco montre comment souhaitant cacher la mort, elles en viennent à occulter les origines juives. Le silence est envahissant. Il se niche aussi dans les mots. "*Silence is concealed behind a screen of words, always the same worlds, same ways of talking about it"*.[230] C'est aussi ce que constate Nicole Lapierre sur la trace des Juifs de Plock, coincés entre un désir de silence mais un oubli impossible, et qui pour raconter ou masquer utilisent les mêmes boucles mnémoniques. Ces dernières ne sauraient être brisées que par le rétablissement, dans le temps long, d'un dialogue interrompu par le crime[231].

A force de ne rien transmettre, les familles transmettent des manières de taire. Le manque réveille chez les descendants un désir. Les indices étant faibles, ils s'aventurent dans une nostalgie et investissent des objets de substitution pour remplacer le souvenir. Le concept de *postmemory* développé par Marianne Hirsh décrit la façon dont les descendants de familles affectées par la Shoah entretiennent le souvenir d'un lieu ou d'une époque, pour eux, inaccessibles. Le silence ou au contraire l'hyper-mémoire entourant ces expériences diasporiques et traumatiques sont envahissantes. Pour se construire, les descendants doivent les affronter et commencer des quêtes

[229] Cetin (F.), *Le livre de ma grand-mère*, La Tour-d'Aigues, 2007, p. 8-9.
[230] Fresco (N.), « Remembering the unknown », *The International review of psycho-analysis*, (11), 1984.
[231] Lapierre (N.), *Le Silence de la mémoire : à la recherche des juifs de Plock*, Paris, LGF - Livre de Poche, 2001.

pour percer des écrans. L'inaccessibilité les oblige à utiliser des médiations ou à imaginer[232]. Ce travail de recomposition envahit leurs propres existences pour devenir un but en soi, un devoir d'élucidation[233]. Le travail de mémoire qu'ils entreprennent est à la fois curatif et identitaire. Ils font, comme Nicole Lapierre, de « *la recherche de leurs origines, l'origine de leur recherche* »[234]. Dans un même mouvement, ils comprennent le passé, construisent une post-mémoire signifiante et renégocient leur positionnement au sein de la famille ou de la société.

Notre mémoire est donc sociale et politique. Elle est le produit de nos interactions avec les autres et structure notre identité sociale, nos groupes d'appartenance et la place que nous y occupons. La force ou la faiblesse d'une mémoire collective comme les négociations dont elle fait l'objet nous renseignent sur les dynamiques sociopolitiques à l'œuvre. La mémoire familiale n'échappe pas à cette grille de lecture. Elle joue un rôle fondamental dans la structuration de la famille et dans la socialisation des individus. A travers les récits sur le passé, la famille transmet aussi une vision du monde. Notre questionnement sur le caractère à la fois intime et politique des mémoires de la guerre d'Algérie nous conduit à prendre en compte le champ de la socialisation politique et la façon dont les familles et leurs mémoires ont pu façonner le rapport des jeunes, descendants d'une façon ou d'une autre de cette histoire, à la politique.

III. Le cadre conceptuel de la socialisation politique

A. La socialisation politique

a. Le processus de socialisation

Dans leur ouvrage *La construction sociale de la réalité*, Peter Berger et Thomas Luckmann définissent la socialisation comme un processus « *d'installation consistante et complète d'un individu à l'intérieur du monde objectif d'une société ou d'un secteur de celle- ci.* »[235]. Ils distinguent une socialisation primaire dans l'enfance au cours de laquelle l'individu devient un membre du monde qui l'entoure, d'une socialisation secondaire, à l'adolescence et se poursuivant à l'âge adulte, consistant en l'insertion d'un individu déjà socialisé dans un monde social complexifié et diversifié.

232 "*It's the need not just to feel and to know the past, but also to rebuild reincarnate, replace, repair. Memory is not just an act of recall but of mourning*" Hirsch (M.), *Family Frames: Photography, Narrative, and Postmemory*, Harvard University Press, 1997.
233 "*Full or empty postmemory seeks connection It creates where it cannot recover. It imagines where it cannot recall. It mourns a loss that cannot be repaired.*" Hirsch (M.), *The Generation of postmemory: Writing and visual culture after the Holocaust.*, Columbia University Press., 2012, p. 664.
234 Lapierre (N.), *Le Silence de la mémoire*, op. cit., p. 28.
235 Berger (P.), Luckmann (T.), *La Construction sociale de la réalité*, Armand Colin, 2018, p. 215.

La socialisation primaire est un processus de « *prise en charge du monde* » dans lequel l'enfant doit extérioriser son être, objectiver la réalité puis intérioriser les définitions et les règles régissant le monde qui l'entoure. Cette socialisation initiale est prise en charge par les membres de sa famille, soit des « *autrui significatifs* », filtrant le monde en fonction de leurs positions sociales et de leurs individualités. L'enfant construit son identité subjective en intégrant le comportement des autres et notamment les attitudes que ceux-ci ont envers lui. Dans une dialectique entre auto-identification et identification aux autres, il prend conscience de la réalité objective (*le verre d'eau est tombé*), de son identité (*j'ai fait tomber ce verre d'eau*) et de la société (*mes parents n'aiment pas quand le verre d'eau tombe, il ne faut pas faire tomber le verre d'eau*). Il fait un passage du spécifique au général, de l'autrui significatif à l'intégration des normes du monde social défini comme un *autrui généralisé*. La socialisation primaire correspond à une intégration inévitable du monde des parents et des proches. Leur monde est le seul monde possible. Elle s'achève quand « *le concept de l'autre généralisé (et tout ce qu'il contient) a été établi dans la conscience de l'individu. A ce moment-là, il est devenu un membre effectif de la société et est en possession subjective d'un soi et d'un monde.* »[236]. En cela, la socialisation primaire est solidement ancrée dans la conscience. Elle définit les premières certitudes et pose les fondations sur lesquelles l'individu continue de se construire[237]. Le maintien (ou rejet) de ce qui a été intériorisé et l'acquisition ultérieure de nouvelles normes résulte d'une négociation permanente et qui court tout au long de la vie. La socialisation d'un individu n'est jamais achevée.

La socialisation secondaire décrit ce processus dans lequel les premiers acquis rentrent en interaction avec un environnement plus complexe et une multiplicité de vecteurs de socialisation[238]. Elle consiste en l'installation de l'individu dans les institutions (l'école, la nation, la classe sociale, la religion) et l'intériorisation progressive des règles de ces « sous-mondes ». Ce faisant l'individu continue de reconfigurer et de préciser son identité. Il peut alors confirmer, atténuer ou remettre en cause les premiers acquis. L'étendue et les caractéristiques de la socialisation secondaire sont liées à la complexité de la division du travail et à la distribution sociale de la connaissance. Plus l'individu évolue dans un monde social complexe et diversifié, plus il aura l'opportunité et la capacité de recomposer son identité sociale. Mais ces réalités intériorisées plus tard resteront moins solidement ancrées que celles acquises dans la phase primaire. Elles sont plus malléables, contournables et réversibles mais elles contribuent à construire le moi-social. Ce moi-social est

[236] *Ibid.*, p. 224.

[237] « *La socialisation primaire accomplit ainsi ce qu'on peut considérer (après coup, bien sûr) comme le plus important tour que la société joue à l'individu – faire apparaître comme nécessaire ce qui n'est en fait qu'un paquet de contingences, et ainsi rendre signifiant l'accident de sa naissance.* » *Ibid.*, p. 221.

[238] La socialisation secondaire fonctionne par superposition des nouveaux acquis sur la base des acquis originels. Les nouveaux acquis sont reçus en fonction de ces premiers apprentissages. Le problème « *c'est de traiter avec un soi déjà formé et avec un monde déjà intériorisé.* » *Ibid.*, p. 228.

forgé, conforté ou redéfini dans les interactions quotidiennes de l'individu avec les autres. La routine et les conversations, notamment implicites et non-verbales, sont les principaux agents de maintenance de la réalité subjective. Nous sommes ce que les autres nous renvoient[239]. En évoluant dans ces institutions et dans la société, l'individu adopte de nouveaux comportements, un nouveau champ lexical et une nouvelle manière d'être au monde et de le prendre en charge. Ces recompositions sont comme des « *micro trahisons* » de ce qui a été appris avec les autrui significatifs. En tombant amoureux je trahis ma mère, en la traitant comme une domestique je trahis ma nounou, en montant à Paris pour les études je trahis ma classe ouvrière. *« Tous les hommes, une fois socialisés, sont potentiellement des « traîtres à eux-mêmes »*[240]. Pour que ces trahisons deviennent acceptables, l'individu minimise les transformations qu'il opère[241]. La symétrie entre la réalité objective et la réalité subjective fait le succès d'une socialisation.

b. La socialisation politique

On doit à Herbert Hyman l'application du concept de socialisation d'Emile Durkheim pour décrire la construction de la dimension politique de l'identité sociale des individus[242]. En France, à partir de la fin des années 1970, Annick Percheron a ouvert un champ de recherche sur la formation des idées et des comportements politiques des enfants et œuvré à la connaissance des mécanismes de la socialisation politique dans la construction des choix et des orientations politiques des individus[243]. Elle définit la socialisation politique comme un « *processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques.* »[244]. Tout au long de sa vie, l'individu apprend, intériorise et reconstruit les normes relatives au politique et à ses groupes d'appartenances[245]. Dans les pas d'Annick Percheron, Anne Muxel confirme que la socialisation politique est le résultat « *d'opérations simultanées ou successives de construction, de formalisation, d'interprétation et enfin d'application de l'ensemble des codes, des représentations et des pratiques, au travers desquelles l'individu appréhende l'univers politique, s'y oriente et y adopte des comportements ; cela au fil du temps et des étapes qui*

---

239 « *Les autrui significatifs sont, dans la vie de l'individu, les agents principaux de la maintenance de sa réalité subjective. Les autres moins significatifs fonctionnent, eux, comme une sorte de chorus. La relation entre les autrui significatifs et le « chorus » dans la maintenance de la réalité est de type dialectique.* »*Ibid.*, p. 242.

240 *Ibid.*, p. 267.

241 « *Au cours de la socialisation secondaire, le présent est interprété de façon à être maintenu en relation constante avec le passé, avec la tendance à minimiser de telles transformations qui ont pourtant réellement été opérées.*» Ibid., p258

242 Hyman (H.), *Political Socialization; a Study in the Psychology of Political Behavior*, First Edition., The Free Press, 1959.

243 Percheron (A.), *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993

244 Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *In M. Grawitz et J. Leca (eds), Traité de science politique, vol. III : L'action politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985 p. 165.

245 Braud (P.), *Sociologie politique*, 12e édition., LGDJ, 2016, p. 273 ; Mayer (N.), « In Memoriam, l'apport d'Annick Percheron à la sociologie, R*evue de française de sociologie* »,34 (1), 1993.

marquent son parcours de vie. »[246]. La socialisation politique est un processus de fabrication des individus jamais achevé. Elle s'effectue par paliers à des âges clefs : dès l'enfance pour une intégration précoce d'un univers politique, à l'adolescence et au passage à l'âge adulte pour une cristallisation des orientations politiques puis au travers d'une sédimentation plus progressive des opinions avec l'installation dans la vie et le vieillissement. La socialisation politique fonctionne par familiarisation. Elle n'est pas toujours explicite ou intentionnelle mais opère au travers de réactions à un événement, de non-dits ou parfois de discussions plus directes. Ainsi l'exposition précoce aux récits sur la prise de la Bastille comme aux discours délibérés sur l'opposition au communisme inscrivent dès son plus jeune âge l'enfant dans une mémoire, et fournissent des repères et des codes d'une grille de lecture qu'il pourra mobiliser et qui orientera ses choix politiques futurs[247].

La socialisation politique n'est pourtant pas un déterminisme. Il n'y a pas de reproduction à l'identique d'une génération à l'autre. Chaque individu est le fruit d'une socialisation politique qui lui est propre[248]. Elle est le résultat d'une interaction entre l'individu et la société impliquant un double processus d'accommodation et d'assimilation. Les individus, dès leur plus jeune âge, intériorisent les codes mais tentent aussi de modifier leur environnement pour le rendre conforme à leurs représentations[249]. Ce double mécanisme reconnait à l'individu une capacité d'invention et d'autonomisation expliquant les phénomènes de déviance et de changement[250]. Annick Percheron confirme que « *si la socialisation politique s'inscrit au nombre des moyens pour imposer et transmettre la légitimité des normes et des pratiques de l'ordre social établi, elle constitue en même temps une possibilité fondamentale pour tenter d'y résister, voire de les modifier et de les renverser dans les générations suivantes.* » [251]. La socialisation politique est un héritage mais négocié. Elle est une matrice dans laquelle s'insèrent les nouvelles expériences. « *Ce qui est appris d'abord est ce qui est le mieux appris, ce qui est appris d'abord structure ce qui est appris ensuite* » nous dit Olivier Ihl[252]. Seules comptent l'intériorisation des représentations et leur utilisation dans les interactions sociales futures.

Annick Percheron reconnait une spécificité de la socialisation politique par rapport aux autres

---

246 Muxel (A.), « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps Une enquête longitudinale », *Revue francaise de science politique*, Vol. 51 (3), 2001. P409.

247 L'Univers politique des enfants est extrêmement cohérent et organisé très tôt Percheron (A.), *L'univers politique des Enfants*, Fondation National des Sciences Politique/ Armand Colin, 1974.

248 « *Une pluralité apprentissages et acquis dont la combinaison ne peut être saisie concrètement que dans individu* » Lagroye (J.), « La socialisation politique, la pensée vivante d'Annick Percheron, » *Revue française de Sciences Politiques*, 44 (1), 1994.

249 Les travaux de Jean Piaget et Henri Wallon cités dans Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *art. cit.*

250 Mayer (N.), « In Memoriam, l'apport d'Annick Percheron à la sociologie, in *Revue de française de sociologie* », *art. cit.*, p. 126.

251 Annick Percheron fait une critique de *La Reproduction* de Pierre Bourdieu, 1971 dans Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *art. cit.*, p. 178.

252 Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), 2002 p128.

pans de la socialisation des individus. Les rythmes, les temps et les milieux ne sont pas les mêmes. Si la plupart des travaux depuis Herbert Hyman s'accordent sur une socialisation précoce au sein de la famille comme milieu d'acquisition d'une grille de lecture déterminante des événements à venir, l'individu reste exposé aux événements et se situe au croisement d'une pluralité d'appartenances. La multiplicité des temps et des lieux de la socialisation politique rend possible les conflits entre par exemple l'école et la famille, entre le père et les pairs. Ces dissonances ouvrent le champ des possibles. Plus l'individu est inséré dans des systèmes relationnels denses et complexes, plus il acquiert des compétences pour gérer ces contradictions[253].

La multiplicité de ces interactions construit l'identité politique de l'individu, c'est-à-dire ses valeurs et sa perception positive ou négative des clivages politiques et sociaux, mais aussi ses compétences politiques : sa compréhension du territoire politique, des règles du jeu du système et de sa capacité à y participer.[254] Ainsi si l'on est socialisé dans une famille de droite ou de gauche, des classes favorisées ou populaires, dans un milieu urbain ou rural, si l'on fait des études ou pas, nous n'avons pas la même perception de ce qui est politique, nous maitrisons différemment les règles du jeu et l'éventail des modes de participation est plus ou moins large.

B. La socialisation familiale comme matrice

Selon Herbert Hyman : « *les orientations politiques individuelles sont essentiellement le produit de la socialisation familiale* »[255]. La famille est à la fois le premier et le plus efficace des milieux de socialisation[256]. Alors même que l'institution familiale s'est fragilisée et qu'on assiste à une

---

[253] La multiplicité et la diversité des relations sociales stimulent la socialisation. *Ibid.*, p. 132.Certaines comme celles impliquant les institutions publiques et mobilisant les symboles nationaux inculquent très jeune le sentiment national : « La politique d'une nation devient une psychologie individuelle de l'enfant » Coles (R.), *The Political Life of Children*, Atlantic Monthly Press, 1986, p. 310.

[254] L'identité politique renvoie à la définition d'un individu par rapport à des clivages politiques qui seraient pertinents pour lui et les différents groupes auxquels il appartient. Au sein de ces groupes, ils partagent une culture politique, c'est-à-dire des valeurs, des pratiques, une vision du monde mais aussi une ambition de conquête du pouvoir plus ou moins définie. Il peut s'agir d'une appartenance à un parti politique mais plus généralement cela renvoie à un positionnement commun sur des questions politiques spécifiques comme le rapport à la nation (nationalisme ou internationalisme), une vision de la structure sociale (suprémaciste ou antiraciste), une adhésion à une idéologie (socialisme ou capitalisme) ou encore un attachement à un mouvement ou un groupe social (la cause ouvrière ou les privilèges bourgeois). Chaque personne est reliée à une multiplicité de groupes, eux même dépendants des circonstances qui déterminent leurs existences, leurs contours et la forme de leurs manifestations mais dont l'existence est toujours à relier au conflit social et à la hiérarchisation des relations sociales. Campbell (A.), Converse (P. E.), Miller (W. E.), Stokes (D. E.), *The American Voter*, Chicago, IL, University of Chicago Press, 1980 ; Daniel (C.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001 ; Chevallier (J.), *L'identité politique*, Publications du CURAPP., Amiens, 1994 ; Baugnet (L.), *L'identité sociale*, Dunod., 1998 ; Duchesne (S.), Scherrer (V.), « L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales: justification théorique d'une définition empirique », Poitiers, 2003 ; Greene (S.), « Social Identity Theory and Party Identification* », *Social Science Quarterly*, 85 (1), 2004 ; Noël (A.), Thérien (J.-P.), *Left and right in global politics*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2008.

[255] Hyman (H.), *Political Socialization; a Study in the Psychology of Political Behavior*, op. cit., p. 85.

[256] L'influence parentale dans la socialisation politique est d'abord repérée par H. Hyman puis confirmée par

diversification et une complexification des voies de politisation, la famille reste déterminante dans la structuration précoce des prédispositions politiques[257]. Après les valeurs religieuses, ce sont les préférences politiques que les parents transmettent le mieux à leurs enfants[258]. Ces derniers héritent d'un ensemble de valeurs qui guideront leurs attitudes sans qu'ils en soient conscients[259].

a. La politisation au quotidien

L'efficacité de la transmission en famille comporte une dimension affective et dépend de la densité des relations infrafamiliales[260]. En effet, « *c'est d'abord l'affectif qui organise la transmission politique…La socialisation politique dans la famille s'opère au sein d'une tension entre besoin d'affiliation affective et processus d'autonomisation normative et sociale.* » [261]. Même dans les familles peu politisées et encore plus dans un contexte où les repères idéologiques sont moins saillants, la transmission fonctionne[262]. La politique s'est désinstitutionnalisée et s'est quelque peu dédramatisée dans le cadre familial. Elle porte surtout la marque des rapports affectifs qui existent au sein de la famille. L'univers politique des parents est transmis lorsque le lien affectif avec l'enfant est fort et les relations fréquentes. La « politisation intime » est aussi traversée par des effets de genre. Les pères parlent plus souvent de politique que les mères. Mais ces dernières, parce qu'elles ont souvent à charge l'organisation de la sphère privée, peuvent transmettre davantage leurs choix et leurs

---

Greenstein (F.), *Children and Politics*, New Haven Yale Univ Press, 1965.mais aussi Dalton (R.), « The pathways to parental socialization », *American Politics Quarterly*, 10 (2), 1982. Puis Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), *Political character of adolescence*, Princeton Univ, 1974. Jennings (M.), Niemi (R.), *Generations and politics*, Princeton University Pres, 2016. ; et Percheron (A.), *L'univers politique des Enfants*, op. cit. ; Percheron, A, « The influence of socio-political context on political socialization », *European journal of Political Research*, 10, 1982 ; Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *art. cit.*

[257] Jennings (M. K.), Stoker (L.), Bowers (J.), « Politics across Generations: Family Transmission Reexamined », *The Journal of Politics*, 71 (3), 2009 ; Verba (S.), Schlozman (K.), Burns (N.), « Family ties : Understanding the intergenerational transmission of political participation », 2005 ; Throssell (K.), « "Tous les enfants de ma classe votent Ségolène" », *Agora débats/jeunesses*, 51 (1), 2009 ; Tournier (V.), « Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations. Histoire et bilan des études de socialisation politique », *L'intergénérationnel*, Rennes, Presses de l'EHESP, coll. « Lien social et politiques », 2009 ; Deth (J. W. van), Abendschön (S.), Vollmar (M.), « Children and Politics: An Empirical Reassessment of Early Political Socialization », *Political Psychology*, 32 (1), 2011 ; Zuckerman (A. S.), Dasovic (J.), Fitzgerald (J.), *Partisan Families: The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology », 2007.

[258] Mayer (N.), « In Memoriam, l'apport d'Annick Percheron à la sociologie, in Revue de française de sociologie », *art. cit.* ; Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2001.

[259] « *Les enfants n'ont pas besoin de connaitre les orientations de leurs parents pour en hériter* » Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Colin, Paris, 1993, p. 127.

[260]Muxel (A.), *Chronique familiale d'un héritage politique et religieux in Cahiers internationaux de sociologie*, Vol LXXXI, 1986 ; Muxel (A.), « Une histoire exemplaire : obstinations et nouveautés dans la transmission d'une tradition politique familiale », (42).

[261] Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », Seuil, 2010 p. 71.

[262] « *Le surinvestissement affectif dont la famille fait l'objet, pour compenser notamment l'inquiétude suscitée par un environnement de plus en plus complexe et globalisé, permet d'expliquer les relatives constances et consistances des affiliations politiques qui sont nouées.» Ibid.*, p. 70.

opinions politiques[263]. C'est à elles que les enfants confient le plus le secret de leur vote[264].

La socialisation politique familiale n'est pas toujours intentionnelle et verbalisée. Anne Muxel a montré qu'en famille on parle surtout de politique en couple mais moins avec ses parents ou ses enfants. Alors que les discussions politiques en famille sont rares, la transmission s'opère dans l'infrapolitique, dans le quotidien et dans les conversations ordinaires permettant de clarifier et de transmettre les valeurs[265]. Les enfants sont très tôt exposés à la politique au travers de la télévision et des réactions de leurs parents à ce qui est regardé et entendu. En associant des représentations négatives ou positives à telle personnalité, telle valeur ou tel parti, la socialisation familiale permet un « *déchiffrage émotionnel* »[266]. Le clivage gauche-droite et les oppositions politiques sont ainsi intégrés très jeune[267]. Ces discussions en famille sont des répétitions générales pendant lesquelles les enfants expérimentent la politique[268]. Leur fréquence et leur intensité dépendent de la conjoncture[269] (une campagne présidentielle), des cultures nationales [270] mais surtout des compétences sociales et politiques des parents.

b. Compétences sociales, compétences politiques

L'efficacité de la transmission familiale repose sur la fréquence des discussions politiques. Ces dernières sont déterminées par les facteurs socioéconomiques de l'environnement familial[271] et par les caractéristiques sociales du sujet[272]. On parle plus de politique dans les familles favorisées et lorsque l'on est soi-même diplômé et favorisé. Les compétences politiques sont le reflet des compétences sociales. Mais la fréquence des conversations politiques dépend aussi du niveau de

---

263 Muxel (A.), « La politisation par l'intime », *Revue française de science politique*, Vol. 65 (4), 2015. Voir aussi, *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Le Seuil, 2008

264 Zuckerman (A. S.), Dasovic (J.), Fitzgerald (J.), *Partisan Families*, op. cit.

265 L'importance des interactions du quotidien sur les comportements politiques a notamment été démontrée par Putnam (R. D.), « Political Attitudes and the Local Community », *The American Political Science Review*, 60 (3), 1966 ; Miller (W. L.), *Electoral Dynamics in Britain since 1918*, Springer, 1977 ; Granovetter (M. S.), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973 ; Butler (D.), Stoke (D.), *Political Change in Britain: Basis of Electoral Choice*, Springer, 1974..

266 Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », *art. cit.*

267 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit. Ces analyses ont ensuite été confirmées par Throssell (K.), dir., *Child and Nation: A Study of Political Socialisation and Banal Nationalism in France and England*, New edition., Peter Lang, 2015 ; et Lignier (W.), Pagis (J.), *L'enfance de l'ordre*, Paris, SEUIL, 2017.

268 Conover (P. J.), Searing (D. D.), Crewe (I. M.), « The Deliberative Potential of Political Discussion », *British Journal of Political Science*, 32 (1), 2002 ; Zuckerman (A.), *Social Logic Of Politics: Personal Networs As Contexts*, 1st edition., Philadelphia, Temple University Press, 2005.

269 Muxel (A.), « La politisation par l'intime », *art. cit.*

270 Wolf (M. R.), Morales (L.), Ikeda (K.), dir., *Political Discussion in Modern Democracies: A Comparative Perspective*, 1st edition., Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York, Routledge, 2010.

271 Pattie (C.), Johnston (R.), « Context, Conversation and Conviction: Social Networks and Voting at the 1992 British General Election », *Political Studies*, 47 (5), 1999.

272 "*Les opinions et les attitudes individuelles, notamment politiques sont déterminées autant par les interactions réciproques et les représentations des traditions propres à chaque famille que par les attributs sociologiques des sujets*" Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 93.

politisation des parents[273]. Leur intérêt pour la politique, leur niveau de connaissance du système ou leur fidélité à un parti, sont des variables plus déterminantes que l'orientation idéologique ou l'origine sociale[274]. La socialisation repose sur leur capacité à transmettre cet intérêt pour la politique et à rendre visibles et à affirmer leurs orientations. Plus les parents parlent de politique et clarifient leurs engagements, plus la socialisation est efficace. Ainsi, les militants même s'ils ne sont pas forcément diplômés ou aisés transmettent mieux leurs préférences politiques à leurs enfants que les autres car ils parlent davantage de politique.

c. La force de l'homogamie et de la filiation politique

Les effets de structure liés à l'appartenance sociale comptent. Les familles d'ouvriers urbains donnent des enfants de gauche et les familles d'indépendants périurbains des enfants de droite. Certaines professions, comme les militaires ou les professeurs, transmettent aussi des cultures politiques spécifiques. Cependant, il faut davantage insister sur l'homogénéité du milieu et la concordance avec les autres milieux de socialisation. Plus l'enfant grandit dans un milieu homogène, quel qu'il soit, plus la socialisation politique familiale est efficace[275]. Son système de valeurs sera le produit de l'interaction de l'ensemble de ses milieux d'appartenances. Si ces milieux ne contredisent pas la socialisation familiale alors cette dernière est d'autant plus efficace. S'il est avéré que l'homogénéité politique en famille renforce la participation électorale, l'hétérogénéité sociale est, elle, facteur d'amélioration des compétences politiques[276]. Les dynamiques économiques et sociales de la famille (une ascension sociale ou un déclassement) ouvrent la voie à une redéfinition voire à une rupture avec la culture politique familiale. Les mariages sont l'occasion de bifurcations

---

273 "*It turns out that the transmission model tends to be generally more robust than a model using family social traits as predictors of offspring political traits. One key factor affecting sustained parental impact is parental attitudinal stability on the political topic at hand; another factor is parental politicization level.*" Jennings (M. K.), *Political Socialization*, Oxford University Press., coll. « Oxford handbooks », 2007.

274 Muxel (A.), « La politisation par l'intime », *art. cit.* : Conover (P. J.), Searing (D. D.), Crewe (I. M.), « The Deliberative Potential of Political Discussion », *art. cit.* : Mayer (N.), « Chapitre 10 - Parler politique », *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.

275 Annick Percheron montre comment le milieu rural ou urbain ont par exemple plus d'influence que l'origine sociale. Un fils d'ouvrier mais socialisé dans un milieu rural aura tendance à voter à droite. « *The belonging by birth to a social group is not the only determinant in the perception of what is political, the familiarity with a milieu and community of experience is also important* ». Percheron, A, « The influence of socio-political context on political socialization », *art. cit.*

276 "*One study utilized census and electoral data to characterize the school catchment areas and hence the socio-political contexts in which the students lived (Gimpel, Lay, and Schuknecht 2003). Their results indicate that socio-political diversity elevated information holding and participation while homogeneous and uncompetitive environments dampened various indicators of civic engagement …A major conclusion is that more homogeneous secondary school environments appeared to foster anticipated and actual participation based on a sense of civic duty whereas more heterogeneous contexts encouraged participation based on more instrumental goals.(Campbell 2006)"* in Jennings (M. K.), *Political Socialization*, op. cit. Voir également Eveland (W.), Hutchens (M.), « Political Discussion Frequency, Network Size, and "Heterogeneity" of Discussion as Predictors of Political Knowledge and Participation », *Journal of Communication*, 59, 2009.

majeures[277]. Ils ouvrent vers d'autres milieux sociaux, d'autres récits ou au contraire permettent d'entretenir un entre-soi garant d'une certaine homogénéité idéologique.

Dans la très grande majorité des cas, la socialisation politique familiale fonctionne. « *La continuité prévaut sur la discontinuité* »[278]. La filiation politique détermine la continuité idéologique d'une génération à une autre. Sa force garantit la stabilité des systèmes politiques et la reproduction des familles idéologiques même lorsque les clivages sont moins saillants que par le passé[279]. En 2017, 71% des jeunes déclaraient avoir les mêmes orientations politiques que leurs parents[280]. La filiation politique reste la norme. Surtout, elle conditionne le rapport au politique. Les affiliés s'intéressent et participent davantage à la politique. Ils font aussi des choix électoraux plus affirmés. Les non-affiliés sont quant à eux plus distants, plus protestataires et plus influençables[281].

Cependant, s'ils partagent les mêmes valeurs, les Français ne votent pas nécessairement de la même manière que leurs parents. Anne Muxel montre qu'ils peuvent opter au sein de la gauche ou au sein de la droite pour des partis différents[282]. « *Cet élargissement de l'espace des votes possibles définit les interstices par lesquels peuvent s'introduire les recompositions et les réalignements politiques dans la dynamique générationnelle.* »[283]. La focalisation sur l'orientation idéologique gauche/droite n'a pas permis de prendre en considération la pluralité des familles politiques et la diversité des votes. « *Le pluralisme des idées et des opinions, constitutif de la vie en démocratie, a gagné l'espace domestique et privé (…) La famille en se privatisant est devenue un espace de vie et de débat démocratique favorisant une plus grande tolérance.* »[284]. L'hétérogamie idéologique en famille est plus acceptée même si l'homogamie reste la norme. Seuls 30% des Français considèrent qu'il est important de partager les mêmes opinions politiques pour avoir une relation durable avec ses proches. Mais 88% pensent qu'il est important de partager les mêmes valeurs. « *On attend du politique qu'il rassemble plus qu'il ne divise.* »[285]. L'acceptation du pluralisme en famille connait des seuils différenciés en fonction des contextes sociaux, de l'âge, du genre mais surtout de la politisation[286]. Plus les individus sont politisés, plus ils accordent de

[277] Stoker (L.), Jennings (M. K.), « Life-Cycle Transitions and Political Participation: The Case of Marriage », *American Political Science Review*, 89 (2), 1995.
[278] Muxel (A.), « La politique dans la chaîne des générations », *Revue de l'OFCE*, N° 156 (2), 2018.
[279] Lagroye (J.), « La socialisation politique, la pensée vivante d'Annick Percheron, » *art. cit.*
[280] Traitements issus de l'enquête ENEF 2017, du CEVIPOF dans Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, Paris, Ed De L'Aube, 2018, p. 94.
[281] Muxel (A.), « Filiation Politique et Vote », *La Lettre de la Maison Française d'Oxford*, 10, 1999.
[282] Muxel (A.), « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », *Revue francaise de sociologie*, Vol. 56 (4), 2015.
[283] *Ibid.*, p. 760.
[284] *Ibid.*, p. 740.
[285] *Ibid.*, p. 742.
[286] Plus les individus sont diplômés, moins il est possible d'envisager d'avoir un conjoint rallié au camp de l'extrême droite. La nécessité de l'homogamie se renforce au fil du temps. Les femmes refusent plus le conflit politique en famille. *Ibid.*

l'importance à l'homogamie. L'homogamie est cumulative. Excepté dans les familles à distance de la politique, elle favorise toujours les conversations politiques[287]. On discute plus de politique lorsque l'on est d'accord. Un univers politique homogène à gauche entre ego et ses deux parents accentue la politisation[288]. Enfin, plus on est homogame en couple et en famille, plus on aura tendance à privilégier des amitiés avec des gens partageant les mêmes idées politiques.

Mais la filiation est moins concernée par la ressemblance politique. Les individus sont plus exigeants avec leur conjoint et leurs amis, c'est-à-dire les relations choisies démontrant que l'homogamie s'impose dans les faits. De toutes les relations, le couple influence le plus fortement les comportements politiques. Les gens en couple votent plus, surtout les femmes[289]. C'est en couple qu'on parle le plus de politique et que les similarités de vote sont les plus fortes[290]. Sept Français sur dix vivent avec un conjoint qui partage les mêmes choix politiques, débouchant fréquemment sur un même vote[291].

Le conflit politique en famille est rare. La famille passe avant la politique. « *Pour se disputer politiquement, il faut ne pas s'entendre par ailleurs* »[292]. Les familles développent des stratégies d'évitement du sujet à commencer par le silence : « *C'est avec leurs enfants, même devenus adultes, que les parents parlent le moins facilement de politique* »[293]. Le secret du vote est préservé. Les discussions politiques à risque sont plus fréquentes lorsque les individus sont politisés, notamment à gauche, où la polémique et le goût pour la bataille des idées rendent souvent les disputes plus probables.

d. L'écrin de la famille et sa culture politique

Que l'on pense aux lieux d'habitation, aux maisons de famille ou à des lieux plus distants dans le cas des diasporas, les familles ont des ancrages spatiaux. Ces lieux organisent la vie de famille et fixent les souvenirs. Ils peuvent être porteurs d'une culture politique spécifique ou d'une tradition historique. Ils peuvent contribuer à renforcer l'homogénéité ou à diversifier les interactions

[287] Déjà démontré en 1994 par Lazarsfeld (P. F.), *The People's Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, Legacy édition., New York, Columbia University Press, 2021. Puis confirmé par Levitan (L. C.), Visser (P. S.), « The impact of the social context on resistance to persuasion: Effortful versus effortless responses to counter-attitudinal information », *Journal of Experimental Social Psychology*, 44 (3), 2008.

[288] Muxel (A.), « La politisation par l'intime », *art. cit.*

[289] Mossuz-Lavau (J.), Sineau (M.), *Enquête sur les femmes et la politique en France*, 1983.

[290] « *L'intimité du couple accueille l'intimité du vote. Le couple n'est pas un lieu de confiscation de la parole politique, tout au contraire, il se présente comme une cellule de base de la vie démocratique, un lieu de coexistence et d'expérimentation du pluralisme, un espace de délibération et sans doute aussi de politisation.* » Muxel (A.), « La politisation par l'intime », *art. cit.*, p. 560. Se reporter également à Muxel (A.), *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, op.cit. ; Muxel (A.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2014.

[291] Muxel (A.), « La politique dans la chaîne des générations », *art. cit.*

[292] Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », *art. cit.*, p. 74.

[293] Muxel (A.), « La politique dans la chaîne des générations », *art. cit.*

sociales[294]. Grandir à Versailles ou dans le centre de Paris n'a pas les mêmes implications pour des enfants socialisés à droite. L'entre-soi et la culture politique catholique et conservatrice de Versailles offrent moins de diversité de rencontres que Paris pour permettre de nuancer un héritage familial. Des lieux inatteignables comme l'Algérie perdue ou le pays d'origine peuvent également faire référence. Les récits autour de ces lieux fantasmés ne sont pas sans influencer les choix politiques, les formes de politisation, et plus largement le rapport à la société française.

Le partage entre les membres d'une même famille d'une mémoire familiale et d'une mythologie commune est un vecteur de culture politique. « *Tout lien au politique s'enracine dans une mémoire familiale et mobilise des référents originels que chacun pourra revendiquer, modifier ou encore rejeter* »[295]. La mémoire familiale transmet aussi des valeurs et des références politiques. Elles délimitent le territoire politique familial avec ses chemins à arpenter et ses frontières à ne pas franchir. Jusqu'à l'élection de Jacques Chirac en 1995, voter gaulliste dans les familles rapatriées relevait presque de l'interdit[296]. Les familles gravitent parfois autour d'une figure fondatrice et intégratrice. Un grand-père, ancien de l'OAS ou une grand-mère, militante communiste et féministe, transmettent des valeurs, produisent un cadre commun aux membres de la famille. Ces héritages familiaux ne sont pas des déterminismes. Ils sont reçus et négociés différemment par les descendants. Parmi eux, une personne s'investit plus que les autres pour entretenir l'héritage familial et y poser sa marque. Cette actualisation entraine une nécessaire recomposition de la mythologie familiale et de sa substance politique. Il n'y a pas que le passé qui réunisse les familles. Elles partagent parfois un projet familial auquel chaque génération apporte sa pierre[297]. Devenir propriétaire, faire des études ou encore obtenir la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat dans la fusillade de la rue d'Isly, inscrivent à des degrés divers les héritiers dans des cultures politiques. Comme pour la mémoire familiale, ces projets sont différemment investis par les descendants appréciant la pertinence du projet à la lumière des moyens à déployer pour y parvenir.

e. *Les effets de contexte*

Les évolutions de la société et les effets de contextes sociopolitiques jouent un rôle majeur dans la transmission des idées politiques. Annick Percheron souligne que « *les parents ne transmettent leurs*

---

[294] Il s'agit d'aller au-delà de l'étude des parents, des pairs ou de l'école pour étudier les communautés et les cultures politiques dans lesquelles les jeunes grandissent. Cook (T. E.), « The Bear Market in Political Socialization and the Costs of Misunderstood Psychological Theories », *American Political Science Review*, 79 (4), 1985.
[295] Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, op. cit., p. 54.
[296] Comtat (E.), *Les pieds-noirs et la politique quarante ans après le retour.*, Presses de Sciences Po., 2009.
[297] Le processus de socialisation politique reflète les perspectives de la communauté cf. Percheron (A.), *Les dix-seize ans et la politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1978.

normes et leurs attitudes en cette matière que lorsqu'elles vont dans le sens de l'évolution des mœurs de la société »[298]. Il est très difficile pour des parents de transmettre des valeurs traditionnalistes en décalage avec une société plus libérale. Les familles ne sont pas étanches aux changements sociaux. L'avènement de la société postmoderne introduit plus d'égalité dans les rapports de genre, plus de permissivité dans l'éducation des enfants et moins de religiosité et de traditionalisme. Ainsi alors qu'en 1968 rompre avec son héritage familial était presqu'une norme, cela l'est beaucoup moins depuis les années 1980 où parents et enfants se ressemblent davantage politiquement[299]. « *L'évolution de la société, la conjonction chez les parents d'un meilleur degré d'instruction, d'une appartenance aux générations post-68 et d'un affaiblissement de la pratique religieuse sont autant de facteurs qui expliquent le rapprochement entre parents et enfants* »[300].

Il existe aujourd'hui un débat dans le monde académique au sujet de l'existence ou non d'un fossé générationnel. La nouvelle génération serait-elle porteuse de valeurs et de comportements politiques différents des générations précédentes ? Des thèses s'appuient sur la forte défiance des jeunes envers le politique et le renforcement d'opinions autoritaires pour décrire un risque de déconsolidation démocratique[301]. Cependant, fort niveau de défiance, abstention, mise à distance du politique sont aussi les signes d'une exigence démocratique plus forte. Insatisfaits de la manière dont la politique fonctionne aujourd'hui, les jeunes ont tout de même de fortes attentes sur la garantie des libertés, l'égalisation des conditions et l'intervention de l'Etat. Leur participation, si elle se fait moins dans les urnes, est simplement moins conventionnelle et plus protestataire. Ce faisant les jeunes contribuent à la diffusion de nouveaux modes de participation. Il faut aussi considérer que la jeunesse est plurielle et qu'elle est traversée par les fractures économiques, sociales et politiques du moment. Jeunesse au sentiment hyperdémocratique et jeunesse à la tentation illibérale cohabitent[302]. Travaillant sur la dernière vague du *European Value Survey*, Vincent Tiberj et Laurent Lardeux confirment cette exigence démocratique d'une génération certes plus défiante vis-à-vis du politique mais restant dans l'attente d'une société plus égalitaire. Ils décrivent la généralisation progressive de modes de participation plus alternatifs. Cependant, cette tendance n'est pas propre aux jeunes et traverse toutes les classes d'âges à l'exception des *Babyboomers*. L'effet de génération ne serait pas à chercher dans la génération qui vient mais dans celle des plus de 60 ans ayant des

---

[298] Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 116.
[299] Gaulejac (V. de), « Chapitre 2 / Histoire de vie, trajectoire idéologique et hypermodernité », *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2011 ; Dennis (J.), Easton (D.), *Children in the Political System: Origins of Political Legitimacy*, First Edition., McGraw Hill, 1969.
[300] Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 141.
[301] Foa (R. S.), Munk (Y.), « The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect », *Journal of Democracy*, 27 (3), 2016.
[302] Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, op. cit.

comportements et des attitudes politiques spécifiques[303]. Sur la base de la dernière vague du *European Social Survey*, Oliver Galland confirme que le fossé générationnel n'existe plus. Entre 18 et 50 ans, les Européens partagent les mêmes attitudes politiques de libéralisme, d'engagement sociopolitique, d'attachement à la démocratie et à l'environnement. Le décrochage se fait au-delà de 70 ans, chez une génération socialisée avant la seconde guerre mondiale confirmant les travaux de Ronald Inglehart[304]. Les cultures politiques nationales sont par contre déterminantes et durables pour expliquer les différences de valeurs[305].

Ainsi transmettre une nostalgie de l'Algérie française alors qu'elle apparait en décalage avec les valeurs de la société contemporaine est compliqué. A la place de ce combat, le souvenir de l'Algérie coloniale peut prendre une dimension culturelle ouvrant sur la Méditerranée ou une dimension politique cultivant un sentiment de trahison et peut-être de revanche. Tous les descendants négocient ces héritages pour leur donner sens dans le présent. « *L'engagement politique des jeunes s'inscrit dans la négociation que toute nouvelle génération doit faire, d'une part, avec la culture politique dont elle hérite et, d'autre part, avec les conditions d'expérience propres à la conjoncture historique et politique dans laquelle elle prend place* » confirme Anne Muxel[306].

Tout un système de représentations et de valeurs filtre, réinterprète ou occulte les événements passés ou contemporains pour donner aux enfants une carte des territoires politiques à explorer. Si la socialisation politique familiale ne permet pas de prédire le vote des futurs adultes, elle donne « *la matière profonde de leurs perceptions, de leurs représentations et de leurs attitudes* » comme l'écrit Annick Percheron[307]. Telle l'argile, c'est cette matière qui sera sculptée dans les interactions avec d'autres milieux de socialisation et sera mobilisée et retravaillée à l'occasion des mobilités sociales ou géographiques et des bouleversements affectifs ou politiques. Même lorsqu'elle est influente, la socialisation politique familiale n'est pas unidirectionnelle[308]. Anne Muxel confirme que des bifurcations sont toujours possibles « *car l'affirmation politique s'inscrit dans un contexte d'affirmation d'une indépendance et d'une identité autonome.* »[309]. L'influence d'autres milieux de socialisation rend possible l'exploration de nouveaux espaces politiques. *« Il ne peut y avoir de modèle universel de socialisation parce que la socialisation est toujours le fruit de la rencontre de l'histoire de chacun avec celle de la société tout entière* »[310].

---

303 Tiberj (V.), Lardeux (L.), *Générations désenchantées ?: Jeunes et démocratie*, INJEP., Documentation Française, 2021.
304Inglehart (R.), « Postmaterialist Values and the Shift from Survival to Self-Expression Values », *The Oxford Handbook of Political Behavior*, 2009.
305 Galland (O.), « Les générations au prisme des valeurs », *Futuribles*, N° 441 (2), 2021.
306 Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », *art. cit.*, p. 21.
307 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 224-227.
308 Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *art. cit.*, p. 211.
309 Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », *art. cit.*
310 *Ibib.*

C. Les années impressionnables de la jeunesse

Si la socialisation familiale fait émerger des univers idéologiques solides, la socialisation secondaire entre l'adolescence et l'âge adulte voit ces premiers acquis rentrer en interaction avec l'environnement pour reconfigurer et préciser les compétences politiques d'un individu[311]. Les années de jeunesse sont des *années impressionnables*[312] pendant lesquelles l'individu cristallise ses orientations, y compris celles acquises très jeune[313]. Ces années sont celles où la politisation est déterminante. C'est le temps de l'expression des premiers choix, du premier vote et des premiers engagements.

Cette entrée en politique se fait de façon progressive, d'une citoyenneté formelle à une citoyenneté effective. Anne Muxel décrit ce moment comme « *le moratoire politique des années de jeunesse* » pendant lequel les jeunes affirment leurs choix tout en tâtonnant[314]. Ils y testent leurs acquis pour y apporter des ajustements L'usage du vote est différé, leurs choix sont malléables et leurs engagements sporadiques. Si les positionnements gauche-droite hérités de la famille restent durables, les jeunes sont mobiles au sein même de ces espaces. Leur vote est volatile et leurs liens partisans faibles ouvrant un espace d'autonomie des choix politiques[315]. La consolidation de leurs opinions se fait au rythme de leur entrée dans le monde social. Ce moratoire correspond au moment de fixation socio-professionnel, sexuel, amoureux, résidentiel et donc politique. Politiquement comme dans d'autres domaines, les jeunes prennent le temps d'accéder à l'âge adulte, de trouver un emploi, de faire des études, de se mettre en couple et de partir du domicile parental. La socialisation politique est assujettie à l'acquisition des rôles sociaux. Autonomisation des statuts et des choix politiques vont de pair. Chacune de ces étapes pouvant mettre à l'épreuve les repères initiaux et en forger des nouveaux. Ainsi, Annick Percheron établissait un âge de maturité politique, c'est-à-dire de participation élevée et de choix politiques affirmés, à 35 ans. La conjoncture influence les conditions d'insertion dans la cité. Si une crise retarde leur installation dans le monde social, alors elle diffère aussi leur entrée en politique.

---

311 Braud (P.), *Sociologie politique*, op. cit., p. 296 ; Jennings (M. K.), *Political Socialization*, op. cit. Pour les travaux sur les premières années de socialisation voir Dennis (J.), Easton (D.), *Children in the Political System*, op. cit. ; Greenstein (F.), *Children and Politics*, op. cit. Mais aussi Sapiro (V.), « Not your parents' political socialization: Introduction for a new generation », *Annual Review of Political Science*, 7, 2004.Sur la cristallisation partisane dans les années adolescentes voir Sears (D. O.), Valentino (N. A.), « Politics Matters: Political Events as Catalysts for Preadult Socialization », *American Political Science Review*, 91 (1), 1997.

312 Sears (D. O.) *et al.*, « Political Socialization », *Midwest Journal of Political Science*, 15 (1), 1971.

313 Notamment autour du premier vote ou du départ du foyer Searing (D.), Wright (G.), Rabinowitz (G.), « The Primacy Principle: Attitude Change and Political Socialization », *British Journal of Political Science*, 6 (1), 1976.

314 Muxel (A.), « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Percheron (A.), Rémond (R.), dir., *Âge et politique*, Paris, Editions Economica, 1991.

315 Muxel (A.), « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps Une enquête longitudinale », *art. cit.*

L'entrée en politique ne se fait pas au même rythme pour tous. Elle est fonction de l'insertion sociale des jeunes et de leur origine sociale. Les étudiants votent plus et ont plus d'intérêt pour le politique que les salariés et encore plus que les chômeurs ; les enfants des classes supérieures et moyennes que les enfants d'ouvriers. Le poids de la filiation politique est significatif. Les enfants de familles politisées sont plus précoces que les autres. Cette entrée en politique n'est pas non plus linéaire. Les plus jeunes (ceux qui sont inscrits sur les listes électorales) votent plus et sont plus disponibles à l'engagement mais font des choix politiques malléables. Les plus âgés ont des choix plus affirmés, sont inscrits sur les listes électorales, mais sont moins disponibles pour s'engager et votent moins[316].

a. La multiplication et la diversification des vecteurs de socialisation

La sortie progressive du giron familial lors de la socialisation secondaire confronte l'individu à une multiplicité de « sous-mondes » participant de sa formation politique.

L'école influence peu les orientations politiques des enfants. La crainte de voir l'institution scolaire forger les opinions politiques des jeunes émane spécifiquement des milieux conservateurs[317]. L'influence des enseignants ne fonctionne que si elle contribue à renforcer l'homogénéité des messages déjà émis par les parents ou les autres milieux de socialisation. Les parents peuvent soit renforcer soit annuler l'influence de l'école mais l'inverse plus difficile. Les professeurs ne sont que des intermédiaires intervenant dans la transmission d'outils pour construire ses propres opinions et pouvoir les défendre. L'école est principalement un lieu d'instruction et d'apprentissage de la citoyenneté. Elle contribue au renforcement des compétences politiques des jeunes[318]. On y apprend le fonctionnement de la politique, au travers de l'inculcation de connaissances, mais aussi de pratiques comme celles de l'élection des délégués ou de la participation à la vie scolaire. Les élèves y intègrent des rapports verticaux d'autorité les liant à l'institution et au personnel pédagogique ainsi que des rapports horizontaux organisant leurs relations à leurs pairs. Après la famille, l'école offre une arène politique où le système est intégré et accepté mais où il peut être aussi contesté y compris au travers de formes anomiques[319]. L'école a également une influence

[316] Muxel (A.), « L'âge des choix politiques: Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, 33 (2), 1992.

[317] "*Qui parle de la politisation de l'enseignement parle de la politisation des enseignants. Qui parle de la politisation des enseignants manifeste sa crainte de voir ses enfants développer des orientations idéologiques plus à gauche que les siennes*" Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 145-147.

[318] Jennings et Niemi ont montré la prépondérance des parents sur celle des enseignants Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), « The Transmission of Political Values from Parent to Child », *The American Political Science Review*, 62 (1), 1968 ; Ehman (L. H.), *8. Social Studies Teachers and Their Pupils*, Princeton University Press, 2015.

[319] Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », *art. cit.* ; Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit.

faible sur la mémoire des évènements passés. Etudiant la mémoire de la Shoah des jeunes belges francophones, Geoffrey Grandjean a confirmé que la famille jouait pleinement son rôle dans la structuration des représentations du passé. Il a par contre montré que l'école, si elle assurait une fonction d'instruction et d'éducation, n'était pas à l'origine des représentations mobilisées par les jeunes. Les médias et notamment les films, parce qu'ils provoquent des émotions, sont des vecteurs de transmission et d'entretien du souvenir plus efficaces[320]. Les facteurs émotionnels et affectifs comptent tout autant que les facteurs cognitifs. Ce constat invite les pouvoirs publics à repenser leurs politiques de mémoires et d'éducation. Les discours officiels et les commémorations institutionnalisées ne suffisent pas à préserver une mémoire vivante. S'appuyer sur des relais affectifs et émotionnels permet en de provoquer une empathie et une réflexion personnalisée et intime.

Les médias et Internet ont quant à eux une influence faible et temporaire sur la socialisation politiques des jeunes. Ils restent des moyens d'information, de communication ou encore d'action mais ne provoquent pas de conversions politiques. On ne s'intéresse aux contenus politiques dans les médias que lorsqu'on est déjà intéressé par la politique. Les réseaux sociaux encadrent ou accentuent des dispositions politiques acquises préalablement. Il faut néanmoins marquer une différence entre les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Ces derniers bouleversent la relation à l'autorité. Pas besoin de lever le doigt pour prendre la parole, d'avoir fait une école de journalisme pour pouvoir y être écouté et reconnu. Ils sont le lieu d'une égalité *a priori* où les discriminations symboliques sont moins fortes. Certains contenus y sont également co-construits. Du *like* à la campagne en ligne, ils élargissent le champ de la participation et permettent parfois de faire émerger de nouveaux sujets à côté des institutions. Ils provoquent aussi un changement d'échelle en connectant plus directement les jeunes à une communauté globale. Une passion pour les mangas ou Bernie Sanders se partage ainsi avec d'autres jeunes du monde entier. Paradoxalement, s'ils offrent une ouverture sur le monde, les réseaux sociaux peuvent aussi être un lieu de fermeture et de repli sur soi. Le fonctionnement algorithmique des interconnaissances et des centres d'intérêt entretient de fait un entre-soi. Les certitudes sont rarement questionnées. Les réseaux sociaux peuvent favoriser le sectarisme et des positions extrêmes car l'anonymat comme l'absence d'indices sociaux de régulation favorisent la désinhibition[321]. *Twitter* est l'endroit où une quenelle suffit à nier cinquante ans de recherche sur la Shoah. Alors que l'avènement d'Internet avait soulevé beaucoup d'espoirs quant au renouvellement de la participation politique et à la réalisation d'une démocratie

---

320 Grandjean (G.), *Les jeunes et le génocide des Juifs*, De Boeck Supérieur, 2014.

321 Bordet (J.), Gutton (P.), Tisseron (S.), *Adolescence et idéal démocratique : accueillir les jeunes des quartiers populaires*, In Press., Paris, 2017.

plus horizontale, la révolution n'a pas eu lieu. Internet améliore les conditions d'information des citoyens et est progressivement devenu une arène de la scène politique. Il facilite certaines actions collectives et est un puissant moyen d'expression. Mais cet espace reste traversé par de fortes inégalités. Les facteurs traditionnels freinant l'engagement politique valent autant dans les urnes, sur le pavé, que sur la toile. Loin de la démocratie conversationnelle espérée, Internet offre un espace politique polarisé et fragmenté. « *L'internet est plus une arène supplémentaire de la compétition politique où l'on réplique numériquement des pratiques anciennes qu'un lieu où s'inventent de nouvelles manières de faire de la politique.* » résume Thierry Vedel [322].

Les pairs ont quant à eux une faible influence sur les comportements et sur la participation politiques[323]. Cette transmission horizontale s'effectue dans les espaces réels ou virtuels investis par les jeunes. Elle offre surtout la possibilité de préciser des opinions politique en adoptant des comportements comme celui de suivre tel influenceurs sur les réseaux ou d'accompagner ses amis à la Marche pour le Climat. Il faut néanmoins que le jeunes aient des prédispositions acquises dans le cours de la socialisation primaire. Les amis confortent plus qu'ils n'influent nos choix politiques et nous les choisissons car ils ont des idées politiques proches des nôtres. Il arrive toutefois que cette socialisation entre pairs soit en contradiction avec la famille. Elle provoque alors une rupture d'homogénéité et une négociation conduisant l'individu à faire dialoguer ses acquis et les nouvelles références auxquelles il est confronté. Combien de discussions à table ont pu avoir lieu entre un père et une fille socialisée dans la génération Beyoncé, assumant un féminisme d'évidence ?

b. La force des évènements

La socialisation politique n'est jamais réduite à un bloc inerte. Comme l'écrit Olivier Ihl, « *elle est un processus de politisation à la fois rival et dépendant des autres modes d'inculcation sociale. Fondée sur une succession d'échanges et d'appropriations, de reconversions et d'opportunités. Elle s'impose aux individus en fonction des espaces qu'ils investissent et donc des marges d'action que leur procure chaque configuration sociale dans laquelle ils se déploient.* »[324]. Ce changement de focale donne de plus en plus de place aux événements à la fois intimes et socio-historiques auxquels les individus sont exposés tout au long de leur vie. L'exposition à des traumatismes ou à des évènements majeurs fonctionne comme une matrice ayant des effets sur les orientations politiques, dans le sens d'une consolidation des éléments de la socialisation initiale ou dans le sens de leur recomposition.

[322] Vedel (T.), *Chapitre 5 - L'internet et la démocratie : une liaison difficile*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 86.Voir également Cardon (D.), *Culture numérique*, Presses de Sciences Po, 2019.
[323] Zuckerman (A.), *Social Logic Of Politics*, op. cit.
[324] Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *art. cit.*, p. 141.

Il est toujours difficile de distinguer les effets générationnels, des effets d'âge ou de période[325]. A 20 ans, temporalités individuelles, sociales et historiques s'entremêlent. Néanmoins, les jeunes ont des moments et des vecteurs de politisation qui leur sont propres. Ils sont plus enclins à utiliser des modes de participation non conventionnels. La manifestation fait partie de leur cadre de socialisation politique. Ils ont une culture protestataire affirmée[326]. L'engagement dans des associations ou des projets collectifs à l'adolescence est connu pour avoir un impact sur l'intérêt, le vote et la participation politique future des individus. Ils y acquièrent des compétences cumulatives leur permettant plus tard de s'investir autrement et ailleurs[327]. Les mobilisations et les expériences politiques collectives (campagnes ou mouvements sociaux) accélèrent et cristallisent leur politisation et laissent leur empreinte sur les choix ultérieurs. Plus l'individu y est exposé avec intensité, plus ces événements participent à sa formation politique[328]. Les mobilisations étudiantes de 1986[329], celles contre le CPE en 2006 et peut être celles contre le racisme en 2020 sont des moments de politisation. « *C'est la politique qui vient aux jeunes autant qu'ils la découvrent.* »[330]. L'exposition aux événements et le fait d'y prendre part peuvent susciter des « *gains de socialisation* »[331].

Les évènements les plus saillants sont ceux vécus jeunes[332] et pour lesquels la grande histoire s'articule avec l'histoire personnelle. Ils sont à la source d'une socialisation et d'une politisation nouvelles. Ils orientent les choix politiques, sont utilisés politiquement et peuvent être à l'origine de la formation de nouveaux groupes d'appartenances[333]. Ainsi chaque génération peut connaitre ses propres moteurs de politisation. Les jeunes sont « *à la fois fils de leurs pères et fils de leur temps.* » comme le résume Olivier Ihl. « *La condition politique d'un individu (…) s'élabore dans la succession des relations d'interdépendances qu'il a nouées mais aussi dans l'ombre portée d'un passé représenté, voire célébré, qui en oriente la signification.* »[334].

Ainsi, l'opposition ou le soutient à l'Algérie française pendant la guerre d'Algérie comme

325 Les effets d'âge renvoient à ce qui est propre à une classe d'âge, les effets de période à ce que produit la période sur l'ensemble de la population et les effets générationnels à ce qui est propre à une génération spécifique.
326 Galland (O.), Muxel (A.), *La tentation radicale : Enquête auprès des jeunes*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2018.
327 Jennings (M. K.), *Political Socialization*, op. cit.
328 Huckfeldt (R.), Sprague (J.), « Networks in Context: The Social Flow of Political Information », *The American Political Science Review*, 81 (4), 1987.
329 Anne Muxel a par exemple montré que les manifestations étudiantes contre la réforme Devaquet en 1986 ont eu un effet durable sur l'intérêt pour la politique, la participation électorale et l'ancrage à gauche. In Muxel (A.), « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps Une enquête longitudinale », *art. cit.*
330 Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *art. cit.*, p. 138.
331 Sears (D. O.), Valentino (N. A.), « Politics Matters: Political Events as Catalysts for Preadult Socialization », *art. cit.*
332 Howard Schuman et Jacqueline Scott montrent qu'interrogées sur les événements politiques marquants de leurs vies, les personnes réfèrent aux événements de leurs années formatrices de jeunesse. Schuman (H.), Scott (J.), « Generations and Collective Memories », *American Sociological Review*, 54 (3), 1989.
333 Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *art. cit.*, p. 126.
334 *Ibid.*, p. 143.

l'opposition ou le soutien à Mai 68 sont des *marqueurs de génération*[335]. On doit à Karl Mannheim la définition d'une génération politique[336]. Cette dernière se construit à posteriori car elle est définie par ses effets. Il faut d'abord qu'un groupe d'âge ait été exposé à l'événement. Que ce dernier soit à l'origine d'une communauté d'expériences notamment politiques. Et enfin qu'il fasse l'objet d'une transmission en inscrivant la famille dans une histoire et des valeurs. La guerre d'Algérie a ainsi mobilisé des noyaux de militants pour lesquels les opinions politiques se sont solidifiées. Puis elle a touché un cercle plus large d'individus qui se sont révélés dans les événements et en portent encore la marque politique. « *Elle a produit deux générations celle de l'Algérie algérienne et celle de l'Algérie française qui ont conservé intacte la vigueur de leurs opinions.* »[337]. Le clivage créé en 1961 se prolonge dans le soutien ou l'opposition à Mai 68 ou à la peine de mort en 1981. Les engagements ou prises de position suscités dans la guerre ont produit des apprentissages aux effets durables, une intensification de la politisation et un renforcement des attitudes politiques. Ils ont pu aussi être à la source d'une identité collective comme pour la génération des appelés et à la formation de groupes d'appartenances jusque-là inexistants comme celui des pieds-noirs[338].

La guerre d'Algérie a eu un impact sur la socialisation politique des grands-parents des jeunes étudiés dans cette thèse. Qu'ont transmis ces grands-parents de cet événement et des valeurs qu'ils y associent à leurs enfants puis à leurs petits-enfants ? Les récits mobilisés ont-ils une dimension politique ? Un événement de cette ampleur et de cette nature peut-il avoir un impact politique sur la troisième génération ? Quelles sont les traces qui perdurent de cette histoire dans la socialisation politique des jeunes générations actuelles ?

335 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit.
336 Mannheim (K.), *Le problème des générations*, Nathan Université, 1990.
337 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, op. cit., p. 188.
338 Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit.

Chapitre 2 : Les mémoires françaises de la guerre d'Algérie

Un million et demi d'appelés, un million de pieds-noirs, plusieurs millions d'immigrés algériens, 140 000 Juifs d'Algérie, 150 000 harkis et leurs familles. En 1962, à l'Indépendance de l'Algérie, des millions de personnes se retrouvent en France ayant en partage une expérience de la colonisation et de la guerre. Pour certains, le système colonial a forgé des visions du monde. La guerre a bouleversé les parcours de vie. L'exposition à la violence plonge de nombreuses personnes dans le traumatisme et le silence. Le conflit a suscité des engagements aux effets politiques durables. En France, ces millions de personnes fondent des familles. La société française est façonnée par leurs expériences. Ce chapitre raconte leur histoire. Il détaille les mécanismes déterminant les parcours de vie et l'invention de catégories d'individus affectés par le conflit, Il permet de saisir les différents récits sur le passé qui se sont structurés et déployés dans la société française depuis 1962 et de leurs dimensions politique et identitaire.

I. Sortir de la colonie - Histoire et mémoire des Français d'origine algérienne

Dans les années 1980, la France découvre, à travers les mobilisations des enfants d'immigrés, l'existence des jeunes d'origine algérienne. Nés en France, de parents étrangers mais autrefois français, ils sont Français. Leur présence est la conséquence d'une histoire méconnue, qui avec eux revient comme un boomerang. *Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Sont-ils Français ? Qu'est-ce qu'être Français ?* Ces questionnements installent durablement les débats sur l'immigration et l'identité nationale dans le champ politique français. Les descendants d'Algériens forment un nouveau groupe de mémoire. Ils sont issus de cette même histoire coloniale mais qui est aussi une histoire différente. Leur présence et leurs mobilisations questionnent les représentations et l'unicité du roman national. Elles convoquent un regard critique sur l'histoire de l'immigration, de la guerre et de la colonisation. Les expériences de racisme, de discriminations et de rejet interrogent les origines des stéréotypes, de la haine et des peurs. Dans une société à la fois postcoloniale et postouvrière, les combats pour l'Egalité et l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires écrivent une nouvelle page de l'histoire des mouvements sociaux et des droits civiques. La transmission de cette histoire et de son héritage militant reste toutefois faible. Les jeunes d'aujourd'hui connaissent mal ce passé et ne puisent pas dans ces références pour nourrir leurs propres combats. Pourtant, cette longue histoire d'oppressions, de négociations et de luttes pour l'autonomie et l'émancipation éclaire la spécificité de la société française.

A. Des indigènes aux Algériens

a. Une société coloniale meurtrie, des résistances continues.

Depuis l'Antiquité, le territoire algérien s'est construit au gré des influences successives du peuplement berbère, des Empires romain et byzantin, des invasions vandales, arabes puis européennes et des cultures juives, chrétiennes et musulmanes. L'émergence d'une Algérie moderne remonte à l'Empire Ottoman (XVIe siècle). Watan al-jaza'ir, qui donnera Cezayir, est une province distincte de la régence de Tunis et du Royaume du Maroc. Le paiement de l'"impôt aux représentants de l'Empire en échange d'une protection détermine les limites de la souveraineté. A partir de 1830, la conquête française déstabilise profondément une société algérienne déjà éprouvée par la domination turque. La France nomme ses possession Algérie en 1839. La frontière avec le Maroc est fixée en 1845, celle avec la Tunisie en 1881 et celles du Sahara en 1890 et 1898 dans des conventions franco-britanniques[339]. La colonisation française tout comme l'émergence du sentiment national algérien s'écrivent au cours d'épisodes de résistances, de répressions et de compromis[340].

Dès 1830, les résistances à la conquête sont nombreuses : dans la Mitidja autour d'Alger où la tribu des Hadjoutes retarde l'accaparement des terres les plus fertiles comme à Constantine, prise seulement en 1838. La pugnacité des résistances vient justifier des répressions sévères : les citadins fuient les villes d'Oran, de Mostaganem, de Mascara et de Bône, les casbahs sont détruites dans presque toutes les villes à l'exception d'Alger, de Constantine et de Tlemcen, et des tribus sont entièrement exterminées, comme celle des Aoufia en 1832. La France n'a pas de doctrine algérienne. La conquête se fait au grès des prises de terres fertiles, du refoulement des populations, d'établissement de zones tampon et de répressions exemplaires.

La résistance de l'Emir Abd-el-Kader forme la pierre angulaire de l'édifice national algérien. D'abord victorieux, Adb el-Kader impose à la France, en 1834 et 1837, une occupation restreinte de l'Algérie (Traité de Tafna). Dans l'ouest du pays qui reste sous sa souveraineté, il pose les bases d'un état moderne centralisé avec son impôt, sa monnaie, son armée et son système judiciaire, qui servira de référence pour construire un état algérien. Dans la lutte contre l'armée française, il unifie des dizaines de tribus et impose une guerre mobile, longue et coûteuse à la France. Mais la colonisation de la Mitidja en 1839 le force à reprendre le combat jusqu'à sa capture en 1847. De 1854 à 1857, Lalla Fatma N'Soumer unifie la résistance et impose de nombreuses défaites à l'armée française.

[339] Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, La Découverte., 2012.
[340] Mc Dougall (J.), *A History of Algeria*, Cambridge University Press, 2017.

L'arrivée du maréchal Bugeaud marque le début d'une guerre totale, d'un refoulement des tribus hostiles vers le sud et d'une généralisation de la violence. Les tribus des Ouled Riah et Sbéa sont décimées dans les enfumades de Dahra, l'oasis de Zaatcha dans les Aurès est rasée en 1849, la ville de Nara brûle dans son intégralité en 1850 tout comme Laghouat en 1852. Les pertes, tant humaines que matérielles, sont immenses. Elles provoquent la fuite des élites et des crises économiques majeures dans les années 1860. Les territoires algériens subissent les sécheresses, les famines et les maladies (onze épidémies de choléras en dix ans). A l'heure où la population mondiale connaît une croissance démographique sans équivoque, la population algérienne est en régression. En 1872, la population indigène, estimée à 2,1 millions, est moins importante qu'en 1830 (3 millions). Un tiers de la population algérienne aurait disparu entre 1830 et 1875[341]. La colonisation des terres, rythmée par les expropriations, les cantonnements et refoulement des populations rurales, déstabilise la société. Les spoliations et l'introduction de la propriété privée mettent fin à l'indivision des terres qui entraîne la dislocation des familles, des tribus et des confréries, brisant les cadres de la société traditionnelle et notamment les tissus de solidarité. Un équilibre se rompt et entraîne la dégradation du milieu rural rendant les populations extrêmement vulnérables.

Cette situation provoque un nouveau regain d'insurrections en 1871. Profitant du changement de régime en métropole, la Kabylie soulève d'importantes résistances. Une alliance entre les frères El-Mokrani et le Cheikh El-Haddad, de la puissante confrérie des Rahmaniyya, permet une extension de la lutte, bien au-delà de la Kabylie pour soulever les tribus jusque dans le Sahara. Les répressions sont sévères et entraînent de nouvelles confiscations de terres. Les insurgés sont exécutés ou déportés en Nouvelle Calédonie, où leurs descendants vivent encore aujourd'hui. Les résistances perdurent jusqu'en 1881 dans le sud oranais où la tribu des Ouled Sidi Cheikh de Mohammed Ben El-Arbi, dit Bouamama, se bat sur la frontière avec le Maroc avant d'y être définitivement refoulé. La colonisation s'impose sur la ruine de la société algérienne et l'épuisement des résistances[342].

b. L'invention de l'indigène

Le Second Empire marque un tournant avec une stabilisation de la conquête et une relative "pacification". Napoléon III met en œuvre sa politique dite du royaume arabe, inspirée par son conseiller Ismaël Urbain. Fils illégitime d'un colon guyanais et d'une ancienne esclave, converti à l'Islam et arabophone, il sert d'interprète pendant la conquête, notamment auprès de Bugeaud, et

[341] Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, op. cit.

[342] Sur la critique des notions de résistance et de collaboration dans le cadre colonial voir Walraven (K. van), Abbink (G. J.), Bruijn (M. E. de), *Rethinking resistance in African history: an introduction*, Brill, 2003.

se lie d'amitié avec Abd el-Kader. Proche des Saint-Simoniens, il est à l'origine de deux Senatus-Consulte majeurs. Celui du 22 avril 1863 vise à protéger la propriété foncière indigène mais entraine paradoxalement une accélération de la dépossession. Il reconnait une propriété collective des terres aux tribus mais introduit la possibilité d'une propriété individuelle permettant leur rachat. Ce mouvement est amplifié par la loi Warnier dite, loi des colons, du 26 juillet 1873 qui dote la dépossession d'un cadre juridique et ne reconnaît qu'une propriété individuelle. Le Senatus-Consulte du 14 juillet 1865 donne la nationalité à l'ensemble des habitants du territoire dont les familles étaient présentes en Algérie avant 1830. Les Algériens deviennent des sujets français. Français mais pas citoyens car dénués de droits politiques et soumis à un statut personnel religieux, distinct du code civil.

La IIIe République hérite d'un régime de colonisation militaire en Algérie où l'ordre est assuré par des pouvoirs disciplinaires appliqués par les militaires et les intermédiaires indigènes. L'enjeu de la politique d'assimilation du territoire algérien consiste à transférer le pouvoir des militaires à une administration civile. Les pouvoirs disciplinaires ne pouvant perdurer, ils sont codifiés pour survivre dans le droit républicain sous la forme du Code de l'Indigénat[343]. En 1881, ce code entérine un système discriminatoire. Il liste des infractions spécifiques aux indigènes pour sanctionner les résistances rurales quotidiennes comme la désobéissance, les déplacements non autorisés ou l'irrespect qui sont associés à des peines également spécifiques aux indigènes comme les travaux forcés, les amendes collectives ou les séquestres. Les discriminations coloniales sont également fiscales. Les indigènes doivent s'acquitter des "impôts arabes", première source de revenu pour le budget de l'Algérie mais dont ils ne bénéficient pas car les décisions budgétaires sont prises au sein des Délégations Financières contrôlées par les Européens. L'application des lois Ferry en 1883 est un bon exemple de cette distorsion. Ces lois prévoient la construction d'écoles indigènes financées par l'impôt mais leurs budgets ne sont pas votés au sein des Délégations Financières qui attribuent davantage les crédits à la construction d'infrastructures et à l'édification des villes. En 1912, seulement 5% des Algériens sont scolarisés[344].

La paupérisation des indigènes se poursuit. La loi du 9 décembre 1885 criminalise le pâturage sur les terres collectives, soit la pratique traditionnelle de l'élevage et interdit le ramassage du bois pourtant essentiel à la survie de nombreux foyers. On assiste alors à une régression importante des cheptels et à un retour localisé de famines. La pauvreté et la faim se doublent d'un déclassement social généralisé lié à la disparition des marques de distinction traditionnelles associées au bétail.

343 Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, op. cit.
344 *Ibid.*, p. 170.

Cette matrice réglementaire et économique fonde la figure de l'indigène, structure la vie sociale en Algérie française et fixe la frontière entre les communautés.

A partir des années 1880, la IIIe République fait le choix de la colonisation de peuplement et de l'assimilation de l'Algérie à l'espace métropolitain. Depuis 1789, le principe d'assimilation est intimement lié au projet républicain consistant à absorber dans un même espace égalitaire des éléments autrefois distincts et opposés en droit et en condition. En Algérie, ce principe implique l'intégration de l'espace algérien dans les institutions civiles française et l'adoption par les populations, européennes ou indigènes, des mœurs et des attributs français. Cependant plus le système républicain et colonial se stabilisent en France et en Algérie, plus la promesse d'assimilation disparaît au profit d'une supposée impossibilité à assimiler les colonisés, par ailleurs soutenue, en cette fin de XIXe siècle, par les scientifiques de la race. Les élites et les fonctionnaires coloniaux, eux aussi enfermés dans le système colonial et exposés à la violence, font une expérience de l'ensauvagement. Ils développent des dispositions sociales et politiques pour nier l'Egalité et l'humanité des indigènes. Alors que l'assimilation était synonyme d'extension du droit et d'absorption des masses dans le projet républicain, elle devient en situation coloniale un outil pour justifier l'exclusion. En métropole, la République octroie des droits et l'égalité pour assimiler les individus. Dans la colonie, elle exige d'abord la preuve de leur assimilation avant l'octroi des droits[345]. La France met donc en place, d'abord dans son infra-droit puis dans sa législation, des critères de civilisation qui permettent l'accès des indigènes au statut de citoyen. La démonstration de mœurs identifiées comme français, comme la maîtrise de langue, la détention d'un diplôme, l'entretien de relations professionnelles et intimes avec des Européens ainsi que le renoncement au statut personnel musulman, c'est-à-dire aux règles religieuses régissant la vie privée, sont un préalable à l'obtention de la citoyenneté, qui en Algérie, est bien distincte de la nationalité. La loi de 1889 sur la nationalité permet aux étrangers présents en France depuis seulement trois ans de se faire naturaliser. Le dispositif vise principalement les Européens présents en Algérie. Mais le législateur, notamment les députés d'Algérie, craignent la naturalisation des masses algériennes et incluent dans la loi la condition d'assimilation[346].

Le racisme colonial est une distorsion de la réalité. Il vide les individus, colons comme colonisés, de leur substance pour les remplir d'une série d'images et de fantasmes[347]. Les catégories coloniales les immobilisent dans des espaces mentaux cerclés de barrières infranchissables. Ces

---

[345] La situation coloniale en Algérie est à la fois une déformation du modèle républicain voir Manceron (G.), *Marianne et les colonies*, La Découverte, 2005. Mais aussi sa prolongation logique. La tension entre le discours universaliste et la pratique inégalitaire est aussi au cœur du fonctionnement républicain voir Van den Abbeele (G.), Stovall (T. E.), *French civilization and its discontents: nationalism, colonialism, race*, Lanham [Md.], Oxford, Lexington, 2003.

[346] Hajjat (A.), *Les frontières de l'identité nationale, L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, op. cit.

[347] Césaire (A.), *Discours sur le colonialisme.*, op. cit. ; Fanon (F.), *Les Damnés De La Terre.*, op. cit. ; Memmi (A.), *Portrait du colonisé précédé du Portrait du colonisateur*, op. cit.

représentations déterminent la définition que les individus ont d'eux-mêmes comme des Autres. Les indigènes ne peuvent se revendiquer ou être vus comme des sujets mais sont objectivés au même titre que des paysages fantasmés. Ils sont pensés comme immobiles, interchangeables et malléables. Le pouvoir colonial est aussi une gouvernance des corps qui portent des significations allant au-delà d'eux même[348]. Ils sont frappés, blessés, déportés, enchainés mais ils peuvent être aussi soignés, nourris, payés, éduqués pour masquer le crime originel et façonner le colonisé[349]. Le passé du colonisé est nié tout comme son futur car la situation coloniale est pensée comme immuable[350].

Le colonialisme affecte durablement la subjectivité des individus. Mais la résistance et la pensée rebelle permettent aux colonisés de sortir des images dans lesquelles le colonialisme les enferme et de recouvrir dignité, humanité et le caractère de sujet. L'anomalie d'un colonisé debout provoque à la fois un renforcement du système colonial comme son effondrement. Alors que le système colonial algérien semble encadrer la société, les résistances se généralisent pour devenir quotidiennes.

c. L'affirmation des Algériens

Malgré un système de harcèlement quotidien, les résistances sont nombreuses et les indigènes préservent des capacités d'autonomie. Dans la société rurale notamment, impénétrable aux administrateurs, les Algériens gardent des capacités d'initiatives. Les refus d'obéissance, les dégradations et les contournements du système forment un tissu de résistances quotidiennes qui serviront de fondations sur lesquelles construire la résistance des maquis[351].

Dans les villes, l'élite indigène urbaine qui s'organise en journaux, en associations, dans les cafés ou les clubs sportifs, se structure dans son opposition au système colonial inégalitaire. Sur le modèle des "Jeunes Turcs", les "Jeunes Algériens" constituent un premier groupe informel. Issus de l'élite indigène de culture française, proches des milieux libéraux et réformateurs, ils réclament l'Egalité, la fin des discriminations et l'émancipation progressive des colonisés dans la République. Sadek Denden à Bone, Hacène Benkhellaf à Alger, ces jeunes intellectuels bénéficient de la loi 1901 autorisant la création d'associations. Ils publient leurs idées dans des premiers journaux en langue arabe ou en français (1909, 1911, 1919). En 1912, le Manifeste des Jeunes Algériens est remis à Raymond Poincaré pour demander la fin du Code de l'indigénat, l'égalité fiscale, l'augmentation du

---

348 Foucault (M.), *« Society must be defended »: Lectures at the Collège de France*, Penguin Books, 2004.
349 Vergès (F.), *Abolir L'esclavage: Une Utopie Coloniale, Les ambiguïtés D'une Politique Humanitaire*, Albin Michel, 2001.
350 Mbembe (A.), « De la scène coloniale chez Frantz Fanon », *Rue Descartes*, 58 (4), 2007.
351 Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, op. cit.

corps électoral, une représentation au parlement métropolitain, des mesures socio-économiques contre la pauvreté des campagnes et la naturalisation des indigènes dans leur statut personnel. Ce mouvement pose les bases du nationalisme algérien, à commencer par la revendication du terme Algérien[352].

Des élites locales, notamment religieuses, forment aussi une opposition à la colonisation. Refusant la culture française et l'intégration, elles défendent la préservation des cultures traditionnelles, de l'Islam et de l'arabité. Elles s'inscrivent dans un mouvement religieux et politique régional, qui en Egypte ou au Machrek, fait du retour aux fondamentaux, un instrument de résistance contre l'impérialisme européen. Ce mouvement débouche en 1931 sur la création de l'association des Oulémas, présidée par Albelhamid Ben Badis. Le sentiment national se propage dans les campagnes et les milieux populaires. L'Emir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader, parvient à faire le lien entre les élites intellectuelles et les religieux. De 1919 à 1923, il parcourt le pays pour tenir des meetings politiques et propose une première formule indépendantiste de masse où se mêlent arabisme, islam et anti-impérialisme. L'administration coloniale ne tarde pas à le percevoir comme une menace et le pousse à l'exil.

La participation de 300 000 jeunes hommes algériens à l'effort de guerre pendant le premier conflit mondial accélère le processus de modernisation politique. Entre 1914 et 1918, l'Algérie fournit la majeure partie des capitaux et des denrées pour faire la guerre ainsi que 172 000 soldats indigènes dont près de 30 000 meurent au combat et 130 000 ouvriers[353]. Ces réquisitions provoquent le retour des insurrections dans les Aurès en 1916 et des famines en 1917 et 1918.

La participation à l'effort de guerre reste néanmoins soutenue par les élites indigènes qui attendent en retour de l'impôt du sang, la réalisation des promesses d'Egalité. Le code de l'indigénat est suspendu en juillet 1914. En métropole, dans les tranchées et les usines, les Algériens évoluent dans un environnement moins répressif que l'ordre colonial. Ils font l'expérience d'une relative égalité avec les métropolitains. Ils se familiarisent avec le monde ouvrier, la contestation, le syndicalisme et la grève[354]. L'apprentissage de la lutte et des rapports de force dans les usines s'inscrit au cœur du nationalisme algérien.

En 1919, la Loi Jonnart vient récompenser l'effort de guerre et élargit de 400 000 individus le corps électoral des indigènes. Un quart des sièges de conseillers municipaux et 10% des sièges des délégations financières sont désormais réservés aux indigènes. Mais ces progrès sont vite nuancés par le rétablissement du code de l'indigénat en 1920. Le parti colonial, entêté dans la préservation

---

[352] *Ibid.*

[353] Meynier (G.), « Les Algériens et la guerre de 1914-1918 », *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte, 2014.

[354] Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, 1992, p. 15.

des privilèges et aveuglé par les célébrations du centenaire de la mission civilisatrice en 1930, ne saisit pas l'immensité des frustrations et l'émergence politique du nationalisme. Il met en échec tous les projets réformistes de l'entre-deux guerres.

Dans l'entre-deux-guerres, tout change pour prendre des chemins sans retours. Le mouvement national algérien se structure en organisations de masse. Il refuse l'assimilation et l'intégration. Les leaders du nationalisme ne souhaitent plus être Français mais Algériens. Ils ne sont plus seuls face à la France mais s'inscrivent dans une histoire mondiale. Le communisme, le wilsonisme, la renaissance arabe, l'anticolonialisme en Asie comme en Afrique font trembler les Empires.

L'opinion publique algérienne se structure. Des hommes nouveaux entrent en scène. Ils ne sont plus issus des vieilles dynasties de chefs de tribus mais des urnes, des universités ou des usines françaises. Ils diffusent leurs messages dans les associations, les mouvements de jeunesse et les clubs de boxe ou de foot. En 1931, Ahmed Taoufik El-Madani publie *Le Livre de l'Algérie*, véritable Lavisse algérien. Il est diffusé dans les médersas du pays. Dans les années 1930, "*la politique envahit la rue en Algérie*"[355]. Les ligues d'extrême droite de 1934 manifestent dans les centres-villes. Les émeutes anti-juives se multiplient. Les grèves de 1936 ont aussi lieu en Algérie. Le Congrès musulman de juin 1936 – 1937 rassemble à Alger les différents courants nationalistes et réformistes (Fédération des élus musulmans, Association des Oulémas et Parti Communiste Algérien). Ils demandent un collège électoral unique, l'égalité salariale, la liberté d'enseignement et l'abolition du code de l'Indigénat.

L'émigration de nombreux Algériens en France renforce le mouvement national. La *clochardisation* des campagnes, qui s'aggrave avec la crise des années 30, pousse d'abord les paysans vers les villes du nord de l'Algérie où les casbahs et les bidonvilles débordent. Cet exode rural diffuse par ailleurs au sein de la communauté européenne l'impression d'être assiégée. Celle-ci se sent menacée alors qu'elle découvre les masses algériennes. Ces transformations renforcent les tensions politiques et communautaires. L'émigration permet d'exporter les masses pauvres vers une métropole ayant besoin de main d'œuvre pour reconstruire un pays dévasté par la première guerre mondiale. Les premiers mouvements nationalistes émergent dans les usines françaises. Le PCF fédère les premiers militants anti-impérialistes[356]. Dès 1922, il publie en Français et en Arabe, le journal Le Paria destiné aux ouvriers maghrébins. Le 7 décembre 1924, le premier congrès des travailleurs nord-africains réclame l'indépendance des trois pays du Maghreb. En 1926, Messali Hadj fonde l'Etoile Nord-Africaine (ENA) au 49, rue de Bretagne à Paris. Sa femme, Emilie

---

[355] Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, op. cit., p. 336.
[356] Ruscio (A.), « Communistes français et question coloniale : la première décennie », *Histoire documentaire du communisme, Jean Vigreux et Romain Ducoulombier [dir.]*, Université de Bourgogne., 2017.

Busquant aurait confectionné le premier drapeau national algérien dans un petit appartement au 6 rue du Repos près du Père La Chaise[357]. Les périodiques de l'ENA (Ikdam puis El Ouma) tirent à plusieurs milliers d'exemplaires et circulent aussi en Algérie. Interdit en 1929 puis refondée en 1933, l'ENA prend progressivement une autonomie par rapport au PCF pour devenir en 1937 le Parti Populaire Algérien - Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (PPA - MTLD) qui rompt avec le bolchévisme pour se rallier à l'arabité et l'Islam comme pivots de l'identité nationale algérienne. Messali Hadj marque une rupture en ce qu'il refuse la politique d'intégration porté par le Congrès musulman et s'oppose au projet Blum-Viollette[358]. L'indépendance devient le seul horizon.

Le système colonial quant à lui échoue à se réformer. Le parti colonial et les radicaux mettent en échec toutes les réformes politiques ou économiques. Le régime de Vichy est particulièrement sévère en Algérie où les lois anti-juives sont appliquées, les communistes et nationalistes réprimés. Le débarquement allié en 1942 ouvre un nouvel horizon. Le combat contre le Nazisme mobilise de nouveau les Algériens. Ils sont 175 000 à débarquer en Italie et en France pour libérer l'Europe. Les chemins de la Liberté sont universels. La lutte contre la barbarie nazie doit logiquement amener à la libération des peuples colonisés. La Charte de l'Atlantique et la naissance de la Ligue Arabe sont de nouvelles pierres apportées à l'édifice anti-impérialiste. En 1943, Ferhat Abbas publie le Manifeste du Peuple Algérien pour exiger une Algérie Algérienne. De Gaulle rejette le Manifeste provoquant l'union des différents mouvements nationalistes au sein de l'Association des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML, mars 1944). De 1946 à 1956, l'UDMA – Union démocratique du Manifeste Algérien structure un projet indépendantiste et démocratique pour l'Algérie[359].

Les massacres coloniaux de Sétif et Guelma confirment l'inévitabilité de la rupture. Alors que le monde célèbre la victoire de la Liberté, le 8 mai 1945, les habitants de Sétif, Guelma et Kherrata défilent avec les drapeaux pour réclamer leur propre liberté. L'armée et les milices européennes répriment ces manifestations dans une violence extrême mais coutumière dans le monde colonial. Durant plusieurs semaines, 10 000 à 30 000 personnes auraient été assassinées. Mai 1945 occupe une place fondatrice dans la mémoire du combat pour l'Indépendance. Si le 1er Novembre 1954 marque l'offensive, les massacres de Sétif apportent la référence victimaire. Le port de l'emblème

---

[357] Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit. ; Kadri (A.), Prévost (G.), *Mémoires algériennes.*, Syllepse., 2004.
[358] Le projet Blum-Viollette (1936) est un projet de loi du Front populaire visant à ce que 20 000 à 25 000 musulmans puissent devenir citoyens français tout en gardant leur statut personnel lié à la religion.
[359] Rahal (M.), « La tentation démocratique en Algérie. L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956) », *Insaniyat - Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, (42), 2008.

algérien devient également une pratique subversive à l'ordre colonial et centrale à la lutte pour l'Indépendance[360].

B. Algériens en France

Il nous faut maintenant quitter l'Algérie pour suivre le parcours des émigrés. Quitter les montagnes escarpées des Aurès et les bidonvilles surpeuplés d'Alger pour gagner les usines de Nanterre et de Gennevilliers, les mines du Pas-de-Calais ou le port de Marseille. En France, les immigrés s'engagent pleinement dans la guerre d'Indépendance et fournissent cadres, armes et argent pour gagner. Ils resteront en métropole. "*Ils venaient d'Algérie. Ils ont voulu l'indépendance. Ils sont restés en France. Ils y vivent aujourd'hui. Eux aussi ont construit ce pays*"[361]. Leurs enfants sont Français. Ils sont ces "beurs" que la France découvre, marchant pour l'Égalité et contre le racisme dans les années 1980. Ils font à leur tour des enfants aux parcours très divers mais dont certains souffrent toujours des difficultés associées aux quartiers populaires et cherchent des réponses dans des mobilisations éclatées. A chaque génération, ses combats.

a. La naissance d'une communauté algérienne en France

"*On ne peut faire la sociologie de l'immigration sans esquisser, en même temps et du même coup, une sociologie de l'émigration : immigration ici et émigration là sont les deux faces indissociables d'une même réalité*"[362]. Replacer l'immigration dans une histoire qui commence au début du parcours des émigrés permet de saisir la dimension politique et sociale des causes de l'émigration, mais aussi de comprendre les bagages culturels et historiques que les émigrés-immigrés emmènent avec eux. Néanmoins, le discours dominant vise à dissimuler ce lien entre émigration et immigration. "*L'émigration et l'immigration sont de ces mécanismes sociaux qui ont besoin de s'ignorer comme tels pour pouvoir être comme ils doivent être.*"[363]. Ne voir la migration qu'en terme de flux rend aveugle l'exil et dissimule les mécanismes qui créent un surplus d'hommes là-bas et une demande de main d'œuvre ici. En Algérie, le capitalisme colonial a produit une paupérisation des campagnes et un exode rural qu'il ne peut absorber tant son fonctionnement est exclusivement tourné vers la communauté européenne. Le système colonial n'offre que la collaboration, l'oppression ou le départ. En France métropolitaine, les paysans algériens se retrouvent ouvriers. Ils changent de monde et font l'expérience d'une modernisation accélérée. Ni vraiment étranger, ni citoyen, l'immigré algérien peut-être intégré mais inassimilable.

---

[360] Bouchène (A.), Peyroulou (J.), Tengour (O. S.), Thénault (S.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale: (1830-1962).*, op. cit.
[361] Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit., p. 9.
[362] Sayad (A.), *La double absence: Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré,*. Seuil., 1999, p. 15.
[363] *Ibid.*, p. 20.

Il suscite l'embarras, une "*inexistence encombrante*". Les luttes des travailleurs immigrés et de leurs enfants visent à casser cette invisibilité et à affirmer l'existence politique de sujets émancipés et non d'objets éclatés.

Abdelmalek Sayad définit trois âges de l'émigration : "*Dans un premier temps, jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'histoire de l'émigration des Algériens vers la France se confondait avec l'histoire d'une société paysanne qui luttait pour sa survie et attendait de l'émigration qu'elle lui donne les moyens de se perpétuer en tant que telle. Dans un second temps, pour une masse de paysans non seulement appauvris mais totalement prolétarisés, l'émigration constituait l'occasion privilégiée - peut-être la seule qui soit donnée - de réaliser les aspirations que leur nouvelle condition autorisait et interdisait à la fois. Plus récemment (depuis l'indépendance de l'Algérie surtout), achevant le processus déjà engagée depuis plus de trois quarts de siècle, l'émigration a fini par déterminer l'implantation en France d'une communauté algérienne relativement autonome tant à l'égard de la société française qu'elle côtoie, qu'à l'égard de la société algérienne dont elle tire ses origines.*"[364].

Les pionniers de l'immigration algérienne débarquent dans le fracas de la première guerre mondiale. La plupart des 300 000 Algériens mobilisés par le "Service des travailleurs coloniaux" sont rapatriés à la fin du conflit mais quelques milliers restent en France. Dans l'immédiat après-guerre, la combinaison d'une économie rurale algérienne extrêmement fragilisée et d'un besoin de main-d'œuvre en métropole permet l'arrivée en nombre d'émigrés algériens. Entre 1919 et 1924, 70 000 Algériens viennent en France chaque année. Beaucoup repartent (50 000 par an environ) mais le nombre de départs se réduit pour tomber à environ 25 000 en 1936[365]. Les émigrés viennent principalement de Kabylie et migrent « en chaine ». Le déplacement d'une personne d'un village appelant le déplacement d'autres suiveurs. Les Algériens s'installent près des usines de la région parisienne (Saint-Ouen, Gennevilliers, Nanterre, Saint-Denis, Boulogne, Asnières, Colombes, Clichy mais aussi le 15e et le 13e arrondissements), autour du port de Marseille ou dans le Nord-Pas-de-Calais. Les conditions de vie sont difficiles. Les logements sont insalubres. Les salaires sont moins élevés que ceux des métropolitains. Les immigrés subissent le racisme et la solitude. Mais le militantisme, comme l'adhésion à une association, à un syndicat, à un parti politique ou le fait de se présenter aux élections, offre des opportunités que le carcan colonial refusait aux indigènes[366]. Autour du PCF, de l'Etoile Nord-Africaine, puis du Parti Populaire Algérien, Paris devient le cœur battant du nationalisme. En 1938, le Gouvernement Daladier durcit l'encadrement des immigrés et fait arrêter et envoyer en Algérie les dirigeants du PPA, permettant paradoxalement aux indépendantistes de prendre pieds en Algérie.

---

364 *Ibid.*, p. 60.

365 Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit.

366 "S*e syndiquer c'est sortir du degré zéro d'existence qu'est la misère de l'immigration*" Kadri (A.), Prévost (G.), *Mémoires algériennes.*, op. cit., p. 80.

A la veille de la seconde guerre mondiale, il y aurait en métropole environ 120 000 Algériens[367]. Le régime de Vichy suspend la libre circulation entre l'Algérie et la France. Faisant face à un besoin de main d'œuvre pour construire le Mur de l'Atlantique, le Plan Laval organise finalement la réquisition de force de 8 000 travailleurs algériens. La question de la collaboration avec l'Allemagne nazie et le régime de Vichy traverse les milieux nationalistes. Messali Hadj, Fehrat Abbas, les Oulémas et les communistes refusent de négocier avec l'Allemagne. Certains comme Sahli-Mohand Chérif, s'engagent dans la Résistance. D'autres, réunis au sein du CARNA - Comité d'Action Révolutionnaire Nord-Africain, font le choix de la collaboration avec Vichy et les Nazis qui promettent l'Indépendance. Mohamed El Maadi fonde le Comité Musulman Nord-Africain et se fait appeler Er Rachid (le guide). Ils collaborent avec la Gestapo et suivent les Allemands dans leur retraite.

La Libération ouvre un nouvel âge de l'émigration. La création de l'Office National de l'Immigration en 1945 encadre l'arrivée de près de 750 000 travailleurs de 1947 à 1953. 561 000 personnes retournent en Algérie une fois les chantiers achevés, soit un solde positif de 185 000 personnes. Ces immigrés ont également des origines plus diverses. Les Arabes du Sud, d'Oran et de Constantine suivent les routes ouvertes par les Kabyles. Cette nouvelle configuration contribue à renforcer la conscience nationale algérienne en ce qu'elle permet un brassage des Algériens des différentes régions[368]. Alors qu'en Algérie, il était difficile d'espérer croiser un indigène de l'autre bout du pays, les villes françaises permettent aux Algériens de se reconnaître et de développer un sentiment national[369]. Les immigrés se sédentarisent. Les allers-retours se font moins nombreux. Les travailleurs s'installent et fondent des familles en France.

Messali Hadj est de plus en plus critiqué pour sa gestion autoritaire et personnelle du mouvement nationaliste. Certains de ses partisans, principalement actifs au sein de l'OS - Organisation Spéciale et du Comité Central à Alger, contestent la stratégie et le leadership de Messali Hadj et pensent la lutte armée inéluctable. Ils se réunissent au sein du Comité Révolutionnaire Unité et Action (CRUA) et préparent dans la clandestinité les attentats du 1er novembre 1954. Cette période marque l'émergence d'une nouvelle génération, un déplacement du centre de gravité de la métropole à l'Algérie et une radicalisation des modes d'action. Didouche Mourad dans le constantinois, Mostefa Ben Boulaid dans les Aurès, Mohamed Larbi Ben M'Hidi dans l'Oranie, Rabah Bitat dans Algérois, Krim Belkacem en Kabylie et Mohamed Boudiaf à la coordination posent les bases du FLN. Assigné à résidence en France, Messali Hadj ne fait le choix ni de l'évasion pour soutenir la lutte, ni de la condamnation des attentats du 1er novembre 1954. Il

---

[367] Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit.
[368] *Ibid.*
[369] *Ibid.*, p. 101.

laisse un vide politique qui, en Algérie, pousse nombre de ses partisans dans les maquis. Sa base reste solide dans l'immigration, dont la conquête par le FLN devient, faute de ralliement, un objectif majeur.

b. L'immigration dans la guerre d'Indépendance

Pendant la guerre d'indépendance algérienne, l'immigration double pour atteindre près d'un demi-million d'Algériens en 1962. Elle est une conséquence de la déstabilisation accrue de la société rurale algérienne. Près d'un quart de la population est déplacé. L'Algérie compte un million de chômeurs. Emigrer est souvent le seul salut. Le FLN s'implante là où les immigrés s'installent : Paris, le Rhône et Marseille. Le Nord et l'Est de la France restent fidèles à Messali Hadj qui crée en 1954 le MNA - Mouvement National Algérien en opposition au FLN.

La guerre d'Algérie recouvre une guerre civile entre nationalistes algériens. S'appuyant sur la légitimité du maquis, le FLN applique une stratégie d'hégémonie et de non compromission. Il rallie progressivement les Oulémas, le PCA, le mouvement de Ferhat Abbas et les étudiants de l'Union Générale des Etudiants musulmans Algériens (UGEMA). La lutte pour l'hégémonie contre le MNA se traduit par "la guerre des cafés" qui fait environ 4 000 morts et 10 000 blessés en métropole puis 6 000 morts et 14 000 blessés en Algérie[370]. A partir de 1957-1958, les représentants du MNA sont considérablement affaiblis par les représailles du FLN. Ce dernier lève l'impôt pour apporter à la guerre d'indépendance le soutien financier nécessaire. "*Le FLN se pense un peu comme un état qui englobe la société en lui. Il s'arroge la fonction de percepteur et celle de juge. La vision politique est liée à la pénalité. Celui qui fait une erreur doit payer, chacun doit cotiser*"[371]. Il crée un comité d'hygiène et d'aide sociale pour affranchir les Algériens de l'aide sociale française et distribuer les allocations chômage ou familiales. Les comités de justice règlent les affaires civiles et les différents entre Algériens. Sur la base de la déclaration du 1er novembre 1954 et du Congrès de la Soummam du 20 août 1956, le programme du FLN comprend la pleine souveraineté, y compris sur le Sahara. L'Islam et l'arabité sont au cœur du projet national avec pour conséquence la non-résolution des questions berbères, juives et européennes. Enfin, le populisme révolutionnaire focalisé sur l'obtention de l'indépendance n'intègre pas la résolution de la question sociale.

En pleine guerre d'Algérie, le gouvernement français tente de contrôler l'immigration et développe un appareil répressif inédit. La loi du 26 juillet 1957 permet l'extension des pouvoirs spéciaux en métropole. Elle donne un cadre légal aux mesures arbitraires d'assignation à résidence et d'internement. Elle est complétée par l'ordonnance du 7 octobre 1958 permettant aux préfets

---

370 Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit.
371 Mohamed Harbi, cité dans *Ibid.*, p. 359.

d'ordonner un internement pour une durée indéfinie ; et par celle du 8 octobre de la même année, donnant compétence aux tribunaux militaires pour juger les crimes et délits liés aux activités séparatistes. Comme en Algérie, un appareil répressif à l'abris du regard de la justice civile se met en place à la frontière de la légalité. Avec la généralisation des suspicions, l'Etat glisse doucement vers la politique arbitraire d'internement et de déportation. La France rouvre des camps par lesquels passeront près de 9 000 personnes à Vadenay (Marne), Saint Maurice-L'Ardoise (Gard), Thol (Ain) et Le Larzac (Aveyron). Près de 40 000 Algériens sont arrêtées entre 1954 et 1962, soit près de 10% de la population algérienne immigrée. Onze militants sont guillotinés à la prison de Montluc à Lyon, à l'endroit même où Jean Moulin fut torturé et assassiné par les nazis. L'entrée dans la guerre et son installation en métropole, notamment à partir de 1958, enclenche un processus d'affranchissement du droit et d'habituation à la violence.

L'appareil répressif atteint son apogée le 17 octobre 1961. Dans le but de contrôler les Algériens de l'immigration, le gouvernement fait appel au préfet Maurice Papon qui met en place un système de répression ayant déjà fait ses preuves en Algérie où il était auparavant préfet de Constantine. Ce système repose sur le recrutement de harkis au sein de la FPA – Force de Police Auxiliaire, la surveillance approfondie de la communauté algérienne (fichage, récolte systématique d'informations, surveillance des lieux de vie et des usines), des contrôles administratifs abusifs, des arrestations illégales, tortures et intimidations (tabassages) et une couverture systématique des exactions des policiers et des FPA. Le FLN multiplie les attaques contre les commissariats et les forces de l'ordre. Dans les semaines précédant le 17 octobre 1961, vingt-deux policiers sont assassinés, ce qui suscite au sein de la police un sentiment d'insécurité et une demande de revanche. A travers plusieurs déclarations, Maurice Papon laisse comprendre que les exactions seraient couvertes[372]. Le 5 octobre 1961, la préfecture de police publie un communiqué interdisant aux Algériens de circuler dans Paris et sa banlieue la nuit entre 20h30 et 5h30. Les Algériens étant à l'époque des citoyens français, ce communiqué est discriminatoire en ce qu'il vise uniquement les « travailleurs algériens ». Pour s'opposer au couvre-feu, la fédération de France du FLN décide d'organiser un défilé pacifique. Planifié pour le 17 octobre 1961, elle réunit entre 20 000 et 30 000 Algériens, hommes, femmes et enfants. Les manifestants doivent converger de leurs lieux de résidence vers trois lieux de rendez-vous identifiés : le Pont de Neuilly, le Pont Saint-Michel et l'Opéra. Prévenue de cette manifestation, la police de Paris met en place son dispositif de répression. Elle tente d'abord d'empêcher les manifestants de se rassembler : arrestations préventives, rafles d'Algériens au sein de foyers de travailleurs, internements dans des centres. Puis,

[372] Aux obsèques d'un policier, il déclare que « *pour un coup donné, nous en porterons dix* ». Déjà, en avril 1961, il écrivait à son cabinet : « *Les fonctionnaires de police peuvent faire usage de leurs armes lorsqu'ils sont menacés par des individus armés ou qu'ils ont des raisons de croire que leur vie est exposée. Vous êtes couverts par la légitime défense et par vos chefs.* »

elle réprime les Algériens tentant de se rendre à pied ou en métro sur les lieux : charges, tirs, tabassages à coup de bidules. Sur place et aux abords de la Seine et du canal, les policiers jettent des manifestants dans la Seine. 11 000 personnes sont arrêtées et internées dans les centres où elles subissent parfois coups et tortures. Des exécutions sommaires ont aussi été documentées dans la rue, dans les centres et dans la cour de la préfecture de police. Cette dérive meurtrière généralisée se poursuit dans les jours suivants le 17 octobre. Dès le lendemain, de nouvelles munitions sont distribuées. Balles neuves qui signent le soutien de la hiérarchie, décrédibilisent la thèse du débordement et feront de nouvelles victimes. 120 à 200 personnes auraient été assassinées, 1 800 personnes sont refoulées en Algérie.

Cette répression doit être comprise comme l'importation des méthodes coloniales déjà pratiquées en Algérie où l'armée, la police et les milices européennes organisaient régulièrement des ratonnades[373] pour réprimer des manifestations d'Algériens et organiser des expéditions punitives dans les quartiers algériens. Le 17 octobre 1961 est une ratonnade coloniale en plein Paris. Elle n'est pas isolée car des repressions à Paris, Metz et Marseille avaient créé des précédents[374].

c. Rester en France

Après la guerre, l'immigration algérienne continue de croître et de se sédentariser en France. La déstabilisation politique et économique de l'Algérie dans les années 1960 provoque l'arrivée d'environ 50 000 algériens par an. Ils bénéficient de la libre circulation garantie par les accords d'Evian. En 1975, on dénombre près de 885 000 Algériens soit presque un doublement depuis 1962[375].

Dès lors, l'immigration devient un enjeu à la fois pour l'Algérie et la France qui tentent de la contrôler tout en souhaitant son retour. Après les Accords d'Evian, les immigrés algériens réunis dans la fédération de France du FLN participent massivement au référendum du 1er juillet 1962. Les cadres de la 7e Wilaya soutiennent le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne[376]. La prise de pouvoir en Algérie des militaires de l'ALN[377] sur les politiques entraîne une marginalisation des responsables de l'émigration. Ecartés du pouvoir, ils seront aussi écartés de la mémoire nationale. Fin 1962, deux cents cadres de l'ALN sont envoyés en France pour prendre le contrôle de l'immigration. Pour l'Algérie, elle reste un mal nécessaire afin de pallier au chômage

---

[373] « Ratonnade » est un terme inventé pour qualifier les expéditions punitives en Algérie visant à violenter les Algériens.
[374] Amiri (L.), *La bataille de France: La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, 2004 ; Amiri (L.), *Les fantômes Du 17 Octobre*, Éd. Mémoire-Génériques, 2005 ; Einaudi (J.), *La bataille de Paris: 17 octobre 1961.*, Points, 2007 ; House (J.), MacMaster (N.), *Paris 1961: Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire.*, op. cit. ; Blanchard (E.), *Histoire de l'immigration algérienne en France*, Paris, La Découverte, 2018.
[375] Stora (B.), *Ils venaient d'Algérie: L'immigration algérienne en France*, op. cit.
[376] Ferhat Abbas, Krim Belkacem et Benyoucef Benkhedda
[377] Ahmed Ben Bella en 1963, puis Houari Boumediene en 1965

mais elle représente aussi un risque d'émergence d'oppositions. L'Amicale des Algériens en Europe est donc créée pour maintenir les immigrés sous l'influence du gouvernement. Le Président Houari Boumedienne négocie avec la France l'arrêt de la libre circulation en 1968 puis la suspension de l'immigration en 1973. Il lance des appels au retour des immigrés. En 1974, la France décide l'arrêt de l'immigration de travail. Valéry Giscard-d 'Estaing propose le retour forcé des près de 100 000 Algériens par an sur cinq ans soit presque la totalité de la communauté. Les mobilisations des associations, des églises mais aussi de l'administration mettent cette politique en échec[378]. Le nombre d'entrées en France est divisé par dix en dix ans (1976 - 1986). Mais l'installation durable des immigrés algériens en France contredit le mythe du retour[379]. Sur les bancs de l'école et dans les quartiers populaires, leurs enfants font déjà partie de la nouvelle génération de Français[380].

Le racisme colonial ne s'évapore pas une fois la guerre terminée. Les stéréotypes sont tenaces. La guerre, avec notamment son déploiement en métropole et le retour des Appelés et des rapatriés, a entrainé une plus grande circulation des représentations sur les Algériens. La figure de l'Arabe comme menace à l'ordre public continue de nourrir les imaginaires dans les médias, les rubriques des faits divers et les romans policiers[381]. L'Arabe est un homme seul, violent, voleur et délinquant sexuel[382]. Cette stigmatisation justifie des politiques publiques de contrôle spécifiques aux Algériens. Alexis Spire démontre comment les pratiques administratives de l'Etat providence s'inscrivent dans un héritage colonial. Des agents ayant eu une expérience dans la gestion des populations coloniales sont transférés dans les services préfectoraux en charge de l'immigration, des hameaux de harkis ou des foyers Sonacotra. Ils reproduisent les pratiques et les catégories d'identification de la sphère coloniale[383]. La mission modernisatrice d'encadrement et d'intégration des anciens colonisés est l'héritière directe de la mission civilisatrice[384]. A partir de 1968, l'immigration n'est plus gérée par le Ministère du Travail mais par le Ministère de l'Intérieur entérinant son traitement sécuritaire et non plus économique. Les agents des brigades nord-africaines dont la tâche exclusive était de surveiller les Algériens sont recyclés dans les Brigades des Agressions et Violences (BAV)[385]. Ceux du Service d'Assistance Technique (SAT) créé en 1959 pour assurer, sous couvert d'une assistance sociale, la surveillance politique des Algériens, continuent de surveiller les militants du Mouvement des Travailleurs Arabes[386].

---

378 Weil (P.), *Qu'est-ce qu'un Francais ?: Histoire de la nationalité française depuis la Revolution.*, Gallimard., 2009.
379 Richard (J.-L.), *Partir ou rester ?*, Presses Universitaires de France, 2004.
380 Bouamama (S.), Saoud (H. S.), *Familles maghrébines de France*, Desclée de Brouwer, 1996.
381 Amiri (L.), Stora (B.), *La guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie.*, op. cit.
382 Shepard (T.), *Mâle décolonisation: L'"homme arabe" et la France, de l'indépendance algérienne à la révolution iranienne*, op. cit.
383 Spire (A.), *Etrangers à la carte: L'administration de l'immigration en*, op. cit.
384 Naylor (E.), *France's modernising mission: citizenship, welfare and the ends of empire*, London, United Kingdom, Palgrave Macmillan, coll. « St. Antony's series (Palgrave Macmillan (Firm)) », 2018.
385 Amiri (L.), Stora (B.), *La guerre d'Algérie: 1954-2004, la fin de l'amnésie,*, op. cit.
386 Boubeker (A.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, France, Ed, 2008.

Pendant les Trente Glorieuses, les Algériens participent à la construction des infrastructures et fournissent la main d'œuvre des industries. Ils occupent des emplois pénibles, peu qualifiés et répétitifs. Ils participent aux grèves de mai 1968 mais sont aussi les grands oubliés des accords de Grenelle. Les forces syndicales ne remettent pas en cause la frontière entre le national et l'étranger dans la condition ouvrière. Mai 1968 débouche néanmoins sur d'importantes mobilisations des travailleurs immigrés et préfigure l'émergence du mouvement antiraciste[387].

Dans les années 1970, les militants du Mouvement de Travailleurs Arabes (1972), en rupture avec les nouveaux états indépendants, ont une éducation politique solide acquise dans les luttes indépendantistes et syndicales. Ils occupent les usines, mènent de longues grèves pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Mais leurs mobilisations portent aussi sur le droit à un logement décent (grèves des loyers dans les foyers Sonacotra 1975, luttes pour la résorption des bidonvilles), la dénonciation des crimes racistes (grève générale à Marseille en 1972), les violences policières (grèves de la faim contre les descentes dans les foyers et les expulsions), la lutte pour les sans-papiers, les mouvements des femmes immigrées et le soutien à la Palestine. Les années 1980 sonnent le glas de la figure du travailleur immigré. La société post-industrielle pousse nombre d'entre eux vers le chômage, la précarité, la maladie professionnelle et le vieillissement. Ils deviennent ces chibanis, que l'on retrouve sur les bancs des cités HLM.

C. Français d'origine algérienne

a. De l'épopée des beurs aux révoltes urbaines

Nés en France, de parents autrefois Français, les enfants d'immigrés sont Français. Nés de parents Algériens, ils sont aussi Algériens. Leurs mobilisations pour l'égalité et contre le racisme provoquent leur intrusion dans l'espace public. En 1971, le meurtre de Djellali Ben Ali avait déjà mobilisé les militants des Comités Palestine et du Mouvement des Travailleurs Arabes au côté de la gauche française dans les "Comités Djellali." Les JOC – Jeunesse ouvrière chrétienne et la Cimade tentaient de structurer des initiatives pacifiques pour les droits civiques et les conditions de vie des immigrés. En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir et la libéralisation des médias annoncent un foisonnement des mobilisations : Rock Against the Police, Sans-Frontières, Radio Beur, Beur FM, Radio Gazelle, Nouvelle Génération Immigrée, France Plus, Collectif pour les droits civiques, Marche de 1983, Convergence 1984, SOS Racisme et le concert de la Concorde en 1985, Carte de Séjour, Comité J'y suis j'y reste, Jalb – Jeunes Arabes de Lyon et de Banlieue, Zarma

[387] Gordon (D. A.), *Immigrants & Intellectuals: May 68 & the Rise of Anti-Racism in France*, Pontypool, Merlin Press, 2012.

de banlieue, Rengainez on arrive[388]. Les jeunes se mobilisent contre le racisme et les violences policières, pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires et pour affirmer une autonomie politique et culturelle.

Certains leaders de ces mouvements sont les héritiers directs des militants algériens. Les pères de Nacer Kettane, Khaled Melhaa et Farid Aichoune (Radio beur puis Beur FM) étaient au FLN. Ceux de Mehdi Lallaoui, Samia Messaoudi (Au Nom de la Mémoire) et de Saliha Amara (Nouvelle Génération Immigrée) ont participé au 17 octobre 1961. L'ombre de la guerre d'Algérie plane sur la Marche de 1983. Djamel Athallah, l'un des leaders du mouvement, se fait traiter de fellagha aux Minguettes. Bouzid Kara et Toumi Djaïdja sont fils de harkis. Marie-Laure Mahé est fille de pied-noir. Le policier qui tire sur Toumi Djaïdja, provoquant la Marche, est un ancien appelé. Le père Christian Delorme qui accompagne l'initiative était un opposant à la guerre d'Algérie[389]. Le père de Kaissa Titous, ancienne présidente de Radio Beur et militante à SOS Racisme, organisait les grèves chez Renault. Du soutien à l'Indépendance aux marches pour l'Egalité en passant par les mobilisations des travailleurs immigrés, la généalogie des combats forge un patrimoine militant important mais peu connu.

Ces années de mobilisation soulèvent de grandes espérances. La Marche de 1983 fonctionne. Les solidarités sont réelles. Les initiatives structurent l'autonomie politique des quartiers populaires. Le combat pour l'égalité et contre le racisme progresse. La politique de la ville voit le jour. Les portes de l'Elysée s'ouvrent. La gauche française est séduite par le « Beur is beautiful ». Au pouvoir, elle cultive une bienveillance pour les artistes issus des banlieues qui intégrèrent l'avant-garde de la création artistique dans la politique culturelle des années Jack Lang.[390] Et pourtant, la Marche et les années 1980 laissent dans les mémoires comme une impression de gueule de bois.

Si elles apportent une visibilité certaine, ces mobilisations ne débouchent pas sur des transformations majeures. La question sociale est laissée de côté. Les marcheurs décrivent leur retour dans les quartiers comme des épreuves. Les rapports avec la police et la justice restent inchangés. Les discriminations et le chômage limitent l'accès aux emplois. La dégradation des périphéries n'améliore pas les conditions de vie. La drogue et le Sida brisent de nombreux parcours. Les médias sont partis et les murs restent gris. La seconde Marche dite Convergence de 1984 acte la désillusion et l'incapacité à transformer l'essai politiquement. Elle réunit beaucoup moins de monde et met en lumière les divisions profondes entre les antiracistes et les militants prônant une

---

388 "*Cette génération n'est pas coincée entre le chantier et l'hôtel ou dans la nostalgie du pays. Elle est fille de la République et de l'immigration. Elle va trouver la faille dans le système républicain pour trouver sa voie, son chemin et le tracer*". Boubeker (A.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, op. cit.

389 France Culture Emission LSD, La marche des banlieues et après? – 2018 : https://www.franceculture.fr/emissions/series/la-marche-des-banlieues-et-apres

390 Martigny (V.), Martin (L.), Wallon (E.), *Les années Lang. Une histoire des politiques culturelles 1981-1993*, La documentation française., 2021.

spécificité du mouvement beur, entre ceux préservant des liens avec la gauche socialiste et ceux à distance du pouvoir. Ce vide politique est comblé par la création de SOS Racisme en 1985. Proche du pouvoir mais éloigné des quartiers, SOS fait la jonction entre la nouvelle génération, les institutions et la société française. Mais si le mouvement beur fait la promotion de l'Egalité, il ne questionne pas la transformation majeure des rapports de domination. L'émergence du sujet des discriminations vise une correction des inégalités et ne questionne pas l'ordre social[391]. Le mouvement est également victime de l'appareil politico-administratif. Les dirigeants sont absorbés par les collectivités locales. Le manque de moyens matériels et de soutien politique n'a pas permis de construire un espace politique spécifique dans la durée[392]. Cette impression de rendez-vous manqué est à l'origine de beaucoup de frustrations et d'aigreurs. L'échec des Marches rend difficile la transmission de la mémoire des luttes aux générations suivantes. Le terme même de beur étant aujourd'hui perçu comme problématique. En 2013, les 30 ans de cet événement historique ont suscité très peu d'intérêt[393].

Dans les années 1980, l'extrême droite française réagit à ces débats sur l'identité nationale. Elle se revigore en ajoutant à son corpus traditionnel antisémite, un discours anti-Arabe virulent. Les anciens de l'Algérie française apportent des élus, des cadres et des attitudes de ségrégation et de stigmatisation. Créé en 1972 sur les restes de Vichy et de l'OAS, le Front National articule un désir de revanche sur les Algériens et un rejet des immigrés et de leurs enfants. Leur présence est vécue comme une « colonisation inversée », une intrusion de l'ancien colonisé sur le territoire de l'ancien colon. Le Front National s'impose dans le paysage politique français[394]. Jean-Marie Le Pen

---

[391] Belbah, Laacher, *Génériques, Immigration, politiques et usages de la mémoire*, n.d, 2005, p. 13 ; Fassin (D.), « L'invention française de la discrimination », *Revue francaise de science politique*, Vol. 52 (4), 2002.

[392] "*Faute d'élites issues de ses rangs suffisamment aguerries et nombreuses, faute de moyens matériels, faute de soutien de la classe politique, la jeunesse issue de l'immigration n'a guère construit d'espace spécifique. Les animateurs associatifs dépendant de crédits de l'Etat et de l'appareil administratif sont des auxiliaires de l'action publique et ils ont largement échoué dans les banlieues difficiles qui dépassent bien sur leurs forces. Cet échec est celui de la société française toute entière mais ce sont les différence de mœurs qui sont incriminées.*"Saïdi (H.), *Mémoire de l'immigration et histoire coloniale.*, L'Harmattan., 2007, p. 137.

[393] Le film La Marche produit par Luc Besson avec Jamel Debbouze fait seulement 120 000 entrées. Les marcheurs eux-mêmes disent combien il est difficile de parler de cette histoire à leur propre enfants. Dans la nouvelle génération de militants, la Marche n'est pas une référence. Almamy Kanouté, porte-parole du mouvement Emergences et éducateur à Fresnes, refuse la référence à la Marche pour l'Égalité en soulignant sa récupération. Il revendique l'autonomie de ses propres luttes. Inès Seddiki, Présidente de l'Association Ghett'up n'en a que vaguement entendu parler. France Culture Emission LSD, La marche des banlieues et après? – 2018 : https://www.franceculture.fr/emissions/series/la-marche-des-banlieues-et-apres

[394] Pour une analyse du vote FN comme vote contestataire : Schweisguth (E.), « France : le mythe du néoconservatisme. Vote Front National et évolution des valeurs », *Futuribles*, (227), 1998. Pascal Perrineau décrit également un vote nourrit autant par l'anomie que la xénophobie : Perrineau (P), *Le Symptôme Le Pen,* Fayard, Paris, 2022,.Le rejet des immigrés s'installe comme une « single issue » du vote frontiste voir : Lehingue (P.), « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du FN ? », in Lagroye (J), *La politisation*, Paris : Belin, 2003. Nonna Mayer montre en quoi le vote FN suit la carte de l'immigration algérienne. Elle décrit certes un vote d'une "double nature": l'une droitière, bourgeoise prête à l'alliance avec la droite classique, l'autre populiste, protestataire, radicale rejetant la droite et la gauche mais avec un point commun : le rejet des étrangers. Mayer (N.), *Ces Français qui votent FN. Flammarion*, 1999. Sur le concept de xénophobie et son lien avec les comportements politiques : Haegel (F.), Rey (H.), Sintomer (Y.), *La xénophobie en banlieue : Effet et expressions*, Paris, France, Editions L'Harmattan, 2000. Le vote d'extrême-droite

n'obtient que 0,7% des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle de 1974 mais 14% aux législatives de 1988[395]. En 1981, la ville de Dreux, jusqu'ici dirigée par Françoise Gaspard, sociologue féministe socialiste et lesbienne, passe au Front National sur la question de la présence des immigrés[396].

Sur fond de crise économique, la rhétorique anti-immigration dépasse les cadres de l'extrême droite pour se propager dans la société française. Entre 1973 et 1975, les mouvements pétitionnaires de voisins pour demander les expulsions des "jeunes délinquants" se multiplient[397]. La jeunesse française est tentée par une certaine radicalité alimentée par l'incertitude sociale et économique et une « fascination malsaine du passé »[398]. Des questionnements issus de la colonisation ressurgissent : "*Peut-on assimiler les enfants d'Algériens ? Sont-ils vraiment Français ? L'islam est-il compatible avec la République ?*" Entre 1981 et 1991, deux cent cinquante jeunes maghrébins ou d'origine maghrébine auraient été assassinés[399]. Les jugements révèlent des peines symboliques et de nombreux acquittements laissant ainsi planer une quasi-impunité pour les auteurs de ces meurtres, comme une habitude de guerre considérant la vie des Algériens comme négligeable.

L'extrême droite impose le débat sur l'immigration, l'identité nationale et met en doute la francité des enfants d'immigrés. La droite de gouvernement de retour au pouvoir en 1986 propose une réforme de la nationalité mettant fin au droit du sol. En 1993, les lois Pasqua abolissent l'automaticité de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers et introduisent une manifestation de volonté à la majorité[400]. Ces dispositions sont réformées en 1998 par le gouvernement Jospin qui rétablit l'acquisition de la nationalité à 18 ans pour les enfants d'étrangers nés en France. L'immigration et l'identité nationale s'imposent au cœur du clivage politique. L'opposition au Front National nourrit également des politisations dont les manifestations en avril 2002 pèsent sur la socialisation d'une génération[401].

---

est également à inscrire dans une dynamique plus générale dans les démocraties occidentale autour de l'apparition d'un nouveau clivage entre exclus et inclus de la mondialisation Merkl (P. H.), Weinberg (L.), dir., « Why are they So Strong Now? Comparative Reflections on the Revival of the Radical Right in Europe », in Merkl (P. H.), Weinberg (L.), dir., *The Revival of Right Wing Extremism in the Nineties*, Routledge, 1997. Mais aussi Kriesi (H.) *et al.*, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Mayer (N.), Rovny (A.), Rovny (J.), Sauger (N.), « Outsiderness, Social Class, and Votes in the 2014 European Elections », *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, (53-1), 2015.

395 Mayer (N.), Perrineau (P.), *Le Front National à découvert*, op. cit.

396 Gaspard (F.), *La fin des immigrés*, Paris, Editions du Seuil, 1984.

397 Boubeker (A.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, op. cit.

398 Rossi (E.), *Jeunesse française des années 80-90: La tentation néo-fasciste*, Paris, LGDJ, 1995.

399 Giudice (F.), *Arabicides: Une chronique française: 1970-1991*, Ed. La Découverte, 1992.

400 « *Depuis 1889, naître en France et y résider à sa majorité suffisait pour constater que l'on était français. Avec la loi de 1993, ces conditions ne sont plus jugées suffisantes et la manifestation de volonté apparaît comme une demande de preuve supplémentaire d'appartenance.* » Weil (P.), *Qu'est-ce qu'un Francais ?: Histoire de la nationalité française depuis la Revolution.*, op. cit., p. 267.

401 Mayer (N.), « La mobilisation anti-Front national », in Perrineau (P.), dir., *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, CEVIPOF, 1993.

b. Un paysage militant éclaté

Dès lors l'échec politique se traduit par un investissement du champ culturel. Les associations dites "beurs" orientent leurs activités vers la promotion des cultures immigrées, populaires et urbaines. Les radios et les musiques Rap, Rai, Rock, le foot et l'humour sont les moyens d'expression privilégiés[402]. Ils font irruption dans les foyers français pour reconstruire des imaginaires délaissés. L'investissement du champ culturel n'est pas dénué de politique mais les combats et les oppressions, plus conflictuels, passent au second plan.

L'absence de politiques publiques ambitieuses qui auraient permis des changements structurels, n'améliore pas les conditions de vie dans les quartiers populaires. Après une décennie de politique de la ville, de mobilisations et de présence dans l'espace médiatique, les années 1990 sont traversées par une série de révoltes urbaines qui ne trouvent pas de débouchés politique et social[403]. Les gouvernements apportent des réponses essentiellement sécuritaires[404]. Les années Pasqua et la montée du Front National marquent la victoire culturelle des conservateurs sur les questions identitaires. Les discours moralisateurs sur l'incapacité des familles à élever leurs enfants, le repli communautaire, les dérives mafieuses transforment les "beurs" en classes dangereuses de la République.

Le manque de structuration politique livre un paysage militant éclaté mais autonome. Détaché des partis, des syndicats ou des associations nationales, les mobilisations sont peu organisées et éparses mais nombreuses et récurrentes. Elles se forment principalement autour de la dénonciation des violences policières et permettent l'émergence de militants issus des comités de soutien aux familles. La création du MIB- Mouvement de l'Immigration et des Banlieue puis du Forum Social des quartiers populaires dans les années 2000 sont une tentative de structuration de ces mobilisations. D'autres militants, à l'image d'Abdelaziz Chambi, investissent le champ cultuel. La religion devient à la fois un repère identitaire, un moyen de mobilisation et le cœur des revendications. L'islam des jeunes n'est pas une communauté héritée des parents mais une socialisation construite entre pairs, intrinsèquement moderne et inscrite dans la mondialisation[405]. Les jeunes se déclarant musulmans s'identifient à la communauté globale ou ultra-locale mais ne s'inscrivent pas dans une filiation. La référence religieuse rend aveugle l'histoire des combats indépendantistes et de l'immigration.

---

402 Avec par exemple La Caravane des quartiers, Les motivés autour de Zebda et TaktiKollectif, ou des figures du RAP (Assassin, 113).

403 Vaulx-en-Velin 1990, Sartrouville et Mantes-la-Jolie 1991, Garges-lès-Gonesse 1994, Noisy-le-Grand et Nanterre 1995

404 Rigouste (M.), *L'ennemi intérieur : la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine : la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine / Mathieu Rigouste*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2009 ; Rigouste (M.), *La domination policière*, La Fabrique Éditions, 2012.

405 Khosrokhavar (F.), *L'islam Des Jeunes.*, Flammarion., 1997.

Par le nombre de territoires concernés, la durée des mobilisations et la violence des images, les révoltes urbaines de 2005 marquent un tournant. Elles signent l'aboutissement d'une crise profonde du militantisme dans les quartiers[406]. La précarité économique, le désengagement des militants de la génération précédente, l'effondrement des socialisations partisanes et syndicales, la chute du communisme municipal et les politiques budgétaires restrictives limitent les possibilités d'engagement. Les réseaux d'éducation populaire sont affaiblis. Le lien social ne permet plus de compenser les difficultés économiques. Les solidarités doivent se recomposer. Si les révoltes donnent une visibilité à une nouvelle génération de jeunes des quartiers populaires, la réponse politique entérine une gestion sécuritaire et des représentations identitaires voire ethniques des banlieues.

Les émeutes provoquent une réflexion sur le retour de la race en France et l'articulation entre le colonial et le postcolonial, l'universalisme et les identités plurielles. Dans le monde universitaire comme dans la presse ou en politique, de nombreux débats invitent à penser la permanence du fait colonial dans la société et la capacité de la société française à le dépasser[407]. Des parallèles entre le colonialisme et la société contemporaine sont soulignés comme les méthodes policières d'alors et d'aujourd'hui, avec notamment l'application pour la première fois depuis 1962 de l'état d'urgence, les expériences de ségrégation urbaine et la permanence de représentations racistes.

L'histoire algérienne est convoquée. Le parlement adopte la loi du 23 février 2005 sur l'enseignement positif de la colonisation. La droite fait de la réhabilitation du passé colonial un instrument de conquête politique et de caporalisation des enfants d'immigrés dont l'intégration dépendrait de leur reconnaissance des bienfaits de la colonisation. L'histoire coloniale est également mobilisée par un groupe de militants issus de l'immigration au capital scolaire important mais extérieurs aux expériences militantes des banlieues : les indigènes de la République. Leur stratégie et leur mode d'actions (tribunes et interpellations) consistent en une transgression discursive. Ils imposent un vocabulaire radical renvoyant à l'histoire coloniale ("indigènes", "souchiens", "racisme d'état") et une lecture raciale des processus d'identification et des rapports de domination. Les indigènes de la République ne mobilisent pas les identités épaisses fondées sur le réel comme le quartier, la religion, la culture, la nationalité ou la classe mais des identités fines voire artificielles comme les filiations coloniales. Leur influence se limite donc à l'espace médiatique et politique[408].

---

[406] Hajjat (A.), *Histoire politique des immigrations post-coloniale 1920-2008*, Editions Amsterdam Bibli, 2008.
[407] Blanchard (P.), *La fracture coloniale: La société française au prisme de l'héritage colonial*, op. cit. ; Balibar (É.), « Le retour de la race », *art. cit.* ; Mbembe (A.), « La République et sa Bête : À propos des émeutes dans les banlieues de France », *Africultures*, 65 (4), 2005.
[408] Lotem (I.), « Anti-racist activism and the memory of colonialism », *art. cit.*

c. *Investir le champ mémoriel*

L'affirmation d'une existence légitime dans la société française passe également par la revendication d'une place dans un roman national. Les différents acteurs investissent le champ mémoriel. La mémoire est un moyen de prendre possession du discours, d'investir les catégories interprétatives du passé et du présent et de tenter d'influencer les processus de production des représentations et des gratifications symboliques. Elle reconstruit le lien historique entre l'immigré et la société d'accueil. "*Si l'étranger est celui qui n'était pas là depuis le début, la mobilisation de la catégorie mémoire est une manière nouvelle, pacifique et à moindre coût, de rappeler une présence dans le passé qui se continue dans le présent*"[409]. Les associations en font un usage militant au profit d'enjeux sociaux et politiques relatifs à la reconnaissance et à l'identité[410]. Les revendications sociales des enfants d'immigrés deviennent plus audibles et plus légitimes. Les institutions et les partis politiques quant à eux en font un outil de gestion du pluralisme culturel au sein de la société. La mémoire devient un outil de la politique de la ville voire un substitut à la transformation du réel. Elle comporte un risque de dépolitisation des questions sociales. Dans une logique libérale, la reconnaissance du 17 octobre 1961 est une manière de produire de l'inclusion qui est moins couteuse politiquement et financièrement que le droit de vote des étrangers ou la rénovation des quartiers. Enfin, les chercheurs ou artistes, de plus en plus nombreux à être issus de l'immigration, investissent aussi le champ mémoriel pour produire et promouvoir des projets scientifiques ou artistiques à visée critique. Le travail sur l'histoire coloniale et l'histoire de l'immigration doit pouvoir bénéficier des mêmes exigences scientifiques et des mêmes moyens que les autres disciplines. Or, elle reste marginale institutionnellement et sous dotée financièrement. Il n'existe aujourd'hui aucune chaire post-coloniale, ni de chaire de l'histoire de l'immigration dans l'université française. Le manque de moyens et de rigueur laisse le champ libre à des entrepreneurs de mémoire qui, s'ils ont les meilleures intentions, ont des intérêts particuliers. L'entrée au musée et le sacre de l'art et de la culture comportent un risque d'esthétisation de représentations folkloriques et pacifiées de l'indigène et de l'immigré, niant la dimension politique et conflictuelle des oppressions et des combats.

* *
*

Le manque de cadres sociaux a longtemps limité la transmission de cette histoire des luttes pour l'Indépendance et pour l'Egalité. En France, les politiques de l'oubli ont retardé les débats et

409 Belbah, Laacher, *Génériques, Immigration, politiques et usages de la mémoire*, op. cit., p. 15.
410 Créée en 1987, l'association Génériques se donne la tâche d'écrire l'histoire de l'immigration et préfigure l'ouverture en 2007 de la Cité Nationale de l'Immigration (CNHI) devenue en 2012 Musée National de l'Histoire de l'Immigration (MNHI).

la production de connaissance sur le passé. En Algérie, le rôle joué par l'émigration dans la lutte pour l'indépendance a été écarté des récits officiels. Dans les familles d'immigrés et de militants, l'exposition à la violence et les épisodes d'humiliation commandent un oubli propre aux expériences difficiles. Les différences de cultures et de langues ont rendu les échanges intergénérationnels compliqués. Le manque de connaissances n'a pas permis de rendre intelligibles les expériences des ainés. Le récit sur l'Indépendance est apparu en contradiction avec le souci d'offrir aux enfants les opportunités d'intégration. Les combats des travailleurs immigrés et les mobilisations des enfants n'ont pas non plus fait l'objet d'une transmission politique. L'histoire des luttes reste peu connue. Les jeunes d'aujourd'hui puisent dans d'autres logiciels pour continuer le combat pour l'égalité, contre le racisme et les difficultés économiques et sociales.

II. Les pieds-noirs : quand la mémoire dicte l'histoire.

Aux origines mal définies, le mot pied-noir s'est généralisé dans les années 1960 pour qualifier les Français d'Algérie s'installant en métropole à l'Indépendance. Pour être pied-noir, il faut avoir des ancêtres ayant émigrés en Algérie, y être né et avoir connu l'exil en 1962. Il faut aussi être issu d'une famille européenne, à qui l'intégration dans la nationalité et la citoyenneté française, confère une supériorité politique et fonctionnelle, les distinguant des Algériens. La socialisation des Français d'Algérie s'est faite dans un monde colonial qui enferme tous ses acteurs dans une distorsion de la réalité. Des images puissantes, masquant l'expérience sociale et politique dans laquelle ils s'inscrivaient, ont structuré à la fois l'existence, les perceptions et la mémoire des pieds-noirs. En Algérie française, les paysages comme les habitants étaient fantasmés. La République soulignait d'autant plus sa présence qu'elle ne parvenait pas à réaliser ses promesses. La mission civilisatrice enfermait les Européens dans des « édifices de certitudes ». En 1962, ce monde s'écroule. L'exil est l'acte de naissance des pieds-noirs. Le combat pour l'indemnisation, les réparations et la reconnaissance structure le groupe social, apportant l'illusion d'une cohérence et d'une homogénéité à une communauté pourtant extrêmement hétérogène. Dans ce combat, la mémoire collective joue un rôle central. La construction et la défense d'une vision propre de l'histoire sert les intérêts des associations de rapatriés. Cette mémoire collective extrêmement puissante a longtemps monopolisé les imaginaires et empêché l'expression des vécus individuels.

A. <u>La naissance des Européens d'Algérie</u>

a. Une colonie de peuplement

Les Européens d'Algérie sont nécessairement liés à la conquête du territoire algérien dont la

colonisation fonde leur existence socio-politique. Débutée en 1830, cette conquête a longtemps été présentée comme une réponse à un coup de chasse mouche que le Dey d'Alger aurait donné à l'ambassadeur français. Elle est pensée courte, efficace et définitive dans le récit national alors qu'elle fût longue, violente et toujours inachevée. Mais cette histoire orientée est un exemple des nombreux « *édifices de certitudes* » sur lesquels les Européens d'Algérie pensent leur légitimité et leur fonction[411]. D'autres représentations ont pris forme dans la conquête, notamment l'image de l'Arabe belliqueux, fier, battu mais jamais vaincu. Ce stéréotype installe une méfiance permanente, un sentiment d'insécurité et une obsession à punir les résistances et les oppositions. Ces fantasmes sur le territoire et ses habitants structurent la société coloniale.

Les premiers colons marchent dans les pas de l'armée. Ils sont peu nombreux et principalement aristocrates ou spéculateurs. Opposé à une colonisation uniquement économique, le Gouverneur Bugeaud implique l'Etat dans l'organisation de la colonie de peuplement. Les arrivées de familles et d'associations de colonisateurs sont facilitées par des aides financières et des investissements dans les infrastructures. Les opposants politiques fuyant les différentes révolutions et les coups d'Etat, mais aussi les déportés des différents régimes, forment un second contingent. Le climat, les maladies, l'insécurité, l'infertilité des terres et le manque de compétences en agriculture rendent les conditions de vie difficiles et induisent une forte mortalité et une dépendance vis à vis de l'armée. La relation des Européens au territoire est ambivalente. Il est successivement craint et magnifié. La forte insécurité politique et économique en fait un territoire hostile. Mais il est en même temps présenté comme disponible, fertile et pacifié, propice aux projets d'aventures et d'installations. Enfer des pionniers, il prend rapidement les traits du paradis perdu dans la mémoire des pieds-noirs qui confère d'ailleurs à ces pionniers un caractère originel[412]. Ils auraient défriché les terres vierges, transmis leur détermination et le fruit de leur travail aux générations suivantes. Cette figure du pionnier légitime la présence des familles et de la communauté sur le territoire algérien, rendant aveugle tout le processus d'expropriation et de refoulement des populations locales.

En 1848, la Seconde République fait de l'Algérie trois départements français. Ce cadre français permet l'arrivée de nombreux civils européens. L'avènement de la IIIe République est aussi un tournant. En 1871, la fin de l'insurrection en Kabylie annonce une relative stabilisation de la conquête et ouvre la voie à la confiscation de terres fertiles. A travers une série de décrets et de lois sur la nationalité, la France s'engage dans la politique d'intégration favorisant la croissance d'une colonie de peuplement. Cette année-là, le nombre de naissances d'Européens est pour la première

[411] Verdès-Leroux (J.), *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui :* Fayard., 2001.

[412] *Une terre d'abondance pour ceux qui ont faim, de refuge pour ceux qui fuient, de disgrâce pour les déportés (...) En fonction, ils la haïssent d'avance, appréhendent les conditions de vie qu'ils y trouveront ou surestiment ses attraits*" Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit., p. 19.

fois supérieur au nombre de décès. A partir de 1880, la colonisation libre donne un nouveau visage à l'Algérie. Les "*ventres creux de l'Europe*" sont ces paysans venus d'Espagne, d'Italie, de Malte, d'Allemagne ou de France qui, victimes de la révolution industrielle, migrent en l'Algérie[413]. Le peuplement se répartit sur quatre zones. La dynamique de concentration des terres entre les mains de grands propriétaires pousse les Européens à s'installer dans les villes, notamment à Alger et sur les côtes. Les paysages urbains y sont profondément transformés pour accueillir une certaine modernité et effacer les casbahs. L'intérieur proche des villes forme ensuite un tissu de petites localités tournées vers l'agriculture. Le sud plus profond comprend les villes intérieures (Mascara, Orléansville, Constantine et Milana) et les villages de colonisation alentours. Enfin, une zone plus périphérique où la présence française s'estompe aux portes du désert et des montagnes, se résume aux villages construits par l'armée[414]. La France s'impose progressivement dans l'espace, dans le temps et dans les têtes. Elle donne une contenance aux habitants d'Algérie, indigènes comme Européens qui sont définis par leurs statuts et fonctions différenciés. Le rapport colonial s'enracine.

b. Fabriquer des Français

La départementalisation fait de l'Algérie la France mais une France sans Français. Les citoyens français sont minoritaires face aux Algériens et aux autres Européens d'Algérie. Pour légitimer ses conquêtes, la France produit des Français en mobilisant le droit et les imaginaires. En 1865, le Senatus-Consulte confère à tous les habitants d'Algérie, Juifs et musulmans compris, la nationalité française. Cependant, seules les personnes relevant du droit civil possèdent la citoyenneté et des droits politiques (les Européens). Les personnes relevant du droit local, rattachées à un statut personnel de droit religieux, sont exclues de la citoyenneté (les Juifs et les musulmans). Le décret Crémieux de 1870 confère de manière collective et automatique la citoyenneté aux Juifs d'Algérie. La loi sur la nationalité de 1889, actant le droit du sol sous la IIIe République, permet aux jeunes étrangers nés et domiciliés en France, c'est-à-dire à tous les enfants d'Européens d'Algérie, de devenir automatiquement français à leur majorité. Ces lois tracent les contours juridiques et sociaux de la communauté française d'Algérie et installent la frontière entre les inclus à franciser et les exclus à maintenir hors du processus d'intégration. L'opposition aux indigènes étant d'ailleurs un puissant facteur d'identification à la France[415]. Afin d'apporter une cohérence à la communauté française, la France s'attèle à franciser ces habitants qui lui apportent à la fois un soutien et une légitimité pour sa présence en Algérie. Plus que tous les autres Français, ceux d'Algérie sont à la

---

[413] Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit.

[414]"*Terre promise, une fois soumise, dépouillé des charmes dont on la parait. Terre ingrate, une fois domptée, s'apprivoise quelque peu et séduit ses vainqueurs*" *Ibid.*, p. 34.

[415] *Ibid.*, p. 14.

fois la cible et les porteurs du discours triomphal de la colonisation. Leur quotidien et leurs représentations sont imprégnés d'images saluant l'œuvre française[416]. L'école, l'armée, les discours des hommes politiques des IIIe, IVe et Ve Républiques vantent la mission civilisatrice dont les Français d'Algérie sont présentés comme les fers de lance. L'école républicaine en Algérie magnifie la France, son passé et ses paysages et inscrit les Européens d'Algérie dans une histoire et une géographie nationale. Elle fabrique des Gaulois. En Algérie, les héros de la conquête et de la colonisation comme Bugeaud et Clauzel sont glorifiés. L'école permet aussi l'apprentissage du français dans des familles en majorité non francophones. Elle apporte une cohérence et une culture commune à la communauté européenne. Les deux guerres mondiales parachèvent cette francisation. La guerre indique où se trouve la patrie. En 1914-1918, les Français d'Algérie sont mobilisés et rencontrent souvent pour la première fois la Métropole et les métropolitains. Pendant, la seconde guerre mondiale, Alger devient la capitale de la France Libre et les Français d'Algérie participent massivement à la libération de l'Europe. 16% d'entre eux prennent part au débarquement en Italie. Ce sont les mêmes qui vingt ans plus tard vivent le rapatriement comme une trahison.

Ces représentations sur les bienfaits de l'œuvre française sont validées par l'expérience. L'espace dans lequel évolue la plupart des Européens d'Algérie est limité et ségrégé, ne laissant à voir qu'un entre-soi modernisé. Les réalisations de la colonisation, écoles, hôpitaux, cultures et infrastructures, font partie de leur quotidien. Ils sont beaucoup moins nombreux à être confrontés à la pauvreté des campagnes, à réaliser l'indigence des indigènes et les inégalités du système, souvent niées ou justifiées par l'idéologie coloniale. Les célébrations du centenaire de l'Algérie française en 1930 donnent la mesure des discours et images véhiculés par les institutions. Elles sont l'occasion d'un foisonnement de manifestations mettant en scène les bienfaits de la colonisation et les légendes dorées du colonialisme. Le mythe du pionnier inscrit tous les Français d'Algérie dans une mission et une supériorité fonctionnelle[417]. « *L'Algérie c'est la France !*" n'est pas un constat mais une injonction[418]. La France décline sa présence dans les monuments, les noms de rue et sur les frontons. Les fonctionnaires, notamment de l'armée, sont surreprésentés comme pour asseoir l'omniprésence de l'Etat. La relation aux indigènes est également magnifiée. Les discours paternalistes présentent les Français apportant lumières contre loyauté. L'union des peuples est mise en scène et rend aveugle les violences et les inégalités. Elle maintient par contre l'indigène,

---

[416]Verdès-Leroux (J.), *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui :* op. cit.

[417] Le pionnier est présenté comme un individu acharné, ayant trouvé une terre vide et inexploitée mais qu'il réussit, en résistant aux fléaux, à dompter et à cultiver. Il devient à la fois le responsable de l'œuvre française et le père de tous les Français d'Algérie. Ces derniers héritent du fruit de son travail, de sa mission à perpétuer et de ses qualités.

[418] "*Parle-t-on de la Picardie française ? Si la chose était vraie, on n'aurait pas besoin de la préciser.*" (Jean Daniel dans l'Express le 1er novembre 1962).

même s'il est loyal et francisé, dans un statut d'enfant, justifiant ainsi les oppositions systématiques à l'extension de la citoyenneté. En Algérie, La France n'est pas qu'une patrie, elle est une qualité. Elle est une garantie du maintien sur cette terre et de l'existence même des Français d'Algérie[419].

Le sentiment de trahison envers la France à l'Indépendance trouve sa source dans l'idéologie coloniale[420]. En 1962, l'univers des Français d'Algérie s'effondre. Leur monde, fondamentalement basé sur l'appartenance à la France, disparait. L'abandon de la mission qui leur était confiée est incompréhensible. Travailleurs acharnés, colons héroïques et fraternels, ils découvrent en France métropolitaine une critique de la colonisation et d'eux-mêmes. Le renversement des représentations est complet et brutal[421]. De porte-drapeaux de la mission civilisatrice, ils deviennent les responsables d'une guerre pour sauvegarder leurs privilèges[422].

c. La relation aux Algériens

Le portrait des Français d'Algérie serait incomplet sans évoquer le rapport avec les Algériens qui organise les processus d'identification en Algérie française. La relation coloniale assigne, segmente et sépare les communautés qui vivent côte à côte mais sans interpénétration. L'absence de mariages mixtes démontre le caractère infranchissable des barrières coloniales, même si dans le quotidien des individus, des négociations sont possibles. Des relations sincères ont pu exister, notamment au travail, mais toujours dans des limites que tous savent identifier. Ces liens fragiles se dénouent facilement dans la guerre mais semblent renaître dans les mémoires des pieds-noirs. Dans les campagnes, les hiérarchies sont connues et immuables mais colons et Algériens partagent les fêtes et des moments de vie. Ils parlent un même dialecte donnant l'impression d'une proximité avec les musulmans. Dans les villes, les quartiers sont ségrégés et permettent moins la rencontre, à l'exception des espaces publics et de quelques quartiers populaires mixtes. Les interactions quotidiennes ne remettent pas en cause l'ordre colonial mais le renforcent. Elles valident la généralisation des stéréotypes. La présence de l'Algérien est nécessaire car sa condition légitime la position des Français. Sa figure suscite autant de bienveillance que de méfiance mais toujours un inconfort. L'idéologie coloniale déploie des discours pour invisibiliser cette distance. L'illusion de la société multiculturelle masque son immobilité.

[419] Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit.
[420] Verdès-Leroux (J.), *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui,* op. cit.
[421]"*La France qu'ils ont intégrée, qui les a intégrés, dont ils sont les créanciers, leur tourne le dos*" Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit., p. 168.
[422] Verdès-Leroux (J.), *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui:*, op. cit.

B. L'invention des Pieds-Noirs

En 1962, les Français d'Algérie ne sont pas encore des pieds-noirs[423]. Ils sont une catégorie socialement et politiquement très hétérogène. L'expérience de la perte, de l'exil et le travail de mémoire apportent une cohérence au groupe.

a. Fonder une communauté

De terre d'accueil, l'Algérie était devenue terre natale. Les Français y avait construit leurs vies et leurs familles. Leur présence en Algérie repose sur la certitude qu'il en sera toujours ainsi et que la France protégera ceux qu'elle a missionnés. En 1962, ce monde s'écroule. Les Français d'Algérie sont confrontés à la violence de la guerre, à l'exil et à au rejet des métropolitains. Ils perdent leurs terres, leurs maisons, leurs liens sociaux et parfois familiaux et leur raison d'être. Les mondes qu'ils ont connus, que ce soit l'Algérie française ou l'idée qu'il se faisant de la France, disparaissent. Cette perte totale de repères structure les identités et la mémoire des pieds-noirs. Les récits servent à combler le trou qui vient de se créer. Le monde d'avant prend la forme d'un paradis perdu. L'exil, le déracinement, le sentiment de trahison et de rejet et le souvenir du monde englouti rassemblent les Français d'Algérie dans une communauté d'expérience. Ils provoquent la recherche d'une communauté culturellement identifiable. Ils servent de socle sur lequel fonder une identité victimaire.

Les associations de rapatriés mettent en place des stratégies discursives pour apporter une cohérence à la communauté et structurer leur influence politique. Elles portent à la fois un combat matériel pour les indemnisations et un combat symbolique pour influencer les discours sur les pieds-noirs et la colonisation dans le but d'assurer une pleine intégration dans la communauté nationale. L'ANFANOMA - Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre-Mer et de leurs Amis, réunit rapidement près de 250 000 membres, fait le lien entre les pieds-noirs et l'administration et assure la représentation des intérêts des rapatriés auprès du gouvernement. En 1962, elle accueille entre deux tiers et trois quarts des rapatriés passant par Marseille[424]. L'ANFANOMA joue le rôle de *community organiser*. Elle propose des rassemblements où se retrouvent les pieds-noirs pour les fêtes religieuses et assure la publication du magazine France-

---

[423] "*A y bien regarder, ce n'est pas 1830 qui crée le pied-noir mais 1962, et le rapatriement massif et tragique devient l'élément premier d'une communauté en exil. Le déracinement et l'éparpillement sur le sol français contribuent par la suite au renforcement d'une conscience commune qui n'avait pas cours en Algérie*" Jordi (J.), *De l'exode à l'exil: Rapatriés et pieds-noirs en France: L'exemple marseillais*, L'Harmattan., 1993, p. 184.

[424] D'autres organisations se créent sur des lignes similaires comme RANFRAN (Rassemblement National des Français d'Afrique du Nord) dès février 1960 ou encore l'USDIFRA (Union syndicale de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie) en 1965, l'ANRA (Association Nationale des repliés d'Algérie) et enfin le FNR (Front National des rapatriés) en 1966.

Horizon. Ce dernier permet de tenir les pieds-noirs informés des politiques d'intégration mais aussi de développer un sentiment d'appartenance à une même communauté en annonçant naissances, décès, mariages ou retrouvailles de personnes séparées par l'exil. Il travaille à contredire les stéréotypes qui associent les pieds-noirs à la violence et au racisme, pour diffuser une image de victimes méritant la compassion nationale[425].

Le combat pour les réparations est efficace[426]. Il est présenté comme un droit et non une faveur, une dette que la France aurait envers les Français d'Algérie. En 1961, le Secrétariat d'Etat aux rapatriés, devenu ministère en 1962, est créé et bénéficie d'une administration propre[427]. La loi du 26 décembre 1961 donne le cadre de référence et prévoit le paiement du voyage, une allocation de subsistance d'un an, l'accès à toutes les prestations sociales ainsi qu'à une aide au reclassement, qui comprend l'indemnisation des biens et une aide à la réintégration dans la fonction publique ou dans le privé, le départ anticipé à la retraite et l'accès à des prêts pour le lancement d'une activité. Depuis 1961, 400 textes de loi ont complété ce dispositif d'indemnisation et d'aides aux rapatriés. Ces politiques ont permis d'éviter le déclassement et ont garanti une bonne insertion économique des Français d'Algérie. Les questions de logement sur un marché en forte tension ont été plus compliquées même si la réquisition de 30% des logements sociaux et de 40 000 logements neufs ont permis d'éviter l'installation des Français d'Algérie dans les bidonvilles. Les différentes lois d'indemnisation et le combat pour les obtenir permettent aux rapatriés de s'intégrer mais aussi de constituer un capital économique, social et politique qui garantit leur visibilité.

b. Construire un récit

Alors que les revendications matérielles se font moins nécessaires à la fin des années 1970, les associations se tournent vers le champ culturel et identitaire pour revendiquer cette fois un droit à la différence[428]. Les pieds-noirs n'ont plus vocation à être des Français comme les autres, mais des Français spécifiques. Cette spécificité historique et culturelle leur permet de maintenir une influence politique. A cet effet, les associations diffusent une ego-histoire : une lecture propre des évènements qui, imposée par la répétition, apporte cohérence et uniformité aux discours par et sur

---

[425] Jordi (J. J.), « Archéologie et structure du réseau de sociabilité rapatrié et pied-noir », *Revue Provence historique*, 47, 1997.

[426] Scioldo-Zürcher (Y.), « Faire des Français d'Algérie des métropolitains », *Pôle Sud*, 24 (1), 2006.

[427] La politique de rapatriement des Français d'Algérie bénéficie de l'expérience récente de la réinstallation des Français des autres colonies (Maroc, Tunisie, Indochine et Pays africains) notamment via la création en 1956, d'un commissariat à l'aide et à l'orientation des Français d'outre-mer.

[428] Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit. En 1973, le Cercle Algérianiste est créé pour mener un combat contre la perte de l'identité et la promotion du patrimoine pied-noir. En 1987, l'ANFANOMA introduit le combat culturel dans ses statuts. Les années 1980 témoignent d'une explosion du nombre d'associations ou d'amicales pieds-noires sur le territoire.

les pieds-noirs[429]. Les associations se posent en concurrence avec les chercheurs ou l'histoire officielle et produisent des récits tirés des de l'expérience directe, faisant la promotion d'une histoire, d'une culture et d'une identité reconstruites à posteriori pour servir la stratégie collective.

Cette ego-histoire porte une réhabilitation de la période coloniale, la présentant comme une expérience historique positive, ayant permis la modernisation d'un territoire, l'invention de l'Algérie et l'entente interethnique. Les récits sur le passé sont dépolitisés et principalement centrés sur l'expérience individuelle et sensorielle. Ils sont véhiculés par une littérature foisonnante qui dès les années 1960 monopolise l'espace éditorial pour transformer les souvenirs en histoire officielle[430]. Le mythe du pionnier est réhabilité pour renverser l'image du gros colon. La mise en valeur des terres invisibilise le processus colonial d'expropriation. Chacun peut alors s'inscrire dans cette généalogie. Ce processus d'omission et de sélection des faits historiques est une amnésie libératrice permettant de ne pas porter la culpabilité collective de la colonisation et de reconstruire une estime de soi dans une France postcoloniale[431]. Cette ego-histoire portent également un discours sur les Algériens d'alors et d'aujourd'hui. Elle restitue les récits sur la bonne entente et l'image positive de l'Algérien fidèle. L'indépendance n'aurait été le fait que d'une minorité de fanatiques. Mais avec la guerre, l'Algérien est aussi le fellagha, habité par la violence et le désir de vengeance. Cette ambivalence entre ami et ennemi, serviteur et traître est un drame pour les pieds-noirs qui ne peuvent construire une relation de confiance avec les Algériens autrement que dans une « altérité domestiquée »[432]. Cette absence de la relation crée un manque qui ne peut pas être comblé par les immigrés algériens et leurs descendants. Ces représentations sur les Algériens servent d'ailleurs de grille de lecture pour appréhender l'immigration algérienne qui suscite de la méfiance et des tentatives de reproduction de la relation coloniale. Les associations justifient, sur la base de l'expérience, une réponse musclée à l'immigration. Dans la mémoire des pieds-noirs, les trahisons des politiques et notamment du Général de Gaulle, installent une dette insolvable entre la France et les pieds-noirs. Les différentes lois d'indemnisation et les gestes de reconnaissance ne suffisent pas à réparer la faute originelle. Des décennies de travail militant sur la narration ont imposé une homogénéisation des récits individuels[433]. En racontant leur vécu, les rapatriés restituent les discours efficaces de la mémoire collective : "la valise ou le cercueil", le dernier instant, le bateau, la mauvaise réception en France mais l'intégration tout de même rendue possible par les qualités inhérentes des pieds-noirs, présentés comme ouverts, généreux, travailleurs et chaleureux. Les

---

429 Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit.

430 Voir par exemple les romans de Marie Cardinal ou d'Emmanuel Robblès

431 Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit., p. 169.

432 Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit.

433 "*L'Algérie reconstruite par cette mémoire autarcique confine à la nostalgie. Ce qu'elle perd en réalité, elle le gagne en stabilité.*" Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit., p. 80.

associations inventent une véritable *piednoirité*[434].

La défense de cette ego-histoire se traduit politiquement dans le refus de commémorer le 19 mars 1962 pour préférer la date du 5 décembre et dans des campagnes d'influence pour faire reconnaître les massacres de la rue d'Isly (26 mars 1962) et d'Oran (5 juillet 1962) ainsi qu'un enseignement positif de la colonisation consacré par l'article 4 de la loi du 23 février 2005[435]. Elle se traduit aussi spatialement dans l'inauguration de nombreuses plaques et mémoriaux, le baptême de rues au nom d'anciens putschistes ou d'anciens de l'OAS, l'organisation de rassemblements et de pèlerinages[436] et la création d'institution scientifique comme le CDHA - Centre d'Etude des Pieds-Noirs ou le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie, qui promeut une histoire alternative. Les militants investissement également le champ judiciaire pour tenter de faire condamner la France ou des responsables politiques[437].

c. *La politisation des mémoires*

Dans les années 1990-2000, l'Etat répond aux différents groupes par des gestes mémoriels[438]. Cette ouverture ne provoque pas un apaisement mais incite les militants à obtenir les faveurs de l'Etat et à influencer le discours officiel. Elle installe une compétition entre les différents groupes et au sein de ces mêmes groupes. Ces années correspondent à un éclatement du monde associatif pied-noir avec l'émergence de nouveaux acteurs proposant un discours alternatif aux associations traditionnelles[439]. Le militantisme perd en vitalité à mesure que ses militants vieillissent. Son influence politique diminue, même si dans certains territoires comme le sud de la France, les liens des associations avec les collectivités locales continuent de structurer la vie politique locale[440].

Dans les années 2000, la politisation des enjeux de mémoire permet à la droite d'opérer une

---

[434] Savarèse (E.), *L'invention des pieds-noirs.*, op. cit. ; Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit.
[435] Bertrand (R.), *Mémoires d'empire: La controverse autour du "fait colonial*, op. cit.
[436] pied-noir 2000 à Nice ou les pèlerinages à Notre Dame de Santa Cruz à Nîmes
[437] En 1997, Véritas lance un procès contre Joseph Katz, général responsable de la lutte contre l'OAS et de la non intervention de l'armée française le 5 juillet 1962 à Oran. D'autres procès tentent de qualifier l'exil forcé de crime contre l'Humanité. Plus récemment, en 2017, le Cercle Algérianiste poursuit Emmanuel Macron à la suite de ses déclarations en Algérie qualifiant la colonisation de crime contre l'Humanité.
[438] Reconnaissance de la guerre en 1999, Inauguration du mémorial national du Quai Branly le 5 décembre 2002, Instauration de deux journées commémoratives (5 décembre pour les Morts pour la France, 25 septembre pour les harkis) Loi du 23 février 2005 sur la reconnaissance et l'indemnisation des rapatriés.
[439] En 1985, l'association Coup de Soleil crée une alternative au militantisme nostalgérique. Elle rassemble des rapatriés critiques du monde colonial. D'autres militants se radicalisent, comme Joseph Ortiz qui fonde le FURR - Fédération pour l'unité des rapatriés, réfugiés et de leurs amis, ou encore l'association Véritas, toutes deux proches de l'extrême droite. Cette confrontation n'est pas anodine. En 1993, le président de l'association RECOURS, Jacques Roseau, est assassiné par un ancien membre de l'OAS pour son rapprochement avec les gaullistes et Jacques Chirac.
[440] Voir notamment l'enquête des étudiants de Sciences Po Menton sur les mémoires de la guerre d'Algérie à Nice accessible ici : https://drive.google.com/file/d/1Hk1IjQcoS3hYt-KA-rdFoVA_bWkByQOa/view

rupture idéologique et générationnelle[441]. Elle fait de la réhabilitation du passé colonial un chemin pour radicaliser ses positions sur l'immigration et l'identité nationale[442]. Les débats autour de la loi du 23 février 2005 et notamment sur son article 4 visant à un imposer un enseignement positif de la colonisation, offrent l'occasion de cette rupture avec le gaullisme qui maintenait les discours nostalgiques et identitaires à distance. Les supposées grandeurs du passé légitiment la réaffirmation des hiérarchies au présent.

d. Les comportements politiques des pieds-noirs

La guerre et le rapatriement des pieds-noirs occasionnent une rupture dans les comportements politiques. Alors que les Français d'Algérie avaient des positionnements politiques très hétérogènes, avec notamment un vote de gauche important dans les quartiers populaires, l'épreuve historique les ancre peu à peu à droite. Ils développent une hostilité durable pour le Parti Communiste et les figures de l'anticolonialisme à gauche qui constituent des lignes rouges difficilement franchissables. Mais en 1981, ils soutiennent François Mitterrand qui poursuit les politiques d'amnisties et d'indemnisations. L'antigaullisme est également structurant. Les pieds-noirs ont longtemps privilégié le vote UDF. Dans les années 1980, le vote RPR devient possible. La figure de Jacques Chirac, qui porte des promesses d'indemnisation et de reconnaissance, les réconcilie avec le gaullisme. L'enquête menée par Emmanuelle Comtat en 2002 montre que les pieds-noirs se situent encore majoritairement à droite (49%), 23% au centre et seulement 9% à gauche. Le vote pied-noir est souvent associé au Front National. Près de 40% des pieds-noirs disent avoir déjà voté Front National mais cela veut également dire que la grande majorité des rapatriés, soit 60%, n'a jamais voté pour l'extrême droite. Un réalignement politique s'opère à la génération suivante ayant les mêmes comportements que les autres Français[443]. Les enfants des pieds-noirs votent conformément à leur catégorie sociale. Ils sont moins de droite (40%) et beaucoup plus à gauche (22%) et 29% d'entre eux ont déjà voté FN. Les ruptures politiques sont nombreuses dans ces familles. La plupart consistent en un franchissement de la droite vers la gauche. Les jeunes ont pu être socialisés dans des valeurs de gauche, même si leurs parents votaient à droite, reflétant le poids de la socialisation primaire des parents dans les milieux populaires de gauche en Algérie française.

---

441 Morin (P. M.), « Cultural Insecurities and the Desire for Separation: Political Articulations of the Memory of the Algerian War in France », *art. cit.*

442 Bertrand (R.), « La mise en cause(s) du "fait colonial". Retour sur une controverse publique », *Politique africaine*, 102 (2), 2006 ; Blanchard (P.), Bancel (N.), Thomas (D.), *Vers la guerre des identités ? - De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016

443 Comtat (E.), *Les pieds-noirs et la politique*, Presses de Sciences Po, 2009.

C. La fin des Pieds-Noirs

L'appellation pied-noir étant fondée sur la naissance en Algérie française et l'expérience de l'exil, elle n'est pas transmissible. Les enfants de pieds-noirs ne se qualifient pas de pieds-noirs. Avec la disparition des rapatriés, se pose la question du maintien d'une identité, d'une culture et d'une communauté.

Si la mémoire est centrale dans la structuration du groupe pied-noir, elle reste difficile à transmettre. D'abord car si la référence à l'Algérie est centrale, ce pays n'existe plus. Il est révolu dans le temps et dans l'espace. L'impossibilité du retour limite la transmission de l'expérience[444]. La mémoire des pieds-noirs est ensuite détemporalisée. Les récits font peu références à des dates ou des évènements précis mais livrent soit des expériences sensorielles, soit une contre-histoire en bloc, qui de l'arrivée en Algérie au départ, dessine une généalogie des pieds-noirs[445]. Enfin, par deux fois, les liens de filiation et de transmission ont été rompus, les ancêtres inconnus, les cimetières inatteignables. Ce manque est comblé par les récits fabriqués pour reconstruire une trajectoire biographique et un sentiment d'affiliation[446]. Il en résulte une dissonance entre la mémoire collective et l'expérience réelle qui est aussi le produit de la société coloniale. Les Français d'Algérie évoluaient dans un monde d'images, leur mémoire prolonge le rêve. Elle ne saurait être assimilée par des descendants évoluant dans une autre époque[447]. La difficulté à transmettre est même devenue partie intégrante des récits victimaires des pieds-noirs.

Les enfants de pieds-noirs opèrent une recomposition de la mémoire[448]. Les récits sur les bienfaits de la colonisation et la trahison de la France ne peuvent être assimilés par des descendants pleinement intégrés dans une société française postcoloniale. Ils recomposent des récits débarrassés des éléments négatifs.[449] Ils acceptent la colonisation et ses critiques. Les récits mettent davantage l'accent sur la dimension culturelle comme la nourriture, la convivialité, les personnalités

---

444 "*Depuis qu'elle a disparu l'Algérie est devenue paradisiaque*" Hureau (J.), *La mémoire des pieds-noirs.*, op. cit., p. 17.

445 Roche (A.), « Pieds-noirs: Le ≪retour≫ », *Modern & Contemporary France*, 2 (2), 1994 ; Baussant (M.), *pieds-noirs, mémoires d'exils*, Stock, 2002.

446 "*La narration, comme processus de configuration du passé et du temps est la médiation incontournable (...) La récurrence discursive a un caractère performatif : l'invention d'un passé, la fiction d'une communauté que les individus définissent comme leur étant propre deviennent une réalité sociale. Les individus construisent à travers des pratiques et des discours des liens et un modèle commun de sens*" Baussant (M.), *pieds-noirs, mémoires d'exils*, op. cit., p. 32.

447 "*En insistant sur l'expérience comme pierre d'angle de l'authenticité, les associations pieds-noires ont créé une transmission cul-de-sac dans laquelle les générations futures, indépendamment de leur engagement, seront toujours limitées par le fait qu'elles même n'ont pas vécu les événements qu'elles doivent préserver. Cela rend la communauté vulnérable au risque identifié par Maurice Halbwachs d'une mémoire collective de bibliothèque, créant une situation dans laquelle le dernier Européen né en Algérie à l'aube de l'Indépendance sera aussi le dernier pied-noir.*"Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit., p. 298.

448 Buono (C.), *pieds-noirs de père en fils.*, op. cit.

449 Clarisse Buono les qualifie de « reconstructeurs modernes ».

extravagantes, l'importance de la famille et les anecdotes ensoleillées. Ils ne sont pas nostalgiques de l'Algérie mais regrettent la perte du bon vieux temps et d'une ambiance populaire qui pourraient se détacher de la seule Algérie pour trouver ancrage sur tout le pourtour méditerranéen. L'histoire familiale a pu leur paraitre inatteignable et étrangère à ce qu'ils sont dans la France du XXe siècle.

Le positionnement des enfants de pieds-noirs dépend d'une articulation entre le comportement des parents vis-à-vis de la mémoire collective ou individuelle, leur propre interprétation de ces mémoires et leur insertion dans la société française. Dans la grande majorité des cas, les parents ont transmis des récits principalement centrés sur le vécu individuel et l'héritage culturel. Les enfants peuvent bricoler entre la mémoire collective, les souvenirs familiaux et leur propre environnement. L'insertion dans la société française est facilitée. Les enfants mettent l'identité collective à distance et ne s'impliquent pas dans le combat mémoriel. Ils partagent simplement le vécu, y compris douloureux, de leurs parents mais qui n'a pas produit de rancune. Si les parents ont principalement transmis les récits nostalgiques ou traumatiques de la mémoire collective et qu'ils évoluent dans un entre-soi communautaire, alors les enfants sont susceptibles d'être maintenus dans une continuité mélancolique et politique. Enfants de victimes, ils se sentent incompris et exclus. Ils se reconnaissent dans l'identité collective mais dont la disparition provoque un sentiment d'impuissance et de culpabilité. Ces enfants articulent récits sur le passé et revendications politiques. Enfin, dans certains cas, les récits sur le passé ont été tout simplement inhumés. Les parents n'ont rien raconté pour éviter de transmettre un passé inconfortable. Loin de faciliter l'intégration, cette absence de récit crée au contraire un manque qui pèse sur la construction identitaire. Dans une dialectique entre oubli et volonté de savoir, le travail de reconstruction et d'appropriation du passé est toujours un exercice de ré-affiliation à l'histoire familiale comme à la société française[450]. L'héritage politique de l'Algérie française s'écrit ailleurs, notamment à droite et à l'extrême droite où la réhabilitation du passé colonial est devenue un instrument de conquête politique.

III. La mémoire des Juifs d'Algérie – A la recherche d'une culture enfouie

L'histoire des Juifs d'Algérie est celle d'un peuple frontière auquel l'histoire coloniale fait, une nouvelle fois, traverser la mer. Pendant longtemps, leur histoire s'est fondue dans celle des pieds-noirs et il a été compliqué de penser la spécificité historique et culturelle des Juifs d'Algérie. Les Juifs d'Algérie sont Français. L'Algérie n'étant plus la France, ils sont partis. Une fois ces faits établis, des questions persistent. Des petits détails de la vie quotidienne interrogent : ce patronyme

[450] Buono (C.), *pieds-noirs de père en fils.*, op. cit.

oriental, cette grand-mère un peu mystique qui parle arabe quand elle s'énerve, cette musique de Lilli Boniche qui rallument toujours une lumière dans les yeux des convives. « *D'où vient-elle cette lumière ? D'Algérie ? Vraiment ? Alors, nous sommes Algériens ? Non, Français. Mais en Algérie depuis 2 500 ans.* » Tout cela est énigmatique tant l'histoire des Juifs d'Algérie a longtemps été méconnue et surtout peu racontée dans les familles. Elle est celle de frontières sans cesse traversées, du passé au présent, de l'Orient à l'Occident, de l'indigène au Citoyen, de la communauté à l'individu, de Constantine à Sarcelles.

A. La sortie des Juifs de l'Indigénat

a. Une histoire du fond des âges

Au commencement, il faut se contenter d'une légende. A la mort de Moïse, des Juifs seraient partis de la Terre Promise pour s'installer en Afrique du Nord. L'historien antique Procope leur prête la fondation de la ville de Bordj. En 70 après JC, un grand nombre de Juifs expulsés par l'Empereur Titus se seraient réfugiés en Afrique du Nord. La synagogue de Sétif date du IIIe siècle. Au IV e siècle, Saint Augustin, natif de Thagaste, actuelle Souk Ahras, témoigne de la présence juive sur le territoire qu'est aujourd'hui l'Algérie. La civilisation berbère avant d'être chrétienne et musulmane fut en partie juive. Dès lors, les Juifs voient passer tous les empires venant profiter des terres fertiles algériennes. Les Vandales d'abord (439 – 534), sous lesquels les Juifs jouissent d'une certaine liberté, puis les Byzantins reprenant l'Afrique du Nord sous l'Empereur Justinien qui persécutent les Juifs[451]. En 688, les tribus juives et berbères résistent à la conquête arabe, qui inaugure l'islamisation de la plupart des habitants d'Afrique de Nord et réduit considérablement l'influence juive. Cependant, les Juifs berbères qui parviennent à conserver leur culture et leur religion s'adaptent aux différentes dynasties. Le XIIe siècle est marqué par une pratique très intégriste de l'Islam qui va de pair avec une persécution des Juifs. En 1145, toute la communauté juive d'Oran est anéantie[452]. Sous domination musulmane, les Juifs vivent sous le statut de *dhimmi*. Ils sont protégés par le sultan musulman à condition de reconnaître sa domination politique et religieuse. Les Juifs évoluent à côté des musulmans dans une société aux communautés voisines mais hermétiques. Une série de règles les enferment dans statut inférieur et discriminé[453]. Les

---

451 Exclusion des charges publiques, conversion de force au christianisme, destruction de synagogues, interdiction de réunions

452 Ayoun (R.), « De l'antiquité à la nationalité française », *L'identité des Juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Ed. du NadirAlliance israélite universelle., Paris, 2003.

453 Au XIe siècle, le code Al Mawardi codifie ces discriminations : impôts spécifiques, interdiction des mariages mixtes, de monter à cheval ou de porter du vert, professions interdites, tenues spécifiques, lieux de cultes plus discrets que les mosquées. Allouche-Benayoun (J.), Bensimon (D.), *Les juifs d'Algérie: mémoires et identités plurielles*, Paris, France, Ed. Stavit, 1998.

communautés juives bénéficient néanmoins d'une certaine autonomie dans la gestion des affaires civiles et religieuses. Au Moyen-Age, les villes de Tlemcen et Tiaret deviennent des centres importants de la culture juive en Méditerranée.

L'expulsion des Juifs du sud de l'Europe entre 1391 et 1492 dynamise considérablement les sociétés d'Afrique du Nord. 300 000 Juifs s'installent surtout dans les villes : Alger, Constantine, Mostaganem, Bougie, Miliana, Tlemcen et Oran. Ils apportent une culture arabo-andalouse et une religiosité différente qui viennent se greffer à la culture judéo-berbère. En 1515, débutent les trois siècles de domination turque sur le Maghreb. Le règne des Ottomans ne remet pas en question le statut de *dhimmi* pour les Juifs. Cependant, il inaugure un relatif âge des Lumières. Au XVIIe et XVIIIe siècle, la vie intellectuelle et religieuse juive est dynamisée par ses connections au reste de l'Empire et de la Méditerranée, par la traduction et la diffusion des textes religieux et philosophiques en hébreu et en judéo-arabe et par les progrès scientifiques et artistiques[454]. L'installation de commerçants et de banquiers juifs de Livourne à Alger provoque une nouvelle greffe européenne. A la veille de la conquête française, la communauté juive d'Algérie est plurielle. Il n'y a pas de judaïsme algérien au sens institutionnel. Chaque communauté évolue de manière autonome dans les mellahs d'Alger, de Tlemcen ou de Constantine et possède ses propres tribunaux, ses écoles et ses autorités religieuses. Principalement artisans ou commerçants, les Juifs appartiennent aux classes pauvres des villes. Les grandes villes concentrent 80 à 90% des Juifs où ils représentent 20 à 25% des habitants[455].

b. La colonisation du judaïsme algérien

En 1830, les différentes communautés juives d'Algérie n'accueillent pas la conquête de la France de la même manière. Certaines communautés, comme les notables d'Alger, y voient l'espoir d'une émancipation car la Révolution vient pour la première fois d'émanciper les Juifs de France. A Constantine, au contraire, les Juifs participent à la résistance contre le siège de 1837. La charte de capitulation de 1830 proclame la liberté religieuse pour tous les habitants d'Algérie. Elle met fin à plus de onze siècles de *dhimmitude*. En Algérie, la France coloniale a une gestion autoritaire et collective des Juifs d'Algérie. Elle organise les communautés, met fin à leur autonomie et accompagne leur sécularisation. Ce processus historique est appelé Régénération comme pour souligner une renaissance, mais sur une nouvelle greffe avec une nouvelle identité génétique[456]. En

[454] Ayoun (R.), « De l'antiquité à la nationalité française », *art. cit.*
[455] Schwarzfuchs (S.), « Le modèle consistorial en Algérie. La réforme de la religion », *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Paris, Ed. du NadirAlliance israélite universelle, 2003.
[456] Assan (V.), Laloum (J.), « Introduction - Français, juifs et musulmans dans l'Algérie coloniale », *Archives Juives*, Vol.45 (2), 2012.

quelques décennies, le judaïsme algérien et les communautés juives sont considérablement transformés. « *La France colonise l'Algérie, le judaïsme français colonise le judaïsme algérien* »[457]. Imprégné des discours sur la mission civilisatrice, les institutions juives de France déploient des efforts considérables pour venir en aide à des coreligionnaires présentés comme archaïques, acculés par des siècles d'oppression. Ils ont un projet de civilisation pour les Juifs algériens. Les institutions religieuses et communautaires sont progressivement mises sous tutelle. Dès 1834, les tribunaux rabbiniques ne sont plus compétents pour juger les affaires civiles et pénales. Ils sont supprimés en 1841. En 1845, la création du consistoire algérien sur le modèle du consistoire français est une prise de contrôle de l'organisation de la vie religieuse et communautaire. Le consistoire métropolitain envoie des émissaires puis nomme les rabbins en Algérie. Entre 1850 et 1900, onze des dix-neuf rabbins et grands rabbins d'Algérie sont alsaciens[458]. Le consistoire métropolitain appelle les coreligionnaires à envoyer leurs enfants à l'école républicaine et non rabbinique, y compris le samedi, à renier des pratiques religieuses judéo-arabes jugées archaïques et à participer à la vie politique et civile. Ils se font le relais du discours républicain et colonial avec la complicité des dirigeants communautaires et des élites juives algériennes[459]. La Régénération est le résultat d'une dialectique entre une acculturation autoritaire des institutions et des élites et des résistances des communautés locales, soucieuses de préserver leur autonomie, leurs coutumes et leur religiosité[460]. En 1867, la mise sous tutelle du judaïsme algérien est telle que le consistoire central absorbe le consistoire d'Algérie, vingt ans seulement après sa création.

c. La francisation des Juifs d'Algérie

A cette absorption du judaïsme algérien par le judaïsme français succède la sortie légale des Juifs de l'Indigénat. Le Senatus Consulte de 1865 confère la nationalité française à tous les habitants d'Algérie, dont les Juifs. Il ouvre également la possibilité de se faire « naturaliser » pour devenir citoyen. Seuls 137 Juifs sur les 35 000 se font « naturaliser » de 1865 à 1870[461]. L'abandon du statut personnel et la conscription convainquent le plus grand nombre de ne pas entamer ces démarches. Adolphe Isaac Moïse Crémieux (1796 – 1880) est alors ministre de la Justice du Gouvernement de Défense Nationale en 1870. Il est par ailleurs avocat, président du consistoire central et de l'Alliance Israélite Universelle, franc-maçon et universaliste convaincu. Il déploie toutes ses compétences

---

457 Stora (B.), *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, Paris, Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2006, p. 20.
458 Assan (V.), Laloum (J.), « Introduction - Français, juifs et musulmans dans l'Algérie coloniale », *art. cit.*
459 Schreier (J.), « L'élite commerçante juive et les débuts de la conquête française en Algérie : l'exemple de Jacob Lasry », *Archives Juives*, Vol. 45 (2), 2012.
460 Charvit (Y.), « La tradition rabbinique d'Algérie face au processus d'Émancipation », *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Ed. du NadirAlliance israélite universelle., Paris, 2003.
461 Blévis (L.), « En marge du décret Crémieux. Les Juifs naturalisés français en Algérie (1865 - 1919) », *Archives Juives*, Vol. 45 (2), 2012.

pour amener les Juifs d'Algérie sur ce même chemin de l'Emancipation que les Juifs français. Il fait promulguer le décret contre l'avis des militaires, des colons français et de la majorité des députés à la chambre. Ainsi, le 24 octobre 1870 : « *Les Israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français, en conséquence leur statut civil et leur statut personnel sont, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française.* » Le décret crée 35 000 nouveaux français. Français de papier ? Non car l'émancipation s'accompagne d'une assimilation culturelle et sociale des Juifs d'Algérie. En quelques décennies, l'adoption d'un mode de vie à la française, de la religion à l'habillement en passant par la langue, est spectaculaire.

Le premier agent de cette modernisation est l'école. L'école publique est la clef de l'ascenseur social et de l'intégration. Parce qu'ils vivent principalement dans les villes, les Juifs d'Algérie y ont facilement accès. On y apprend le français, la langue du colonisateur mais aussi des Lumières. Plus que les Français, c'est la France comme idée qui convainc les élites et les familles d'envoyer les enfants à l'école républicaine, y compris les filles[462]. Une fois scolarisés, les enfants sont les chevaux de Troie de la modernité. Ils retournent à la maison avec une nouvelle langue et de nouvelles valeurs[463]. Si l'Arabe reste utilisé dans les échanges avec les musulmans et l'Hébreu à la synagogue, le Français s'impose comme une langue bientôt maternelle. A la maison, les menus, les habits, les lectures changent. Les voiles, gandourah, babouches, tuniques, turbans et sarouel ne sont bientôt plus portés que par les grands-parents ou simplement pour les fêtes. La tenue à l'européenne s'impose[464]. L'autre école de la France, c'est l'armée. En devenant citoyens français, les Juifs doivent faire leur service militaire. Ils sortent de leurs familles pour être projetés dans la machine républicaine. Ils voyagent souvent pour la première fois en métropole et rencontre des métropolitains. Dans les tranchées de la première guerre mondiale, ils sauvent la patrie, la leur, et deviennent « *Français par le sang versé* ».

L'ascension socioprofessionnelle est fulgurante. Les métiers traditionnels d'artisans, de commerçants et de bijoutiers sont délaissés pour la fonction publique et les métiers de secrétaires, d'auxiliaires de justice, d'instituteurs et de professions libérales auxquels l'instruction, la maîtrise du français et les concours donnent l'accès. Le profane supplante le sacré dans la hiérarchie sociale. Il vaut mieux être instituteur que rabbin. A presque 90% urbains, les Juifs bénéficient du processus de modernisation qui transforme les villes au XIXe siècle : planification urbaine, transports, hôpitaux, assainissement, nouveaux logements, tout à l'égout, eau courante, électricité, loisirs. Ils

---

462 Stora (B.), *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, op. cit., p. 45.
463 Allouche-Benayoun (J.), « Les femmes dans le processus d'acculturation », *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Ed. du NadirAlliance israélite universelle., Paris, 2003 p. 110.
464 Laloum (J.), « Le patrimoine photographique des familles juives. Un révélateur de processus d'acculturation et de sécularisation », *Questions de communication*, (4), 2003 ; Stora (B.), *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, op. cit.

quittent les mellahs pour s'installer dans les nouveaux quartiers européens et adoptent un mode de vie moderne et occidental. Toutefois, à Constantine où la communauté est davantage au contact de la communauté musulmane, le processus d'assimilation est moins fulgurant[465].

La sécularisation impose une évolution des pratiques religieuses. La religiosité perd en vitalité et la pratique diminue. Elle se réduit à la cacherout et à une présence à la synagogue pour les fêtes. Les rituels des bains au miqveh ou la tahnia sont abandonnés. Les familles intègrent la célébration de Noël et du jour de l'an. Les prénoms judéo-arabes tendent à disparaître de l'état civil. Les Moïse deviennent des Maurice, les Fredj des Alfred, les Messaouda des Fortunée, les Myriam des Marie et puis en 1918 on compte beaucoup de Victor et de Victoire[466]. Des pratiques traditionnelles peuvent néanmoins subsister et se mêler à la modernité[467]. Des coutumes, traditions, superstitions et croyances résistent au compresseur républicain et continuent de se transmettre dans l'intime et dans les cuisines.

Cependant, l'Algérie reste une société coloniale et la stratification sociale y est ethno-communautaire. Si les relations avec les musulmans et les Français d'Algérie sont possibles au travail et dans la rue, l'intime reste communautaire. L'intégration des Juifs d'Algérie est régulièrement remise en cause par un fort antisémitisme, provenant à la fois des milieux européens et musulmans.

B. Français contestés

a. *L'antisémitisme au cœur de l'Algérie française*

D'un bout à l'autre de l'histoire coloniale, l'antisémitisme est un pilier de l'organisation sociale et nourrit la vie politique. Il fonctionne indépendamment de l'antisémitisme métropolitain car il repose sur des caractéristiques qui lui sont propres. L'antisémitisme en Algérie est à la fois racial (les Juifs sont considérés comme des indigènes donc racialement inférieurs), social (les fréquenter n'est pas accepté socialement), économique (leurs magasins sont régulièrement la cible de boycotts) et électoral (des partis et personnalité se font élire sur des programmes antisémites)[468].

En 1871, suite au décret Crémieux, l'antisémitisme moderne se structure. Il trouve une articulation politique dans des clubs, des journaux, des partis européens qui fond du combat contre

[465] Trigano (S.), *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Paris, Ed. du NadirAlliance israélite universelle, coll. « Voix », 2003.
[466] Allouche-Benayoun (J.), « Les femmes dans le processus d'acculturation », *art. cit.*
[467] *Ibid.*
[468] Dermenjian (G.), « Le Juif est-il français? Antisémitisme et idée républicaine en Algérie (1830 - 1939) », *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Ed. du NadirAlliance israélite universelle., Paris, 2003.

la francisation des Juifs leur cheval de bataille. Le décret Crémieux est un acte de Paris. Il se fait contre l'avis des militaires en poste à Alger et des colons français. Ces derniers n'auront de cesse de tenter d'annuler ou de limiter les effets du décret. Dans une société coloniale, l'accès de l'indigène à la citoyenneté est non seulement insupportable mais il met en péril le fonctionnement même du système. Le processus d'intégration des Juifs indigènes est perçu comme une erreur. Dès 1871, le décret Lambrecht est pensé comme une correction du décret Crémieux. Il limite l'accession à la citoyenneté française aux Juifs nés en Algérie et de parents nés en Algérie. Il exclut de la citoyenneté tous les Juifs étrangers, notamment marocains ou tunisiens, mais aussi tous ceux qui ne sauraient prouver leur ascendance. Dans la pratique, de nombreux Juifs sont radiés des listes[469].

Entre 1895 et 1902, l'antisémitisme devient virulent et l'Algérie connaît des crises anti-juives majeures. Aux élections législatives de 1898, Edouard Drumont, Firmin Faure, Charles-François Marchal et Emile Morinaud se font élire sur des listes anti-juives et des programmes antisémites[470]. Les journaux soutiennent ces campagnes. En Algérie, l'antisémitisme est républicain. Il puise dans l'idéal révolutionnaire et le patriotisme, les moyens de sa légitimation. Selon la conception française de la Nation, la France est un choix. Or les Juifs d'Algérie n'ont pas choisi puisqu'ils sont francisés en bloc. Ils sont perçus comme inassimilables et communautaristes. Leur citoyenneté n'est donc pas égale à celle des Français d'Algérie, qui eux et leurs ancêtres, ont choisi de s'installer sur une terre française, l'Algérie. Chez les Européens, le rejet des Juifs est un puissant moteur d'identification à la communauté française. Dans un contexte colonial où la plupart des Français sont de nouveaux Français, ils trouvent dans les discours antisémites une manière de se légitimer et de faire la démonstration de leur francité. Dans l'entre-deux guerres, l'antisémitisme se renforce et se modernise au contact des idéologies nationalistes en circulation (fascisme, nazisme, franquisme). Il devient populaire. Les croix gammées se vendent en pin's ou apparaissent sur les paquets de cigarettes Bastos. Les journaux appellent à bruler les quartiers juifs[471]. L'anisette s'appelle l'antijuif. De 1941 à 1942, un antisémitisme d'Etat s'établit de lui-même sans pression des Allemands.

---

[469] Allouche-Benayoun (J.), *Juifs d'Algérie hier et aujourd'hui : mémoires et identités* /, Toulouse :, Editions Privat, 1989 ; Blévis (L.), « En marge du décret Crémieux. Les Juifs naturalisés français en Algérie (1865 - 1919) », *art. cit.*

[470] Assan (V.), Laloum (J.), « Introduction - Français, juifs et musulmans dans l'Algérie coloniale », *art. cit.*

[471] En 1933, le Petit Oranais publie une Croix Gammée en première page : "*Il faut mettre le soufre, la poix et s'il se peut le feu de l'enfer aux synagogues, et aux écoles juives, détruire les maisons des Juifs, s'emparer de leurs capitaux et les chasser en pleine campagne comme des chiens enragés*" Stora (B.), *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, op. cit.

b. *Avec les musulmans, le fossé est creusé*

Des siècles de domination des musulmans sur les Juifs ont structuré un certain mépris mutuel entre les communautés. L'accession des anciens dominés à un statut égalitaire puis supérieur aux anciens dominants n'est pas sans créer de tensions[472]. Le fossé politique, social et économique s'est creusé. Le colonialisme accentue ce processus car il survit sur la séparation des communautés pour éviter une coalition contre la minorité européenne[473]. Les émeutes de Constantine en aout 1934 sont emblématiques de cette tension coloniale[474]. Pendant plusieurs jours, les magasins sont dévastés par des musulmans, des Juifs attaqués et tués, y compris femmes et enfants. Au total, 28 morts et près de 70 blessés sans que les forces de l'ordre n'interviennent avant le quatrième jour d'émeutes. Elles ont laissé dans les mémoires un sentiment d'insécurité et se solitude.

Dans l'entre-deux guerres, le nationalisme algérien se structure[475]. Dans ce processus d'affirmation politique en tant qu'Algériens ou musulmans, l'antisémitisme joue un rôle. Il s'agit de se définir en opposition aux Européens mais aussi aux Juifs, désignés comme alliés du colonialisme. *« La lutte contre les Juifs alliés du colonialisme est la lutte contre l'impérialisme* » titre El Oumma en septembre 1934. Les précurseurs du nationalisme algérien proposent une vision exclusive de la nationalité et de l'identité algérienne qui n'inclue pas les Juifs et les non musulmans[476]. Ils se font les relais d'une judéophobie populaire.

Dans l'entre-deux guerre, alors que chacun cherche à se réaffirmer : les musulmans comme Algériens, les Français d'Algérie comme Français, les autorités françaises comme pouvoir colonial, chacun trouve chez les Juifs d'utiles antagonismes. Mais les années 30 sont également celles du Front Populaire, du communisme et du socialisme internationaliste qui portent une réforme du système colonial. Juifs, musulmans et Européens militent ensemble au PCA – Parti Communiste Algérien, un des rares espaces de rencontre et de dépassement des frontières coloniales. De nombreux intellectuels et militants juifs algériens y sont actifs et font campagne pour l'extension de la citoyenneté aux musulmans. La Ligue Internationale contre l'Antisémitisme - LICA théorise la lutte contre l'antisémitisme comme allant de pair avec les réformes du système colonial et

---

472 Cole (J.), « Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie », *Vingtieme Siecle. Revue d'histoire*, n° 108 (4), 2010 ; Dermenjian (G.), « Les crises anti-juives de la fin du XIXe siècle en Algérie », *Les Juifs d'Algérie : une histoire de ruptures*, Presses universitaires de Provence., coll. « Le temps de l'histoire », 2015.

473 Laloum (J.), « Le regard des Renseignements généraux de Vichy sur les rapports judéo-musulmans en Algérie (1940 - 1943) », *Archives Juives*, Vol. 45 (2), 2012.

474 Cole (J.), « Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie », *art. cit.* ; Laloum (J.), « Le regard des Renseignements généraux de Vichy sur les rapports judéo-musulmans en Algérie (1940 - 1943) », *art. cit.*

475 Le mouvement des Oulémas de Ben Badis et l'association des élus musulmans du docteur Bendjelloul, présent à Constantine, sont à l'origine des premières mobilisations politiques de masse des Algériens.

476 Lledo (J.-P.), « L'antisémitisme chez les leaders musulmans », *Les Juifs d'Algérie : une histoire de ruptures*, Presses Universitaires de Provence., coll. « Le temps de l'histoire », 2015.

l'amélioration des conditions juridiques et sociales des musulmans[477]. En 1936, son président, Bernard Lecache entame une tournée très populaire en Algérie. Il rassemble des milliers de personnes sur une ligne d'entente entre Juifs et musulmans contre le colonialisme et pour l'intégration à la France. Les dirigeants du nationalisme algérien participent à ces meetings (Oulémas, Etoile Nord-Africaine, Elus musulmans). Le projet Blum-Viollette est le fruit des efforts de plaidoyer de ces organisations[478]. Son échec marque un tournant. Il signe la définitive incapacité de la République à réformer le système colonial.

c. Vichy : « l'exil intérieur »

Le 10 juillet 1940, le régime de Vichy voit le jour. L'Algérie suit Pétain voire le précède. Les « hommes d'Alger » trouvent dans Vichy le régime qu'ils attendaient. Ils font du zèle et sont aux avant-postes de la discrimination. "*C'est Vichy qui subissait les pressions d'Alger et non l'inverse.*"[479]. Les 11 et 12 septembre 1940, Alger connaît sa propre Nuit de Cristal pendant laquelle les magasins sont attaqués. Le 7 octobre 1940, le décret Crémieux est abrogé. Les Juifs, français depuis 70 ans, redeviennent indigènes et perdent l'ensemble des droits attachés à leur citoyenneté. Cette abrogation est l'aboutissement de décennies de combats des forces anti-juives. Comme en métropole, la loi sur le statut des Juifs du 3 octobre 1940 les exclut de la fonction publique. Les instituteurs, fonctionnaires, secrétaires de mairie, auxiliaires de Justice sont renvoyés. Les enfants sont exclus des écoles. « *Le 19 décembre 1940, il ne reste plus un seul Juif dans l'enseignement public* »[480]. Le statut des Juifs est renforcé par la loi du 2 juin 1940 les excluant des branches professionnelles, des fonctions intellectuelles et commerciales puis de la propriété. En Algérie, le Gouvernement Général va plus loin. Il instaure un numerus clausus fixé à 2% pour les quelques professions qui restent autorisées aux Juifs, notamment les professions libérales. Le 14 août 1941, dans le cadre de « l'*Aryanisation des biens juifs* » des administrateurs européens sont nommés pour prendre la tête des entreprises appartenant à des Juifs[481].

Les Juifs de l'armée française, militaires ou appelés du contingent, sont internés dans des camps à Bedeau en Oranie, à Maison Carrée près d'Alger ou à Teleghma à Constantine. Ils sont rejoints

---

[477] Debono (E.), « Le rapprochement judéo-musulman en Afrique du Nord sous le Front populaire. Succès et limites », *Archives Juives*, Vol. 45 (2), 2012.

[478] Plan proposé par le gouvernement du Front Populaire pour octroyer la citoyenneté française à 25 000 « indigènes musulmans ». Ce plan est mis en échec par le parti colonial (ensemble informel regroupant élus d'Algérie, patronat ayant des intérêts en Algérie et soutiens politiques à l'Empire) et le parti radical.

[479] Robert Paxton in Stora (B.), *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, op. cit.

[480] Stora (B.), « Trois exils », *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, Paris, Ed. du NadirAlliance israélite universelle, 2003.

[481] Laloum (J.), « Le regard des Renseignements généraux de Vichy sur les rapports judéo-musulmans en Algérie (1940 - 1943) », *art. cit.* ; Trigano (S.), *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, op. cit.

par les réfugiés espagnols, les anciens membres des brigades internationales, les communistes, les socialistes et les syndicalistes. 150 000 personnes dont 15 000 Juifs sont internés dans plus de 120 camps militaires. Le père de Guy Moquet, Prosper Moquet[482] y apprend la mort de son fils. Messali Hadj[483] ou encore Bernard Lecache[484] y sont internés. Les conditions de vie sont extrêmement difficiles. Dix heures de travail inutile et humiliant sous un soleil de plomb, encadrés par un personnel raciste et antisémite donnant libre court à son sadisme. Les internés subissent les privations, les bastonnades, les maladies et la vermine. Malgré le débarquement allié en 1942, Henri Giraud[485] maintient ces camps dont les derniers internés ne sortent qu'en janvier 1944[486].

A Alger, les Juifs s'engagent dans la résistance. Le groupe Géo-Gras rassemble 117 personnes[487]. La Résistance organise dans un premier temps des activités de solidarité pour soutenir les personnes touchées par les lois d'exclusion et d'expropriation, tient une école clandestine et accueille les Juifs d'Europe qui parviennent à rejoindre l'Algérie[488]. Contacté par des officiers anglais et américains, le groupe Géo-Gras prépare le débarquement des Alliés. José Aboulker cache un poste TSF dans sa baignoire pour échanger avec Gibraltar. Le 8 novembre 1942, 377 résistants tiennent la ville pendant 8 heures. 80% sont Juifs[489]. En février 1943, les biens des Juifs sont restitués et le numerus clausus aboli. Mais conscients des sentiments pétainistes de la population européenne, Henri Giraud et l'Amiral Darlan[490] maintiennent l'abrogation du décret Crémieux. Il faut attendre le 21 octobre 1943, soit près d'un an après le débarquement et quatre mois après la création du Comité Français de Libération Nationale (CFLN), pour que le décret Crémieux soit

482 Député communiste
483 Un des leaders du nationalisme algérien, dirigeant de l'Etoile Nord-Africaine puis du PPA – Parti du Peuple Algérien
484 Journaliste, fondateur de la LICA – Ligue Internationale contre l'antisémitisme
485 Henri Giraud (1979 – 1949) est un militaire français refusant l'armistice avec l'Allemagne. Soutenu par les Américains et rival du Général de Gaulle, il est à la tête du Commandement civil et militaire français après le débarquement des Alliés à Alger. Il devient ensuite co-président avec de Gaulle du Comité Français de Libération National avant d'être marginalisé par le Général.
486 Oliel (J.), « Les camps d'internement en Algérie », *Les Juifs d'Algérie : une histoire de ruptures*, Presses Universitaires de Provence., coll. « Le temps de l'histoire », 2015.
487 Fondé par Émile Atlan, Charles Bouchara et André Temime, le groupe porte le nom du professeur de la salle de sport, Place du Gouvernement à Alger, dans laquelle les résistants s'entrainent et cachent les armes. En sont notamment membres Paul Sebaoun, Jean Gozlan, Germain Libine, Alfred Fitoussi, Georges Loufrani, Roger Morali, Marcel Cassis, Raoul Cohen-Addad, Raphaël et José Aboulker La famille Aboulker est une famille d'Alger ayant fourni de nombreux rabbins et dirigeants communautaires. Médecin, José Aboulker est le chef du réseau de Résistants à Alger. Il prépare avec Roger Carcassonne et Henri d'Astier de La Vigerie le débarquement des Alliés le 8 novembre 1942.
488 Karoubi (J.), *L'opération Torch et l'action des resistants juifs à Alger*, https://www.judaicalgeria.com/pages/l-operation-torch-et-l-action-de-la-resistance-juive-a-alger.html, consulté le 19 août 2019.
489 « La mémoire des juifs d'Algérie », *L'Arche*, 01/02 (539-540), p.
490 Amiral français, François Darlan est le premier chef de gouvernement du Maréchal Pétain (février 1941 – avril 1942). Il inaugure la politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Remplacé par Pierre Laval au gouvernement, il reste le chef des armées de Vichy. Présent à Alger lors du débarquement des Alliés, il se rallie avec réticences mais continue à exercer le pouvoir exécutif jusqu'à son assassinat le 24 décembre 1942 à Alger par un résistant.

pleinement rétabli sous les pressions des Juifs américains[491].

C. La solitude des Juifs dans la guerre d'Algérie

A la sortie de la seconde guerre mondiale, deux options nationales en formation auraient pu séduire les Juifs d'Algérie. Quelques Juifs d'Algérie s'engagent aux cotés des nationalistes notamment au Parti Communiste Algérien mais ils restent minoritaires. Le nationalisme algérien se structure autour d'une identité arabo-musulmane, excluant de fait les Juifs et les Européens d'Algérie du projet national[492]. La création de l'état d'Israël attire de nombreux Juifs d'Afrique du Nord, notamment marocains. Mais en Algérie, le sionisme reste marginal[493]. A la Libération, la volonté de rester français est majoritaire. Le grand rabbin d'Alger, Maurice Eisenbeth,[494] illustre ce sentiment : « *Être juif, tel que nous l'avons défini signifie être convaincu que la France redeviendra ce que nous souhaitons qu'elle soit* »[495].

Pendant la guerre d'Algérie, la communauté juive n'est pas un enjeu. Les Juifs ne sont pas traités comme un groupe. Ils sont mêlés en tant qu'individus à d'autres groupes et on retrouve des Juifs au FLN, à l'OAS, chez les porteurs de valises et dans les rangs de l'armée. Il n'a y pas de point de vue juif sur la guerre d'Algérie[496]. Les institutions religieuses et communautaires refusent de prendre position et renvoient les Juifs à leurs opinions personnelles[497]. La guerre est à l'origine de tension importante dans la communauté juive française. De nombreux intellectuels juifs de gauche et des organisations métropolitaines soutiennent l'autodétermination[498]. Ils sont à l'avant-poste pour dénoncer la torture, les exécutions, le massacre du 17 octobre ou la violence de l'OAS alors que leurs coreligionnaires en Algérie sont majoritairement pour le maintien de la France[499]. De 1954 à 1962, les Juifs d'Algérie sont seuls. Ils sont partagés entre l'origine et l'avenir, entre les racines

---

491 Laloum (J.), « Le regard des Renseignements généraux de Vichy sur les rapports judéo-musulmans en Algérie (1940 - 1943) », *art. cit.*

492 « *Etat algérien démocratique et social dans le cadre des principes islamiques* » (déclaration du 1er novembre 1954 du FLN).

493 Saadoun (H.), « Le sionisme en Algérie (1898 - 1962) : une option marginale », *Archives Juives*, Vol. 45 (2), 2012. L'Algérie n'est pas dénuée d'activités politiques sionistes. A noter l'existence de la Fédération sioniste d'Algérie de Benjamin Heller ou le Bétar de Robert Brunchvig qui participent aux congrès internationaux, collectent de l'argent et soutiennent les projets d'installation en Israël. 8 000 Juifs d'Algérie émigrent tout de même en Israël en 1948.

494 (1883 – 1958) Grand rabbin de Constantine (1928-1932), grand rabbin d'Alger (1932-1941), puis grand rabbin délégué pour l'Algérie

495 Saadoun (H.), « Le sionisme en Algérie (1898 - 1962) », *art. cit.*

496 Aouate (Y.), « Notes et observations sur une histoire en construction », *Archives Juives*, (29/1), 1996.

497 En novembre 1956, dans Information Juive, le CJAES publie : « les Juifs *profondément reconnaissants à la France à laquelle ils doivent tant, attachés à cette terre que leurs activités se sont toujours efforcées de faire prospérer. Mais les évènements ne doivent pas altérer les sentiments qui existent ici entre Israélites et musulmans*" Ayoun (R.), « Les juifs d'Algérie pendant la guerre d'Indépendance », *Archives Juives*, (29/1), 1996 ; Cohen (D.), « Le Comité algérien d'études sociales dans le débat idéologique pendant la guerre d'Algérie (1854-1961) », *Archives Juives*, (29/1), 1996. p.26-36

498 Engagés au MRAP, à la LICA, à l'UEJF, au Cercle Bernard-Lazare ou encore au PSU, ces Juifs métropolitains à l'image de Laurent Schwartz soutiennent les Algériens.

499 Boukara (P.), « La gauche juive en France et la guerre d'Algérie », *Archives Juives*, (29/1), 1996.

géographiques et culturelles judéo-arabes qui font d'eux des Algériens, et la force centrifuge qui fait d'eux des Français. La guerre polarise. Le nationalisme français se gonfle de haine et le nationalisme algérien se rigidifie.

a. *L'impossible algérianité*

Dans un premier temps, le FLN a appelé les Juifs à sortir de l'attentisme pour contribuer à la formation de l'Algérie indépendante. En aout 1956, la déclaration du Congrès de la Soummam[500] appelle les Juifs « *à revendiquer avec fierté leur nationalité algérienne* » et à « *condamner sans rémission le régime colonial français agonisant* ». Le 1Er novembre 1959 dans une brochure adressée au peuple français et intitulée *« Les Juifs d'Algérie dans le combat pour l'Indépendance* », le FLN promet d'instaurer « *une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie sans discrimination* ». Dans un article du journal Le Monde du 19 février 1960, le FLN s'adresse aux Juifs d'Algérie : « *Il ne s'agit pas pour vous de choisir entre la France et l'Algérie, mais de redevenir des citoyens effectifs de votre véritable pays. Ou bien vous voulez exercer dans ce pays […] des droits que jamais personne ne saurait remettre en question, ou bien vous accepterez de vivre sous le règne du mépris et de vous contenter d'une citoyenneté octroyée par vos oppresseurs.* »[501]. Le 29 janvier1961, le journal El Moujahid proclame que les Juifs d'Algérie ne sont pas des "*envahisseurs coloniaux et qu'ils ont leur place dans une Algérie indépendante*". Enfin, début 1962, le FLN publie un dernier tract en direction des Juifs pour les convaincre de ne pas s'engager à l'OAS aux cotés des antisémites[502].

Néanmoins, ces appels du FLN restent peu concluants. Surtout, des Juifs sont assassinés par des nationalistes parce que français mais aussi parce que juifs. Ces violences empêchent toute cohabitation future. En juin 1956, la synagogue d'Orleansville est incendiée. En novembre, le rabbin Isaac Aziza est assassiné avec sa famille à Nadromah, même chose pour le rabbin de Médéa en mars 1957. En mai de la même année, des grenades explosent dans le mellah de Constantine. En août, David Chiche est immolé dans la Casbah. En 1959, pendant Yom Kippour, une grenade est lancée dans la synagogue de Bou Saada. En décembre 1960, la synagogue d'Alger est saccagée. Le mobilier est brisé. Les rouleaux de la Loi profanés et piétinés. Un Sefer Torah datant de 1391 et rapporté d'Espagne est détruit. Les murs sont couverts de Croix Gammées et de « *Morts aux Juifs* »[503]. Le 22 juin 1961, le chanteur Cheick Raymond est assassiné à Constantine parce qu'il représentait le symbole de la culture commune. En novembre 1961, Adolphe Lévy, président des

---

500 1956, Congrès pendant lequel les révolutionnaires algériens structurent la lutte pour l'Indépendance et la formation du nouvel Etat.
501 Cohen (D.), « Le Comité algérien d'études sociales dans le débat idéologique pendant la guerre d'Algérie (1854-1961) », *art. cit.*
502 Ayoun (R.), « Les juifs d'Algérie pendant la guerre d'Indépendance », *art. cit.*
503 Certains témoignages attribuent ce sac à des partisans de l'Algérie française

Anciens prisonniers de la seconde guerre mondiale, puis David Zermati, ami personnel de Ferhat Abbas[504] et de Ali Boumendjel[505] sont aussi assassinés. Ces actes antijuifs sont principalement le fait d'ultranationalistes et condamnés par la hiérarchie du FLN et du GPRA[506]. Mais il trop tard. La situation coloniale a polarisé les relations entre Juifs et musulmans. « La *complémentarité est remplacée par l'opposition* »[507]. Dans son autobiographie, Jean Daniel[508] raconte cet épisode emblématique. Alors qu'en 1960 il est en avion avec Ali Boumendjel et Mohamed Seddik Benyahia[509], il demande « *Croyez-vous qu'avec tous ces fanatiques religieux derrière vous il y aura dans une Algérie indépendante un avenir pour les non-Algériens, les non-musulmans, les Chrétiens, les Juifs auxquels vous avez fait appel ? Ils ont eu l'élégance d'attendre quelques instants avant de me répondre et j'ai senti dans la lourdeur de leur silence qu'ils réfléchissaient pour savoir s'ils allaient me donner une réponse toute faite ou s'ils devaient m'avouer la vérité. Boumendjel s'est adressé à Benyahia : « Il ne faut pas mentir à Jean ». Ils m'ont alors expliqué que le pendule avait balancé si loin d'un seul côté pendant un siècle et demi de colonisation française, du côté chrétien, niant l'identité musulmane, l'arabisme, l'islam que la revanche serait longue, violente et qu'elle excluait tout avenir pour les non-musulmans. Qu'ils n'empêcheraient pas cette révolution arabo-islamique de s'exprimer puisqu'ils la jugeaient juste et bienfaisante. Aujourd'hui cette conversation me parait normale, mais à l'époque je suis tombé de très haut.* »[510].

b. L'avenir est français

« *L'idée que l'Algérie pût un jour constituer un Etat souverain était dans mon enfance, et dans mon milieu, inconcevable. Le cadre était berbère et judéo-chrétien. Le passé était bâtard, fruit d'invasions multiples. Le folklore était méditerranéen. La patrie, la langue officielle, l'avenir étaient français* »[511]. En 1962, les Juifs sont déterminés à rester français, donc résignés à quitter l'Algérie. L'Emancipation s'est faite dans la France. Si de nombreux Juifs sont très critiques du système colonial, ils ne peuvent imaginer vivre hors du cadre français. Le gouvernement de Michel Debré a, un temps, étudié la possibilité de séparer les Juifs de la communauté française avant que l'amiral Louis Kahn, par ailleurs président de l'Alliance Israelite Universelle, n'intervienne auprès de de Gaulle[512]. A l'Indépendance, les Juifs parce que citoyens français de droit commun restent français. En prévision de l'Indépendance, la

504 Président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (1958 -1961)
505 Avocat et militant algérien torturé et assassiné par le général Massu en 1957
506 Ayoun (R.), « Les juifs d'Algérie pendant la guerre d'Indépendance », *art. cit.*
507 Abitbol (M.), *Chapitre 11. La citoyenneté imposée du décret Crémieux à la guerre d'Algérie*, Presses de Sciences Po, 1990, p. 295-296.
508 Journaliste français né dans une famille juive à Blida en 1920, fondateur du Nouvel Observateur aujourd'hui L'Obs
509 Militant au FLN, il sera ensuite plusieurs fois ministre sous l'ère Boumediene.
510 Daniel (J.), *Cet étranger qui me ressemble : entretiens avec Martine de Rabaudy*, Paris, 2004.
511 Daniel (J.), *Le temps qui reste*, Gallimard, 1973, p. 133.
512 Cohen (D.), « Le Comité algérien d'études sociales dans le débat idéologique pendant la guerre d'Algérie (1854-1961) », *art. cit.*

loi du 28 juillet 1961 confère la citoyenneté française aux Juifs du sud Algérien (Mzab et les Oasis) qui avaient jusqu'ici été exclus du décret Crémieux. En pliant bagages, la France découvre ces Juifs oubliés. En juin 1962, une dizaine d'avions sont affrétés pour les « rapatrier ». Le jour du départ, aux portes de Ghardaïa, la communauté qui vivait sur ces terres depuis des milliers d'années se rassemble. On a fermé les maisons, plié les tentes, trié les affaires. Les textes de la Loi sont enterrés dans le cimetière où l'on salue les ancêtres. D'autres sont répartis entre les différentes familles. Le rabbin tente de rassurer. Sur la piste, on se regarde en silence et on monte dans ces avions avec beaucoup d'appréhension. Un dernier regard sur cet écrin de sable et de palmiers qui protège la cité paisiblement installée sur les bords de l'oued. Des hublots, les dunes familières s'éloignent. Depuis 2 000 ans, elles les protégeaient. De leurs sommets surgissaient au creux du jour, les caravanes apportant les nouvelles du monde. Le militaire explique que ce sera Strasbourg. Comme ils ne parlent pas le français, il leur faut mobiliser les connaissances de tous les membres de cet ultime bivouac pour comprendre. Marseille, puis Strasbourg. Ce jour-là, un vendredi, Monsieur Muller et Madame Lévy les attendent à la gare de la capitale alsacienne. Il pleut. Ils insistent pour les conduire au gymnase mais les Balouka veulent gagner la synagogue au plus vite et à pied car c'est Shabbat. A la synagogue, ce groupe de femmes en haïk et d'hommes en tunique surprend. Les voiles sèchent sur les bancs. Ils semblent faire des gestes et réciter des textes venus d'un autre temps. Les voilà à destination. Il a fallu leur faire de la place mais finalement chacun prit bien les choses. A Lunéville, ils ont rouvert le foyer fermé depuis 1944 car les anciens avaient été déportés.

D. Le grand dérangement

a. L'exil

Entre 1961 et 1962, l'Algérie se vide de ses Juifs. Les derniers partent dans les années 1960 et 1970, fermant la porte sur des milliers d'années d'histoire et de civilisation juive en Afrique du Nord. Environ 140 000 Juifs algériens sont rapatriés en France dans la masse du million de Pieds noirs. Citoyens du pays d'accueil, connaissant la langue, l'histoire et les institutions, les Juifs s'intègrent facilement. Ils bénéficient de l'Etat Providence et des mesures pour le rapatriement. Ils ont accès aux services publics et participent à la vie politique. Ils sont chez eux même si pour la plupart ils n'y avaient jamais mis les pieds.

Les Juifs d'Algérie se répartissent sur le territoire métropolitain au grès des solidarités familiales, des décisions administratives ou des opportunités de logement ou d'emploi. Ce faisant, ils redynamisent considérablement le judaïsme français en termes démographique, culturel et religieux.

De 1950 à 1976, la population juive bondit de 225 000 à 650 000[513]. Ils s'installent principalement dans les villes, où parfois il n'y avait plus eu de Juifs depuis des centaines d'années. Valence, Annecy, Evreux, Meaux et de nombreuses villes moyennes voient naître des communautés. Les nouveaux ensembles comme Sarcelle, Créteil et la banlieue de Lyon accueillent les nouveaux venus. Des synagogues, des centres culturels, des écoles confessionnelles et des magasins cashers intègrent les paysages urbains. A Nice, le nombre de Juifs est multiplié par 7, par 5 à Marseille et par 4 à Toulouse. Un souffle de vie traverse le judaïsme français. Les Juifs d'Algérie intègrent les organisations religieuses et communautaires dont ils prendront rapidement la direction (Fond Social Juif Unifié, Consistoire Central, Grand Rabbinat). Plus religieux, plus communautaires et moins affectés par la Shoah, ils sont plus visibles, font renaître un folklore et une religiosité. Fruit de la société coloniale, l'identité juive est plus affirmée. Ils impulsent une « *rejudaïsation de la communauté juive française* »[514]. Ils n'hésitent pas à manifester publiquement leur appartenance, à marcher contre l'antisémitisme ou à exprimer leurs oppositions au gouvernement. Alors que pour les Juifs métropolitains, la judéité était confinée à l'espace privé, les Juifs d'Algérie affirment leurs spécificités, leur origine, leur culture méditerranéenne dans une "*citoyenneté décontractée et sans sentiment de culpabilité ni complexe d'infériorité.* »[515].

b. La fusion dans la société française

L'intégration socio-économique des Juifs d'Algérie est rapide et efficace. La conjoncture et la solidarité nationale les préservent du déclassement. 50% des pères de famille gardent la même occupation[516]. L'ascension sociale se poursuit avec les enfants. En 1970, 57% des jeunes juifs d'origine algérienne font des études supérieures. Si bien que dans les années 1970, 50% des Juifs originaires d'Algérie sont cadres, 14% de professions libérales, 20% artisans et 16% ouvriers[517]. Le rapatriement a néanmoins été difficile pour les plus âgés et les plus précaires. Les petits artisans et commerçants ont dû se reconvertir en ouvriers ou petits employés. Ils rejoignent les immigrés dans les grands ensembles et sont exposés au chômage et à l'exclusion. Pour les personnes âgées, la rupture environnementale est totale. Les maladies du rapatriement, maux de ventres et dépressions, provoquent des morts par ricochet et plongent les grands-parents dans une mort sociale d'où il est difficile de revenir.

---

513 Abitbol (M.), *Chapitre 11. La citoyenneté imposée du décret Crémieux à la guerre d'Algérie*, op. cit.
514 Dominique Schnapper, Chantal Bordes-Benayoun, Freddy Raphaël, *La condition juive en France*, Presses Universitaires de France, 2009.
515 Trigano (S.), *L'identité des juifs d'Algérie : une expérience originale de la modernité*, op. cit., p. 12.
516 Abitbol (M.), *Chapitre 11. La citoyenneté imposée du décret Crémieux à la guerre d'Algérie*, op. cit.
517 Allouche-Benayoun (J.), Dermenjian (G.), *Les Juifs d'Algérie: Une histoire de ruptures.*, Presses universitaires de Provence., 2015.

Une fois en France, la francisation continue. Alors qu'en Algérie, le colonialisme réifiait les identités, il existe en métropole une diversité des manières d'être juif et d'être français, plus permissives et moins exclusives[518]. Dans un environnement culturel plus égalitaire et plus séculier, les schémas familiaux se transforment. Les mœurs se libèrent notamment pour les jeunes et les femmes. La communauté est moins rigide. La religiosité diminue. Les règles ancestrales sont mises au placard. L'hébreu et l'arabe sont abandonnés. Dans les années 1970, les taux de natalité, de mortalité, le nombre d'enfants par famille, les mariages mixtes ou endogames se confondent avec ceux des Juifs métropolitains[519].

c. Les tensions avec les musulmans en héritage

En Algérie française, les processus d'identification sont ethnoreligieux. On nait Juif ou musulman et ces communautés, si elles cohabitent, s'excluent mutuellement. Des siècles de « *proximité distante* » ont forgé des stéréotypes populaires de l'Autre où se mêlent mépris, méfiance et méconnaissance. La colonisation française a creusé le fossé entre les communautés[520]. Antijudaïsme populaire et racisme envers les musulmans se répondent. La vie quotidienne n'est pas dépourvue de cordialité et de fraternité. Mais des crises notables comme celles de Constantine et surtout la guerre, jettent un voile obscur sur les relations entre Juifs et musulmans. A l'indépendance, le fossé est tel que la séparation est actée. Musulmans et Juifs se retrouvent en France, parfois dans les mêmes banlieues. Les représentations forgées dans le colonialisme ne se sont pas évaporées en 1962 et continuent d'influencer les processus de définition identitaire et de nourrir les stéréotypes. Les Juifs font face à une coagulation de l'antisémitisme traditionnel chrétien et de l'antijudaïsme populaire arabo-musulman. Les musulmans subissent le racisme et les discriminations. Sur ce terrain inflammable, le conflit israélo-palestinien est à l'origine de nouvelles tensions qui réifient les identités. Les uns sont renvoyés à leur seule judéité et au sionisme, les autres à leur seule arabité et à l'Islam[521]. Comme si les tensions du passé, sans jamais être explicitées, devaient se rejouer atour d'un conflit dont les images et les mots réveillent les mémoires.[522.] Depuis les années 1980, l'islamisme est une idéologie conquérante. Il articule des discours antisémites qui trouvent une résonnance en France. Les attentats islamistes visent spécifiquement des Juifs et réveillent à leur tour des mémoires traumatiques.

Mais, si la présence de discours et d'actes stigmatisant des Juifs ou des musulmans est

---

518 Allouche-Benayoun (J.), Bensimon (D.), *Les juifs d'Algérie*, op. cit.
519 *Ibid.*
520 Guedj (J.), « Juifs et musulmans d'Algérie en France. Cinquante ans d'exil partagé, entre mémoire, échanges et déchirements », *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, (1295), 2012.
521 *Ibid.*, p. 146.
522 *Ibid.*, p. 52.

indéniable, si l'instrumentalisation de ces tensions par des extrémistes est réelle et meurtrière, la majorité des Juifs et musulmans français échappent au piège identitaire. La France républicaine permet aussi l'existence d'une troisième voie : celle de se définir avant tout comme français. Le passé commun et la culture commune offrent aussi des passerelles qui permettent aux individus de se retrouver et de mettre à distance ces convulsions.

* *
*

Longtemps, l'histoire des Juifs d'Algérie a été confondue avec celles des Pieds noirs, mais leur histoire spécifique implique une mémoire spécifique. Les récits sur le passé algérien sont ambivalents car l'émancipation a toujours un gout d'arrachement. La colonisation est une sortie d'Egypte. Elle permet une libération mais provoque un déplacement. Les récits mêlent « *progrès et patriotisme* » pour dire l'émancipation et l'attachement à la France et « *violence et vulnérabilité* » pour raconter l'antisémitisme, l'hostilité des musulmans et le départ[523]. Ils viennent souligner que la stabilité n'est jamais acquise, que l'équilibre est fragile. L'arrivée en France est à la fois une nouvelle épreuve mais aussi la continuité du processus d'émancipation. Les mémoires familiales ont ensuite gommé les origines algériennes. Les racines orientales et tout ce qui pouvait ramener les Juifs d'Algérie à une proximité culturelle et politique avec les anciens indigènes ont été mis à distance. Le passé en Algérie a été peu raconté. La redécouverte de cette part algérienne chez les jeunes issus de familles juives d'Algérie est au centre des questionnements.

Pour eux, l'Algérie n'est plus une langue car l'arabe a été perdu. Elle n'est plus un mode de vie car le quotidien est français. Elle n'est pas non plus une religion, ni une sociabilité. Les piliers de l'identité n'ont plus de lien avec l'Algérie. Mais dans ces familles, il reste tout de même quelque chose. Cet ensemble est difficile à cerner. Il se compose de signes mystérieux et enfouis. La culture méditerranéenne, la densité des relations familiales, les superstitions, les personnages solaires et la nourriture font que l'on transmet sans raconter. Ces traces indiquent une origine et un chemin. Certains descendants les suivent pour comprendre l'histoire familiale, intégrer les processus historiques centrifuges qui expliquent leur présence au monde, comprendre les relations ambivalentes aux musulmans, se faire à tous ces silences qui bornent l'histoire de simples familles françaises. Pour eux, l'Algérie est d'abord et sans doute seulement une origine. Mais il faut soulever les siècles pour dire ces choses simplement.

---

523 Katz (E.), « La mémoire collective des juifs d'Algérie : Emancipation et anti-judaisme », Presses Universitaires de Provence., coll. « Le temps de l'histoire », 2015.

IV. De la guerre sans nom aux soldats sans cause - La mémoire des appelés en Algérie[524]

Après des décennies de silence institutionnel, le calendrier national compte aujourd'hui trois dates de commémorations. Les dates à elles seules témoignent de la difficulté de s'accorder et de se rassembler autour d'un même évènement : le 19 mars, acquis d'une longue lutte des anciens combattants, le 25 septembre pour les harkis que l'on s'entête à mettre à part, et le 5 décembre qui satisfait ceux pour qui la guerre ne s'est pas arrêtée le 19 mars 1962. Le 5 décembre 2002, le Président de la République Jacques Chirac inaugure un mémorial national sur le quai Branly. Ce monument et les cérémonies qui s'y déroulent disent beaucoup de la spécificité de cette guerre et l'inconfort qu'elle suscite.

Le lieu n'a d'abord aucun lien avec cette histoire. Sur le quai Branly, aucune bataille, aucun rassemblement, aucune trace. Un quai donc, pas une place, ni une esplanade. Un quai coincé entre la Tour Eiffel, le monument le plus visité du monde, un musée des arts premiers et la Seine. Le lieu est étroit et peu visible. Trois colonnes placées face au fleuve sont chacune fendues d'un écran sur lequel défilent les noms de 23 000 victimes militaires (soldats et supplétifs morts pour la France) mais aussi de certains civils, français seulement, disparus pendant le conflit. La complexité des bilans et des catégories attachées à cette guerre fait évidemment que les listes ne sont pas complètes et font l'objet de revendications et de conflits entre l'institution et certaines associations. A l'origine, seuls les soldats français et les supplétifs y figuraient. En 2010, l'ajout des victimes de la rue d'Isly, tuées par des soldats français, puis en février 2012 de 1 500 victimes civiles françaises disparues pendant la guerre, détourne la fonction du monument. Pourquoi seulement ces civils, et pas d'autres ? Quelle place pour les victimes du 17 octobre 1961 ou celles de l'OAS ? Qui est victime ? De qui ? Quels noms y inscrire ? Ces questionnements toujours en suspens traduisent combien le travail mémoriel et politique est encore en cours.

Le 1er novembre 1954, la guerre débute par l'assassinat de trois appelés du contingent qui effectuaient leur service militaire en Algérie. Les soldats Cochet, Audat et Marquet sont les premiers morts de ce qui sera bientôt la génération des Djebels. De 1954 à 1962, la France mobilise deux millions de soldats, dont un million et demi d'appelés du contingent[525]. Pour « *ceux qui ont fait l'Algérie* », ces évènements changent leur rapport au monde. Ils quittent, en pleine jeunesse, une France en mutation, pour un pays dont ils ne connaissent rien, si ce n'est les fantasmes de l'imagerie coloniale. « *Là-bas* », l'expérience de la violence subie ou infligée les marque pour toujours. Mais,

524 Respectivement tirés du documentaire de Bertrand Tavernier (1992), *La guerre sans nom* et du livre d'Andrea Brazzoduro *Soldati senza causa* (2011)
525 Pervillé (G.), « La guerre sans nom : appelés et rappelés en Algérie », op. cit.

elle cohabite parfois avec l'expérience de la camaraderie, de l'ennui, du voyage et d'une action sociale dans les écoles ou les hôpitaux. Pour tous, elle est une parenthèse qu'au retour il s'agit de refermer. « *La guerre sans nom* »[526] est indicible dans la France des années 1960. Seuls avec leurs souvenirs, ils doivent reprendre leur vie, garder pour eux les cauchemars dans la nuit, enfermer soigneusement le paquetage de soldat dans le grenier français. Niée pendant près de 37 ans, la guerre est reconnue comme telle en 1999. Elle sort alors de l'oubli et du silence. Les travaux scientifiques, la littérature, les documentaires et les témoignages ont permis de libérer la parole et de donner à comprendre ce qu'avaient vécu les appelés. Mais, si ces derniers parlent à la télévision ou aux chercheurs, ils parlent peu à leurs proches qui découvrent tardivement le parcours du grand-père et ses conséquences sur la vie de leur famille.

A. La génération des djebels

a. La Résistance en héritage

Les appelés en Algérie sont des enfants de la guerre. Ils naissent, pour les plus âgés, au début des années 30, et pour les plus jeunes au début des années 40. La seconde guerre mondiale influence leur socialisation. Ils ont en souvenir les privations et peut être les violences. La Résistance donne une direction morale et politique. En 1954, dix ans à peine après la Libération, sa mémoire est structurante. Les résistants sont honorés. Les rues de la Reconstruction portent leurs noms. Les cérémonies sont régulières et fréquentées. Les jeunes en tirent un système de valeurs et des certitudes sur la frontière entre le bien et le mal. La torture, les camps, le racisme, la soumission du droit et de la justice à la force sont du côté des Allemands. Ils ont été vaincus par des hommes et des femmes pour qui tout cela n'était pas acceptable. Ces certitudes sont ébranlées par l'expérience de la guerre d'Algérie[527].

La guerre est aussi un héritage familial : leurs grands-pères ont fait 14-18, leurs pères 39-40. Leur tour devait naturellement venir. Le service militaire et la guerre sont des évidences. Partir en Algérie est un devoir républicain qu'ils doivent accomplir comme l'ont fait leurs ainés. Mais l'Algérie était-elle une patrie ? La rhétorique est moins mobilisatrice lorsqu'il s'agit de cette terre lointaine[528]. Néanmoins, l'idéologie coloniale reste puissante et relayée par l'école et les institutions républicaines. « *L'Algérie c'est la France* ». La croyance dans la mission civilisatrice est profondément ancrée dans la société. L'accès à l'information sur la vie quotidienne et le système colonial en Algérie

---

[526] Titre du film documentaire et du recueil de témoignages de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman
[527] Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, Hachette Littératures, 2002.
[528] Branche (R.), « La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie », *Histoire@Politique*, n° 3 (3), 2007.

est limité. Seuls les jeunes évoluant dans des milieux très politisés ou éduqués ont conscience de ce qui s'y déroule. Les expériences algériennes mettent à l'épreuve cette idéologie que les appelés vont assimiler ou rejeter. Leurs opinions se structurent progressivement au fil de la guerre et des informations qui leur parviennent[529].

Les appelés appartiennent également à la génération des premiers jeunes de l'histoire. Leur socialisation politique n'est pas dénuée de capacité de contestation. L'armée prend conscience de cette particularité générationnelle. Les rapports de l'instruction militaire décrivent ces jeunes comme des adolescents à endurcir[530]. En 1953, la création de la commission armée-jeunesse répond à cette exigence de mieux connaitre cette génération et d'intégrer une formation psychologique et idéologique des jeunes. Les discours des instructeurs et les publications distribuées aux appelés inscrivent les futurs soldats dans une généalogie militaire. Le 8 mai 1959, ce message du Maréchal Juin est lu dans toutes les casernes : « *Jeunes soldats de la classe 1959, quand vous verrez poindre à l'horizon les côtes ensoleillées de notre chère Algérie souvenez-vous de ceux qui quinze ans plus tôt sont partis de ces rives pour venir nous délivrer.* »[531].

b. Devenir soldat

Le service militaire est un rite de passage. Il acte la transformation d'un adolescent n'ayant, à l'époque, pas le droit de vote, en un adulte citoyen ayant accompli son devoir envers la patrie. A l'âge requis, les jeunes hommes de nationalité française passent devant un conseil de révision se tenant dans le chef-lieu de leur canton. Ils y sont examinés à la chaine par des médecins militaires. Les jeunes se présentent nus, débarrassés de leurs positions sociales et de leurs individualités. En file indienne, ils sont pesés, mesurés, auscultés, questionnés. Pour 70% d'entre eux ayant fini leurs études, c'est BSA : Bon pour Service Armé. Les étudiants représentant à l'époque 16% de la classe d'âge bénéficient d'un sursis jusqu'à leurs 25 ans maximum[532].

Viennent ensuite les fameux *« trois jours »*. Les jeunes passent à nouveau une série d'examens décidant de leurs affectations dans les compagnies en métropole, en Allemagne ou en Algérie. Le rite de passage se renforce. Recevant un paquetage contenant leurs uniformes, des cigarettes et les ustensiles de bases, ils quittent leurs habits civils. Leurs cheveux sont rasés et on leur attribue un matricule. Jean-Pierre Lamel devient le n°36485. Pour les jeunes des campagnes et des milieux modestes, ces trois jours sont parfois les premières sorties du village. Quelques semaines de sursis

---

529 Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit.
530 Bantigny (L.), « Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 83 (3), 2004.
531 *Ibid.*
532 Jauffret (J.), *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, op. cit.

à la maison avant de recevoir une feuille de route leur indiquant leur régiment et le lieu et le jour du rendez-vous. Départ en gare, le trajet est gratuit. Derniers saluts en habits et les voilà partis. Dans une caserne, les classes sont un conditionnement de quatre mois, réduits à trois pendant la guerre d'Algérie. Entrés civils, les appelés entament une transformation physique, mentale et nationale et deviennent des militaires[533].

c. Découvrir l'Algérie

Commence alors le grand voyage. Des convois spéciaux sont acheminés des casernes aux camps de Sainte-Marthe ou de Rivesaltes. Par dizaines de milliers, tous s'y croisent dans une promiscuité que les appelés n'ont pas oubliée. Sur le quai de la Joliette, ils embarquent sur les ferries réquisitionnés pour l'occasion. *Ville d'Oran, Ville d'Alger, Sidi Bel Abbès, Sidi Feruch* les projettent déjà sur l'autre rive. Pour beaucoup c'est la première fois qu'ils prennent la mer. Pieds à terre. Distribution du fascicule "*Servir en Algérie*" vantant les bienfaits de la colonisation et proposant quelques mots d'Arabe. Mais, les appelés découvrent une réalité qui s'entrechoque avec l'imaginaire colonial.

La découverte de l'Algérie intérieure révèle un pays aussi beau que cruel. Sur la cote ou dans les alentours, les appelés sont séduits par les paysages. Les étendues de vignes et d'orangers font croire à un Eden français. Plus ils s'enfoncent dans le Sud ou les zones montagneuses, plus cette beauté se teinte de tourments. Le souffle du Sirocco brule et les falaises sont abruptes. Puis voilà les premières traces du conflit : des poteaux sciés en bord de route, des champs calcinés, des enfants ramassant des racines, un cadavre dans un fossé. Ils entendent les premiers récits d'embuscades et de copains égorgés. L'embuscade de Palestro occupe une place particulière dans la mémoire des appelés. Le 18 mai 1956, une patrouille est décimée. Les corps mutilés de 17 soldats sont retrouvés les organes génitaux dans la bouche. Ils sont filmés et photographiés. Le 5e bureau d'action psychologique en fait un instrument de communication pour souligner la violence du FLN et la nécessité d'entrer pleinement dans la guerre[534].

d. Les Français d'Algérie : des colons aux petits pieds-noirs

Les appelés font la rencontre avec leurs compatriotes d'Algérie qu'ils croisent dans les cafés des villes durant leurs permissions, dans les casernes où certains font aussi leur service ou en mission lorsqu'ils doivent protéger leurs fermes. Ils se connaissent peu et de nombreux stéréotypes

---

533 *Ibid.*
534 *Ibid.*

précèdent cette rencontre. Les appelés sont très critiques vis-à-vis de *« ceux qui font suer le burnous »*. Ils peuvent avoir l'impression d'être impliqués dans une guerre pour protéger les privilèges des colons dont ils dénoncent l'égoïsme, le racisme et la cupidité[535]. Ainsi, *l'histoire du verre d'eau* revient régulièrement. Assoiffé, un appelé s'approche d'une ferme pour demander à boire. Le colon lui refuse. Cette histoire est emblématique de la construction d'un récit mémoriel *a postériori.* Dans l'immensité des vécus, une anecdote émerge et circule pour ensuite être appropriée par un grand nombre de témoins. Elle permet de se placer en victime et de mettre à distance la responsabilité de la guerre qu'ils font porter aux colons. En miroir, les appelés apparaissent comme des sacrifiés pour sauver un monde colonial ne méritant pas leurs efforts[536]. Ces portraits des Français d'Algérie évoluent avec le temps. Les travaux de recueils de témoignages réalisés par Anne Roche réalisés en 1992, par Claire Mauss-Copeaux en 1998, par Andrea Brazzoduro en 2011, et par l'ONAC-VG en 2019, témoignent d'une transformation des propos sur les Pieds noirs qui apparaissent davantage comme le petit peuple des faubourgs d'Alger, modestes et victimes du système colonial. Ces récits se recomposent à mesure que la société française découvre cette histoire et que se fait le travail des associations de rapatriés pour réclamer leur statut de victimes[537].

e. Les Algériens : de l'ennemi informe au digne adversaire

La rencontre avec les Algériens est aussi précédée de nombreuses images ambivalentes forgées par l'idéologie coloniale. L'Algérien est à la fois l'enfant que la France prend par la main sur le chemin de la civilisation, le pauvre enfermé dans le Moyen Age, cette femme offerte aux désirs, le partenaire de combats et l'Arabe fourbe, invisible, prêt à surgir un couteau entre les dents. En débarquant en Algérie, les appelés viennent accomplir une promesse républicaine et découvrent la réalité d'un terrain colonial. La confrontation à la pauvreté et aux inégalités choque les jeunes Français[538]. Les campagnes clochardisées, les camps et les bidonvilles offrent l'occasion d'une critique comme d'une confirmation du discours colonial[539]. Les appelés peuvent comprendre l'échec de la République mais aussi assimiler la vision stéréotypée de l'Arabe pauvre, sale, paresseux, incapable, empêché par des croyances archaïques.

La figure de l'ennemi est d'abord circonscrite au hors-la-loi, mais au fil de la guerre elle se

---

535 *Ibid.* ; Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit.
536 Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit.
537 Brazzoduro (A.), « Postcolonial Memories of the Algerian War of Independence, 1955-2010: French Veterans and Contemporary France », *Modern French Identities*, (86), 2012 p. 275-300. ; Brazzoduro Andrea, *Soldati senza causa : Memorie della guerra d'Algeria*, Roma, Laterza, 2012 ; Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit. ; Roche (A.), *« Je vous le raconte volontiers, parce qu'on ne me l'a jamais demandé » : Autobiographies d'appelés en Algérie*, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, 1992.
538 Jauffret (J.), *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, op. cit.
539 Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit.

généralise et devient omniprésente. *Tous suspects*. En isolant la population algérienne des combattants, l'appareil répressif français contribue paradoxalement à voir dans chaque civil algérien un soutien au FLN. L'ennemi devient une masse informe incluant tous les Algériens, y compris les supplétifs. Là-haut sur les pitons, les appelés doivent leur survie à ces hommes dont ils se méfient[540].

Les appelés ont longtemps eu des difficultés à nommer les Algériens. Une trentaine de termes, la plupart dépréciatifs, témoignent des représentations coloniales : rebelles, fellaghas ou hors-la-loi sont les mots de l'époque, ils côtoient souvent *fell, fellouzes* et *bougnoules*[541]. Avec le temps, les récits des appelés intègrent un vocabulaire plus objectif. Les termes Algériens, combattants ou simplement FLN ou ALN se font plus fréquents. Dans leur travail de mémoire, les appelés font donc une entreprise de rétablissement des Algériens dans leur humanité. En leur donnant les noms de l'histoire, ils démontrent que les travaux des historiens infusent et témoignent d'un affranchissement de l'idéologie de l'époque.

B. Faire la guerre en Algérie

Sur le plan militaire, les appelés font à la fois des expériences assez classiques que modernes. Les hélicoptères, la radio, l'action psychologique et le renseignement les plongent dans une guerre nouvelle. Selon la logique contre-révolutionnaire, l'enjeu c'est le contrôle de la population. Cette stratégie les implique dans l'appareil répressif français et ses multiples franchissements de la légalité. Combattre, soigner, éduquer, torturer : tout cela fait partie d'un même monde duquel les appelés sortent inégalement transformés.

a. Combattre, éduquer, soigner

Au début du conflit, les appelés sont principalement utilisés pour construire et garder les 7 000 postes et quadriller la Kabylie et le Constantinois. Les récits disent l'ennui. Il n'y a pas de front et l'ennemi est invisible. On suit la routine de la compagnie. Réveil au clairon, levée du drapeau, déjeuner rudimentaire, cigarettes Bastos, décrassage, vaine tentative de se débarrasser du sable et de la sueur, gymnastique, arrangement du poste, peut-être une visite au village, intendance et préparation de la sortie de cette nuit. Ceux qui sont désignés partent après le repas. Les autres montent la garde. Retour des copains quand tout va bien, c'est-à-dire quand il ne se passe rien. Le dimanche, repos. Les départs et arrivées des convois cassent la routine. Ils amènent le courrier et parfois des Gauloises.

540 Brazzoduro (A.), « Postcolonial Memories of the Algerian War of Independence, 1955-2010 », *art. cit.*
541 Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit.

Le calme avant la tempête. Les appelés découvrent le conflit par tâtonnement. Ils racontent vite leur rencontre avec la guerre et parfois la mort dans une embuscade et la poursuite d'une katiba. Ils apprennent à se familiariser avec le terrain que leur ennemi maitrise bien mieux qu'eux. En cela, les équipes d'élites sont mieux adaptées à ces combats. Elles prendront une place centrale dans le dispositif répressif. Le mot de la guerre, c'est le crapahutage : une longue marche en terrain difficile. Dans le meilleur des cas, les appelés partent quelques heures mais cela peut durer plusieurs jours. Ils racontent la fatigue, les 20 kg sur le dos, la chaleur, la soif et ce sable dans la bouche dont ils n'arrivent plus à se débarrasser. « *En Algérie, la mort frappe plus rarement mais elle rode partout* »[542]. La relative tranquillité de la routine peut être rompue à tout moment par un colis piégé, un obus enterré sous la piste ou des tireurs embusqués. Chaque relief, chaque virage et ce cadavre d'âne sur la route peuvent annoncer la déflagration. Dans un savant mélange d'instincts et d'acquis, s'enclenche alors la réaction qui les mettra à couvert, permettra de faire feu sur ces ombres et de tuer peut-être pour la première fois.

Leur rapport au monde est modifié. Les paysages, les odeurs, les goûts, les matières les plongent dans un environnement sensoriel spécifique. L'entrée dans une culture de guerre les éloigne de la ferme familiale. L'esprit de corps offre une nouvelle famille. Les frontières se brouillent, le bien et le mal s'inversent, plongeant certains dans une folie diffuse mais profonde, un désert mental où le sommeil se fait rare et la haine s'endurcit pour n'accepter que le compagnonnage de l'horreur. Le quotidien offre néanmoins de nombreux échafaudages auxquels se raccrocher pour rester sains d'esprit. Les lettres rythment les jours et maintiennent le lien avec ceux qui ne sont pas en guerre. La religion, l'écriture, les convictions, les amitiés et les permissions sont des refuges ayant permis de ne pas sombrer et de faire de *la quille* un horizon.

La guerre d'Algérie ne se résume pas aux expériences combattantes. Une dizaine de milliers d'appelés sont affectés à des taches sociales pour encadrer la population. Les diplômés ouvrent ou restaurent des écoles. De 1954 à 1962, le taux de scolarisation dans les campagnes passe de 15 à 50%[543]. L'école est un enjeu de la guerre. La France pense convaincre des bienfaits de sa présence. Le FLN en interdit la fréquentation. Dans les camps et les campagnes, médecins, dentistes, infirmiers, auxiliaires de santé improvisés déploient l'AMG – Assistance Médicale Gratuite. Ces équipes construisent des hôpitaux, parcourent les routes pour consulter et vacciner à la chaîne. Ils sont ces fameux « *toubib* » exerçant avec peu de moyens alors que les populations rurales sont dans une grande précarité sanitaire.

---

542 *Ibid.*, p. 100.

543 Jauffret (J.), *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, op. cit.

b. La brutalisation

La guerre d'Algérie n'étant pas formellement une guerre, les conventions internationales régissant les droits des belligérants ne s'appliquent pas. Opération de police, la guerre d'Algérie relève du droit commun. Ce dernier est rapidement détourné par la législation d'exception de l'état d'urgence (1955) et des pouvoirs spéciaux (1956). En déléguant le maintien de l'ordre à l'armée, le politique et les civils s'effacent progressivement devant les militaires. La logique policière d'une violence légitime sur des gouvernés cède le pas à une logique militaire d'une victoire sur l'ennemi[544]. Le cadre légal permet à l'armée d'arrêter, d'assigner à résidence et bientôt de rassembler dans des camps les individus sans l'aval de la justice civile. La justice militaire s'autosaisit, ne s'embarrasse pas de défenseurs et à partir de 1960 instaure ses propres procureurs[545]. En Algérie, l'armée devient omniprésente. Elle fait la loi, l'applique, réprime, juge, éduque et soigne. L'absence de contre-pouvoirs et le déplacement du cadre légal favorisent l'émergence et la diffusion de pratiques illégales mais tolérées voire encouragées. Au nom de l'efficacité, le droit se plie devant le principe de réalité[546].

Dès 1955, la lutte contre les rebelles justifie leurs exécutions s'ils sont « *pris les armes à la main* » ou tentent de s'enfuir. Les exécutions sommaires et les assassinats de prisonniers, ces fameuses *corvées de bo*is, se répandent. Elles seraient à l'origine de 15% des assassinats d'Algériens[547]. Le chef rassemble les conscrits dans la cour. Voilà un prisonnier un peu trop abimé. Un appelé est désigné. Il faut marcher loin des regards puis tirer. Certains se sont pliés à l'exercice. D'autres, fermant les yeux, ont laissé le prisonnier s'enfuir. La répression aveugle s'intensifie après les assassinats du 20 aout 1955 dans le Constantinois. Les pratiques de représailles collectives sur les villages qui auraient hébergé ou vu passer des combattants se multiplient. Les visites par les militaires sont l'occasion de fouilles, interrogatoires, humiliations et exactions (bombardements, exécutions sommaires, viols et tortures).

Les viols constituent une violence spécifique. L'environnement dans lequel évolue les soldats exacerbe les valeurs viriles rendant le viol possible voire désirable. S'il est exercé collectivement il peut apporter une cohésion au groupe. Raphaëlle Branche rappelle les trois logiques du viol en Algérie : conquérir, occuper et vaincre. Les femmes algériennes appartiennent à la figure de

---

544 Branche (R.), *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962.*, Paris, Gallimard, coll. « La suite des temps », 2001.

545 Thénault (S.), « Armée et justice en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 57, 1998 ; Thénault (S.), *Une drôle de justice : Les magistrats dans la guerre d'Algérie : Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, coll. « Poche/Sciences humaines et sociales », 2017.

546 « *Ce sont les règles de droit qui doivent s'accommoder d'une réalité que l'on a refusé d'entrée de jeu d'encadrer par les lois de la guerre, seules à même de régir une situation d'affrontement violent entre deux parties*" Thénault (S.), « Armée et justice en guerre d'Algérie », *art. cit.*, p. 111.

547 Jauffret (J.), *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, op. cit.

l'ennemi. Elles sont un moyen de l'atteindre et de toucher toute la communauté. Le viol en plus d'être une violence contre les femmes est une « *castration symbolique des hommes* »[548]. Il touche à l'appareil anthropologique de filiation. Il est tu par les victimes et caché par le groupe car il signifie une incapacité à protéger les femmes. Avec la massification de la figure de l'ennemi, les femmes deviennent suspectes. Elles sont soupçonnées de cacher des armes et d'avoir des informations sur leurs maris ou leurs fils et subissent des arrestations et des interrogatoires spécifiques. La généralisation de la torture dans l'appareil répressif s'accompagne d'une multiplication des violences sexuelles. Les parties génitales sont presque systématiquement touchées et les pénétrations à l'aide d'objets font partie de l'attirail du tortionnaire. Les autorités militaires n'encouragent pas l'usage du viol et aucun texte n'en fait une stratégie militaire[549]. Les viols, lorsqu'ils sont signalés, sont sanctionnés par la justice militaire mais la plupart de ces crimes restent tus. L'arrestation, le viol et la torture de la militante Djamila Boupacha en 1960 est l'occasion d'un procès médiatique important.

La logique contre révolutionnaire implique le contrôle et l'isolement de la population des rebelles. L'armée crée des zones interdites desquelles toute la population est évacuée. Les déplacés sont internés dans des camps dits de regroupement. Pratique d'abord illégale mais tolérée, elle est institutionnalisée avec les pouvoirs spéciaux. En 1961, on compte 2 392 camps ayant accueillis près de trois millions de personnes soit 30% de la population algérienne et 50% de la population rurale[550]. Les camps de 1944 n'étant pas très loin dans la mémoire, ils sont présentés comme des villages d'accueil pour les réfugiés, victimes des agissements du FLN. Privés de leurs sources de revenus et de leurs réseaux de sociabilité, les internés sont déracinés. La promiscuité, le manque d'hygiène, les maladies et la misère choquent les appelés qui servent dans les SAS – Sections Administratives Spécialisées – assurant l'encadrement de ces populations. Les camps sont un échec politique et militaire. La misère des populations rurales les pousse dans les bras du FLN. Les camps sont dénoncés publiquement dès 1959 par le rapport de Michel Rocard relayé par la presse française. Les responsables civils et politiques, notamment Edmond Michelet et Paul Delouvrier, réclament l'arrêt des regroupements mais les militaires persistent. Le nombre de camps continue de croitre avec pour justification l'intention de créer 1 000 villages modernes pour les Algériens. A l'indépendance, ces camps s'ouvrent et doivent se défaire d'eux-mêmes. Ils donnent à l'Algérie un nouveau visage. Les millions d'internés se déplacent. Ils regagnent les zones interdites où les champs et villages sont parfois détruits. Beaucoup gagnent les villes précipitant l'exode rural.

---

548 Branche (R.), « Des viols pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 75 (3), 2002.
549 *Ibid.*, p. 130.
550 Ageron (C.-R.), « Une dimension de la guerre d'Algérie : les "regroupements" de populations », *art. cit.*

c. De la torture en guerre d'Algérie

La torture a toujours fait partie du système policier colonial mais le rôle du renseignement dans le dispositif de répression en guerre d'Algérie entraine sa « *banalisation* »[551]. *« La torture n'est pas un dérapage mais un système rendu possible par la manière dont la guerre est pensée et menée. Les pouvoirs politique et militaire fournissent les structures matérielles et les justifications idéologiques. Elles sont soutenues par une vision du monde, des Algériens et de la guerre qui crée un climat incitatif à la violence* »[552].

Raphaëlle Branche distingue quatre phases de déploiement. De 1954 à 1956, la torture s'installe dans la guerre aux côtés d'autres violences non conventionnelles. Le cadre légal rend cette pratique permissible[553]. Efficace, elle s'impose comme nécessaire. La recherche de renseignement devient le préalable à toute action militaire ou policière. A partir de 1957, la torture est une nouvelle manière de faire la guerre. Engagé dans une guerre où tous les Algériens se confondent, le général Salan autorise les enlèvements et les "*interrogatoires poussés à fond et immédiatement exploités* »[554]. La guerre en milieu urbain pour contrer le terrorisme offre un terrain fertile à sa diffusion[555]. Pendant la Bataille d'Alger (1957), le pouvoir politique confie aux parachutistes de Massu les pouvoirs de police. Ces derniers importent en ville leurs pratiques des Djebels pour éradiquer les réseaux FLN. « *L'armée s'engage progressivement et la nation avec elle dans une guerre hyperbolique où l'action cesse d'être un moyen pour devenir un but* »[556].

Cette période de banalisation de la torture est aussi celle des oppositions[557]. Si des appelés ont participé et ont été témoins de torture, ils sont aussi les premiers à les dénoncer. Certains en font un point de rupture et désertent. Leurs témoignages sont publiés dans La Croix, Témoignage Chrétien, l'Express, l'Observateur, Esprit et aux Editions de Minuit. *La question* de Henri Alleg est certes saisie mais elle circule. La démission du Général Paris-de-la-Bollardière pour dénoncer la torture éveille les consciences. En 1957, la société française sait. Mais le pouvoir politique, ayant perdu la main sur l'armée, ferme les yeux.

L'arrivée du Général de Gaulle ne change pas grand-chose. Il doit rendre des comptes à ceux qui l'ont porté au pouvoir et confie à Salan, donc aux militaires, les pleins pouvoirs en Algérie. A partir de 1959, la nomination du général Challe et de Paul Delouvrier au Gouvernement Général

---

551 Branche (R.), *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962.*, op. cit.
552 *Ibid.*, p. 423.
553*« C'est parce que cette guerre s'inscrit dans une légalité qui ne peut pas être celle du temps de paix, mais qui n'est pas non plus celle du temps de guerre que des actes habituellement illégaux sont autorisés implicitement* » *Ibid.*, p. 109.
554 Directive générale du 19 janvier 1957
555 *« L'exigence du renseignement, conjuguée au racisme métropolitain et pied-noir, et alimentée par la peur de l'autre entraîne la diffusion de la pratique de la torture* » Branche (R.), *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962.*, op. cit., p. 22.
556 *Ibid.*, p. 111.
557 Jauffret (J.), *La guerre d'Algérie: Les combattants français et leur mémoire*, op. cit., p. 92.

annonce une tentative de rétablissement d'une frontière entre le civil et le militaire. Néanmoins, le Plan Challe porte la guerre à outrance. Le renseignement reste la pierre angulaire du dispositif. L'efficacité continue de faire plier la légalité. A partir de 1960, Raphaëlle Branche note une amélioration lente et imparfaite de la situation. Le putsch est un moment de prise de conscience pour le gouvernement. Les épurations qui s'en suivent permettent de remettre l'armée au pas. Le choix politique de l'autodétermination offre aussi un horizon de sortie de guerre. Se recrée un cadre plus classique, plus normé où les pratiques de torture peuvent même être sanctionnées.

La torture se pratique dans des centres spécialisés. Jean-Charles Jauffret en dénombre 584. Des unités spécialisées, principalement les DOP (Détachements Opérationnels de Protection), sont chargées des interrogatoires. La torture se pratique aussi *in situ* lors des patrouilles et des crapahutages. Des appelés, minoritaires, ont consenti à travailler dans ces centres ou à se spécialiser dans les interrogatoires. Les témoignages sont rares : "*J'avais réalisé qu'au spectacle de ces hommes se tordant de douleur, ma gorge se desséchait, tandis que ma salive prenait une saveur et une consistance étranges. J'avais pris conscience que c'était du plaisir que j'éprouvais, pas encore de la jouissance, en même temps qu'un sentiment de puissance, de domination, d'invulnérabilité* ».[558] La très grande majorité des appelés fait le choix de l'impuissance et du silence. Ils observent, savent, voire peuvent livrer un prisonnier à ses tortionnaires, ou participer à son tabassage. Les deux tiers en auraient été témoins[559].

d. Les soldats du refus

Quelques milliers de jeunes Français ont refusé de faire leur service militaire. Dans la France des années 1950, les cadres politiques soutenant l'insoumission sont pourtant faibles. Tous les partis et les principales organisations de la société civile soutiennent l'effort de guerre. Le PCF, s'il est contre la guerre, n'appelle pas à l'insoumission. L'Eglise ne se prononce pas. Seul l'UNEF en 1961 appelle les étudiants à ne pas se rendre en Algérie. En septembre 1960, le manifeste des 121 est l'une des rares prises de position appelant à l'insoumission. L'opposition à la guerre se manifeste dans le refus de l'enrôlement[560], la désertion des rangs[561] ou le refus d'obéissance à un ordre ou de porter les armes[562]. La répression est lourde. Les réfractaires sont systématiquement condamnés et envoyés en prison en Algérie afin que les procès en métropole ne servent pas de marchepied à la

558 Cômes (J.-P.), *Ma guerre d'Algérie et la torture: j'étais lieutenant dans les DOP*, Paris, France, 2005, p. 56.
559 Branche (R.), « La dernière génération du feu ? », *art. cit.*
560 Tramor Quemeneur en ressence un millier mais entre 50% et 70% des jeunes Algériens n'aurait pas fait leur service militaire.
561 Tramor Quemeneur en dénombre 886. Ils risquent la prison voire l'exécution. Les appelés Algériens auraient été 6 000 à déserter.
562 Seulement 420 cas ont été signalés de 1954 à 1962. Mais les oppositions aux chefs devaient en partie se régler sur place via l'isolement et l'humiliation en faisant l'économie de démarches disciplinaires. Ces oppositions sont de plus en plus nombreuses après la crise morale de 1957 et à partir de 1960.

contestation. L'Etat poursuit et censure les soutiens à l'indépendance, les critiques de la torture et les appels au refus du service. Malgré leur caractère minoritaire, les objecteurs de conscience ont marqué la culture politique française. Dès 1963, l'objection de conscience est reconnue comme un motif de refus du service militaire.

La guerre d'Algérie est un « *marqueur de génération* » et un moteur de politisation pour la jeunesse de l'époque[563]. L'engagement pour ou contre le conflit produit des effets politiques durables, fondateurs d'identités collectives et de cultures politiques entrainant une réorganisation des systèmes de référence[564]. Les mouvements d'opposition en 1957 puis en 1960-1962 donnent naissance à une génération de jeunes militants en marge des structures syndicales ou partisanes traditionnelles. Ces militants gravitent autour des comités de soutiens aux prisonniers, des jeunes communistes, de l'union de la gauche socialiste et de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)[565].

e. Séquelles

25 000 morts, 33 000 blessés. Reconnues en 1992, les séquelles psychiques concerneraient un quart des appelés[566]. La guerre est une fêlure. Elle plonge nombre d'entre eux dans l'angoisse, la dépression, les syndromes post-traumatiques, l'hyperémotivité et l'alcoolisme. Les bruits des rideaux de fer, des feux d'artifice ou des youyous les ramènent aux villages partant en fumée. Les insomnies et les cauchemars sont hantés par les corps déchiquetés, les hurlements et le souffle des hélicoptères comme si les appelés étaient définitivement marqués sensoriellement[567]. Ces troubles pèsent sur les familles où les difficultés affectives nuisent aux relations infrafamiliales. Combien de violences confinées ? Combien de divorces ? Combien de suicides ? Les hommes sont revenus brutalisés et violents. Le rapport à l'autre comme à soi est altéré. Ils ont aussi rapporté un racisme particulier dans lequel ils étaient conditionnés et qui se reporte, en France, sur leur vision des immigrés et de leurs enfants, amalgamés à la figure de l'ennemi[568].

C. Le retour des appelés dans les foyers

Vient le temps du retour, sans gloire et sans fanfare. Pas de comité d'accueil pour célébrer les

---

563 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Colin, Paris, 1993, p. 182.
564 Sabot (J.-Y.), *Le syndicalisme étudiant et la Guerre D'Algérie: L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*, Paris, Editions L'Harmattan, 2000.
565 « *L'opposition à la guerre est une opposition à l'emprise effrayante que la guerre pouvait avoir sur cette jeunesse enrôlée et annexée dans le conflit* » Bantigny (L.), « Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 8 (2), 2007.
566 Branche (R.), *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?*, op. cit.
567 *Ibid.*, p. 334.
568 Dosse (F.), *Les héritiers du silence : enfants d'appelés en Algérie*, Paris, Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2012, p. 85.

soldats d'une guerre perdue. Les structures traditionnellement mises en place dans les sorties de guerre ne sont pas déployées en 1962. Le retour des soldats à la vie civile n'est pas ritualisé. Le manque de cadres sociaux installe un triple silence ; individuel, social et politique. Mais silence ne signifie pas une absence de discours. En famille, dans les médias ou les associations, des récits se construisent et se transmettent. Depuis les années 1990, une reconfiguration des conditions de transmission permet une libération de la parole

a. Une archéologie du silence

Les différents travaux sur la mémoire des appelés illustrent le caractère social du silence. Il se niche d'abord dans l'expérience même de la guerre. La propagande et la censure ont un impact non négligeable. Dès les premiers jours, les appelés savent ce dont ils peuvent parler (le soleil, les paysages, le peuple algérien, les colons) et ce dont on ne parle pas (les combats, l'ennemi invisible, la torture, les exactions). En Algérie, ils vivent une expérience de déréalisation. « *Ils sont pris dans la contradiction d'un vocabulaire en décalage complet avec leur vécu*"[569]. Ils peinent à nommer les choses. Leur vocabulaire est souvent plein d'euphémismes. Les mots de la guerre sont indicibles et inaudibles dans une société qui a choisi la paix. La honte et la culpabilité favorisent aussi le silence.

Au sortir de la guerre d'Algérie, la société française a beaucoup changé. Elle offre peu de cadres sociaux pour parler du conflit. Les appelés ne sont pas soutenus par des politiques d'accueil et de réinsertion. L'absence de justice, de reconnaissance et de commémorations prolonge l'expérience de déréalisation. Aucun discours public ne permet de comprendre ce qu'ont vécu les soldats. La guerre n'en est pas une et ne sera reconnue comme telle que trente-sept ans plus tard. Cette situation prive la société française d'occasions publiques de mise en récit. Partis deux ans, les appelés découvrent une France transformée par les voitures, la télévision, la société de consommation et la culture jeune. Ce qu'ils ont à dire intéresse peu. La France est projetée dans la modernité. L'Algérie appartient au passé.

Les appelés parlent peu à leurs familles. Pendant la guerre, leurs lettres abordent rarement les sujets qui les préoccupent. Leurs permissions ne sont pas non plus l'occasion de parler. Au retour, la guerre a créé une faille entre eux et les membres de la famille. L'enjeu est donc de retrouver leurs proches. L'oubli et le silence permettent de mettre entre parenthèses les expériences distinctes et de retrouver du commun[570]. L'évocation de la guerre viendrait bousculer les certitudes et les équilibres familiaux. Personne ne veut de ces hommes désaxés. Oublier l'Algérie permet de se

---

569 *Ibid.*, p. 32.

570 "*J'ai repris place autour de la table familiale et mangé la soupe familiale comme avant de partir*", Branche (R.), *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?*, op. cit., p. 241.

conformer aux rôles sociaux de fils, de fiancé ou de mari, et bientôt de père. Le retour des appelés est à replacer dans une période où ils construisent une nouvelle famille et changent de position sociale. L'Algérie s'est placée dans les plis de cette période de transition vers la vie d'adulte. Puis, les rôles sociaux évoluent[571]. Le système de valeurs, notamment le modèle familial dans lequel les appelés ont été socialisés est rapidement questionné par les changements sociétaux des années 1960. La figure du père est contestée. Cela affecte la transmission d'une expérience algérienne dont le caractère colonial, autoritaire, militariste, viril la renvoie à un monde révolu. Raphaëlle Branche a montré combien les silences dépendent des configurations familiales. Dans les familles où l'expérience algérienne n'a pas perturbé les équilibres familiaux, les silences voisinent des récits plus explicites. Il est possible de parler de l'Algérie. Lorsque le récit sur le vécu algérien perturbe ces équilibres, alors un silence de protection s'installe. A mesure que les configurations individuelles, familiales et sociales évoluent, une sortie du silence est néanmoins possible.

Avec près de deux millions de soldats, un quart des foyers français de l'époque est concerné par l'envoi d'un proche en Algérie. Dans ces familles, l'Algérie devient un élément à la fois étranger et familier. Elle reste inintelligible et confinée dans le silence mais est présente à travers des objets et le comportement des anciens-combattants. Les traces visibles comme les photos, les produits artisanaux, la nourriture, les mots d'Arabe ou les anecdotes renvoient à l'Algérie mais rarement à la guerre. Le tempérament des anciens-combattants dessinent une zone sensible à ne pas explorer. Ces traces livrent une ambiance mais sans légende[572].

b. Retrouver la voie des mots

Comme pour les autres acteurs, les appelés s'organisent en associations pour forcer l'Etat à sortir de son silence[573]. Elles obtiennent la reconnaissance du titre d'anciens combattants et des pensions (1974), celle des troubles psychologiques (1992), de la guerre (1999) et du 19 mars 1962 (2012). Le combat continue sur d'autres dossiers, notamment les indemnisations des irradiés du Sahara. Mais la diminution des effectifs d'année en année signe la fin de leur influence politique. Afin de gagner ces combats, les associations ont construit des récits sur l'expérience des appelés, exerçant parfois une pression discursive sur les mémoires individuelles. Les expériences complexes

[571] « *Les anciens d'Algérie se situent à l'articulation entre deux mondes à une époque où bougent les fondements des familles françaises.* » *Ibid.*, p. 372.
[572] *Ibid.*, p. 384.
[573] La Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie (FNACA). L'Union Nationale des Combattants – UNC. La CATM - Combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc. L'ARAC – Association Républicaine des Anciens Combattants. Enfin, il faut noter la création en 2004 de l'association 4ACG – Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre regroupant des appelés reversant leurs pensions à des projets de développement en Algérie.

s'effacent devant les discours normés et efficaces[574]. Ces discours ont d'abord forgé des représentations sur des combattants avant de mettre en avant des victimes, permettant aux appelés de prendre de la distance par rapport à l'image du tortionnaire. Les combats gagnés par les associations créent néanmoins des occasions publiques de mise en récit. La reconnaissance institutionnelle ouvre la possibilité d'une reconnaissance familiale.

Dans les années 1990 – 2000, les appelés retrouvent progressivement les mots. L'historiographie progresse. Les documentaires se multiplient[575]. Internet permet d'écrire et de partager facilement son expérience. Les débats sur la torture dans les années 2000 provoquent une prise de conscience collective[576]. La boite s'ouvre. On parle d'eux. Les enfants vont poser des questions. Cette configuration autorise des sorties du silence pour la nier comme pour apprendre à en parler. En refusant de reconnaitre les faits et les responsabilités, le politique a longtemps laissé les individus seuls face à leurs souvenirs et à leur conscience. Sans dédouaner les responsables, la déclaration du Président de la République, Emmanuel Macron, le 13 septembre 2018, reconnaît la responsabilité du politique et de l'armée dans l'instauration d'un système dans lequel la torture s'est généralisée. Elle libère ainsi la conscience de ceux qui n'ont rien fait. La culture s'empare du sujet et permet une homogénéisation du langage entre générations. Il devient possible de s'entendre sur le sens des mots et de partager les expériences du passé. L'évolution des représentations sur les anciens-combattants vers la figure des victimes facilite les prises de parole. Les familles comprennent en partie ce qu'elles ont traversé. Le silence devient d'ailleurs l'objet même du discours.

Ces années 2000 correspondent également au départ à la retraite des anciens combattants. Cette transition est l'occasion de penser au chemin parcouru, de dégager du temps pour s'investir dans des associations ou écrire. L'écriture dans ces années est un phénomène massif témoignant de cette nécessité de se réapproprier les récits[577]. Le changement générationnel entraine des reconfigurations familiales. Libérés de la pression paternelle, les appelés se confient davantage. Les questions des petits-enfants offrent souvent la première occasion de transmission. Certains descendants font des démarches pour comprendre cette histoire et ses conséquences. Ils éclairent

---

574 *« Une mémoire respectable, réductrice qui évacue tout élément non conforme aux normes implicites, perpétue le silence et décourage l'expression individuelle »*.Mauss-Copeaux (C.), *Appelés en Algérie: La parole confisquée*, op. cit., p. 50.

575 *La guerre d'Algérie* de Peter Betty (1990), *Les années algériennes* de Benjamin Stora (1991), *La guerre sans nom* de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman (1992)

576 Le témoignage de Louisette Ighilahriz dans Le Monde en juin 2000 fait réagir les généraux (Aussaresses assume et justifie, Massu reconnait et regrette, Bigeard nie), les intellectuels (Appel des douze contre la torture en 2001) et les politiques (Réactions des Premiers Ministres Lionel Jospin et Jean-Pierre Raffarin qui ne nient pas mais renvoient à des actes individuels). Un procès contre le Général Aussaresses, qui assume et justifie la torture, mobilise la scène judiciaire. La thèse de Raphaëlle Branche est publiée en 2002.

577 « *Par leurs récits, les appelés se réinscrivent eux-mêmes dans l'histoire et proposent à leurs descendants cette inscription en héritage* » Branche (R.), *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?*, op. cit., p. 415.

des zones d'ombres mais enclenchent aussi de nouveaux questionnements sur l'histoire familiale et collective.

V. Harkis : une mémoire cadenassée

Harki est un terme générique pour désigner les Algériens ayant été associés, de près ou de loin, au pouvoir colonial français en Algérie. Mais il regroupe une très large diversité de situations et d'expériences. Il englobe à la fois des combattants des forces supplétives utilisées par l'armée française pendant la guerre d'Algérie, mais aussi des élus (députés, sénateurs, maires, conseillers municipaux), des fonctionnaires, des auxiliaires coloniaux (bachaghas, caïds, aghas), des anciens-combattants de la seconde guerre mondiale, des militaires de carrière et certains civils ayant croisés la route de l'armée française. Tous ont la particularité d'être identifiés comme Algériens, appelés alors « Français musulmans », et d'avoir eu, à un moment donné, une histoire avec la France, la puissance coloniale. La grande majorité des harkis n'a ni choisi, ni trahi, les deux faces d'une même pièce. Ils sont le produit d'une société coloniale qui limite la puissance de choix des individus autant qu'elle l'instrumentalise. Mais ce lien avec la France devient déterminant si les indépendantistes algériens ou leurs suiveurs le jugent compromettant. Il devient une menace à la vie ou à la dignité de la personne impliquée, entraînant alors un départ pour la France[578]. On estime que 85 000 harkis auraient rejoint la France de 1962 à 1965 soit près de 150 000 personnes en incluant leurs familles[579]. La majorité des anciens supplétifs est restée en Algérie.[580] Une fois en France, tous les exilés Algériens ne deviennent pas harkis mais se diluent dans la société française. Ce sont les pratiques institutionnelles, mémorielles et politiques qui créent la catégorie harkis telle que nous la connaissons aujourd'hui[581]. En développant une architecture d'assistance, des contrôles spécifiques à ces populations, ainsi que des discours mémoriels aux accents patriotiques, les pouvoirs publics ont enfermé des individus dans une catégorie administrative d'exception aux forts effets d'assignation. De nombreux obstacles ont empêché la prise de parole des acteurs directement concernés par cette histoire. Depuis les années 1990, les mobilisations des enfants de harkis permettent une réécriture partielle de ces récits et une recomposition des représentations.

---

[578] .Hamoumou (M.), *Et ils sont devenus harkis*, Paris, Fayard, 1993. Wihtol de Wenden (C.), « Qui sont les harkis ? », *Hommes & Migrations*, 1135 (1), 1990. Charbit (T.), « Les Français musulmans rapatriés et leurs enfants ».

[579] Besnaci-Lancou (F.), Moumen (A.), *Les harkis*, Paris, Le cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008.

[580] Daum (P.), *Le Dernier Tabou : les « harkis » restés en Algérie après l'Indépendance*, Acte Sud., 2015.

[581] Les harkis sont une « *collectivité de pouvoirs public*s » Fabbiano (G.), « Devenir-harki : les modes d'énonciation identitaire des descendants des anciens supplétifs de la guerre d'Algérie », *Migrations Société*, (120), 2008.

A. Les harkis : des sujets coloniaux

Depuis 1830, l'armée française s'est toujours appuyée sur des forces supplétives en Algérie. Elle les intègre progressivement dans les fameux régiments de zouaves, de tirailleurs et de spahis de l'Armée d'Afrique[582]. En 1912, l'instauration du service militaire pour les « Français musulmans » généralise leur présence dans l'armée[583]. Des Algériens ont donc participé à la conquête de l'Algérie comme à d'autres conquêtes coloniales, à la guerre de 1870 contre la Prusse, aux deux guerres mondiales et à la guerre d'Indochine[584]. Dans les familles, la participation d'un père ou d'un grand-père à la bataille de Verdun ou de Monte Cassino inscrit une filiation avec la France. Pendant la guerre d'Algérie, la mémoire de ces expériences influence la perception d'un engagement auprès de l'armée française ou contre celle-ci.

a. Les supplétifs dans la guerre d'Algérie

Le recours massif aux forces supplétives s'inscrit dans le cadre de la guerre contre-révolutionnaire. Il faut faire la démonstration d'un ascendant numérique et psychologique, faire croire que la population algérienne se bat du côté de la France et que les indépendantistes sont minoritaires. Il faut faire nombre, dix contre un. Et le recrutement de supplétifs permet d'éviter celui des métropolitains. Enrôler les Algériens évite aussi qu'ils ne rejoignent le maquis. Ils sont en plus très utiles pour leur connaissance du terrain et de la langue. Les harkis guident, interprètent, collectent des informations, gardent des postes et participent aux traques, et cela sur l'immensité du territoire algérien. Le recours à des contrats courts et civils apporte une souplesse à l'armée lui permettant d'adapter ses forces en fonction des situations. Il est enfin économique car les harkis sont payés 2,6 fois moins que les appelés[585]. Au total, environ 160 000 personnes ont été recrutées dans les forces supplétives pendant la guerre d'Algérie. Les catégories sont extrêmement diverses et révèlent un millefeuille de situations et d'expériences[586]. Les contrats sont parfois civils parfois

---

582 Besnaci-Lancou (F.), Moumen (A.), *Les harkis*, op. cit.

583 Ageron (C.-R.), « Les supplétifs Algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 48 (1), 1995.

584 Meynier (G.), « Les Algériens et la guerre de 1914-1918 », *art. cit.* ; Recham (B.), « La participation des Maghrébins à la Seconde Guerre mondiale », *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte, 2014.

585 Un harki est en moyenne rémunéré 7.5 francs par jour (soit 1.14€) alors qu'un appelé reçoit un solde de 600 francs par mois, 20 francs par jour (soit env. 3€) Hautreux (F.-X.), « L'engagement des harkis (1954-1962): Essai de périodisation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 90 (2), 2006.

586 Les GMS (Groupes Mobiles de Sécurité) proposent des contrats civils mensuels du ministère de l'intérieur pour assister la police dans les campagnes (8 500 personnes) Les *moghaznis* accompagnent les militaires français des SAS (Sections Administratives Spécialisées), sous contrats civils semestriels relevant du ministère des affaires algériennes (19 700 personnes). Les harkis sont des contrats civils, d'abord journaliers, puis mensuels pour guider les militaires sur le terrain (63 000 personnes). Les UT (Unités Territoriales) rassemblent des Européens d'Algérie et des Algériens sous des contrats civils du ministère des armées pour des activités de surveillance et d'escortes (7 600 personnes). Les Groupes d'Auto-Défense (GAD) consistent en des groupements d'Algériens dans les villages, censés les défendre et informer l'armée des déplacements des rebelles. Il s'agit de personnes non rémunérées mais récompensées par des

militaires, journaliers ou mensuel, formels ou informels, rémunérés ou récompensés. Aux supplétifs, il faut ajouter environ 33 000 élus ou employés de l'administration coloniale et 65 000 militaires algériens engagés dans l'armée, soit près de 265 000 personnes. Entre 1954 et 1962, 240 000 Algériens font aussi leur service militaire, certains ont pu être considérés comme harkis[587].

b. Choisir la France ?

L'enrôlement des harkis répond à des motivations extrêmement diverses et principalement liées au contexte colonial qui place les Algériens dans une dépendance vis-à-vis de la France[588].

Le premier motif, c'est la nécessité. Sécuritaire d'abord, car passer sous la protection de l'armée française permet d'obtenir des armes et donc de protéger sa famille contre la guerre et toutes formes de violence, notamment celles du FLN contre ceux refusant de faire un choix franc en soutien aux indépendantistes, ce qui est différent du soutien à l'Indépendance. Des cas de double engagement ont été documentés avec des familles envoyant un fils au maquis et un autre dans l'armée pour s'assurer la protection des deux camps. La nécessité est ensuite économique puisque les Algériens enrôlés dans les forces supplétives sont majoritairement des hommes issus des milieux ruraux, pauvres et analphabètes. Les campagnes ont été extrêmement fragilisées par la colonisation et la guerre. La moitié des populations a été déplacée. L'absence d'accès à la terre prive les familles de revenus. Les contrats de harkis sont parfois le seul moyen de survivre.

Le second motif c'est l'obligation. L'armée française a pratiqué des enrôlements de force, intégrant, sous la menace, les prisonniers, les habitants d'un village ou les membres d'une tribu dans les forces supplétives. Des pressions, plus subtiles, consistent aussi à compromettre certains individus en les associant à l'armée (convocations à la caserne, interrogations, services rendus) pour les exposer aux soupçons du FLN et les intégrer ensuite aux forces supplétives.

Des tribus entières se sont aussi ralliées à la France pour préserver leurs intérêts ou par tradition, comme celle du Bachaga Boualam qui engage son clan au côté de la France et devient en 1958 Vice-Président de l'Assemblée Nationale. En 1962, il est « rapatrié » avec 700 personnes dans la commune de Mas Thibert, près d'Arles[589]. Les logiques d'enrôlement doivent en effet être replacées dans les contextes locaux. Selon les territoires et les villages, les situations sont extrêmement

---

faveurs. (62 000 personnes) Les unités musulmanes spéciales comprennent des anciens maquis ralliés à la France (Les forces K de Belhadj Djilali - 1 400 hommes et les Djounouds du général Bellounis - 3 500 hommes).

[587] Faivre (M.), *Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie : des soldats sacrifiés : des soldats sacrifiés*, Paris, Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1995.

[588] Ageron (C.-R.), « Les supplétifs Algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie », *art. cit.* ; Faivre (M.), *Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie : des soldats sacrifiés : des soldats sacrifiés*, op. cit. ; Besnaci-Lancou (F.), Moumen (A.), *Les harkis*, op. cit. ; Ceaux (D.), « « Aux harkis, la France reconnaissante » », 2018.

[589] Fabbiano (G.), *Les harkis du bachaga Boualam*, La Découverte, 2014.

diverses. Des individus vivant dans des zones très touchées par les exactions de l'armée française, notamment celles de mai 1945, peuvent se rallier au FLN ou au contraire craindre de nouvelles représailles et choisir l'attentisme coupable aux yeux des indépendantistes. Inversement, des villages peuvent avoir été affectés par les exactions du FLN et chercher la protection de l'armée française. Enfin, la préservation d'une propriété, l'acquisition d'un terrain ou le prestige poussent certains individus à chercher le soutien du plus offrant. L'armée française, avec sa supériorité numérique et technologique apparaît objectivement comme un allié non négligeable.

La fidélité à la France, ou du moins une socialisation dans la France, a néanmoins conduit un certain nombre d'Algériens à ne pas s'opposer à la puissance coloniale. Pour les notables, les élites francophones, les fonctionnaires, les instituteurs et les membres de l'administration, la France est le cadre qu'ils ont toujours connu. Elle était là pour rester. Les anciens-combattants de 1914-1918 ou de 1942-1944 ont également en mémoire le combat pour la Libération. Ils ont une relation ambivalente à la France et à l'armée.

c. De l'impossibilité d'être Français

Le fil rouge de l'histoire des harkis est qu'indépendamment des pirouettes linguistiques ou des démonstrations patriotiques, ils restent perçus comme des Algériens. Cette perception a toujours justifié leur traitement différencié que ce soit dans le statut de soldats de seconde zone, l'absence de rapatriement ou leur encadrement dans des camps en France, alors même qu'ils sont Français.

A partir de 1958, l'ensemble des discriminations légales disparaissent entre Français d'Algérie et Français musulmans[590]. Dans une course contre la montre pour réduire les inégalités, l'ambitieux Plan de Constantine prévoie une série de réformes majeures sur la propriété agraire, le logement, l'éducation, le développement d'infrastructures et l'égalité salariale. La République introduit pour la première fois des critères religieux, via une politique de discrimination positive, qui réserve de 10 à 70% des postes dans les services publics au "Français musulmans d'Algérie"[591]. Pour sauver l'Algérie, la République se résout au pari de l'Egalité. Cependant, dans sa gestion des troupes et des populations, l'armée joue contre l'impulsion égalitaire. En 1962, elle distingue les « Français de souche européenne » des « Français de souche nord-africaine » pour définir qui reste Français et peut être « rapatrié » et qui devient Algérien[592]. Les harkis, indépendamment de leurs positionnements individuels, perdent la nationalité française et sont considérés comme « *indésirables* » et inassimilables.

---

590 Discours du Général de Gaulle à Alger, le 4 juin 1958 : « *Dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, … des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.* »
591 Shepard (T.), *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, op. cit.
592 *Ibid.* ; Spire (A.), Thave (S.), « Les acquisitions de nationalité depuis 1945 », 2012.

d. L'abandon et les massacres de harkis

A l'approche de l'Indépendance, le sort des harkis préoccupe les autorités civiles et militaires. Le général Ailleret dans le Constantinois avait développé un plan de replis des harkis en métropole. Robert Boulin, Secrétaire d'Etat aux rapatriés, avait proposé leur recensement et leur reclassement par l'armée française[593]. Mais l'intervention du pouvoir politique, à son plus haut-niveau, met un terme à ces projets. Le 8 mars 1962, Pierre Messmer, Ministre des Armées, rédige une note précisant les trois options à proposer aux harkis démobilisés : 1) l'engagement dans l'armée comme militaire, 2) un contrat civil de six mois renouvelables dans l'armée, avec en conséquence pour ces deux options, l'éloignement familial, ou 3) un licenciement avec prime. Cette dernière option est choisie par 82.5% des supplétifs[594]. De mars à septembre 1962, un chapelet de déclarations, notes, télégrammes et circulaires vient préciser la position du gouvernement sur les demandes de transfert des supplétifs en métropole. Le 3 avril 1962, lors d'une séance du Comité des affaires algériennes, le Général de Gaulle, Président de la République, donne le ton et qualifie les supplétifs de « *magma qui n'a servi à rien, et dont il faut se débarrasser sans délai* ». Les 12 et 13 mai, Louis Joxe, Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, produit un télégramme interdisant aux militaires le rapatriement de harkis suivi d'une circulaire de Pierre Messmer allant dans le même sens. Le 16 mai, ce dernier ordonne de faire rechercher les militaires et fonctionnaires qui rapatrient les harkis et prévient que les supplétifs débarqués en métropole seraient renvoyés en Algérie. Le 23 mai, en Conseil des Ministres, Louis Joxe précise la politique du gouvernement « *Les harkis veulent partir en masse. Il faut combattre une infiltration qui, sous prétexte de bienfaisance, aurait pour effet de nous faire accueillir des éléments indésirables.* »[595]. Le 21 juillet 1962, une ordonnance fixe d'ailleurs les modalités d'acquisition de la nationalité française des populations d'Algérie. Cette dernière "*retient comme critère le statut personnel des intéressés et non le lieu de naissance ou de résidence : les Français de statut civil de droit commun (autrement dit les « Pieds noirs » et certains musulmans ayant renoncé au statut de droit local) conservent de plein droit la nationalité française tandis que les personnes de statut civil de droit local ne peuvent acquérir cette nationalité qu'en fixant leur domicile en France et en souscrivant une déclaration de reconnaissance*"[596]. Pour les harkis, dont la plupart relevaient du droit local, rester Français implique de venir en France métropolitaine et d'en faire la demande devant un juge. Ils perdent la nationalité. L'exacerbation des violences en Algérie et l'arrivée de Georges Pompidou à Matignon permettent un changement d'orientation du gouvernement français. Le 19 septembre 1962, le nouveau Premier Ministre ordonne le transfert

---

593 Hautreux (F.-X.), « L'engagement des harkis (1954-1962) », *art. cit.* ; Ceaux (D.), « « Aux harkis, la France reconnaissante » », *art. cit.*
594 Hautreux (F.-X.), « L'engagement des harkis (1954-1962) », *art. cit.*
595 Pervillé (G.), *La tragédie des harkis : qui est responsable ?*, https://www.lhistoire.fr/la-tragédie-des-harkis-qui-est-responsable, consulté le 13 novembre 2018.
596 Spire (A.), Thave (S.), « Les acquisitions de nationalité depuis 1945 », *art. cit.*, p. 11.

des forces supplétives en France. 25 000 harkis sont ainsi légalement rapatriés en 1962 puis 40 000 les années suivantes[597]. 48 000 autres trouvent d'autres chemins vers la France via des filières informelles. Des soldats fidèles à leurs troupes désobéissent aux ordres pour sauver des vies. Des patrons souhaitant aider leurs employés négocient des places sur les bateaux.

En mars 1962, le feu ne cesse pas. Un climat anarchique s'installe sur l'Algérie. Les structures coloniales et l'économie s'écroulent. Les mouvements de population sont massifs. Les nombreux attentats de l'OAS créent une atmosphère de chao. Les Français partent. Le quart de la population algérienne sort des camps et regagne les villages. Une guerre civile s'installe entre les responsables politiques et militaires du FLN pour la prise de pouvoir. L'armée des frontières de l'ALN entre en Algérie et cherche à asseoir sa légitimité. A l'intérieur, chaque wilaya tente de garder la main sur son territoire. Enfin, les indépendantistes de la dernière heure, *les marsiens,* décuplent la violence contre les traîtres, réels ou supposés[598]. Si tous les harkis ne sont pas systématiquement visés par ces violences, entre 60 000 et 75 000 personnes auraient été assassinées[599].

Abderahmen Moumen distingue quatre phases de déploiement des violences en 1962[600]. Une première s'étend des Accords d'Evian, 19 mars 1962, au référendum du 3 juillet sur l'Indépendance de l'Algérie et comprend des exactions sporadiques sur tout le territoire du fait d'actes individuels ou collectifs. Durant cette période, la présence de l'armée française, tout comme les déclarations des chefs du nationalisme algérien prônant le pardon et l'apaisement, ont pu limiter les exactions. Une seconde phase correspond à la vacance du pouvoir en Algérie pendant l'été 1962. Durant cette période, la violence se généralise. Les harkis sont emprisonnés dans des centres ou des camps, torturés, parfois assassinés, utilisés pour le déminage et les vexations s'étendent aux familles. Des assassinats ont aussi lieu en métropole où les harkis étaient employés par les préfectures. Une troisième phase, d'octobre 1962 au premier trimestre 1963, correspond au premier gouvernement algérien d'Ahmed Ben Bella. Les violences s'intensifient avec la participation active de l'armée algérienne qui profite de cette occasion pour éliminer les opposants aux FLN, comme si tout

---

[597] Hautreux (F.-X.), « Quelques pistes pour une meilleure compréhension de l'engagement des harkis (1954-1962) », *Les Temps Modernes*, (666), 2011 ; Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit. ; Ceaux (D.), « « Aux harkis, la France reconnaissante » », *art. cit.*

[598] Hautreux (F.-X.), « L'engagement des harkis (1954-1962) », *art. cit.* ; Thenault (S.), *"Massacre des harkis ou massacres de harkis ? qu'en sait-on ?"*, http://histoirecoloniale.net/massacre-des-harkis-ou-massacres.html, consulté le 15 novembre 2018.

[599] ; Moumen (A.), « Violences de fin de guerre. Les massacres des harkis après l'indépendance algérienne (1962 – 1965) », in Marandet (M.-C.), dir., *Violence(s) de la préhistoire à nos jours : Les sources et leur interprétation*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études », 2011 ; Daum (P.), *Le Dernier Tabou : les « harkis » restés en Algérie après l'Indépendance*, op. cit. ; Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit.

[600] Moumen (A.), « Violences de fin de guerre. Les massacres des harkis après l'indépendance algérienne (1962 – 1965) », in Marandet (M.-C.), dir., *Violence(s) de la préhistoire à nos jours : Les sources et leur interprétation*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études », 2011.

opposant politique au régime devait, jusqu'à aujourd'hui, être associé à la figure du harki. Cette période voit le flot de réfugiés frapper aux portes des casernes françaises qui depuis le 19 septembre 1962 organisent le transfert de réfugiés. Les violences baissent en intensité au début de l'année 1963. Une dernière phase comprend les années 1963 et 1964 où les exactions sont plus sporadiques mais où s'organise la mise à l'écart des harkis de la société algérienne et de son histoire[601].

B. Les harkis : une construction institutionnelle

a. La France des camps : une continuité coloniale

Pour « accueillir » les harkis, la France déploie des dispositifs spécifiques, selon des modalités directement héritées de l'expérience coloniale[602]. Cinq camps dits de transit puis 69 hameaux de forestage vise à confiner, isoler et surveiller la population harkie[603]. 42 000 personnes passent par ces camps puis 10 000 environ par les hameaux. Entre juin et septembre 1962, les premiers camps du Larzac et de Bourg-Lastic accueillent respectivement 12 000 et 5 000 personnes. Ils sont rapidement surchargés. L'hiver est précoce et particulièrement rude. Les conditions de vie sont très précaires, marquées par la promiscuité, le manque d'hygiène et l'absence de chauffage. Dans la précipitation, ces deux camps sont fermés fin 1962. Les populations sont réparties sur les trois autres camps : Rivesaltes accueille 21 000 personnes jusqu'en 1964, Bias, 1 200 personnes en 1963 pour tomber à 690 en 1973, et Saint-Maurice-l 'Ardoise, 6 000 personnes en 1962 pour se stabiliser ensuite à 800 à partir de 1965. Ces deux derniers camps sont destinés aux "irrécupérables" et ne ferment qu'en 1976[604]. Ils accueillent les blessés physiques et psychiques, les veuves, les femmes seules, les personnes âgées, les handicapés, les inaptes au travail ou au milieu ouvert ainsi que leurs familles et leurs enfants.

Ces camps sont gérés par l'armée et directement inspirés des camps de regroupement en Algérie[605]. Le personnel est d'ailleurs recruté parmi les anciens militaires, les fonctionnaires coloniaux et les rapatriés, appréciés pour leur connaissance des affaires musulmanes. Le camp est une institution totalitaire. Les individus sont coupés du monde. Les entrées et sorties sont interdites

---

601 Daum (P.), « Enquête sur ces harkis restés en Algérie », *Le Monde diplomatique*, N° 733 (4), 2015.

602 Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit.

603 Les cinq camps : Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), le Larzac (Aveyron), Rivesaltes (Pyrénées Orientales), Saint-Maurice-l 'Ardoise (Gard) et Bias (Lot-et-Garonne

604 Le Service des Français d'Indochine et musulmans (SFIM) décrit la population de ces camps comme « *un véritable rassemblement de "déchets et de déshérités" de la population musulmane rapatriée d'Algérie*. Charbit (T.), « Un petit monde colonial en métropole: Le camp de harkis de Saint-Maurice-PArdoise (1962-1976) », *Politix*, 76 (4), 2006 ; Roux (M.), « Bias, Lot-et-Garonne : le camp des oubliés », *Hommes & Migrations*, 1135 (1), 1990.

605 Pierret (R.), « Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps », *Pensée plurielle*, n° 14 (1), 2007 ; Charbit (T.), « Un petit monde colonial en métropole », *art. cit.*

ou très limitées. La frontière avec les encadrants est infranchissable[606]. L'intégralité de la vie quotidienne est minutieusement réglée et prise en charge. Les insultes et les vexations racistes sont courantes. Les révoltes et les oppositions sont quasi-systématiquement traitées comme des cas psychiatriques. Les camps fonctionnent en autonomie. Les services médicaux et sociaux assurent toutes les démarches pour les "hébergés", dont parfois celui de donner des prénoms "Français" aux nouveaux nés. On y trouve un café, une épicerie et un atelier de travail. La scolarisation primaire, comme les activités sportives, se font dans le camp, empêchant les enfants de se fondre dans la société française. Seuls les collégiens et les jeunes suivant une formation professionnelle sortent régulièrement du camp. L'institutionnalisation des camps n'est pas planifiée mais résulte d'une accumulation de décisions prises par l'administration dans la précipitation et de pratiques des personnels encadrant[607]. Ces dispositifs sont pensés comme temporaires. Avec le temps, les tentes se transforment en barraques.

A la fermeture des camps, certains internés sont redistribués sur le réseau des 69 hameaux à travers la France. Situés aux abords des forêts, ces hameaux consistent en des baraquements en bois ou en dur entourés de clôtures. Chaque baraque est une pièce unique attribuée à une famille. Les harkis signent des contrats de travail de l'Office National des Forêts (ONF) pour entretenir les bois. S'ils sont plus ouverts que les camps, il y règne toujours un ordre militaire et un régime de restriction des libertés, d'isolement et de contrôle social[608].

b. La révolte des enfants de harkis.

Les jeunes ayant eu l'opportunité de sortir occasionnellement des camps prennent conscience de leur condition. De 1972 à 1975, une succession de révoltes des enfants de harkis témoignent de leur sentiment d'injustice et de suffocation. Malgré un système de répression systématique des adolescents dans des camps de correction, la révolte ne faiblit pas. En 1975, des jeunes prennent le contrôle des camps et le personnel en otage[609]. Ils réclament l'intégration dans la communauté nationale, la fermeture des structures, une enquête parlementaire et des carrés musulmans dans les cimetières pour leurs parents ou leurs grands-parents. Leurs mobilisations permettent la fermeture définitive camps. D'autres prises d'otages, cette fois d'immigrés algériens, visent dans un second temps à poser la question de la circulation des harkis et de leurs familles entre la France et l'Algérie

[606] Pierret (R.), « Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps », *art. cit.*, p. 181.
[607] Charbit (T.), « Un petit monde colonial en métropole », *art. cit.*, p. 34.
[608] Ceaux (D.), « « Aux harkis, la France reconnaissante » », *art. cit.*
[609] Le 19 juin 1975, ils bénéficient d'une aide extérieure de M'Hamed Laradji, Président du CFMRA - Conseil des Français musulmans Rapatriés d'Algérie, issu d'une famille de notables Français musulmans, qui avec l'aide d'un ancien de l'OAS, apporte des armes, un soutien logistique et participe aux négociations dans les deux camps (Bias et Saint Maurice-l 'Ardoise).

et à dénoncer leur bannissement, tant physique que narratif, de la société algérienne[610]. Ces révoltes occupent une place importante dans l'histoire et les mémoires des harkis et de leurs enfants. Elles sont un acte public d'existence et permettent l'intrusion de ces Français de seconde zone, dans les médias. Les conditions de vie des camps comme l'histoire des parents sont exposées.

c. La tutelle reste intacte

En 1976, les camps ferment mais le principe d'une tutelle officielle reste intact. Une nouvelle administration est créée pour assurer la dispersion des harkis sur le territoire, le BIAC - Bureau d'Information d'Aide et Conseil pour les Français musulmans[611]. Les internés sont orientés vers les hameaux de forestage ou les cités HLM et les bassins d'emplois. Les hameaux ferment progressivement dans les années 1980 et 1990. Mais face à l'incapacité de construire une alternative, certaines structures se pérennisent. Le hameau de Fuveau dans les Bouches du Rhône accueille toujours des harkis et leurs descendants dans des conditions très précaires. Les préfabriqués n'auraient pas été rénovés depuis 1970[612].

Les populations qui sortent des dispositifs étatiques restent marquées par la précarité économique, les difficultés d'insertion professionnelle, le retard des enfants dans la scolarisation et le mal-logement. A cela, il faut ajouter les difficultés inhérentes au vieillissement. 8 000 personnes sont encore considérées comme vulnérables et dépendantes des allocations de reconnaissance ou viagères[613]. Les femmes sont plus particulièrement touchées par la précarité et la dépendance aux aides sociales. Ayant suivi leurs maris à travers les dispositifs, elles n'ont pas travaillé, maîtrisent mal le français, ne touchent aucune retraite et perdent leurs maris jeunes. Les enfants ayant grandi dans les camps ont des troubles psychiatriques onze fois supérieurs au reste de la population française[614]. Ces troubles ont été aggravés par les traitements par sédatifs et les internements prescris par les encadrants en réponse aux révoltes des adolescents. Le retard important dans la scolarisation entraine des difficultés linguistiques et d'apprentissage sur la durée. 40% des enfants de harkis ont quitté l'école avant l'âge légal[615].

---

610 En juillet 1975, prise d'otage de quatre travailleurs immigrés algériens à Bourges, puis du Secrétaire Général de l'Amicale des Algériens en Europe, association pro-régime algérien, est également pris en otage. Pierret (R.), « Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps », *art. cit.*

611 Moumen (A.), « Camp de Rivesaltes, camp de Saint-Maurice l'Ardoise », *Les Temps Modernes*, (666), 2011.

612 Ceaux (D.), « « Aux harkis, la France reconnaissante » », *art. cit.*

613 *Ibid.*

614 Bensekhar (M. B.), Guernou (N.), « harkis et fils de harkis : le trauma et sa transmission », *L'information psychiatrique*, 93 (2), 2017 ; Pierret (R.), « Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps », *art. cit.*

615 Abrial (S.), *Les enfants de harkis, de la révolte à l'intégration*, Paris, L'Harmattan, 2002.

d. *Des parcours d'immigrés plus classiques*

Une fois en France, tous les harkis ne passent pas par les camps. La moitié suit des trajectoires très diverses aux conséquences également très variées sur leurs parcours de vie et ceux de leurs enfants. Leurs traces sont plus difficiles à suivre en ce qu'ils évoluent en dehors des radars des politiques publiques. Ils suivent les parcours plus classiques d'immigrés et s'installent dans les bassins d'emplois comme à Roubaix, Lille, Tourcoing, Dreux ou Strasbourg[616]. En 1977, 26.4% des habitants des ensemble familiaux de la Sonacotra sont des anciens harkis[617]. Les cités de la Briqueterie à Amiens, des Tilleuls à Marseille ou encore des Oliviers à Narbonne, sont les héritières de ces structures. D'autres s'installent à la campagne, principalement suite à une décision collective. Des cités rurales voient le jour aux portes des villages[618]. L'installation en périphérie des villes et des villages est bien une installation à la marge. Elle implique un certain entre soi, des difficultés d'insertion et une impression de relégation dans la société française. Cependant, l'emploi et surtout l'école pour les enfants, offrent quelques opportunités d'ascension sociale. Les jeunes échappent surtout à l'architecture de contrôle que subissent ceux passés par les camps et les hameaux[619].

Ces harkis n'étant pas passés par les dispositifs étatiques ont été peu étudiés par la recherche et les politiques publiques. Cet effet de loupe sur les populations les plus affectées a pu produire un discours victimaire puissant voire des considérations essentialistes sur les harkis et leurs enfants, les condamnant « à une blessure qui ne peut guérir »[620].

C. Les harkis : une mémoire cadenassée

L'hétérogénéité des parcours des familles fait qu'il n'existe pas en France de communauté harkie soutenue par une identité collective ou une communauté d'expérience. Seulement, toute une série d'acteurs ont gommé cette hétérogénéité et construit des représentations englobantes sur les harkis. Fruits de dynamiques politiques, institutionnelles, médiatiques et associatives, ces discours souvent extérieurs à la population concernée entretiennent l'image des héros ayant choisi la France, des traîtres à l'Indépendance et des victimes cumulant les difficultés.

---

[616]Voir notamment Beaud (S.), *La France des Belhoumi : portraits de famille (1977-2017)*, Paris, La Découverte, coll. « Collection L'envers des faits », 2018.

[617] Moumen (A.), « Les harkis en 1983. Discours médiatiques et représentations sociales », *Hommes & Migrations*, 1313 (1), 2016.

[618] Comme à Ongles dans les Alpes de Haute-Provence ou dans la commune du Mas Thibert près d'Arles où s'installe la tribu du Bachaga Boualem. Si les enfants des harkis sont partis progressivement, certains y résident encore aujourd'hui.

[619] Pierret (R.), « Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps », *art. cit.*

[620] Crapanzano (V.), *The harkis : the wound that never heals*, ChicagoLondon, University of Chicago Press, 2011, p. 9.

a. La construction fictionnelle des harkis

A l'Indépendance, l'Algérie construit la très puissante et très pratique image du traitre intemporel. Les harkis sont d'utiles responsables à toutes les ambiguïtés, les non-dits et les difficultés de l'Indépendance. Ils permettent en miroir de faire de tous les Algériens des révolutionnaires convaincus. Avec le temps, le terme s'impose comme une insulte dans le langage courant et un outil de disqualification politique.

En France, les nostalgiques de l'Algérie française, actifs à l'extrême-droite et à droite, ont forgé l'image des « bons musulmans ayant choisi la France » afin de servir un discours nationaliste sur les bienfaits de la colonisation. Si des Algériens sont restés fidèles à la France, c'est bien que la colonisation eût des aspects positifs. Dans une logique électoraliste, les partis politiques ont multiplié les promesses afin de capter un électorat de droite sensible à ces discours. Des associations de rapatriés et d'anciens combattants se sont servis de cette image de fidèles soldats afin de peser dans leurs négociations avec les pouvoirs publics[621]. Les différents gouvernements, indépendamment de leur couleur politique, ont repris ces éléments de langage. Tout comme les médias français qui font régulièrement le portrait de « *ces oubliés de l'histoire* ». La gestion des harkis par les institutions a ensuite forgé l'image d'une population à problèmes, revendicative, entièrement dépendante des services de l'État. Le tissu associatif harki est par ailleurs caractérisé par une très forte atomisation qui reflète de nombreuses divisions et rivalités n'ayant pas permis la construction d'un front commun dans l'écriture d'une mémoire et le portage de revendications matérielles ou symboliques. Cette situation d'émiettement profite aux pouvoirs publics qui l'entretiennent en développant des relations clientélistes aux différentes associations, faisant l'économie d'une réponse globale[622]. Ces images ont monopolisé la narration, jusqu'à être intériorisées par les premiers concernés. Elles continuent aujourd'hui d'influencer les institutions et d'enfermer les harkis dans un état d'exception. Elles déterminent qui est harki et qui ne l'est pas, excluant des représentations les personnes et les discours ne correspondant pas à ces récits[623].

b. Le silence des pères

Les familles de harkis connaissent des difficultés sociales qui leur sont propres. L'exil, la disqualification sociale, la barrière de la langue et l'isolement ont retardé la prise de contrôle des récits. Le décalage linguistique et culturel entre les parents et les enfants a limité les possibilités de

---

621 Eldridge (C.), *From empire to exile : history and memory within the pied-noir and harki communities, 1962-2012*, op. cit.

622 Les pouvoirs publics financent par exemple sept associations nationales et des dizaines d'associations locales qui servent surtout à apporter un soutien matériel pratique à la communauté.

623 Fabbiano (G.), « Devenir-harki », *art. cit.*

transmission dans les familles. La socialisation des enfants dans la société française et les différences de valeurs en termes de valeurs, d'usage ou d'ambitions professionnelles ont souvent été à l'origine d'incompréhension voire de tensions intergénérationnelles. La position sociale disqualifiée a entrainé un effondrement de la figure paternelle. La honte, le sentiment d'échec et le déclassement ont plongé les pères dans le silence, détruit l'estime de soi et endommagé la structure familiale, affectant durablement la parentalité et la capacité à interagir avec ses proches. *« Le silence est souvent la seule chose à dire* ». Le père n'est pas un modèle mais un contre modèle. Les enfants doivent entamer des démarches pour comprendre le silence et la défaillance paternelle[624]. Ils sont animés par la question de l'implication de leur père et les raisons pouvant justifier une telle relégation.

Les discours assumant la complexité historique sur l'engagement des harkis, genèse de cette histoire, est au cœur du travail de réparation. Les politiques et les discours mémoriels faisant l'économie de cette explication ou se satisfaisant des récits mystifiés sur la fidélité à la France, ne sauraient répondre au sentiment de manque et d'injustice. La dette envers les familles de harkis n'est pas une dette d'honneur mais une dette de vérité sur la réalité coloniale de l'enrôlement des pères. Seule une confrontation au colonialisme en tant que système complexe permet de saisir les contextes de marginalisation politique, sociale et économique, les expériences de violences, les rapports de force limitant les choix des indigènes, tout comme les processus d'acculturation et d'intégration de la croyance dans les promesses de la France. Ni héros, ni victimes mais coloniaux.

D. Prendre la parole

a. Les enfants de harkis à la conquête de la narration

Le paysage des enfants de harkis est extrêmement hétérogène tant il correspond à l'hétérogénéité du parcours de leurs ascendants. La très grande majorité est intégrée à la société et se définit autrement que comme fils et filles de harkis[625]. Leurs parcours et leurs questionnements identitaires sont similaires à ceux d'enfants d'immigrés algériens[626]. Chez ceux ayant grandi dans un fort entre soi, l'histoire est plus déterminante.

Cependant, l'affirmation politique des enfants de harkis permet une relative prise de contrôle de la narration. Après la révolte des camps, les jeunes prolongent leur engagement dans les mobilisations des enfants d'immigrés des années 1980. Ils partagent les mêmes expériences de

---

[624] Muller (L.), *Le travail de la memoire au sein des familles de francais musulmans rapatries en alsace*, thesis, Strasbourg 2, 1998, Muller (L.), *Dynamiques migratoires et rencontres ethniques : actes des journées universitaires d'automne : actes des journées universitaires d'automne, Rennes, 1997*, Paris, Harmattan, 1998 ; Roux (M.), « Le poids de l'Histoire », *Hommes et Migrations*, 1135 (1), 1990.
[625] Abrial (S.), *Les enfants de harkis, de la révolte à l'intégration*, op. cit.
[626] Spina (R.), *Enfants de harkis et enfants d'émigrés: Parcours croisés et identités "à recoudre: Une approche socio-culturelle*, Khartala., 2012.

relégation, de racisme et de discriminations[627]. Les années 1990 voient l'émergence d'un mouvement spécifique aux enfants de harkis. Entre révoltes urbaines et grèves de la faim, ils inventent une identité collective pour souligner leur spécificité historique et sociale. Revendiquer l'identité « d'enfants de harkis » permet de fixer des repères et de donner des éléments de compréhension leur situation[628]. Les revendications matérielles sont légitimées par une reformulation des discours mémoriels qui sert une stratégie d'affirmation et de négociation avec les pouvoirs publics. Ces discours mobilisent la figure des pères et renvoient à la dette que la France aurait envers eux, non pas pour leur engagement mais pour le fait d'avoir été victimes des états algériens et français. Ces représentations victimaires continuent d'enfermer les enfants de harkis dans des récits écrans, masquant la réalité des histoires familiales. L'articulation entre mémoire collective et souvenirs individuels est souvent empêchée. Dans les années 2000, d'autres enfants de harkis, plus diplômés et mieux insérés socialement, investissent le champ universitaire et culturel pour porter des revendications plus symboliques, centrées sur la reconnaissance du passé[629]. Leur travail littéraire ou universitaire permet de faire émerger la complexité des vécus, la diversité des situations et la précision des mots. Il permet une recomposition partielle des représentations sur les harkis[630].

b. Justice, lieux de mémoire et responsabilités : les nouveaux champs de bataille

Au tournant des années 2000, les associations de harkis investissent de nouveaux champs de bataille. Entre 2001 et 2003, elles déposent plusieurs plaintes pour crime contre l'humanité contre la France, puis contre des personnalités identifiées comme Pierre Messmer pour son rôle en 1962 mais aussi Abdelaziz Bouteflika, Raymond Barre, Georges Frèche, Siné ou Dominique Bussereau pour des propos diffamatoires ou insultants à l'égard des harkis. Ces procès attirent l'attention médiatique et permettent le déploiement d'une scène sur laquelle se joue la reconnaissance pour les harkis du statut de victime. L'introduction du juge permet de rompre la relation bilatérale avec l'Etat dans laquelle étaient enfermées les associations.

L'Etat répond à ces différentes mobilisations. Depuis le 5 décembre 2002, les différents gestes mémoriels de tous les Présidents de la République ont permis une reconnaissance officielle des

627 Spina (R.), *Enfants de harkis et enfants d'émigrés: Parcours croisés et identités "à recoudre: Une approche socio-culturelle*, Khartala., 2012 ; Fabbiano (G.), « De l'indigène colonial aux générations postalgériennes », *Migrations Société*, (113), 2007 ; Hadj Belgacem (S.), *La marche de 1983 : des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective,* Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2018.
628 Fabbiano (G.), « Devenir-harki », *art. cit.* ; Wieviorka (M. (1946-. . . .)), *La différence / Michel Wieviorka*, Paris, Balland, coll. « Voix et regards », 2001.
629 Brillet (E.), « Mémoire, identité et dynamique des générations au sein et autour de la communauté harkie. Une analyse des logiques sociales et politiques de la stigmatisation. ». On peut penser aux parcours de Fatima Besnaci-Lancou, de Mohand Hamoumou ou d'Abderahmen Moumen.
630 En 2017, le livre d'Alice Zeniter, *L'Art de perdre*, prix Goncourt des Lycéens, est vendu à 600 000 exemplaires

faits mais aussi des responsabilités des gouvernements Français dans l'abandon, les massacres et le mauvais accueil des harkis[631]. Le 25 septembre devient journée nationale commémorative en hommage aux supplétifs. Les lieux de mémoires ont été multipliés, avec notamment l'ouverture du Mémorial de Rivesaltes en 2015.

VI. La mémoire de l'Algérie française : un monde qui ne sait pas mourir

Le 19 mars 1962, les Accords d'Evian actent le cessez-le-feu entre la France et le GPRA – Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. L'Algérie sera indépendante. Au cœur d'Alger, le quartier de Bab el Oued et ses 60 000 habitants est l'épicentre de l'OAS – Organisation de l'Armée Secrète, un mouvement terroriste clandestin luttant pour l'Algérie française. Encadrés par l'organisation, les habitants bouclent le quartier, désarment les militaires et les policiers et proclament leur autonomie politique. L'armée répond par un encerclement de Bab el Oued. Le 26 mars 1962, l'OAS appelle les habitants du reste de la ville à manifester pour forcer les barrages et briser le blocus de l'armée. Rue d'Isly, une fusillade éclate. Douze minutes de tirs malgré les « halte au feu ». 46 morts, 80 selon les familles des victimes et 200 blessés. Au crépuscule de l'Algérie française, des Français tirent sur des Français. La fusillade de la rue d'Isly est l'apogée de la guerre civile franco-française que couve la guerre d'Algérie. Depuis janvier 1961, le gouvernement français s'est résigné à l'autodétermination. Son armée, après avoir combattu pour garder l'Algérie, doit maintenant permettre à la France d'en sortir. Elle s'oppose à d'autres Français pour qui l'Algérie doit rester française, à tout prix. Obstinés, désespérés ou pour la parole donnée, des milliers de Français d'Algérie, de militants nationalistes et de militaires sortis des rangs, défient l'autorité française. Pendant un an et demi, cette guerre civile marque profondément la société. L'armée se déchire. Le Président de la République, Charles de Gaulle, échappe à douze tentatives d'assassinat. Les milliers d'attentats ouvrent un cycle de violence déstabilisant. Le combat pour ou contre l'Algérie française nourrit les engagements, camp contre camp. Il livre un puissant héritage qui restera dans la culture politique française. La fusillade de la rue d'Isly est au cœur du clivage mémoriel. Pour certains, elle est le résultat de l'acharnement de l'OAS qui aurait manipulé les civils européens. Il faut donc se prévenir d'inscrire cet événement dans le récit national. Pour d'autres, elle est emblématique du mépris de la France pour les Français d'Algérie. La reconnaissance des

[631] Le 5 décembre 2002, Jacques Chirac s'adresse pour la première fois aux " *harkis (...) qui ont tant donné à notre pays, ont également payé un lourd tribut"* et *"qu'à eux, à leur honneur de soldats, à leurs enfants qui doivent trouver toute leur place dans notre pays, la France adresse aujourd'hui un message tout particulier d'estime, de gratitude et d'amitié.* ». Le 14 avril 2012, Nicolas Sarkozy reconnaît la "*responsabilité du gouvernement français dans l'abandon d'une partie des harkis, ceux qui avaient fait le choix de notre pays*". Le 25 septembre 2016, François Hollande va plus loin en reconnaissant "*la responsabilité de la France dans l'abandon, les massacres et le mauvais accueil des harkis dans les camps*". Le 21 septembre 2021, Emmanuel Macron a déclaré : *« Aux combattants abandonnés, à leurs familles qui ont subi les camps, la prison, le déni, je demande pardon, nous n'oublierons pas »* et promis une nouvelle loi de reconnaissance.

victimes et de la responsabilité de la France est un combat de certaines associations de rapatriés, mais aussi un cheval de Troie dans lequel se niche la réhabilitation du combat pour l'Algérie française et la radicalisation de la droite.

A. Aux origines de l'OAS

a. *Un produit du système colonial*

La combat de l'OAS trouve ses racines dans les profondeurs de la société coloniale en Algérie. Le système colonial a toujours entretenu une mentalité d'assiégés chez les Européens, dont l'infériorité numérique par rapport aux indigènes, est à la fois une source d'identification collective et, de sentiment d'insécurité tant ce déséquilibre le menace[632]. La colonisation rurale est ponctuée d'épisodes d'agressions des villages par les résistants algériens. Ces agressions sont très suivies politiquement. Elles sont relayées par les représentants des Européens à l'Assemblée Nationale et justifient l'affectation de moyens supplémentaires, des représailles et la « pacification » de nouveaux territoires. Les villes sur la côte sont longtemps épargnées par ce sentiment d'assiègement mais la captation des terres par la colonisation provoque un exode rural massif. Les grandes villes se trouvent vite encerclées de bidonvilles habités par cette masse informe d'Arabes perçus comme pauvres et violents[633].

La culture de l'auto-défense est un pilier de la société européenne en Algérie. Au nom de la stabilité du système colonial, la France partage le monopole de la violence légitime avec les colons. Dès 1830, les premiers colons sont équipés par l'Armée et se constituent en milices en charge de leur propre sécurité. Ces milices ressurgissent régulièrement dans l'histoire de l'Algérie française pour défendre les villages et mener les représailles. En mai 1945, elles participent activement aux massacres de Sétif et Guelma aux côtés de l'Armée française[634]. Arrestations, tortures, exécutions sommaires : l'arbitraire règne pour étouffer les velléités nationalistes. Pendant la guerre d'Algérie, la création des Unités Territoriales s'inscrit dans cette tradition. Les civils sont armés et mobilisables. Chaque membre des UT sert deux à trois jours par mois dans la milice. Ils sont 25 000 à Alger en 1955, ils patrouillent, contrôlent, gardent des points sensibles et renseignent l'armée.

---

632 Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2015.

633 "*Des Arabes si nombreux qu'ils faisaient planer une menace invisible*" - Albert Camus cité in *Ibid.*

634 André Achiary, sous-préfet de Guelma, monte une milice de 800 Européens armés d'armes automatiques pour participer à la répression qui fait près de 20 000 morts. La police distribue des brassards blancs aux indigènes qui travaillent avec l'administration afin qu'ils ne soient pas pris pour cibles. André Lestrade-Carbonel, préfet de Constantine, s'adresse aux miliciens : *« Les maquisards ont sauvé la France, vous avez sauvé l'Algérie, qui restera française. Je vous félicite et je couvre tout, même les sottises* ». Rey-Goldzeiguer (A.), *Aux origines de la guerre d'Algérie : 1940-1945 de Mers-El-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois :* Paris, Ed. La Découverte, 2002.

La culture politique de l'Algérie française est ensuite profondément marquée par le refus de réformer le système colonial. Les inégalités sont perçues comme indépassables et nécessaires à la stabilité du système. La fatalité commande les visions du monde[635]. Tous les projets de réforme proposés à l'Assemblée Nationale sont systématiquement mis en échec par la mobilisation des députés et des élus d'Algérie qu'ils soient de droite ou de gauche[636]. Ils rejettent le projet Blum-Viollette d'extension de la citoyenneté à 25 000 musulmans en 1936. Le 6 février 1956, Guy Mollet et son projet de modernisation de l'Algérie et de paix négociée sont accueillis par la journée des tomates pendant laquelle 18 000 manifestants font plier le Président du Conseil. Ces manifestations spectaculaires démontrent le soutien de la population aux ultras devant lesquels la gauche capitule. Le 13 mai 1958, le projet de négociation de Pierre Pflimlin est avorté par la prise d'Alger et le retour du Général de Gaulle grâce au soutien des ultras de l'Algérie française. Alger fait toujours plier Paris. Telle est l'habitude. L'engagement paie. Ainsi, lorsque Paris cède à l'Indépendance, les militants pro-Algérie française ont l'espoir que leur mobilisation permettra un retour sur cette décision. La création de l'OAS n'a donc rien de l'aventure romantique désespérée mais est le fruit d'un héritage politique propre au système colonial en Algérie.

Enfin, l'idéologie coloniale est empreinte d'un très fort patriotisme. En Algérie, la France a toujours forcé les traits. A l'école, sur la place du village, dans les cérémonies du centenaire, les Européens sont nourris au drapeau et à la patrie. Les militaires et civils engagés dans l'OAS sont socialisés dans les expériences de la seconde guerre mondiale et de la guerre d'Indochine. La seconde guerre mondiale avait fracturé l'armée entre Résistants et Pétainistes. Des individus des deux camps se retrouvent dans l'OAS et puisent dans leurs expériences de 39-45 la légitimation de leur engagement. Pour les Pétainistes, l'OAS est l'occasion de la revanche et de la contre-révolution nationale. Pour les anciens Résistants[637], la défense de l'Empire et de la grandeur de la patrie se prolongent dans l'engagement à l'OAS[638]. Chez les civils, le souvenir de la seconde guerre mondiale est toute aussi déterminant. 14% de la population européenne d'Algérie participe à la Libération de l'Europe en 1943. Les Français d'Algérie ont le sentiment d'avoir versé le sang pour sauver la patrie qui ne saurait les abandonner après leur avoir demandé tant d'efforts. L'Indochine est également un tournant. La défaite face à un mouvement indigène révolutionnaire et l'Indépendance deviennent possibles. Les militaires ont été marqués par l'abandon des populations et la trahison

---

[635] *« Non seulement (le colonialisme) établit la discrimination entre le colonisateur et le colonisé, condition sine qua non de la vie coloniale mais il en fonde l'immuabilité* » in Memmi (A.), *Portrait du colonisé précédé du Portrait du colonisateur*, op. cit., p. 93.

[636] « *Avec le projet Viollette, la paix française serait mise en péril. Que deviendraient surtout dans le bled, l'ordre et la sécurité si on admettait des électeurs indigènes à voter en même temps et sur la même liste que les électeurs citoyens français?* » André Mallarmé, député radical d'Alger cité in Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit., p. 42.

[637] Georges Bidault, Jacques Soustelle et Pierre Château-Jobert

[638] Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, Paris, Ed. du Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 2003.

des politiques. Ils en tirent, outre un fort anticommunisme, une méfiance envers les solutions diplomatiques et les gouvernants. Ainsi le 1er novembre 1954 sonne comme une alerte. L'ensemble de cette culture politique coloniale et nationaliste est mobilisé pour nourrir des engagements jusqu'au-boutistes[639].

b. Le terreau de l'OAS

La préhistoire de l'OAS s'écrit dans les nombreux groupes d'auto-défense et contre-terroristes[640]. Dès 1954, les futurs piliers du mouvement sont déjà engagés dans les milices de civils européens[641], le mouvement poujadiste de l'UDCA - Union de Défense des Commerçants et Artisans, autour de Joseph Ortiz et du Bar du Forum à Alger[642], le mouvement nationaliste autour de Robert Martel dans la Mitidja et, plus jeunes, de Dominique Venner, membre de Jeune Nation à Alger. En 1956, la création de l'ORAF – Organisation de la Résistance de l'Algérie Française par le Docteur René Kovacs aux côtés de Jean-Claude Perez et Philippe Castille avec le soutien d'André Achiary, sous-préfet d'Alger et de Michel Debré, offre une première structure pour accueillir les futurs terroristes. L'ORAF organise des assassinats ciblés, des ratonnades et des attentats. Le 10 aout 1956, l'attentat de la rue de Thèbes dans la Casbah fait 80 morts[643]. Ces groupes entretiennent des relations privilégiées avec la police ou l'armée. Leurs activités se substituent ou complètent celles des forces de l'ordre. La création des UT – Unités Territoriales accentue cette interdépendance. Les civils s'impliquent dans le renseignement et le soutien logistique. Ils arrêtent, torturent et exécutent les indépendantistes et leurs soutiens[644]. La porosité entre les militants pro-Algérie française et les forces de l'ordre locales est constitutive du succès de l'OAS[645]. En 1957, l'ORAF est dissoute après l'affaire dite du bazooka dans laquelle Raoul Salan échappe à un attentat des ultras avec l'implication controversée d'un « comité des six » comprenant des gaullistes de premier ordre comme Michel Debré, Jacques Soustelle ou encore le général Jacques Faure[646]. La création du Front National Français par Joseph Ortiz, Marcel Ronda et Jean-Claude Perez permet

---

[639] *Ibid.*, p. 30.

[640] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005 ; Déroulède (A.), *L'OAS : étude d'une organisation clandestine*, Hélette, Curutchet, 1997 ; Fleury (G.), *Histoire secrète de l'OAS*, Paris, B. Grasset, 2002.

[641] Joseph Rizza, Jésus de Bab-El-Oued et Georges Watin sont actifs à Alger et Robert Tabarot et Athanase Georgopoulos à Oran.

[642] Antoine Cerdan à Sidi bel Abbès

[643] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.

[644] Attentat contre l'Alger Républicain, contre les huileries Tamzali ou l'UGTA - Union Générale des travailleurs Algériens.

[645] Jean-Claude Perez témoigne « *Nous servions en quelques sorte de prétexte pour légaliser une opération qui aurait pu paraitre un petit peu arbitraire* ». Georges Watin loue la villa des sources à Alger dans laquelle des militants indépendantistes sont séquestrés, torturés et éliminés sans que jamais les membres des milices ne soient inquiétés. In Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit., p. 55.

[646] A son procès René Kovacs auteur de l'attentat affirme que Michel Debré aurait suggéré que la mort de Salan aurait pu accélérer le processus de changement de régime.

d'absorber l'ensemble des ultras et d'élargir les soutiens. En 1958, le FNF est l'articulation politique principale de l'opposition à l'Indépendance et du soutien à la lutte armée. Le FNF a également une dimension paramilitaire qui permet de recycler les miliciens et les militants contre-terroristes. Il est capable de mobiliser les masses des quartiers populaires. Poujadistes, miliciens et contre-terroristes se retrouvent donc sous la même ombrelle. Ils drainent dans leur sillage le pôle nationaliste, Robert Martel et son Mouvement Populaire du 13 mai (MP13) ainsi que Jean-Jacques Susini et les étudiants d'Alger[647].

Le 13 mai 1958 est l'occasion d'une alliance entre les ultras de l'Algérie française, les militaires et les gaullistes pour obtenir la chute de la IVe République. Il permet aux premiers d'élargir leur base, aux seconds de continuer la guerre et aux troisièmes d'orchestrer le retour du Général de Gaulle au pouvoir. Le maintien de l'Algérie française et le changement de régime constituaient le dénominateur commun[648]. Des gaullistes comme Jacques Soustelle, Léon Delbecque, Michel Debré et Roger Frey ont préparé le retour du Général de Gaulle en lien avec les activistes locaux de l'ORAF et les militaires (Jacques Faure, Jacques Massu et Raoul Salan)[649]. L'opération « Résurrection » prévoyait, en cas d'échec du coup politique, l'intervention de forces armées en métropole, l'arrestation de responsables politiques, comme Pierre Mendès-France, François Mitterrand, et des dirigeants communistes, et la mobilisation de la population par des milices organisées autour de comités de salut public locaux[650]. Une fois au pouvoir, de Gaulle rompt rapidement cette alliance du 13 mai. Les officiers impliqués dans « Résurrection » sont mutés en métropole ou en Allemagne. Le choix de l'autodétermination dès septembre 1959 annonce la rupture avec les milieux nationalistes et les ultras de l'Algérie française.

c. *Le temps de la rupture*

En janvier 1960, la semaine des barricades est déterminante. Elle acte le positionnement frontal voire la rupture avec le gouvernement Français et précise, en trois temps, la méthode de l'OAS : la mobilisation des masses, l'intervention de commandos armés et le soutien de l'armée pour renverser le régime.

En janvier 1960, le général Massu, vainqueur de la bataille d'Alger au prix de méthodes controversées, fait une déclaration dans un journal allemand dans laquelle il s'oppose à la politique

[647] Jean-Jacques Susini est président de l'Association générale des étudiants d'Algérie , Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.
[648] Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, op. cit.
[649] Anderson (G.), *La guerre civile en France, 1958-1962 : du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, op. cit. ; Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit. ; Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.
[650] Charles Pasqua tient par exemple un réseau de militants armés à Marseille. Jean-Jacques Susini à Lyon. Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.

d'autodétermination décidée par de Gaulle. Le Président de la République le rappelle en France. Son départ provoque une importante mobilisation des Algérois encadrées par les milices du FNF et les Unités Territoriales. Avec le soutien d'une partie de l'armée[651], les militants dressent des barricades. En prenant la ville dans un climat insurrectionnel, ils espèrent répéter l'expérience du 13 mai. Malgré les pressions, de Gaulle ne cède pas[652] et les généraux refusent d'aller jusqu'au putsch. Les barricades s'ouvrent et les militants sont arrêtés ou s'exilent. La semaine des barricades donne naissance à deux branches de l'OAS : les clandestins et les exilés en Espagne inaugurant des liens avec le franquisme[653].

Le FNF est dissout mais vite remplacé par le FAF – Front Algérie Française. Il revendique 600 000 adhérents soit près de 50% de la minorité européenne en Algérie[654]. Le 4 novembre 1960, Charles de Gaulle parle pour la première fois de l'avènement d'une Algérie Algérienne. Cette déclaration provoque une intense activité du FAF qui mobilise les foules, harcèle les forces de l'ordre et pratique ratonnades et contre-terrorisme. Il sera finalement interdit à son tour le 15 décembre 1960. Le 8 janvier 1961, lors du référendum sur l'autodétermination, la métropole et l'Algérie votent respectivement à 75% et 69% pour l'indépendance qui devient de plus en plus inéluctable. A moins qu'Alger fasse une nouvelle fois plier Paris ?

d. Le putsch de 1961

Le 11 février 1961, les Espagnols, Jean-Jacques Susini, Marcel Ronda, Pierre Lagaillarde mais aussi le Général Salan, récemment retraité et exilé à Madrid créent l'OAS. Début avril 1961, les premiers tracts circulent. Les murs d'Alger se couvrent du fameux *« OAS frappe où elle veut quand elle veut »*[655]. Les Européens communistes, pro-indépendantistes et libéraux sont désignés comme cibles et menacés. Il faut clarifier les camps, faire comprendre aux Français d'Algérie que le soutien à l'Algérie française n'est pas une option et que le combat ne se fera pas sans injustice. Aux indépendantistes, il faut rendre coup pour coup. Le 31 mars 1961, le maire d'Evian, Camille Blanc est assassiné par l'OAS, coupable d'héberger les négociations, puis le 31 mai, l'assassinat du policier Roger Gavoury marque la rupture avec les autorités.

Le putsch d'avril 1961 est une ultime tentative d'ouvrir la voie à l'armée pour renverser le pouvoir. Echec. Mais l'entaille qui s'ouvre dans l'armée soulève un espoir chez les militants Algérie

---

651 Les parachutistes, Colonel Argoud, Général Challe.
652 Discours du 29 janvier1960 : "L'autodétermination est la seule politique possible". Il faut "rentrer dans l'ordre".
653 Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.
654 Stora (B.), Ellyas (A.), « OAS (Organisation armée secrète) », *Les 100 portes du Maghreb*, Éditions de l'Atelier, 1999.
655 Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne*, Saint-Denis, Editions Bouchène, coll. « Histoire du Maghreb », 2005.

française. Le putsch plonge de nombreux militaires, dont beaucoup d'officiers, dans la clandestinité où ils rejoignent les ultras. Les ultras ont besoin des militaires pour espérer reverser la table et ces derniers ont besoin des réseaux Algérie-française pour s'appuyer sur la population. Cependant, cette alliance porte en elle la contradiction qui condamne l'OAS à l'échec. Les militaires et les civils diffèrent dans leurs visions, leurs cultures et leurs méthodes, expliquant les difficultés de coordination du mouvement dont l'échec du putsch est emblématique[656]. Cependant, pour de nombreuses personnes, le putsch est sans retour. Les « soldats perdus » trouvent dans l'OAS le cadre pouvant accueillir leur combat. L'arrivée des militaires peut être considérée comme la véritable naissance de l'organisation en ce qu'elle permet un changement d'échelle. Initialement centré sur les Européens d'Algérie, le combat pour l'Algérie française devient une cause nationale et s'élargit à la défense de l'Empire, de la patrie, de l'honneur de l'armée, au renversement des institutions républicaines, voire pour les nationalistes, à la contre-révolution. L'implication de figures nationales telles que Raoul Salan, Georges Bidault ou Edmond Jouhaud compte. Enfin, l'arrivée des militaires permet une professionnalisation du mouvement. Des soldats expérimentés, à l'image de Roger Degueldre, issus des unités d'élites (parachutistes et Légion étrangère) permettent de structurer de terribles commandos.

B. Une fragile « coalition de mécontents »

a. L'OAS Algérie

S'il est difficile de mesurer le nombre de personnes engagées à l'OAS, on estime qu'en Algérie, 1 000 militants s'engagent dans la lutte armée[657]. Deux tiers sont des civils européens déjà engagés au FAF, un tiers sont des soldats putschistes. Entre 2 000 et 5 000 personnes y militent autrement que par les armes en apportant un soutien logistique et en mobilisant la population européenne[658]. La force de l'OAS réside effectivement dans le soutien de la population et sa capacité à se fondre dans le petit peuple pied-noir des quartiers d'Alger[659]. L'OAS incarne l'ultime combat pour le maintien de l'Algérie française. Les militants peuvent compter sur les Français pour les cacher, les nourrir et les soutenir à l'occasion des manifestations ou des ratonnades. Pour les attentistes, les intimidations, la pression sociale et la peur forcent au ralliement de façade. Pour les opposants, les menaces sont sérieuses.

---

[656] Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, op. cit.

[657] Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *art. cit.*

[658] Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.

[659] *« A Alger quand on frappe à une porte,* raconte Jean-François Collin*, il y a 99% de chances d'être bien accueilli, camouflé, caché»* Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, op. cit., p. 116.

L'OAS reste cependant traversée par plusieurs lignes de fracture qu'elle ne parvient pas à surmonter[660]. La cohabitation est difficile entre les civils européens, les militants nationalistes et les militaires putschistes. Ils ne partagent pas le même vécu, la même culture de l'action ni le même objectif pour l'organisation[661]. Les militaires s'engagent pour la défense de l'armée et de l'Empire, les civils européens pour garder l'Algérie française à tout prix, les nationalistes pour mener la contre-révolution. Le clivage est ensuite géographique. Le commandement de l'OAS n'a jamais été centralisé. Trois pôles fonctionnent en relative autonomie voire en concurrence[662]. L'OAS Algérie est dirigée par le général Raoul Salan et le colonel Yves Godard. Jean-Jacques Susini s'occupe de la ligne politique, Jean-Claude Perez des opérations et Roger Degueldre des Commandos Deltas. A Madrid, Pierre Lagaillarde, Joseph Ortiz et le Colonel Argoud ont un autre agenda centré sur le soutien éphémère du gouvernement franquiste. Enfin l'OAS-Métro fonctionne de manière autonome et avec sa stratégie propre de déstabilisation du pouvoir[663]. Ces lignes de fractures se doublent de fortes rivalités personnelles pour le leadership. A l'OAS, c'est « *Godard contre Salan, Susini contre Perez, Sergent contre Gignac sans reparler de l'OAS Espagne contre l'OAS Alger.* »[664].

b. L'OAS en métropole

En métropole, l'OAS compte moins de militants (500 environ) et beaucoup moins de soutien de la population[665]. Mais les soutiens politiques sont importants et structurés. Les déçus du Gaullisme se réunissent dans les comités Vincennes. Les nationalistes dans les réseaux traditionnels de l'extrême droite (Action Française, Jeune Nation, Poujadistes, anciens pétainistes). De nombreux jeunes entrent en politique pour soutenir l'Algérie française. Engagés à Occident, François Duprat, Claude Goasguen, Patrick Buisson, Hervé Novelli, Alain Madelin, Patrick Devedjian et Gérard Longuet soutiennent l'OAS. Ils auront une influence durable sur la politique française et la réhabilitation du combat pour l'Algérie française[666].

Pierre Sergent rassemble les militaires et les royalistes dans l'action terroriste et pratique des assassinats ciblés comme celui du Maire d'Evian, Camille Blanc et d'Alfred Locussol, syndicaliste proche de Henri Alleg le 3 janvier 1962. Journalistes, éditeurs, députés ou personnalités telles que Brigitte Bardot sont menacées et rackettées. André Malraux échappe à un attentat qui blesse la

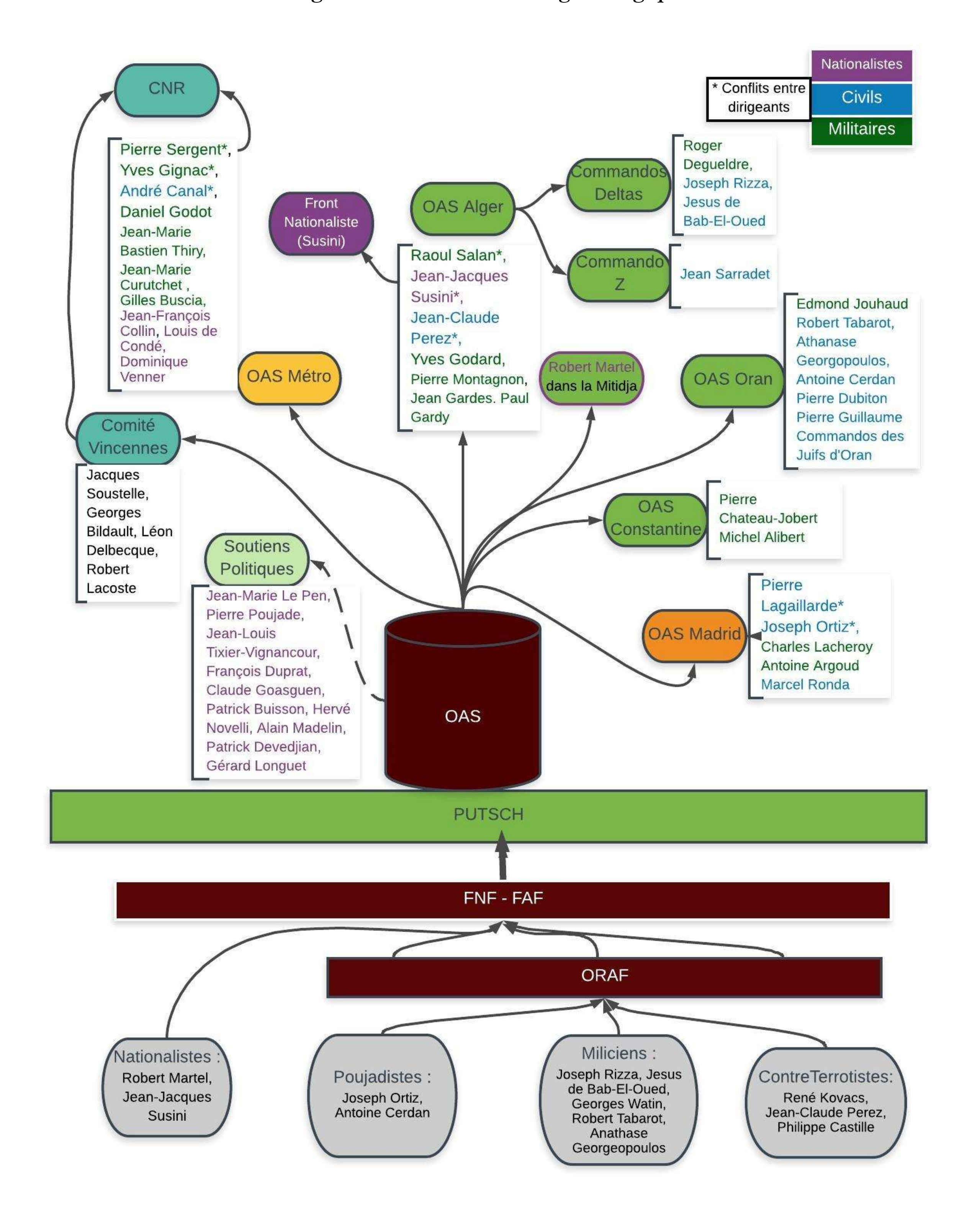
[660] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.
[661] *Ibid.*
[662] Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *art. cit.*
[663] Pierre Sergent, Yves Gignac et André Canal.
[664] Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, op. cit., p. 120.
[665] Chaubin (H.), « Le sud, terre de prédilection de l'activisme ? L'OAS-Métro dans l'Hérault », *La France en guerre 1954-1962*, Paris, Autrement, coll. « Mémoires/Histoire », 2008.
[666] Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.

jeune Delphine Renard. La photo de son visage ensanglanté provoque l'indignation de l'opinion publique. André Canal poursuit une stratégie de la terreur et multiplie les attentats au plastique : 18 explosions à Paris le 24 janvier 1962. Ces violences en métropoles loin de rallier l'opinion rendent l'OAS impopulaire. Les opposants se retrouvent le 8 février 1962 au métro Charonne. La répression policière et les mouvements de foule font neuf morts et 250 blessés. Dans la mémoire de la gauche française, Charonne devient l'emblème de la violence d'Etat occultant la mémoire du 17 octobre 1961[667].

Enfin, l'OAS-Métro est à l'origine d'une dizaine d'attentats contre le général de Gaulle De Gaulle. L'attentat du Petit-Clamart, le 22 aout 1962, est le plus célèbre. Jean-Marie Bastien-Thiry, officier et ancien résistant, prend la tête d'une coalition hétéroclite[668]. L'opération Charlotte Corday devait souffler la voiture du Président sur la route de Colombey. Elle échoue à cause d'un problème de coordination. La voiture prend tout de même 14 balles. *« Cette fois, c'était tangent.* » aurait dit le Général de Gaulle en sortant du véhicule. Il échappera à trois attentats supplémentaires en 1963 et 1964.

[667] House (J.), MacMaster (N.), *Paris 1961: Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire.*, op. cit.
[668] Accoce (P.), « Les attentats de l'OAS contre de Gaulle », *Ces assassins qui ont voulu changer l'Histoire*, Paris, Plon, 1999.

Figure 1 : L'OAS - Un arbre généalogique



C. La violence surgissante

a. L'apogée de l'OAS

Malgré ces difficultés de coordination, l'OAS connait une certaine apogée durant l'été et l'automne 1961[669]. D'avril à aout 1961, l'OAS organise 1 072 attentats en Algérie. Les levées d'argent et le racket fonctionnent. L'organisation peut compter sur la complicité de la population, de nombreux fonctionnaires de police, de la haute administration et des services secrets. Elle peut protéger ses membres et frapper ses cibles plus efficacement. L'OAS engrange des ralliements importants comme celui du colonel Antoine Argoud et d'Edmond Jouhaud. L'activité en Métropole se déploie. L'influence sur la politique française commence à peser. Les réseaux d'extrême-droite, des poujadistes, des rapatriés et des déçus du gaullisme s'y rallient. Des membres des cabinets ministériels, de l'équipe présidentielle ou du gouvernement ont une sympathie pour l'organisation et ont sans doute entretenu des liens[670]. Le soutien de l'Etat profond à l'organisation inquiète le nouveau ministre de l'intérieur, Roger Frey qui, en mai 1961, met 157 officiers de police à la retraite[671]. Raoul Salan multiplie les lettres aux corporations et aux élus pour rassurer sur son légalisme. Suite à une lettre du général Salan, 80 parlementaires votent un amendement réduisant la durée du service militaire des appelés en Algérie pour affaiblir l'armée française. A partir de décembre 1961, la situation devient plus critique. La répression s'accentue. La police métropolitaine et les fameux barbouzes sont envoyés en Algérie pour arrêter les membres de l'OAS et rompre la collusion avec la police locale. Fin mars et début avril 1962, Raoul Salan, Edmond Jouhaud et Roger Degueldre sont arrêtés, privant l'hydre de ses têtes. Les ralliements des militaires se raréfient. L'Armée ne bascule pas et reste fidèle à de Gaulle. La fusillade de la rue d'Isly est un tournant[672]. Dès lors, l'OAS prend la pente de la radicalisation et de la terre brulée[673].

b. Les flammes des derniers instants

Au printemps 1962, la radicalisation du mouvement est concomitante d'un engagement plus marqué de civils anonymes. Ces derniers avaient pu rester à la lisière du mouvement mais l'horizon de l'Indépendance se rapprochant, ils s'engagent dans ce qui s'apparente à un plongeon dans une

[669] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.
[670] Michel Debré, Premier Ministre, aurait été tenté de rallier l'organisation. Lors de son procès Jean-Marie Bastien-Thiry suggère que Valéry Giscard d'Estaing, alors Secrétaire d'Etat aux finances, était « *inscrit à l'OAS sous le numéro 12B. il fournissait les délibérations du conseil des ministres* ». Son directeur de cabinet, Michel Poniatowski rencontre à plusieurs reprises des interlocuteurs du général Raoul Salan. Des liens que VGE conservera. Sa campagne en 1974 sera l'occasion d'une réapparition des hommes de l'OAS.
[671] Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.
[672] Quivy (V.), *Les soldats perdus : des anciens de l'OAS racontent*, op. cit.
[673] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.

violence débridée[674]. Ces civils sont surtout de jeunes hommes initialement inconnus des services de police. La moitié a moins de 26 ans. Les trois quarts d'entre eux sont natifs d'Algérie et issus de la classe moyenne urbaine qui fait le terreau de l'OAS. Ils sont étudiants, lycéens, employés, mécaniciens, électriciens ou comptables. Ils agissent au nom de l'OAS mais n'ont pas de lien avec la hiérarchie. L'objectif est de déployer la violence pour faire échouer le processus de paix et d'Indépendance. Armés mais peu formés, ils commettent des attentats aveugles contre des Algériens et des policiers, déposent des bombes, font des plasticages et tirent en voiture sur la foule[675]. L'OAS se présente et s'impose comme le dernier rempart aspirant les dernières énergies des Européens d'Algérie[676]. La terreur est l'ultime instrument pour inverser le rapport de force et dompter l'angoisse face à l'effondrement d'un monde.

Dans le mois de janvier 1962, l'OAS commet 800 attentats, 120 rien que le 4 mars 1962 dans l'opération Rock & Roll. Le 15 mai 1962, on compte un attentat toutes les dix minutes à Alger[677]. Il s'agit d'harceler l'Etat en déclarant « *l'ouverture systématique du feu sur les unités de gendarmerie mobiles et les CRS* »[678]. Les quartiers musulmans sont la cible des voitures piégées et des bombardements au mortier. Des ordres systématiques sont donnés : « *Au moins deux par jour* ». Un almanach du meurtre désigne successivement des catégories de musulmans à éliminer : le jour des instituteurs, le jour des pharmaciens, le jour des fonctionnaires. Ainsi le 5 mars 1962, jour des commerçants, 100 magasins de musulmans explosent à Alger[679]. A Oran en mai 1962, 10 à 15 musulmans sont tués par jour[680]. L'OAS est maîtresse de la ville. 300 000 personnes dont 50 000 enfants sont enfermés dans les quartiers musulmans. Depuis le quartier Européen, l'OAS lance des mortiers et des obus. Des snippers tirent en enfilade sur ceux s'aventurant dans la rue[681].

L'OAS interdit le départ des Français d'Algérie. Les manifestations de masse sont un moyen de peser psychologiquement et de forcer la population européenne à s'engager. Elles sont l'occasion des fameux concerts de casseroles et de ratonnades. L'OAS désignaient des cibles et comptaient sur la confrontation communautaire pour mobiliser. Elle libérait l'expression de la haine antimusulmans[682]. A l'approche de l'Indépendance, la stratégie de la terre brûlée consiste à

[674] Dard (O.), « Qui ont été les membres de l'OAS ? », *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, Paris, La Découverte, coll. « Poche / Essais », 2014.
[675] Thénault (S.), « L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63e année (5), 2008.
[676] *Ibid.*, p. 990.
[677] Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *art. cit.*
[678] *Ibid.*
[679] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.
[680] Stora (B.), Ellyas (A.), « OAS (Organisation armée secrète) », *art. cit.*
[681] Rahal (M.), « *Oran 1962. Des trois dimensions du souvenir* », billet, choses vues, 16/07/2018 : https://texturesdutemps.hypotheses.org/2731
[682] Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit. ; Thénault (S.), « L'OAS à Alger en 1962 », *art. cit.*

organiser la destruction de tout ce qui ne devrait pas être laissé à l'Algérie indépendante (bibliothèque d'Alger le 7 juin 1962, incendies des ports d'Alger et d'Oran, des écoles, des mairies, des commissariats, des infrastructures). Mais la politique du pire finit par couper l'OAS de sa base. Le chao provoqué par l'OAS pousse nombreux d'Européens à l'exil.

Les 23 et 25 juin 1962, les derniers membres des commandos de l'OAS fuient pour l'Espagne emportant avec eux les liquidités des principales banques d'Algérie[683]. Les Oranais, Jean-Claude Perez, Jean Gardes, Jésus de Bab-El-Oued et 60 000 Français d'Algérie partent pour Alicante. Jean-Jacques Susini, Yves Godard et Jacques Soustelle s'exilent en l'Italie, Antoine Argoud à Munich, George Bidault en Amérique Latine, d'autres au Portugal de Salazar. Beaucoup d'anonymes se mêlent à la masse des rapatriés pour la France. La plupart des militants abandonnent le combat, se faisant discrets en attendant les amnisties, d'autres offrent leurs services de mercenaires dans la guerre du Katanga ou du Biafra, contre les communistes au Vietnam ou pour gonfler les rangs des milices chrétiennes au Liban[684].

En un an et demi, l'OAS a perpétré plus de 13 000 attentats et causé la mort d'environ 2 200 personnes. L'organisation est parvenue à mobiliser les masses européennes. Mais le mouvement révolutionnaire a échoué. Ses capacités de destruction ne se sont pas converties en rapport de force et n'ont pas permis une négociation avec les autorités françaises et algériennes pour revendiquer des droits pour les Européens dans une Algérie ou une France nouvelle. Le choix de la radicalisation et de la confrontation communautaire, la frénésie meurtrière des commandos et l'aveuglement politique des chefs ont condamné le mouvement à l'échec. L'OAS a étouffé et éliminé les voix modérées qui auraient pu permettre aux Européens de rester.[685] Cependant, le maintien des Européens nécessitait d'accepter la fin du monde colonial, ce à quoi les ultras se sont refusés, préférant la fuite et l'ablation.

D. La puissance mémorielle de l'OAS

Le combat pour l'Algérie française ne s'arrête pas en 1962. Il trouve dans la politique, les combats pour les amnisties et l'influence mémorielle des prolongements.

---

683 « *Ainsi les patriotes algériens et les desperados qui n'avaient cessé d'annoncer qu'ils se battraient jusqu'à la mort et qu'ils feraient d'Alger ou d'Oran un second Budapest, un nouveau Stalingrad, abandonnèrent l'Algérie sans combattre l'ALN* » Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *art. cit.*, p. 10.
684 Robin (M.), *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2014.
685 Ageron (C.-R.), « L'OAS-Algérie-Sahara », *art. cit.*

a. Le combat continue

A la fin de la guerre, la justice française prononce 3 240 condamnations dont 294 par contumace. Edmond Jouhaud est condamné à mort mais gracié. Raoul Salan échappe à la peine de mort mais est condamné à perpétuité. Jean-Marie Bastien-Thiry, Roger Delguedre, Claude Piegts et Albert Dovecar sont fusillés. Ils deviennent des martyres du combat pour l'Algérie française. Beaucoup d'anonymes n'ont jamais été identifiés et ont refait leurs vies. Le premier combat mené par les anciens de l'OAS, les associations de rapatriés et leurs soutiens dans l'Etat est celui des amnisties[686]. Tous les groupes politiques à l'exception des communistes soutiennent les amnisties. En conséquence, la réintégration des militants est rapide et totale. Le premier combat mené par les anciens de l'OAS, les associations de rapatriés et leurs soutiens dans l'État est celui des amnisties. Il est rapide et total. De 1962 à 1968, plusieurs lois permettent aux anciens putschistes et militants à l'OAS de sortir de prison ou de revenir d'exil.[687] En 1982, une loi voulue par François Mitterrand utilisant pour la première fois le 49.3 contre sa propre majorité, réhabilite les anciens putschistes dans leur honneur. Cette réintégration permet le retour des ultras en politique à droite et à l'extrême-droite.

La campagne de Jean-Louis Tixier-Vignacour en 1965 seulement trois ans après la fin de la guerre est l'occasion de faire exister cette opposition nationale au gaullisme. Le candidat épaulé par Jean-Marie Le Pen s'appuie sur le ressentiment des Français d'Algérie et entretient le souvenir de l'Algérie française. Il s'entoure de Pierre Sergent, Georges Bidault, et Jacques Soustelle. La campagne de Valéry Giscard-d 'Estaing en 1974 est aussi l'occasion de réveiller les réseaux. Michel Poniatowski, les jeunes d'Ordre Nouveau et Pierre Sergent se retrouvent à ses côtés. Deux années auparavant, Georges Bidault, Roger Holeindre et encore Pierre Sergent créent le Front National. Dans les années 1980, une bonne dizaine d'anciens cadres de l'OAS dont Antoine Argoud et Jean-François Collin s'engagent au FN.

Leur investissement permet de redynamiser l'extrême droite. Ils apportent leurs expériences et leurs réseaux mais surtout un renouvellement idéologique. Au corpus antisémite et nationaliste traditionnels, ils insufflent une rhétorique anti-arabe et antimusulmane. Le combat contre

[686] Le Secours populaire pour l'entraide et la solidarité (SPES), l'ANFANOMA, l'Union Française pour l'Amnistie placée sous le patronage de l'archevêque de Lyon et du Maréchal Juin et de l'Adimad - Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française.

[687] Le 22 mars 1962, un décret amnistie tous les « *faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre* » et couvre les militaires et les policiers ayant collaboré avec l'OAS et pratiqué des exactions. La loi du 23 décembre 1964 amnistie toutes les infractions ayant eu lieu avant le cessez-le-feu c'est à dire celles des putschistes et des civils. Elle est renforcée par la loi de 1966 qui étend cette amnistie aux infractions commises après le cessez-le-feu mais pour les militaires seulement. Le 24 juillet 1968, de Gaulle gracie Raoul Salan et les membres de l'OAS incarcérés. Le 30 juillet, une loi dite de portée générale amnistie toutes les infractions et permet le retour d'exil de nombreux militants. Gacon (S.), « Les amnisties de la guerre d'Algérie (1962-1982) », *Histoire de la justice*, 16 (1), 2005.

l'immigration maghrébine est le prolongement direct du combat pour l'Algérie française. Ils imposent un discours d'une France menacée par l'arrivée des immigrés, de la victimisation des rapatriés et par extension de tous les Français, et d'une revanche à prendre sur les Algériens[688]. Dans un meeting en 1992 du Cercle National des Rapatriés, fondé par Pierre Sergent, Jean-Marie Le Pen déclarait *« le combat pour l'Algérie française a préparé le combat pour la France française.* »[689].

b. Un héritage politique

Dans les années 2000, les nostalgiques de l'Algérie française mènent une OPA sur la mémoire des rapatriés. L'influence des militants nostalgiques de l'Algérie française dans les associations et sur les élus impose une ligne coloniale. Les discours victimaires sur la mémoire blessée attirent l'attention des politiques. Ceux sur la revanche et la stigmatisation des immigrés trouvent des relais convaincus dans les rangs de la droite et de l'extrême-droite. Dans le sud de la France, les anciens de l'OAS s'imposent comme d'incontournables mercenaires de la politique locale. La droite cultive ses liens avec les hommes et la mémoire de l'Algérie française. Cette influence se lit dans la multiplication des lieux de mémoire en hommage aux combattants pour l'Algérie française[690].

Réhabilitation du passé colonial et rhétorique anti-immigration sont le chemin de la radicalisation de la droite sur l'identité nationale. Cet adage se structure dans le combat pour la loi du 23 février 2005 et de son article 4 sur l'enseignement positif de la colonisation, mais aussi son article 13 qui ouvre des réparations financières aux anciens de l'OAS. La rupture est portée par de jeunes élus, principalement issus du Sud, réunis dans la droite décomplexée qui accompagne l'ascension de Nicolas Sarkozy au pouvoir[691]. Ils imposent une rupture avec la tradition gaulliste qui maintenait à distance les discours nostalgiques sur le passé et identitaires sur le présent. La fierté nationale devient politiquement acceptable et désirable[692]. L'invention du concept de la repentance disqualifie les tentatives scientifiques et politiques d'analyse critique du passé colonial et de ses conséquences sur le présent. Se repentir amoindrirait « la vitalité de la nation ». La France et les Français ne sauraient atteindre leur potentiel s'ils sont handicapés par leur culpabilité. L'élection de

---

688 Stora (B.), *Le Transfert d'une mémoire: De l'Algérie francaise au racisme anti-arabe*, op. cit.
689 Dard (O.), *Voyage au coeur de l'OAS*, op. cit.
690Alain Ruscio en recense 70. Parmi les plus importants, Le mémorial des rapatriés à Nice en hommage à Roger Delgueldre, inauguré par Jacques Médecin en 1973 ; celui de Toulon inauguré le 14 juin 1980 en présence du Préfet, de Edmond Jouhaud et du Secrétaire d'État aux rapatriés ; celui de Pérols dans l'Hérault inauguré en 1987 avec André Santini, Secrétaire d'État aux rapatriés, Celui de Valras dans l'Hérault également, celui de Théoule-sur-Mer, celui de Perpignan inauguré en 2003, celui de Béziers, celui d'Aix en Provence, de Marignane, Villeneuve-Loubet et Saint-Laurent du Var (06) Ruscio (A.), *Nostalgérie : l'interminable histoire de l'OAS*, op. cit.
691Michèle Tabarot (fille du militant de l'OAS), Kléber Mesquida (Pied noir), Jean-Pierre Soisson (Ancien-combattant), Jean Léonetti, Lionel Luca, Christian Vanneste.
692 Blanchard (P.), « Colonisation : commémorations et mémoriaux. Conflictualité sociale et politique d'un enjeu mémoriel », *Ruptures postcoloniales*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2010 p. 499.

Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République signe la victoire de cette ligne politique. Les sympathisants de l'Algérie françaises sont ministres ou conseillers à l'Élysée. Les morts de la rue d'Isly sont inscrits au mémorial national du quai Branly. Les anciens de l'OAS reçoivent des Légions d'Honneur. Le ministère de l'identité nationale et de l'immigration est créé. La digue républicaine et idéologique séparant la droite de l'extrême-droite est dangereusement menacée.

De toutes les mémoires issues de l'histoire algérienne et bien qu'élaborée par une minorité de personnes, la mémoire de l'Algérie française a connu le plus grand succès politique. Alors que pendant des décennies l'Etat avait évité toute confrontation officielle à son passé colonial en Algérie, la politisation des mémoires a forcé tous les anciens acteurs du conflit à revenir sur la scène pour défendre leur version de l'histoire et tenter d'influencer le discours national. La réhabilitation coloniale portée par ses acteurs est possible car elle s'articule à un projet politique contemporain de défense d'une identité nationale supposément menacée par l'immigration. Présent et passé se soutiennent et se légitiment mutuellement.

Le monde contemporain se transforme. Alors que cela semblait immuable, l'Europe ne domine plus le monde. Des puissances non occidentales émergent. L'immigration postcoloniale dans l'ancienne métropole recompose les identités. Le progrès de l'égalité impose le partage des ressources, du pouvoir et des places dans le processus de légitimation symbolique. Ces changements sont immenses. Ils provoquent des questionnements identitaires et des peurs qui trouvent leurs racines dans les profondeurs de l'histoire. Face à ces bouleversements, des mouvements politiques réactionnaires articulent entrave au travail critique, rejet de l'immigration et réification des identités. Le combat pour l'Algérie française parce qu'il mobilise le sentiment d'assiègement, le risque d'effondrement et une capacité de résistance est une référence.

* *

*

Français d'origine algérienne, pieds-noirs, Juifs d'Algérie, Appelés du contingent, harkis, militants de l'Algérie française. Depuis 1962, des millions de familles issus de ces groupes hérités de la colonisation et de la guerre d'Algérie font la France d'aujourd'hui. Leurs expériences, leurs visions du passé et leurs engagements livrent un puissant héritage culturel, identitaire et politique. Les évènements continuent parfois d'affecter leurs enfants. La mémoire de la colonisation et de la guerre n'est pas sans irriguer des projets politiques contemporains et nourrir la vie politique française, ne serait-ce qu'à travers les débats qu'elle continue de susciter. 60 ans après la fin de la guerre, une troisième génération, celle des petits-enfants, entre en scène. Qui sont-ils ? De quoi et de qui sont-ils les héritiers ?

Chapitre 3 : La mémoire d'une génération

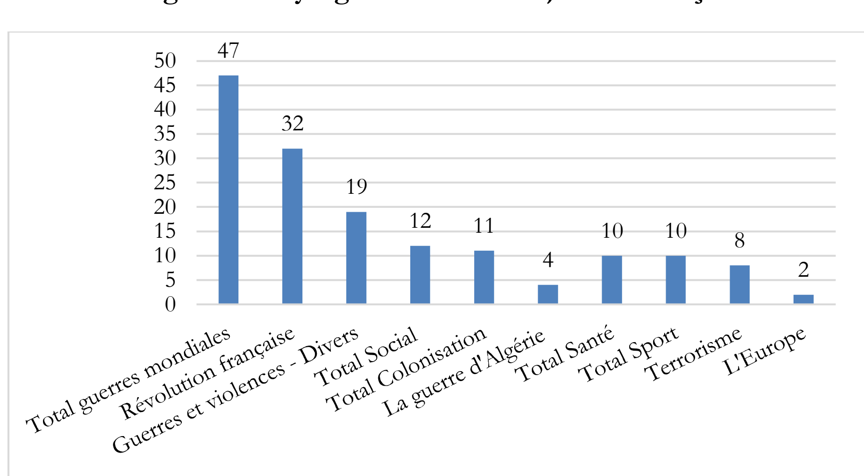
Notre exploration du paysage mémoriel des jeunes Français débute par un examen de la dimension cognitive de leur rapport à cette histoire. Cette étape nous permet d'identifier la place qu'occupent la colonisation et la guerre d'Algérie dans leur mémoire et de faire une photographie de leurs connaissances et de leurs représentations des évènements et des acteurs. Que savent-ils ? Comment se représentent-ils le passé ? Ont-ils des représentations négatives ou positives de la colonisation, de la lutte pour l'Indépendance, des pieds-noirs ou des harkis ? Peut-on observer des différences entre les jeunes dans la manière de se représenter le passé ?

Cette analyse s'appuie à la fois sur le traitement des résultats quantitatifs de l'enquête sur l'échantillon représentatif des jeunes Français et sur les entretiens qualitatifs. La famille et la politique sont les sources principales d'accès à cette histoire. Elles déterminent le niveau de connaissance et les représentations des jeunes. Ces dernières sont peu fixées et ambivalentes sur la colonisation, plus denses et structurées sur la guerre d'Algérie. Elles tendent à se rejoindre dans une condamnation de la violence et une légitimation de l'Indépendance. La mémoire ne fait pas l'objet de clivages majeurs dans la jeunesse française, y compris chez les descendants. Les antagonismes sont davantage politiques en ce qu'ils portent principalement sur des représentations négatives des musulmans et des harkis, circulant dans l'ensemble de la société française plus que dans les familles concernées. Enfin, les jeunes trouvent aussi à l'école, dans la culture populaire et dans leur environnement des outils et des occasions pour préciser, nuancer ou s'opposer à ce qu'ils ont entendu à la maison ou dans les médias. Ecole, famille, foot et rap forment le territoire de la mémoire que les jeunes arpentent pour définir leur propre rapport à cette histoire. Grâce au travail d'une multiplicité d'acteurs, ce territoire s'élargit et offre davantage d'opportunités pour connaitre, comprendre et dépasser le passé.

I. La colonisation, au second plan dans le paysage mémoriel des jeunes Français

Commençons tout d'abord par un plan large du paysage mémoriel des jeunes. Nous avons interrogé 3 000 enquêtés sur les évènements de l'histoire de France qu'il faudrait, selon eux, prioritairement garder en mémoire. Le choix d'une question ouverte implique un très grand nombre de réponses parfois difficiles à agréger mais ces dernières ont l'avantage d'être spontanées, reflétant une libre expression des jeunes. Il en résulte un paysage mémoriel assez peu diversifié. La mémoire collective des jeunes Français s'articule presque exclusivement autour de deux blocs : les guerres mondiales et la Révolution française.

Figure 2 : Paysage mémoriel des jeunes Français



Près de la moitié de leur réponses (47%) font référence aux deux guerres mondiales avec d'abord celle de 1939-1945 (comprenant des réponses autour de la guerre en elle-même, Vichy, la Shoah, la Résistance, le Débarquement et la Libération) puis celle de 1914-1918, représentant 17% des réponses. 32% de leurs réponses renvoient à la Révolution française (la Révolution, 1789, la prise de la Bastille le 14 juillet ou encore les Droits de l'Homme). La prépondérance de ces deux expériences historiques s'explique par leur caractère matriciel. Il s'agit d'évènements fondateurs de la France contemporaine. Les institutions françaises mais aussi européennes, ainsi que les forces politiques et sociales se sont en partie structurées dans ces circonstances. La Révolution forge le cadre démocratique, égalitaire et libéral. La première guerre mondiale et la Shoah sont des traumatismes historiques. Elles ont profondément transformé nos sociétés, marqué notre civilisation. L'immédiat après-guerre en 1945 voit la mise en place du régime social et politique avec lequel nous vivons encore, tel l'Etat providence ou la construction de l'Europe. Ces expériences servent de cadre au monde contemporain. Leur héritage structurel est connu et visible. La mémoire de ces deux blocs s'appuie sur des cadres sociaux, nombreux et solides. Elle est entretenue par les institutions, visible dans les noms de rue et transmise par l'école et la culture populaire. Ces différents évènements sont abordés à plusieurs moments du parcours scolaire. Cette récurrence solidifie les connaissances et les représentations. Ainsi, guerres mondiales et Révolution française forment-ils les deux éléments saillants du paysage mémoriel des jeunes, loin devant d'autres pans de notre histoire. Un troisième bloc, rassemblant 19% des réponses renvoie à des événements non-définis mais liés à la guerre ou la violence en général. Les références aux luttes sociales et à la conquête des droits représentent quant à elles 12% des réponses.

La colonisation n'arrive qu'en cinquième position, avec 11% des réponses. S'y agrègent les mentions d'esclavage, d'abolition, de décolonisation et de guerre d'Algérie (4% des réponses). Ces expériences n'occupent pas une place majeure dans le paysage mémoriel des jeunes et cela en dépit

de leurs nombreux héritages. Leur mémoire s'est longtemps appuyée sur des cadres sociaux plus faibles. Le travail historique, les mobilisations de la société civile et les gestes institutionnels sont récents. Leur présence dans les programmes scolaires continue d'évoluer. L'inscription de figures de résistants à l'esclavage ou à la colonisation dans l'espace ne fait que débuter. Notre rapport moral à cette histoire n'est pas fixé et reste une source de clivage politique. Le monde politique débat encore de la nécessité d'un travail de mémoire pour éclairer ou minorer les héritages coloniaux et esclavagistes de la France. Toutefois, les réponses étant spontanées, 11% des réponses constituent une part non négligeable de la mémoire historique des jeunes générations. La guerre d'Algérie à elle seule rassemble 4% des réponses soit presque autant que les rois de France (5%), que Napoléon (4%) et deux fois plus que l'Europe (2%) dont l'histoire et la mémoire sont pourtant enseignées et entretenues.

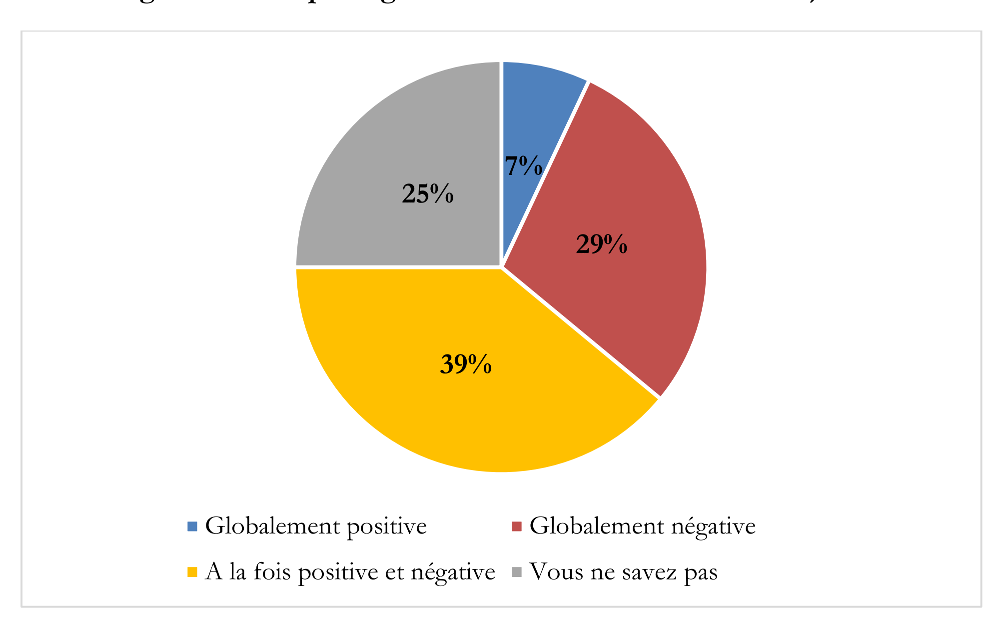
Enfin, la présence dans le paysage mémoriel des jeunes d'évènements très récents confirme que la mémoire s'écrit bien au présent et que ces évènements jouent un rôle structurant dans leurs représentations. Ainsi la santé occupe 10% des réponses avec notamment l'épidémie de Covid-19 (8%). Le terrorisme (8%) et les victoires en Coupe du Monde de Football de l'équipe de France (9%) sont déjà des évènements considérés comme importants par les jeunes et à garder en mémoire.

Le choix de la colonisation sur d'autres périodes historiques est fonction de l'intérêt politique. Les jeunes qui s'intéressent beaucoup à la politique sont presque deux fois plus nombreux à faire référence à la colonisation (21% contre 11% pour l'ensemble de l'échantillon), notamment s'ils se déclarent de gauche (18%) ou d'extrême-gauche (23%). Cela témoigne de la politisation du sujet. Placer la colonisation et la guerre d'Algérie dans son paysage mémoriel révèle une sensibilité politique aigüe. Les jeunes connaissent l'importance politique de l'entretien de la mémoire de ces évènements. Plus que l'origine sociale ou le niveau de diplôme, le rapport à la politique détermine le rapport des jeunes à la colonisation et à la guerre d'Algérie.

A. La colonisation, un sujet mal maitrisé

Si la colonisation est bien présente dans le paysage mémoriel des jeunes, elle n'a pas la même signification pour tout le monde. Associée à la grandeur nationale pour les uns ou à l'exploitation impérialiste pour les autres, elle reste une source de clivage en France. La question de savoir si la colonisation de l'Algérie par la France fut une expérience positive ou négative nous renseigne sur la permanence de ce clivage dans la nouvelle génération.

Figure 3 : Perception globale de la colonisation chez les jeunes



Les réponses font émerger une difficulté des jeunes à se positionner. 39% des jeunes refusent une lecture binaire. Ils se représentent la colonisation dans ses aspects à la fois positif et négatifs. Ils ont autant été exposés aux discours critiques présentant la colonisation comme un régime d'exploitation qu'à ceux vantant les bienfaits de l'œuvre française. Leur ambivalence domine. Puis, 25% des jeunes reconnaissent qu'ils ne savent pas quoi répondre à la question, témoignant de leur distance par rapport au sujet. Pour les deux tiers des jeunes Français, la colonisation est donc clairement un sujet mal maitrisé. Ils manquent d'éléments pour se positionner, connaissent mal cette histoire et ne savent pas quoi en penser.

Cette ambivalence reflète une ambiguïté idéologique par rapport à cette période de l'histoire. Quel jugement moral porter sur la colonisation ? Pour d'autres expériences historiques les positions morales et politiques sont établies, elles le sont beaucoup moins sur la période coloniale. Savoir si elle fût un crime contre l'humanité ou un acte de civilisation fait encore débat dans la société française. Les déclarations du candidat Emmanuel Macron en 2017 avaient créé un clivage dans le paysage politique français[693]. L'idéologie coloniale associant la colonisation à une modernisation et à la puissance nationale n'a pas été déconstruite et continue de nourrir des projets politiques contemporains centrés sur l'identité nationale[694]. Méconnaissance et ambivalence expliquent l'absence de positionnement clair des jeunes Français sur la colonisation.

Un peu plus du tiers (36%) des jeunes adoptent des jugements plus tranchés : 29% se

---

693 Il déclare lors d'une interview à la télévision algérienne le 15 février 2017 : *« La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie. Et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face, en présentant nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes. »*

694 Blanchard (P.), Bancel (N.), Thomas (D.), *Vers la guerre des identités ?*, op. cit.

représentent la colonisation comme négative et 7% comme positive. Le rapport à la politique apparait là encore déterminant. Plus les jeunes sont intéressés par la politique, plus ils savent se positionner sur cette question. Lorsqu'ils déclarent un fort intérêt, ils ne sont que 7% à ne pas savoir quoi répondre (contre 25% pour l'ensemble de l'échantillon). Le clivage gauche-droite est très clairement le prisme à travers lequel les jeunes perçoivent et jugent le passé algérien. 51% des jeunes d'extrême-gauche et 43% des jeunes de gauche pensent que la colonisation fût négative (contre 29% pour l'ensemble de l'échantillon). Les jeunes de droite sont surreprésentés parmi les jeunes optant pour une vision à la fois positive et négative de la colonisation (44% contre 39% pour l'ensemble). Les jeunes d'extrême-droite sont quant à eux deux fois plus nombreux à avoir une perception positive de la colonisation (15% contre 7% pour l'ensemble).

Les jeunes ayant des liens familiaux avec l'Algérie ou la guerre se comportent également différemment. Ils se positionnent beaucoup plus facilement et ont des avis plus affirmés. Les jeunes qui discutent de la guerre d'Algérie en famille ne sont que 13% à ne pas savoir quoi répondre à cette question. Ils ont principalement une perception négative de la colonisation. C'est le cas de près de la moitié des jeunes d'origine d'algérienne (45%). Les jeunes descendants de militants pour l'Indépendance, de Juifs d'Algérie, d'anciens harkis et même de militants à l'OAS sont aussi beaucoup plus nombreux à juger la colonisation négativement (entre 10 à 17 points de plus que l'ensemble des jeunes). Dans ces familles, la mémoire joue un rôle structurant tant les parcours individuels et les histoires familiales ont été marqués par l'exil ou les engagements militants. En revanche, les descendants de pieds-noirs ou d'appelés optent davantage pour un jugement ambivalent, à la fois positif et négatif sur la colonisation. Près de la moitié d'entre eux (respectivement 50% et 46%) choisissent cette option (contre 39% pour l'ensemble des jeunes). Ce positionnement traduit une plus forte hétérogénéité de ces groupes et l'accès à des récits plus ambivalents sur la colonisation. Au sein des familles affectées par la guerre, la mémoire des évènements a vraisemblablement joué un rôle dans la formation des représentations. La transmission par l'intime permet aux jeunes d'avoir une meilleure connaissance de l'histoire et de ce qu'elle a pu produire. Il leur est plus facile de se positionner. Ils ont un avis sur le sujet et cela les différencie des autres jeunes Français. Mais le clivage semble davantage politique que lié aux appartenances familiales. Les jeunes déclarant un lien avec un ancien militant à l'OAS sont aussi nombreux (41%) que les autres jeunes descendants à juger la colonisation négativement et les jeunes d'origine algérienne sont deux fois plus nombreux (15%) que l'ensemble de l'échantillon (7%) à penser qu'elle fût positive.

Tableau 1 : La perception globale de la colonisation en Algérie

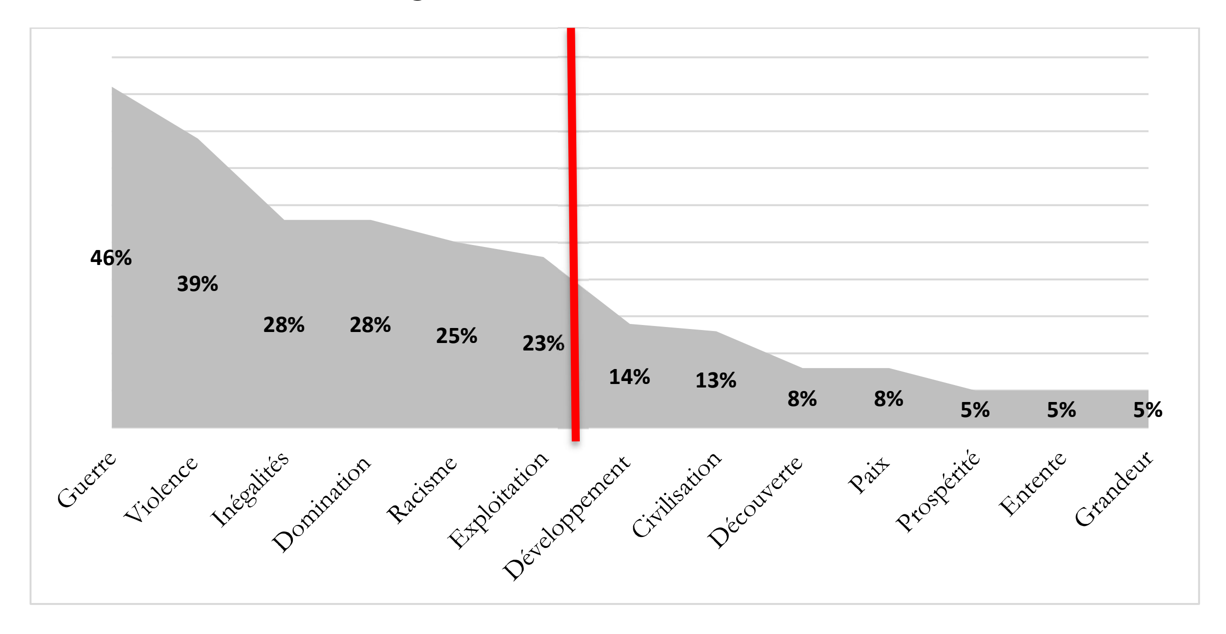
	Une expérience globalement positive	**Une expérience globalement négative**	**Une expérience à la fois positive et négative**	**Vous ne savez pas**
Ensemble	**7**	**29**	**39**	**25**
Rapport au politique				
S'intéresse beaucoup à la politique	20	37	36	7
S'intéresse assez à la politique	8	42	38	12
Ne s'intéresse pas à la politique	5	24	39	32
Positionnement politique				
Ext-Gauche	21	51	15	13
Gauche	4	43	40	13
Centre	7	36	44	13
Droite	11	29	44	16
Ext-Droite	15	31	30	24
Ni à gauche ni à droite	5	23	37	35
Origines algériennes				
Avoir des parents algériens ou d'origine algérienne	15	45	31	9
Aucun lien avec l'Algérie	6	24	39	31
Discutant de la guerre d'Algérie en famille				
En discutant souvent	22	44	26	8
En discutant en famille	9	41	37	13
N'en discutant jamais	5	23	36	36
Liens familiaux avec				
Un militant pour l'indépendance	5	47	38	10
Un ancien soldat de l'armée française	7	29	46	18
Un pied-noir	8	26	50	16
Un Juif d'Algérie	6	43	41	10
Un militant de l'OAS	11	41	32	16
Un ancien harki	8	40	38	14

a. Les mots de la colonisation

Si les jeunes Français semblent avoir du mal à porter un jugement positif ou négatif sur la colonisation de l'Algérie par la France, l'analyse des mots qu'ils associent à cette expérience historique clarifie leur positionnement. Parmi une liste de treize mots ayant une connotation soit négative (*inégalité, guerre, domination, racisme, exploitation, violence*) soit positive (*grandeur, civilisation, développement, entente, paix, prospérité, découverte*), les jeunes devaient en sélectionner trois qu'ils associent à la colonisation de l'Algérie par la France. Dans ce cas, leur hésitation et leur ambivalence

sont moindres. Ils font une hiérarchisation très nette entre les termes négatifs qui arrivent tous sans exception en premier et les termes positifs, moins fréquemment sélectionnés.

Figure 4 : Les mots de la colonisation



La présence de l'ensemble des termes négatifs en tête indique qu'un certain nombre de jeunes ayant exprimé leur ignorance ou leur ambivalence sur le sujet associent néanmoins plus fréquemment des termes négatifs à la colonisation que des termes positifs. A travers les mots sélectionnés, la colonisation apparait d'abord comme une réalité historique violente et inégalitaire.

Le terme *guerre* arrive largement en tête (46% des réponses) et la fréquence de son choix révèle que la colonisation est principalement perçue à travers le prisme de la guerre d'Algérie. Cette dernière occupe l'ensemble de leurs représentations et fonctionne comme un écran oblitérant la période coloniale dont les jeunes connaissent peu de choses. Les principales images qui leur sont parvenues sont celles de la guerre d'Algérie à laquelle ils réduisent toute l'histoire coloniale. L'occurrence du mot *violence* en deuxième position (39% des réponses) confirme que cette histoire franco-algérienne est perçue dans sa réalité conflictuelle et qu'elle reste associée à la notion d'affrontement. Viennent ensuite les termes *inégalités* (28 % des réponses), *domination* (28%), *racisme* (25%) et *exploitation* (23%) qui renvoient à la dénonciation du système colonial. Ce dernier est mal connu et mal maitrisé. Ces termes sont plus complexes. Les jeunes les associent moins directement à la colonisation. Les mots choisis n'accordent que peu de place aux aspects positifs. Les termes *développement* (14% des réponses), *civilisation* (13%) puis *découverte, paix, prospérité, entente* et *grandeur* (tous situés en dessous de 8 % des réponses) arrivent loin derrière dans l'ordre de la sélection proposée. L'idéologie coloniale est donc très minoritaire chez les jeunes. Même si la sortie du peloton des termes *développement* et *civilisation* traduit une prégnance non négligeable de

représentations sur la mission civilisatrice, les perceptions des jeunes restent majoritairement anticoloniales. Elles dépendent étroitement du positionnement gauche-droite. Les jeunes exprimant par exemple une proximité partisane avec les partis de droite se sont deux fois plus portés sur le terme *développement* (27 % de leurs réponses contre 14% de l'ensemble de l'échantillon) ou encore *prospérité* (10% de leurs réponses contre 5%). Au contraire, les jeunes se situant à gauche ou à l'extrême gauche sélectionnent davantage les termes liés au système colonial (*inégalités*, *racisme*, *exploitation*). 45% des réponses des jeunes d'extrême gauche et 31% des réponses des jeunes de gauche se porte sur le *racisme*, pour 25% dans l'ensemble de l'échantillon).

b. Une grande difficulté à se représenter le passé colonial en Algérie

La distance des jeunes pour penser la colonisation s'explique par un mélange de désintérêt et de déficit cognitif. Il ne faut pas négliger que nous parlons d'une guerre d'il y a 60 ans et que si les jeunes peuvent être traversés par des questionnements, cette guerre appartient au passé. Ils ont d'autres centres d'intérêt.

> *« Je ne connais pas grand-chose. Je ne connais pas du tout ce sujet. Je ne suis pas du tout intéressée. Et j'ai un peu honte quand j'y repense, de manière générale, je ne suis pas quelqu'un de très politisée. Je n'ai pas de mémoire de ça. Moi, je vais dans le concret, je ne me suis jamais intéressée à ça et je ne connais pas trop de personne qui...ah ben si j'ai mon papi, j'aurais pu lui poser des questions...En en parlant là, j'me dis que c'est peut-être plus proche de moi que je ne le pense ou que ce serait intéressant d'en savoir plus mais c'est assez à distance de moi. »*
>
> Nolwenn, 28 ans, descendante d'appelé, en formation maraichage dans le Finistère

Mais les jeunes, y compris ceux ayant des liens familiaux avec cette histoire, confient surtout disposer de peu de connaissances, d'images ou de mots pour se représenter la colonisation. Leurs évocations sont ponctuées de silences, de pauses, d'hésitations, autant de signes qui traduisent leur difficulté à nommer les faits, à appréhender cette histoire. Ils sont gênés de ne rien avoir à dire ou de ne pas savoir comment le dire. Ils soufflent, commencent puis s'interrompent. Leur difficulté à s'exprimer sur ce sujet est notable.

> *« Bon je vais essayer de tout donner, je vais dire des trucs inexacts, je vais dire ma vision de ce que j'ai absorbé…pfff …(silence et inconfort) …mais j'ai des images mentales qui représentent rien….enfin des images assez fortes des paysages, la nature, la mer…c'est très très abstrait….J'ai très peu de choses…de très rares conversations ….c'est pas vraiment des conversations c'était plus notre grand-mère qui disait "ah l'Algérie c'était bien…" ….Oui c'est ça "ah l'Algérie c'était bien "…une vie heureuse…(un long silence). Mais je n'ai pas grand-chose qui me vient en tête, je ne sais pas si j'ai des trucs précis. Je n'ai rien sur la vie quotidienne, c'était bien mais sans que cela soit explicité dans les détails. Ça reste brouillon. Pour moi c'est un silence total cette histoire. »*
>
> Patrick, 33 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, à la recherche d'un emploi en Ile de France

Le problème n'est pas forcément le manque de récits mais bien leurs difficultés à les comprendre. A travers l'école ou la famille, les jeunes ont reçu des informations, des détails et des bribes. Ils ont déjà entendu parler de la colonisation en Algérie, encore plus de la guerre d'Algérie et du parcours de leurs familles mais ils n'ont pas les clefs pour déchiffrer ce qui leur parvient. Une chose est d'en parler, une autre est de comprendre de quoi l'on parle. Pour ces jeunes, l'Algérie toujours été présente. Mais où était-ce ? Puisque ce n'est pas la même Algérie qu'aujourd'hui. Dans quelle époque se placer ? Puisque ces récits coloniaux renvoient à un autre siècle. De quel monde parle-t-on ? Puisque ce monde colonial est révolu. S'ils ne sont pas soutenus par des connaissances, les récits sur le passé algérien sont pour eux inaccessibles, voire incompréhensibles. Comment imaginer que Tamanrasset fut français ?

> *« Pour moi l'Algérie c'est vraiment un pays, j'ai du mal à comprendre que ça ait été français. J'avais oublié que c'était français, je ne savais absolument rien. Un jour ça a été la France officiellement ! Peut-être que je ne l'ai jamais su d'ailleurs »*
>
> Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie
>
> *« Ça me renvoie à ma propre ignorance, c'est nul de pas savoir alors que c'est hyper important. Cet entretien ça m'angoissait je me disais : "Mais qu'est-ce que je vais raconter ?". Car je n'ai rien retenu. Quand mon grand-père m'a raconté, je ne connaissais rien au contexte. On a eu une discussion sur l'Algérie et c'est pour ça que je n'ai pas mémorisé : parce que je ne savais pas de quoi il parlait. Sinon je l'aurais inscrit dans une histoire. Après j'ai dû passer deux heures sur Internet pour lire des trucs. Si tu n'as pas de clefs, l'histoire elle va se perdre. Si personne n'a les bases, ils ne peuvent pas l'assimiler. »*
>
> Thomas, 32 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Paris
>
> *« Je suis incapable de décrire réellement ce qui s'y est passé. Qui a fait quoi ? Qui est en tort de quoi ? La version d'une personne sur la guerre d'Algérie pourrait très bien influencer mon point de vue. Si je rencontre un Français demain qui me raconte par A + B que la France était toute belle et toute gentille je ne le croirais pas forcément mais s'il me raconte d'une façon que c'est prouvé et que le lendemain je rencontre un Algérien qui me dit sa version des faits...voilà en fait je n'en sais rien. »*
>
> Tristan, 17 ans, descendant d'appelé, en lycée professionnel à Paris

Les images mobilisées pour décrire l'Algérie française confirment leurs difficultés à se représenter le passé. Le pays qu'ont connu leurs grands-parents a disparu. Peu de photos leur sont parvenues de cette époque. Ils ont vu peu de films sur le sujet. Les jeunes fabriquent et recomposent les bribes de ce paysage mémoriel avec quelques éléments à leur disposition : le désert, le pays où ils ont pu aller en vacances ou les images stéréotypées de voiles blancs longeant des murs de sable.

> *« Tout ce que je peux imaginer c'est une Algérie avec en soit des Français en plus. Dans une ville, les Français et les Algériens, ils sont ensemble dans cette ville. Je vois une espèce de ville mais pas non plus La Défense, une ville comme on verrait au Maroc, car j'ai vu beaucoup de photos du Maroc, je me représente l'Algérie comme le Maroc. J'imagine juste l'Algérie française un peu plus vieille avec des Français qui se baladent à côté d'Algériens. Beaucoup de nature, pas très modernisé, avec des déserts, des personnes voilées, la religion, les scorpions. »*

Tristan, 17 ans, descendant d'appelé, en lycée professionnel à Paris

Les images de la guerre d'Algérie occultent celles de l'Algérie française. La colonisation est réduite à la guerre, absorbée par elle. En lieu et place de l'Algérie française, les jeunes voient la torture, les attentats, des massacres d'Algériens ou de Français, des soldats, de Gaulle et le départ des Français.

« Je vois la guerre, L'Algérie française, je l'associe à la guerre d'Algérie, j'ai du mal à voir avant la guerre d'Algérie. Des chars des soldats. Plutôt une ville saccagée par la guerre. »

Corentin, 23 ans, descendant d'appelé, étudiant à Toulouse

B. Des représentations critiques de la colonisation

Si l'ambivalence domine, les représentations négatives de la société coloniale sont néanmoins présentes dans leurs discours et alimentent leur questionnement.

« L'Algérie française, c'est la cohabitation des groupes sociaux, une société fragmentée, une séparation forte, la domination coloniale, l'Empire, des inégalités fortes. Cela n'a plus de sens aujourd'hui, il n'en reste plus rien. Moi, ça me dépasse, est-ce que leur présence (ses grands-parents) était légitime ? Mais c'est un temps révolu, la colonisation, le rapport de force, la conquête, donc on peut dire que c'est illégitime mais ça fait partie de l'histoire humaine, mais bon c'est quelque-chose de très récent, la colonisation c'est une histoire qui est violente, c'est une violence, et ils ont pris conscience de cela. »

Romain, 24 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, étudiant à Paris

A défaut de pouvoir soutenir leurs perceptions négatives de la colonisation par des images concrètes, les jeunes convoquent parfois l'Occupation de la France par l'Allemagne Nazie. Ils y font référence car les lignes de clivage et les valeurs leur apparaissent plus clairement établies. Tout le monde sait de quoi l'on parle. Si l'Occupation est comprise comme immorale, injuste et condamnable, alors elle peut servir à appréhender la colonisation.

« Le colonialisme, c'est comme l'occupation de l'Allemagne nazie. Colonie ça me fait peur, c'est un terme oppressant. C'est bizarre comme période, c'est loin mais aussi très proche vu que ça a touché ma famille. C'est négatif mais avec des impacts positifs, comme l'architecture. Mais c'est tellement négatif l'Occupation d'un pays au 20e siècle, c'est encore palpable. Je pense aux crimes, les tueries, la torture que du négatif. Ça fait froid dans le dos. »

Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de harki, ingénieur à Paris

Les paysages occupent une place majeure dans leurs représentations. Les jeunes évoquent les images de paysages infinis, sauvages, vides de population. Lorsqu'ils évoquent les villes, ils rappellent la modernité des infrastructures, le vivre ensemble entre Algériens et Européens, le calme et la prospérité : des Algériens parlant Français, des pionniers défrichant la terre, des

drapeaux flottant sur des dunes, des terrasses bondées à Alger, des parties de foot entre Algériens et Français. Ces imaginaires en partie hérités du monde colonial cohabitent avec leur jugement critique de la colonisation.

> *« L'Algérie française, c'est des instituteurs français qui essaient de faire apprendre l'histoire de France à des enfants non-européens. C'est l'administration française, les façades des immeubles d'Alger mais aussi ces règles françaises imposées à une population qui doit renier sa culture. Je vois des Français dans les villages, des agriculteurs, pas forcément les personnes qui dirigeaient le pays, mais les Français mêlés à la population avec leurs terres. »*
>
> Alice, 27 ans, descendante d'appelé, à la recherche d'un emploi en Savoie

La question du vivre ensemble les taraude. Des récits évoquant l'entente entre Européens et Algériens, contant une paix déchirée par la guerre, ont pu leur parvenir. Mais ils ont aussi eu accès à d'autres récits, parfois les mêmes, rappelant les inégalités à l'origine du conflit. Ils ne savent pas comment se représenter les relations entre Européens et Algériens dans l'Algérie française.

> *« De ce que j'en ai entendu, les Algériens avaient des droits de citoyennetés assez limités. Ils n'étaient pas vraiment considérés comme des Français, plutôt des sujets. Je vois un truc assez étrange avec plein de gens de partout. Alors moi pour le coup mon grand-père me parlait de ça à Oran, que les gens vivaient en bonne entente, il ne trainait pas forcément ensemble mais y avait pas de tensions forcément entre les communautés (Chrétiens, Juifs et musulmans). C'était OK, une atmosphère très orientale, avec une tradition d'hospitalité, genre une assiette en plus pleine sur la table, les portes ouvertes etc. Ça me parait très oriental, les gens dehors etc. J'imagine des trucs comme ça, mais avec des noms de rue en Français. Après les gens, est-ce qu'ils le vivaient bien ? Pas tant que ça apparemment si c'est parti en couille. »*
>
> Thomas, 32 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Paris

Enfin, certains jeunes, une minorité, ont des perceptions positives de la colonisation. On retrouve les discours mettant en avant la grandeur de la France, les infrastructures, l'œuvre française et l'image d'une société d'abondance et apaisée. Ce portait fantasmé et paradisiaque est mis en miroir avec le déchirement et la souffrance que représentent la guerre et le rapatriement ou le gâchis que serait aujourd'hui l'Algérie Indépendante. Ces discours sont surtout présents chez des jeunes positionnés à droite et à l'extrême-droite. Ils sont de trois ordres. On distingue un premier bloc présentant la colonisation comme un moment multiculturel permettant de dépolitiser le sujet, un second relevant d'un patriotisme modéré où les enquêtés savent ce qu'ils peuvent dire de positif sur l'Algérie française sans afficher de soutien à la colonisation, et un troisième bloc où l'on peut déceler une idéologie coloniale encore active.

> *« Ce n'est pas comme l'Algérie d'aujourd'hui, tout le monde vivait ensemble, le soleil, tout le monde parlait ensemble. Il n'y avait pas de distinction entre Français et Arabes. Les gens pensent que c'était ça mais non. Il y avait des familles modestes, mon grand-père parlait arabe, ils étaient mélangés, ils jouaient ensemble. Ceux qui étaient en Algérie, ce n'était pas forcément des gens à la tête du pays, c'est des gens de la vie de tous les jours, Ils ont des vies ordinaires, les enfants ils vont à l'école, ils travaillent, comme un peu partout.*

C'est un pays colonisé ok, mais des gens s'y sont installés car c'est un pays agréable à vivre. Si les gens n'étaient pas partis de là-bas, ce serait mieux aujourd'hui, plus agréable, il y aurait plus de travail qu'en France…Enfin c'était la France …mais pas vraiment la France. »

Juliette, 19 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, étudiante à Avignon

« J'ai un sentiment assez contradictoire : une époque où la France était plus puissante sur la scène internationale. Une France conquérante, une France glorieuse du XIXe siècle avec ses rêves d'expansion puis l'injustice de ces peuples qui ont subi cette conquête, n'ont pas eu les mêmes droits, pas traités à égalité avec les colons et occidentaux. Un sentiment partagé.
Il ne faut pas juger le passé avec des yeux d'aujourd'hui, pas faire d'anachronisme ou tomber dans la repentance ou la critique du passé. Le phénomène colonial n'est pas légitime en soi, mais faut pas tomber dans la critique absurde. Ça a été un drame pour tout le monde. Je n'ai pas envie de me positionner, je ne jugerais pas. La France en Algérie a apporté des choses : des infrastructures, des aménagements et en même temps un manque immense, une erreur morale de considérer les autochtones comme non égaux par rapport aux colons, une erreur dramatique et qui s'est terminée comme on sait. »

Alex, 30 ans, descendant d'appelé, ingénieur à Nantes

« La colonisation ? C'est toute la culture française et algérienne mêlées, le travail des Français là-bas dans l'architecture, l'éducation, l'organisation de la société, le désir de rendre plus français ce pays qui a été envahi (rires) mais pour développer et construire quelque-chose, pas pour imposer une façon de vivre mais plutôt tirer des richesses et développer des choses qu'on n'avait pas (apprendre de la géographie, de la culture, du climat). »

Isabelle, 25 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, architecte à Paris

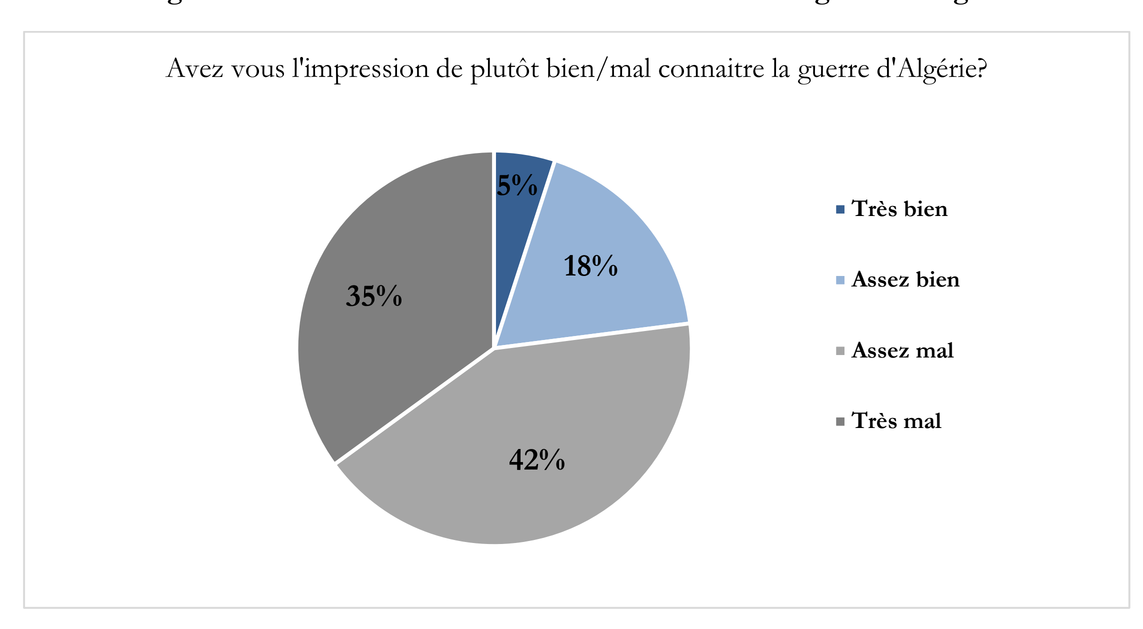
La colonisation est donc un objet difficile à cerner pour les jeunes qui manquent d'outils, de références, de mots et d'images pour se la représenter et se doter d'un avis personnel sur le passé. Néanmoins, leurs représentations de la colonisation, bien qu'ambivalentes, ont une connotation plus négative que positive. Leur politisation, ainsi que les liens familiaux avec l'Algérie ou la guerre sont déterminants. Les jeunes politisés et les jeunes descendants d'une façon ou d'une autre de cette histoire, se positionnent différemment que les autres jeunes Français. Ils sont plus proches du sujet et plus intéressés. Le paysage mémoriel qu'ils peuvent mobiliser est plus dense, leurs connaissances sur cette période de notre histoire sont plus affirmées, et leurs opinions sont indéniablement plus tranchées sur la colonisation. Mais l'orientation politique plus que l'origine familiale détermine le jugement porté sur le passé.

II. La guerre d’Algérie : une histoire de violence, un combat pour l’Indépendance

A. La guerre d’Algérie : un sujet méconnu mais pas pour tout le monde

Penchons-nous à présent sur les représentations que les jeunes ont de la guerre d’Algérie en elle-même. Sans surprise, ils disent mal connaitre cette histoire. 77% d’entre eux déclarent assez mal ou très mal connaître la guerre d’Algérie quand seulement 23% pensent la connaître assez bien ou très bien.

Figure 5 : Evaluation du niveau de connaissance de la guerre d'Algérie



Les critères socio-économiques, et notamment le niveau de diplôme ou l’origine sociale, devraient avoir une influence sur le niveau de connaissances des jeunes sur la guerre d’Algérie. Mais ces critères n’apparaissent que peu déterminants. Les jeunes diplômés, les étudiants ou les enfants des catégories supérieures ne connaissent pas mieux la guerre d’Algérie que les autres. Le rapport au politique et le lien familial avec l’Algérie ou la guerre apparaissent comme des facteurs bien plus significatifs[695].

Les jeunes intéressés ou très intéressés par la politique sont respectivement 39% et 51% à dire

---

[695]Dans son enquête de 1992 sur la génération des enfants de personnes affectées par la guerre, Alain Coulon observait que le niveau d’étude élevé et la situation de l’enquêté favorisaient une meilleure connaissance de la guerre d’Algérie, ce que nous n’observons pas ici. Sur les liens familiaux, Alain Coulon avait testé les origines familiales immigrées, rapatriées et les liens avec un père envoyé en Algérie. Il observe qu’il existe des connaissances sur lesquelles le fait d’avoir des parents immigrés, rapatriés ou un père soldat n’a pas d’impact (comme sur les acteurs de la guerre, la connaissance du 17 octobre ou de Charonne) et des connaissances plus précises où l’identité compte (durée du conflit et acteurs algériens, nombre de soldats, statuts des Algériens avant la guerre). Enfin il observait que la tendance politique à gauche impactait fortement sur les connaissances. Coulon (A.), *Connaissance de la guerre d’Algérie: Trente ans après: Enquête auprès des jeunes Français de 17 à 30 ans*, Association Internationale de Recherche Ethnométhodologique, 1993.

bien connaitre cette histoire (23% dans l'ensemble de l'échantillon). Le manque d'intérêt pour la politique fait tomber ce chiffre à 14%. Le positionnement à l'extrême-gauche, à gauche et au centre renforce le niveau de connaissance. Ils sont respectivement 41%, 31% et 34% à dire bien connaitre cette histoire, soit 8 à 18 points de plus que l'ensemble des jeunes. Lorsqu'ils se positionnent à l'extrême-droite ou ni à gauche ni à droite, le niveau de connaissance tombe respectivement à 20% et 16%. Le fait de développer un intérêt pour la politique, notamment à gauche, renforce donc la connaissance de la guerre d'Algérie. Cette dernière fait partie des références mobilisées dans la manière de définir un rapport critique à l'Etat, à l'armée ou encore au racisme. Elle a laissé une empreinte dans les répertoires politiques au sein desquels les jeunes puisent certains référents toujours repérables dans leur politisation.

Mais les liens familiaux avec l'Algérie et la guerre sont encore plus déterminants. 57% des jeunes d'origine algérienne déclarent bien connaitre cette histoire (contre 23% de l'ensemble des jeunes). Les descendants de personnes ayant été affectées d'une façon ou d'une autre par la guerre d'Algérie disent plus souvent connaitre cette histoire que les jeunes Français n'ayant aucun lien avec l'Algérie. Avoir un lien avec un ancien militant pour ou contre l'indépendance, avec un rapatrié ou un ancien harki, fait que les jeunes sont entre 37% et 57% à dire bien connaitre la guerre d'Algérie (contre 23% de l'ensemble des jeunes). Ces chiffres confirment la force de la transmission familiale. Si les jeunes connaissent peu la guerre d'Algérie, ceux qui disent mieux la connaitre en ont une connaissance intime. Les récits familiaux sont des vecteurs de connaissances et de représentations. 82% des jeunes déclarant discuter souvent de la guerre d'Algérie en famille disent bien connaitre cette histoire. Ils sont 48% lorsqu'ils en discutent parfois, soit deux à quatre fois plus que les autres jeunes Français. Les discussions autour des bricks à l'œuf ou de la mélancolie de Mamie transmettent des savoirs intimes, non académiques, mais des savoirs tout de même, permettant d'appréhender le passé. Dans ces familles, la petite histoire est une porte d'entrée sur la grande histoire. Famille et politique sont les deux canaux d'accès privilégiés aux savoirs et aux récits restituant la guerre d'Algérie.

Tableau 2 : Évaluation du niveau de connaissance par variables

	Total bien connaitre	Total mal connaitre
Ensemble	**23**	**77**
Diplômes		
Diplômés	27	73
Etudiants	20	80
CAP/BEP	25	75
Origine sociale		
Catégories Supérieures	24	76
Catégories Populaires	23	77
Intérêt pour la politique		
Fort intérêt	51	49
Assez intéressé	39	61
Pas d'intérêt	14	86
Positionnement Politique		
Ext-Gauche	41	59
Gauche	31	69
Centre	34	66
Droite	27	73
Ext-droite	20	80
Ni-ni	16	84
Discussions sur la GA avec les proches		
Souvent	82	18
Parfois	48	52
Pas	9	91
Liens familiaux		
Origines algériennes	57	43
(Lien avec un…)		
Ancien soldat	25	75
Pied-noir	30	70
Militant pour l'indépendance	37	63
Juif d'Algérie	41	59
Militant de l'OAS	57	43
Ancien harki	52	48

B. Des représentations plus consolidées sur la guerre d'Algérie

Les représentations et les connaissances des jeunes sur la guerre d'Algérie sont plus consolidées que sur la colonisation. La guerre est plus connue et est à la source d'une plus grande quantité d'images et de récits circulant en France depuis 1962. Les jeunes l'ont étudiée à l'école, en ont parfois parlé en famille ou ont pu l'aborder au travers de films, de documentaires ou encore d'œuvres littéraires. Ils ont un positionnement majoritairement critique de la guerre et en soutien à l'Indépendance[696].

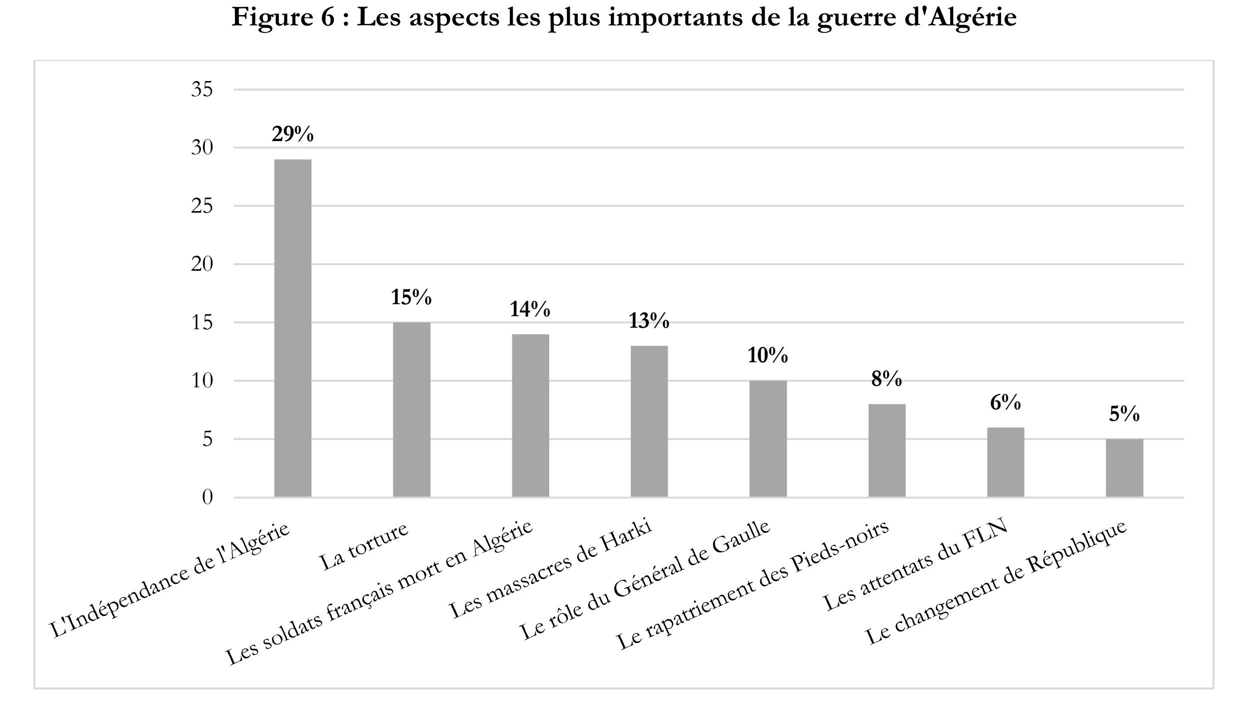
[696] Comme le montrent les différents sondages réalisés pendant et après le conflit par l'Ifop ou Louis Harris, la majorité de la population française a toujours porté un regard très critique sur la guerre d'Algérie et en soutien à la lutte pour l'Indépendance, avec néanmoins de fort taux de non-réponse démontrant la méconnaissance et le désintérêt d'une partie de la population (entre 30 et 40%). Les jeunes s'inscrivent dans cette continuité. Voir notamment le sondage Louis Harris pour l'Express en 1979 : Les Français et la guerre d'Algérie.

a. *Les mots de la guerre d'Algérie*

Invités à lister spontanément les trois premiers mots leur venant à l'esprit pour qualifier la guerre d'Algérie, les jeunes évoquent principalement la violence. 55% des réponses renvoient à un répertoire de mots tels que la *guerre*, les *morts*, les *massacres* ou *les tueries* ou les *combats*. Les termes ayant une dimension plus politique ou plus spécifique à la guerre d'Algérie comme *révolte*, *torture* ou *terrorisme* sont très minoritaires (respectivement 4%, 3% et 2% des réponses) mais néanmoins présents. Ils sont principalement choisis par les jeunes très intéressés par la politique. Un second répertoire de mots renvoie au combat pour l'Indépendance. Il représente 34% des réponses et rassemble des termes tels qu'*indépendance*, *colonisation*, *liberté*, *libération*, *décolonisation*. Ces termes témoignent d'une compréhension de la spécificité de la guerre d'Algérie. Elle n'est pas une guerre comme les autres, simplement réduite à l'affrontement, mais renvoie à un combat de décolonisation et de libération. Un troisième ensemble de mots comprend des termes renvoyant à un jugement moral sur la guerre, tels qu'*horreur*, *honte*, *injustice*, *tristesse*, *gâchis*. Il représente 25% des réponses. Mais 28% des jeunes n'ont pas répondu à cette question. Cela doit être remarqué et interprété comme un relatif désintérêt et un manque de connaissances et de mots à mobiliser. Parmi ceux qui ne se prononcent pas, les jeunes éloignés de la politique et n'ayant aucun lien familial avec l'Algérie sont surreprésentés.

b. *Les aspects les plus importants de la guerre d'Algérie*[697]

Figure 6 : Les aspects les plus importants de la guerre d'Algérie



[697] Parmi tous les items présentés ci-dessous, les jeunes étaient invités à choisir quel était, selon eux, l'aspect le plus important de ce conflit.

L'indépendance de l'Algérie est de loin considérée comme le marqueur le plus important. 29% des jeunes ont fait ce choix. La guerre d'Algérie est avant tout une guerre d'indépendance. La quête de cette indépendance est considérée légitime et représente le fait majeur associé au conflit.[698] Cependant, les réponses ne sont pas unanimes et d'autres éléments mobilisés témoignent de la pluralité des récits sur la guerre qui animent le paysage mémoriel des jeunes.

La torture arrive en seconde position avec 15% des réponses. Depuis les années 2000, les débats sur la torture ainsi que les progrès historiographiques ont levé le voile sur les exactions de l'armée française et contribué à faire de la torture une réalité indissociable de la guerre d'Algérie[699].

Parmi les autres réalités mentionnées, 14% des jeunes mettent en avant les soldats français morts en Algérie, 13% les massacres de harkis et 8% le rapatriement des pieds-noirs. Ces faits sont maintenant établis, consolidés dans la culture scolaire et font partie de la mémoire collective française. Par ailleurs, le statut de « victimes » a été socialement reconnu à l'ensemble des groupes concernés par cette histoire. Des politiques mémorielles ont rendu visible dans l'espace public les événements traumatiques les concernant.

Le rôle du général de Gaulle rassemble 10% des réponses. Il reste la grande figure du conflit et souvent l'unique personnage que les jeunes associent à la guerre. Qu'importe le jugement porté sur ses décisions dans la crise algérienne, son rôle est reconnu comme décisif. « Octroi » de l'Indépendance, rapatriement des pieds-noirs, refoulement des harkis, changement de République, coup, putsch et contre-coup, l'ombre du général plane sur l'ensemble du conflit. Dans la mémoire collective française, il incarne à la fois la sortie par le haut et l'ultime trahison. Le personnage est inévitable.

Enfin, seuls 5% des jeunes choisissent le changement de République. Celui-ci n'est pas associé à la guerre d'Algérie et cette dernière n'est pas connue pour avoir entrainé un changement du cadre institutionnel. L'aspect le plus structurel et le plus politique de la guerre d'Algérie n'est pas connu.

Les réponses des jeunes connaissent des variations en fonction de leurs origines familiales ou de leurs opinions politiques. Des minorités politiques ou ayant des liens familiaux très spécifiques se distinguent par des choix plus prononcés mettant en avant certains éléments et en ignorant

---

[698] Le sondage « Connaissance de la guerre d'Algérie 30 ans après » sur les jeunes Français de 17 à 30 ans réalisé par Alain Coulon avait déjà observé que la très grande majorité des jeunes considérait le combat pour l'Indépendance comme légitime. En 1992, 85,5% de son échantillon percevait les militants algériens comme des résistants et 65% aurait été favorable à l'indépendance sans agir pour autant ou aurait participé à un mouvement contre la guerre (Coulon (A.), *Connaissance de la guerre d'Algérie: Trente ans après: Enquête auprès des jeunes Français de 17 à 30 ans*, op. cit.)

[699] En 1992, le sondage de Alain Coulon observe que seulement 39% des jeunes pensent que la torture et les assassinats aient été souvent pratiqués par l'armée pendant la guerre d'Algérie. Mais ce sondage intervient avant les débats des années 2000.

d'autres. Le fait que l'indépendance de l'Algérie soit l'aspect le plus important à garder en mémoire est assez consensuel, cela à l'exception notable des jeunes positionnés à l'extrême droite qui, lorsqu'ils votent Marine Le Pen ou se disent proches du Rassemblement National, ne sont que 18% à mentionner l'Indépendance comme étant importante. Le fait d'avoir des liens familiaux avec un militant de l'OAS est également discriminant (seuls 17% des jeunes dans ce cas adoptent cette référence). Dans ces milieux marqués idéologiquement, les récits sur le passé algérien sont davantage politisés. L'Indépendance est perçue comme une défaite, une erreur, une humiliation ou encore une trahison.

Les jeunes se positionnant à gauche (23%) et à l'extrême gauche (20%) sont sensiblement plus nombreux à retenir les faits de torture que l'ensemble des jeunes (15%). *A contrario*, les jeunes se positionnant à l'extrême droite sont trois fois moins nombreux dans ce cas (5%). Les jeunes électeurs du parti lepéniste sont plus nombreux aussi à porter leur attention sur les soldats morts pour la France (32% contre 14% de l'ensemble des jeunes). Ils forment une minorité politique se détachant de l'échantillon.

Dans le cas du rapatriement des pieds-noirs, la trace démographique est plus significative que la lecture politique. Alors que 8% des jeunes ont retenu cet item, ceux déclarant avoir des liens familiaux avec un pied-noir sont presque deux fois plus nombreux (15%) à en faire mention. Les jeunes résidant dans le sud de la France sont 16% à évoquer cette question, ce qui témoigne de la prévalence démographique des pieds-noirs dans cette région.

Des différences apparaissent également au sujet des attentats du FLN. Si seulement 6% de l'ensemble de l'échantillon les évoquent, les jeunes ayant une origine algérienne sont 13% dans ce cas et ceux ayant des liens avec un ancien harki 17%. Dans ces familles, la mémoire des actions du FLN a laissé des traces, glorieuses pour les uns, dévastatrices pour les autres. Chez les jeunes descendants de militants du FLN comme de harkis, il est possible de considérer à la fois que le combat pour l'Indépendance était légitime, y compris les attentats pour l'obtenir, et que les violences contre les harkis étaient regrettables.

c. Des images révélatrices des positionnements politiques

Les images convoquées par les jeunes pour décrire la guerre d'Algérie confirment ces représentations. Elles se présentent comme une succession de plans indépendants les uns des autres : visions de la torture, des attentats, des embuscades, du départ des pieds-noirs sur le port, des harkis bloqués sur des plages, des bombes rasant des villages, des *paras* suréquipés, des Algériens en lutte, des Algériens morts, des appelés perdus dans un bled, du général de Gaulle sur un balcon,

des manifestations d'immigrés à Paris. La guerre d'Algérie est une scène de drames et de chaos, un déchainement de violences ayant emporté tous les acteurs dans son sillon. Le combat pour l'Indépendance reste néanmoins légitime. Il est clairement identifié comme une lutte contre l'injustice et pour la liberté.

> *« C'est une guerre civile, la barbarie, la confusion, la souffrance, c'est très douloureux, une guerre sale, la répression, l'émancipation de la force colonisatrice, une guerre souterraine, intestinale.*
> *Je vois des barricades dans une ville, des militaires français dans les villages, la torture, pas une guerre ouverte, le Putsch, les forces à l'œuvre mais sans plus, le départ des pieds-noirs, les harkis sur les plages. »*
>
> Romain, 24 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, étudiant à Paris

En fonction de leurs idées politiques, les jeunes parlent différemment des exactions de l'armée française et de celles du FLN. Les jeunes positionnés à gauche sont plus enclins à décrire la guerre d'Algérie comme une guerre de libération. Les méthodes du FLN peuvent être dénoncées et ces jeunes ont de la considération pour l'ensemble des victimes, notamment les pieds-noirs et les harkis. Mais ces drames ne suffisent pas à délégitimer le combat pour l'Indépendance. Ils insistent davantage sur les exactions de l'armée française, notamment la torture, mais aussi des violences moins connues comme les déplacements, les camps, les essais nucléaires ou les bombardements au napalm. Ils connaissent davantage de détails sur la répression. Les jeunes positionnés à droite abordent plus spontanément « *la violence des deux côtés* », insistent sur le départ des pieds-noirs et sur les violences des Indépendantistes, notamment envers les harkis. S'ils ne nient pas l'Indépendance, la guerre est considérée par eux davantage comme un drame que comme une lutte d'émancipation.

Les représentations sur les harkis sont au cœur du clivage politique. Ils sont moins présents dans les représentations avancées par les jeunes de gauche ou alors pour dire la duplicité du système colonial français. Les harkis n'auraient pas choisi mais seraient des victimes du colonialisme ou de la guerre. Pour les jeunes de droite, les harkis ont choisi la France. Ils leur permettent dans un même mouvement d'illustrer les bienfaits de la colonisation, les exactions des Indépendantistes et l'abandon par le gouvernement français.

> *« Un drame, c'est un drame, un drame. A l'époque je ne sais pas comment j'aurais réagi. C'est un drame pour tous ces Français qui avaient fait de l'Algérie leur pays, et qui en ont été arraché. Mais je conçois que ça puisse être une libération pour les Algériens. Mais c'est un drame pour les colons et les horreurs perpétrées par l'armée française, les horreurs perpétrées par les deux camps contre les Français et les Algériens qui avaient fait le choix de la France. »*
>
> Alex, 30 ans, descendant d'appelé, ingénieur à Nantes

Enfin, les jeunes savent que la guerre d'Algérie est un objet complexe et lourd en héritages. Ce n'est pas une guerre comme les autres et elle a laissé des traces d'une complexité qu'ils ressentent

sans pour autant l'identifier clairement. La guerre d'Algérie reste enrobée de silence et de sensibilité.

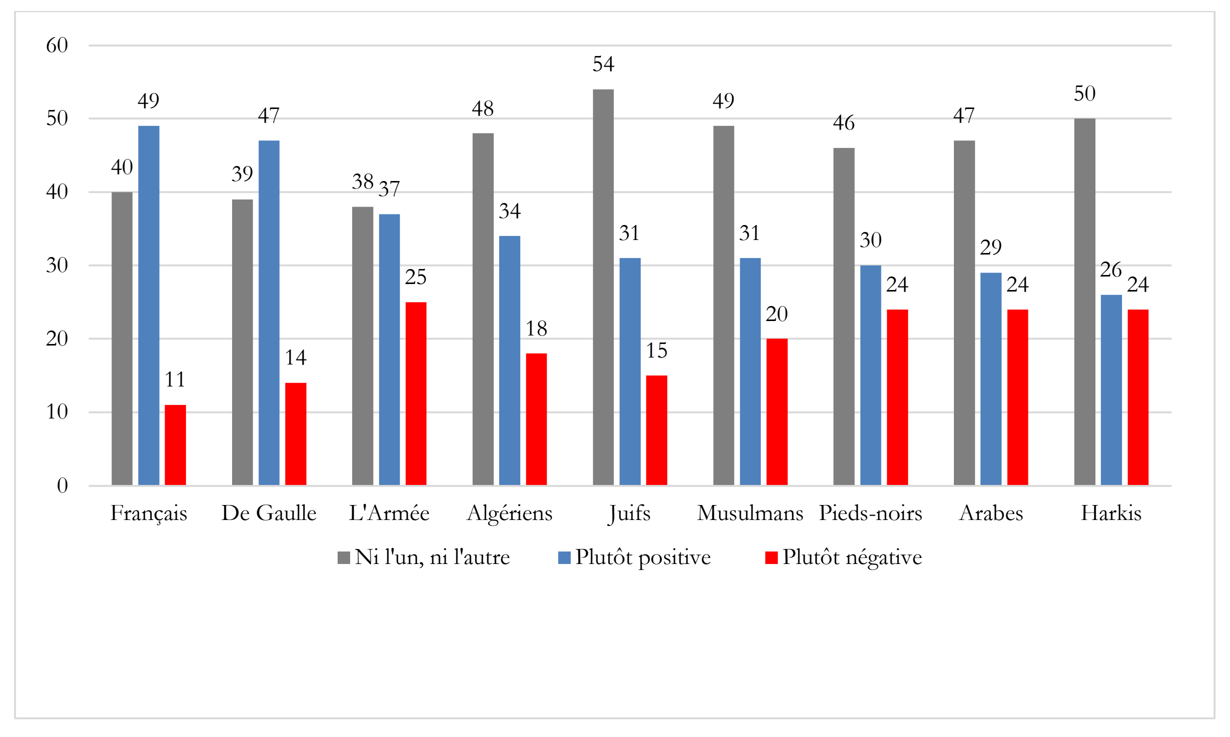
> *« C'est quelque chose de pas très propre et c'était une guerre importante mais moins que les guerres mondiales Une guerre pas assumée, un peu mal faite. Ce n'est pas quelque-chose dont on parle librement même aujourd'hui. C'est sale qui vient à l'esprit. »*
>
> Claire, 25 ans, descendante d'appelé, travailleuse associative à Aix-en-Provence

> *« Il y a beaucoup d'héritages de la guerre d'Algérie ou de l'Algérie française, de cette colonisation particulière. C'est un conflit d'une complexité incroyable, si on arrive à le démêler, je pense qu'on comprend mieux ce qu'on vit aujourd'hui en France mais aussi en Algérie. »*
>
> Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie

d. La permanence des représentations négatives sur les musulmans et les harkis

Parmi les héritages de la colonisation et de la guerre d'Algérie, les représentations sur les différents acteurs ou groupes qui sont associés à cette histoire sont encore potentiellement agissantes et sources de clivage. Néanmoins, les perceptions négatives apparaissent toujours minoritaires dans les nouvelles générations. Les stéréotypes ont tendance à moins peser dans la dynamique générationnelle, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de cette histoire.

Figure 7 : Perception positive ou négative de certains acteurs ou groupes associés à la guerre d'Algérie (%)

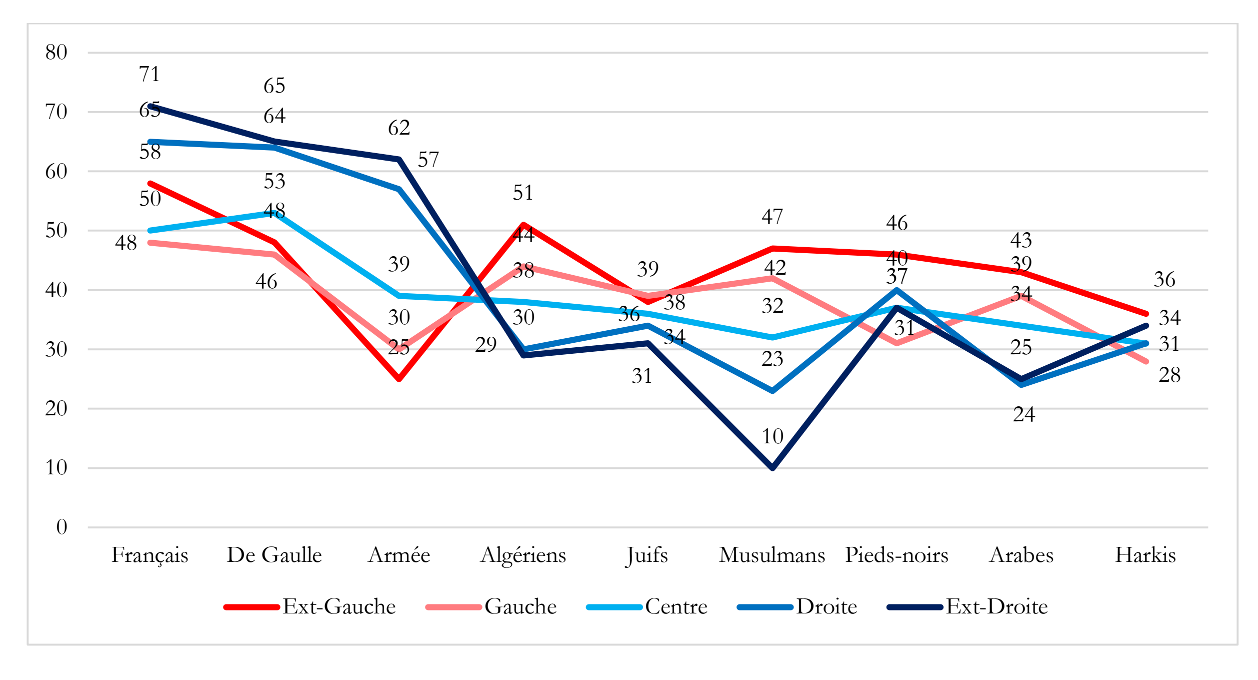


L'absence de jugement et les jugements positifs l'emportent toujours sur les jugements négatifs. Les Français et le général de Gaulle enregistrent des opinions plutôt favorables (respectivement 49% et 47%). Pas de « haine de soi » ni de dénigrement de la figure du Général. L'armée est également assez bien perçue avec 37% d'opinions positives, même si elle recueille aussi le plus

d'opinions négatives (25%). Viennent ensuite les figures associées aux différents groupes liés à cette histoire sur lesquels les jeunes s'abstiennent le plus souvent de porter un jugement (*Algériens, Juifs, musulmans, pieds-noirs, Arabes* et *harkis*). Les appréciations positives se situent toutes autour de 30%, et cela quels que soient les acteurs. Il n'y a donc pas de domination d'un jugement particulier sur un autre, à l'exception notable du terme *harkis* qui suscite des écarts plus serrés dans les réponses. C'est le terme qui recueille le moins d'opinions positives (26%) et un taux élevé d'appréciations négatives (24%). Les représentations négatives des harkis restent puissantes, car associées pour nombre de jeunes à la traitrise. Les opinions négatives sont également élevées pour le mot *Arabes* qui lui aussi concentre bon nombre de préjugés.

Plus les jeunes s'intéressent à la politique, plus ils portent un jugement tranché, soit positif, soit négatif, sur les différents acteurs mentionnés. Leur orientation politique a un réel impact sur leur capacité à émettre un jugement.

Figure 8 : Appréciations positives et positionnement politique (%)



Les trois termes *Français*, *de Gaulle* et *Armée* rassemblent les jeunes positionnés à droite qui expriment vis-à-vis des acteurs ainsi désignés des opinions nettement plus positives. Les jeunes positionnés à gauche sont plus nombreux à associer positivement les différentes sous-populations concernées par cette histoire et ses conséquences. Les termes *Armée*, *musulmans* et dans une moindre mesure, *Algériens* et *Arabes* cristallisent des clivages significatifs car ne se limitant pas à la seule guerre d'Algérie ils s'inscrivent dans des débats et des controverses ayant toujours une actualité dans la société française.

Dans un questionnaire sur l'Algérie, le terme *Armée* renvoie bien évidemment à son rôle

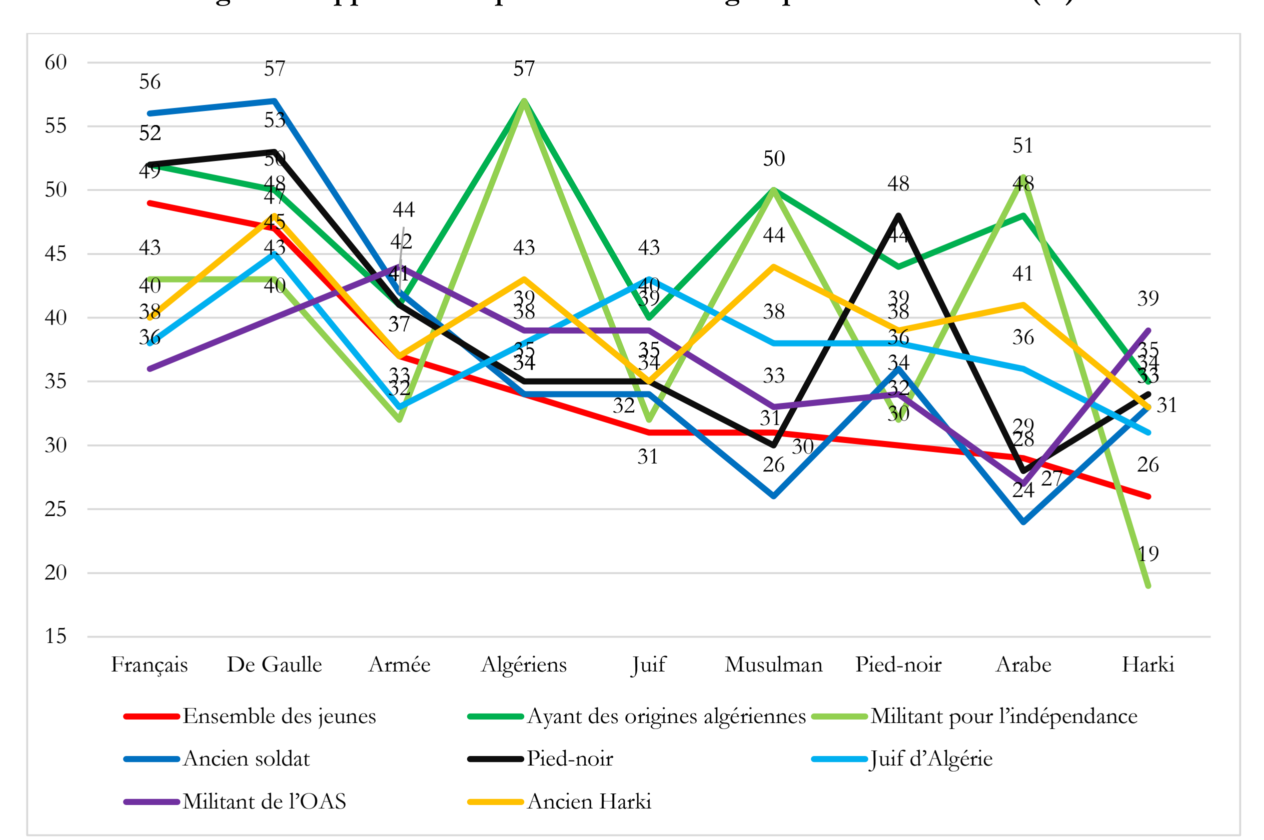
pendant le conflit mais il enveloppe également les perceptions de l'institution et de son action, aujourd'hui. Les études d'opinions confirment régulièrement la popularité de l'armée dans la société française, y compris chez les jeunes[700]. Mais le clivage gauche-droite sur cette question reste néanmoins significatif. Près de 60% des jeunes de droite ou d'extrême-droite ont une vision positive de l'armée contre respectivement 25% et 30% des jeunes de gauche ou d'extrême-gauche.

Un clivage politique est aussi à l'œuvre dans la perception du mot *musulmans*. Les jeunes d'extrême droite ne sont que 10% à l'associer à une connotation positive et ceux qui se positionnent à droite, 23%. Ces taux sont nettement supérieurs chez les jeunes de gauche ou d'extrême gauche avec respectivement 42% et 47% d'opinions positives. Le terme *musulmans* est associé à des représentations contemporaines et internationales liées à l'Islam au XXIe siècle, puis par extension à une communauté englobante aux frontières floues. Lorsque le terme *musulmans* est soumis à l'appréciation des jeunes, ceux-ci ne l'associent pas à la catégorie coloniale mais bien aux controverses auxquelles il peut renvoyer. Il en est de même pour les termes *Algériens* et *Arabes*. Les jeunes de gauche ou d'extrême gauche ont par exemple des opinions nettement plus positives d'*Algériens* (respectivement 44% et 51%) alors que ceux de droite ou d'extrême droite ne sont plus que 30% à les considérer positivement. Les écarts sont similaires au sujet du terme *Arabes*. Les représentations autour des termes renvoyant aux *musulmans*, *Algériens*, *Arabes* ont une histoire coloniale, toujours agissante.

Les jeunes ayant des liens familiaux avec l'Algérie ou la guerre ont des jugements plus tranchés sur les différents acteurs évoqués. Mais la nature de ces liens ne fait pas émerger de réels clivages et n'a pas d'effet significatif.

[700] Dans une étude de l'IRSEM, 77% des 18-24 ans disent avoir confiance dans l'armée. Elle est l'institution dans laquelle les jeunes ont le plus confiance. Hatto (R.), Muxel (A.), Tomescu (O.), « Enquête sur les jeunes et les armées : images, intérêt et attentes », (10), 2011.

Figure 9 : Appréciations positives selon les groupes de descendants (%)



En dehors des termes *Français*, *de Gaulle* et *Armée*, les jeunes descendants concernés d'une façon ou d'une autre par cette histoire, ont dans l'ensemble des opinions plus positives que les autres jeunes Français sur les acteurs. Aucune guerre des mémoires, qui verrait des « *descendants de* » mobiliser des représentations systématiquement antagonistes et négatives des autres groupes issus de l'Algérie, n'est à l'œuvre. Tous ont, à quelques exceptions près, des représentations similaires et principalement positives. Les termes *Algériens*, *Arabes* et *musulmans* restent plus souvent perçus négativement que les autres termes. Mais cela semble relever d'une dynamique politique qui échappe à la seule dynamique de la mémoire familiale. En effet, les jeunes ayant par contre des origines algériennes ou des liens avec un militant pour l'indépendance ou un ancien harki ont des perceptions nettement plus positives de ces termes qui les désignent eux-mêmes ou leurs familles. Ils se distinguent donc des autres jeunes en les valorisant davantage. La perception très négative du terme harki par les jeunes ayant un lien familial avec la lutte pour l'indépendance est une autre spécificité. Le terme ne recueille que 19% d'opinions positives chez ces jeunes contre près de 30-35% pour les jeunes descendants des autres groupes identifiés. Cette dépréciation des harkis dépasse le simple cadre des histoires familiales. Près de la moitié des jeunes français se déclarant musulmans (47%) a une perception négative des harkis, soit une proportion qui représente le double que celle qui est observée parmi les autres jeunes.

La permanence de représentations négatives sur les Arabo-musulmans et sur les harkis indique

l'héritage le plus problématique de l'histoire algérienne dont les traces perdurent dans la France d'aujourd'hui. Ces représentations héritées de la colonisation et de la guerre continuent de circuler et sont réactivées et mises à jour par des usages contemporains.

e. L'opinion sur les groupes et leurs parcours

Figure 10 : Opinion sur l'accueil des différents groupes (%)

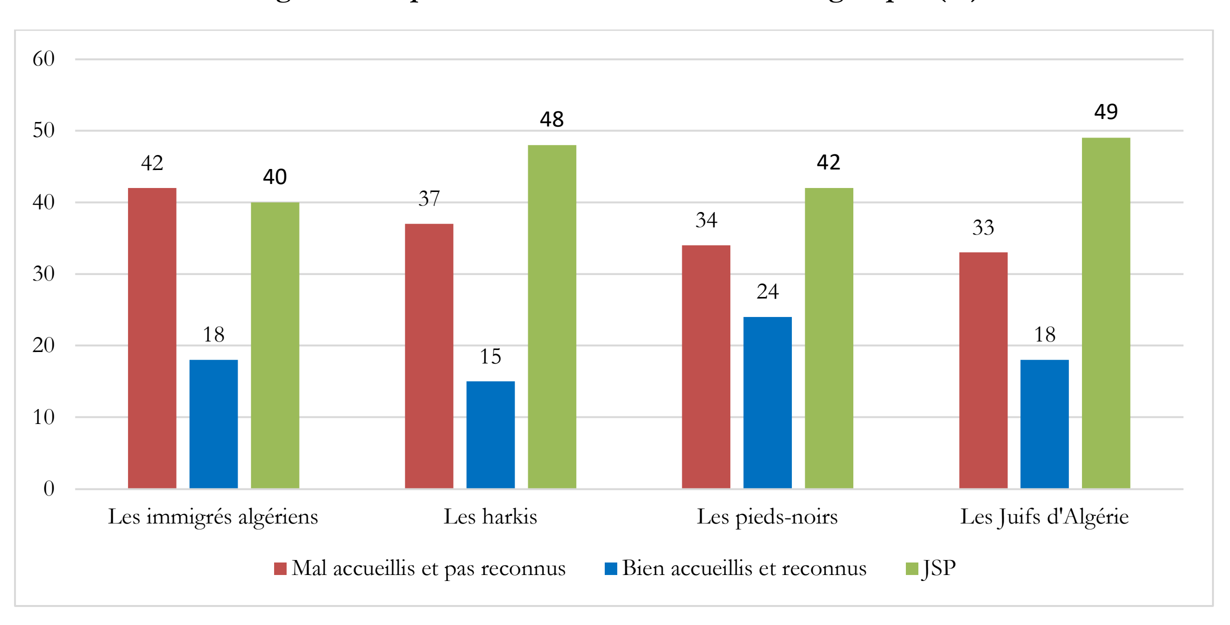
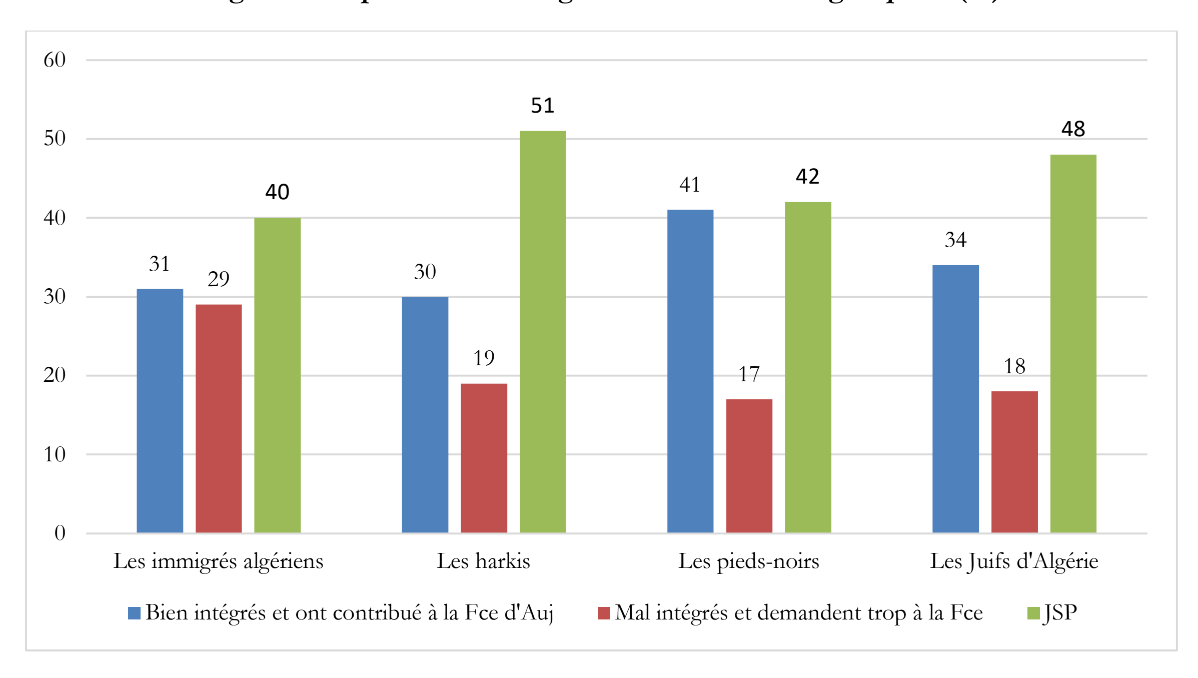


Figure 11 : Opinion sur l'intégration des différents groupes 2 (%)



Pour la moitié de l'échantillon, les questions d'accueil ou d'intégration des groupes restent peu connues. Néanmoins, les jeunes qui répondent portent un regard principalement bienveillant sur

l'ensemble des groupes. Ils considèrent les souffrances, le manque de reconnaissance ainsi que les conditions difficiles de leur accueil. Pour les jeunes, les groupes concernés sont d'abord perçus comme des victimes. Concernant leur intégration à la France, ils pensent qu'elle est réussie et bénéfique pour le pays, cela même si les avis sur les immigrés algériens sont nettement plus clivés, les opinions négatives ou positives sur leur intégration étant à leur endroit presque à égalité.

Ni le niveau de diplôme, ni l'origine sociale, ni le statut des enquêtés ne semblent influencer les réponses. En revanche, le clivage gauche-droite est sur ce point à nouveau discriminant. Les jeunes de gauche et d'extrême gauche sont beaucoup plus nombreux que l'ensemble et que les jeunes de droite et d'extrême-droite à penser que les harkis et les pieds-noirs ont été mal accueillis et mal reconnus. Ils sont aussi nettement plus bienveillants à l'égard des immigrés algériens en étant respectivement 43% et 54% à penser qu'ils se sont bien intégrés et ont contribué à la France d'aujourd'hui, contre 31% dans l'ensemble de l'échantillon et respectivement 27% et 26% des jeunes de droite et d'extrême droite. La question du traitement réservé aux pieds-noirs semble la plus consensuelle. Les jeunes de droite rejoignent ceux de gauche et du centre pour dire le mauvais accueil et le manque de reconnaissance et pour souligner leur bonne intégration et leur contribution à la France. Les jeunes d'extrême-droite quant à eux sont toujours beaucoup plus nombreux que l'ensemble à penser que les différents groupes ont été bien accueillis et déjà reconnus et qu'ils se sont mal intégrés et n'ont pas contribué à la France d'aujourd'hui.

Tableau 3 : Positionnement politique et opinions sur les groupes liés à la guerre d'Algérie

	Accueil et reconnaissance				**Intégration et contribution à la France**			
	harkis		*pieds-noirs*		*Immigrés Algériens*		*pieds-noirs*	
	Bien	Mal	Bien	Mal	Bien	Mal	Bien	Mal
Ensemble	**15**	**37**	**24**	**34**	**31**	**29**	**41**	**17**
Ext-Gauche	21	44	31	38	54	22	47	30
Gauche	17	45	23	46	43	25	53	15
Centre	22	46	34	41	35	36	46	28
Droite	24	39	30	42	27	48	51	21
Ext-Droite	26	29	40	27	26	53	39	24
Ni-ni	23	32	19	28	27	23	34	12

Les origines familiales ne suscitent pas de différences significatives sur ces questions. Il n'y a pas de guerre des mémoires dressant les petits enfants les uns contre les autres, mais simplement une plus grande capacité de certains à avoir un point de vue sur ces questions. Les jeunes ayant des

liens familiaux avec un ancien soldat ou un pied-noir ont des opinions assez proches de celles de l'ensemble des jeunes. Ceux qui ont des origines algériennes ou des liens avec les catégories minoritaires (Juifs, harki ou militants OAS, FLN) ont des avis plus tranchés sur l'accueil et l'intégration de ces différents groupes.

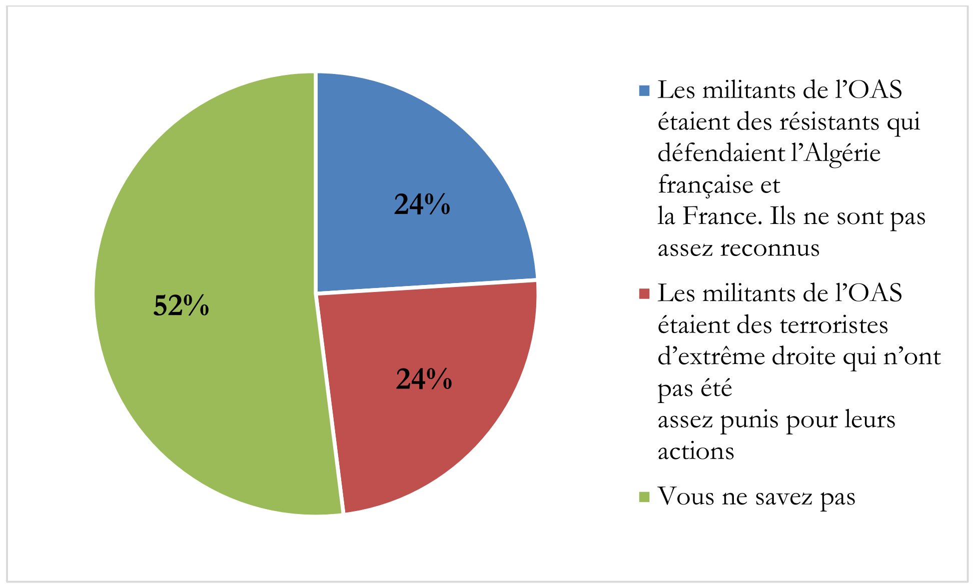
Les opinions sur les immigrés algériens et les harkis restent plus polarisées. Les jeunes ayant des origines algériennes ou des liens avec un militant pour l'Indépendance ou un ancien harki sont entre 40 et 53% à soutenir que les immigrés se sont bien intégrés et qu'ils ont contribué à la France d'aujourd'hui, pour 30% dans l'ensemble de l'échantillon. Si 44% des jeunes ayant des origines algériennes reconnaissent que les harkis ont été mal accueillis et mal reconnus, ils sont aussi 33% à penser le contraire, soit deux fois plus que les autres jeunes. De la même manière, sur la question de l'intégration, alors que seulement 19% des jeunes pensent que les harkis se sont mal intégrés et ont demandé trop de choses à la France, ce taux s'élève à 35% parmi les jeunes d'origines algériennes.

Tableau 4 : Liens familiaux et opinions sur le parcours des groupes liés à la guerre d'Algérie

	Accueil et reconnaissance				**Intégration et contribution à la nation**			
	harkis		*Pieds-Noirs*		*Immigrés Algériens*		*pieds-noirs*	
	Bien	Mal	Bien	Mal	Bien	Mal	Bien	Mal
Ensemble	**15**	**37**	**24**	**34**	**31**	**29**	**41**	**17**
Origines algériennes	33	44	30	52	45	34	44	36
(Liens avec…)								
Ancien soldat	14	47	28	41	29	38	54	13
pied-noir	16	49	31	45	31	39	57	20
Militant pour l'indépendance	24	34	34	33	53	26	53	18
Juif d'Algérie	33	53	38	48	42	47	54	38
Militant de l'OAS	38	42	31	48	32	50	36	48
Ancien harki	37	47	43	38	40	35	50	35

Une dernière question sur l'OAS - Organisation de l'Armée Secrète est emblématique des principaux résultats issus de l'analyse des données quantitatives. Les réponses recueillies révèlent à la fois la distance relative que les jeunes ressentent vis-à-vis de la guerre d'Algérie, et le caractère structurant des liens politiques et familiaux pour recevoir et interpréter cette histoire.



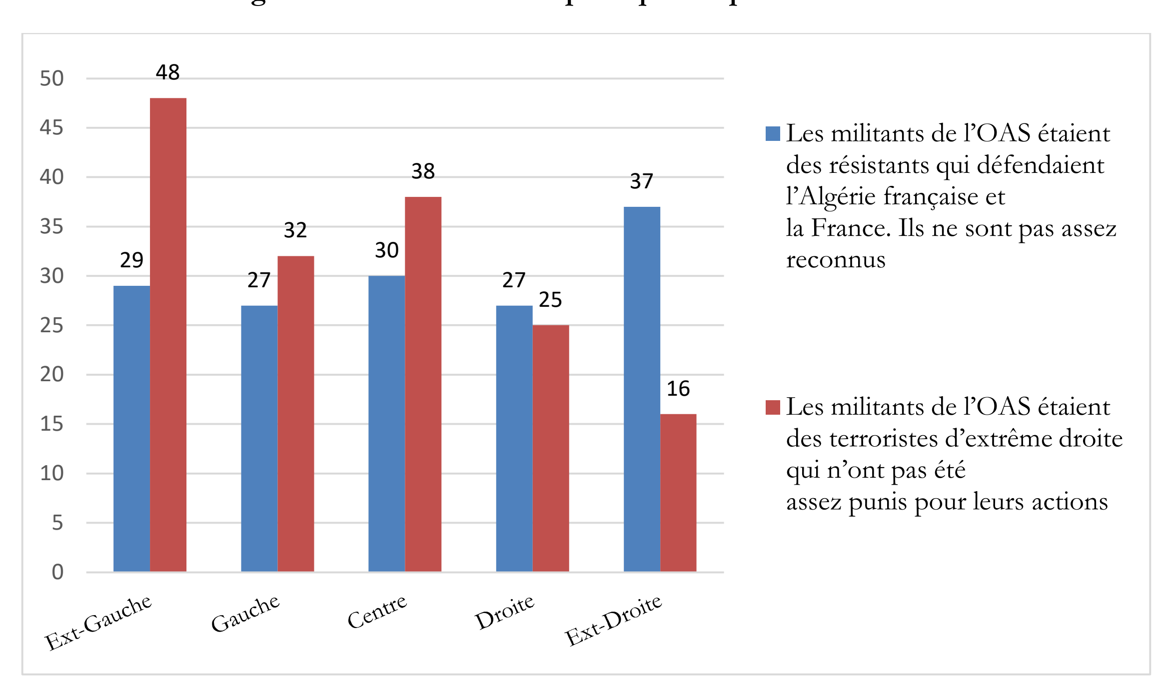


Parmi plusieurs propositions visant à cerner le rôle de l'OAS, 52% des jeunes ne savent pas répondre, ne connaissant pas l'OAS et n'étant pas en mesure d'émettre une opinion. Ceux qui émettent un jugement se départagent pour moitié : 24% de l'échantillon considèrent les militants de l'OAS comme des résistants et 24% les définissent comme des terroristes. Cela témoigne de la polarisation du sujet[701]. Il s'agit des jeunes directement concernés par la guerre d'Algérie, au travers d'abord de leur politisation puis de leur histoire familiale. Le rapport au politique et les liens familiaux tranchent dans le vif de la mémoire. Mais ils ne produisent pas les mêmes effets. Le rapport au politique détermine le regard sur le passé quand le lien familial explique simplement un intérêt et une capacité de positionnement.

Alors que 52% des jeunes déclarent ne pas savoir répondre à cette question, ils ne sont plus que 32% lorsqu'ils s'intéressent à la politique et 21% lorsqu'ils s'y intéressent beaucoup. Par ailleurs, la capacité à voir dans les anciens de l'OAS des résistants est inversement proportionnelle au positionnement gauche droite. Seuls les jeunes se positionnant à l'extrême-droite (37%) et dans une moindre mesure ceux se classant à droite (27%), les considèrent ainsi. A contrario, pour les jeunes qui se classent au centre, à gauche et à l'extrême-gauche, les militants de l'OAS étaient des terroristes insuffisamment punis pour leurs actions.

[701] Déjà en 1979, le sondage Louis Harris pour L'Express notait que 34% des Français condamnaient l'OAS mais 34% les comprenaient, 27% n'exprimaient pas d'opinion.

Figure 13 : Positionnement politique et opinions sur l'OAS



L'attention aux liens familiaux révèle simplement que lorsque l'on grandit dans des familles concernées par l'Algérie, les avis sur l'OAS sont plus tranchés. Alors que 52% de l'échantillon n'a pas répondu à la question, ils ne sont plus que 9% lorsqu'ils ont un lien familial avec un ancien de l'OAS, 16% avec un ancien harki, 17% avec un Juif d'Algérie ou encore 31% avec un ancien militant pour l'indépendance. Mais dans leur grande majorité, les jeunes descendants affirment à la fois que les militants de l'OAS étaient soit des terroristes, soit des résistants. Ainsi 28% des jeunes ayant un lien familial avec la guerre se portent sur chacune de ces deux options. Seuls les jeunes ayant un lien avec un militant pour l'indépendance sont plus nombreux à qualifier les militants de l'OAS de terroristes (49% d'entre eux). A contrario, les jeunes ayant un lien avec un ancien harki sont 57% à voir en eux des résistants. Mais on retiendra aussi que parmi les jeunes déclarant un lien familial avec un ancien de l'OAS, 42% considèrent qu'ils étaient des terroristes. Et pour ceux ayant une origine algérienne, 42% acquiescent à l'idée qu'ils étaient des résistants. Même sur l'OAS, le jugement sur le passé est moins clivé chez les jeunes descendants de cette histoire qu'il ne l'est chez les jeunes politisés.

Tableau 5 : Opinion sur l'OAS et liens familiaux

	Les militants de l'OAS étaient des résistants	Les militants de l'OAS étaient des terroristes	Vous ne savez pas
Ensemble	**24**	**24**	**52**
A un lien familial	28	28	44
Avec…un militant de l'indépendance	23	46	31
Un ancien soldat	26	25	49
Un pied-noir	30	27	43
Un Juif d'Algérie	44	39	17
Un militant de l'OAS	49	42	9
Un harki	57	27	16
A des origines algériennes	42	41	17

f. Les spécificités familiales se lisent dans la forme plus que dans le contenu

En fonction de leurs ascendances, les jeunes insistent sur des faits ou des évènements que l'histoire familiale leur a transmis de façon plus ou moins explicite et cohérente. Mais les antagonismes apparaissent davantage politiques que familiaux.

Les descendants d'appelés par exemple ont reçu moins de récits sur l'Algérie française que les autres jeunes. Les images qu'ils mobilisent renvoient davantage à la guerre et rarement à l'intime. Ils ne mobilisent pas leurs histoires familiales pour décrire le passé. Ils n'ancrent pas leur grand-père dans un lieu, un moment ou une situation pour livrer leur perception de la guerre d'Algérie. Ils ont une grande difficulté à relier l'histoire familiale à la grande histoire, comme si ces deux éléments étaient étrangers l'un à l'autre. La première se résume parfois à des anecdotes de patates, la seconde à une liste de dates.

De tous les descendants, les petits-enfants de pieds-noirs sont peut-être ceux qui mobilisent le plus d'images fonctionnant comme des clichés rappelant la beauté, la modernité de l'architecture européenne ou le vivre-ensemble des communautés d'antan. Conscients de ces clichés, ils peuvent les tourner en dérision. Mais, ce sont les images qui leur sont parvenues par les récits familiaux et le véhicule de l'imagerie coloniale. Au-delà de ces stéréotypes, l'intime joue un rôle important dans la formation des imaginaires des petits-enfants de pieds-noirs. Ils puisent des anecdotes dans l'histoire de leurs grands-parents pour livrer leur propre perception de la guerre d'Algérie. Les lieux de la famille, les anecdotes d'enfance et les images du départ, de la fuite et de l'exil, sont convoqués pour relier la grande Histoire à leur histoire familiale. Leur jugement sur le passé reste dépendant de l'héritage politique familial avec lequel ils doivent négocier, s'y rallier ou s'en distancier.

Les descendants de militants pour l'Indépendance ne mobilisent pas leur histoire familiale spontanément. Ils ont reçu peu d'images et peu de récits sur le parcours spécifique de leurs grands-

parents qu'ils ne connaissent souvent que dans les grandes lignes. Ils partent en premier lieu d'une description et d'une condamnation de la colonisation. Les images qu'ils mobilisent sont celles tirées des films, des livres ou des photographies d'archives. Ils substituent souvent le récit historique au récit familial. Leurs représentations sont unanimement critiques de la colonisation et en faveur de l'Indépendance mais cela leur parait tout à fait compatibles avec les valeurs françaises républicaines et révolutionnaires. Ils peuvent aussi reconnaitre certains apports de la colonisation, comme notamment la langue française.

Les descendants de harkis ont aussi des représentations majoritairement critiques de la colonisation et en faveur de l'indépendance mais ils souffrent d'un grand manque d'images et de récits. Souvent, ils ne parviennent pas à décrire l'Algérie française, le passé se présentant à eux comme un désert de silence. L'histoire familiale commence avec l'enrôlement ou le départ pour la France. La guerre, la violence et l'exil sont les seules images qu'ils mobilisent pour parler de la grande histoire.

Les jeunes issus de familles juives d'Algérie partagent cette vision critique de la colonisation mais insistent davantage sur la complexité du système colonial où s'entrechoquent les violences qui lui sont propres, l'émancipation des Juifs et une certaine solidarité avec les Algériens. Ils font cohabiter des images nostalgiques de la vie de leur grands-parents en Algérie, alors proches des musulmans, avec des images de douleurs et de ruptures. Ils évoquent le maquis, la révolte, la lutte mais aussi le départ sur le bateau. Si le combat pour l'Indépendance est un combat contre l'injustice, l'Indépendance marque aussi pour eux la rupture que représente l'exil. Si le départ est un arrachement, l'arrivée en France est aussi la continuité de l'émancipation.

Les descriptions de l'Algérie française mises en avant par les descendants des familles comptant un membre de l'OAS sont souvent empreintes de représentations coloniales disant la prospérité et la bonne entente, d'un patriotisme modéré entretenant une nostalgie d'une France puissante ou encore d'un romantisme contant une histoire d'amour interrompue entre la France et l'Algérie. Leurs représentations se focalisent sur les bienfaits de la colonisation puis les violences des indépendantistes, notamment contre les pieds-noirs et les harkis. Leur champ lexical se distingue en mobilisant les registres de la guerre civile, de la tragédie, du drame et de l'abandon. Enfin, le grand-père est souvent une figure centrale dans la dynamique familiale. Son parcours est connu, valorisé et au centre des récits.

Cependant au-delà de ces spécificités, les liens familiaux ne déterminent pas de vision spécifique du passé. La guerre des mémoires n'aura pas lieu entre les descendants de l'histoire algérienne de la France, ni au sein de la jeunesse française en général. Les jeunes Français ont une vision assez

consensuelle du passé. Ils légitiment l'indépendance et ont un regard critique, même si plus ambivalent, sur la colonisation. Ils ont également une perception bienveillante de l'ensemble des acteurs. Liens familiaux et rapport à la politique sont par contre des vecteurs de connaissance sur le passé. Les jeunes descendants et les jeunes politisés connaissent mieux cette histoire et se positionnent plus facilement sur l'ensemble des questions. Mais le clivage gauche-droite détermine davantage le regard sur le passé. Les représentations sur les Arabes, les musulmans et les harkis restent problématiques

III. Leur guerre d'Algérie

> *« Je n'arrivais pas à concilier deux choses : l'Algérie des souvenirs de mon père et celle apprise au lycée. Elles avaient des existences distinctes. L'Algérie de mon père, c'est des souvenirs d'enfance, un univers dangereux et flamboyant de conte de fées. Ça n'avait pas de valeur documentaire. Puis l'Algérie, c'est très bref au lycée. On ne fait pas une histoire des indigènes, une histoire des pieds-noirs. C'est plus les appelés, la torture ou pas ? Je n'avais pas de représentations avant la guerre, c'était la guerre.*
> *C'est étrange. Il a fallu cette compréhension de la guerre et que c'est à cause de cette guerre que ma famille est en France. La guerre d'Algérie n'est pas qu'une expression, pas que de la violence. Sans elle, je n'aurais jamais existé. Mon grand-père l'a traversée. Je devais m'y pencher. Elle fait partie intégrante de la vie de mon père donc de la mienne et je ne sais pas ce que c'est.*
> *Je voyais l'Algérie comme un Sahara immense, désertique. Puis des montagnes désertiques avec un torrent au milieu. C'était très flou, un puit avec un Ane mais j'ai aucune idée de l'aspect du village ou du rapport aux Français. Je n'avais rien du tout.*
> *J'ai eu un moment de rupture. J'ai eu un camarade en histoire qui lui avait les idées claires : un déroulé, une chronologie, des noms pour les groupes. Il savait ce que c'était harki. Et moi, je n'avais jamais possédé ces outils qui m'auraient permis de me raconter les choses. C'était juste extrêmement flou : un déferlement de violence sur un Sahara vertical.*
> *Il avait lu des livres donc moi aussi je pouvais. Je pouvais bouger. Il y avait d'autres sources possibles que la famille. Comment mon père de 8 ans aurait-il pu comprendre ? »*
>
> Julie, 34 ans, descendante de harki, professeure en Bretagne

Alors que pour les jeunes ayant des liens familiaux avec l'histoire algérienne, la famille est un canal majeur de transmission, elle ne l'est pas pour tout le monde et elle n'est pas non plus leur unique source de connaissances. Les jeunes Français, accèdent à des récits sur la guerre d'Algérie à partir d'autres réseaux, d'autres espaces, et en premier lieu l'école.

Tableau 6 : Classement des canaux de transmission des récits sur la guerre d'Algérie

Avez-vous entendu parler de la guerre d'Algérie… ?	% de jeunes ayant coché les items
1. Par un professeur à l'école	76
2. Par un membre de votre famille	53
3. Par des œuvres documentaires (films, livres ou témoignages)	53
4. Sur Internet	52
5. Dans les médias	50
6. Dans des musées ou en visitant des lieux historiques	36
7. Par les discours ou débats d'hommes ou de femmes politiques	35
8. Par vos amis	35
9. Par des commémorations, des cérémonies	34
10. Par des œuvres de fictions (romans, films, bandes dessinées)	32
11. Grâce à des témoins en classe	20

Les jeunes Français ont principalement une relation scolaire à la guerre d'Algérie. Pour 76% d'entre eux, l'école est le premier endroit où ils ont entendu parler du conflit. De fait, l'institution scolaire est le principal canal de transmission des récits sur le passé. La famille (53%) arrive en seconde position, mais de façon nettement plus marquée chez les jeunes descendants des groupes ayant été directement affectés par cette histoire (75% reconnaissent en avoir entendu parler en famille).

Pour la moitié de l'échantillon, les documentaires (53%), Internet (52%) et les média (50%) sont aussi des sources d'information. Ils sont suivis par les musées (36%) et les discours des responsables politiques (35%). Cet ensemble divers réunit ce que l'on pourrait appeler des canaux auto-exploratoires pouvant être sollicités par des jeunes déjà sensibilisés. Ils ne tombent pas sur ces documentaires, ces contenus numériques ou ces discours par hasard mais parce qu'ils ont une certaine conscience, voir un pré-savoir de la guerre d'Algérie. Ils explorent ces ressources par eux-mêmes, mais sur la base d'un socle initial de connaissances en provenance de leur famille ou de l'école. Ainsi, les jeunes descendants et les jeunes politisés sont beaucoup plus nombreux que les autres jeunes Français à déclarer avoir entendu parler de la guerre d'Algérie au travers de ces canaux culturels.

Pour 35% des jeunes Français, les discussions entre amis sont aussi l'occasion d'évoquer la

guerre d'Algérie. Ce tiers de l'échantillon réunit les jeunes ayant la possibilité d'aller plus loin que les informations dont ils disposent dans leur environnement familier. Leur socialisation leur permet de discuter de ce sujet avec des personnes partageant un intérêt ou une même histoire familiale. Ils évoluent dans des cercles dans lesquels la guerre d'Algérie est un sujet de conversation. Les jeunes descendants, les jeunes politisés mais également les jeunes musulmans ainsi que ceux déclarant avoir déjà été victimes d'une discrimination raciale, sont plus nombreux à avoir ces discussions entre amis. L'entre-soi familial, communautaire ou politique, ainsi que le fait d'être renvoyés à une origine, créent des conditions plus propices aux discussions entre pairs sur la guerre d'Algérie. L'entretien de la mémoire des évènements est important pour l'identité et la dynamique sociale et politique de leur groupe d'appartenance, qu'il s'agisse de la famille, d'une communauté d'expérience ou d'une communauté politique.

Enfin, 20% des jeunes déclarent avoir déjà entendu parler de la guerre d'Algérie grâce à des témoins venus dans leur classe. A partir de la fin des années 2000, les témoignages d'anciens appelés se sont multipliés sous l'impulsion des associations d'anciens combattants. Depuis 2017, l'ONAC-VG – Office national des anciens combattants et victimes de guerre, propose un programme de témoignages à quatre voix rassemblant anciens appelés, pieds-noirs, harkis et militants de l'Indépendance, qui a d'ores et déjà touché près de 4 000 élèves[702].

[702] Bilan 2017 – 2021, données récoltées par le département mémoire de l'ONAC-VG en charge du déploiement du programme

A. La guerre d'Algérie à l'école

La guerre d'Algérie dans les programmes scolaires (1983 – 2020)

- Le fait colonial a toujours été présent dans l'enseignement scolaire mais principalement pour présenter la grandeur impériale (début XXe siècle aux années 1970)

- La guerre d'Algérie est introduite dans les programmes scolaires de la filière générale du Lycée en 1983. Mais les années 1980 – 2000 correspondent également à un appauvrissement de l'enseignement de la colonisation et des décolonisations. L'enseignement des conquêtes disparait au profit de l'insistance sur « la mission civilisatrice ». La complexité du monde colonial n'est pas traitée. La décolonisation est enseignée mais sans aborder les périodes la précédant. Il s'agit de différencier les décolonisations pacifiques des décolonisations violentes et de les replacer dans le contexte de la Guerre Froide et de l'avènement du Tiers-Monde.

- La guerre d'Algérie en tant que telle est longtemps traitée sous deux angles : celui des décolonisations et celui de l'avènement de la Ve République pour recontextualiser le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958.

- De 1992 à 2007, l'enseignement du fait colonial et de la guerre d'Algérie est régulièrement l'objet de polémiques. Il devient une « question socialement vive » car perçu comme un outil pour accompagner l'intégration des immigrés.

- La réforme de 2008 introduit l'enseignement de la colonisation au collège. Au lycée, le cas de l'exposition coloniale de 1931 ainsi que des mémoires de la guerre d'Algérie dans une perspective comparée France – Algérie permettent d'aborder le sujet.

- La réforme de 2012 introduit le traitement des mémoires françaises de la guerre d'Algérie mais au choix avec celles de la seconde guerre mondiale dans le chapitre « L'historien et les mémoires ».

- La guerre d'Algérie est au sujet du Bac 2018 : L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie : la question des harkis.

Source : De Cock*, Laurence. « Un siècle d'enseignement du « fait colonial » dans le secondaire de 1902 à nos jours », Histoire Politique, vol. 18, no. 3, 2012, pp. 179-198.*

Etat des lieux de l'enseignement de la Guerre d'Algérie et de sa mémoire dans les programmes scolaires en 2020

a. Au collège

La Guerre d'Algérie peut être abordée à deux reprises :

- En classe de 4e dans le cadre du thème *« L'Europe et le monde au XIXe siècle : L'Europe de la « révolution industrielle » - « Conquêtes et sociétés coloniales »* où l'exemple de l'empire colonial français permet d'aborder la compréhension de la société coloniale.
- En classe de 3e avec le thème : « *Le monde depuis 1945 – Indépendances et construction de nouveaux Etats* » : la décolonisation dans la guerre froide avec un repère chronologique sur l'année 1962 – la fin de la Guerre d'Algérie. Puis dans le thème : *« Françaises et Français dans une République repensée »* : L'instauration de la Ve République liée au retour au pouvoir du général De Gaulle et le contexte de la Guerre d'Algérie.

b. **En lycée général et technologique :**

- En classe de Première, l'Algérie apparaît dans le chapitre 3*, « Métropole et colonies : La Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial ».* Les enseignants peuvent choisir l'étude de cas « *Vivre à Alger au début du XXe siècle* » avec notamment un focus sur le code de l'indigénat.
- En classe de Terminale générale dans le chapitre *« La France : une nouvelle place dans le monde : La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970) »* qui permet de traiter la fin de l'empire colonial français, la crise algérienne de la République française et la naissance du nouvel état algérien. Un focus sur *L'Algérie et ses mémoires* est également possible.
- En classe de terminale de la série STMG, les élèves étudient les deux thèmes suivants : *« Les relations internationales »* et *« Décolonisation et construction de nouveaux États ».*
- En classe de terminale de la série ST2S, les thèmes *« l'Europe de 1945 à nos jours »* et *« Décolonisation et construction de nouveaux États »* permettent d'évoquer la Guerre d'Algérie.
- Le nouvel enseignement de spécialité *« Histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques »* offre une porte d'entrée privilégiée pour étudier la question mémorielle associée à la Guerre d'Algérie. L'axe 1 : « *Histoire et mémoires des conflits* » avec le cas particulier de la Guerre d'Algérie, dans l'articulation entre mémoires et histoire et le rôle de l'Etat.

c. En lycée professionnel :

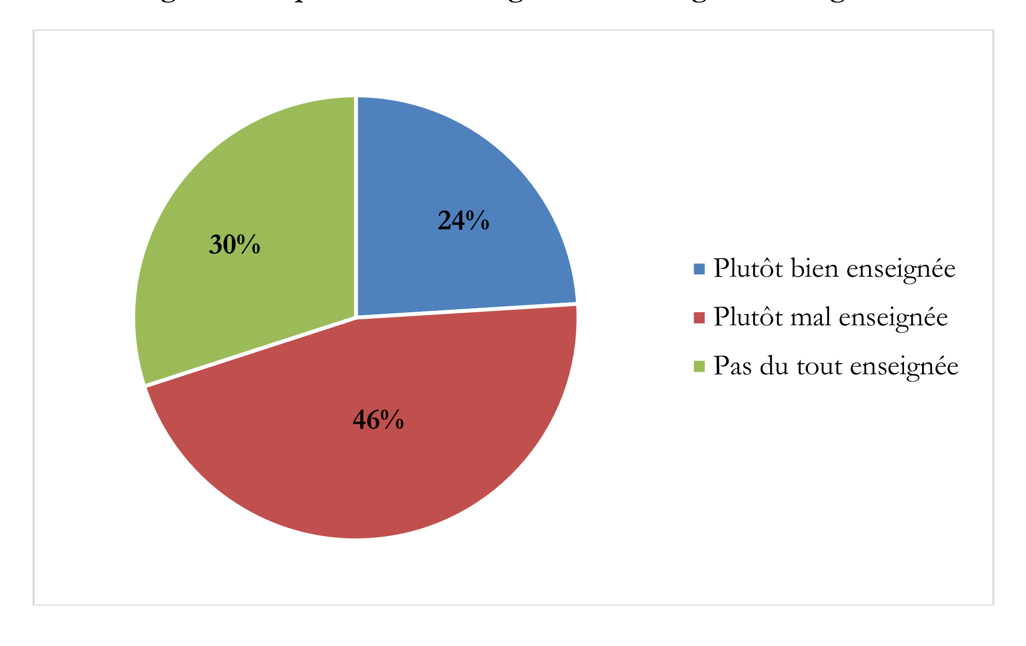
- En classe de Terminale Bac Pro, le thème « *Vivre en France en démocratie depuis 1945* », propose un repère sur « *1954-962 : la guerre d'indépendance de l'Algérie* ».

Source : Portail pédagogique de l'académie de Toulouse : https://disciplines.ac-toulouse.fr/memoires-histoire-et-enseignement-de-la-guerre-dalgerie

L'école est donc le premier canal de transmission des récits sur la guerre d'Algérie. Au programme depuis 1983, le conflit a été étudié par l'ensemble des jeunes Français passés par l'institution scolaire depuis cette date. Son enseignement participe de la compréhension de ses enjeux et du processus de normalisation du sujet. Malgré cela, l'école est souvent critiquée pour sa tendance à occulter des évènements ou au contrainte à inculquer une vision orientée de l'histoire. L'enseignement de la guerre d'Algérie reste prisonnier de ces critiques et continue d'être une source de clivages politiques.

Les opinions des jeunes sur l'enseignement de la guerre d'Algérie reflètent ces difficultés, voire une certaine ambivalence entre normalisation et instrumentalisation du sujet. Seuls 24% des jeunes pensent que la guerre d'Algérie est bien enseignée à l'école. Près de la moitié de l'échantillon (46%) pensent qu'elle est mal enseignée. Alors que les jeunes Français ont étudié la guerre d'Algérie, un tiers d'entre eux (30%) pense pourtant qu'elle n'est pas du tout enseignée, et cette proportion est nettement plus importante parmi les jeunes scolarisés dans les filières techniques et professionnelles (44% parmi les détenteurs d'un CAP ou d'un BEP). Les jeunes passés par l'enseignement technique et professionnel ont de fait bénéficié de moins d'heures d'enseignement d'histoire que les autres jeunes Français même s'ils l'ont tout de même étudiée.

Figure 14 : Opinion sur l'enseignement de la guerre d'Algérie



Le déni d'enseignement provient surtout des jeunes éloignés de la politique ou non concernés par la question. Lorsque les jeunes sont politisés, à droite comme à gauche, ou concernés par cette histoire, ils sont plus nombreux à penser soit que la guerre d'Algérie est mal enseignée soit que son enseignement est satisfaisant. Ainsi, 53% des jeunes intéressés par la politique portent un regard critique sur l'enseignement de la guerre d'Algérie mais ils sont aussi 30% à soutenir qu'elle est bien

enseignée, contre respectivement 46% et 24% pour l'ensemble de l'échantillon. Un regard informé sur le sujet fonde donc un rapport plus tranché à l'école, qui peut être jugée défaillante et orientée. Mais les réponses des jeunes témoignent aussi d'une certaine normalisation du sujet « guerre d'Algérie », considéré de plus en plus comme un évènement historique enseigné au même titre que d'autres.

a. La guerre d'Algérie oubliée ?

Les jeunes descendants de familles affectées par cette histoire sont dans leur ensemble assez critiques de l'école tout en étant plutôt exigeants. L'institution aurait manqué à sa mission d'éducation et de transmission mais elle est aussi identifiée comme incontournable pour mener le travail mémoriel.

Parmi les jeunes qui pensent ne pas avoir étudié la guerre d'Algérie, il faut distinguer ceux avouant ne pas se souvenir et ceux qui ont un avis tranché en affirmant que la guerre est absente des programmes scolaires. Ceux qui ne se souviennent pas regroupent principalement les jeunes pour qui la guerre, malgré l'histoire familiale, n'a pas fait l'objet d'une transmission ou d'une attention particulière dans leur environnement. Les descendants d'appelés pour qui les mémoires familiales sont moins structurantes, sont par exemple plus nombreux dans ce cas-là. Cette position est bien différente de celle affirmant que la guerre n'est pas enseignée, qu'elle est absente des programmes, évitée par les professeurs, voire volontairement cachée aux élèves. « *On n'en parle pas* » est la phrase totem revenant perpétuellement. Cette opinion, partagée par un certain nombre de descendants renvoie au malaise de la société française vis-à-vis de la guerre d'Algérie et indique une ligne de démarcation entre leur génération, supposément privée de connaissances, et celle aux responsabilités pour qui la guerre resterait un sujet sensible. Mais s'ils commencent par affirmer qu' « *On n'en parle pas* », ils peuvent ensuite révéler implicitement qu'ils l'ont tout de même étudiée.

> *« Je n'ai rien appris moi, absolument pas…Enfin, j'ai appris en 3e et en fin de Première, en bac pro mais vite fait »*
>
> Liam, 25 ans, descendant de harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence

Le fait qu'un nombre non négligeable de jeunes affirme ne pas avoir étudié la guerre d'Algérie en dépit de la réalité soulève des questions. Pourquoi dire « *qu'on n'en parle pas* » alors que cela n'est pas le cas ? Plusieurs hypothèses sont possibles. Premièrement, la pédagogie actuelle ne permet peut-être pas une transmission efficace des connaissances sur cette période de notre histoire. Les jeunes apprennent mais ne parviennent pas à se souvenir, à donner du sens, à assimiler ce qui leur est enseigné. La colonisation et décolonisation algériennes sont aussi noyées dans des ensembles

plus larges (le temps des Empires, la guerre froide, l'émergence de nouveaux états), ne donnant pas à voir sa spécificité dans l'histoire de France. Deuxièmement, la pédagogie est peut-être adaptée mais les jeunes n'utilisent pas les connaissances en dehors du cadre scolaire. Elles ne sont pas solidifiées et ne trouvent ni sens, ni écho dans leur vie présente. Le lien entre le présent et le passé n'est pas explicité. Enfin, la guerre d'Algérie leur est le plus souvent présentée, par l'école et au-delà, comme un objet historique oublié et sensible et ils restituent simplement ce cadre mémoriel. Ainsi plus de la moitié des jeunes de notre échantillon (56%) reconnaissent qu'on n'en parle pas assez et 58% que la guerre d'Algérie pose encore des problèmes aujourd'hui, témoignant en cela de leur perception de la sensibilité du sujet. De la guerre, ils savent peu de choses si ce n'est qu'elle est oubliée et problématique.

« Vous avez appris la guerre d'Algérie à l'école ? »
T: Oui carrément, mais j'ai une mémoire courte
F: Ah oui pareil. Moi aussi, j'ai une mémoire très sélective. Je serai même incapable de te dire les dates.
T : Ouai de Ouf, c'est les années 60 c'est ça?
« Vous avez le même problème avec d'autres sujets ? La première ou la seconde guerre mondiale par exemple ? »
F : Non, Ça, ça va. Car on nous en parle depuis qu'on est limite à l'école et parce que c'est un minimum quoi.
T : Et comme on a été beaucoup liés à la guerre mondiale, il faut savoir un minimum de choses.
« Et vous, vous n'êtes pas liés à la guerre d'Algérie ? Alors que vous avez des grands-parents qui l'ont vécue ?
T: Ben si mais beaucoup moins. C'est vachement caché. C'est presque une honte de la France. Qu'en gros on n'en a pas trop parlé, qu'ils ont un peu caché l'affaire. Ça n'a jamais été au programme scolaire quoi. Alors que les deux guerres mondiales, en primaire je crois, au collège, on en parle, on en parle au lycée. Et surtout dans nos vies, j'ai toujours un ami qui va dire "j'ai mon arrière-grand-père il a fait la guerre là". On oublie la guerre d'Algérie par rapport à la seconde guerre mondiale »

Tristan, descendant d'appelé et Fanny, descendante d'une famille de pieds-noirs, 17 ans, en lycéen professionnel à Paris

Lorsque les jeunes pensent que la guerre d'Algérie est mal enseignée, les critiques portent généralement sur l'insuffisance des contenus abordés et sur une incapacité pédagogique à mobiliser des connaissances leur permettant de relier la petite histoire, celle qui les concerne éventuellement, et la grande histoire. L'enseignement de la guerre d'Algérie est jugé trop distant et trop aseptisé, trop succinct et trop superficiel. Cela peut être à l'origine d'une grande frustration.

« En vrai l'école, on n'a jamais vraiment parlé du sujet. Ce n'était pas hyper approfondi. C'était dur pour moi de faire le lien avec mon grand-père. Et à l'école, ce n'était pas un évènement historique majeur dont on parlait. J'ai sûrement dû l'étudier mais j'étais en truc franco-allemand donc tu imagines bien qu'on a surtout fait la première et la seconde guerre mondiale. ».

Clément, 27 ans, descendant d'appelé, doctorant en Ile de France

« Je trouve ça dramatique. On m'a expliqué que la guerre d'Algérie, c'était la fin de la colonisation : 58 – 62, que l'Algérie n'était plus française et voilà. C'était devenu un pays. Un quart de page dans un manuel scolaire, une date dans la liste des multiples dates. Je ne savais même pas ce que ça voulait dire 58 – 62. Je n'avais pas conscience qu'on parlait de ma famille. Parce que j'avais un grand-père qui était Juif, je me sentais plus concerné par la seconde guerre mondiale que la guerre d'Algérie. »

Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

La comparaison avec la seconde guerre mondiale renforce leur sentiment que la guerre d'Algérie et la colonisation ne sont abordées que trop rapidement, ce qui ne leur permet d'assimiler ni les connaissances des faits ni la complexité de l'évènement et de ses conséquences. Sur les guerres mondiales, la récurrence de l'enseignement, l'étude des lettres de Poilus, les visites des lieux de mémoire, les témoignages de déportés rendent l'histoire plus incarnée. L'absence d'un enseignement solide sur le système colonial prive aussi les élèves de clefs pour appréhender le contexte et les causes comme les implications pour la société française de la guerre d'Algérie.

b. Le mythe de la sensibilité

Les jeunes sont nombreux à souligner le contraste entre l'importance de l'héritage algérien et sa place minorée dans les programmes cantonnée souvent au caractère optionnel parmi d'autres études de cas. Ils ne comprennent pas pourquoi ils étudient l'Inde et pas l'Algérie, pourquoi il faudrait choisir entre la seconde guerre mondiale et la guerre d'Indépendance algérienne. Pour eux cette dernière doit compter, elle doit même primer. Les jeunes ne comprennent pas ce qu'ils perçoivent comme des réticences de la part de l'institution scolaire comme de la part de certains enseignants.

« En cours, on l'a peu évoquée. C'était présenté comme trop sensible par les professeurs. Pourtant je voyais le mot Algérie dans le livre, ça me donnait envie ».

Nadja, 22 ans, descendante d'un militant du FLN, étudiante en Ile de France

Au sein de l'Education Nationale, l'enseignement de la guerre d'Algérie est qualifié de « *question socialement vive* », aux côtés du fait religieux, de l'esclavage, des génocides, de la place des femmes et des immigrés, du conflit Israélo-Palestinien, du développement durable et des dynamiques migratoires. Une question est considérée comme *socialement vive* lorsqu'elle est susceptible de susciter des controverses dans la société, des débats dans le monde académique et potentiellement des tensions au sein de l'institution scolaire.[703] La guerre d'Algérie est institutionnellement perçue comme une source possible de conflits entre les professeurs et les élèves ou entre les élèves.

De nombreux professeurs et inspecteurs rencontrés dans le cadre de mes activités au sein de l'ONAC-VG pour leur proposer des formations, des interventions scolaires ou des sessions de

---

[703] Simonneaux (L.), « L'enseignement des questions socialement vives et l'éducation au développement durable », *Pour*, 198 (3), 2008.

témoignages, considèrent en effet sensible le traitement de la guerre d'Algérie en classe[704]. Ils redoutent les critiques de la hiérarchie ou des parents, le risque de tensions dans la classe entre jeunes descendants ou encore le fait d'être exposés au ressentiment des jeunes d'origine algérienne. « *Vous allez foutre le feu* »[705]. Ce discours est très présent au sein de l'institution. Il justifie le choix pour certains professeurs de ne pas traiter le sujet, et pour certains inspecteurs de ne pas organiser de formations ou de témoignages en classe. Pour autant, j'ai toujours pris soin de leur demander de partager avec moi les moments difficiles auxquels ils auraient pu être confrontés et j'ai toujours été surpris par l'absence d'exemples ou d'anecdotes qu'ils pouvaient rapporter. La plupart du temps, leurs craintes ne correspondent à aucun fait consistant. Ils reviennent sur « *les descendants d'Algériens de la 2e et 3e génération* » qui auraient développé un ressentiment anticolonial, une affirmation identitaire agressive, et sont pour beaucoup d'entre eux influencés sur ces questions par les réseaux sociaux. La plupart des professeurs confient finalement n'avoir rencontré que peu de problèmes en enseignant la guerre d'Algérie. Alors que les professeurs annonçaient le feu, les tensions invoquées sont réduites à un écran de fumée. Il n'existe à ce jour aucune étude, ni aucune remontée d'expériences significatives, démontrant l'existence de telles tensions. Au cours de la centaine de témoignages ou d'interventions scolaires que j'ai pu organiser partout en France, je n'ai jamais été témoin de tensions dans les classes, à l'exception de quelques commentaires sur les harkis, cela à une seule occasion.

Les stratégies d'évitement adoptées révèlent d'autres difficultés rencontrées par les enseignants pour traiter de la guerre d'Algérie en classe. Tout d'abord, les professeurs manquent de formation sur ce sujet. Eux-mêmes connaissent mal la guerre d'Algérie qu'ils n'ont peut-être pas étudiée dans leur formation initiale. Les connaissances sur la guerre ont beaucoup évolué depuis qu'ils sont en poste. Ils peuvent se sentir peu armés intellectuellement pour traiter ce sujet. Les professeurs d'histoire-géographie manquent de temps et, par soucis d'efficacité, peuvent préférer enseigner des sujets sur lesquels les jeunes ont déjà des connaissances comme la seconde guerre mondiale car cela facilite l'assimilation de la leçon. Jusqu'à la réforme de 2019, les professeurs étaient confrontés au choix d'enseigner les mémoires de la seconde guerre mondiale ou celles de la guerre d'Algérie. Une écrasante majorité de professeurs faisait effectivement le choix de la première option[706]. Incidemment, l'imposition d'un choix binaire entre la mémoire des victimes de la Shoah et celles

[704] Ce travail de recherche est financé dans le cadre d'un contrat CIFRE avec l'ONAC-VG- Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre où j'ai participé au déploiement du programme scolaire : Histoire Mémoires de la Guerre d'Algérie – HMGA comprenant témoignages en classe, formations de professeurs et exposition itinérante sur l'histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie.
[705] Cette citation comme la suivante sont tirées d'une rencontre avec un professeur d'histoire géographie dans le cadre du déploiement du programme HMGA dans l'académie de Nice.
[706] Voir notamment les travaux menés par Aude Signoles dans le cadre de son Habilitation à Diriger des Recherches.

de la guerre d'Algérie, ou autrement dit entre celle des Juifs et celle des Arabes, a pu soulever quelques incompréhensions parmi les professionnels et alimenter la sensibilité du sujet. Enfin, les sphères politiques et médiatiques elles-mêmes peuvent relayer ou même attiser ces tensions mémorielles. Ces instrumentalisations politiques suffisent à justifier la prudence de l'institution scolaire et l'évitement du sujet.

c. Un enseignement orienté ?

Une autre critique de l'enseignement formulée par certains jeunes renvoie à l'orientation idéologique dont l'enseignement de la guerre d'Algérie se départirait mal. Cette critique provient principalement des jeunes politisés à gauche comme à droite. L'école minorerait ou occulterait certains faits. Les jeunes de droite pensent que l'enseignement penche trop « *du côté du FLN* », qu'il serait pétri d'une idéologie anticolonialiste présentant les Français et les colons comme les méchants de l'histoire. Cet enseignement entretiendrait une haine de soi et de la patrie. Il diffuserait un sentiment de culpabilité dans la jeunesse et nuirait à la cohésion nationale ainsi qu'à l'intégration des enfants d'immigrés privés d'une bonne image de la France. Chez d'autres, positionnés à gauche, l'enseignement serait trop « *pro-français* ». En occultant la colonisation, il minimiserait les crimes comme les victimes algériennes, pieds-noires et harkis. Le prisme politique oriente les discours sur l'enseignement scolaire pour le remettre en question. Cette croyance dans une occultation volontaire de tout ou partie de la guerre d'Algérie nourrit un sentiment d'injustice et de défiance vis-à-vis de l'institution.

Les petits-enfants de harkis sont particulièrement attentifs à la place réservée à l'histoire de leur famille dans les manuels. Résumer leur histoire à une définition ou à un encadré est vécu comme un mépris supplémentaire. La manière dont les manuels et les professeurs présentent les harkis peut provoquer des réactions, notamment lorsqu'ils relaient les discours patriotiques présentant l'enrôlement de leur grand-père comme un choix. Certains jeunes ont pu prendre la parole, parfois maladroitement, pour s'en plaindre et souligner dans la classe « *l'oubli des harkis* », au risque de s'exposer. C'est à l'école qu'ils entendent parfois pour la première fois des jeunes les traiter de harkis, ne sachant que faire de cette insulte. Ils se posent des questions sur leur grand-père qui restent souvent sans réponse. Ils peuvent s'énerver contre leurs camarades ou encore choisir de dissimuler et de se taire.

« A l'évocation des harkis en classe, quelqu'un a dit « traitre ». Je fume intérieurement mais je n'ai rien dit. Et c'est tout ».

Anaïs, 31 ans, descendante de harki, metteuse en scène dans le Doux

L'école est également un moment redouté pour les descendants de militant à l'OAS. Ils savent que les manuels parlent de leur grand-père et que les regards, envieux ou suspicieux, se tourneront vers eux. L'école est pour beaucoup un moment de confrontation entre le point de vue familial et la version républicaine de cette histoire. Cette tension sert plutôt à renforcer et défendre la vision de la famille qu'à la remettre en cause. Les jeunes saisissent cette occasion pour prendre la parole et faire la narration de leur version en faisant un exposé, ou en plaçant « *OAS vaincra* » dans une copie. Seuls trois jeunes mentionnent vouloir rester discrets sur leur histoire familiale. Ils n'en parlent pas ou choisissent quand et à qui confier que leurs grands-pères étaient à l'OAS, de peur de l'amalgame avec l'extrême-droite. Mais la plupart de ces jeunes, notamment lorsqu'ils sont issus de familles de militaires, ont été scolarisés dans des écoles privées catholiques ou dans des lycées militaires où l'enseignement de cette histoire est plus souvent favorable à l'Armée ou à l'Algérie française.

« J'étais en Première, je rentre en cours et il y avait une classe de Terminale avant et au tableau il y avait écrit « (nom du grand-père) » en gros « Petit-Clamart ». Ce n'était pas encore effacé. C'était un prof que j'aimais bien, un passionné, bien que gaulliste. Je vais le voir, il y avait des gens derrière moi, je lui dis « Vous l'avez fait exprès ? C'est mon grand-père ! ». Dans ma famille, il y a toujours eu une tension entre l'histoire à l'école et l'histoire familiale. C'est pareil avec Vichy. Le père de ma grand-mère, il était Secrétaire d'Etat à la Jeunesse sous Vichy, mais avant le délire antisémite, j'ai vérifié. Du coup, dans ma famille, on est plutôt antigaulliste, pro-Pétain. Quitte à choisir, j'aurais choisi l'histoire familiale, c'est injuste tout ce qu'on a mis sur la gueule de Pétain. En Terminale, j'ai fait un exposé sur mon grand-père. Ce n'était pas évident car il s'est quand même bien loupé…si tu regardes l'état de la voiture … ils auraient dû l'avoir. »

Joseph, 30 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

d. L'école, un moment de prise de conscience

En dépit de ces critiques et des stratégies collectives d'évitement, l'école reste néanmoins le premier et parfois l'unique lieu d'apprentissage permettant aux jeunes d'acquérir des connaissances sur la guerre d'Algérie. Ils y apprennent les dates, les acteurs, le déroulé des évènements et sont initiés aux éléments de contexte pouvant leur permettre de comprendre cette histoire. Ces connaissances éclairent leurs histoires familiales et améliorent leur compréhension de la société française. L'école peut aussi être un moment de prise de conscience et de rencontre avec d'autres jeunes partageant une histoire familiale avec l'Algérie. Certains jeunes, souvent les plus intéressés par le sujet, reconnaissent que l'enseignement, s'il peut toujours être renforcé, est à la hauteur des enjeux. Ils sont reconnaissants envers les professeurs ayant pris le temps de faire ce cours. L'enseignement légitime le parcours de leurs grands-parents comme celui d'autres acteurs. Il apporte des éclaircissements et une forme d'objectivation. Lorsque les mémoires familiales sont douloureuses ou politisées, ces connaissances peuvent permettre de contextualiser les récits

familiaux et ainsi de les mettre à distance.

> *« Mais mon premier souvenir d'école c'est quand on remplissait les fiches de renseignement, à nationalité j'ai mis Algérien parce que mes parents étaient nés là-bas, donc je pensais qu'on était une famille Algérienne, vu ce qu'on racontait. Et le soir, j'en ai parlé à ma mère, ça les a fait rire, elle m'a dit que j'étais Français et que c'était deux choses compléments différentes.*
> *Mais en général, j'avais besoin de me positionner. Ce qui est clair c'est que mon père est clairement une victime de cette guerre. Et quand je le confrontais au point de vue négatif sur la colonie que j'avais appris à l'école, il a toujours répondu aux questions. Je l'ai toujours entendu parler d'inégalités. Savoir que c'est un système, cela permet de comprendre. Est-ce que moi j'aurais agi différemment ? J'ai compris qu'on ne pouvait pas regarder une époque révolue avec un regard contemporain. »*
>
> Basile, 35 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, cadre à Paris

B. Les autres espaces de rencontre avec la guerre d'Algérie

La culture populaire, les discussions entre amis et les projets associatifs sont aussi des espaces privilégiés de rencontre avec cette histoire.

a. La guerre d'Algérie dans la culture populaire

Des *Parapluies de Cherbourg* aux chansons de Médine, la guerre d'Algérie a servi de cadre à des œuvres artistiques. Elle a longtemps été présente en toile de fond pour décrire une ambiance, pour rappeler une époque. Son traitement explicite est plus récent. Mais les références sur la guerre d'Algérie partagées par un grand nombre de jeunes se comptent sur les doigts d'une main. *La Bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo s'impose comme une référence bien identifiée. Censuré jusqu'en 2004, le film a depuis été restauré et sert d'illustration pour enseigner le conflit dans les manuels scolaires, ce qui explique que les jeunes en aient connaissance. Les jeunes mentionnent facilement le film *Indigènes* de Rachid Bouchareb alors que ce film ne traite pas de la guerre d'Algérie mais du rôle de l'Armée d'Afrique à la Libération (1942 – 1945). Ce succès cinématographique de 2006 a pris tout l'espace des représentations sur la guerre. Le documentaire de Patrick Rotman, *L'ennemi intime*, est souvent mentionné. Il accompagne lui aussi l'enseignement du conflit en classe. Dans la littérature, Albert Camus s'impose comme l'unique référence. Il est clairement identifié comme un auteur issu de cette histoire, même si les jeunes ne font pas forcément le rapprochement entre ses romans et l'Algérie coloniale. La figure médiatique de Benjamin Stora est également évoquée. Les jeunes n'ont pas toujours lu ses livres mais ils connaissent l'historien et ce qu'il représente. La commande du Rapport Stora en 2020 a encore renforcé sa visibilité. Lorsqu'ils sont lus, les travaux de Benjamin Stora, comme des autres historiens apportent de précieux éclairages.

> *« J'ai compris que la victoire algérienne était politique du point de vue international. Et que c'est la politique qui a permis la victoire, Ce n'était pas une victoire militaire mais politique, rattachée à la lutte pour les droits*

fondamentaux. C'est important car ça en fait une histoire très universelle, très française, une histoire de lutte pour la liberté plus que contre les Français »

Valentin, 27 ans, descendant d'un militant FLN, travailleur associatif en Ile de France

Ces quelques œuvres constituent le petit dénominateur commun partagé par les jeunes descendants. Autrement, les références culturelles sont assez cloisonnées.

Chez les descendants d'appelés, les références sont rares. Seuls trois enquêtés sont capables de citer des œuvres en lien avec la guerre d'Algérie. Hormis celles déjà citées, ils mentionnent le film *Avoir vingt ans dans les Aurès* de René Vautier qui raconte le parcours d'appelés bretons embarqués dans le conflit. Le documentaire *Algérie, la guerre des appelés* de Thierry de Lestrade et Sylvie Gilman sur France 5 diffusé en octobre 2019 a également été remarqué.

Chez les descendants de militants pour l'Indépendance, les références sont plus nombreuses. *Hors la loi* de Rachid Bouchareb est un film mentionné à plusieurs reprises. Sorti en 2010 et conçu comme un second volet d'*indigènes*, il fait le lien entre les massacres de Sétif en 1945, l'immigration et la guerre d'Algérie à Paris (émergence du FLN, 17 octobre 1961). Les bandes dessinées sont aussi très populaires. Ces dernières années ont vu une prolifération d'ouvrages de ce genre littéraire sur le sujet avec notamment les *Carnets d'Orient.* Concernant les livres, *La Question* d'Henri Alleg revient régulièrement. Etudié à l'école, il est devenu emblématique du combat contre la torture et la censure. Plus rares, les auteurs algériens Kateb Yacine et Mohamed Kacimi sont également cités par les jeunes. Deux romans français s'imposent dans leurs références : *Moze* de Zahia Rahmani et *L'Art de perdre* d'Alice Zéniter.

« Moze, c'est une fille de harki, Zahia Rahmani. Elle parle de son père, et comment il était à l'arrivée en France, le fait d'être considéré comme un traitre, les commémorations, cela m'a énormément touchée. Je reconnaissais mon père. Lui aussi enfermait ses enfants dans l'appartement. J'ai téléphoné à ma sœur tout de suite. Je lui ai dit : « il faut que tu lises ça ». On n'était pas seules. Cette histoire était commune. Elle a touché d'autres personnes »

Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France

Les descendants de harkis ont à quelques exceptions près les mêmes références. Ils citent par contre davantage de films ou de documentaires directement liés à l'histoire des harkis comme *harkis* d'Alain Tasma, avec Smaïn Fairouze et Leïla Bekhti, qui semble combler un manque de visibilité et de reconnaissance de cette histoire dans le cinéma français. Le livre d'Alice Zéniter revient également. Les jeunes ont trouvé dans ce roman un miroir de leur histoire familiale, une approche complexe et sensible leur permettant de mettre des mots sur ce qu'ils vivaient en famille. Cela ne se limite pas aux seuls descendants de harkis. Nathan, issu d'une famille juive, y a aussi retrouvé une partie de son histoire.

« J'ai commencé le bouquin de Alice Zeniter l'Art de perdre. Et c'est assez curieux parce qu'en fait, on raconte la même histoire. Enfin, ma grand-mère, elle raconte sensiblement la même histoire que celle d'Alice Zeniter. Et du coup, ça m'a vraiment bloqué dans la lecture. Je me suis arrêté quand le grand père d'Alice Zeniter arrive en France. Et je n'ai pas pu toucher le bouquin pendant quasiment quatre ou cinq mois. Parce que c'était trop criant de ressemblance. Et ça surgit, ça fait surgir plein de questions : Pourquoi elle, sa famille, qu'on appelle les harkis, parce qu'ils sont Algériens du peuple algérien, qui sont venus en France, parce qu'ils ne cautionnaient pas le FLN, pourquoi eux, ils sont allés dans des camps ? Et pourquoi moi, ma grand-mère et mon grand-père, ils ont eu un logement de fonction, alors que c'était des gens qui partaient du même endroit, avec sensiblement la même histoire ? »

Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

La musique occupe une place importante. A chaque décennie, ses références. Pour les plus âgés nés dans les années 1990, le groupe *Zebda* a sensibilisé des millions de jeunes sur le patrimoine des luttes, le parcours des immigrés et la réalité du racisme et de la discrimination : « *Je suis celui qu'on a puni deux fois, ici et puis là-bas, puni deux fois* ». Le groupe 113 réhabilitait le parcours immigré des chibanis et entretenait la nostalgie de vacances au bled, devenues impossibles à cause de la guerre civile en Algérie. Avec les années, le rap s'est imposé comme un autre lieu de mémoire de cette histoire coloniale. Des rappeurs français se sont emparés du sujet pour parler du 17 octobre 1961 ou des massacres de Sétif, réhabiliter les soldats coloniaux ou les militants de l'Indépendance, dénoncer l'inconfort de la société française avec ces pans de son histoire, mettre en perspective le racisme et les discriminations aujourd'hui ou simplement chanter un amour pour l'Algérie et la France. Médine est la référence la plus citée avec notamment ses titres *Alger pleure* et *17 octobre*. Mais aussi Kerry James avec *Lettre à la République*, Soolking, avec *Guérilla* et ses trois cents millions de vues sur *YouTube* ou encore Hugo TSR et sa chanson *Eldorado* questionnant le rapport de la France à ses propres valeurs.

« Hugo TSR il chantait « c'était la mode des Arabes dans la Seine ». Je me suis dit « c'est quoi cette histoire ? » J'en ai parlé à mon grand-père. Il m'a expliqué, le 17 octobre tout ça. »

Camille, 20 ans, descendante d'un militaire de l'ALN, intérimaire à Paris

Les petits-enfants de Juifs d'Algérie se distinguent en évoquant la musique judéo-arabe qui constitue parfois la bande son de leur famille. Enrico Macias, Lilli Boniche, Reinette l'Oranaise sont depuis qu'ils sont petits des portes d'entrée sur la culture du pays perdu. Mais le rap reste la référence de leur génération. Les descendants de pieds-noirs ont plus ou moins les mêmes références.

Les petits-enfants de militaires engagés à l'OAS ont par contre des références qui leur sont propres, confirmant le caractère très cloisonné de leur environnement mémoriel. Les livres

occupent une place particulière. Les familles possèdent des bibliothèques fournies. La littérature militaire et les livres écrits par ou sur les combattants de l'Algérie française les accompagnent dans leur formation intellectuelle et politique. Ils lisent les récits des anciens putschistes ou engagés à l'OAS (Pierre Sergent, Hélie de Noix de Saint-Marc et Jean-Jacques Susini) ou des historiens conservateurs comme Pierre Montagnon et Jean Sevilla. Leurs films de référence sont tout aussi spécifiques, avec notamment les films de Pierre Schoendoerffer, *L'honneur d'un capitaine* et *Le Crabe-Tambour* inspiré de la vie du commandant Pierre Guillaume, engagé à l'OAS. L*a Bataille d'Alger* et les films de Rachid Bouchareb sont également mentionnés mais pour être critiqués comme étant à charge contre la France.

Ce panorama des références culturelles des jeunes révèle aussi des absences soulignant des zones d'ombres dans la mémoire collective française. Les jeunes Français ne lisent pas d'auteurs algériens, ne regardent pas de films algériens et n'écoutent pas de musique algérienne. Alors que de l'autre côté de la Méditerranée, de nombreux artistes et intellectuels ont produit des œuvres majeures pouvant éclairer cette histoire, les jeunes Français n'y ont pas accès. L'Algérie ne fait pas partie de leur paysage culturel, sauf pour une minorité de jeunes d'origine algérienne. Les historiens et historiennes, à l'exception de Benjamin Stora, ne sont pas lus, ni connus, confirmant la difficulté de vulgariser les travaux scientifiques. Les références britanniques et américaines sur les études coloniales et postcoloniales sont inexistantes. Rares sont les documentaires, pourtant nombreux sur le sujet, à avoir été regardés par les jeunes. Les musées et les expositions sont totalement absents de leur quotidien. Les jeunes ne les fréquentent pas. Tout comme les lieux de mémoire qui ne sont pas des espaces mentionnés par les jeunes, à l'exception de quelques descendants de harkis.

b. Le champ de bataille du football

Les jeunes identifient par contre d'autres moments ou espaces de rencontre avec la guerre d'Algérie dans leur quotidien. Ils sont par exemple nombreux à mentionner le football, notamment les drapeaux et les « *supporters algériens* ». Leur irruption dans l'espace public lors des matchs de l'équipe d'Algérie (ou d'autres équipes) et les commentaires qu'ils provoquent sont interprétés comme une conséquence de cette histoire. Ils sont, pour eux, emblématiques de l'inconfort de la société française à l'égard de ce passé. La victoire d'une France « *Black-Blanc-Beur* » en 1998 avait mis en valeur la France multiculturelle dont le foot devenait l'incarnation. Ces représentations ont été contrecarrées ensuite par le match France-Algérie de 2001. Les images de supporters sifflant la Marseillaise et envahissant le terrain du Stade de France ont marqué les esprits et laissé le sentiment d'une impossible intégration. Les jeunes évoquent aussi la finale de la Coupe d'Afrique des Nations en 2019 remportée par l'équipe d'Algérie et celle de la Coupe du Monde remportée par la France

en 2018.

En fonction de leurs orientations politique, chaque évènement est pour eux l'occasion de déployer un discours pour célébrer la France multiculturelle ou pour pointer l'indocilité des « *supporters algériens* ». Leur présence ainsi que celle du drapeau dans l'espace public français est associée à l'insoumission et à un projet de séparation pour les uns, à la simple expression d'une origine culturelle pour les autres. La présence du drapeau breton dans presque toutes les manifestations culturelles et sportives soulève-t-elle de pareils clivages ?

« Le football est une bonne illustration. Une partie de la population reproche à la France la colonisation et ne passe pas au-dessus. Cela illustre le grand malaise de l'immigration algérienne. Ils s'identifient plus en tant qu'Algériens que Français Leur identité, c'est leur culture d'origine. Ils ont un ressentiment envers la colonisation. »

Marc, 34 ans, descendant d'un militaire putschiste, cadre à l'étranger

« Nous les jeunes Franco-algériens, on ne connait pas notre histoire. Elle est peu enseignée au collège et au lycée. On parle juste de la décolonisation. On ne connait pas les conséquences que ça a pu avoir, y compris toujours présentes aujourd'hui. C'est un grand pan de l'histoire, un siècle de colonisation. Une histoire commune entre la France et l'Algérie donc en tant que Franco-algériens, on résulte de ce passé commun. Ça aurait été bien de le connaitre. On l'a tous vécu de la même façon, on découvre cette réalité et on le vit comme une claque.
La France est notre pays l'Algérie c'est nos racines avec un passé commun fort et lourd. C'est une claque, c'est violent. Il y a encore des traumatismes. Ça fait trop mal, et on n'en parle pas. On perd beaucoup à se construire sans. On ne gagne jamais à être ignorant d'un tel conflit.
On comprend mieux notre rapport avec la société française, La communauté franco-algérienne est stigmatisée notamment pendant les matchs de foot. Alors que bon, Algérie, France, au foot, je crie pour les deux pays, ce sont mes deux pays. »

Nadja, 22 ans, descendante d'un militant du FLN, étudiante en Ile de France

Les jeunes évoquent les débats réguliers à propos de la composition et de la sélection des joueurs en équipe de France. Ils dénoncent les polémiques sur les origines africaines de certains d'entre eux et le supposé manque de Blancs dans l'équipe nationale. Parmi ces polémiques, celle entourant la sélection de Karim Benzema soulève leur incompréhension. Ce dernier est la cible régulière de procès en illégitimité pointant son manque d'attachement à la Nation.

« C'est quoi le problème avec Benzema ? Quand tu y penses, c'est parce qu'il est Franco-algérien et qu'il le revendique que ça les énerve tous. Il est Français, il est né à Lyon. Il a toute sa place en équipe de France et surtout… franchement …c'est le meilleur joueur de monde. »

Amir, 35 ans, descendant de harki, acteur à Paris

c. La guerre d'Algérie entre potes

Les discussions entre pairs ne sont pas à première vue une occasion de rencontre avec la guerre d'Algérie. Les jeunes descendants sont nombreux à affirmer n'en avoir jamais parlé avec leurs amis. Cependant, des discussions peuvent avoir lieu à deux occasions bien identifiées : lorsqu'ils

rencontrent d'autres jeunes concernés par cette histoire ou lorsqu'ils sont renvoyés involontairement à l'Algérie du fait de leurs origines.

La soirée dans un bar ou une fête d'appartement est un moment privilégié d'échanges sur l'histoire algérienne. Le temps d'un verre dans la cuisine, ils peuvent découvrir qu'ils ont en commun des références, des traits culturels, des habitudes familiales et peut être une même origine géographique. L'Algérie est une base pour échanger, une source de curiosité qui rapproche plus qu'elle ne divise les jeunes de cette troisième génération. Parmi ces rencontres, celles avec des jeunes Algériens marquent les descendants ayant eu cette opportunité. Ils les décrivent comme apaisantes et riches en enseignements. Elles permettent de briser des peurs inconscientes et les fantasmes associés aux Algériens. La proximité linguistique et culturelle facilite les échanges. Les jeunes se découvrent sur un pied d'égalité, entre jeunes. Ils parlent de leurs origines, de leurs pays respectifs mais aussi de sujets plus contemporains comme la musique, la politique ou l'environnement. Nathan se souvient du passage d'un groupe de jeunes Algériens croisé dans un bar à Lyon. Pour la première fois, il avait pris le temps de raconter l'histoire de sa famille de Constantine, puis d'écouter celle des autres.

> *« C'était ouf, ils venaient de Constantine aussi, ils avaient les mêmes traits, les mêmes habitudes que moi mais c'était aussi de la sidération. Ils hallucinaient complet. Ils ne comprenaient pas. Ils ne savaient pas qu'il y avait eu des Juifs en Algérie. »*
>
> Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

Il arrive cependant que certains jeunes n'osent pas engager de conversation sur le sujet par manque de connaissances ou par peur des réactions négatives de la part de leurs interlocuteurs. Les jeunes fuient alors le sujet pour ne pas être confrontés à leur ignorance. Certains sont aussi méfiants quant au fait de dévoiler leurs origines juives pour éviter l'antisémitisme. Des descendants de pieds-noirs souhaitent aussi éviter les stéréotypes ou des débats qu'ils ne se sentent pas capables de porter.

> *« Jamais, jamais, jamais. Pourquoi on m'en parlerait ? Personne ne sait. Je n'en parle pas. Et si on devait en parler, je serai disons démasquée. »*
>
> Virginie, 34 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, étudiante à l'étranger

Les jeunes d'origines algériennes sont quant à eux renvoyés involontairement à cette histoire par leurs interlocuteurs. Que le sujet les intéresse ou pas, ils n'échappent pas à une conversation sur l'Algérie. Leur nom de famille, leur prénom, leur couleur de peau indiquent leur origine algérienne.

> *« Des gens m'en parlent oui, mais sinon je n'en parle pas. Les gens posent des questions sur ma famille. Je trouve ça bien que les gens soient curieux mais ça fait un raccourci. Tu vois ma tête, tu me parles de la guerre d'Algérie ? »*

Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de harki, ingénieur à Paris

Le fait d'être renvoyé à ses origines peut agacer, surtout s'ils connaissent mal leur histoire familiale et l'Algérie. Ils sont Français et ont simplement des origines algériennes qui les intéressent ou pas. Mais ils ne sont parfois pas capables, ni ne souhaitent porter un discours sur leur origine et y être réduits. Ainsi Lehna, anciennement étudiante dans une université d'une grande ville de l'Ouest de la France ne comprend pas pourquoi ses professeurs souhaitent sans cesse la faire travailler sur la colonisation, la guerre d'Algérie ou son histoire familiale.

« J'avais fait une vidéo où je m'enduis le corps de terre glaise (mon père était allé la chercher au bord de Loire...) A la fin, il y a une partie avec un enregistrement de mon oncle où il dit que les femmes se mettaient de la merde sur le corps pour pas qu'on les viole.
Pour les profs, c'était trop violent. Ils m'ont demandé de retirer cette phrase, et c'était assez brutal car ils ne voulaient pas eux-aussi se confronter à cette histoire qui est aussi la nôtre, la mienne. Je ne comprenais pas qu'ils me poussent puis après qu'ils me disent que cette histoire de femmes enduites de merde c'était violent …Ça m'a poussé à quitter les Beaux-Arts. Je ne pouvais plus rester face à des profs qui veulent te parler de postcolonialisme et qui ne se remettent pas en question. La génération de 50 ans qui pense savoir tout et te stigmate tout le temps. Ils te renvoient toujours à ça. »

Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France

A l'inverse, certains jeunes valorisent leur origine algérienne, l'histoire du pays et du combat pour l'indépendance. Elle est une source de fierté – « *la fierté des DZ* ». Dans un mélange d'affirmation des origines, de renversement du stigma et de nationalisme, ils l'exposent sur les réseaux sociaux, lors des matchs de foot et autour du drapeau. Ils se disent Algériens. « *One two three, Viva l'Algérie !* » est un ralliement pour l'affirmer ou simplement pour exprimer une joie collective lors d'un événement à célébrer.

« Oui on parle beaucoup de la guerre d'Algérie entre nous mais la plupart des Algériens de France connaissent très peu l'Algérie et son histoire.
Il y a un jeu sur Twitter quand il est 2h13, tout le monde poste un drapeau Algérien comme le (+213). Mais j'ai envie de leur dire : Parle-moi du congrès de la Soummam ? Pour mettre les mecs face à leur nationalisme ignorant. C'est dramatique. L'ignorance nourrit le nationalisme. Je les appelle les « One Two Triste ». C'est super triste, ils disent ça mais ils ne s'intéressent même pas. »

Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

L'existence, à Paris ou dans les grandes villes, d'un écosystème à la frontière du militantisme et de la création artistique, permet aussi d'aborder le sujet « guerre d'Algérie ». Ce milieu interroge l'héritage colonial de la France à l'occasion d'évènements associatifs ou de performances. A Paris, le bar *La Colonie* fondé par l'artiste Kader Attia offrait, avant l'épidémie de la Covid19, un espace dédié à ces initiatives à l'intersection de la politique, de l'art et de la fête. Ainsi, Lehna a co-fondé un collectif de soirées appelé « *Filles de blédards* » pour renverser le stigma accolé aux jeunes femmes d'origine maghrébine. La danse est identifiée comme un moyen de réappropriation de cette histoire.

Corps violentés et corps libérés s'expriment au croisement des influences traditionnelles et contemporaines. La danseuse de *voguing*, Ari de B, participe par exemple au documentaire et au livre de l'historien Mathieu Rigouste, *Un seul héros, le peuple*, sur les soulèvements des Algériens en décembre 1960.

Pour les jeunes ayant eu l'opportunité de croiser le chemin d'associations de jeunesse portant un projet sur la guerre d'Algérie, cette expérience reste déterminante et éclairante. Depuis 2017, l'association *SOS Racisme* porte, en partenariat avec l'association algérienne *Rassemblement Action Jeunesse* (RAJ), un projet intitulé *Regards Croisés* rassemblant une cinquantaine de jeunes des deux côtés de la Méditerranée et aux histoires familiales diverses (descendants de l'ensemble des groupes de mémoire). Formations sur l'histoire, voyages de la mémoire en France et en Algérie, échanges réguliers à l'occasion des commémorations ou sur l'actualité, les différentes activités proposées permettent aux jeunes de se rencontrer et de travailler. Chloé a participé au projet.

> *« J'ai pu en parler avec des jeunes qui pouvait prendre du recul, sans animosité, normal quoi. Puis des Algériens. J'ai été agréablement surprise, on est allé en boite aux Champs-Elysées. Ils étaient très cultivés, ambitieux. Et avec eux, j'étais Française mais j'étais aussi militante. Et c'est cela qui primait sur nos relations, J'ai d'avantage appris qu'en cours. Ça m'a permis de me poser beaucoup de questions, ça m'a touchée. Je me suis sentie présente. ».*

Chloé, 26 ans, descendante de harki, juriste à Aix-en-Provence

* *
*

Soixante ans après les faits, la guerre d'Algérie reste, certes avec une intensité pouvant varier, présente dans le quotidien des jeunes Français. Au-delà des cercles familiaux, ils la croisent d'abord à l'école où le travail de diffusion des connaissances et de normalisation du sujet se poursuit même si l'enseignement de la guerre d'Algérie reste l'objet de controverses. La supposée sensibilité du sujet nourrit encore des stratégies d'évitement et de politisation. Témoignage de l'importance de la trace culturelle et démographique de cette histoire, la culture populaire s'est emparée de la guerre d'Algérie et de ses mémoires. Elle est, pour les jeunes, un espace de reconquête et de transmission des récits sur le passé, même si certains espaces comme le football servent encore de plateforme d'expression de visions stéréotypées des descendants d'Algériens. Enfin, les échanges entre pairs et la société civile s'imposent aussi comme des espaces d'échanges contribuant à la normalisation du sujet. Les jeunes évoluent dans un environnement générationnel offrant de plus en plus d'occasions pour travailler sur ce passé, au plan individuel comme au plan collectif.

L'affrontement mémoriel n'aura sans doute pas lieu dans la jeunesse française. Si les représentations des jeunes sont ambivalentes, elles sont majoritairement critiques de la colonisation

et compréhensives de l'Indépendance. Elles sont également bienveillantes envers les différents acteurs et groupes associés au conflit. Les aspects les plus complexes et les plus politiques sont moins compris et les images, en dehors de leur caractère violent sont rares.

Les jeunes politisés et les jeunes descendants connaissent mieux le sujet et savent davantage se positionner vis-à-vis des enjeux qui lui sont associés. La politisation est un vecteur de connaissance de la guerre d'Algérie et le clivage gauche-droite influence fortement les représentations que les jeunes ont du passé, bien plus que le niveau de diplôme ou le statut social.

Le fait d'avoir une histoire familiale en lien avec la guerre ou l'Algérie est également un vecteur de connaissances. Les descendants des familles concernées peuvent mobiliser des représentations transmises au travers des récits familiaux. Néanmoins, l'origine familiale ne détermine pas à elle seule le regard sur le passé. Le jugement sur le passé reste filtré par le rapport au politique, source d'antagonismes mémoriels. Les représentations négatives qui circulent sur les musulmans, les Algériens, les Arabes et les harkis, forgées dans les expériences historiques de la colonisation et de la guerre, s'avèrent être durables et source de clivages au sein de la société française d'aujourd'hui.

Chapitre 4 : L'Algérie en famille

L'exploration du paysage mémoriel que nous venons de faire a permis d'identifier deux sillons structurant les connaissances et les représentations sur la colonisation et la guerre d'Algérie : le politique et l'intime. La famille et notamment les discussions en famille sont des vecteurs essentiels de transmission des connaissances et des représentations sur ce passé. L'enquête quantitative permet pour la première fois de dire l'ampleur de la trace démographique de cette histoire sur la société française : quatre jeunes sur dix ont un lien familial avec la guerre d'Algérie. Les entretiens menés permettent de plonger au cœur des mémoires familiales. Mythe des origines, anecdotes ensoleillées, violences, furie de l'exil et nécessité de l'intégration : chaque histoire familiale est un livre en soi. Cette myriade de petites histoires raconte autant le commun que la spécificité de chacun. Assemblées, elles forment une mosaïque où se lit l'épopée des vies marquées intimement par l'Algérie. Cette lecture permet d'identifier certaines spécificités liées aux groupes mémoriels. Entre absence et omniprésence des récits, on ne raconte pas du tout la même chose en fonction des familles.

Les récits familiaux ne restituent pas une histoire de dates et de héros. Silences, récits obsessionnels, comportements inexpliqués, mélancolie perpétuelle, violences et conflits familiaux : les descendants connaissent surtout cette histoire à travers ses conséquences intimes sur la famille. Ils sont des spectateurs de la douleur. Ils n'en sont pas porteurs mais ils racontent comment les traces de ces expériences installent une ambiance dans laquelle ils baignent depuis l'enfance. Les événements ont une dimension temporelle qui dépasse le simple enchainement des faits. Ils ne disparaissent pas lorsqu'ils sont terminés, ni en détournant le regard. Ils continuent d'exister et d'agir longtemps après les faits. Ils ont sur plusieurs générations des conséquences intimes, sociales et politiques qui infusent dans la vie de famille et influencent les destinées de ses membres. L'Algérie s'est glissée dans les plis de la vie.

Cette plongée dans leur bain familial permet de saisir les dynamiques d'une mémoire familiale construite et entretenue avec plus ou moins de succès, de décrire les mécanismes de transmission ou au contraire d'enfouissement. Qui parle ? Qui se tait ? Pourquoi ? Elle permet d'identifier la répartition des rôles en famille et de documenter ce qui se joue dans les relations entre grands-parents et petits-enfants, cela avant que les derniers témoignages de la mémoire vive ne soient perdus. La mémoire possède enfin une dimension matérielle et immatérielle. Même si l'on ne raconte rien, l'Algérie survit dans des objets, des lieux, des moments, des plats ou des sonorités. Les jeunes ont grandi au milieu de ces traces, parfois peu intelligibles. Chaque trace est une porte sur le passé. A eux de les interroger pour mieux comprendre leurs familles et la société dans laquelle

ils vivent, en fonction de leurs connaissances, leurs intérêts et leurs opportunités.

« Et si tu devais me dire ce que c'est au final cette histoire pour toi ? »
« Une grande salle en béton brut. Des lumières éparses, ténues. Une ambiance sombre mais chaleureuse. Tu entres. Tu te sens envahi par la fumée, d'abord en bain de pieds, puis petit à petit, elle se densifie. Nappes et filaments au sol, devenant blizzard, La lumière s'intensifie. Elle clignote de plus en plus fréquemment. Le blizzard est du brouillard. Des stroboscopes claquent. Tu entends des sons jaillissant de toute part. Tu comprends certains mais ne discernes rien. Le brouhaha s'amplifie à mesure que le brouillard avance. plus rien n'est audible. Tout est blanc.
Un son. Une grande inspiration. La fumée disparait. Tu restes muet, impassible, interdit. »

Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

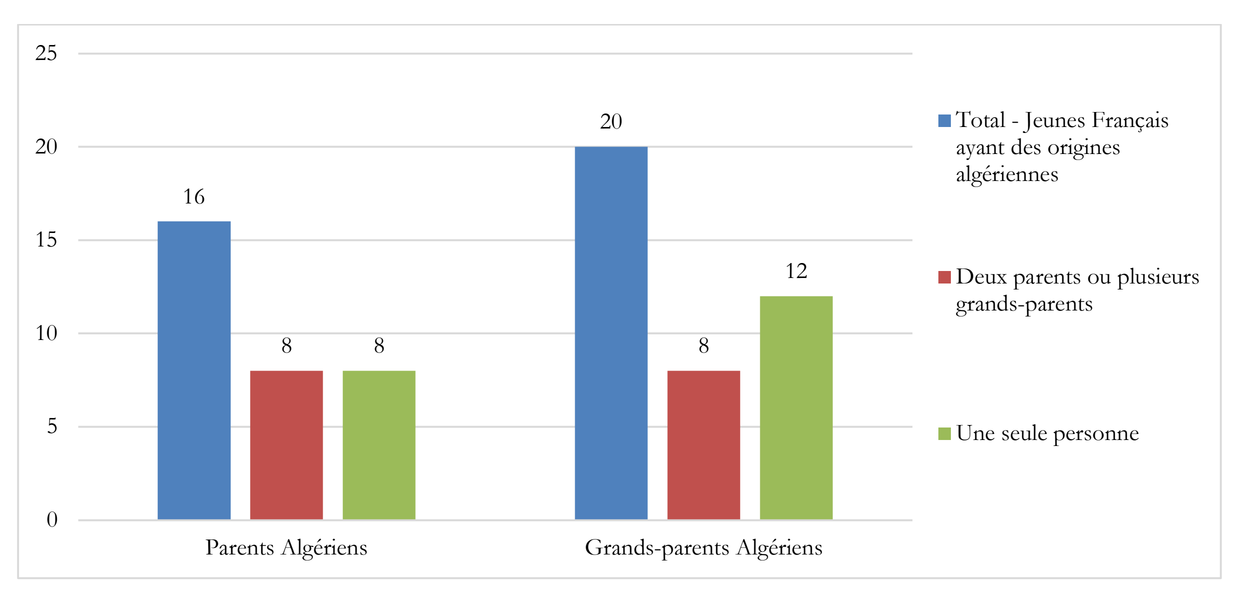
I. La trace démographique de la guerre d'Algérie dans la société française.

39% des jeunes Français âgés de 18 à 25 ans déclarent aujourd'hui avoir un lien familial avec une personne ayant été affectée par la guerre d'Algérie. Ils sont les descendants des deux millions d'appelés et de militaires, du million de pieds-noirs, des cent mille Juifs d'Algérie, des cent cinquante mille personnes associées à la catégorie harkis et des dizaines de milliers d'immigrés Algériens engagés dans le combat pour l'Indépendance. Les petits-enfants d'appelés forment le plus gros contingent. 28% des jeunes d'aujourd'hui déclarent avoir un grand-père ayant été soldat pendant la guerre d'Algérie. 12% déclarent un lien familial avec un pied-noir, 4% avec une personne juive d'Algérie, 4% avec un militant pour l'Indépendance, 3% avec un ancien harki et 2% avec un militant à l'OAS. Ces chiffres révèlent l'importance de la trace démographique laissée par la colonisation et la guerre en Algérie dans la société française.

Figure 15 : Jeunes Français déclarant avoir un lien familial avec les différents groupes affectés par la guerre

La trace démographique ne se limite pas à ces millions de familles marquées par la guerre. Les millions d'immigrés Algériens s'installant progressivement en France depuis la seconde guerre mondiale ont aussi des parcours marqués par cette histoire et sont porteurs d'une mémoire. En 2019, l'INSEE comptait près de 850 000 immigrés algériens et l'INED 1, 2 millions d'enfants d'immigrés algériens.[707] Ces chiffres ne comptabilisent pas les Français ayant des grands-parents Algériens. On saisit néanmoins l'ampleur du phénomène migratoire en provenance de l'Algérie, faisant de cette immigration la deuxième immigration en France, derrière les immigrés en provenance du Portugal (13% de la population étrangère contre 12,2% pour les Algériens).[708] On estime ainsi qu'entre 5 à 6 millions de Français ont des origines algériennes. 16% des jeunes Français déclarent avoir un parent algérien et 20% déclarent avoir un grand-parent algérien. Un jeune Français sur cinq interrogé dans le cadre de cette enquête a donc un lien familial direct avec l'Algérie. Associés aux 39% des jeunes déclarant un lien avec une personne ayant vécu la guerre d'Algérie, ils forment la part algérienne de la France dont cette thèse propose une exploration.

Figure 16 : Pourcentage des jeunes Français déclarant des origines familiales algériennes



Il est possible que des jeunes déclarent des parents Algériens alors même que ces derniers ont la nationalité tout en étant d'origine algérienne. Ces chiffres reflètent surtout un sentiment *d'algérianité*. Les jeunes identifient un lien familial comme un lien culturel. Un lien avec l'Algérie est tissé à partir d'un ensemble de référence et d'attaches comme la nourriture, les prénoms, les chansons, la langue, les accents ou encore les vacances d'été. Elles habitent les territoires et les quotidiens des jeunes. Elles se mêlent aux cultures vernaculaires tout en contribuant à les nourrir.

[707] INED – Descendants d'immigrés : https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/immigres-etrangers/descendants-dimmigres-par-pays-dorigine/
[708] INSEE - L'essentiel sur les immigrés et les étrangers : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212

a. *Les traces de la guerre dans les spécificités sociales des descendants*

La trace démographique de la guerre Algérie est extrêmement diffuse dans la société française. Les descendants de personnes ayant été affectées et directement concernées par la guerre se retrouvent dans toutes les strates de la société. Il n'est pas de classe sociale ou de zone géographique qui ne soit pas concernée par cette histoire. Néanmoins, certaines spécificités peuvent être repérées.

Les petits-enfants d'appelés sont par exemple présents dans l'ensemble de la société. Mais l'on remarque qu'ils sont plus nombreux à déclarer un lien familial lorsqu'ils ont une relation avec leurs grands-pères et qu'ils discutent avec lui de la guerre d'Algérie. Si 28% des jeunes Français déclarent avoir un lien familial avec un ancien soldat, ils sont 58% à déclarer un tel lien lorsqu'ils discutent avec leurs grands-pères et seulement 19% quand il n'en discute pas en famille. Nouer des relations avec son grand-père augmente fortement les chances des petits-enfants de connaitre le parcours de celui-ci.

Les jeunes descendants de pieds-noirs sont plus nombreux dans le sud de la France. Alors que 12% de jeunes Français déclarent un lien familial avec un pied-noir, ils sont 21% en Languedoc-Roussillon, 21% en Midi-Pyrénées et 25% en Région Sud, soit près d'un quart des jeunes. Cela reflète la répartition géographique des rapatriés sur les côtes méditerranéennes après 1962. Des villes comme Marseille, Nice, Montpellier ou Perpignan ont été transformées par l'arrivée des pieds-noirs.

Les descendants de militants pour l'Indépendance ou de harkis sont plus nombreux chez les personnes déclarant une origine algérienne. Alors que respectivement 4% et 3% des jeunes Français déclarent un lien avec un militant pour l'Indépendance ou un harki, 17% et 15% des jeunes Français d'origine algérienne déclarent de tels liens. Ils sont également surreprésentés dans les classes populaires. 6% des jeunes ouvriers, en apprentissage ou titulaire d'un CAP/BEP déclarent un lien familial avec un militant pour l'Indépendance. 7% des ouvriers ou des jeunes non diplômés déclarent un lien avec un ancien harki. Enfin, ils sont aussi plus nombreux parmi les jeunes se déclarant musulmans : 16% de ces derniers disent avoir un lien familial avec un militant pour l'Indépendance. Les jeunes d'origine algériennes sont eux aussi surreprésentés dans les classes populaires. Alors que 16% des jeunes Français déclarent avoir un parent algérien, ils sont 25% à le faire lorsqu'ils sont fils ou filles d'ouvriers, 27% lorsqu'ils sont ouvriers eux-mêmes, 31% lorsqu'ils n'ont pas de diplôme.

b. *Discuter de la guerre d'Algérie en famille*

Les familles ayant traversé la guerre d'Algérie ont souvent été associées au silence. L'Algérie ne se raconterait pas, privant les enfants d'un accès à l'origine du mal. Le silence prendrait même parfois la forme d'un fantôme à table avec lequel il fallait inévitablement composer. Pour les petits-enfants, le choses sont différentes. La progressive libération de la parole individuelle et collective depuis les années 2000 fait qu'aujourd'hui, la famille est, après l'école, le deuxième canal de transmission des récits sur la guerre d'Algérie. Les familles concernées par la guerre d'Algérie parlent du conflit dans des proportion nettement supérieures aux autres familles françaises. Près de la moitié (48%) des jeunes descendant et 61% des jeunes d'origines algériennes confient avoir déjà eu des discussions sur le conflit avec leurs proches, contre 30% de l'ensemble des jeunes.

Tableau 7 : Avec qui parlez-vous de la guerre d'Algérie ?

	Oui	Non
Votre grand-père..	67 %	33 %
Votre père	44 %	56 %
Votre grand-mère..	42 %	58 %
Votre mère	36 %	64 %
Des amis de la famille..	35 %	65 %

67% des jeunes qui en parlent en famille le font leurs grands-parents et la moitié (55%) avec leurs parents. Une transmission est à l'œuvre entre les générations. Les grands-parents sont davantage en contact avec les petits-enfants que par le passé[709]. Ils ont noué avec eux des relations intimes. En vieillissant, ils se confient davantage. Les petits-enfants parvenant à l'âge adulte posent aussi des questions que leurs propres parents n'avaient pas osé poser ou ne savaient même pas formuler. Le fait que les grands-pères soient plus sollicités que les grands-mères traduit le poids des appelés et de leurs descendants dans l'échantillon. 77% des jeunes descendants d'appelés en ont parlé avec leur grand-père. Les grands-mères apparaissent dans l'ensemble un peu moins actives dans la transmission. Néanmoins, 42% des jeunes discutant de la guerre d'Algérie en famille en parlent avec elles. Cela est surtout le cas des jeunes descendants de cette histoire. Les discussions avec les grands-mères témoignent de la transmission de récits plus intimes, centrés sur l'histoire familiale, le cadre de vie en Algérie, les origines et l'exil et moins sur les combats renvoyant aux parcours spécifiques des grands-pères.

---

[709] Attias-Donfut (C.), Segalen (M.), *Grands-parents: La famille à travers les générations*, Odile Jacob édition., Paris, 2007.

Les parents ne sont pas passifs dans ce processus. Ils ont parfois joué un rôle dans la mécanique d'enfouissement ou de transmission. Ils sont sollicités pour préciser, nuancer et donner leur version du vécu des grands-parents. 44% des jeunes discutant de la guerre d'Algérie en famille en parlent avec leur père. On observe que les enfants de retraités sont plus nombreux que les autres à faire ce choix, soit 55%. Cela témoigne de ce moment de passage qu'est la retraite. Les pères disposent de plus de temps pour réfléchir et parler. Ils se peuvent se retourner sur leur histoire de famille et s'investir davantage dans l'entretien de la mémoire familiale. Les jeunes d'origine algérienne et les jeunes descendants de militants pour l'indépendance parlent également davantage avec leurs parents. Ils sont respectivement 57% et 67% à mentionner ces échanges avec leurs pères. De fait, ces jeunes n'ont peut-être pas eu accès à leurs grands-parents. Ces derniers ont pu rester en Algérie si les parents ont immigré. S'ils sont en France, la transmission intergénérationnelle a pu être empêchée par les différences linguistiques et culturelles entre les générations. Le père et la mère sont alors les seules portes d'entrée sur le passé.

Enfin, un tiers (35%) des jeunes discutant de la guerre d'Algérie en famille en parlent aussi dans un entourage plus large que le seul noyau familial. Ici, les jeunes d'origine algérienne ou ayant un lien familial avec certains groupes reliés au conflit (OAS, Militant pour l'indépendance et harki) sont surreprésentés, tout comme les jeunes musulmans. Les jeunes s'inscrivent dans des réseaux de sociabilité pour lesquels la guerre d'Algérie est un sujet d'intérêt et de conversation. Les jeunes musulmans ou d'origine algérienne en parlent entre amis. Les descendants de harkis ou de militants de l'OAS aussi car ils côtoient souvent des personnes aux histoires familiales proches des leurs. Cela est moins le cas des autres jeunes concernés.

II. Raconter son histoire familiale

Plongeons maintenant dans l'intimité des familles affectées par la colonisation et la guerre d'Algérie. Les entretiens ont été l'occasion pour soixante-quinze petits-enfants d'appelés, de pieds-noirs, de harkis, de Juifs d'Algérie et de militants au FLN et à l'OAS de raconter leurs histoires familiales. Ils se livrent souvent pour la première fois. Personne auparavant ne leur avait demandé leur avis. On a tellement dit leur ignorance et leur désintérêt que leur point de vue paraissait illégitime. Cette histoire algérienne appartient à leurs grands-parents, parfois à leurs parents. Eux comptaient simplement la subir ou l'ignorer. Avec étonnement et parfois gratitude, les jeunes descendants mettent des mots sur cette ambiance qu'ils connaissent bien sans pour autant la comprendre. La restitution de leurs histoires familiales nous permet d'explorer le contenu et la fonction des récits familiaux. Que retiennent-ils et pour dire quoi ? Ces récits et la dynamique de transmission jouent un rôle dans la socialisation des petits-enfants. Ils les inscrivent dans une

histoire ou une absence d'histoire, dans un espace qui est à la fois celui de la famille et de la société française et dans un temps qui est bien celui du présent. En racontant leurs familles, les jeunes révèlent ce mécanisme et se racontent eux-mêmes.

A. Entrer dans l'histoire familiale

L'histoire familiale débute souvent par un récit des origines. Les jeunes remontent le fil généalogique pour ancrer la famille sur le sol algérien, la placer dans la société coloniale en Algérie, expliquer et légitimer une présence en France et rappeler des conditions sociales ou des marqueurs familiaux. Pour ces raisons, ces récits sur la genèse sont spécifiques aux descendants de pieds-noirs, de Juifs d'Algérie et d'Algériens, qu'ils aient été indépendantistes ou harkis. Certains jeunes ont eu accès à des récits fournis, d'autres au contraire ont dû composer avec du vide.

a. Pour les descendants de pieds-noirs : légitimer la présence en Algérie

Pour les descendants de pieds-noirs, l'enjeu principal est de donner du sens et une légitimité à la présence de leur famille en Algérie. Il faut pouvoir expliquer la manière dont elle s'est retrouvée en situation coloniale et la dissocier du processus de colonisation. Pour cela, les récits familiaux sont rodés. Ils débutent nécessairement par le mythe de l'arrivée des ancêtres en Algérie. Qu'elle soit réelle ou légendaire, cette arrivée est le point de départ de la lignée. Les jeunes savent y remonter. Elle permet de rappeler le pays d'origine et les conditions précaires ayant poussé à l'émigration vers l'Algérie. L'origine méditerranéenne renvoie à ces « *ventres creux de l'Europe* », ces paysans andalous sans terres et ces pécheurs des Baléares pour qui la déprivation ne laissait d'autres choix que le départ vers l'Algérie. La seconde origine est française et plus politique. Opposants à Napoléon III, Communards déportés, Alsaciens fuyant les Prussiens, les ancêtres auraient émigré en raison de leurs opinions et de leurs engagements politiques. Contre la faim et la tyrannie ou pour rester Français, ils se sont retrouvés en Algérie, poussés par l'Histoire. Les jeunes restituent, parfois avec ironie, des scènes quasi-mythologiques : une arrivée à la rame, un ancêtre débarquant avec les premiers colons, un autre ayant construit Notre-Dame d'Afrique, « *un pote* » de Mac Mahon et des histoires de meurtres ou d'accidents de chasse justifiant une fuite. Ces récits sont connus, racontés et répétés en famille. Ils servent à se dissocier des « *gros colons* » et à la légitimer la présence en Algérie. Les jeunes essaient ensuite de remonter à la première naissance sur le territoire algérien. Cette reconstitution d'un fragile et frêle arbre généalogique les projette aussi loin que possible dans le passé pour ancrer cette présence dans le temps long. Certains jeunes ont accès à des récits fournis, d'autres au contraire doivent se satisfaire d'une reconstitution par indices. Ils pensent. Ils croient.

Ils font des déductions. *« Comme ils ne parlaient plus espagnol, mais qu'ils parlaient arabe…ça veut dire qu'ils y étaient depuis un moment, non ? »*

L'ancrage est aussi spatial. Les lieux ont une très grande importance dans les récits des descendants de pieds-noirs car c'est bien la présence de leurs ancêtres en ces lieux, c'est-à-dire sur le sol algérien, qui fait toute la particularité de la famille. Que l'on parle d'une ferme familiale dans un village aux portes du désert ou d'un petit appartement au cœur de Bab-El-oued, les lieux sont emblématiques. Mêmes s'ils en ont une connaissance géographique relativement vague, les petits-enfants en connaissent toute l'importance. Franchetti, Tiaret, Mercier-Lacombe, Ain Abessa, Thierville, Bir-Mendrès, Ain Temouchent, Maraval ont des sonorités magiques qui irriguent les récits et éveillent leur imaginaire. Ils entendent ces noms depuis toujours sans pour autant savoir les placer sur une carte. Mais cela n'est pas forcément utile car ces lieux, tels qu'ils étaient à l'époque, ont disparu. Ce caractère inatteignable fait toute leur importance et leur mystère.

> *« J'ai trois grands-parents sur les quatre qui sont nés en Algérie, ils sont tous pieds-noirs. Ma famille est d'origine espagnole, d'où notre nom : Garcia. C'était des paysans sans terre andalous qui comme d'autres paysans de l'époque sont allés en Algérie occuper des terres et les labourer. Cela remonte à mes arrière-arrière-grands-parents, il me semble. Eux donc parlaient espagnol. L'arrière-arrière-grand-père, celui qui donne le patronyme, on l'appelle La Uelo…Ils sont de Ain Temouchent pour mon grand-père et de Maraval pour ma grand-mère. Sachant que je vous dis tout cela mais je ne le situe pas bien du tout. J'entends des noms depuis que je suis petite comme Sidi Bel Abbès. J'entends beaucoup de noms autour de l'Algérie mais j'en ai une géographie très floue. Je n'y suis jamais allée donc cela n'aide pas. Mais ce n'est pas loin d'Oran. Ils se considèrent comme des Oranais. Ils sont sur des forums comme Copains d'avant. Ils sont très actifs d'ailleurs là-dessus. Il y a vraiment une mémoire qui s'est construite dans leur rapport à Internet.*
>
> *Je pense qu'ils étaient agriculteurs. Je sais que le père de ma grand-mère a eu une sorte d'échoppe, comme un kiosque, une épicerie. Mes grands-parents sont partis quand ils avaient 20 ans ou moins donc ils n'ont pas labouré la terre mais leurs parents étaient agriculteurs. C'était des exploitations qu'ils me décrivent comme modestes. Je ne sais pas s'ils me le décrivent comme ça pour me prouver que "Non ce n'était pas les colons riches et blancs" et qu'il fallait minorer leurs conditions de vie là-bas. C'est possible.*
>
> *Ils parlent beaucoup de la vie de quartier : le fait d'aller les uns chez les autres après l'école, le thé, les biscuits, une impression méditerranéenne qu'on pouvait taper les uns chez les autres de façon très simple, une vie sociale forte, une proximité. On a l'impression d'une espèce de cohabitation heureuse. Cohabitation mais ils font quand même la différence, d'ailleurs ils parlent des Arabes donc il y a une distinction entre Eux et Nous mais qui est plutôt joyeuse. »*
>
> Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, journaliste à Marseille

La vie en Algérie constitue le deuxième tableau de leurs récits. « *L'Algérie, c'était bien* » est la formule éprouvée qu'ils ont beaucoup entendue. Dans les familles où les récits sont minces, elle est suivie d'un silence et se suffit à elle-même. Elle dit tout : le bonheur passé et la mélancolie d'aujourd'hui. Les jeunes saisissent l'ampleur du drame contenu dans cette formule tout en étant capables de tourner en dérision les difficultés de transmission dans leurs familles. Pour ceux ayant eu accès à davantage de détails, les descriptions de la vie en Algérie servent à préciser la position sociale de la famille. Ils livrent un monde d'artisans, d'agriculteurs, de cordonniers, de chapeliers

ou d'épiciers et restituent des vies laborieuses et modestes dans lesquelles la valeur travail a permis l'ascension sociale. Ces descriptions les éloignent ici aussi de l'association aux « *gros colons faisant suer le burnous* » tout en rendant invisible les privilèges des Européens. La vie en Algérie prend les atours d'une carte postale de la France des villages des années 1930, heureuse et ensoleillée, un monde de proximité, de convivialité et de solidarité. Ils inscrivent leurs grands-parents dans une vie sociale dense, animée par des personnages solaires aux accents méditerranéens et rythmée par les récoltes, l'école et les fêtes religieuses. On les suit sur cette place de village où les platanes ont été remplacés par les palmiers et où le curé à bicyclette échappe à une bataille de pastèques engagée par des enfants. Ces enfants sont leurs grands-parents. Ils ont quitté l'Algérie encore adolescents ou jeunes adultes. Ils ont vu l'Algérie avec ces yeux infantiles et l'ont restituée ainsi. En cela la nostalgie des pieds-noirs est double car elle ne renvoie pas qu'à la perte d'un monde mais à celle du vert paradis de l'enfance.

La relation aux Algériens s'invite de façon incontournable dans les récits. Elle est au cœur du fonctionnement de l'Algérie française et sert à dédouaner les familles des accusations de racisme ou d'exploitation. Les jeunes se savent attendus sur le sujet. « *Ça se passait bien.* » Ils restituent des récits relatant le vivre-ensemble, la cohabitation des cultures, les relations courtoises et une mixité qui fonctionnaient bien. Les enfants jouaient ensemble. L'école permettait de nouer de solides amitiés. Les familles s'offraient des cadeaux pour les fêtes. L'Algérien est présent dans la figure du domestique, de l'ouvrier, des voisins et des enfants fréquentés dans le quartier. La maitrise de la langue arabe par les grands-parents est parfois utilisée comme preuve manifeste de cette bonne entente. Ces récits ne sont pas le reflet d'une vérité historique mais du monde tel qu'il était perçu par les Français d'Algérie. Leur sociabilité s'est construite loin des campagnes algériennes et des bidonvilles clochardisés. La vie de quartier ou de village est l'unique prisme à travers lequel la plupart des grands-parents ont vécu l'Algérie. La matrice de la transmission mémorielle consiste à livrer un monde dépolitisé et dénué de tensions, dans lequel la violence coloniale et les logiques de dominations sont rendues invisibles et le fossé entre Européens et Algériens réduit. Origines modestes et intensité de la vie sociale placent les familles au plus proche des Algériens et au plus loin des colons afin de ne pas porter la culpabilité de la colonisation.

Ces récits se sont construits sur le temps long. Ils ont été formatés en empruntant à la mémoire collective pied-noire pour qu'ils soient entendus dans une France postcoloniale. A force de répétitions et de reconstructions, ils se sont imposés pour cadrer les récits familiaux. Malgré la force de ces récits, les petits-enfants ont conscience de leur caractère reconstruit et idéalisé. Ils savent les mettre à distance et même en rire. Ils ont conscience de la fragmentation des communautés, des inégalités et de l'existence de tensions. Les connaissances acquises à l'école et leur socialisation

politique leur permettent de contextualiser et de nuancer les récits de leurs grands-parents tout en les comprenant.

> *« Tu veux quoi ? La mythologie ? Ou la vraie histoire ? Car la vraie histoire, je ne l'ai pas faite.*
> *Alors ils racontent une présence très longue en Algérie. Ils arrivent soi-disant après la guerre de 1870 du Jura. Mais en discutant avec ma grand-mère je comprends qu'ils y étaient avant. Soi-disant on arrive du Jura car cette partie de la famille, c'était des Rouges. Ils avaient été exilés en Algérie. Il était charpentier et soi-disant charpentier de Notre-Dame d'Afrique, donc tu comprends qu'il a construit ça tout seul, c'est un peu drôle.*
> *C'était Blida et Alger et y avait une ferme aussi des cousins à Benchicao.*
> *Là où ça devient intéressant c'est la mobilité sociale. Son fils devient professeur dans un collège communal à Blida et son fils à lui est professeur de médecine à la faculté d'Alger. Il est obstétricien et il a une clinique privée à Alger et sa femme (mon arrière-grand-mère) est sage-femme d'origine andalouse. Dans la famille du coté de mon arrière-grand-père, il y avait aussi un magistrat aux affaires musulmanes et il y avait un député aussi à l'Assemblée Algérienne et son frère il est trésorier de l'OAS. Voilà !*
> *Il y a pas mal de choses que j'ai oubliées sciemment. Car c'est raconté avec un tel biais. Le problème dans le discours de ma grand-mère, c'est que malgré la distance, elle n'a pas de retour critique. C'est un discours raciste qui ne se veut pas raciste car ce sont les mots de l'époque, mais qui sont durs à entendre.*
> *Tout ce qu'on m'a raconté c'est très anecdotique et la vie quotidienne est très difficile à imaginer. Elle raconte des histoires familiales, son père beaucoup, qui était lettré en Arabe et donc qui été très bien avec les Arabes comme elle les appelle. Ce qui est déjà un lexique problématique en soit mais je ne vois pas comment elle pourrait faire autrement car elle n'a pas de retour critique là-dessus. Elle raconte que pour son mariage, il y a des riches caïds qui se sont pointés avec des bijoux en or qui ont été offerts à son père pour le mariage de sa fille. Donc …sous-titre …quand elle nous dit cela, c'est pour nous dire à quel point on s'entendait bien avec les Arabes. C'est toujours des anecdotes comme ça.*
> *Elle, elle parle le dialecte et avant que je comprenne qu'elle parle le dialecte algérien (quand je l'ai entendu parler avec l'épicier ou le marchand de journaux), elle disait « l'Arabe de cuisine » comme si ce n'était pas une langue en soi. Cela révèle un certain mépris. Et aujourd'hui dans le Maghreb, les dialectes sont encore dévalorisés et c'est peut-être une conséquence de cette colonisation française ?*
> *Quand elle raconte, je la crois car c'est comme cela qu'elle a perçu les choses. Elle est fondamentalement sincère mais visiblement ça ne lui posait pas de questions que ça soit uniquement des Français dans son école. Elle ne les considère pas comme des frères. Toute ce qu'elle raconte c'est pour expliquer que ce n'était pas l'Apartheid et qu'on s'entendait vachement bien mais pas que c'était des frères ou des citoyens qu'on aurait pu traiter en égaux.*
> *Elle ne parle que de l'Algérie heureuse. Elle dit "moi je ne raconte pas les atrocités" donc c'est bien qu'il y en a eu mais elle veut se contenter des bons souvenirs.*
> *"Et toi tu en penses quoi ? "*
> *Moi ? Moi je ne pense pas. Je réfère à l'histoire. Ce n'était pas l'Apartheid mais cela ne se passait pas bien, sinon y aurait pas eu des mouvements, c'était un système raciste. »*
>
> Virginie, 34 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, étudiante à l'étranger

b. Pour les descendants de Juifs d'Algérie : rappeler l'ancrage dans l'Orient et l'attachement à la France

Les petits enfants des Juifs d'Algérie font un usage similaire du récit des origines mais avec des nuances marquant leur spécificité mémorielle. La restitution des histoires familiales sert à rappeler la présence ancienne en Algérie et l'attachement à la France. Ici, pas besoin de convoquer un premier colon. La mythologie familiale rappelle simplement que leurs familles étaient en Algérie

depuis des générations, des siècles si ce n'est deux millénaires. On croise des Berbères des montagnes, des Juifs nomades du Sud et des ancêtres partis d'Espagne. Les origines sont assez floues et méconnues mais les noms de familles sont des indices qu'ils suivent avec confiance. Sportouch qui vient de Tresportes indique une origine espagnole quand Zerbib ou Azaouira renvoient à une histoire arabo-berbère. Ils sont souvent les seules cartes à leur disposition pour naviguer dans les couloirs du temps. Mais ils indiquent la spécificité historique et l'ancrage culturel des Juifs en Algérie et donc de leurs familles. Ces précisions sont l'occasion pour les jeunes de dire la rupture brutale que constitue 1962, qui n'est autre qu'un arrachement à une histoire millénaire, mais dont ils savent peu de choses. L'effacement des traces et le caractère lacunaire des récits familiaux sur les origines algériennes lointaines leur paraissent incohérents et incompréhensibles. Le fossé est vertigineux.

> *« Mon grand-père et ma grand-mère, eux ils disent qu'ils ne sont pas Algériens. Le jour où j'ai demandé à mon grand-père, s'ils étaient Algériens, il m'a dit : "Pas du tout ! On était en Algérie que depuis 250 ans". Comme mes grands-parents ils sont Juifs, ils sont devenus Français sans faire exprès à la fin du XIXe siècle. Ils ont grandi avec la langue française et la langue arabe. Puis petit à petit que la langue française. Et pendant la guerre, on leur a demandé de choisir s'ils voulaient rester dans une Algérie algérienne ou s'ils voulaient partir en France. Mais ils n'avaient aucune attache en France à part la langue et l'Etat.*
> *Ils ont vécu là-bas une bonne partie de leurs vies. Mon grand-père est né en 32. Ils sont partis en 62. Voilà 30 ans. Il est décédé il y a 10 ans. Il venait d'une famille de notaires et ma grand-mère, des espèces de marchands, vendeurs de tissus. Elle était instit dans une école française, car l'école était française. Elle parlait couramment l'Arabe. Alors, on lui a demandé de choisir quoi ! Un jour, il s'est fait braquer en sortant de chez lui : "Maintenant soit tu restes ici et tu fais partie du gouvernement, soit tu t'en vas et tu as trois jours". Mais je n'en sais pas trop plus.*
> *Mon père, il est né là-bas, à Constantine. Il n'a jamais voulu y retourner. Il n'y a plus rien à trouver là-bas à part des gens qui nous ressemblent. Ça se voit sur notre gueule. Je ne suis pas Suédois. Ils ont toujours été là-bas. Ils ont toujours été d'Algérie, tout le temps, tout le temps. Ma grand-mère venait d'un tout petit village qui s'appelle N'gaous et voilà !»*
>
> Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

La seconde fonction des récits est de souligner l'attachement de la famille à la France. Le décret Crémieux est connu. Les jeunes n'en connaissent pas forcément la date, ni l'exacte signification mais ils savent qu'il marque une rupture. Il est à l'origine de la force centrifuge qui mènera leur famille en France. Il permet l'accès à la citoyenneté française qui est présenté à la fois comme une émancipation mais aussi un arrachement car il acte une séparation d'avec les musulmans et l'Algérie. Ici, le choix des prénoms et non plus des noms de famille illustre le processus de francisation. Arlette et Jacques, Emile et Yvonne, Marie-France, Paul, Raoul et Léon. Ils disent combien leurs grands-parents avaient adopté les mœurs et valeurs françaises et embrassé le projet émancipateur républicain. La France donc, mais pas l'à l'Algérie française renvoyant au monde colonial et à un projet politique inégalitaire dans lequel les leurs ne se reconnaissaient pas.

La vie quotidienne en Algérie a été très peu racontée. Les quelques récits font aussi le portrait d'une vie sociale intense et d'une proximité avec les musulmans. Socialement, les jeunes ancrent leurs familles dans les classes urbaines, populaires et laborieuses. Ils évoquent une vie de quartier, mêlée aux Algériens avec lesquelles la famille partageait le quotidien, mais aussi une langue et une culture arabo-berbère encore visible dans des anecdotes, des coutumes ou des objets de leur environnement familial. Les descendants de Juifs d'Algérie rappellent que leurs grands-parents parlaient tous la langue Arabe, même si certains l'ont découvert tardivement et accidentellement. Cette proximité avec les musulmans rappelle leur spécificité culturelle et met les familles à distance des colons. Cette relation et la forte sociabilité sont associées au bonheur. L'harmonie se brise dans la guerre et le déracinement ayant plongé nombre de leurs grands-parents dans une mélancolie dont ils n'ont guère pu se remettre. Les tensions communautaires et l'antisémitisme ont été effacés des récits. L'image idyllique d'un monde solidaire et apaisé domine. L'absence de récits sur Vichy en Algérie est emblématique. L'application des lois raciales et la ferveur des mouvements politiques antisémites en Algérie ont pourtant nécessairement affecté la vie de leurs grands-parents avec sévérité. Mais aucun de ces récits ne leur sont parvenus. En lieu et place de ces récits sur Vichy, ce sont des récits sur la seconde guerre mondiale et la Shoah qui leur ont été transmis.

Les jeunes descendants sont néanmoins capables de nuancer les récits familiaux qu'ils resituent. Sans pouvoir l'expliciter, ils savent que le monde colonial était plus violent que ce qu'ils racontent. Ils savent que les tensions sont tues. Ils analysent l'ambivalence de leurs grands-parents par rapport aux musulmans. Car si les récits de l'enfance forgent une bonne image des Arabes, ils n'excluent pas certains propos racistes sur les Arabes aujourd'hui en France, indiquant que quelque chose ne s'est pas passé comme prévu.

> *« Ma famille était en Algérie depuis des générations avant la colonisation. Mes grands-parents sont nés à Oran en 33 et 35, nés Français, avec des prénoms francisés : Arlette et Jacques. Ça dit beaucoup. Ils sont restés jusqu'en 60 61 à la veille de l'Indépendance. Ils n'ont pas fait d'études. Ils ont travaillé jeunes. Mon grand-père était coursier, des petits boulots. Ma grand-mère vendait des chapeaux. Elle a toujours eu des chapeaux. C'est un truc qui est resté. J'ai du mal à savoir ce qu'ils faisaient. Ils disent qu'ils ne manquaient de rien. Je pense que c'était la classe moyenne. Mais bon ce n'était pas des bourgeois. Je ne sais pas grand-chose. Je sais par mon père que mon grand-père avait monté un club de Jazz. Il aimait danser, faire la fête. Ma grand-mère, pas grand-chose.*
> *Elle raconte des anecdotes avec sa copine musulmane. C'est un truc de solidarité des musulmans. Mais il y a un truc qui m'a toujours marqué de ce côté-là de la famille qui n'est pas présent du côté marocain de ma famille : Ce sont les propos racistes. Notamment, ma grand-mère et d'autres, sur les Arabes en France. Il n'y a pas ça côté famille marocaine, pas du tout. Avec ma sœur, on s'embrouillait avec eux. Cette différence s'explique peut-être par le bon travail des colonies françaises ? Il y a un truc comme ça. »*

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

c. Pour les descendants d'Algériens : la famille vient de loin

Les descendants de militants pour l'indépendance ont également recours à des récits sur les origines. Ils rappellent un ancrage lointain, historique et géographique. Ces origines sont peu précises mais néanmoins connues. Elles évoquent un lieu initial de la famille chez les Berbères avant l'arrivée des Arabes, chez des résistants Kabyles, des Juifs des montagnes ou des Touaregs du Sud. Ils se réfèrent aux hommes libres d'Oran, la ville de la tolérance, à ceux de Sétif, la ville martyre ou de Tlemcen, la ville sainte. Ces lieux d'origine convoquent une histoire collective de résistance, d'exigence et d'engagement dans laquelle les jeunes inscrivent leur famille. Au-delà de ce récit originel, les petits-enfants connaissent très peu de chose de leur histoire familiale. L'Algérie française ne se raconte pas. Les jeunes ont peu de détails sur ce que faisaient leurs grands-parents ou les conditions dans lesquelles ils vivaient avant d'immigrer ou de s'engager. Ils comblent les lacunes en mobilisant leur imagination et les bribes de récits auxquelles ils ont eu accès. Comme un puzzle, ils tentent de recomposer la vie de leurs grands-parents qu'ils imaginent, enfants, dans une vie de village à la campagne, avec toujours cette densité de la vie sociale, rythmée par les récoltes et les fêtes.

> *« Mes grands-parents viennent de la petite Kabylie, près de Bejaia. Ce sont des Berbères, même d'avant les Arabes. On est très typés, blancs, les yeux verts ou bleus, les cheveux châtains.*
> *Mon grand-père a fait la guerre d'Algérie. Il y a une photo de lui avec une Kalach. Il est décédé quand j'avais 7 ans. Je n'ai jamais eu l'occasion d'en parler. Ma grand-mère aussi est décédée.*
> *Sinon je n'ai pas eu plus de détails. Mon grand-père était gradé dans ALN et voilà. Il n'est jamais venu en France. Ils n'ont pas une haine de la France. Ma mère a épousé un Français. Elle s'est installée ici.*
> *« Ils faisaient quoi en Algérie ? »*
> *(Rires)…Je crois maçon, ou alors dans le port. Ma grand-mère femme au foyer…je pense. Une famille nombreuse, avec tous les enfants dans la même chambre. Il a construit seul sa maison ça je sais.*
> *J'imagine qu'il péchait au port. Sinon je ne sais pas trop…la plage…. Sinon ce sont des anecdotes de bagarres d'enfants dans une famille nombreuse, 7 ou 8 enfants, genre les 400 coups. Ils adorent les westerns américains, les films de James Dean, les acteurs à l'ancienne. »*
>
> Maxime, 29 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Paris

Toutefois, ces images ne sont pas idylliques et côtoient rapidement celles de la violence coloniale et de l'oppression. Ils ont entendu des récits sur le fait d'être privé d'école, de devoir se déplacer en cachette, d'échapper à la violence du caïd, de supporter la misère, la faim et l'arbitraire. Souvent, la violence coloniale a déjà frappé : une partie de la famille a été décimée par la faim ou des maladies, un oncle a été assassiné par l'armée française, un arrière-grand-père a été victime des massacres de Sétif. Les récits familiaux ne s'étendent pas sur ces violences ou ces conditions précaires mais elles sont connues et indiquées. Elles servent à justifier l'émigration vers la France, l'engagement pour l'Indépendance et plus généralement les difficultés du chemin parcouru. La famille vient de loin géographiquement, socialement, historiquement.

« Ils étaient depuis toujours en Kabylie, un hameau à part du village. Un cousin était mort au maquis. On n'a jamais retrouvé le corps. Mon grand-père était au FLN pour assurer la logistique, les transports d'armes, la nourriture. La maison a souvent été mise à sac par l'armée. Je sais car ça a souvent été raconté par ma grand-mère etc. mais je ne connaissais pas la raison. En fait quand ma cousine m'a parlé du rôle du grand-père, ça explique tout.
On raconte la misère. Ça revient souvent. Ils ne mangent pas à leur faim. Ils sont soumis au caïd, Ils doivent aller faire les récoltes chez lui gratuitement. Ils étaient nombreux à devoir faire ça. La seule nourriture, c'était ce pain circulaire sec, divisé en sept. Un morceau par jour. Une vie de misère
« Ils parlaient des Français ? »
Non non non, c'était une vie dans une sorte de bulle. C'est avec le début de la guerre qu'apparaissent les soldats français. »

Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

Dans ces récits, les Français sont absents. Les familles proviennent de villages éloignés des villes peuplées par les Européens. Elles n'ont pas croisé les Français d'Algérie. La puissance coloniale est informe et se manifeste par ses conséquences sur la famille. Les Français n'apparaissent ensuite qu'avec les soldats de la guerre d'Algérie faisant irruption dans les villages. Sur les pieds-noirs, ces jeunes descendants de militants pour l'indépendance restituent néanmoins les discours sur la bonne entente entre les communautés. Ils portent un regard empathique sur les Français d'Algérie et comprennent leur nostalgie et la meurtrissure qu'a pu provoquer leur départ. Au-delà de ces récits sur les origines, les jeunes ne savent presque rien de leur histoire familiale. Seuls ceux ayant encore de la famille en Algérie et y retournant régulièrement pour les vacances ont davantage de détails sur les métiers, la famille élargie, la configuration et l'histoire du village. Pour les autres, la rupture avec l'Algérie a signifié une rupture avec l'histoire familiale.

d. Donner du sens au devenir harki

De manière étonnante, les descendants de harkis, bien qu'issus eux aussi de familles algériennes, ne restituent pas du tout leurs récits selon les mêmes schémas. Chez eux, pas de récit sur les origines, pas de recherche d'ancrage dans le temps et l'espace. Au commencement de l'histoire, l'acte inaugural est l'enrôlement de leur grand-père dans l'armée française. Tout se passe comme si cet acte absorbait tout le reste et que l'histoire familiale devait s'y réduire. Il occupe tout l'espace narratif. Le récit familial a été construit à minima pour donner un sens au devenir harki et à la présence en France. Au-delà, les jeunes font face au vide et connaissent très peu de choses sur leur histoire familiale avant l'arrivée en France. Ils sont peu nombreux à savoir d'où proviennent leurs familles en Algérie. S'ils le savent, le lieu n'est pas précis et se réduit à une sonorité familière qu'ils ne savent ni placer sur une carte, ni se représenter. Le passé en Algérie a été effacé. Ce manque et pour beaucoup une source de frustrations et d'agacement.

« Le père de ma mère était harki. Il était engagé dans l'armée française. Je ne l'ai pas connu. Ma grand-mère est algérienne désormais française. Ils sont partis en juin 1962, se sont installés dans la Marne. Ils ne sont pas passés par les camps. Voilà !
« Et avant la guerre ? »
Avant ? Rien. Ils étaient…Berbères ?un mélange peut-être ? Ils viennent d'un endroit près de Mostaganem. C'était des cultivateurs, des paysans. Ils cultivaient des pastèques, du blé. Maman est née en Algérie en 1957.
Ma grand-mère parle peu français et moi, peu l'arabe, donc on se parle via la traduction de ma mère.
« Tu imagines ça comment leur vie avant ? »
Je vois un grand dépouillement mais pas la misère extrême. Ils vivent des ressources de la terre, dans une maison en torchis, avec les nattes, la terre battue, pauvres mais pas la misère.
Mais sinon c'est simple, ils ne racontent rien. Un jour ta mère, elle joue aux billes avec des crottes de chèvres séchées et paf c'est l'exil ».

Anaïs, 31 ans, descendante de harki, metteuse en scène dans le Doubs

Les quelques représentations qu'ils mobilisent pour décrire la vie en Algérie restent superficielles. Elles insistent sur la précarité des campagnes et des conditions de vie et sur l'attachement à la terre et au travail. Ces éléments de contexte éclairent les conditions d'enrôlement du grand-père, présenté de fait comme un non-choix, une nécessité économique ou sécuritaire. Ils permettent aussi de présenter l'exil comme un arrachement à la terre et de signaler combien ce déracinement est une blessure profonde chez les grands-parents. Les descendants de harkis abordent surtout l'histoire familiale par ses conséquences. La rupture, la douleur et la honte mais aussi les difficultés structurelles, sociales et linguistiques sont à l'origine de tabous insondables et de nœuds solides qui ont durablement pesé sur toute l'histoire familiale. Ils sont au centre du discours et absorbent toute l'histoire familiale. Les silences et les souffrances sont pour eux les premières portes d'entrée sur l'histoire, tout en leur en bloquant l'accès.

« Alors je connais peu. Mes grands-parents sont décédés tôt. Il n'y a plus que ma grand-mère maternelle. J'ai essayé de parler car ça m'intéresse beaucoup la guerre d'Algérie, mais c'est douloureux pour elle. Les blessures ne cicatriseront jamais. C'est comme si elle était encore sous les Français. Par exemple, quand elle monte dans le bus, elle montre sa carte d'identité au chauffeur. Je lui dis : « Non, tu la ranges. ».
Dans ma famille, il y a des harkis des deux côtés. Il y a des tensions dans la famille et mon grand-père ne parlait pas pour éviter de faire ressortir les tensions avec les cousins etc. Mon grand-père a laissé toute sa famille en Algérie. Il s'est enfui. Puis ma grand-mère était orpheline et on ne sait pas très bien qui est arrivé en France en premier.
Ils étaient bergers, une famille très pauvre dans les montagnes, il me semble. Mon grand-père maternel, ils ont tué son frère en Algérie et du coup il est devenu harki et il s'est enfui en France. Son frère avait été tué par les Français alors pour ne pas subir le même sort, il devient harki.
Mais pour moi, c'est davantage l'arrivée en France. Sinon, ils n'ont rien raconté. On ne sait pas du tout. Ma grand-mère n'a jamais été à l'école. Elle a été élevée par son oncle. J'imagine qu'ils étaient pauvres. »

Nahla, 18 ans, descendante de harki, en Lycée général près de Rouen

B. <u>Entrer dans la guerre</u>

L'entrée dans la guerre d'Indépendance algérienne vient briser et déstabiliser les vies quotidiennes et les destins familiaux. En fonction de leurs origines et de leurs expériences familiales, les jeunes ne racontent pas la guerre de la même manière. Elle n'a pas le même rythme, les mêmes jalons, ni les mêmes conséquences en fonction des groupes de mémoire. Les récits des descendants s'articulent néanmoins autour de quatre piliers : l'exposition à la violence, l'engagement ou l'enrôlement du grand-père, le rapport à l'Autre et enfin le caractère transformatif de la guerre pour leurs familles avec ses conséquences intimes, sociales, culturelles et politiques.

a. Pour les descendants d'appelés : Sous le soleil, la violence

Les petits-enfants d'appelés du contingent commencent toujours par affirmer qu'ils ne savent rien du parcours de leur grand-père en Algérie. Il a fait la guerre d'Algérie ou il a été en Algérie, et puis c'est tout. Cette histoire ne leur a pas été racontée. Elle occupe une place en marge de l'histoire et de la dynamique familiale, comme si elle était un à coté, une parenthèse appartenant exclusivement au grand-père. Pourtant, les descendants d'appelés savent plus de choses qu'ils ne le disent. Ils livrent quelques bribes et anecdotes sur la guerre mais aussi sur les conséquences intimes que celle-ci a eu sur leurs grands-pères. Une fois le « *il a fait la guerre d'Algérie et c'est tout* » passé, on apprend tout de même qu'un tel était radio même si tout le monde pensait qu'il était photographe ; qu'un autre était au poste frontière en Tunisie vers la fin de la guerre et qu'il ne devait pas se passer grand-chose ; ou encore que le grand-père était enseignant dans une école même s'il parlait parfois de patrouilles ; un tel était policier à Alger ; un autre assassiné par le FLN « *mais ça on l'a su bien plus tard* ». Les récits familiaux sont pleins d'indices d'une enquête à mener. Les jeunes composent avec des débris et leur propre questions et imagination.

Ils doivent souvent se satisfaire des souvenirs de jeunesse et de camaraderie. Les grands-pères n'ont raconté que ce qui était dicible. Les anecdotes d'épluchage de patates, de sardines grillées au barbecue, de paquets de cigarettes troqués ou des jeux de mots en Arabe donnent du sel aux souvenirs. L'Algérie prend des aires de colonie de vacances comme si elle avait été l'unique voyage du papi. Mais l'ombre de la violence n'est jamais très loin. D'autres anecdotes, ou parfois les mêmes, rendent la peur et le risque palpables : une voiture qui explose sur le chemin, un grand-père en slip devant se réfugier dans un fossé, un mec sorti pisser sur qui on a tiré. Les jeunes savent lire entre les lignes. Ils comprennent qu'en dépit de ce qui est raconté, leurs grands-pères ont été exposés à la violence.

Ils connaissent davantage l'impact de cette parenthèse algérienne sur leur vie intime. La guerre fut l'interruption de quelque chose : d'études, d'un projet professionnel, d'une histoire d'amour ou d'une vocation de séminariste. Le service militaire est un pas de côté dans le récit de vie. Il leur a volé deux ans de jeunesse. Les histoires d'amour suspendues avec les grands-mères servent souvent de cadre pour raconter la guerre. Elles donnent un rythme au récit : la rencontre au bal juste avant le départ, les lettres échangées pendant la guerre, l'attente mais aussi la tentation de ne plus attendre, les démarches pour retenir la fiancée, les retrouvailles avec un homme transformé. Pour les petits-enfants, les conséquences psychologiques et comportementales de la guerre sont la porte d'entrée sur les récits.

> *« De mes deux grands-pères, un est allé en Algérie. Je n'arrive pas à dire que c'est une histoire de famille car il n'en a pas parlé pendant très longtemps. Et quand il en a parlé, il en a parlé qu'à moi et pas aux autres. Et enfant, je n'ai pas senti que c'était un tabou, pesant, lourd. Je n'ai pas grandi avec un mystère comme dans d'autres familles*
> *« Qu'est-ce que tu sais de ce qu'il a fait là -bas ? »*
> *Et ben finalement pas grand-chose. Ce qu'il m'a raconté en 2008 était assez fragmentaire. Je n'ai pas retenu les détails sur le coin en Algérie où il était, combien de temps il est resté. Je ne pourrais pas dire. Mais je pense qu'il est rentré et c'était quelqu'un de différent. Il a retrouvé ma grand-mère et c'était plus comme avant. Il a peut-être dû tuer des gens, ou vu des gens mourir.*
> *Il parlait de patrouilles …ils sortaient avec la Jeep et il disait : « Il y en a toujours un qui manquait le soir quand on rentrait » donc c'est bien qu'il n'était pas réparateur de lampes.*
> *Et j'ai une anecdote. Il y a son chef qui lui a dit : "Occupe-toi de cet Algérien-là" et mon grand-père ne sachant pas ce que ça voulait dire, l'a ramené dans son village. Et quand il est rentré dans sa caserne il s'est fait engueuler par son chef "mais tu n'as rien compris ". "Il fallait que je le...". Mon grand-père était incapable de dire le mot tuer. "Il voulait que je le ...que je le.... ". J'avais 20 ans je n'ai pas compris, je l'ai ramené chez lui. "*
> *Il est revenu dur. Il pouvait nous faire mal sans faire exprès. Il avait une violence rentrée en lui. Cette violence elle doit venir de quelque part… »*
>
> Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie

b. Comprendre sans hériter, le défi des petits-enfants de pieds-noirs

Dans les familles de pieds-noirs, on ne raconte pas la guerre. Elle prend davantage la forme d'un déchainement de violence brisant soudainement la vie paisible en Algérie et forçant à l'exil. Le récit idyllique de l'Algérie française s'arrête brusquement en 1962. La violence fait irruption dans le quotidien. L'emprunt à la mémoire collective permet de décrire la violence aveugle et surgissante du FLN : les attentats, les cadavres mutilés dans les rues, les femmes enceintes éventrées. Ces images leur parviennent car les Français d'Algérie ont vu la guerre principalement à travers la violence des indépendantistes. Les souvenirs individuels décrivent une ambiance dans laquelle les grands-parents apprenaient à vivre avec le risque, la peur et la guerre, si loin et si proche. Les anecdotes du quotidien dépeignent une vie de restrictions et de précautions : la peur en traversant le parc, les bruits de la guerre, les rumeurs d'une voisine enlevée, violée et torturée. Dans certaines

familles, la perte d'un proche a dévasté les destins. Ces blessures sont encore vives : pas pour les jeunes eux-mêmes mais pour les personnes qu'ils aiment, leurs grands-parents ayant profondément souffert et souffrant probablement encore de la perte des êtres qu'ils chérissaient. Des fantômes planent sur leurs familles et entretiennent une mémoire familiale douloureuse, tissée dans le deuil. Ces récits ne sont pas évidents à recevoir et à intérioriser. Les jeunes doivent à la fois avoir de l'empathie pour leurs proches mais aussi mettre ces morts à distance. En restituant le contexte de la guerre, ils trouvent des explications pour atténuer la douleur. Souvent, leurs parents ont déjà fait ce chemin.

La mémoire de l'exil est le second pilier des récits des petits-enfants de pieds-noirs. Les jeunes restituent cette figure archétypale de « *la valise ou le cercueil* » que certains historiens attribuent au FLN, d'autres à l'OAS. Ils le répètent comme un mantra entendu depuis qu'ils sont petits. Cette expression renvoie à l'intensité de la menace de mort qui pouvait être ressentie par les Français, à l'accélération de la violence, à l'atmosphère de chaos qui s'installait et qui conditionnait l'acceptation du départ. La valise renvoie à l'abandon d'une vie toute entière et aux conditions extrêmement précaires dans lesquelles les jetait un départ aussi précipité : « *Une main devant une main derrière* ». En pensée, les jeunes voient les bateaux et la foule sur le port. Le départ prend des allures de fuite. Les jeunes évoquent ensuite le registre de la trahison et de l'abandon. Ces mots terribles ont traversé les générations. Trahis sans que l'on dise vraiment par qui : de Gaulle, le gouvernement français, la France, les Français, les Algériens, les Appelés, les pieds-noirs indépendantistes, la gauche, les porteurs de valises... La trahison est une forme de totalisation de cette histoire. Elle est surtout une fêlure. Elle installe un rapport de méfiance et de dette vis-à-vis de la France. Puis vient le temps de la séparation : se séparer des ancêtres, des tombes, des lieux, des objets mais aussi des Algériens, des domestiques, des ouvriers. Cette séparation est racontée comme un arrachement et une dispersion. La plupart des jeunes disent combien les grands-parents ont souhaité rester le plus longtemps possible comme la preuve de leur intégration dans la société locale, de l'absence de leur culpabilité et de tout parti pris dans le conflit. Cette séparation est une déchirure. Elle a laissé des traces encore lisibles dans le chagrin des grands-parents. Mais les jeunes ont appris à cerner ces discours pour les mettre à distance et les dépasser, tout en comprenant leurs proches.

L'enjeu pour les descendants de pieds-noirs est peut-être là : S'arranger de la mélancolie perpétuelle de leurs grands-parents. Ils doivent se montrer en empathie sans hériter de la rancœur, sans que cela ne déstabilise leur rapport au monde. Le travail de la mémoire se fait alors à une double échelle : les anecdotes heureuses sont privilégiées dans les souvenirs personnels, la souffrance est apparentée à un traumatisme collectif. Cette double échelle permet de transmettre le souvenir d'une douceur de vivre et du pays perdu tout en comprenant que la guerre a conduit au

départ de leur communauté.

> *« Le village est névralgique. Tout le monde a cette même histoire puisque les parents de mon père ont été assassinés en 1958 en rentrant chez eux dans leurs fermes aux portes du village. Mes deux parents ont donc vécu les mêmes évènements. Mes grands-parents maternels ont été marqués par l'assassinat des parents de mon père. C'est peut-être pour ça qu'ils ont poussé ma mère dans les bras de mon père. Ces évènements ont toujours été présents dans les têtes et les discours.*
> *Au début des événements, ce n'était pas une guerre très officielle. Ils ont mis du temps. C'est sûr qu'ils sentaient l'insécurité mais c'était diffus. Ce n'est pas la guerre tout de suite. Ils parlent d'attentats. C'était du terrorisme. Beaucoup de familles se posaient la question de rester ou de partir. Ils n'ont pas envisagé de partir. Ils avaient espoir que les choses s'arrangent. Ils ne voulaient pas croire à l'Indépendance du pays. Pour eux, c'est le leur, depuis plusieurs générations. Ce n'est pas comme les métropolitains venus pour faire carrière. On m'a toujours dit que mon grand-père était progressiste (enfin c'est à l'origine de mon questionnement de savoir si c'était vrai), qu'il voulait une amélioration du droit des Arabes, croire en l'évolution vers une société plus égalitaire mais pas l'Indépendance. Il pensait que les Algériens accepteraient de rester dans un département français. C'est le choix de mon grand-père, assassiné en 58 et sa mort met un coup à tout le monde. Les gens ont compris que c'était terminé. Il y a un avant et un après.*
> *Ils ont été assassinés par un commando du FLN de 4-5 personnes dans des circonstances dramatiques. Mon père et ses frères ont été blessés. Ils ont assisté à tout ça (silence)*
> *Une attaque sur la voiture la nuit. Des tirs. La voiture s'est encastrée dans un arbre. Ils ont ensuite achevé mes grands-parents. Mon père a pris une balle. La banquette arrière s'est rabaissée ce qui les aurait cachés. La grand-mère aurait dit de rester discret.*
> *"Et tu connais les raisons de cet attentat ? "*
> *Oui, car mon grand-père était Maire de ce village. Après voilà, on en arrive aux différentes versions. Pour mon père, c'était un progressiste qui voulait une amélioration donc pour le FLN qui menait une guerre totale, sans compromission ce n'était pas un bon exemple. Après....voilà...évidement, coté FLN, il y a une version...plus …parce que c'était un colon … peut être un exploitateur pas si progressiste.*
> *"Tu l'as déjà entendue cette version ? "*
> *Ouais, on trouve beaucoup de choses sur Internet. Il y a une dizaine d'années, je suis tombé sur des Algériens d'aujourd'hui qui véhiculaient l'image d'une personnalité beaucoup plus sombre de mon grand-père.*
> *"Où ça ?"*
> *Sur un site Internet tenu par des pieds-noirs mais sur lequel des Algériens viennent mettre des commentaires. Ils s'offusquaient de l'image idéalisée de mon grand-père. Ça va plus loin que ça. Ça disait que si ma grand-mère avait été assassinée ce jour-là dans cet attentat, c'est parce qu'elle était sortie de la voiture mitraillette à la main pour riposter. Ce qui est d'après mon père complétement fantaisiste.*
> *"C'est qui ces gens ? "*
> *Des posts internet sans nom, sans visage.*
> *On ne connait pas les assassins : pas de noms, pas de visages non plus. La recherche a porté sur un collègue de l'école de ma grand-mère qui aurait renseigné le FLN. Il y a eu des représailles assez violentes, suite à ça.*
> *"Des représailles ? "*
> *Ben des représailles, des Européens qui s'en sont pris à la communauté arabe. Une vengeance pas très lucide et aveugle. Je n'en connais pas trop les conséquences. Je pense qu'il y a eu des morts et beaucoup. Mais pour le coup, là il n'y a pas eu de transmission mais on le sait. On peut raconter une histoire en tant que victime mais le reste on n'a pas partagé. La peur, l'insécurité, oui mais pas les saloperies de la guerre dans le détail.*
> *Après l'assassinat, mon père rejoint sa tante à Oran. Il m'a parlé d'explosions, de bombes en bas de la rue, de confinement, de montée crescendo. Ils ne sortaient plus beaucoup de chez eux. Les derniers jours sont très durs pour tout le monde. La peur est à son maximum. Il y a la tristesse du départ. Je crois que c'était vraiment dur quoi. Ils partent tous en bateau pour Marseille. Les valises : qu'est-ce qu'on laisse ? le fait qu'ils ne pouvaient rien prendre. C'était dur de laisser toutes ses affaires, partir avec deux malles, laisser une vie derrière eux. Ça peut sembler anecdotique mais ça les a marqués. Puis mon père n'a jamais eu le*

loisir de se rendre sur la tombe de ses parents. »

Basile, 35 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, cadre à Paris

c. *L'absence de transmission du combat pour l'Indépendance*

Le combat pour l'Indépendance ayant été victorieux, nous aurions pu penser que les familles de militants auraient transmis des récits, nombreux et fournis, sur le parcours des grands-pères. Il n'en est rien. Les descendants savent très peu de choses sur leur engagement et la manière dont la guerre a pu affecter la famille. Parfois, le grand-père en question n'est pas connu. Il est peut-être mort pendant la guerre ou resté en Algérie alors que les parents immigraient. S'il est en France, il ne parle peut-être pas bien le Français. S'il le parle, il n'a la plupart du temps rien raconté. Le combat pour l'Indépendance n'est pas idyllique. Les trahisons, les tensions internes, les épurations, la violence des méthodes et les récupérations politiques ont pu souiller le bien fondé et la justice des combats du FLN aux yeux du grand-père. La déception a écrasé la fierté. Raconter, c'est exposer ces douleurs et ces contradictions. L'immigration a ensuite signifié une sorte de déclassement dans l'honneur, transformant le héros en travailleur immigré. Les conditions sociales précaires ou encore les fréquentes humiliations racistes subies ont relégué le combat pour l'Indépendance à une autre vie, à un passé révolu. Enfin, les mémoires algériennes en France sont aussi connues pour leur ambivalence. La présence de la famille, chez l'ancien colonisateur, interroge les récits sur le combat pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. Pourquoi être en France après avoir arraché cette indépendance ? Pourquoi ne pas être restés pour construire le pays ? Que s'est-il passé qui puisse justifier un tel choix ? Ces questions restées en suspens bloquent la transmission.

« J'aimerais bien développer mais là, j'ai pas du tout les mots. Je n'arrive pas à développer. C'est le sujet. C'est tout. Je pensais que ça allait venir facilement et en fait pas du tout.
C'est très, très flou. Je n'ai jamais parlé de mon grand-père qui a fait la guerre (le père de mon père). Je n'en ai même jamais entendu parler. On dit juste "il a fait la guerre" mais on n'a jamais rien raconté. Je ne l'ai jamais rencontré, jamais vu en photo.
« Donc sur l'engagement de ton grand-père ? »
Non jamais, rien. Quand j'ai demandé à mon oncle l'année dernière (le seul qui est venu en France), il ne voulait pas en parler : "Ça remonte à loin, un jour on en parlera autour d'un café, je n'ai pas envie d'en parler". On est resté sur ça. Pas de mémoire de ce côté-là.
Ma grand-mère qui travaillait dans un hôpital à Alger, a aussi aidé le FLN car elle pouvait fournir des fournitures médicales. Elle l'a fait plusieurs fois. Elle a fourni des seringues, des pansements, de l'alcool, du mercure. Elle les rejoignait le soir. Elle se déguisait, allait dans des bars où elle déposait des valises.
J'ai demandé à ma mère : comment ça s'est terminé ?
Ma mère, c'était compliqué pour elle de répondre. La première fois qu'elle m'en a parlé, elle a pleuré. Ma grand-mère a été torturée et relâchée après. Elle n'a jamais plus été la même. Ça a eu des répercussions sur ma mère, une éducation stricte et violente. C'est très compliqué pour ma mère. Elle n'en a jamais parlé à mes sœurs et mes frères, juste à moi. »

Marouane, 27 ans, descendant d'un militant FLN, acteur à Paris

Les récits familiaux racontent davantage les violences et les exactions de l'armée française : arrestations, tortures, emprisonnement, saccages des villages, humiliations racistes, rafles, assassinats de voisins, d'un frère ou d'un père, des corps disparus, des bombardements, les camps de regroupement et des viols. Ces violences sont connues des jeunes. Elles sont à la fois empruntées à la mémoire collective et aux vécus individuels. Elles semblent avoir une fonction similaire aux récits des origines : la famille vient de loin et il ne faut pas oublier ce qu'elle a traversé. Ces violences disent le tremblement de terre intime que fut la guerre. Elles expliquent pourquoi et comment l'Algérie est devenue indépendante. Elles permettent de mettre en perspective le chemin parcouru tant par la famille que par les sociétés françaises et algériennes. Mais les mémoires familiales ne se sont pas tissées autour de ces pertes. Les disparus ne sont pas des fantômes hantant les histoires familiales. Les violences sont surtout mobilisées au travers de leur caractère inéluctable, en tant que conséquence de la colonisation et de la guerre, comme un prix à payer. Elles ne sont pas qu'un drame mais une habitude. Dans ces familles issues de l'indigénat, la violence coloniale s'inscrit dans le temps long. Elle est la trame de leur histoire, mais sans que les récits charrient nécessairement rancœur et ressentiment. Ses conséquences sont néanmoins palpables et ont pesé sur la vie familiale. Lorsque la violence s'enclenche, elle ne cesse pas avec le feu. Elle continue de produire d'autres formes de violences psychiques, conjugales et sociales.

> *« Mon grand-père était au FLN en Kabylie. Il a été tué par l'armée française dans la 2e année de guerre. On ne sait pas où est le corps. Mon père avait 10 ans. Il était resté au village juste avec les femmes et les enfants. Ce sont des moments difficiles, des bombardements… Il a dû vivre au bord d'un fleuve. Ils ont essayé de survivre avec rien, en mangeant les poubelles des soldats. Ils ont été déplacés dans des camps de regroupement. Alors qu'à la base ils étaient bergers, ils ont été parqués comme des animaux. Ma grand-mère a été violée par des soldats français devant mon père…donc voilà ce n'est pas évident.*
> *Mon père racontait, même s'il n'a jamais voulu en parler. Il a vu des choses très dures. Il est alcoolo depuis des années. Dans ses excès de violence, il raconte ces choses vécues, des bribes. Jeune, je ne captais pas trop. Il a vu un bébé se faire écarteler, quelqu'un attaché à un tabouret pour se faire torturer. Moi, je n'avais pas conscience. C'était très loin pour moi. En grandissant, j'ai compris pourquoi il avait ce comportement envers mes sœurs et moi. Je cherchais des réponses à mes questions : Pourquoi il est violent ? Pourquoi il est triste ? Pourquoi ces angoisses ? Pourquoi ces cauchemars ? Pourquoi quand il boit, il reparle de ça ?*
> *Je ne comprenais pas du tout en fait. Je savais qu'il y avait eu une guerre mais je n'arrivais pas à comprendre qu'une guerre c'est très violent, vicieux, pervers. Pour moi c'était loin, je ne pouvais pas imaginer vivre des moments comme ça. Je n'avais pas conscience tout de suite que ça faisait partie de mon histoire et que ça avait un impact direct sur mon éducation et comment mon père nous a élevé.*
> *Du coup, j'ai un rapport compliqué à mon père. Je me disais : « c'est loin ça ne m'appartient pas ». Ce qui est le cas, mais …je pense toujours quand même à tout ça. Ce n'est pas évident. J'ai développé une culpabilité vis à vis de la vie de mon père et de celle que je vivais aujourd'hui, de pas avoir été là pour lui, c'est hyper violent, j'ai voulu mainte et mainte fois en parler mais c'est beaucoup trop douloureux.*
> *Je suis triste pour l'impact que ça a eu sur sa vie. (Lehna pleure). Malgré qu'il soit violent c'est aussi une belle personne. Il est gentil mais l'alcool l'a détruit. Mais maintenant je sais pourquoi il boit. Car il est malade de la guerre. Et c'est sur nous que ça retombe. Donc cette histoire retombe sur moi automatiquement, je ne peux pas ne pas y penser. »*

Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France

Lorsqu'ils tentent de décrire cet engagement, les jeunes évoquent donc l'injustice, l'exposition à la misère ou à la violence et parfois la perte d'un proche. Mais ils ont peu de détails sur le rôle exact de leur grand-père dans ces organisations politiques ou paramilitaires. Plusieurs disent même avoir grandi avec l'idée que le grand-père était engagé : *« mais alors de quel côté ? »*. Ce n'est que bien plus tard qu'ils ont compris que la phrase « *Papi a fait la guerre d'Algérie* » ne signifie pas un engagement dans l'armée française mais pour l'Indépendance, du côté FLN. Certains jeunes sont néanmoins capables de rapporter des faits d'armes emblématiques de l'histoire de la famille : une grand-mère infirmière pour la résistance, tel ou tel messager qui aurait assuré la logistique, transporté des armes, de l'argent, de la nourriture, des collectes de fonds en Métropole, un militaire de l'ALN, des maquisards et une participation au 17 octobre. Lorsque les faits ne sont pas explicités, des anecdotes révèlent des aventures subversives : des passages de barrages en voiture alors que le coffre est plein de tracts, devoir se cacher pendant des jours dans des appartements, pisser sur un drapeau français ou des passages en prison. A défaut de raconter des détails sur l'engagement militant ou militaire des grands-pères, les récits se focalisent sur l'Indépendance. Les jeunes rapportent combien le jour de l'Indépendance fût une fête, drapeaux aux fenêtres. Certaines tantes s'appellent Houria pour dire la Liberté. Tous les anciens se souviennent de ce qu'ils faisaient le jour même : un tel n'a pas dormi pendant trois jours, un autre fût réveillé par les cris de joie. L'évènement a éclipsé la guerre.

> *« J'ai deux oncles de ma mère qui meurent dans une tuerie. L'armée française a fait une rafle des habitants du village parce qu'il y avait le FLN. Ils leurs ont fait creuser les tombes et ont été jetés dans un charnier. C'est ma mère qui m'a raconté. Tout le village a assisté à la scène. Puis la population a été déplacée dans la nuit, dont ma grand-mère avec ses trois enfants. Ils ont marché dans la forêt pendant deux jours, vers un autre village. Ma mère a vu son oncle se faire abattre par les soldats, le corps en sang par terre qu'elles ont nettoyé. Mon grand-père paternel était Moudjahidine mais il était discret sur son engagement même une fois la guerre terminée. Il raconte par contre : « On a appris qu'on était indépendants en fauchant les blés » (rires). Les hurlements de joie, Istiqlal. »*
>
> Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

d. « On ne dira jamais vraiment » : vivre avec le silence dans les familles de harkis

Chez les petits-enfants de harkis, les récits sur la guerre sont une nouvelle fois absorbés par la question de l'enrôlement du grand-père. Ils avaient peu de détails sur les origines et la vie quotidienne en Algérie. Ils n'en ont pas beaucoup plus sur la guerre. L'enrôlement explique leur présence au monde, le point de départ, l'axe autour duquel leur histoire gravite. C'est la raison pour laquelle ils sont en France et sont Français. Les récits familiaux rappellent les conditions précaires ayant décidé du parcours de leur grand-père. Devenir harki n'est jamais un choix mais une conséquence de l'exposition individuelle ou collective à la violence du FLN ou de l'armée française.

Le grand-père n'a pas choisi et tous les récits familiaux gravitent autour de cette question. Puis, ils cherchent à dédouaner le grand-père d'une culpabilité pesante qui habite l'histoire familiale, précisant notamment que celui-ci n'a pas tué, qu'il n'a pas été affecté à un poste où il aurait pu infliger de la violence. Ces récits sur l'absence de choix et de culpabilité sont indépassables. Ils se suffisent à eux-mêmes et empêchent l'accès au vécu individuel. Les jeunes, comme les autres membres de la famille avant eux, doivent se satisfaire de ces affirmations lacunaires. Elles permettent de réfuter les accusations de trahison qui reviennent dans les représentations associées aux harkis et ouvrent, dans les histoires familiales, des voies de réconciliation des histoires et des mémoires.

Le départ d'Algérie ne fait pas non plus l'objet d'une mise en récit. L'histoire familiale semble se poursuivre directement avec l'arrivée en France. Le passage par les camps est un évènement marquant. Les descendants disposent généralement d'un ensemble de récits sur cet épisode de l'histoire qui leur permet de se représenter ce que leurs ascendants ont vécu. Les camps sont plus faciles à se représenter. Ils sont en France, ont donné lieu à des documentaires, des articles, des images. Les jeunes y sont peut-être allés avec leurs proches ou l'école. Des oncles, des tantes ou l'un des parents y sont peut-être nés. Les camps se racontent davantage. Mais les jeunes ont une certaine difficulté à qualifier la nature de ces camps. Doivent-ils parler de camps d'internement ? de transit ? de regroupement ? Ou de concentration ? Les camps sont à la source de nombre de difficultés traversées par leur famille, socio-économiques mais aussi affectives et psychiques. La blessure monopolise une nouvelle fois les récits. Elle totalise l'ensemble des expériences traumatisantes ou humiliantes traversées par les grands-parents. Elle s'inscrit au cœur de leurs personnalités et de la dynamique familiale. Elle devient constitutive de leur être au monde. Elle cristallise tout et empêche toute tentative d'aller au-delà des récits indépassables.

> *« Il a fallu faire des choix comme dans toutes les guerres. Mon grand-père était harki, ce n'était pas un choix. Le choix de la vie, c'est tout. Ils (l'armée française) sont venus dans son village : soit il combattait avec la France soit ils le tuaient ou le torturaient à mort. Il a fait ça pour survivre. Je n'en sais rien. Ces éléments nous manquent et on ne saura jamais. Il y a des versions édulcorées. On ne dira jamais vraiment. Ils ont dû manquer de beaucoup de choses. Ils ne s'en parlent pas mais quand tu réfléchis, avec les cours d'histoire… donc je suis certain qu'il a vu des trucs atroces, mais ce sont ses secrets. J'en suis convaincu au fond de moi. C'est un ressenti depuis mon enfance : leurs comportements, l'éducation aux parents, à nous. Je le ressens dans leur état d'esprit. Il y a quelque chose qui ne va pas. Il ne peut pas égorger un mouton. Il est traumatisé alors que c'est la tradition. Il s'est passé quelque-chose. Il ne vaut mieux pas y penser mais c'est son histoire. Il y avait beaucoup de violences, je pense, c'était la guerre. Tout ça c'est des souffrances. Pour mes grands-parents, nos anciens, c'est un drame. Ils ont vu ou fait ou vécu l'impensable. Et ils partiront avec leurs secrets. Ils n'arrivent pas à en parler, c'est douloureux. »*
>
> Idriss, 26 ans, descendant de harki, agent immobilier à Lyon

e. « Il a fallu partir » : une formule pour dire la fin d'une culture juive en Algérie

Dans les familles de Juifs d'Algérie, les récits sur la guerre sont aussi assez rares. On ne la raconte ni chronologiquement, ni politiquement. On ne décrit ni le vécu des grands-parents, ni leur ressenti. On ne raconte pas ce qu'ils pensaient en tant qu'acteurs ou spectateurs. Le souvenir de la guerre se réduit à ces quelques mots : « *Et il a fallu partir* ». Cette formule vient clore la présence millénaire en Algérie et l'harmonie de la vie quotidienne. Pour l'accompagner, quelques anecdotes sur les attentats, la mise à sac d'un appartement ou des menaces donnent à voir le climat des derniers instants et soulignent l'inéluctabilité du départ. On saisit tout ce que la non transmission de la mémoire des Juifs d'Algérie peut avoir de problématique : un ancrage centenaire puis un départ précipité que l'on n'explique pas. Pourquoi être partis si c'était chez eux ? Pourquoi choisir la France et pas les anciens voisins ? Où sont passés ces siècles de culture ? Comment quitter la vie ensoleillée et la sociabilité vibrante d'Algérie pour la solitude d'une banlieue française ? L'installation en France ne fait pas non plus l'objet d'une mise en récit. Les grands-parents se retrouvent en France mais alors pourquoi dans cette ville et pas une autre ? Rien n'est raconté. La famille semble avoir été simplement transplantée d'une terre à une autre et avoir repris racine. Mais cette vacuité des récits contraste avec la puissance mélancolique de leurs grands-parents. Les jeunes voient bien que cette histoire est une fêlure. La transplantation est un arrachement. L'absence de récits les place devant un vide provoquant une série de questionnements et des tentatives peu fructueuses d'explication. Les jeunes sont seuls pour reconstituer l'histoire familiale alors même que la part algérienne de celle-ci est généralement occultée par leurs ascendants. La nourriture, les expressions, tout cela vient d'Algérie et est venu jusqu'à eux mais sans plus de détails. Avec le départ des Juifs d'Afrique du Nord, toute une culture judéo-orientale s'est ainsi progressivement éteinte avant de se recomposer en France, au fil du temps. Les petits-enfants de ces familles sont souvent travaillés par une volonté de découvrir, de comprendre et de se réapproprier la part algérienne de leur histoire.

> *« Ils avaient peur. Ça je sais, mais on n'en parle pas. Ce que disent tous les Juifs pieds-noirs, j'ai l'impression, c'est : « Il fallait partir ». Ils n'avaient pas le choix. C'est un gros traumatisme. Ma grand-mère était dans une nostalgie profonde de l'Algérie. Après sa venue en France, elle a fait une dépression pendant plusieurs années. C'était très difficile. Elle n'a pas supporté. Elle a perdu ses racines. Elle a laissé les tombes là-bas, ses parents, sa mère guérisseuse morte du typhus, toute une partie de son histoire a été abandonnée. Elle ne se sentait pas bien en France. »*
>
> Sasha, 33 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, chef d'entreprise à Paris

f. L'engagement à l'OAS comme un héritage

Chez les descendants de militants à l'OAS, les récits sur la guerre et la participation des grands-pères sont plus fournis. Mais une dichotomie entre les descendants de pieds-noirs engagés à l'OAS et les descendants de militaires apparait assez nettement dans les propos recueillis. Les descendants de pieds-noirs savent que le grand-père s'est battu pour l'Algérie Française. Ils en connaissent les grandes étapes (les barricades, l'OAS, la prison ou l'exil) mais ils n'en parlent que peu ou pas du tout en famille. Cette mémoire n'est pas entretenue, notamment en raison des désaccords politiques pouvant exister entre l'engagement du grand-père et les générations suivantes. Des ruptures familiales ont pu imposer un silence sur l'engagement à l'OAS. Ainsi, ils ne savent que peu de choses de la vie quotidienne de leur grand-père en Algérie et n'ont eux-mêmes pas de détails sur le conflit. La guerre d'Algérie est absente. Personne n'en parle et ils n'ont pas posé de questions. Le départ d'Algérie occupe mécaniquement une place plus centrale dans les récits qui se rapprochent de ce que les autres petits-enfants de pieds-noirs racontent. Les jeunes ont ensuite quelques bribes de connaissances sur les conditions de réintégration des grands-pères. Sortis de prison ou de la clandestinité, ils sont devenus avocats, commerçants ou encore ouvriers et ont laissé leurs années OAS derrière eux.

Les descendants de militaires engagés à l'OAS disposent en revanche de davantage de détails sur l'histoire collective comme sur l'histoire familiale, les deux étant intimement liées. Les récits sur l'engagement du grand-père sont entretenus car ils sont en adéquation avec la socialisation politique de la famille. Ils débutent par le traumatisme originel de l'Indochine : un autre continent, une autre guerre préfigurant le drame algérien. Ce premier échec légitime l'engagement de leur grand-père en Algérie, animé par le sens du devoir et de l'honneur. Il est souvent présenté comme un révolté idéaliste et romantique, porteur d'un combat jusqu'au-boutiste pour défendre de fortes convictions. En tant que descendants de cette histoire, les jeunes assument pleinement l'héritage et s'inscrivent eux même dans une généalogie, une tradition familiale porteuse d'un amour de la patrie et de la défense de la grandeur de la France. Ils connaissent toutes les étapes du parcours du grand-père et les marqueurs de la grande histoire, qui de Dien Bien Phu au putsch, conduisent leurs grands-pères à défier la République. Ces récits forgent des héros du nationalisme français. Leurs parcours d'exigence et d'exception marquent une distinction d'avec le reste de la population. Ils sont complétés par ceux sur la trahison, la répression, l'exil ou la prison. La mémoire présente le grand-père et ses compagnons comme les victimes d'une injustice en rappelant la souffrance, la mise à l'écart, la privation de droits civiques. Ces épreuves ont marqué les familles et ont été racontées, transmises et souvent écrites. Les familles organisent des pèlerinages et des rassemblements près des prisons ou des cimetières. Les récits forgent cette fois des figures martyres. Cette double figure

du héros et du martyre est convoquée dans un milieu social exclusif et homogène. L'entre-soi et l'esprit de corps relient les différentes familles de putschistes et de militaires entre elles. Ils se connaissent, se fréquentent, habitent les mêmes quartiers. Leurs enfants fréquentent les mêmes écoles privées catholiques. Ce réseau a d'ailleurs beaucoup compté dans la réintégration des grands-pères à leur retour à la vie civile.

Les récits des petits-enfants ont ensuite la particularité de soulever la question du jugement. Comment se positionner lorsque le grand-père était à l'OAS ? Comment échapper à la condamnation et à la réprobation ? Ils déploient alors un argumentaire qu'ils connaissent et dont l'utilité est éprouvée, en rappelant souvent que les critères d'aujourd'hui ne permettent pas de juger l'engagement du grand-père. L'évènement est mis à distance, et avec lui les risques de connaitre une situation de rejet. Le contexte de la guerre comme les idées de l'époque pouvaient légitimer ce type de choix. Les jeunes se mettent volontiers à la place de leurs ancêtres. Le combat pour les idées est valorisé, l'admiration pour l'idéalisme et la force des convictions restent palpables. La question de la violence est peu abordée. Elle les interroge mais ils reconnaissent néanmoins qu'il fallait être pragmatique, que leur grand-père faisait ce qu'il avait à faire. La torture pouvait être justifiée. Certains évoquent les attentats de l'OAS mais avec distance. Le seul attentat clairement connu est celui du petit Clamart contre le général de Gaulle. Dans les deux familles ayant des grands-pères impliqués, cet attentat et ses conséquences sont à la fois une fierté et un boulet dans la mémoire. L'ombre du petit Clamart prend tellement de place que personne ne peut y échapper. Il poursuit tous les descendants devant apprendre à négocier cet héritage compliqué.

« Mon grand-père était militaire, ingénieur de l'armement. Il s'appelle XXX. Il s'est engagé dans l'OAS car il était révolté par la situation de l'Algérie. A l'origine, il était très gaulliste. Et en 58, logiquement, il s'est senti trahi. Il n'était pas dans le conflit mais dans son bureau, tranquille à Paris. Il a souhaité éliminer de Gaulle avant l'application des Accords d'Evian. Il a constitué une équipe et il y a eu plusieurs tentatives d'attentats. Il était révolté. Il voulait agir de façon violente et radicale. Il a été arrêté, condamné à mort et exécuté.
C'est une mémoire entretenue par ma mère, sa fille ainée, qui a créé une association où elle entretient la mémoire donc on est encore impliqué, concerné. C'est important pour moi.
Sa vie d'avant on la connait via des livres. Ma mère ne donne pas de détails. Elle avait sept ans quand il est décédé. Elle communique peu mais on a des discussions sur la justification de son acte, sur l'histoire.
J'ai l'image d'un père autoritaire, à l'ancienne, pas très marrant. Un énorme caractère, des convictions. Il était bon intellectuellement, réfléchi. Il écrit bien. C'est un idéaliste.
Ce qu'on m'a raconté, c'est qu'il faut faire attention au contexte particulier. C'est un acte de guerre. Et moi, ce que j'en pense, c'est que c'est difficile de juger l'histoire là-dessus. C'est une action extrême mais sur des valeurs. Il est difficile de comprendre aujourd'hui l'idéalisme de mourir pour ses idées dans une époque de relativisme absolu.
"Comment ça se passe après son exécution ? "
Ils ont eu beaucoup de soutien financier. Les filles ont changé d'école, une nouvelle vie a commencé.
Ma grand-mère s'est remariée avec un mec d'un milieu traditionaliste. Il y avait un bon accueil dans ce milieu-là. Les messes en latin etc. c'est des intégristes catholiques de Mgr Lefebvre. Ils entretiennent une

mémoire peu nuancée où XXX est un héros mythique. Cette image de héros ne me dérange pas. Sur certaines facettes, c'en est un. Mais son geste violent est difficile à comprendre. J'ai de l'admiration pour l'idéalisme, pour la force de conviction. »

Joseph, 30 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

C. La guerre vue à travers ses conséquences

Le retour et l'installation en France avec toutes ses conséquences, constituent le troisième acte de ces histoires familiales. Vaine tentative de retour à une vie normale pour les soldats, déracinement et défis de l'intégration en France pour les autres, la guerre d'Algérie a bouleversé les destins et propulsé les grands-parents dans un nouvel espace-temps. Une nouvelle vie commence autour de laquelle se tissent de nouveaux récits. Tout a changé : le lieu, la société, la langue, les repères, le système politique, le climat, les proches. En France, ils fondent une famille, reprennent un métier, cherchent à faire table rase du passé. La société d'alors ne laisse que peu de place aux récits sur l'Algérie. Ils en accueillent d'autres autour de l'intégration à ce nouveau monde et des défis de l'assimilation à la société française. Mais les conséquences pour les familles sont lourdes. Les jeunes ne les connaissent que trop bien. Depuis l'enfance, ils sont les spectateurs de la douleur et de la mélancolie. Ils connaissent les conséquences psychologiques de cette histoire sur leurs proches. Les silences et les tabous sont familiers, les blessures sont connues, les comportements violents et les obsessions identifiés, les techniques d'enfouissement éprouvées. L'Algérie a beau être absente des récits, elle marque intiment la vie de famille.

« Mon grand-père, il est assis. Tous les harkis dans la cité des harkis de mon grand-père, les vieux harkis, ils sont tous assis devant la maison. Tu rentres. Tu dis bonjour. Il y a un côté chefs de clan. Il ne bouge pas de place. Puis dès fois, il s'allonge sur le siège arrière de la voiture pour écouter la radio. Mais pourquoi ces petites habitudes ? Ben c'est la guerre. S'il ne parle pas, ce n'est pas parce qu'il n'a pas envie. C'est qu'il n'y arrive pas. Il a tellement souffert, un déracinement douloureux. Ils se sont mis dans le silence.
J'ai un oncle qui a pris un peu plus les armes et qui a vécu toute sa vie le racisme. Ben il s'est suicidé. Il en pouvait plus. Ça l'a tué. »

Liam, 25 ans, descendant de harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence

a. La faille de papi dans les familles des anciens d'Algérie

A la sortie de la guerre, les appelés sont censés reprendre leurs vies suspendues par deux années de service. Mais, la guerre les a transformés. Certains prennent des bifurcations, d'autres reprennent le cours d'avant la guerre. Mais la guerre d'Algérie n'est pas une parenthèse que l'on referme aisément. Elle continue à infuser sur leurs comportements. S'ils connaissent peu de choses sur leur grand-père en guerre, les petits-enfants d'appelés savent que le conflit les a changés et que ces changements ont pesé sur la vie de famille. Celui-ci a pu rentrer dépressif, violent, incapable de

renouer une relation affective avec sa femme ou ses enfants. Son silence est familier. Il rappelle que quelque-chose de méconnu, de nébuleux, mais de terrible, s'est passé il y a longtemps. Il porte en lui une faille qu'il ne faut pas interroger mais dont toute la famille a connaissance. Il garde un secret qu'il faut respecter. Longtemps ces indices ont été inintelligibles pour les jeunes. En grandissant, ils comprennent l'origine de ces traces et les interrogent. Les événements sont mieux connus et compris. Depuis quelques années, les familles d'appelés ont entamé un processus amenant les uns à se libérer d'un poids, les autres à comprendre la source de ces traumatismes enfouis et des comportements inexpliqués.

> *« Mamie racontait aussi que quand il était revenu y avait plein de gens contre la guerre. Donc il ne fallait pas en parler. Il ne parlait pas du tout. Quand il est rentré, ils avaient un commerce. Il y a des gens qui venaient, et elle l'a déjà vu s'énerver parce qu'il y a des gens qui venaient et qui lui répétait "Algérie Algérie Algérie" comme ça, des gens de mon bled, des gens contre la guerre d'Algérie qui provoquaient mon papi. Et lui il s'énervait : «Je n'ai pas choisi d'aller là-bas, On m'a volé deux ans de ma jeunesse"*
> *Une fois, ils étaient revenus à Paris pour un autre truc et il y avait des Algériens ou des personnes arabes. Elle disait qu'il se retournait tout le temps dans la rue, qu'il avait peur, qu'ils pouvaient te planter un couteau dans le dos. Voilà. On disait ça d'eux. Et mon papi avait eu peur. Mais je pense qu'il est rentré et c'était quelqu'un de différent. Il a retrouvé ma grand-mère et c'était plus comme avant, Je sais qu'il a dû tuer des gens, vu des gens mourir »*
>
> Nolwenn, 28 ans, descendante d'appelé, en formation maraichage dans le Finistère

b. Dans les familles de pieds-noirs : « Il y a quelque-chose qui reste »

Chez les descendants de pieds-noirs, les récits sur l'arrivée en France et les parcours depuis 1962 sont plus fournis et sont mieux maitrisés par les jeunes. Ils restituent les récits sur les conditions d'arrivée et le mauvais accueil réservé à leurs ascendants en France. En racontant le passage des grands espaces aux petits appartements de banlieue, ou du climat ensoleillé de l'Algérie au froid de l'hivers 62, les jeunes rappellent les sensations associées au déracinement qu'ont pu ressentir leurs familles. Ils restituent les anecdotes classiques de la mémoire pied-noire : les remarques à l'école, les insultes des voisins ou les valises jetées dans le port de Marseille. Une mémoire collective à laquelle chacun d'une façon ou d'une autre peut se raccrocher pour décrire une ambiance. Ces récits sur les mauvaises conditions d'accueil et sur le rejet des métropolitains soulignent la difficulté du chemin parcouru et confèrent aux pieds-noirs le statut de victime. On ne saurait dès lors leur faire porter la culpabilité de la colonisation. Mais ce statut de victime peut être dépassé. Les anecdotes sur la débrouille et le travail inscrivent aussi les familles dans des parcours de mérite et de labeur. Elles projettent la famille dans une nouvelle histoire et un nouveau cadre spatio-temporel. Les jeunes parlent beaucoup de ces vies reconstruites : fonder une entreprise, une famille. La plupart des familles n'ont pas connu le déclassement. Fonctionnaires et entrepreneurs ont pu rebondir rapidement. Du mythe du pionnier en Algérie à l'intégration en France, les cultures

familiales sont pétries de discours sur le mérite, l'injonction à l'intégration et l'obsession de la réussite sociale. Les récits s'attachent également à déployer une nouvelle mythologie autour du Sud de la France qui aurait représenté pour les grands-parents une nouvelle Algérie. Les familles ont trouvé à Marseille, Nice, Aix, Montpellier, Perpignan ou Avignon, un nouveau terreau où replanter leurs racines. Ce Sud leur convient. Ils y trouvent le repos après la tempête, le soleil et certains parfums d'Algérie. Ils sont chez eux à nouveau. Les petits enfants ont vu leurs grands-parents y faire leurs vies et vieillir. Ils y ont parfois grandi. Pour eux, c'est aussi cela l'Algérie.

> *« Moi, petit, je pensais que l'Algérie c'était un quartier de Marseille. C'était le monde des Pieds Noirs, celui de ma grand-mère et de ses amis, un monde de chaleur où l'on parlait fort. Si Marseille c'était le Midi, alors l'Algérie, ça devait être le Midi et demi. »*
>
> Emmanuel, 28 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, acteur à Nice

Dans les familles de pieds-noirs, les jeunes ont grandi dans une ambiance dans laquelle ils baignent depuis l'enfance. L'Algérie survit dans des détails de la vie quotidienne. Leurs grands-parents ne sont pas comme les autres : on mange de la Mouna, on écoute Enrico, on emploie des expressions loufoques, autant de références qui proviennent d'une Algérie engloutie et méconnue. C'est aussi souvent à travers la tristesse d'un grand-père ou d'une grand-mère que les jeunes comprennent pour la première fois la singularité de leur histoire familiale. « *On a perdu l'Algérie* » décrit un effondrement intime. Les récits familiaux reconstruits en France se tissent aussi autour de la nostalgie, la souffrance et la perte insondable de l'aïeul.

> *« Il y a quelque-chose qui reste et qui est un héritage métissé, c'est la cuisine. On a toujours entendu parler et mangé de la Mouna, des Montecao. On a toujours mangé ces choses-là. Cette année avant Noël, on a même fait une réunion familiale où on a fait de la pâtisserie pieds-noire pour faire quelque-chose avec ma grand-mère. On s'est tous retrouvés un peu en rigolant car en gros nous on trouve cela globalement assez indigeste mais on trouve ça mignon de faire cela en famille, et on a l'habitude d'en manger depuis l'enfance. Puis les petites choses du grand-père, qui nous a appris par exemple "C'est nous les Africains". Quand on était petit avec mon frère, on ne maitrisait pas trop de quoi il s'agissait, enfin le sujet, mais on la connait par cœur du début à la fin et on la chantait systématiquement en "balade d'aventure" c'est comme cela que mon grand-père appelait ces marches qu'on faisait ensemble où il nous emmenait avec un bâton, on prenait soin de trouver un bâton de marche avant de débuter, et on chantonnait "C'est nous les Africains".*
> *On a appris à compter jusqu'à 5 en Arabe en même temps qu'en espagnol pareil, ou ce que les vendeurs ambulants disaient sur les places ou les plages en Algérie : "Karmous, Cacao y Sardina yébabriba". Donc ça on l'a entendu toute notre enfance et après beaucoup de tics de langages que j'ai pu analyser que sur le tard et j'ai compris que mes parents en été imprégnés : "allez tient goute que je m'en vais", "Je te mets une callebotte, le gitano. "*
> *Mon grand-père faisait le Père Noël aussi. Il se déguisait en père noël pied-noir toujours. Il était très drôle et il disait toutes ces choses-là. On chantait tous en chœur "Baba Noël chilichiliuel"... Là encore, je ne pourrais pas orthographier "chilichiliuel" autrement que comme ça se prononce.*
> *Mais sinon ça ne donnait pas pied à raconter une anecdote. Peut-être qu'on a manqué de curiosité quand on était petits. C'est un peu de l'autocensure. On a manqué de curiosité mais on avait surtout l'impression qu'on ne pouvait pas vraiment appuyer sur play pour qu'ils nous racontent. C'était quand même assez fermé, un peu le passé qui ne passe pas, quelque-chose de pas digéré, qui reste dans la gorge et si on pouvait*

éviter de revenir sur ce point c'était mieux. »

Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, journaliste à Marseille

c. *Dans les familles d'immigrés : s'intégrer plutôt que raconter*

La comparaison des mémoires des descendants de pieds-noirs et des descendants d'immigrés permet de faire une différence entre exil et immigration. Ces deux transplantations ne relèvent pas des mêmes mécanismes et n'impliquent pas les mêmes conséquences pour les familles. L'exil revêt d'abord une dimension traumatique. Le départ n'est pas un choix. Il est imposé par le contexte politique. Il est définitif et sans retour. L'arrachement à la terre provoque un exil intérieur témoignant qu'une partie de soi est restée là-bas. L'exil est aussi collectif. Il implique souvent le déplacement de toute une communauté et permet la continuité d'une histoire commune. Cette dimension collective permet l'entretien du souvenir. La perte et la mémoire de la vie d'avant sont au cœur des mémoires familiales et plus largement d'une mémoire collective revendiquée. Si l'immigration peut aussi provoquer un sentiment d'exil, elle a une dimension plus individuelle. Des individus, souvent des hommes, « font le choix » de migrer pour des raisons économiques ou politiques. Ils migrent seuls. La communauté initiale a plus de mal à se reconstituer dans le lieu où commence une vie nouvelle, un nouveau travail, de nouvelles relations, une nouvelle langue, de nouvelles valeurs, et même de nouvelles familles. Le retour sur la terre des origines est possible et entretenu comme un mythe. Le souvenir de la vie d'avant n'est pas entretenu comme un totem, car la famille est toute occupée à la fois à croire à un prompt retour et à se concentrer sur les conditions de l'intégration au pays d'accueil. Les récits sur l'immigration ne font pas l'objet de transmission véritable au sein des familles.

Dans les familles de descendants d'immigrés algériens, la génération ayant immigré, grands-parents ou parents, comme les raisons à l'origine de la migration, ne sont pas nécessairement les mêmes. Pour une minorité de familles, la migration remonte aux grands-parents et est souvent liée à la guerre ou ses conséquences. Le grand-père a dû fuir le conflit, immigrer pour nourrir la famille ou militer en France. Dans ces cas, les grands-parents ont vécu ou vivent toujours en métropole. Ils ont une proximité familiale, linguistique, culturelle avec leurs petits-enfants, facilitant les échanges. Mais cela ne veut pas dire que la guerre a été racontée. Au contraire, les grands-pères immigrés sont dans l'ensemble restés silencieux sur leurs parcours. Pour la majorité des enquêtés, ce sont néanmoins leurs parents qui ont immigré pour des raisons économiques, pour faire leurs études ou fuir la décennie noire. Dans ce cas, les grands-parents sont restés en Algérie, rendant les échanges irréguliers et difficiles voire inexistants entre générations. Ils ne parlent souvent pas la même langue et n'ont pas les mêmes références culturelles. L'immigration marque un nouveau

départ qui d'une certaine façon bloque l'accès aux souvenirs[710]. Comment raconter une vie qu'on a dû laisser derrière soi ? Raconter des lieux, des gens, des sons qui ne signifient rien pour les enfants ou petits-enfants de France ? Il y a peu de récits sur l'arrivée, l'accueil et les difficultés à s'insérer. Les galères, le déclassement ou les humiliations ne sont pas des choses que les grands-pères partagent facilement. Les dates, les lieux d'arrivée, les premiers pas, les premiers emplois sont méconnus. Néanmoins, les quelques récits rapportés par les jeunes restituent les petits boulots, la solitude, l'apprentissage de la langue, la débrouillardise. Le racisme occupe une certaine place. Les petits-enfants ont entendu parler des insultes des voisins dans les campagnes et des meurtres racistes à Marseille dans les années 70. Les récits sur le racisme et les difficultés d'intégration servent à mettre en lumière le courage, le travail et le chemin parcouru pour se faire une place dans la société française. Les jeunes sont les héritiers de ce travail et s'inscrivent dans cet héritage.

> *« C'est mon père qui va en France. C'était l'aîné. Il devait assurer la subsistance de la famille. Il est seul d'abord. Ma mère le rejoint dans les années 70. Ils avaient eu un enfant qui meurt en Algérie à 3 mois et ça pousse mon père à faire venir ma mère à cause des mauvaises conditions de vie.*
> *Il arrive à travailler. C'est la débrouillardise. Mon père ne vend pas que des vêtements, il vend aussi des armes. Il vivait dans un bidonville à l'Estaque. Il louait un matelas dans un bunker de la seconde guerre mondiale. Il a été coiffeur, mécanicien, manœuvre, chauffeur poids lourds etc.*
> *Il m'a parlé des ratonnades à Marseille, des meurtres. Il m'a dit : "J'avais fait la manif".(J'apprenais qu'il avait manifesté dans sa vie !) "une voiture est passée au ralenti, je pensais qu'une arme allait sortir de la fenêtre, j'ai eu peur. Ils ont fait que cracher, nous traiter de bougnoules etc. »*
>
> Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

d. Briser le cercle de violence et de mépris, le défi des petits-enfants de harkis

Dans les familles de harkis, les difficultés d'intégration font également partie du chemin. La précarité et l'entre-soi subis dans les camps, les cités, les hameaux ou les quartiers HLM ont durablement affecté le parcours des familles. Les jeunes en ont conscience. Lorsque la famille a pu accéder à de meilleures conditions de logement comme un pavillon, un centre-ville ou un petit village, des repères forts se fixent alors dans la mémoire.

> *« Mon grand-père maternel nous a acheté une maison aux Angles pour pas que je grandisse dans le quartier. Il fallait partir. Les enfants des camps, ils ont encore l'influence de l'histoire harkie. Ils ont un souci global avec la violence. Ils sont agressifs, y a des suicides. Les clefs ne sont pas au bon endroit, ils pètent les plombs ».*
>
> Chloé, 26 ans, descendante de harki, juriste à Aix-en-Provence

Le racisme tient ici aussi une place centrale dans des récits parsemés d'anecdotes d'humiliations et de mépris subies par les grands-parents ou les parents. Pour ces petits-enfants, le racisme est un

[710] Sur la mise sous silence des parcours d'immigration voir Lepoutre (D.), Cannoodt (I.), *Souvenirs de familles immigrées*, ODILE JACOB edition., Paris, JACOB, 2005.

fil rouge expliquant le mauvais traitement infligé aux deux générations les ayant précédés. Cette histoire continue car ils ont pu eux-mêmes à leur tour en être victimes. Les témoignages d'une intégration finalement réussie existent aussi. La sortie de l'entre soi, une fois sortie de la communauté, ou au contraire l'entre-soi protecteur des quartiers populaires, la force de la solidarité, l'ascension sociale des parents et le rôle de l'école, ont permis aux petits-enfants de se projeter dans d'autres espaces et de tracer leur propre chemin. La reconnaissance du mérite et des opportunités disponibles permet une réconciliation avec ce que la France a aussi rendu possible.

Néanmoins, le manque de reconnaissance s'impose dans les discours. Leurs proches ont toujours demandé la reconnaissance. Le combat des harkis a toujours été associé à cette demande. Elle sonne comme un slogan répété en famille et que les jeunes restituent de façon abstraite et désincarnée, sans vraiment savoir à quoi elle renvoie concrètement. De quoi s'agit-il ? Reconnaitre quoi exactement ? Si les discours et les gestes mémoriels sont importants, les jeunes ont aussi conscience qu'ils ne suffiront pas à réparer les blessures psychiques, à rendre à ce grand-père la parole et le sourire. Pour cela, il est sûrement trop tard. Ils évoquent une perte, un manque, quelque chose d'inachevé, un sentiment d'injustice qui perdurent, les préoccupent sans toutefois les entraver. Les petits-enfants de harkis sont élevés dans des conditions et dans des récits destinés à rompre le cercle de la violence et de mépris engendrés par la guerre. Alors que l'histoire affecte les deux générations précédentes, la leur doit échapper à la malédiction. Ils refusent d'en porter les stigmates.

> *« Au début, ils n'étaient pas les bienvenus en France. Fallait les cacher comme voulait de Gaulle, les parquer : "Vous n'existez pas, on ne veut pas vous voir". Donc, c'est compliqué l'intégration. Il y a toujours ce sentiment de travailler deux fois plus que les autres, qu'on n'est pas chez nous, le manque de reconnaissance. C'est pareil pour tous les immigrés*
> *Puis, il y a le racisme à l'école contre mon père. Il y avait les Français, les immigrés, les Gitans et les harkis. C'est destructeur pour un enfant, la mise à l'écart*
> *On est toujours au mauvais endroit au mauvais moment et depuis le début de l'histoire, c'est comme ça. Mais, il y a eu des gens gentils aussi, des paysans du coin qui n'avaient rien contre les harkis. C'est la solidarité des marges.*
> *Mais pour te dire, la mise à l'écart. C'est mon père qui faisait les papiers car mes grands-parents, ils ne savaient pas écrire. Les gens de la poste ou de la CAF venaient exprès à la cité. Ce n'était pas les familles qui allaient dans le centre mais l'inverse. Le bus faisait école, la cité des harkis, école. Ils se sont rendu compte que le mec volait des aides de mes grands-parents car ils ne savaient pas compter.*
> *Ils n'avaient pas de droits, ils avaient les droits qu'on leur octroyait. Ils étaient piégés.*
> *Il y a une assistante sociale, elle a pris un fils, Mourad. Il a été élevé dans un centre à Cannes ou à Nice. Ils ne l'ont pas revu jusqu'à ses 18 ans.*
> *Déjà, on prend tes parents, on les jette dans un autre pays. Toi aussi on te prend et on te jette. Il y a eu des choses bizarres sur Mourad. Il était francisé, genre méthode du 16e arrondissement. Il portait un bavoir etc. mais il y avait un traumatisme. Mourad, il criait et il avait des TOC.*
> *Une souffrance de plus, ajoutée à un gros sac.*
> *Et puis la Police. Il y avait beaucoup d'anciens mecs qui avaient fait la guerre d'Algérie. Ils n'aimaient pas trop les Arabes. Il y avait les contrôles etc. Ils s'acharnaient sur mon père. Ils lui avaient dit "Un jour je*

vais t'éclater la bouche", et il y a eu un dérapage, des coups. Ils lui ont cassé les dents, la mâchoire. Ils ont voulu le tuer à 17 ans alors qu'il marchait dans la rue. A l'hôpital, ils ont dit qu'il était bourré et qu'il était tombé. Mes grands-parents n'ont pas eu de nouvelle de pendant deux jours. Ils ont porté plainte. Il y a eu un jugement deux jours après. Ils ont été acquittés.
Mon père il a eu le cul entre deux chaises toute sa vie : "Les Algériens ne m'aiment pas, les Français ne m'aiment pas. "
On a perdu beaucoup de gens. Il leur est arrivé beaucoup de choses. Il y a eu beaucoup de morts dans la communauté, encore aujourd'hui (les suicides, la drogue, l'alcool, les accidents de voiture, les zones sombres) harki, ça ne s'arrête jamais »

Liam, 25 ans, descendant de harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence

e. La nostalgie de mamie, porte d'entrée sur toute une culture juive en Algérie

Dans les familles juives d'Algérie le déracinement est peu raconté. L'installation en France n'est pas expliquée. Mais les jeunes ont entendu parler des difficultés d'adaptation à la nouvelle vie, au climat, à l'habitat HLM. Les récits sur la perte des amis, le souvenir des fêtes conviviales, du soleil et du goût des poivrons, installent une nostalgie profonde dans laquelle le passé idyllique contraste avec la grisaille de la vie en métropole. Les petits-enfants connaissent les impacts psychologiques d'un tel déchirement sur les membres de leur famille. L'enfermement des grands-parents dans une mélancolie à perpétuité est une nouvelle fois la porte d'entrée sur l'histoire familiale. La nostalgie des grands-parents peut elle-même devenir une nostalgie des petits enfants, non pas pour l'Algérie mais pour le temps partagé avec leurs grands-parents et leurs souvenirs. Les descendants ne regrettent pas les rues d'Alger mais les moments passés à écouter leur grand-mère en parler. Pour eux, l'Algérie est une lumière dans un regard, une chaleur enveloppante, une douceur dans la voix qui prend la peine de conter plus que de raconter.

« Je crois que c'est cette nostalgie, qui m'a toujours interpelé, attendri et qui m'a peut-être moi-même rendu nostalgique. C'est peut-être l'une des choses que l'on partageait tous les deux, sauf que moi, je n'avais jamais vécu en Algérie…L'image que je garde des moments passés avec ma grand-mère, sont ceux durant lesquels, elle me parlait de ses années qu'elle avait passé de l'autre côté de la méditerranée. Les seuls souvenirs que je garde sont comme embrumés de mots teintés d'un accent pied-noir. Cette brume sonore ajouté au parfum de la maison de mes grands-parents brouillent finalement la précision de ces souvenirs.
Ce dont je me souviens particulièrement, c'est que ces mots, pour la plupart, étaient avant tout des lieux : La place du Gouvernement, la Grande Poste, la Basse Casbah… Prononcer ces mots dans ma tête me permet alors de faire un bon dans le passé, pour m'imaginer à nouveau, installé dans son fauteuil près de la télévision, tandis que ma grand-mère, elle, assise sur son canapé face à l'écran, me racontait le souvenir de ces lieux. »

Sasha, 33 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, chef d'entreprise à Paris

D'autres récits ne se focalisent pas sur la nostalgie ou la perte mais sur la réussite sociale. Le nouveau départ en France est l'occasion de mettre en scène les parcours d'ascension incarnés dans la création d'une entreprise, la réussite d'études, la perte de l'accent, le passage de la vente de tissus

à la gestion de pressings, du désert au business d'ascenseurs. La vie en France a pu garantir de meilleures conditions de vie. Les discours sur la débrouillardise, le mérite et le rebond malgré tout, imprègnent la famille. La mémoire du chemin parcouru est donc ambivalente. Les récits présentent autant l'exil comme une épreuve que comme une nouvelle étape dans l'émancipation collective des Juifs d'Algérie que la France a pu garantir.

Mais les récits sur la vie en France sont aussi l'occasion de mentionner certaines tensions avec les autres habitants des quartiers populaires, notamment les musulmans, alors qu'elles n'existaient pas dans les évocations du temps passé en Algérie. Depuis qu'ils sont en France, les grands-parents ne sont exempts de discours stigmatisants sur les immigrés. Ils reprochent aux musulmans et aux Arabes de ne pas jouer le jeu de l'intégration, comme eux ont pu le faire. Les tensions se disent aussi à travers leur exposition à l'antisémitisme. Alors qu'il était tu en Algérie, l'antisémitisme en France est davantage présent. Les grands-parents, les parents et les petits-enfants à leur tour ont pu en être victimes. Présent et passé fonctionnent en miroir. La proximité avec les musulmans en Algérie contraste avec la distance ressentie voire une réelle tension en France. Mais les petits-enfants savent nuancer ces propos et les recontextualiser.

> *« Ils sont arrivés en France à Marseille et après un passage dans un centre d'accueil puis à Gonesse, Villiers le bel et Luzarches. Ils racontent très peu. Ils font toujours des connections avec l'actualité d'aujourd'hui, genre sur l'accueil dans le logement HLM à Gonesse, "Nous on voulait juste trouver du travail, ça se passait bien vs aujourd'hui c'est plus ce que c'était, c'est violent, c'est ces Noirs et ces Arabes etc. ". Mon grand-père a continué à travailler dans les transports. Il a fini par monter une entreprise. Ça a bien marché. Ma grand-mère a travaillé une dizaine d'années dans les supermarchés et les grands magasins. Elle était très fière. »*
>
> David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

III. Les mécanismes de la mémoire familiale

La mémoire est une entreprise familiale. Chaque individu, en fonction de sa place dans la famille, se positionne par rapport à la mythologie, à la manière de la raconter et aux valeurs et messages qu'elle charrie. Toutes les familles marquées intiment par l'Algérie connaissent des difficultés de transmission. L'Algérie ne se raconte pas facilement tant elle charrie des histoires douloureuses auxquelles se sont greffées d'autres enjeux affectifs.

a. Le travail des générations

Les petits-enfants héritent d'un univers où les règles implicites régissant la circulation de la parole ou l'évitement du sujet sont déjà bien installées. Le mutisme des grands-parents tout autant que l'omniprésence de l'Algérie précèdent l'existence de ceux-ci. Leurs proches connaissent les frontières du dicible et de l'indicible. Tous les membres de leur famille, d'une façon ou d'une autre,

ont participé à la définition de ces règles. Afin de ne pas déranger les fragiles équilibres familiaux, les petits-enfants ont appris à les respecter. Toute tentative d'exploration de l'histoire familiale a pu se trouver bloquée. Tel ce petit-fils se questionnant sur la vie de son grand-père en Algérie et se tournant vers son père qui, dans un trajet en voiture, lui dira : « *Il ne faut pas en parler. Ce n'est pas tabou mais on n'en parle pas.* ». Les parents ont déjà fait leur propre chemin. Conscients de la faille, ils ont respecté la pudeur de leurs parents, intégré les non-dits et renoncé à l'explication. Ils ont principalement mis cette histoire à distance pour se concentrer sur l'intégration et la construction de leur propre vie, en évitant toute réminiscence des souffrances. Hormis quelques exceptions, ils ne parlent pas de l'Algérie. Le silence a eu pour conséquence leur méconnaissance de cette histoire. Les parents ne sauraient raconter, autrement que pour renvoyer aux grands-parents et rappeler implicitement les règles organisant le tabou ou l'obsession familiale. Ils souligneront que les grands-parents ont beaucoup souffert et restitueront parfois les récits formatés et les anecdotes éprouvées en espérant qu'elles contenteront les petits-enfants comme elles contentent tout le monde depuis 1962. Silences, récits-écrans et stratégies d'évitement se complètent pour indiquer le dicible et enfouir les expériences intimes dans un domaine réservé.

> *« J'avais dix ans. La guerre m'intéressait. On devait sûrement faire la seconde guerre mondiale à l'école et du coup j'avais demandé à mon grand-père : "tu as déjà fait la guerre toi ?" et il a dit "Oui j'ai fait la guerre d'Algérie" ...J'ai répondu « Ben non, ce n'est pas une vraie guerre ». Car dans mon imaginaire, il n'y a que la première et la seconde guerre mondiales. On était à table. Tout s'est tendu. Voilà. Il a répondu, ça m'avait marqué : "Tous les soirs il manquait quelqu'un". Puis on a parlé d'autres choses. J'imagine que quelqu'un a détourné l'attention. C'est le seul moment. Pour la génération de mon père, oncle et tante, c'était un feu rouge. Ils n'en ont jamais parlé. »*
>
> Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie

Les familles ne sont pas des espaces où la parole est libre, y circulent des affects conditionnés par la filiation, la parentalité et la définition de son identité. L'enjeu principal de l'entreprise mémorielle familiale est d'éviter les tensions et de créer du commun. Or, l'Algérie avec toutes les difficultés narratives, affectives, socio-économiques ou identitaires qu'elle a engendrées, crée un climat propice aux tensions familiales. Dans beaucoup de famille, le silence et la rudesse du grand-père ou de la grand-mère ont pu affecter la relation avec leurs propres enfants. Dans les familles d'immigrés, de harkis ou de Juifs, la transmission et le respect des coutumes traditionnelles sont parfois des enjeux de désaccords irréconciliables. De nombreuses difficultés de communication et de compréhension existent entre deux générations socialisées dans deux pays et deux époques différentes. La socialisation des enfants d'immigrés est marquée par un fort décalage générationnel entre les parents ayant immigrés et leurs enfants, dû notamment à la très forte mobilité sociale des

enfants d'immigrés[711]. Le décalage en termes de valeurs et d'usages a été l'occasion de ruptures et de disputes. Evacuer les discussions sur l'Algérie revient à évacuer les risques de discorde et de confrontation aux enjeux affectifs.

> *« Mais chez moi, la guerre d'Algérie, c'est surtout des personnes sensibles. Tout tourne à l'hystérie. Ce n'est pas constructif. Ça me fatigue : les larmes, le pathos, ça s'énerve, ça lance des assiettes.*
> *« Qui ? »*
> *Ma grand-mère, mon père, les voisins. Aux repas, ça part en cacahouète. On n'a jamais vu une discussion sur la guerre d'Algérie bien finir. Ils parlent de de Gaulle et est-ce qu'il a abandonné l'Algérie ? de l'enrôlement, est-ce que c'était de force ou de choix ? Et La France a apporté à l'Algérie ou l'a fragilisée ? Les enfants, on doit être fiers ou alors la France nous a causé du tort ? Et la vie n'est pas la même en fonction de la manière dont tu réponds à ces questions.*
> *Dans ma famille, il y a trois catégories de personnes :*
> *- Ceux qui disent le grand-père père a décidé. Il faut être fier. On est Français avant tout, on n'est pas Algériens*
> *- Ceux qui disent que c'était de force, qui rêvent du retour en Algérie, qui sont attachés à l'Algérie, musulmans, parlent arabe aux enfants etc.*
> *- Puis il y a mon père qui pense que mon grand-père a choisi donc il faut être fier d'être Français mais il est en colère contre la France (il a vécu les camps, il a été traité comme un chien, comme le bougnoule de service) donc « connards de Français » cohabite avec « je suis plus Français que toi ». »*
>
> Chloé, 26 ans, descendante de harki, juriste à Aix-en-Provence

Mais les familles d'immigrés connaissent des difficultés de transmission structurelles empêchant la transmission. Soit les grands-parents sont décédés, parfois depuis longtemps, soit ils sont vivants mais sont restés en Algérie, rendant l'accès à leur histoire difficile, voire impossible. La distance géographique, culturelle mais surtout linguistique limite la possibilité de l'échange. Le fait de ne pas parler la même langue que ses grands-parents endommage considérablement la transmission. Les jeunes sont très nombreux à déplorer cette situation. Ils en veulent à leurs parents ou à eux-mêmes de ne pas avoir cette clef d'accès à tout un monde. Pour certains d'entre eux, l'apprentissage des langues arabes et berbères est au cœur de leurs quêtes mémorielles.

Certains parents s'impliquent dans l'entretien et la transmission de la mémoire familiale. Les femmes et notamment les mères occupent un rôle plus facile à identifier et plus actif que les hommes dans le travail de mémoire. Leur implication tient principalement à leur place dans la division du travail domestique. Plus proches des enfants, plus impliquées dans leur éducation, elles sont plus à l'écoute de leurs questions. La charge de l'espace privé, notamment de la cuisine, les place au cœur des rouages de transmission de la culture et de l'identité familiales. Elles font le lien entre deux mondes. Dans les familles de harkis notamment, le silence des hommes contraste avec l'implication des filles dans le travail associatif, la participation aux commémorations et la transmission d'un récit. Les jeunes sont reconnaissants de ces efforts. Ces démarches représentent

[711] Attias-Donfut (C.), Wolff (F.-C.), *Le destin des enfants d'immigrés*, Stock, 2009.

pour eux une ouverture, un travail de défrichage, leur léguant une mémoire plus facile à négocier.

La génération des petits enfants hérite du travail des générations précédentes, des tentatives d'explication comme d'enfouissement que celles-ci ont pu mettre en place. Il faut du temps, des connaissances et un investissement personnel pour en saisir l'origine et la signification. La plupart du temps, les petits-enfants intègrent les règles et éviteront de provoquer une discussion. Mais cette génération est d'une certaine manière mieux positionnée et mieux équipée que celles des ainés pour interroger cette histoire. La relation grands-parents petits-enfants offre un cadre de transmission débarrassé de la pression paternelle et filiale. La parole est moins codifiée. Les grands-parents sont dans une phase de leur vie où la parole peut se libérer. Les petits-enfants appartiennent à une époque et une génération pour laquelle s'informer est plus simple, poser des questions est possible. Les récits sur l'Algérie peuvent trouver leur chemin dans des moments particuliers, qu'ils soient spontanés ou le fruit d'une relation intime, tissée dans les mailles du quotidien. L'approche de la mort ou la maladie d'Alzheimer rappellent l'urgence de transmettre d'un côté ou de retenir quelques traces de l'autre. Elles menacent d'extinction la mémoire familiale et, dans le cas des familles immigrés, juives ou pieds-noires, de toute une culture et d'un rapport au monde. Les grands-parents seront invariablement les derniers. Avec eux, disparait l'Atlantide qu'est l'Algérie française engloutie. Les petits-enfants qui relèvent le défi de la transmission sont engagés dans une lutte contre le temps et la maladie. Chaque jour les souvenirs ressurgissent autant qu'ils s'effilochent.

> *« Je la questionnais beaucoup gamin. J'aimais qu'elle me raconte parce qu'elle était si heureuse quand elle me racontait l'Algérie que j'aimais voir ça. C'était d'abord ça ! Je souhaitais savoir pour qu'elle me raconte car quand elle racontait, elle semblait vraiment heureuse. A la fin de sa vie, elle avait Alzheimer et j'ai voulu en savoir plus comme pour la retenir, comme pour maintenir un fil tendu. C'était dur du coup car elle perdait la mémoire, et en fait, j'avais le sentiment de ne pas avoir assez pris le temps avant. Donc j'essayais quand même de la faire parler mais je voyais bien qu'elle était en boucle. On ne pouvait pas approfondir. Mais qu'est-ce que je voulais savoir ? Je ne sais pas. Je voulais simplement la retenir. Mais aussi parce que c'est un legs. Elle m'a dit un jour : "J'aimerais que tu racontes mon histoire !". Elle m'a donné une mission. Et je ne sais pas ce que c'est son histoire. Et cette histoire-là, celle d'une femme juive qui a vécu en Algérie la moitié de sa vie, c'est celle de milliers d'autres personnes. Elle symbolisait une histoire dans la grande Histoire. C'est difficile car l'enjeu c'est de laisser une trace de cette culture-là. »*
>
> Sasha, 33 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, chef d'entreprise à Paris

b. La matière de la mémoire

La mémoire d'une famille ne se transmet pas uniquement par la parole. Les évènements traversés ont laissé des traces matérielles et immatérielles présentes dans le quotidien des petits-enfants depuis qu'ils sont au monde. Ces traces sont parfois explicites et visibles, servant à soutenir la mémoire familiale, parfois implicites et cachées, trahissant l'histoire algérienne. Dans les familles où les récits sont fragmentaires, parfois énigmatiques, ces traces revêtent une importance capitale.

Plus la parole est rare, plus les traces peuvent être une source de transmission ou de questionnement pouvant amener les jeunes à tirer le fil de leur histoire, de l'Histoire.

Les intérieurs des familles sont remplis d'objets renvoyant à l'Algérie. Ces objets ne sont pas forcément accompagnés de récits mais ils révèlent le passé algérien. Le magazine « l'Ancien d'Algérie » sur la table du salon chez les grands-parents, les médailles et le certificat de mobilisation retrouvés inopinément dans un tiroir parce qu'on a trop fouillé ou cette rose des sables sur la télé qu'il a ramené de « *là-bas* » interrogent. Les petits-enfants vont-ils être interpellés par leur étrangeté ou considérer qu'ils ont toujours été là ? Vont-ils poser des questions et enclencher une conversation ? Lorsqu'elles existent et qu'elles sont partagées, les photos offrent un support pour soutenir ou solliciter un récit. Elles sont rares dans les familles d'appelés et illustrent surtout les moments de camaraderie et de détente. Elles disent l'Algérie et non la guerre. Elles sont également peu nombreuses dans les familles d'immigrés où le patrimoine photographique retrace surtout la vie en France. Les albums photos sont plus fournis dans les familles juives ou pieds-noires où l'enfance et les années de jeunesse des grands-parents en Algérie sont documentées : une photo de papa barbotant sur une plage à Alger, une autre de papi au café avec ses amis, mais surtout la photo de l'immeuble ou de la propriété.

> *« Dans les toilettes chez ma grand-mère, il y a une photo du village des années 60 avec une flèche rajoutée montrant l'immeuble. C'est pour te dire…Ils avaient toute leur vie là-bas.»*
>
> Léo, 31 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, commercial en Ile de France

Dans les familles de pieds-noirs, la valise reste l'objet emblématique. A elle seule, elle symbolise toute la détresse du départ. Elle rappelle que la famille vient d'ailleurs, qu'elle a dû partir précipitamment avec pour seules affaires le contenu de la valise et qu'elle a dû se reconstruire dans des conditions précaires en métropole. L'image de cette valise est fixée dans les imaginaires. Parfois, elle est toujours là, au grenier ou recyclée en éléments de décoration. Dans ce cas, la mémoire se tient dans le coin de la pièce. L'ouverture de la malle peut faire surgir une histoire qui intrigue toujours. La décoration chez les grands-parents ouvre souvent une fenêtre sur le passé et sur Algérie. Les meubles et les tableaux sont parfois d'un style oriental ou colonial. Rapportés d'Algérie, les plateaux en cuivres ou les canapés en bois sculptés interrogent. Le récit de leur provenance peut permettre à l'histoire de circuler. Les tableaux aux murs renvoient souvent à l'Algérie. Acquis ou peints par les grands-parents, ils rappellent les paysages idylliques, paisibles et chaleureux. La nostalgie des grands-parents y trouve de quoi s'accrocher et s'incarner. Pour les petits-enfants, ces tableaux offrent souvent les premières images à leur disposition pour se représenter l'Algérie, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui.

« Le tableau de la villa qu'ils avaient de la Bouzareha qui est moche, il est dans le salon. Il est affreux mais bon, il est là quoi. Ça a un nom ce genre de tableau, un style particulier, c'est un genre moche. Et il y en a un autre, une côte avec un chameau, arabisant.
C'est quand même LE tableau de mes grands-parents. J'ai fait très tard le lien entre le chameau, l'africanité du tableau et l'africanité de leur histoire. »

Emmanuel, 28 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, acteur à Nice

Certaines bibliothèques dans les familles de pieds-noirs sont remplies de livres sur l'Algérie. Les grands-parents cultivent souvent un intérêt pour l'histoire et l'Algérie contemporaine. A chaque Noël, les proches rivalisent de cadeaux sur le sujet. Dans les familles de militants à l'OAS, ces bibliothèques sont un panthéon familial. Les livres écrits par ou sur le grand-père accompagnent la formation intellectuelle des membres de la famille. Ils peuvent voisiner avec d'autres ouvrages orientés en faveur de l'Algérie française. Le souvenir du grand-père s'incarne aussi dans de nombreux objets renvoyant à son passé militaire. Des portraits, un buste ou ses archives disent l'engagement contre l'Indépendance et le choix de la clandestinité. Ils sont connus, entretenus, commentés, transmis comme des reliques inscrivant les petits enfants dans une lignée.

« Quand j'ai présenté ma fiancée à ma mère, elle est venue avec la bio de son père. Et l'a donnée à ma fiancée. Genre « Tu sais qui tu épouses ».

Joseph, 30 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

A de rares occasions, la transmission passe par la remise d'objets spécifiques que sont des témoignages écrits, sous forme de journal ou de carnet. Ces écrits sont connus des petits-enfants mais, la plupart du temps, ils ne sont pas lus. Les jeunes en connaissent les grandes-lignes et parfois les passages les plus importants mais ils n'ont pas eux-mêmes fait l'effort de les lire. Ils disent ne pas tout comprendre de ce qu'il y est écrit. Ne souhaitant pas briser l'image qu'ils ont de leurs grands-parents, ils refusent de plonger dans les acarnes des violences d'une guerre dont ils ne connaissent que peu de choses.

« Tout ce qu'il a écrit mais qu'il ne nous a jamais montré, mon père l'a récupéré quand il est mort. Mon grand-père écrivait. Il était un peu poète, il a écrit beaucoup sur cette période. Je n'ai pas ce qu'il a écrit en tête, mais pour lui ça a été dur. Il a vu des choses qu'il n'aurait pas voulu voir, genre des soldats qui violaient des femmes ou des morts. Voilà, c'est ce qu'il disait dans ses textes.
Tout ce que l'on sait, on le sait des écrits laissés par le grand-père. Il était très fermé. Il parlait très peu, et je pense qu'il n'en a même jamais parlé à sa femme.
Ses écrits, c'était pour lui. On a eu le droit d'y toucher que quand il est décédé. On a eu l'idée avant mais on n'en parlait pas avec lui car de toute façon il ne voulait pas en parler. On ne posait même pas de questions. »
« Et tu les as lus ces écrits ? »
« Non…ou pas beaucoup, c'était tout sur la guerre d'Algérie…des poèmes de cinq pages comme un exutoire, un genre de thérapie ou quelque-chose comme ça. »

Corentin, 23 ans, descendant d'appelé, étudiant à Toulouse

Les bijoux font l'objet d'une transmission spécifique entre femmes. Les grands-mères se saisissent d'un moment particulier pour transmettre à leurs petites-filles des bijoux ayant pu appartenir à leurs propres mères. Ils se transmettent de génération en génération. Chaines pour chevilles, bagues en argent, bracelets berbères rappellent eux aussi un ailleurs. Ils peuvent également être directement rattachés au souvenir d'un être disparu comme c'est le cas pour Emilie à qui la grand-mère a transmis un collier orné d'une lettre A comme Aline, la sœur de sa grand-mère assassinée par le FLN. Les dons de ces bijoux sont des occasions fortes de transmission et affectivement très investies entre les générations. Les grands-mères racontent leur origine, des anecdotes sur leur acquisition, des histoires sur les femmes les ayant portés. Ils fixent un lien affectif entre grand-mère et petite-fille et inscrivent cette dernière dans une lignée. La voilà devenue récipiendaire de l'histoire familiale.

> *« J'ai une boite à bijoux qui a appartenu à Aline dans laquelle il y a une chaine avec un A, qui est donc à la sœur de ma grand-mère qui est morte et que j'ai eu à la mort de mon arrière-grand-mère, parce qu'on a été dans sa maison. Et ma grand-mère me l'a donnée de manière assez solennelle. C'était important de me la donner, que je récupère cette boite et cette chaine de quelqu'un que je n'ai pas du tout connu mais dont elle me parlait. Et c'est un lien que j'ai avec ma grand-mère car on en parlait beaucoup quand j'étais petite, avec moi elle a une relation de femme qu'elle n'a pas eu avec ses trois fils.*
> *Je ne la porte pas mais je l'ai laissée chez mes parents et je sais où elle est. Je l'ai bien en tête. »*
>
> Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, journaliste à Marseille

Dans d'autres familles, au contraire, la rareté des objets révèle l'existence d'inégalités matérielles dans l'entretien des mémoires. Les familles juives, d'immigrés et de harkis possèdent beaucoup moins d'objets, de photos ou de livres auxquels se référer. Les conditions sociales plus précaires des grands-parents, en Algérie comme en France jouent sur la quantité, le volume et la valeur des objets rapportés. Ils ont souvent une fonction plus utilitaire et moins ornementale. La transmission s'appuie davantage sur le patrimoine immatériel.

c. L'immatérialité de la mémoire

> *« Cette histoire algérienne ça a toujours été là. Chez ma grand-mère il y a des tableaux de l'Algérie partout. Il y a une façon de parler. Il y a une culture mais qui s'est petit à petit éteinte, qui se modifie. Mais quand j'étais petit, il y avait des pieds-noirs partout. Ça parle d'une façon. Ça dit des mots arabes. C'est une façon de faire la cuisine. C'était tout autour. C'était complément environnant. Marseille pour moi n'était pas une ville du sud de la France mais comme un espace-temps, une bulle pied-noire. Je vivais à Nice et quand j'allais à Marseille, c'était un lieu ailleurs, perdu, (que j'ai compris perdu après). Avec un temps différent, avec une culture introuvable, incompréhensible. Je ne pouvais pas partager cette façon de parler, ces expressions-là qui sont propres à une cellule de rapatriés. C'était là : les odeurs, l'ambiance, la cuisine, les références. »*
>
> Emmanuel, 28 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, acteur à Nice

En effet, la cuisine, la musique et la culture plus généralement, offrent de multiples occasions de transmission d'une histoire et d'une identité. Les repas et les fêtes de famille permettent à l'Algérie d'exister à travers la nourriture et les discussions pour raconter une origine, une appartenance à la judéité ou à la culture musulmane. La cuisine est un lieu de mémoire en soi. Chaque famille a sa spécialité lui permettant d'affirmer sa spécificité tout en reprenant le commun. Le couscous transcende les religions, les origines culturelles et sociales. Le vendredi, il est l'occasion de rassembler les proches et d'évoquer ceux restés en Algérie. Les grands-parents pieds-noirs de Hugo invitent chaque année la famille à se rassembler pour une paëlla. Dans la famille d'Amandine, la recette de Mouna se transmet tout en racontant les origines juives. Le pain arabe et les pâtisseries au miel pour le Ramadan indiquent une spécificité culturelle. La transmission autour de la cuisine fonctionne car elle possède une forte charge affective. Le couscous est bien plus qu'un couscous. Il est celui de la grand-mère et des moments partagés avec elle. Ce que l'on raconte autour du plat résiste à l'oubli.

> *« Pendant le ramadan, ma grand-mère fait de la chorba, de la chorba algéroise avec de la menthe. Depuis que je suis gamine. Mais, je ne voyais pas le rapport. Elle fait des tas de trucs de cuisine algérienne. On ne sait pas trop ce qui vient d'Algérie. Ma mère elle ne fait pas ça, c'est vraiment que chez ma grand-mère. J'avais conscience que c'était spécifique. Ça avait des noms étranges. Ce n'est pas comme des navarins d'agneau. C'était des noms iconiques. Je ne savais pas comment les écrire. Ça m'ouvrait sur un autre espace-temps. »*
>
> Virginie, 34 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, étudiante à l'étranger

La musique est un autre lieu de mémoire. Elle est la bande son de la famille. Les fêtes sont l'occasion d'écouter, de chanter et de danser sur des musiques algériennes ou renvoyant à l'Algérie. Dans les familles juives, Enrico Macias est présent dans tous les foyers. La légende raconte qu'il aurait écrit les paroles d' « *Adieu mon pays* » sur le bateau pour la France. Les premières notes de guitares comme les paroles disent la perte de tout un monde. Le souvenir réveille à la fois la mélancolie profonde parlant à toutes celles et ceux ayant vécu l'exil mais aussi le bonheur de replonger dans les mélodies du monde d'avant. La musique judéo-arabe de Lili Boniche ou de Reinette l'Oranaise accompagne aussi les grands-parents dans l'exil. Ils rallument toujours une lumière dans les yeux des convives.

Le grand-père de David est fan de la musique judéo-andalouse. Percussions, oud, cordes et chants traditionnels en arabe, auxquels peuvent s'ajouter des cuivres et un clavier, composent les harmonies sonores d'un monde où s'entremêlent les cultures juives, musulmanes et espagnoles. Les avancées technologiques des dernières années ont remisé le tourne-disque au grenier. La musique est maintenant connectée à la télé. Il faut l'allumer, puis trouver *YouTube* pour y jouer un morceau.

« « Dis David, tu pourras m'installer la musique judéo-andalouse sur YouTube ? » (rires). Je dis toujours arabo-andalouse mais c'est aussi judéo-andalouse. Les musiciens Juifs d'Algérie comme Enrico Macias etc. ça fait effet tout de suite, un effet joyeux. »

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

Dans les familles d'immigrés, la voix déchirante de Slimane Azem chantant son départ d'Algérie transperce les cœurs en exil. Grace à l'immigration, toute une industrie musicale s'est développée en France pour produire des musiques algériennes intégrant rapidement le patrimoine culturel français. Produites à Paris dans les studios de Pathé-Marconi, elles inondent autant Barbès que l'Afrique du Nord. Kamal Hamadi et Cheickha Rimitti trouvent en France une deuxième carrière. Une nouvelle génération incarnée par Cheb Khaled et Cheb Mami propulse le Raï sur la scène internationale. Oran et Paris n'ont jamais été aussi connectés musicalement. La fusion entre le raï, le funk, le rap, le reggae, le rock et la techno fait de la musique d'origine algérienne une musique populaire française. Le trio composé par Cheb Khaled, Rachid Taha et Faudel a vendu près d'un million et demi d'albums. Ils fournissent une bande son aux années 1990s où 1.2.3 Soleil faisait résonner l'Arabe dans les foyers et les Zenith français. Ces musiques appartiennent principalement à la génération des parents et des grands-parents. Elles ne sont pas forcément écoutées par les nouvelles générations, davantage bercées par le Rap. Cependant, elles ont participé d'une ambiance culturelle à la maison.

Même les familles de partisans de l'Algérie française ont leurs spécificités. De nombreux descendants de militants pour l'Algérie française m'ont fait découvrir l'existence de Jean-Pax Méfret. Né à Alger en 1944, Jean-Pax Méfret chante l'amour de l'Algérie française et des exploits militaires. Les paroles sont conservatrices, anticommunistes et catholiques. Les jeunes ont écouté ses disques avec leurs parents et leurs cousins. Ils ont pu aller ensemble aux concerts à l'Olympia ou au Casino de Paris. Les salles étaient pleines. Ils y retrouvaient des amis de la famille pour chanter ensemble *Les Barricades.*

d. Les lieux de la mémoire

Les lieux ont une importance capitale pour la mémoire familiale. Ils ont une fonction à la fois identitaire, affective et historique. L'histoire de la famille s'inscrit en strate dans ces lieux. Ils gardent l'empreinte de chaque génération et des relations familiales. Ils situent la famille dans l'espace et le temps et disent l'esprit de la famille et de ses habitudes socio-culturelles. Ces lieux offrent le cadre des premiers souvenirs et lorsque l'on y retourne, ils permettent une reviviscence à forte charge émotionnelle.

Les petits-enfants renvoient très souvent à la maison des grands-parents. Cette dernière offre

le cadre dans lequel ils les ont toujours connus. Les maisons sont remplies des objets déjà évoqués qui ne renvoient pas directement à l'Algérie mais davantage à l'image que les petits-enfants se font de la relation de leurs grands-parents à ce passé et à ce territoire. L'Algérie imaginée est le prolongement de la maison. La particularité des mémoires algériennes est que, pour beaucoup de familles, les lieux originels sont aujourd'hui inaccessibles. Les familles ont construit des mythologies autour des villages, des fermes et des quartiers perdus. L'absence du lieu crée un manque qui lui-même entretient un mystère et un désir pouvant susciter la curiosité et l'imaginaire des petits-enfants. Ces derniers les imaginent et y fixent leurs propres fantasmes et représentations. Ils bricolent avec les images qu'ils ont à leur disposition : « *Alger ? Noirmoutier avec du sable* ». Ces lieux sont des décors de théâtre pour la mémoire.

Pour les descendants d'Algériens, les lieux de la famille en Algérie sont parfois accessibles. Les grands-parents y vivent peut-être encore. Les jeunes y ont passé quelques vacances. Ces lieux sont enrobés du souvenir doux et sucré du vert paradis de l'enfance. Les jeunes n'oublieront pas les singes sur les plages, le défi immense que représente l'épluchage des figues de barbarie mais surtout cette grand-mère aux tatouages mystérieux. Le village est le lieu des origines, de la genèse de leur histoire. Il est une porte sur le monde d'avant mais aussi sur une autre culture, une autre langue et toute une civilisation. Là-bas, ils ont pu discuter avec le reste de la famille de choses dont on ne parle pas en France. Ils ont pu y recevoir des objets et rencontrer des cousins. Ils y découvrent une part d'eux-mêmes.

Dans les familles de militants à l'OAS, la maison du grand-père est un temple. Souvent aisées, ces familles partagent des « maisons de famille ». Elles sont le lieu où se retrouve toute la famille élargie, où sont préservés les souvenirs et où s'en créent de nouveaux. Ces lieux servent de cadre à l'unité et la spécificité du groupe. Ils permettent au récit familial de se déployer, d'être assimilé par les différentes générations et de s'actualiser avec le temps. A Noël auprès du feu, entre le *trivial pursuit* et le repas, on raconte encore une anecdote sur le grand-père, cette figure restée imposante, une référence pour tous. Lorsque les grands-pères ont connu la prison, cette dernière devient un véritable lieu de mémoire. Non seulement, elle occupe beaucoup de place dans les récits à des fins de victimisation mais les familles y font aussi des pèlerinages pour se souvenir et entretenir une loyauté familiale. L'été 2021, pour les soixante ans du putsch, les membres des familles de putschistes sur plusieurs générations devaient se réunir à Tulle pour une « cousinade ». Cet évènement, strictement privé, visait à ranimer l'esprit de corps entre les familles, à transmettre aux jeunes générations l'importance de cette histoire et à assurer la continuité d'un engagement politique et d'une distinction sociale et historique.

Les monuments aux morts servant aux commémorations et les rues dédiés au 19 mars retiennent également l'attention des petits-enfants, notamment des descendants d'appelés. Ils incarnent la présence de la guerre d'Algérie dans leur espace quotidien. Cette inscription dans l'espace public est vue comme une reconnaissance de la participation de leurs grands-pères à une guerre méconnue. Franck a surpris le sien en uniforme un jour de commémorations alors qu'il attendait son bus quotidien pour l'école. L'arrêt de bus est juste en face du monument. On y fume parfois des clopes. Son grand-père n'avait rien raconté mais le voilà, ses médailles accrochées sur sa veste, entouré de ses camarades. Jamais Franck ne dira à son grand-père qu'il l'a vu ce jour-là. Il sait qu'il ne faut pas évoquer cette vie parallèle que son grand-père avait choisi de taire.

Pour les familles de harkis passés par les camps, ceux-ci ont une place centrale dans la mémoire familiale. Peu de jeunes y sont allés mais ils connaissent les conditions d'enfermement et leurs conséquences sur la vie de leur famille. Certains jeunes ont fait le déplacement. Seuls ou avec leurs parents, ils sont allés à Rivesaltes ou à Saint-Maurice-L'Ardoise pour voir, ressentir, mettre des images sur les mots et sur ce qui leur a été raconté. Ces dernières années, les politiques de la mémoire des camps et des hameaux de forestage ont permis la préservation et la mise en valeur de certains de ces espaces. Elles offrent des opportunités à la nouvelle génération de retourner sur les lieux originels et de comprendre ce qui a pu se passer.

> *« Le camp, j'y allais souvent avec mon père. Une fois par mois, dans la garrigue. Il n'y a plus rien. Le potager, les animaux, la maison, le chemin vers l'école… mon père racontait. Ils s'occupaient de la foret. Il disait la saleté. Mon père est très maniaque du coup. Il lave ses pieds à la Javel. J'ai passé mon enfance à me faire laver les pieds à la Javel. Rien que pour ça, j'en voudrais toujours à la France (rires). »*
>
> Chloé, 26 ans, descendante de harki, juriste à Aix-en-Provence

Enfin, Internet est aussi un lieu de mémoire de la guerre d'Algérie. Les historiens et historiennes ont documenté la multiplication, depuis les années 2000, des sites dédiés à tel ou tel groupe, à tel village ou à tel évènement. Internet permet de créer et de diffuser facilement une page racontant des histoires que tous jugent occultées, d'exposer les faits méconnus ou encore de partager documents et témoignages. Telle page promet la vérité sur le drame des harkis. Sur un autre site, des anciens de l'OAS proposent un portrait flatteur de Salan. Tel blog partage des recettes juives d'Algérie. Et le site dédié aux victimes du 26 mars propose de faire la lumière sur la « trahison ». De nombreuses pages des « anciens de … » permettent aux pieds-noirs de renouer les liens brisés en 1962. Ces réseaux des « copains d'avant » peuvent déboucher sur des réunions physiques ou sur une fête. De virtuelle, la mémoire peut alors s'inscrire et se perpétuer dans de nouveaux lieux. Beaucoup de pieds-noirs se sont ainsi retrouvés dans les années 2 000. L'espace numérique élargit l'espace de la mémoire. Les jeunes peuvent y puiser des informations et entretenir des relations les

reliant au passé familial. Pour ceux ayant encore des liens familiaux en Algérie, *Facebook*, *Instagram*, *Twitter* les maintiennent en contact avec les cousins et les cousines. Ils peuvent librement échanger. La famille éloignée poste des nouvelles du bled et parfois des photos sur lesquelles on devine les grands-parents. Internet devient alors un lieu où s'écrit et se partage la mémoire familiale.

e. Des moments de conscientisation

Les enterrements des grands-parents convoquent inévitablement l'Algérie. Les proches prennent le temps de rappeler les différentes étapes de la vie de la personne disparue, dont l'enfance en Algérie ou les années du contingent. L'Algérie surgit dans un passage de l'homélie sur la Kabylie, dans les commentaires autour des photos prises « *là-bas* » ou encore par la présence à l'enterrement d'anciens-combattants, portes drapeaux, étranges personnages à breloques venus du département d'à côté pour rendre hommage à leur camarade. Le décès des grands-parents, surtout s'il est le dernier à être né en Algérie, est un tournant. Leur mort marque la fin d'une époque et d'une culture. Le lien originel est rompu. Dorénavant, seuls des récits rapportés viendront nourrir la mémoire familiale. Mais le départ de la personne directement rattachée à l'Algérie change aussi la manière dont on parle de ce passé. Avec la mort de l'aïeul, le bloc de tristesse entourant l'Algérie s'estompe. D'autres points de vue peuvent s'exprimer. Certains non-dits peuvent alors se dire. Des éléments de contexte affleurent pour préciser l'histoire familiale. Une certaine mise à distance par les descendants permet davantage d'objectivité quant aux implications familiales, mais aussi plus largement sociales, de cette histoire.

> *« A son enterrement, il y avait les Anciens-combattants. Ils ont demandé à être présents. Ils avaient des drapeaux devant l'autel. Ils étaient très présents. Ça m'a étonné de les voir. C'était des gens qu'on ne connaissait pas. Ça m'a fait me demander : « ah oui il était soldat ? » Mais est-ce que c'est ce qu'ils voulaient ? Ils étaient quatre. Ils ont pris les choses en main pour les médailles etc. C'était confus, je me souviens de voir ces gens-là alors qu'on n'en parlait pas à la maison. C'est juste bizarre. »*
>
> Alice, 27 ans, descendante d'appelé, à la recherche d'un emploi en Savoie

Pour certains jeunes, les moments de cristallisation de la mémoire sont surtout des moments de conscientisation. A un moment particulier de leur adolescence, ils prennent conscience de la spécificité de leurs histoires familiales. Jusqu'ici, ils évoluaient généralement dans une relative ignorance du parcours de leur grand-père. Ils connaissaient vaguement une histoire d'immigration d'exil et de guerre, sans plus de détails. Les jeunes décrivent d'abord des moments de questionnements. Devant l'encadré « harkis » dans le manuel d'histoire, faisant le constat d'un retour impossible en Algérie l'été ou de la maitrise de la langue arabe par leur grand-mère, ils s'interrogent sur l'histoire de leur famille. L'insulte ou la confrontation au racisme et à l'antisémitisme sont malheureusement un moment de prise de conscience de cette identité faisant

d'eux des Français particuliers. Insultés, ils sont obligés d'essayer de comprendre d'où viennent cette haine et ces stéréotypes.

> *« La fois où je suis revenu du Maroc, j'ai appris quelques mots d'Arabe. Je me suis pointé j'ai parlé en Arabe et ma grand-mère, elle m'a répondu en Arabe et j'me suis dit : « Mais c'est quoi le délire ? ». C'est là où elle m'a expliqué : "Mais tu sais j'ai quand même vécu en Algérie pendant plus de 30 ans". Mais du coup c'est quoi le plan ? Pourquoi j'ai quand même attendu 25 ans pour savoir que ma grand-mère parlait Arabe, c'est quand même lunaire »*
> *« Parce que j'ai grandi dans un quartier où tous mes copains ils rentraient en Algérie l'été. « Tu es comme nous mais pas comme nous. Pourquoi tu ne rentres pas au bled ? » J'avais besoin de comprendre. Là où je grandissais, il y avait des Arabes partout. Tout le monde parlait Arabe. Tous mes potes ils parlent en Arabe entre eux et moi je voulais savoir ce qu'il en était. Pourquoi on vient d'Algérie mais on ne peut pas rentrer au bled ? Ne serait-ce que pour pouvoir donner des réponses. »*
>
> Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

Enfin, le voyage en Algérie est un tournant. Dans beaucoup de famille, il fait l'objet d'un fantasme collectif. A la fois craint et désiré, chacun s'y projette, se promet de faire le voyage pour finalement le repousser. Les récits familiaux ont autant raconté la beauté des paysages que la cruauté des évènements. Mais l'Algérie reste le lieu des origines et de cristallisation de la mémoire. Le voyage est un retour à la genèse de l'histoire. Pour les descendants de pieds-noirs ou de harkis, il brise des peurs accumulées depuis trois générations et met les fantasmes à l'épreuve du réel. Il permet de mettre des images sur des noms de lieux ou de personnes, mais aussi d'en rapporter des nouvelles pour nourrir à leur tour la discussion familiale. En brisant l'interdit ou la malédiction, la possibilité du voyage allège d'un poids. Il est une source d'apaisement mais aussi de normalisation. Dans ces voyages, les jeunes réalisent que l'Algérie est un pays comme un autre avec ses opportunités et ses problèmes. Pour les descendants d'Algériens ayant encore des liens en Algérie, le retour au village est une découverte de la famille élargie, des racines et de la culture algérienne. Le séjour permet de discuter avec le reste de la famille de choses dont on ne parle pas en France. Dans les visages des cousins et des cousines, ils reconnaissent les traits familiaux. Ils viennent en partie de là.

> *« Je voyais bien que ma grand-mère n'allait pas en Algérie. Les jeunes des familles immigrées disaient harki=traitre et ils partaient en vacances en Algérie et nous non. J'ai compris qu'on était harkis et que moi je n'irai pas,*
> *Mais je savais aussi que j'allais y aller mais sans ma mère et sans ma grand-mère, seul.*
> *Ma famille, ils flippaient grave. Ils disaient que c'était dangereux, que j'allais me faire égorger, qu'il ne fallait pas y aller. Ma tante disait « Mémé ne veut pas que tu y ailles » etc. Pour eux l'Algérie, ce n'est pas possible, j'étais un malade mental. Je n'ai pas dit quand je partais sinon ils m'auraient empêché. J'ai appelé quand j'étais là-bas*
> *Un jour, on est sélectionné pour un festival de films à Alger, Yallah j'étais super excité. Mais alors c'était tout un truc pour avoir le visa. Tu peux en faire un film : « Pourquoi tu as un nom Algérien et tu n'as pas la double nationalité ? Tu sais que tu ne vas pas lui dire que tu es petit fils de harki et que tu en as rien à carrer de sa nationalité algérienne » Je ne suis ni Algérien, ni Réunionnais, je suis Français. C'est juste que*

mes origines sont algériennes et qu'elles m'intéressent énormément. J'ai l'occaz d'aller là-bas alors file-moi ton putain de visa, je te paie tes 80 balles et tu me fous la paix, je ne vais pas te raconter ma vie. »
Ils l'ont rejetée mais je l'ai eu par piston finalement
C'était super. Par contre dans l'avion, à l'atterrissage, j'ai eu des frissons de malade, comme si une mémoire cellulaire s'enclenchait et reconnaissait sa terre. Je me suis mis à chialer, mais à chialer… Enfin, Enfin je suis en Algérie.
A la douane, j'ai eu le même problème que pour le visa : « Pourquoi tu n'as pas la double nationalité ? » Après j'ai trouvé un truc, je disais « Mais justement je reviens pour la faire » alors que non je m'en fous, mais ils me laissent tranquille.
Puis c'était le kiff, j'avais l'impression d'être chez moi alors que non. Le festival, Alger, les rues, les bâtiments, la casbah, j'allais à fond. Je voulais bouffer le pays, les bars clandestins, la teuf, les boites de nuit. J'ai rencontré une fille, elle m'a emmené au Musée de l'Indépendance sous le Monument des Martyres (rires) Le truc c'est Kim Jong-un, la Corée du Nord, la propagande, mort de rire.
Au retour, j'étais une bête de foire. Ils étaient tous en cercle à la maison. Ils posaient mille questions. « Ça va ? C'est comment là-bas ? » (rires). Depuis, j'ai un cousin qui est allé aussi. »

Amir, 35 ans, descendant de harki, acteur à Paris

*
*　*

Pour les descendants quelle que soit leur histoire familiale originelle, la famille reste la source première d'accès aux récits sur l'Algérie. Mais l'Algérie ne se raconte ni à travers des dates ni à travers les évènements ayant jalonné son histoire ou celle de la famille. L'Algérie se raconte à travers trois formes de discours : les emprunts à la mémoire collective, les anecdotes personnelles et le silence. Beaucoup de familles content plus qu'elles ne racontent, empruntant à la mémoire collective des récits calibrés à l'utilité éprouvée. Cette technique facilite la transmission de ce qui est essentiel à raconter : l'origine, l'épreuve, la perte, et la reconstruction pour ne pas enfermer les descendants dans la fatalité, tout cela en évitant, la plupart du temps, de raconter les vécus individuels et intimes aux contenus parfois douloureux ou honteux.

Mais l'Algérie se raconte aussi à travers l'expérience sensible des grands-parents. Des bribes de récits livrent un monde de sensations, d'enfance et de camaraderie. L'Algérie transparait plus qu'elle n'existe à travers des odeurs, des saveurs et la puissance du souvenir des longues soirées d'été. Mais elle s'incarne tout autant dans cette vision d'un cadavre dans la rue, ces peurs profondes car existentielles et la perte d'un être cher dont le fantôme hante les histoires familiales. Le silence est au cœur des récits familiaux. Leurs caractères lacunaires indiquent les zones enfouies. Comme leurs parents, les jeunes composent avec ces silences qu'ils apprennent à respecter. Le manque qu'ils créent pousse un certain nombre d'entre eux à les explorer pour les percer, ou à défaut d'y parvenir, à trouver d'autres réponses, ailleurs, dans l'histoire collective.

Enfin, la guerre d'Algérie est surtout connue à travers ses conséquences et ses traces. Les marques indélébiles qu'elle a laissées sur les grands-parents et la vie de famille sont toujours présentes dans l'environnement des descendants. Les jeunes sont les spectateurs de la faille de papi,

de la mélancolie de mamie, de la violence de papa, des tensions en famille et de tous ces parcours écorchés. Ils veulent les comprendre sans en hériter. Pour cela, ils doivent composer avec le travail des générations précédentes qui ont fixé les règles autorisant ou limitant la circulation de la parole sur le passé algérien. Leur travail a pu contribuer à enfouir puis bloquer toute tentative d'exploration de l'histoire familiale comme il permet parfois une ouverture, un allégement du poids du passé, et donc une transmission. Les jeunes pourront soit en reproduire les règles, soit les modifier. Dans l'un et l'autre cas, ils sont des acteurs majeurs d'une transmission possible, même si partielle, de cette histoire, leur histoire.

Chapitre 5 : Enjeux de mémoire dans la construction identitaire des jeunes

Les mémoires familiales et la mémoire collective de la guerre d'Algérie participent nécessairement de la construction identitaire des jeunes Français, surtout si leurs grands-parents ont été affectés par cette histoire. Leurs représentations du passé et de ses acteurs, ainsi que du parcours des membres de leur famille, influencent leur définition d'eux-mêmes en tant que Français, Algérien, Franco-algérien, juif ou musulman. Elles instituent un eux et un nous, même si l'histoire algérienne et ses héritages rendent cette frontière extrêmement floue. Entre appropriation et mise à distance, le rapport que les jeunes construisent et entretiennent à cette histoire détermine leur positionnement dans leur famille comme dans la société française. Peut-on concilier francité et algérianité ? Peut-on rechercher une arabité tout en étant Juif ? Faut-il en vouloir à la France ? Aux Algériens ? Aux grands-parents ? Et si oui, comment se réconcilier avec ces ensembles ? Ces questionnements tracent des chemins qu'ils arpentent pour négocier leurs identités. Certains se lancent dans de véritables quêtes de sens pour trouver leur place en France. Mais l'exploration de la dimension identitaire nous amène au-delà des cercles familiaux pour interroger la façon dont l'héritage politique de cette histoire prend place dans l'ensemble de la société française. Le racisme et l'antisémitisme sont toujours agissants et sont en partie des produits de ce passé. La permanence des préjugés est ce qu'il reste de ce passé. Les tensions identitaires sont au cœur d'un clivage bien plus politique que mémoriel.

I. La guerre d'Algérie dans la construction identitaire des jeunes descendants

Hériter de la colonisation et de la guerre d'Algérie ne laisse personne indifférent. Les jeunes sont amenés à se positionner par rapport à l'histoire familiale et collective et doivent négocier le passé en vue de leur inscription dans le présent. Cette négociation est un processus en perpétuelle recomposition et ne débouches pas toujours sur des réponses aux questions posées.

a. Pour les descendants d'Algériens : assumer la fluidité des identités

Pour les descendants d'Algériens, l'enjeu principal est de négocier une créolisation de leur francité et de leur rapport à l'Algérie[712]. Algérie et France forment deux pôles identitaires qui leur ont souvent été présentés comme distincts et parfois incompatibles. De nombreux jeunes se sont épuisés dans une navigation entre ces pôles, quand l'enjeu réside davantage dans leur fusion. Alors

[712] « *La créolisation est la mise en contact de plusieurs cultures ou au moins de plusieurs éléments de cultures distinctes, dans un endroit du monde, avec pour résultante une donnée nouvelle, totalement imprévisible par rapport à la somme ou à la simple synthèse de ces éléments.* » Glissant (É.), *Traite du tout-monde*, Paris, Gallimard, 1997, p. 37.

qu'ils sont renvoyés à des appartenances exclusives, ils cherchent à rendre compatibles leurs identités plurielles, à assumer leurs origines et leurs deux cultures. Leur histoire algérienne a fait d'eux des Français. Parce qu'ils sont Français, leur histoire algérienne les concerne et les intéresse.

Unanimement, les descendants d'Algériens prennent le temps de rappeler qu'ils sont Français. C'est une évidence sur laquelle ils insistent tant cette qualité leur a parfois été refusée. Ils sont nés en France et y ont été socialisés. Elle est leur espace culturel, social et politique. Ils disent en être fiers, vibrer pour l'équipe de France à la victoire de la Coupe du Monde de Football en 2018, voter aux élections, participer à la vie politique, culturelle et économique. Seulement dans le cas de leurs familles, la présence en France et l'acquisition de la nationalité française sont le résultat d'un processus douloureux. Les mémoires familiales disent les violences de la guerre et de la colonisation. Les parcours d'immigration sont semés d'embuches. Mais les jeunes savent faire la part des choses. La France de la guerre d'Algérie renvoie à une autre époque. Ils prennent la France comme un bloc avec ses parts d'ombres et de lumières, ses obstacles et toutes les opportunités qu'elle offre.

> *« Mon identité profonde, elle est marseillaise. Mais je suis culturellement berbère mais très marqué par l'éducation française. Je me sens et me réclame de Rimbaud, Voltaire. Je me sens héritier de ça, de la culture française. Et c'est parce que je suis Algérien que je peux dire ça. Kateb Yacine disait que la langue française est un butin de guerre. Je n'ai aucun complexe vis à vis de la francité ».*
>
> Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

Leur rapport à l'Algérie est quant à lui fonction des liens familiaux et culturels avec le pays d'origine. Dans certaines familles, ces liens sont solides et entretenus par des séjours réguliers, une maitrise de la langue et une appétence culturelle. Dans d'autres, les liens se sont distendus ou ont disparu. Mais le rapport à l'Algérie est toujours perçu comme une source de curiosité, de fierté et de richesse, cela même si cette négociation identitaire n'est pas dénuée d'inconfort. Ils sont nombreux à partager les difficultés auxquelles ils ont dû faire face, à parler de la position inconfortable d'avoir « *le cul entre deux chaises* ».

> *« J'ai grandi avec un père qui a toujours dit : « Tu n'es pas Française, tu es Algérienne. Mais je ne vais pas vous apprendre le berbère et on n'ira pas en Algérie. Repas à 19h, pinard à table, on mange du porc. Un truc paradoxal entre cette éducation et nous dire : « Oublie pas ! tu n'es pas Française ». C'était perturbant de construire mon identité vis à vis des autres. Pour moi c'était mal d'être Algérienne et a contrario je pensais : « je suis née en France, je suis Française ». Mais dès gamine, j'ai senti que c'était problématique d'avoir une couleur de peau différente, de venir du Maghreb. J'étais beaucoup dans le rejet : « Non je ne suis pas du Maghreb, je suis Française. » C'était assez violent.*
> *« Et aujourd'hui ? »*
> *Aujourd'hui, l'identité je ne la définis pas vraiment. Je me sens comme j'ai envie d'être : algérienne, marocaine, française. Je me sens zébrée avec plein d'histoires et plusieurs avenirs. »*
>
> Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France

Le dépassement de ces difficultés requiert un travail sur eux-mêmes qui s'effectue en général au moment de la stabilisation de leur vie adulte. La connaissance de la colonisation et de la guerre d'Algérie améliore leur compréhension des institutions, des rapports de domination, du racisme et de certains traits culturels. Le combat pour l'Indépendance mené par leurs grands-pères est valorisé mais contrairement aux idées reçues, il ne nourrit pas une rancœur envers la France mais au contraire renforce leur attachement aux valeurs universelles. Les jeunes assument une complémentarité entre le fait d'être enfants de la République française et de l'Indépendance algérienne.

> *« Je me sens concernée par cette histoire et ça fait partie de moi. Ça m'intéresse énormément. Ça fait surtout partie de mon identité française. Je peux comprendre énormément de choses sur le pays dans lequel je vis. Je peux être fière des résistants algériens et des résistants français. Les valeurs des résistants sont des valeurs françaises »*
>
> Nadja, 22 ans, descendante d'un militant du FLN, étudiante en Ile de France

b. Pour les descendants de harkis : refuser une nouvelle génération sacrifiée

Chez les descendants de harkis, un flou inconfortable enrobe l'expérience algérienne. Il faut en prendre la mesure. Il ne s'agit pas simplement d'une incapacité à connaitre ou à se représenter le passé. Ce flou est constitutif de leur histoire familiale et de l'identité de chacun de ses membres. Il s'est forgé dans le parcours des grands-parents mais a déteint sur les parents et sur la manière dont cette deuxième génération s'est construite[713]. Les petits-enfants ont dû vivre avec des silences, des incompréhensions, mais aussi des engueulades et *« cette manière de tout faire foirer ou que tout foire »*, comme si le calme leur était interdit. Lorsque les jeunes en prennent conscience à l'adolescence, ce flou a quelque chose de vertigineux. Tout est là, évident, devant eux, agissant mais incompris. Il peut provoquer un sentiment d'impuissance face à une trop lourde histoire. Seul un travail pour donner du sens à l'histoire collective et familiale permet de dépasser le passé. La vérité sur l'enrôlement du grand-père n'est pas le seul objectif de leur questionnement, même si elle peut en être le déclencheur. Les jeunes trouvent dans l'histoire collective les réponses expliquant le système ayant produit les harkis. Ils peuvent ensuite déconstruire pour eux-mêmes les récits stéréotypés circulant dans l'espace public autour des supplétifs, et dans lesquels ils n'avaient jamais reconnu leur grand-père.

> *« De la honte ? Je pense que oui mais ce n'était pas écrasant. En apprenant l'histoire, mon cœur allait aux combattants de l'Indépendance et j'aurais voulu penser que je pouvais être de cette lignée de là. Ce n'était pas le cas. Merde je ne suis pas du bon côté du truc (rires).*

---

[713] Pierret (R.), *Les filles et fils de harkis : entre double rejet et triple appartenance,* Paris, l'Harmattan, 2008 ; Bensekhar (M. B.), Guernou (N.), « harkis et fils de harkis : le trauma et sa transmission », *L'information psychiatrique*, 93 (2), 2017 ; Besnaci-Lancou (F.), *Les harkis : histoire, mémoire et transmission*, Ivry-sur-Seine, Editions de l'Atelier-Editions ouvrières, 2010.

Dans ma famille on raconte que mon grand-père n'a rien fait. C'est uniquement des histoires de jalousie et voisinage. C'est un récit indépassable. Et lorsque j'ai cherché, je n'ai pas voulu dépasser ça. Je ne suis pas allée aux archives. Je ne me suis pas sentie missionnée pour détruire ce récit-là. Je n'ai pas poussé car si je découvre la vérité, je ne pourrais pas la garder pour moi. Et je ne vois pas ce que ça peut produire de bien de dire à la grand-mère : « En fait XXX, il a concrètement aidé l'armée française à tuer des gens ». Je cherchais plus à comprendre l'histoire des harkis, à comprendre ce que je faisais ici, plus qu'une histoire familiale. En lisant, en faisant des rencontres, j'ai mis des visages sur le mot harki qui ne rentraient pas dans le cadre minuscule et agressif du discours politique. La question n'était plus traitres ou bienfaits de la colonisation mais une expérience douce de l'évocation du mot harki qui crée autre chose que de la tension.»

Julie, 34 ans, descendante de harki, professeure en Bretagne

Les parcours de Harkis ont eu des conséquences lourdes sur les familles : suicides, troubles psychologiques, dépressions, violences, isolement, difficultés économiques et sociales. L'enjeu pour la nouvelle génération est de ne pas hériter des nœuds qui se sont formés au fil du temps et d'arriver à transmettre un jour une histoire sans fardeau. La honte doit être transformée en fierté et en respect pour le chemin parcouru par les deux générations précédentes. Les jeunes y puisent de la force et de l'inspiration pour réussir. La réussite est d'ailleurs un impératif. Hors de question de former une nouvelle génération sacrifiée.

« Mon père en parle mais il y a trop de douleurs. Il m'en parle bien mais c'est parfois très à cœur. Il fait du rabâchage et j'ai l'impression de toujours avoir su.
Mon père m'a dit : « ne cherche pas qui tu es, n'oublie pas d'où on vient, tu te dois de réussir ». Il y a déjà eu deux générations gâchées. Ça donne de la motivation mais parfois c'est un peu trop.
Malgré tout on est en 2021. On est là. Ça va. Les harkis à l'écart c'est plus trop vrai. Ça va mieux. »

Liam, 25 ans, descendant de harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence

c. *Pour les descendants des familles juives d'Algérie : négocier l'arabité*

Pour les petits-enfants issus de familles juives d'Algérie, le manque d'explication sur l'histoire familiale et collective peut provoquer un sentiment d'inconfort. Cette histoire, méconnue ici, inconnue là-bas, donne l'impression d'une présence au monde accidentelle, comme si elle était un dommage collatéral de l'expérience coloniale. Un brouillard épais enveloppe l'histoire familiale et collective. Pourtant, qu'elle soit connue ou ignorée, elle explique la spécificité culturelle de leurs origines et les raisons de leur présence en France aujourd'hui. Contrairement à la génération des parents, les petits-enfants mettent moins cette histoire à distance. Ils se sentent capables de l'explorer pour en tirer des clefs de compréhension. Les jeunes s'intéressent à l'histoire des Juifs d'Algérie, s'investissent, veulent comprendre et parfois entretenir et transmette à leur tour cette mémoire et cette culture. L'enjeu identitaire est double : se sentir présents dans la société française et préserver les restes d'une culture judéo-arabe en voie de disparition avec la mort de leurs grands-parents. Grâce à leur investissement, celle-ci, au travers de la musique, des recettes et des coutumes

judéo-arabes trouve une place dans la culture française contemporaine.

Les jeunes négocient des identités complexes s'articulant principalement autour de trois pôles : la francité, la judaïté et l'arabité. La francité est une évidence. Plus l'histoire est maitrisée, plus cette évidence est soutenue par du sens. Le rapport à la judaïté est fonction du parcours des familles. Certaines ont entretenu une culture juive, teintée de particularismes berbères ou séfarades. Les parents ont épousé d'autres personnes juives et transmis cette culture aux enfants. La religion par contre fait très peu l'objet d'une transmission. Le processus de francisation et d'assimilation est à l'origine d'une sécularisation des familles. Il a aussi éloigné un grand nombre d'entre elles de la judaïté elle-même. Les mariages mixtes ont pu créer des ruptures, même si certains moments particuliers peuvent rappeler les petits-enfants à leurs origines.

> *« On était à un enterrement. Je m'attendais à un truc archi chiant et en fait il y avait ce petit bonhomme qui racontait des histoires de malade, des trucs complément SF sur le Golan, des trucs de ouf. Tout le monde rigolait. Puis il y a des anecdotes super marrantes : elle décède et faut la veiller et tout, mais elle décède un vendredi. Et le rabbin il arrive. On a préparé tout le truc et tout mais il ne peut pas appuyer sur le putain d'interphone. Donc il est en bas, il hurle "ouuuaaai c'est moi, ouvrez"; et quelqu'un qui répond "eh mais je ne peux pas c'est vendredi". Du coup il a fallu appeler un non-Juif (ils sont vachement utiles dans ces circonstances) "Hey c'est pour un service..." Le rabbin qui dit : "Ah putain! Celle-là, elle nous aura fait chier jusqu'au bout ! Elle n'aurait pas pu mourir un jeudi ?" Et tout le monde a ri, et ils boivent de la vodka et je trouve ça ouf. Plein de petits détails comme ça qui font que ça m'intéresse, ça me touche. »*
>
> Thomas, 32 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Paris

La relation à l'arabité est plus ambivalente. Certains jeunes la recherchent quand d'autres la mettent totalement à distance, voire la rejettent. La reconnexion à une histoire et une culture judéo-arabe est souvent ce qui motive leur questionnement et leurs démarches. Ils cherchent la spécificité de la famille. Dans un contexte de multiplication des attentats islamistes antisémites et d'importation du conflit israélo-palestinien, la proximité culturelle des Juifs d'Algérie avec les musulmans interroge. Elle peut être vue comme un outil pour construire du vivre ensemble sur cet héritage commun. Pour d'autres au contraire, l'association aux Arabes et à l'arabité est rejetée. La francisation des Juifs d'Algérie s'est traduite par un certain effacement de l'Algérie. Les tensions contemporaines entre Juifs et musulmans justifient une distance. Dans ce cas les familles et les jeunes se tiennent au plus loin des Arabes.

> *« Il y a un truc genre "Nous, les Juifs, on est Français et pas eux (les Arabes)". Ça c'est très présent chez les Juifs d'Algérie. On parlait d'Éric Zemmour, qui est le top du top. Mais ça prend beaucoup ce truc-là et c'est assez flippant.*
> *Alors que moi en tant que Juif issu d'un pays arabo-musulman, je me sens issu d'une famille qui a été colonisée, pas d'une famille qui a colonisé. Ce n'est pas la même chose dans la manière de vivre ton identité et tes engagements. Quand tu veux travailler sur la possibilité d'une lutte commune, d'une vie en commun apaisée dans une forme d'alliance contre le racisme et l'antisémitisme…c'est important ces questions.*
> *Les jeunes Juifs séfarades, franchement, ça me fait un peu peur. »*

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

d. *Pour les descendants de pieds-noirs : l'Algérie est une ouverture de l'esprit*

Pour les descendants de pieds-noirs, l'héritage familial peut s'avérer encombrant et requiert parfois quelques démarches pour ne pas porter la culpabilité de la colonisation et pour contextualiser les propos racistes des grands-parents. La mémoire collective et l'apprentissage de l'histoire, notamment dans le cadre scolaire, fournissent les clefs permettant aux jeunes de comprendre sans pour autant excuser, et de faire le tri entre ce qu'ils souhaitent retenir ou enfouir du passé. Dans cette opération, l'héritage culturel pied-noir est, la plupart du temps, perçu comme une spécificité à préserver et à transmettre. La convivialité, la solidarité et la chaleur des relations humaines sont un patrimoine que les jeunes apprécient. Les caractères méditerranéens, ainsi qu'une relative proximité avec la culture musulmane, nourrissent des discours sur l'ouverture et la tolérance que les jeunes trouvent utiles dans un contexte de tensions identitaires.

> *« C'est surtout des odeurs, des plats, des moments de partage, des façons de penser. Une culture où on met les gens à l'aise, on partage une paëlla, des vrais moments de joie et j'en suis fier car quand on voit les clivages sur les façons de penser, ben en fait tu ouvres tout simplement tes portes, tu ouvres ton frigo, tu bois un coup. Elle adore inviter ses voisins à la maison, elle cuisine, on boit des coups. L'Algérie, c'est ça : l'ouverture d'esprit, la volonté de faire la fête, de vouloir rigoler, une générosité naturelle. On est dans une logique de mixité. Moi j'adore, c'est une vraie force. La mixité entre les gens, les religions, les façons de penser. J'en tire une certaine force. J'en garde des supers souvenirs de ces moments de partage. On apprend plus qu'autre chose. »*

Léo, 31 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, commercial en Ile de France

e. *Pour les descendants de militaires engagés à l'OAS : s'inscrire dans les pas du grand-père*

L'enjeu pour les descendants de militaires engagés à l'OAS est de négocier leur inscription dans les pas d'un grand-père dont la figure est imposante. A l'adolescence, ces jeunes ont à choisir s'ils vivent cette ascendance comme un poids ou comme une force. La socialisation familiale dans un environnement homogène et marqué idéologiquement, ainsi qu'une connaissance partielle et partiale du passé, conduisent souvent les jeunes à assumer l'engagement de leur grand-père. Il est une source de fierté et de leçons de vie. L'aïeul est un modèle à suivre et offre à toute la famille un signe de distinction. La transmission du sens de l'honneur, du courage et d'un goût pour l'aventure, dessine un socle de valeurs communes. La réduction de l'engagement à sa dimension individuelle et du parcours à sa dimension intime permet aux jeunes de s'identifier à cette figure et à ses convictions sans trop de risque de compromission. Dans certains cas la filiation idéologique est totalement assumée. Les jeunes s'inscrivent volontairement dans la poursuite du combat en devenant militaires à leur tour, en militant au Rassemblement National ou à l'Action Française.

Mais cet héritage, même lorsqu'il est assumé, peut être un poids lourd à porter. La figure du grand-père est obsédante et il peut être difficile de trouver comment tracer son propre chemin, même si le choix retenu est de s'inscrire dans la même lignée.

> *« Déjà on a un point commun : la remise des Casoars (après six mois à Saint-Cyr), c'est le moment où j'ai pensé à lui. Puis son chèche qu'il avait en Algérie et que j'ai gardé, que je porte régulièrement. Là je pars en Afrique en mission, c'est le premier truc que je vais mettre dans mon sac. Ma mère l'avait avant, un chèche simple du paquetage de mon grand-père dans le désert. Il m'a été offert pour mes quinze ans en héritage pour le premier garçon de la famille. J'étais très content. Je rentrais en lycée militaire, je commençais à m'intéresser, j'étais surpris mais fier. C'était un moyen d'entrer dans le concret des choses. J'ai fait un stage dans la Légion, comme lui. J'ai testé mais ça n'a pas marché. Ça m'a aidé à prendre de la distance : Pourquoi lui c'était son truc et pas moi ?*
>
> *Moi aussi j'ai envie d'aventure. Et dans ta famille, quand il y a quelqu'un qui a vécu des trucs incroyables, la dernière guerre que l'armée française ait faite, un mec blessé au combat… C'est une fierté d'avoir quelqu'un dans la famille qui a eu une vie riche. Faut être à la hauteur, se dépasser. C'est l'exemple de la personne sans compromission. On l'a trahi et il a agi en conséquence. Il n'obéit pas au chef bêtement. On n'efface pas sa personnalité face à une autorité. Ça me sert de guide. Pas de renoncement. On ne porte pas de masque sinon il coule au visage. Il ne faut pas toujours acquiescer.*
>
> *A l'armée ce n'est pas trop un problème. Entre officiers, il y a pas mal de descendants de putschistes de la guerre d'Algérie donc ça peut créer des liens. Et le milieu de l'armée a largement dépassé ça. On ne peut pas reprocher à quelqu'un ce qu'a fait son grand-père, on a suffisamment de choses à faire à côté. »*
>
> Antoine, 29 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, militaire

Lorsque l'engagement du grand-père et la culture politique de la famille ne rentrent pas en cohérence, le parcours de l'aïeul est assurément un poids. Sa figure suscite alors un tabou qui fonctionne comme une protection pour éviter une assimilation à l'extrême-droite et le combat pour l'Algérie française. La figure du grand-père reste obsédante mais l'histoire n'est pas racontée. Dans ce cas, les jeunes peuvent faire le choix de reproduire cette mise à distance tout en renonçant aux explications ou bien d'explorer l'histoire familiale, non pas pour s'inscrire dans les pas du grand-père, mais pour percer les tabous qui ankylosent la dynamique et les relations familiales.

> *« C'est très difficile pour ma famille, surtout pour mon grand-père. XXX a eu deux enfants dont un premier avec une jeune Laotienne, Hector, mon grand-père. Et les relations entre Hector et XXX ont été très compliquées, car il ne s'en est jamais occupé.*
>
> *Le putsch c'est très compliqué. C'est un tabou dans la famille. On n'en parle très peu. On n'en parle jamais. On n'a jamais compris pourquoi il avait agi de la sorte. S'il avait été piégé. Si c'était son choix ou un coup monté. On n'a jamais parlé de cette histoire. Moi, je m'y suis intéressé, il y a deux ans. Et encore, je n'ai pas beaucoup de temps. Je ne sais pas tant de chose que ça sur cette partie de l'histoire. Mais on m'a toujours dit qu'il ne fallait pas que j'en parle, que je ne le dise pas à l'école. OAS = terrorisme. Ils ont tué des gens. Il y a un héritage de l'Algérie française dans la jeunesse actuelle. Donc, il y a peut-être des gens qui sont des descendants de victimes de l'OAS, donc je n'en ai jamais parlé. Ça a été très dur à vivre pour mon grand-père. Du jour au lendemain, tu perds ton poste, tu es sous surveillance, ce n'est pas facile à vivre avec l'opinion publique, les commentaires, retrouver du travail : « Ah tu t'appelles XXX, ah ben non on ne te prend pas. »*
>
> *Donc dans ma famille, il y a un tabou. On n'en parle jamais donc je ne pourrais pas raconter. On parle un peu plus de la prison. J'ai déjà vu la prison. On parle de la période après le putsch avec l'impact sur la*

vie d'Hector, mais de mon arrière-grand-père, non on n'en parle pas. ».

Alexandre, 28 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

II. Partir en quête

L'inconfort lié aux zones d'ombres de l'histoire familiale et aux positionnements identitaires complexes ne laisse pas les jeunes indifférents. Certains se lancent dans des quêtes pour mieux connaitre leur histoire familiale et par extension l'histoire algérienne de la France. Souvent réalisées alors que les jeunes entrent dans l'âge adulte (25 – 30 ans), elles peuvent prendre la forme de voyages, de lectures, de recherches d'archives, d'œuvres artistiques ou documentaires, ou de simples tentatives de dialogues avec les grands-parents. Elles commencent par une exploration de la mémoire familiale pour ensuite s'étendre à la mémoire collective. Les jeunes saisissent les mécanismes qui expliquent leur présence au monde. Ces démarches sont des quêtes de sens plus que de connaissances. En voici quelques exemples.

a. Raconter l'impossible

Il y a une dizaine d'année, Sophie avait 17 ans. Elle avait pour habitude de passer du temps l'été chez son grand-père en Picardie. Son papi a fait la guerre d'Algérie. Mais de cela, il n'en avait jamais parlé. Tout le monde dans la famille le savait et avait bien intégré le fait qu'il ne fallait pas le pousser. Sophie aussi avait appris à éviter le sujet. Son grand-père vieillit. Et depuis quelques mois, la maladie d'Alzheimer affecte sa mémoire et son élocution. Alors qu'un jour, ils rangent tous les deux des papiers dans une chambre de la maison familiale, il se livre. Il raconte d'un coup l'Algérie, la guerre, les Arabes, la peur, les tremblements, les amis perdus, les kilomètres parcourus. Tout cela est très fragmentaire, comme une succession de phrases inachevées, de silences suspendus et de ponctuations inanimées. Mais pour Sophie, c'est un tournant. Depuis, l'Algérie ne la quitte plus. Elle lit, elle visionne, elle apprend, désapprend, réapprend. Papi a vite été trop vieux et trop malade pour en dire plus. Il faut donc composer avec ces quelques fragments légués un soir d'été, penser ces "scènes impossibles" à raconter, aborder la guerre d'Algérie à travers ses silences. Dans ses lectures, Sophie comprend que l'histoire de son grand-père est aussi celle de deux millions de jeunes gars de vingt ans, que la guerre s'est glissée dans des milliers de greniers français. A défaut de pouvoir entendre papi, elle récolte les témoignages d'autres anciens appelés. Eux aussi lui livrent ces « scènes impossibles » à raconter tant les silences écrasent les mots. Alors Sophie les met en scène pour les théâtres et les écoles. Elle raconte l'impossible au plus grand nombre. L'Algérie devient une matière avec laquelle elle dialogue pour comprendre la France d'aujourd'hui. En associant écoles et EPAHD, elle recrée un lien entre générations. Cette quête a permis à Sophie de

mieux comprendre son grand-père, aujourd'hui décédé, et le pays dans lequel elle vit. Mais dans ces démarches, elle a surtout trouvé un métier, du sens et une exigence. Les outils qu'elle produit redonnent au collectif des occasions de dialogue entre générations et des mots pour parler de la guerre d'Algérie.

> *« Je pense qu'il y a plusieurs chemins en même temps : à la fois travailler avec les silences et les trous qu'on essaie de combler un peu. Historiquement, on a fait des recherches. On a lu des livres sur la guerre d'Algérie, d'historiens et d'historiennes, pour essayer d'être un peu plus au clair sur cette histoire-là. Mais souvent plus on faisait ça, plus on se rendait compte que c'était impossible d'avoir une vision claire de cette guerre. Et puis après, (et c'est ce qui est bien avec le théâtre), c'est qu'en fait, les silences et les trous c'est hyper puissant et beau. Donc on fait en sorte de les mettre en avant et de les montrer. On ne cherche pas à combler tous les trous et je crois que c'est aussi pour ça que je ne suis pas forcément allée redemander à mon grand-père. Je n'ai pas ressenti le besoin d'en savoir plus sur où il était, ce qu'il avait fait, parce que, ce que je trouvais touchant et beau, c'était justement le fait qu'il y a une vérité que je ne saurai jamais.*
> *Puis, j'ai l'impression que ça m'a aidé à mieux comprendre ce truc de c'est quoi être Français et Française, c'est quoi notre héritage. Et que quand même, cette guerre, elle cristallise beaucoup de problématiques qui sont encore très sensibles aujourd'hui. On se rend compte que personne n'en parle, mais que tout le monde est concerné. »*
>
> Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie

b. Investir l'espace public

Nathan est issu d'une famille juive de Constantine. Ses grands-parents n'en parlaient pas. Ils n'en parlent toujours pas. Passer de Constantine à Villeurbanne : « *ça s'est fait comme ça* ». Son père, médecin, de gauche et athée a complétement mis à distance cette origine. De l'Algérie comme de la judaïté, il n'a pas retenu grand-chose si ce n'est quelques plats. Il s'est d'ailleurs marié avec une non juive, ce que sa famille lui reproche encore. Nathan grandit dans la banlieue de Lyon. Une vie de jeune de classe moyenne française des années 1990 : Zizou, Zebda, Zelda. Les grands parents sont distants car le péché du mariage mixte n'est pas digéré. Parfois, tout de même, Nathan passe du temps chez sa grand-mère. Il l'aime. Elle semble sortie d'ailleurs avec ses yeux lumineux. Ses expressions sont drôles, ses superstitions l'amusent. Elle est pleine de soleil. Chez elle, tout est un peu différent : ce sable sur la télé, ces objets orientaux dans l'armoire et surtout on y mange des briks à l'œuf. Ça vient d'où tout cela ? Dans la famille on ne raconte rien, on ne parle jamais de l'Algérie. Mamie est la reine de l'esquive. Une question sur Constantine et elle répond une banalité sur la tomate qu'elle est en train de couper. Pourtant, Nathan ressent le besoin de savoir. Pourquoi on n'est pas Algériens ? Pourquoi mamie parle Arabe et que personne ne le sait ? Pourquoi le grand-père tient des propos racistes ? Il a bien tenté de poser des questions mais elles ne mènent nulle part, et provoquent souvent la colère du grand-père. En 2018, avec un ami, il franchit le pas : un petit film pour enregistrer sa grand-mère. Ce jour-là, tiens, elle a fait des briks. Seule devant la caméra, elle raconte. Les choses s'éclaircissent : comprendre l'ancrage dans l'orient, la peur des

Arabes, l'OAS peut-être ? Ou encore l'arrachement, l'importance d'être Juif ? Car ce qui a été perdu, c'est bien plus qu'un appartement à Constantine, c'est une civilisation millénaire aujourd'hui réduite à la vitrine du salon. Longtemps, ce film, Nathan ne l'a pas regardé. La mémoire familiale tient sur une clef USB, comme s'il se méfiait de ce qu'elle pourrait contenir. Il a longtemps cherché quoi faire de ce matériau. Faut-il le partager avec le reste de la famille, par ailleurs très demandeuse ? Faut-il le garder pour soi ? Qu'est-ce qui est si important dans cette démarche ? C'est de prendre le temps d'écouter des voix longtemps inaudibles. Alors, pour y remédier, il dessine des structures mobiles qui diffusent dans la rue des témoignages de personnes affectées par la guerre d'Algérie. Ce faisant, il fait bien plus que partager le vécu des individus, il provoque une irruption de ces mémoires dans l'espace public.

> *« J'ai l'impression qu'on vit actuellement dans une société qui est ultra désunie où chacun pense à son nombril et ne s'écoute plus. Et ce n'est pas vraiment comme ça que j'envisage la vie ensemble. J'ai voulu qu'on comprenne les vécus et les positionnements des gens. J'ai voulu créer de l'empathie. Quand tu as l'impression de t'être fait virer de chez toi par les Algériens du FLN, ben tristement, tu assimiles ça aux Algériens d'aujourd'hui (Moi, je l'ai entendu plusieurs fois). Ce travail m'a permis de…j'explique mais je n'excuse pas et je n'adhère pas à ce positionnement-là. Mais, je peux m'expliquer ce racisme vis à vis de ce qu'il a pu vivre. Pour lui, les Algériens de l'époque et les Algériens de Villeurbanne c'était les mêmes. Je pense que l'amalgame, tu le fais toute ta vie. Puis ça a été tellement dur et tellement violent que à un moment tu veux tourner la page, continuer à vivre. Mais je pense que le sentiment de racisme qui a dû surgir dans les années soixante, qui a été entretenu et amplifié, notamment par le FN, il vient vraiment de cette méconnaissance, de cette ignorance de la différence et de cette non explication de cette histoire. Qui sont ces gens qui arrivent en France ? Il faut l'expliquer à la population française. »*
>
> Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

c. « Assumer qui je suis »

Lehna, 27 ans, est une résistante. Son histoire familiale est une histoire de violences comme pour beaucoup de familles kabyles des années 40-50. Son grand-père ? Elle ne le connaît pas. Militant du FLN, il est tué par l'armée française au début de la guerre. Pas de corps, pas de sépulture, pas de mémoire, comme pour des milliers de disparus. Les bombardements, la faim, les camps de regroupement et le viol de la grand-mère : le père de Lehna, 10 ans à l'époque, a tout vu. A la fin de la guerre, il émigre en France où il tient plusieurs bars et construit une famille. Il ne parle jamais de son passé en Algérie sauf quand il boit. Le soir, bourré, il crie, il frappe et les récits des violences ressurgissent dans des bribes indéchiffrables pour une jeune adolescente de Seine-Saint-Denis. En grandissant, Lehna fuit un temps le domicile familial mais il faut néanmoins essayer de comprendre. Pourquoi est-il si triste et si violent ? D'où viennent ses angoisses ? Lehna a voulu chercher. Cette histoire vient de loin. Elle ne lui appartient pas mais elle pèse. Et ce poids, il va falloir en faire quelque chose pour éviter que ce trauma ne devienne le sien. Par chance, il y a un oncle qui parle. Elle l'enregistre. De ces récits de violence, Lehna fait de l'art, des sculptures, des performances

dans sa propre chair. Elle milite aussi, fait des recherches aux archives. Une démarche pour comprendre sans excuser. Depuis, elle peut déjeuner tranquillement avec son père et, au soir de sa vie, il s'est mis à parler un peu. Il lui raconte les petites bombes que l'on fabrique avec de la farine. Ce chemin, Lehna ne l'a pas terminé. Au-delà de son histoire familiale, il faut se confronter à une histoire collective qui est la nôtre à toutes et tous. Ce passé explique pourquoi elle est en France, pourquoi nous en sommes toutes et tous là aujourd'hui. L'identité, ce mot terrible la suit partout. Racisme, discrimination, exotisme : une française d'origine algérienne, on ne la laisse jamais tranquille. Elle porte sur son corps quelque chose qui toujours la dépasse. Algérienne, Française, musulmane : Lehna est toujours renvoyée à ce qu'elle n'est pas. Le travail de réappropriation de l'histoire familiale est un travail pour assumer la fluidité de ses identités et légitimer ses choix de vie et sa place en France.

> *« Je ne dirais pas que je me sens mieux. Mais en tout cas, j'ai commencé à entreprendre des choses pour aller mieux et aussi pour comprendre. Et ça m'a forcé justement à me documenter, à lire sur toute cette période. Donc c'est une démarche qui est hyper positive. Mais je pense que pour aller mieux, ça ne suffira pas malheureusement. Mais on a un meilleur rapport qu'avant, avec mon père. Il se confie beaucoup plus et de manière assez facile, sans que ce soit moi qui lui pose des questions. Je sens que c'est lui qui a envie d'en parler. Donc il raconte ses anecdotes, ses histoires. Sans forcer. Pas de manière solennelle ou quoi que ce soit, mais juste voilà, il va sortir telle information comme ça, dans une discussion. Depuis le moment où je lui ai demandé de me parler la guerre d'Algérie, il a su que je m'y intéressais, donc je pense qu'inconsciemment, il me donne ces informations-là. Ce qui n'est pas le cas avec mes sœurs qui n'ont pas ce genre de discussions avec mon père.*
> *Mais là où ça m'a beaucoup aidé, et je m'en suis rendu compte plus tard…Mais toutes les démarches que j'entreprends, c'est pour assumer qui je suis. On a des identités zébrées. Aujourd'hui, on est plein de cultures, d'histoires, à la fois celles de ta famille mais aussi celles des autres, à la fois celles qu'on se fabrique aujourd'hui et celles qui sont en devenir. Je trouve que tout peut se regrouper. Tout peut être une seule entité, mais à la fois aussi plusieurs identités et c'est ça qui fait notre force. »*
>
> Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France

d. Sortir de la colonie

Amir, la trentaine, vit la vie à fond sans trop se poser de question. La fête, les spectacles, les enfants, déjà trois. Comédien, metteur en scène, réalisateur : il veut ressentir et partager ce qu'il ressent. C'est aussi un milieu où l'on fait plein de rencontres. Il en est une qui le force à mettre les pieds dans le plat : un mec qui fait un film sur l'Algérie. L'Algérie ? Pourquoi pas ? Le propre des acteurs, c'est de pouvoir tout interpréter. Super film, tournée des festivals dont un en Algérie. Départ de Roissy. L'excitation est à son comble. Alors que l'avion se pose sur le tarmac de l'aéroport d'Alger, Amir est envahi par des vagues de pleurs qu'il ne s'explique pas. Il pleure toutes les larmes de son corps, « *comme si une mémoire cellulaire se réveillait* » Mais qu'est ce qui se passe ? L'Algérie, il n'y a pas photo, il a adoré. Il a tout pris, tout vécu : les journées, les nuits mais il a surtout compris quelque chose : il va falloir parler. Pourquoi, petits, étions-nous les seuls au quartier

à ne pas rentrer en Algérie ? Pourquoi on n'a jamais appris l'Arabe ? harki ? Vraiment ? Il se débrouille d'abord avec ce que la grand-mère veut bien raconter, ce que la génération d'après déforme et les connaissances que dispense l'école. Dans son cas, c'est une histoire de pont : un pont détruit par le FLN ou par l'armée française, on ne sait plus très bien. Pour l'un ou pour l'autre, il a fallu reconstruire le pont. Ce sera le péché originel qui provoque le départ de toute une famille pour la France : Rivesaltes, les usines des Vosges, les quartiers populaires et heureusement pour lui un centre-ville. Depuis quelques années, il a sorti son micro et enregistre ses proches. Il s'est rendu à Rivesaltes d'abord pour voir, puis y faire un projet de documentaire sur les mémoires de la guerre d'Algérie. Histoire familiale et histoire collective se découvrent ensemble pour sortir définitivement de la colonie.

> *« Rivesaltes, c'est une plaine, des kilomètres et des kilomètres, coincée entre des montagnes. C'est complètement arraché par les vents. La végétation, elle ne pousse pas. Il y a des cailloux. Partout, tu sens que c'est hostile. Tu sens qu'il y a beaucoup de vent, que c'est aride. Imagine toi l'hiver là-bas. Ça devait être l'enfer. On voit les baraquements. Vu comme c'est fait, tu sens que ça n'a pas été construit pour faire plaisir aux gens. Pourquoi on les a mis là ? Si ça n'avait pas été des Arabes ? Ces gens-là, les harkis, ils n'avaient plus rien. On leur a enlevé leur dignité. Et depuis, on a continué à les infantiliser. Comme si on n'était jamais sorti de cette logique. Et personnellement, comment ils ont fait pour la reconstruire cette dignité, en tant qu'êtres humains ? Comme si on leur avait enlevé leur âme. Depuis, ils déambulent dans leurs vies comme je ne sais quoi, mais juste, ils déambulent et ils finissent leur vie. Et c'est fini, c'est à dire que ces gens-là, ils n'ont même pas, ne serait-ce que dix minutes dans leur vie, soufflé. C'est vraiment des gens abandonnés qui se cherchent et qui se cherchent, et je sais qu'ils ne se trouveront jamais.*
>
> *Et tu sens les conséquences surtout en termes de construction familiale. Il n'y a pas eu de vraie construction familiale parce qu'il y avait déjà trop de douleurs à gérer. Comme si du coup, cette histoire-là, elle avait débordé sur plusieurs générations et qu'elle rendait la reconstruction familiale impossible ou alors difficile. Des névroses, parce qu'il n'y a pas un socle psychologie stable à la base. Et c'est les trucs qui continuent qui continuent. Après nous, tu vois, nous ça va mieux. C'est d'en parler. Pour stopper ce processus-là, faut enfin parler. Et là, c'est ce que j'entreprends en ce moment. Libérer la parole. Ma grand-mère qu'elle m'en parle, qu'elle puisse être libre, tout simplement. Et donc j'en parle aussi. Et de manière globale, on essaie de comprendre pourquoi ? Pourquoi on les a traités comme ça ? Ça, c'est des questions très importantes auxquelles il faut répondre. Pour la construction de soi. Eux, ils se les posent même plus ces questions-là parce qu'il n'y a pas eu cet accompagnement, les cours d'histoire que nous on a eu. Ma génération, ça va mieux parce qu'on essaie de se dépoussiérer de toutes ces problématiques. On va chercher plus loin. On peut aller creuser même si ça crée des conflits. Et on est prêt à les affronter les conflits parce qu'on a les armes pour. Mais eux, ils n'ont pas les armes parce qu'ils vont toujours avoir peur de brusquer quelqu'un. Par exemple, ma grand-mère, elle ne va jamais chercher un papier à la Mairie. Si à la Mairie, ils ne lui donnent pas le papier, elle va laisser le truc moisir, parce qu'elle ne veut pas faire de bruit. Et c'est ça qui a été transmis aux enfants. Et nous, on n'a plu, on n'a pas ça. Nous, on est prêts à s'affronter parce qu'on connaît le fonctionnement de la République, etcetera. Donc on n'a pas peur, on y va. C'est un peu comme si, eux, ils vivaient encore dans la colonie alors que notre génération a pu s'en affranchir. C'est ça. On est capable surtout de la dénoncer maintenant. Et de savoir quelles sont les conséquences de la colonie. Et d'en parler. »*

Amir, 35 ans, descendant de harki, acteur à Paris

e. Tenir le fil

Emilie, 28 ans est journaliste, issue d'une famille pied-noire, disons très pied-noire. Dans cette famille, l'Algérie et ses souvenirs ont été quelque peu envahissants. Le grand-père cultive la nostalgie de la terre perdue, la culture et la cuisine du pays. La bibliothèque déborde de bouquins. Parfois, les propos racistes fusent. Ils sont insupportables. Une atmosphère étouffante qu'Emilie a voulu fuir avant de revenir. Mais pour y revenir, il fallait une rupture. Partir de France, vivre l'exil à son tour en Argentine, puis en Espagne pour sentir le chemin parcouru par les grands-parents. Dans cette famille, on fait beaucoup de bruits mais finalement on parle peu. Derrière papi, il y a surtout mamie que l'on n'entend jamais. Pourtant son cœur pleure la perte d'une sœur, Aline, tuée par le FLN. Sa boîte à bijoux et sa chaîne présentant un A ont été soigneusement transmises à Emilie. Aujourd'hui, la maladie d'Alzheimer rend l'accès aux souvenirs compliqué. La grand-mère raconte systématiquement l'Algérie. Alors, il faut faire vite : lire, apprendre, comprendre et à son tour sortir le micro pour enregistrer. Ces enregistrements sont l'occasion de retenir sa grand-mère. Alors que l'Algérie fut à l'origine d'une rupture, elle est aujourd'hui devenue un fil qui la relie à ses grands-parents. Ce travail rend possible le simple plaisir d'un moment partagé avec eux et permet à Emilie de s'approprier cette histoire et de légitimer sa place dans la famille.

> *« Moi, j'ai fait ce travail d'interroger ma grand-mère pour me rapprocher d'elle à un moment où, de fait, la maladie m'en éloignait. Et dans ces témoignages, on partage quelque chose. J'ai eu envie de le faire avec un sentiment d'urgence en me disant « il faut absolument rattraper cette mémoire avant qu'elle ne s'efface ». Au-delà de ça, c'est plus intime, c'est de rester en lien avec elle. Je pense que nous, les jeunes, on a cette option, ce n'est pas un devoir mais une option. On a la possibilité de les interroger sur ce temps-là qu'ils ont vécu, qu'ils ont certainement transportés toute leur vie avec eux. Qu'ils nous ont transmis, ces cicatrices dont nous même avons héritées. Et moi, j'ai utilisé l'Algérie comme un billet. En fait, je m'intéresse à son histoire algérienne, mais surtout, je m'intéresse à elle. Et je veux lui montrer que je suis encore là, à ses côtés. Et donc j'ai pris le fil là où je pouvais le prendre. Elle parlait de l'Algérie avec sa maladie. Elle était toujours dans ce temps antérieur de l'Algérie, j'ai chopé l'occasion. Je me suis dit, parfait, on va parler de ça ensemble. Avec ce sentiment d'urgence, oui. En fait, je regrette de ne pas l'avoir interrogée avant. Maintenant, je l'interroge et elle a Alzheimer, je n'ai pas envie de la forcer non plus à parler de ça. Et Je regrette de ne pas avoir été là. C'est ce qui est le plus dur dans l'expatriation. C'était loin, très loin. Et j'avais l'impression de les léser, de ne pas faire attention à eux, à ma famille, à mes grands-parents et quand j'ai su qu'elle avait Alzheimer, j'ai eu envie de rentrer à Marseille.*
> *Et tu sais ce qu'ils m'ont offert mes grands-parents quand je suis partie à l'étranger ? Une valise. Si ce n'est pas un cadeau de pied-noir ça ? (rires)»*
>
> Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, journaliste à Marseille

f. Dépolitiser la mémoire

Alexandre a 33 ans et il adore voyager. A la maison, la famille est lestée par beaucoup de secrets. Son grand-père est issu d'une union illégitime, mais pas n'importe laquelle. Il est le fils d'un grand militaire, engagé à l'OAS et d'une laotienne. Cela, Alexandre le sait depuis qu'il est petit mais, en

famille, on n'en parle pas, on n'en a jamais parlé. Surtout, il ne le raconte à personne. Il vaut mieux apprendre à se construire par soi-même, loin de l'ombre portée par cet ancêtre. La trentaine approchant, il se demande tout de même, ce que sont ces silences ? Qui est cette figure ? Alors Alexandre fait ce qu'il sait faire de mieux : voyager, prendre la route, celle de son aïeul en Indochine, aller sur les lieux où ce celui-ci avait rencontré la mère de son fils. Sur place, Alexandre reconnecte avec sa famille laotienne. Il éclaire peu à peu la figure mystérieuse du militaire. Il s'intéresse davantage à l'aventurier qu'au félon. Mais de son parcours en Algérie française et à l'OAS, il ne sait finalement pas grand-chose. Le militaire reste un mystère qu'Alexandre entretient tout en le perçant. La confrontation à la vérité se fait petit à petit. L'important pour se construire, ce sont peut-être les questions plus que les réponses. Alexandre veut avant tout rompre avec le tabou familial entourant cette histoire. Sur son chemin, il rencontre des associations nationalistes dédiées à la mémoire de son aïeul. Il intègre même le bureau de l'une d'entre-elles. Il fréquente les anciens compagnons de l'OAS et l'extrême-droite française à l'occasion d'évènements commémoratifs où il prend la parole pour tenter de dépolitiser la mémoire de son ancêtre. Il n'est pas très à l'aise au milieu de ces portes drapeaux. Parfois, il se demande ce qu'il fait là. Le 22 juin dernier, il s'est rendu à Vichy pour une cérémonie organisée par un ancien du petit Clamart. Ce jour-là, Alexandre a mis un beau costume dont la coupe cigarette et la couleur bleue école de commerce tranchent avec les habits militaires et les pantalons à pince des autres participants. Le soleil de juin menace d'insolation les convives septuagénaires et inonde l'entrée du cimetière. Les portes drapeaux et bérets verts peinent à se mettre en ordre. Les anciens ont ressorti les décorations et les gants blancs. Les légionnaires devant, les pieds-noirs derrière. L'organisateur est intransigeant sur le protocole. Chacun porte une couronne de fleurs, même si elles sont lourdes. Ils sont secondés de leurs femmes leur passant régulièrement un mouchoir en tissu pour éponger leur front. Cette chaleur n'est rien comparée à ce qu'ils ont vécu en Algérie. Ce petit cortège des derniers combattants de l'Algérie française se met en marche. La tombe du militaire est dans une allée sur la gauche, son casque de combattant de la première guerre mondiale pour tout ornement. Un curé bénit la tombe. Les pieds-noirs remercient celui qui tenta de les sauver. L'organisateur vante le défenseur de l'Empire et met en garde contre l'islamisation de la France, conséquence directe de la perte de l'Algérie. Vient le tour d'Alexandre. Sa gêne contraste avec l'aisance des autres orateurs. Il sort ses notes. Son discours se veut factuel, historique. Pas de politique. Il parle surtout de l'Indochine et de la passion de son aïeul pour la culture laotienne. Les autres participants étaient plutôt venus pour l'Algérie et la poursuite du combat, mais pourquoi pas. Ils l'encouragent, c'est tout de même son descendant direct, puis il est jeune. Ça change des autres années. Le chant des Africains à pleins poumons envahit l'allée du cimetière. On cherche l'ombre pour se saluer et se donner rendez-vous l'année

prochaine. Au passage, le journaliste de Rivarol veut bien indiquer à qui veut, la tombe de Robert Faurisson.

> *« Ce qui m'a marqué quand même, c'est qu'il y a de l'émotion. Et ça pose question. Il y a quelque chose qui a été mal vécu. Ça a dû être vraiment une période douloureuse parce que la manière dont ils en parlent, il y a une frustration. Enfin, j'ai besoin de creuser un peu le sujet. Après faire des rapprochements avec ce qui se passe maintenant, ce n'est pas possible. Non non Je ne suis pas d'accord. Quand on les écoute, on a l'impression que tout va s'écrouler, que c'est la décadence. J'ai du mal avec ces discours-là. Ils n'acceptent pas que des musulmans rentrent dans des postes, aient des positions un peu élevées ou dans la politique et dans les entreprises. Ils sont encore dans le temps des colonies, j'ai l'impression.*
> *Moi, j'y vais car je cherche des témoignages quand même, parce que je trouve intéressant de discuter avec les gens de la manière dont ils ont vécu ces périodes-là, puis d'entendre leur façon de penser.*
> *J'ai besoin de voir ce qui gravite un peu autour de la mémoire de mon arrière-grand-père, puisque c'est de ma famille dont on parle finalement. J'ai besoin de voir ce qui se dit, ce qui se fait. Finalement, je suis quand même content de découvrir ces choses-là. Enfin, même si elles ne répondent pas forcément à mes orientations et à ma façon de penser. Mais voilà, j'ai besoin de savoir ces choses. Et peut-être même d'en parler avec la famille, leur dire ce qui se dit quand même. Mon arrière-grand-père ne peut pas servir de messager à ces idées-là.*
> *Alors j'ai fait un discours cette année. C'est vrai que je n'avais pas forcément en tête d'en faire un. Et finalement, j'ai accepté, je me suis dit bon je ne sais pas trop ce que je vais raconter. Est-ce que j'ai vraiment la légitimité pour le faire ? Finalement, c'est bien que je le fasse parce que je peux éviter un discours politisé et très marqué. Et je m'attendais à la teneur des discours, je ne me suis pas trompé. J'ai voulu le rendre très factuel, très historique, expliquer brièvement la carrière de mon arrière-grand-père, ses décorations militaires, les périodes de l'Indochine, au Laos, parce que ce sont mes origines et j'y tenais particulièrement. J'ai voulu rester très factuel et pas faire de lien avec la société actuelle. C'est important de transmettre cette histoire, toutes ces histoires aux jeunes générations. Le sujet de la transmission et de l'éducation, il est primordial. »*
>
> Alexandre, 28 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

g. *Les chemins de traverses*

Les démarches entamées par les jeunes peuvent parfois prendre des formes détournées tant les chemins ne sont pas tracés, tant les balises s'avèrent être peu lisibles. Beaucoup de jeunes cherchent une reconnexion à l'Algérie en passant par une triangulation. La confrontation directe à l'histoire algérienne étant parfois impossible ou trop brutale, ils empruntent d'autres voies pour s'en rapprocher. A défaut de pouvoir aller en Algérie et développer un lien culturel avec ce pays, les jeunes peuvent se tourner vers d'autres pays du Maghreb où ils peuvent retrouver une proximité culturelle et une aisance de la relation leur permettant de lever le blocage que représente pour eux l'Algérie.

> *« L'Algérie, je m'en foutais un peu, car à la maison les propos qui suivaient me donnait pas envie de l'explorer. Ce n'était pas dans mon champ des possibles. C'était hostile et sans intérêt. Je suis allée au Maroc, juste à côté. J'y ai vécu un an. J'ai toujours eu une attirance pour le Maghreb à cause de mon histoire familiale. Ça fait partie de moi, je me sens très connectée au monde arabo-musulman alors que tout aurait dû me dissocier de cela. Au Maroc, je me sentais chez moi, dans mon élément. J'ai eu un copain Marocain pendant des années. La musique arabe ça me fait vibrer. La nourriture, les échanges…*
> *En travaillant, en creusant cette histoire, j'ai compris ça. Avant je ne creusais pas car ma grand-mère était*

plutôt raciste. On est dans une opposition idéologique sur ces questions qui ont fait qu'on arrête vite les discussions, sinon ça tourne mal. Ça a freiné mes recherches, ma volonté d'échanger avec elle sur l'Algérie. Maintenant je comprends comment cette histoire peut encore avoir une influence sur la France d'aujourd'hui, mais aussi sur ma vie personnelle, mes choix professionnels. C'est ce qui a fait que je suis militante contre le racisme. C'est la guerre d'Algérie qui a fait que ma grand-mère n'a pas de regards critique, est facho dans ses réflexions. Et je me suis construite en opposition à cela. Le lien est extrêmement puissant. »

Judith, 31 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, à la recherche d'un emploi en Ile de France

D'autres jeunes, principalement étudiants, passent par les Etats-Unis ou le Royaume-Uni. Dans les universités de ces pays, ils accèdent à une littérature et à des concepts qui leur permettent de découvrir et de penser l'histoire algérienne de la France. Ils lisent Franz Fanon, visionnent *La Bataille d'Alger* pour la première fois, travaillent sur le système colonial. Armés de ces outils, ils arrivent à aborder leur histoire familiale et l'histoire de l'Algérie. Quelques descendants de pieds-noirs et de Juifs d'Algérie ont également vécu en Amérique Latine. Ces expériences leur ont permis de ressentir l'exil mais aussi de vivre dans des sociétés postcoloniales où descendants d'Européens et d'autochtones participent aujourd'hui à la vie politique, sociale et économique du pays, une expérience qui a du reste échoué en Algérie.

Beaucoup de jeunes d'origine algérienne ou descendants de pieds-noirs, entament des démarches pour apprendre la langue arabe ou mieux connaitre l'Islam. Ils ignorent souvent la diversité et les spécificités culturelles de l'Algérie. La société française offre peu d'occasions pour explorer l'algérianité, apprendre le dialecte et comprendre l'Islam algérien. Pensant bien faire, les jeunes se tournent vers des piliers plus traditionnels d'une identité fantasmée : l'Arabe littéraire ou l'Islam égyptien. Ils découvrent bien tard que ces traits culturels sont éloignés de l'espace algérien et qu'ils ne leur seront d'aucune utilité dans leur quête des origines.

« Après j'ai voulu apprendre l'Arabe donc je m'installe à Tunis et je me rends compte qu'on peut aller en taxi en Algérie. Donc en 2016, je prends un taxi et j'y vais dans la perspective de trouver un sujet de thèse, autour de la danse. Donc je vais en Algérie pour ça, excuse parfaite. Là je vais en Kabylie, Annaba et Alger. Et c'est là que je me suis dit je vais chercher la clinique où travaillait mon grand-père. C'était logique d'aller voir. Mais c'était too much. C'était dur, ça s'est très mal passé ce voyage en Algérie. J'étais une femme seule donc c'était lourd, les mecs en termes de harcèlement de rue, ils sont au top du top. C'était hardcore. Puis au final, ils ne parlent pas l'Arabe que j'avais appris. J'ai pu me rendre compte à quel point c'était différent du Maroc et de la Tunisie.

Virginie, 34 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, étudiante à l'étranger

Enfin, certains jeunes recherchent des formes de reconnexion, voire de réparation, dans leurs propres parcours. Leurs engagements, leurs métiers, leurs relations amoureuses ou amicales sont guidées par une volonté de construire des ponts entre les deux rives de la Méditerranée. Judith s'est engagée contre le racisme, Virginie travaille sur la danse pour rapprocher la France du Maghreb,

Sophie met en scène des récits d'appelés. Nadja a créé un compte sur un réseau social pour diffuser des témoignages sur la guerre d'Algérie. Pour Amir, Lehna, Emilie, Marouane, Emmanuel et Nathan, l'Algérie et ses mémoires sont un matériau qu'ils travaillent dans leurs métiers ou dans leurs loisirs. L'Algérie s'impose à eux et se reflète dans leurs choix. Elle intègre leur quotidien et fait partie de ce qu'ils sont aujourd'hui. Ils se construisent et s'affirment en découvrant et en apprivoisant cette histoire.

Ces quêtes sont souvent une source d'apaisement. Plus éclairés, les jeunes se sentent plus présents, plus confiants et plus ancrés dans la vie. Ils peuvent avancer. Les récits familiaux, leurs propres démarches et ce que la société française a à offrir pour les aider à appréhender cette histoire, se conjuguent pour faire d'eux, non pas la génération du ressassement, mais celle du dépassement.

III. Racisme et antisémitisme : quand l'histoire déborde

Le racisme, l'antisémitisme et les discriminations restent des expériences qui pèsent sur la construction identitaire des jeunes et continuent d'endommager leur rapport au monde. Ces expériences du préjugé et du rejet sont, pour certains jeunes descendants, une manifestation majeure de l'histoire algérienne de la France. La colonisation et la guerre d'Algérie ont produit des mécanismes d'identification et des stéréotypes qui agissent toujours sur les individus et la société française. La société coloniale reposait sur une organisation communautaire d'identification ethnoreligieuse, dans laquelle les critères de discrimination administratifs fonctionnaient comme des critères raciaux, distinguant des communautés clairement identifiées : européenne, juive, musulmane. Ce système était soutenu par la production de représentations stéréotypées des populations qui justifiaient les inégalités et le traitement discriminatoire. Ces stéréotypes sont multiples, polymorphes et évolutifs. Ils varient en fonction des époques et des situations. Ils ont, par exemple, produit des représentations des jeunes hommes arabes comme fourbes, voleurs, arriérés, prédateurs sexuels ou lascifs. Le déséquilibre démographique entre colons et colonisés installait une menace diffuse de submersion des Européens par les masses indigènes. La guerre a ensuite produit des images d'un ennemi informe, omniprésent et violent. Ces stéréotypes associant les Algériens à l'insécurité, les Juifs à la malice ou dans un autre registre les harkis à la trahison ne se sont pas évaporés en 1962, au contraire. L'arrivée en métropole des populations marquées par la société coloniale a entrainé leur plus grande circulation. Ces images sont toujours agissantes. Cette réalité entraîne des conséquences en matière de discriminations envers ces populations sur lesquelles pèsent des préjugés.

a. *Des vies entravées par les préjugés*

En France en 2020, 23% des jeunes Français confient avoir déjà été victimes d'une discrimination raciale (en fonction de leur origine, de leur religion, de leur couleur de peau ou de leur nationalité). Les jeunes d'origine algérienne sont particulièrement exposés. Près de 60% d'entre eux affirment avoir déjà été victimes d'une discrimination raciale. Pour eux, l'accès à un logement, à un emploi ou un loisir est parfois entravé par le seul fait d'avoir une origine arabe ou berbère et de faire l'objet de stéréotypes négatifs à leur endroit. Plus de la moitié des jeunes descendants de familles juives d'Algérie (52%) affirme avoir déjà été discriminés en fonction de leur origine tout comme 63% des jeunes descendants de harkis. Les jeunes se déclarant musulmans sont quant à eux 60% à déclarer avoir déjà été discriminés en fonction de leur religion[714].

Tableau 8 : Expérience d'une discrimination

	Origines	**Quartier ou lieu de vie**	**Religion**	**Couleur de peau**	**Nationalité**
Ensemble	**23**	**22**	**20**	**20**	**19**
Origines algériennes					
A ses deux parents algériens	63	60	61	57	61
A au moins un de ses deux parents algériens	58	56	58	52	57
Liens familiaux					
… un militant de l'indépendance	31	32	35	30	22
… un ancien soldat	15	18	13	13	12
… un pied-noir	24	24	24	20	19
… un Juif d'Algérie	52	48	52	44	50
… un militant de l'OAS	61	59	68	61	60
… un Harki	63	62	58	53	62
Religion					
Total Chrétiens	14	13	12	12	12
Musulmans	50	31	60	26	20
Sans religion	11	13	5	11	8

Ces chiffres sont importants. Les jeunes héritiers de l'histoire algérienne de la France ont entre trois et six fois plus de chances que les autres jeunes Français de subir des formes de discrimination. Ils sont Français et ont été socialisés en France. Mais qu'ils le veuillent ou non, ils sont ramenés à cette histoire par leur origine, leur nom ou encore leur couleur de peau. Le regard extérieur et le traitement discriminatoire dont ils font encore l'objet leur rappellent qu'ils ne sont pas des Français comme les autres et contrecarrent la promesse d'égalité de notre modèle républicain. En plus des préjugés les associant à l'insécurité, à la paresse ou à la fourberie, ils font l'objet d'un soupçon

[714] Des observations confirmées par la recherche, les associations et les institutions travaillant sur les discriminations dont certains résultats sont rassemblés dans : Ferhat (I.), Potier (F.), *Des discriminations sous-estimées ?: Les musulmans en France*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2020.

d'infidélité. Leur sentiment d'appartenance à la Nation est mis en doute et leur allégeance à la France est régulièrement questionnée par les commentateurs de la vie publique et par certaines personnalités politiques. Ces représentations influencent les comportements de leurs compatriotes et des fonctionnaires qu'ils sont amenés à croiser. Tous les jeunes descendants d'Algériens rencontrés dans le cadre de cette étude avaient une anecdote à partager à propos d'un policier, d'un professeur, ou de commentaires auxquels ils ont été exposés dans un supermarché ou un restaurant. Les contrôles au faciès sont particulièrement pointés du doigt. En 2016, une enquête du Défenseur des Droits démontrait que les jeunes perçus comme noirs ou arabes avaient une probabilité vingt fois supérieure aux autres jeunes d'être contrôlés par la police[715]. Le fait que les jeunes hommes identifiés comme arabes soient plus aisément perçus comme une menace à l'ordre public, et fassent l'objet de contrôles policiers plus fréquents, affecte non seulement les rapports entre les jeunes et la police mais menace l'exemplarité des institutions républicaines auxquelles les jeunes sont dans leur grande majorité attachés.

> *« Le contrôle au faciès, c'est indéniable. Une fouille aléatoire c'est pour moi. Les aéroports c'est automatique. J'ai un nom arabe. J'ai une tête d'Arabe. Je suis jeune. J'ai le profil parfait du terroriste. Dans la rue, c'est comme une piqure de rappel...ça me rappelle mes origines algériennes. Quand ça arrive, ça fait mal, je suis quelqu'un de tellement patriotique. Je kiffe tellement la France, ça me rend fou qu'on me contrôle juste à la gueule. Heureusement je me dis : il ne faut pas généraliser, le pays n'est pas raciste etc. mais ce n'est pas normal que ça arrive. »*
>
> Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de harki, ingénieur à Paris

Parce qu'ils sont d'origines algériennes, les jeunes descendants de harkis subissent également le racisme qui est un fil rouge dans leur histoire familiale. Il explique en quoi leurs grands-parents, et aussi parfois leurs parents, ont été traités différemment en tant que musulmans dans la société coloniale, en tant que supplétif pendant la guerre, en tant qu'Algériens lors du rapatriement, en tant qu'Arabes dans la société française. Ces expériences s'articulent avec les insultes en trahison qui traversent les générations. Chez les descendants de harkis, notamment, le poids d'un continuum historique et générationnel est fortement ressenti. Pour la troisième génération de descendants d'Algériens, l'enjeu est de rompre ce cycle et de retrouver une autonomie notamment par la voie d'une reconnaissance et de la lutte contre le racisme.

> *« Il y a un manque de reconnaissance. Pourquoi la France a traité les harkis comme ça ? C'est le racisme. Ils en ont eu besoin pendant la guerre puis ils les ont laissés comme ça. Est-ce qu'ils ont été traités comme des humains ? des gens ? des Français ?*
> *Je suis fière de mon grand-père, de ses choix. Il avait sûrement une raison, ce n'était pas pour rien.*
> *Je suis énervée contre la France et je le suis encore. Mon grand-père n'est plus là donc même s'il y a la*

[715] L'étude est accessible ici : https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/etudes-et-recherches/2020/06/inegalites-dacces-aux-droits-et-discriminations-en-france. Sur la réalité et l'ampleur des discriminations raciales en France, se rapporter aux publications des chercheurs du TEPP – CNRS http://www.tepp.eu/

reconnaissance, c'est trop tard. J'ai une tante qui se bouge pour la reconnaissance des harkis depuis quatre, cinq ans. Il y a eu une évolution ? Non, rien. Donc je serai toujours en colère contre la France qui n'a rien fait pour que les harkis viennent, s'intègrent. Ils étaient dans les camps, entre eux. Les gens après ils sont racistes : on nous laisse entre nous : ma génération, celle de ma mère, celle de mon grand-père. Maintenant on est communautaristes, on reste entre nous. Eux c'était les premiers à dire que c'était des Français mais ils se faisaient traiter de bougnoules. Ce sera toujours comme ça. On aurait dû être mélangés. Aujourd'hui, ce n'est pas vraiment mieux, dans mon entourage, il n'y a pas de Français, on n'est toujours pas mélangés. Je ne sais pas si un jour on le sera. C'est lié au racisme. Le racisme suffit pour catégoriser. Maintenant c'est indirect : à l'école ou récemment dans mon magasin. Je suis la seule Arabe et c'est moi qu'on engueule. On sait. Même s'ils veulent nous montrer que non. On sait que c'est la mauvaise image de la communauté maghrébine. C'est indirect, jamais direct comme à l'époque "Bougnoule, rentre dans ton pays. " Nous, c'est plus subtil comme dans les regards ou les refus de dire bonjour. »

Sirine, 21 ans, descendante de harki, intérimaire dans la Marne

La réalité du racisme peut endommager le rapport des jeunes à la société française, entachant leur confiance dans les institutions et leur entourage. Chez Sarah, infirmière, l'abandon des harkis par la France en 1962 est mis en parallèle avec sa difficulté à s'engager dans la lutte contre le virus de la Covid-19 en 2021. L'ingratitude de la France et l'expérience du racisme conditionnent son rapport au monde.

« J'ai eu un gros accrochage téléphonique avec ma tante paternelle. Elle est très bleu blanc rouge. Elle a du courage, de la force. C'est un modèle, j'ai vécu chez elle. Mais elle est profondément Française, les valeurs de la République et tout. On est complétement différentes. Par exemple, moi je suis infirmière et là c'est le coronavirus et moi je n'ai pas pu, j'ai prolongé mon congé et mon arrêt de maladie pour ne pas y retourner. Je ne veux pas aller au front. Ma cousine (la fille de cette tante) au contraire elle est volontaire dans une maison de retraite. Moi je ne le ferai jamais. Je ne ferai jamais la même erreur que mes grands-parents (harkis). Je ne me sacrifierai jamais pour ce pays.
Ma tante a pété un câble. C'était des propos inaudibles pour elle. Elle me disait : « Rends ta carte d'identité, pars de ce pays. »
Mais jamais jamais, j'en ai la certitude, que je n'aurais jamais de reconnaissance quoi qu'on fasse, on ne sera jamais français à 100%. Je suis en France et je ne l'ai pas choisi. La France je ne lui dois rien. Tout ce que j'ai c'est le fruit du travail de mes grands-pères ou le mien. C'est la France qui nous doit quelque-chose. On a beau s'intégrer on restera d'abord des musulmans avant d'être des Français. On ne nous intégrera jamais. J'en ai vu des belles car dans le fond y a toujours ce sentiment de supériorité de race blanche même chez des amis. J'ai été tellement déçue. »

Sarah 28 ans, descendante de harki, infirmière dans le Vaucluse

b. L'inquiétude face à l'antisémitisme

Les jeunes issus de familles juives partagent leur inquiétude quant à la recrudescence des actes antisémites. Tous ont des histoires d'agression ou d'humiliation à raconter. Ils subissent l'antisémitisme traditionnel mais déplorent aussi l'apparente dégradation des relations entre Juifs et musulmans qui polarise et rigidifie les appartenances. Cette relation serait minée par une histoire coloniale non traitée et l'importation du conflit israélo-palestinien. Les Français issus de familles juives et musulmanes d'Afrique du Nord ont en commun une histoire de proximité et de distance.

Cette histoire est méconnue et peu racontée. Elle éclaire pourtant les mécanismes qui expliquent la sortie des Juifs du statut de *dhimmi*, de l'Indigénat puis de l'Afrique du Nord. La francisation des Juifs d'Algérie a transformé une relation inégale de proximité en une relation inégale de séparation. Cette histoire peu conscientisée peut entretenir des incompréhensions, des sentiments de trahison et de revanche. Elle explique en partie l'antisémitisme populaire dans une frange de la culture arabo-musulmane, comme la crainte et le mépris de certains Juifs pour les musulmans. Dans les années 1960, l'Afrique du Nord se vide de ses Juifs. Immigrés algériens et Juifs d'Algérie sont nombreux à se retrouver en France. Leurs descendants partagent parfois les mêmes écoles et les mêmes quartiers populaires sans que jamais cette histoire de « proximité distante » ne soit enseignée et comprise. En lieu et place du traitement de ce passé, le conflit israélo-palestinien occupe l'espace des discussions et affecte les relations communautaires. Il serait un substitut pour parler de ce dont on ne parle pas. Pour les jeunes, la relation entre Juifs et musulmans interroge autant qu'elle inquiète. La confrontation à l'antisémitisme renvoie les descendants de Juifs à une identité figée, séparée des autres Français. Un « *fait pas ton Juif* », des commentaires sur Israël et l'assassinat d'Ilan Halimi renvoient les jeunes à leur origine et installent un sentiment d'insécurité. Ils se posent des questions sur ce qui explique cette spécificité. Mais l'histoire commune avec les musulmans est aussi perçue comme une solution et une ressource sur laquelle compter pour reconstruire des liens.

> *« Dans ma tête, ma mère est née au Maroc, mon père en Algérie, je suis un Arabe, je fais partie des Arabes et je suis Algérien et Marocain. J'ai compris qu'il y avait un truc un peu chelou car personne ne faisait sa barmitsva à part moi, et quand Ilan Halimi a été assassiné, ben c'était ça être Juif…Là où j'ai grandi j'étais le seul Juif mais venir du Maroc ou d'Algérie ça voulait dire « J'en suis aussi, comme vous, j'ai cette histoire commune ». Puis il y a eu les années 2000, avec la seconde Intifada et l'antisémitisme et moi je disais : « mais non regarde ma famille vient d'Alger, j'ai la même culture que toi"*
> *Dans les relations entre Juifs et Arabes, il y a quelque chose qui se rejoue de l'histoire non achevée au Maghreb ou trop vite achevée ou pas travaillée, pas expliquée, pas relayée. Comme une passion avec ses tensions et son vivre ensemble. Lutter pour que Juifs et Arabes soient reliés, ça participerait à reprendre le cours d'une histoire mise en parenthèse, qui aujourd'hui donne des choses glauques. Que mes grands-parents aient de plus en plus des expressions en Arabe qui reviennent, surtout des insultes, et malgré tout qu'ils soient si loin de l'Algérie, que ça soit si difficile d'en parler, il y a un truc vertigineux.*
> *Puis tu prends en compte que l'antisémitisme a tué en France et malheureusement ce sont des personnes issues de l'immigration maghrébine qui ont tué des personnes juives. Quelque part Mohamed Merah et Ilan Halimi, ils auraient pu être voisins au Maroc, en Algérie, en Tunisie.*
> *« Et pas en France ? »*
> *« Si en France aussi (souffle). Mais chez le colon. Ce n'est vraiment pas une relation à deux mais une relation à trois avec la France. Elle a façonné les liens entre Juifs et Arabes. C'est impossible de comprendre notre histoire sans ça. Quand je vois des intellectuels juifs issus du monde arabe qui deviennent aussi virulent vis-à-vis des Arabes et qui font une allégeance ultime et perpétuelle à la France, pour moi c'est lourd, c'est violent, c'est un héritage colonial.*
> *Travailler pour que la France fasse un travail sur son passé colonial, c'est une manière de lutter contre l'antisémitisme, mais c'est très loin pour beaucoup de gens. La peur des Juifs en France vis à vis des Arabes et le côté lointain et inconnu qu'ont beaucoup d'Arabes sur les Juifs, c'est un truc qui me fait peur sur ce qui risque d'advenir.*

Et parler du conflit israélo-palestinien, ça relègue la question coloniale. Certains des militants propalestiniens en France : tu écoutes leur discours sur la colonisation d'Israël en Palestine, tu mets France ou Algérie à la place, ça tient. C'est fort comment ça se rejoue. Typiquement des groupes type les Indigènes de la République quand ils parlent de la Palestine, ils parlent de l'Algérie. Et du coup la France, ça devient les Juifs, et ça c'est le pire. »

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

c. S'adapter, comprendre, déconstruire

Les jeunes ont compris très tôt qu'ils devaient composer avec cette spécificité et adapter leurs comportements. Fiona ne porte jamais son étoile de David et ne dit qu'elle est juive que lorsqu'elle est en confiance. Chloé donne toujours un autre nom de famille pour réserver des locations afin de ne pas essuyer de refus. Valentin change de trottoir pour éviter les policiers. Amir préfère voyager en Islande car là-bas les Arabes ne sont pas vus comme des « *pouilleux de banlieue* » mais des « *gens qui roulent en Ferrari avec des puits de pétrole et cela fait toute la différence. »*. Ils apprennent à vivre avec prudence et développent des techniques pour sonder les jugements de leurs interlocuteurs. Une navigation constante entre méfiance et confiance rend leur situation particulièrement inconfortable. Les jeunes peuvent néanmoins compter sur leurs propres capacités de résilience. Leurs entourages et la société française offrent aussi des occasions de réassurance leur permettant de surmonter ces tensions et d'avancer. Mais ces expériences agacent et nourrissent les colères, même si celles-ci restent la plupart du temps contenues.

La confrontation au racisme ou à l'antisémitisme représente pour beaucoup de jeunes un moment de prise de conscience. Parce qu'ils sont renvoyés à ces identités figées, ils s'interrogent sur leur origine. Ces expériences constituent un héritage décisif tout en restant le point aveugle de l'histoire algérienne de la France. Elles sont ce qu'il reste de palpable, d'explicite, de visible de ce passé dans leur quotidien. L'apprentissage de l'histoire, les discussions en famille et la compréhension des mécanismes à l'œuvre derrière le racisme et l'antisémitisme sont au cœur du travail à la fois individuel et collectif que certains engagent, leur permettant de saisir ce qu'ils subissent et de développer des résistances. Il permet également aux jeunes qui ne subissent pas les préjugés, mais ont été témoins de propos racistes dans leur famille, de se les expliquer et de les déconstruire.

« Quand tu es en France et que tu t'appelles Valentin Abdela, on te dit forcément : « tu viens d'où ? » Ben je suis Français, j'ai des origines algériennes.
Mais sinon j'ai longtemps fui les conversations sur ce sujet car je savais que je ne connaissais rien, c'est un manque de connaissance de ma part. J'avais honte de ne pas pouvoir répondre. Les gens voulaient m'en parler mais j'étais obligé de fuir. Je n'étais pas en capacité de répondre.
Plus jeune, l'histoire de la guerre d'Algérie ne me parlait pas tout. Mais être une personne d'origine algérienne en France m'a confronté au racisme. On me renvoyait des images liées à la guerre d'Algérie.
En m'intéressant au racisme je me suis intéressé à la guerre d'Algérie. C'est ce chemin là que j'ai fait pour

comprendre une histoire qui fait partie de ma famille alors que j'en sais tellement peu, que je ne peux pas me l'approprier.
Je m'y suis intéressé parce que je m'appelle Abdela, plus que parce que j'ai de la famille algérienne.
Ce que je connais maintenant je le sais parce que j'ai travaillé mais pas via mes récits de famille.
L'Algérie française c'est l'histoire de la France plus que de l'Algérie. C'est l'histoire de la France avec l'Algérie comme territoire de la France, territoire national. Mais avant le projet, ça ne m'évoquait pas grand-chose, je ne savais pas ce que c'était, je ne savais même pas relier cela à la colonisation.
Je savais que l'Algérie avait été française, mais alors pourquoi elle ne l'était plus ? C'était très vague.
Aujourd'hui, je m'intéresse à cette question parce que je suis militant. L'Algérie, c'est la colonisation française d'un territoire particulier et un régime particulier pour les citoyens français, mais où tous n'étaient pas citoyens français : il y avait les Français ou Européens et les Algériens.
Mais maintenant que je sais, ça me parait être plus l'histoire de mon pays que celle du pays d'origine de mon père. Maintenant ça fait partie des choses que je peux porter : l'histoire de ce pays. Et au final ça fait partie de moi. Je ne le considérais pas comme ça avant. »

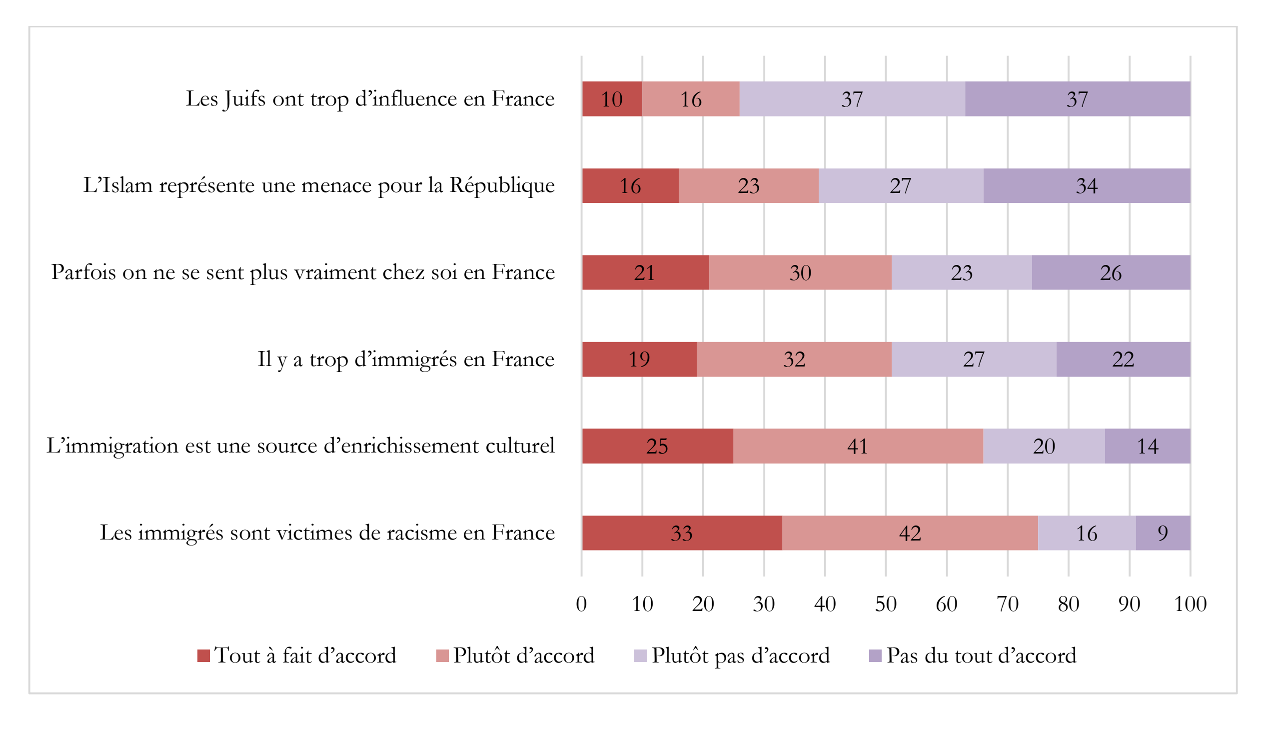
Valentin, 27 ans, descendant d'un militant FLN, travailleur associatif en Ile de France

IV. Les tensions identitaires, un héritage politique

La réalité des préjugés racistes et antisémites dépasse la seule expérience des jeunes descendants affectés d'une façon ou d'une autre par cette histoire. Elle est un héritage politique qui concerne l'ensemble de la société française. Si la jeunesse française est majoritairement tolérante et progressiste sur les questions identitaires, elle n'est pas exempte de préjugés.

a. Une jeunesse tolérante malgré la permanence des préjugés

Figure 17 : L'adhésion à différentes affirmations sur l'immigration, le racisme, l'antisémitisme et l'insécurité culturelle (%)



Les deux tiers des jeunes (66%) affirment que l'immigration n'est pas une menace mais qu'elle est une source d'enrichissement culturel pour la France. Dans leur grande majorité, les jeunes se montrent ouverts et tolérants, et les trois quarts (75%) des jeunes Français admettent que le racisme est une question qui se pose en France et que les immigrés peuvent en être victimes. Néanmoins, une minorité significative fait entendre une autre voix : 26% des jeunes Français pensent que les Juifs ont trop d'influence et 39% que l'Islam est une menace pour la République. Enfin, la moitié des jeunes (51%) exprime une forme de xénophobie, parfois qualifiée « *d'insécurité culturelle* », en affirmant qu'on ne se sentirait plus chez soi en France et qu'il y aurait trop d'immigrés[716]. Les différences de positionnement qui sont observées s'expliquent principalement par le niveau d'éducation, le clivage politique entre la gauche et la droite, et la religion.

Le diplôme protège des préjugés. Les jeunes les plus diplômés sont sensiblement plus nombreux à penser que le racisme pose question dans notre pays et que l'immigration est une source d'enrichissement culturel. En revanche, 23% des jeunes peu ou pas diplômés sont tout à fait d'accord avec l'idée que l'Islam est une menace pour la République et 20% pensent que les Juifs ont trop d'influence, soit deux fois plus que ce qui est mesuré dans l'ensemble de l'échantillon. De la même manière les jeunes des classes populaires (ouvriers ou artisans-commerçants) ont davantage tendance à se reconnaitre dans les affirmations contenant des préjugés à l'égard des Juifs, de l'Islam ou de l'immigration : la moitié des jeunes ouvriers (52%) pense que l'Islam est une menace pour la République (contre 39% pour l'ensemble de l'échantillon). La moitié des jeunes artisans-commerçants (50%) pensent que les Juifs ont trop d'influence en France (contre 26% pour l'ensemble de l'échantillon).

Les jeunes Français se positionnant à l'extrême-droite se distinguent par un rejet systématique des appréciations positives sur l'immigration et par des préjugés négatifs plus affirmés. Ainsi, 51% des jeunes d'extrême droite ne sont pas d'accord avec l'idée que le racisme puisse être un problème (contre 25% dans l'ensemble de l'échantillon). 69% d'entre eux estiment que l'immigration n'est pas une source d'enrichissement culturel (contre 34% dans l'ensemble des jeunes). 91% pensent qu'il y a trop d'immigrés en France et 90% que l'on ne serait plus chez nous (contre 51% parmi les jeunes Français). 79% adhèrent à l'idée que l'Islam est une menace pour la République et 35% que

[716] Le concept d'insécurité culturelle est très disputé scientifiquement et politiquement. S'il a le mérite de mettre en exergue des peurs s'exprimant dans une société en mouvement, il sert plutôt d'euphémisme pour décrire la xénophobie, tout en la minimisant. Il contribue à renverser le sentiment d'insécurité, qui ne serait plus exprimé par les victimes de l'intolérance, mais par celles exprimant cette intolérance. Le concept est principalement développé par Laurent Bouvet, même s'il l'emprunte au géographe Christophe Guilluy. Laurent Bouvet définit l'insécurité culturelle comme le fait de *« percevoir ou ressentir le monde ou le voisin comme une gêne ou une menace en raison de sa "culture", de différences apparentes ou supposées, qu'il s'agisse, par exemple, de ses origines ethno-raciales ou de sa religion, voilà ce qui provoque l'insécurité culturelle* » in Bouvet (L.), *L'insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015, p. 5.

les Juifs ont trop d'influence, alors que les jeunes Français ne sont respectivement que 39% et 26% dans ce cas. Mais on observe une même tendance parmi les jeunes se classant à droite. 71% d'entre eux pensent qu'il y a trop d'immigrés en France et qu'on n'est plus chez soi et 58% estiment que l'Islam est une menace pour la République. L'adhésion à la gauche et au centre préserve des préjugés. 81% des jeunes de gauche, 74% des jeunes de centre gauche et 73% des jeunes de centre droit pensent que l'immigration est une source d'enrichissement culturel pour la France (contre 66% pour l'ensemble de l'échantillon). On notera néanmoins que les jeunes d'extrême-gauche ont une position souvent ambivalente sur l'ensemble de ces affirmations. Ils sont plus nombreux à adhérer à la fois aux affirmations de tolérance et aux préjugés négatifs : 48% sont tout à fait d'accord avec l'idée que l'immigration est une source d'enrichissement, soit presque deux fois plus que l'ensemble des jeunes, mais ils sont aussi 22% à être en total désaccord avec cette affirmation, contre 14% de l'ensemble des jeunes. Surtout, 47% d'entre eux, soit près d'un sur deux, estiment que les Juifs ont trop d'influence en France (contre 26% dans l'ensemble de l'échantillon).

L'adhésion à une religion a également une incidence sur le positionnement des jeunes vis-à-vis de ces affirmations. Les jeunes sans religion sont plus tolérants et n'adhérent pas aux affirmations contenant des préjugés. Les jeunes catholiques par contre, qu'ils soient pratiquants ou pas, sont plus nombreux que les autres jeunes Français à souscrire aux affirmations xénophobes ou témoignant d'une « *insécurité culturelle* » : 65% des catholiques non pratiquants et 64% des catholiques pratiquants pensent qu'il y a trop d'immigrés en France, 63% et 60% qu'on ne serait plus chez nous et 55% et 57% que l'Islam est une menace pour la République (contre respectivement 51%, 51% et 39% de l'ensemble de l'échantillon). Les jeunes musulmans quant à eux expriment des opinions nettement plus tolérantes sur l'immigration et le racisme. 89% d'entre eux estiment que le racisme fait des victimes, 81% pensent que l'immigration enrichit la société française, 66% refusent l'idée qu'il y a trop d'immigrés et 60% de dire que l'on ne serait plus chez nous. Ils sont par contre presque deux fois plus nombreux (57%) que les autres jeunes Français (26%) à adhérer au préjugé antisémite selon lequel les Juifs auraient trop d'influence en France. La réalité de ce clivage à la fois religieux et politique est donc bien présente dans les nouvelles générations.

Les liens familiaux avec la guerre d'Algérie n'influencent pas le positionnement des jeunes mais le facilite. Parler de la guerre d'Algérie en famille polarise et nourrit autant des attitudes d'ouverture que de fermeture. Ces discussions viennent s'arrimer à une socialisation politique existante et fonctionnent comme un accélérateur de politisation. Elles viennent conforter et illustrer les positionnements politiques de gauche comme de droite, et entretiennent des lignes de clivage. Ainsi, les jeunes qui discutent de la guerre d'Algérie avec leurs proches sont à la fois plus tolérants mais aussi plus nombreux à adhérer à des préjugés. 81% d'entre eux pensent que les immigrés sont

victimes de racisme et 74% pensent que l'immigration est une source d'enrichissement (contre respectivement 75% et 66% de l'ensemble de l'échantillon). Mais 51% des jeunes discutant de la guerre d'Algérie en famille pensent que l'Islam est une menace pour la République, 63% que l'on ne serait plus chez nous en France et 52% que les Juifs ont trop d'influence. Le filtre politique détermine les opinions des jeunes sur les questions de société. Mais lorsque mémoire familiale et politisation à droite ou à gauche s'articulent, elles produisent pour les jeunes descendants une vision cohérente du monde vis-à-vis de laquelle adhérer ou rompre en fonction de leur propre environnement.

Tableau 9 : L'adhésion à différentes affirmations sur l'immigration, le racisme, l'antisémitisme et l'insécurité culturelle par variables (%)

	Les immigrés sont victimes de racisme en France				L'immigration est une source d'enrichissement culturel				Il y a trop d'immigrés en France				Parfois on ne se sent plus vraiment chez soi en France				L'islam représente une menace pour la République				Les juifs ont trop d'influence en France			
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Ensemble	**33**	**42**	**16**	**9**	**25**	**41**	**20**	**14**	**19**	**32**	**27**	**22**	**21**	**30**	**23**	**26**	**16**	**23**	**27**	**34**	**10**	**16**	**37**	**37**
Profession																								
.. Artisan ou commerçant	32	30	24	14	27	35	24	14	37	25	24	14	26	49	14	11	26	28	26	20	28	22	32	18
.. Cadres et professions intermédiaires	28	47	15	10	23	47	19	11	16	38	27	19	21	36	20	23	17	28	26	29	13	19	38	30
.. Employé	32	41	17	10	21	38	23	18	24	35	23	18	23	30	23	24	18	24	27	31	9	17	39	35
.. Ouvrier	22	38	25	15	13	38	26	23	35	27	19	19	34	24	19	23	25	27	21	27	17	17	31	35
. Sans emploi	35	38	14	13	22	37	22	19	22	28	22	28	25	26	20	29	17	18	22	43	11	16	37	36
. Etudiant	35	45	13	7	29	44	17	10	13	30	31	26	16	29	26	29	13	21	29	37	7	14	38	41
. En apprentissage	35	40	16	9	29	38	19	14	18	33	27	22	20	31	21	28	18	22	27	33	10	19	32	39
Education																								
Diplôme supérieur	34	45	13	8	29	44	17	10	15	32	29	24	17	31	23	29	14	24	26	36	8	16	37	39
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	30	48	15	7	22	46	20	12	17	33	29	21	20	30	24	26	15	22	30	33	8	14	42	36
Baccalauréat	34	42	15	9	23	42	21	14	20	32	26	22	22	29	23	26	16	23	27	34	8	16	38	38
CAP / BEP	33	34	19	14	25	32	22	21	20	34	24	22	22	31	22	25	18	20	26	36	15	18	33	34
Pas de diplôme / CEP / BEPC	29	33	19	19	25	31	21	23	24	30	21	25	22	31	20	27	23	23	22	32	20	19	29	32
Positionnement idéologique																								
A l'extrême-gauche	64	19	6	11	48	25	5	22	22	12	22	44	34	7	14	45	21	14	14	51	33	14	20	33

A gauche	44	41	10	5	43	38	10	9	11	24	31	34	13	24	23	40	12	20	24	44	13	14	32	41
Au centre gauche	34	44	16	6	27	47	18	8	12	33	34	21	15	35	23	27	14	27	31	28	12	23	31	34
Au centre droit	28	49	17	6	22	53	22	3	18	38	28	16	16	39	27	18	16	33	28	23	10	22	38	30
A droite	21	50	20	9	15	39	31	15	29	42	21	8	33	38	18	11	30	28	26	16	8	17	43	32
A l'extrême droite	17	32	23	28	11	20	27	42	70	21	4	5	65	27	3	5	54	25	10	11	15	20	38	27
Ni à gauche, ni à droite	32	42	15	11	22	42	20	16	15	33	27	25	18	28	25	29	11	20	29	40	8	14	39	39
Religion																								
Total Chrétiens	21	54	18	7	15	45	28	12	25	38	24	13	26	36	22	16	26	29	27	18	8	14	46	32
… dont catholiques pratiquants réguliers	39	45	11	5	30	32	26	12	27	29	23	21	34	31	11	24	34	21	18	27	23	18	27	32
… dont catholiques pratiquants occasionnels	18	50	24	8	15	48	26	11	25	39	22	14	21	39	19	21	23	34	23	20	10	8	43	39
… dont catholiques non pratiquants	19	56	18	7	11	45	30	14	26	39	25	10	27	36	25	12	26	29	29	16	5	15	50	30
… dont protestants	22	71	3	4	26	57	7	10	17	47	24	12	22	23	26	29	22	25	30	23	5	32	48	15
Musulmans	52	37	7	4	53	28	12	7	10	24	22	44	22	18	19	41	8	7	7	78	31	26	22	21
Autre religion	44	43	2	11	21	48	15	16	20	29	24	27	22	33	20	25	9	26	29	36	6	18	44	32
Sans religion	32	44	15	9	23	45	20	12	18	30	29	23	17	30	24	29	15	24	30	31	5	15	37	43
Discussions sur la guerre d'Algérie																								
… souvent	44	37	13	6	46	31	14	9	25	31	21	23	32	31	10	27	25	26	22	27	31	21	23	25
… parfois	37	41	15	7	32	42	17	9	15	31	28	26	17	28	24	31	14	23	26	37	12	18	32	38
… pas souvent	33	45	16	6	28	44	17	11	15	31	31	23	18	30	26	26	12	21	32	35	9	14	39	38
…jamais	29	42	16	13	18	40	23	19	22	33	24	21	22	31	22	25	18	23	25	34	7	15	41	37

b. « Pessimistes avec intelligence, optimistes par la volonté »

Les jeunes sont inquiets. Le contexte de la crise sanitaire est à prendre en compte. Mais les entretiens et les données révèlent un pessimisme profond, un accablement face au cumul des crises économiques, écologiques et politiques qui affecte durement leur confiance dans l'avenir et le système politique. Les jeunes intègrent progressivement l'idée qu'ils n'auront pas les mêmes conditions de vie que leurs parents. Seuls 27% des jeunes estiment qu'ils auront une meilleure vie que la génération précédente. 35% estiment qu'ils auront une vie moins bonne et 38%, une vie semblable. Ce manque de confiance dans l'avenir est surtout partagé par les jeunes des classes populaires et par les jeunes positionnés à l'extrême-droite.

Les fractures sociales et identitaires les préoccupent. Ils craignent des affrontements politiques néfastes. 54% des jeunes Français estiment qu'ils connaitront la guerre civile au cours de leur vie. Ce sentiment est particulièrement partagé par les jeunes des classes populaires, des communes rurales, positionnés à droite, à l'extrême droite ou à l'extrême-gauche et les jeunes croyants. Il témoigne d'un sentiment d'insécurité et de la pénétration du vocabulaire et des peurs agités par l'extrême-droite au sein de la jeunesse française. Enfin, la montée des nationalismes et les rivalités entre puissances dans un monde où les équilibres géostratégiques et politiques sont en train d'être modifiés, font aussi craindre une forte instabilité des relations internationales. 64% des jeunes Français estiment qu'ils connaitront probablement la guerre au cours de leur vie.

Figure 18 : Anticipation d'une guerre civile au cours de leur vie

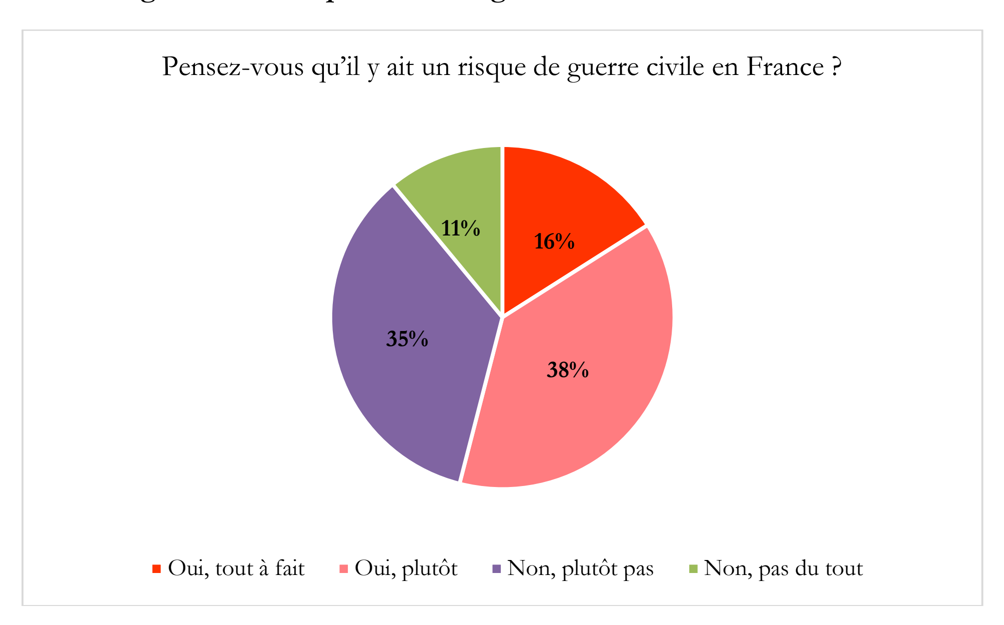
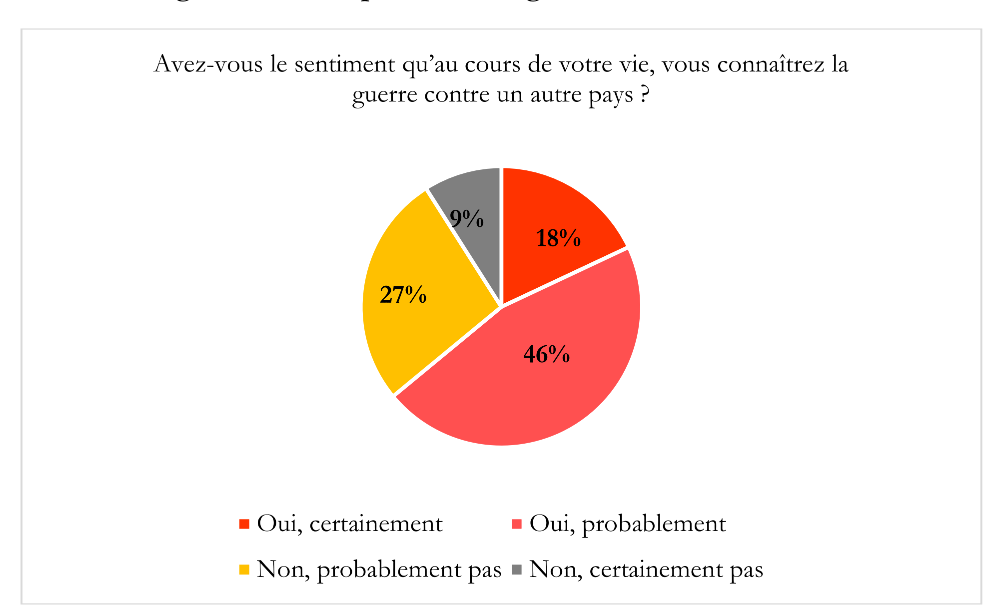


Tableau 10 : Anticipation d'une guerre civile au cours de leur vie

	Oui, tout à fait	**Oui, plutôt**	**Non, plutôt pas**	**Non, pas du tout**
Ensemble	**16**	**38**	**35**	**11**
Profession				
.. Artisan ou commerçant	31	42	17	10
.. Cadres et professions intermédiaires	17	37	35	11
. Catégorie populaire	21	42	30	7
.. Employé	21	42	31	6
.. Ouvrier	23	41	27	9
. Sans emploi	22	40	25	13
. Etudiant	10	36	42	12
. En apprentissage	15	36	36	13
Lieux de vie				
Agglomération parisienne	15	32	40	13
Com. Urbaines de province	16	38	35	11
Positionnement politique				
A l'extrême-gauche	28	46	18	8
A gauche	17	35	41	7
Au centre gauche	8	40	43	9
Au centre droit	9	31	50	10
A droite	21	35	37	7
A l'extrême droite	41	39	13	7
Ni à gauche, ni à droite	15	40	32	13
Religion				
Total Chrétiens	16	44	33	7
… dont catholiques pratiquants réguliers	29	45	22	4
… dont catholiques pratiquants occasionnels	19	36	38	7
… dont catholiques non pratiquants	13	47	33	7
… dont protestants	5	43	44	8
Musulmans	22	27	37	14
Autre religion	20	37	31	12
Sans religion	13	42	35	10

Figure 19 : Anticipation d'une guerre au cours de leur vie



Les jeunes descendants de l'histoire algérienne de la France se distinguent par un optimisme plus prononcé que les autres jeunes Français. Ils sont toujours sensiblement plus nombreux que l'ensemble de l'échantillon à penser qu'une guerre civile ou qu'une guerre sont peu probables. Ils sont aussi plus nombreux à estimer qu'ils auront une vie semblable ou meilleure à celle de leurs parents. Plus du tiers des jeunes d'origines algériennes (35%) s'attendent à avoir une vie meilleure (contre 27% de l'ensemble de l'échantillon). Ils soulignent la chance de vivre dans un pays démocratique à la culture riche et diverse et se disent très attachés aux opportunités offertes par cette société. Pour toutes et tous, la France est leur pays, celui dans lequel ils ont grandi, celui où se construira leur avenir.

c. Un sentiment de suffocation intime et démocratique

Les jeunes rencontrés dans cette enquête ont des positions majoritairement favorables à l'immigration. Ils sont pour l'ouverture des frontières et un accueil plus digne des migrants. Ils ne nient pas les difficultés d'intégration des immigrations plus anciennes et notamment de l'immigration algérienne. Mais s'ils sont d'accord sur le constat, les jeunes de gauche ou de droite divergent sur les causes de ces difficultés. Pour les premiers, le déracinement, « les stigmates du passé » et l'insuffisance des politiques publiques expliquent les supposés échecs de l'intégration. Les jeunes d'origines algériennes pointent le manque de moyens dans les banlieues et les discours politiques qui amalgament les questions sécuritaires à l'immigration. Ils renvoient aux parcours exemplaires mais difficiles de leurs grands-parents et dénoncent la promesse non tenue du droit de vote des étrangers qui est vécue comme un mépris supplémentaire. Les jeunes de droite quant à eux insistent sur le ressentiment et le manque de volonté, voire même sur une incapacité culturelle,

des immigrés à s'intégrer. Selon eux, les jeunes d'origine algérienne rejetteraient la culture et l'identité française. Le manque de fermeté dans le contrôle de l'immigration, des descendants d'immigrés et des banlieues, rendrait la France vulnérable aux influences extérieures et intérieures et mettrait la République en péril.

Interrogés sur les questions identitaires, les jeunes dressent le portrait d'une France engluée dans son incapacité à affronter l'histoire algérienne et ses conséquences. Ils dénoncent le racisme, les violences policières, les contrôles au faciès et les discriminations. Les discours de haine sur les réseaux sociaux ou dans les médias ainsi que la progression du Rassemblement National les inquiètent. La stigmatisation des musulmans et les débats sur l'Islam comme sur l'identité nationale suscitent leur incompréhension et une exaspération. Mais si la morosité du présent laisse entrevoir un avenir peu enthousiasmant, les défis à relever sont aussi l'occasion d'envisager des perspectives collectives émancipatrices. Les jeunes ont confiance en eux et en la capacité de résilience de la société française pour affronter ces tensions. Sa culture, son histoire, ses valeurs et sa diversité sont des bases solides dans le monde de plus en plus complexe et incertain qui s'annonce. Ils reconnaissent aussi volontiers que la France change et progresse sur ces sujets. La diversification des origines, la créolisation, la progression de l'antiracisme et du féminisme, ou encore le réveil politique sur le changement climatique sont autant d'avancées pouvant redonner confiance dans la capacité d'invention et de progrès de la société. La France leur apparait être à un tournant paradoxal où l'égalité progresse tout en donnant l'impression que les tensions se renforcent. Une atmosphère de danger cohabite avec un environnement de progrès permettant aux jeunes de se faire entendre et de diffuser leurs idées. Les plus jeunes sont les plus optimistes sur ces questions et pensent que les choses s'améliorent, comme si la sortie de cet héritage colonial était en train de se faire. D'autres plus politisés et plus angoissés pointent une régression notamment depuis les attentats.

Pour l'ensemble des jeunes, les attentats de 2015 sont une caisse de résonance de ces craintes. L'installation de la menace terroriste, la restriction des libertés, les réponses sécuritaires et identitaires, l'antisémitisme, le racisme antimusulman, ou encore la montée de l'extrême droite, installent une tension diffuse qui peut susciter chez certains un sentiment de suffocation, à la fois intime et démocratique. Intime car ces tensions se répercutent dans leur espace quotidien, notamment celui des jeunes issus de familles juives et algériennes. Le regard des autres a changé, y compris parfois parmi leurs propres amis. Ils sentent qu'ils provoquent la peur ou la suspicion. Ils sont associés à des images qui ne leur appartiennent pas. Le sentiment de suffocation qu'ils ressentent au niveau personnel se diffracte aussi au niveau sociétal et collectif. L'espace du débat démocratique leur parait entamé sous le poids de la radicalisation des discours, comme aspiré par une dynamique de polarisation des clivages et des fractures au sein de la société. Coincés en étau

entre la menace sécuritaire et le fantasme identitaire, les voix de la complexité, pourtant majoritaires, peinent à se faire entendre. Le débat public leur apparait parfois comme une négation de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils sont.

> *« Ça me fatigue beaucoup trop ces débats. Avec sur les plateaux, pas les bonnes personnes. C'est un amas d'idées reçues, de calomnies, de stéréotypes. Et ça change l'ambiance. J'étais avec une ex, sa mère avait peur que je convertisse sa fille à l'Islam. Tout ce qu'elle connaissait de l'Islam venait de sa télé. Elle avait peur de moi quand elle me regardait. Je le sentais. J'étais un extra-terrestre. Elle me parlait bizarre. Partout en France, des gens pensent ça. On manque de recul. Ça peut aller vite les raccourcis. Il y a un manque d'éducation et de culture pour résister au racisme. »*
>
> Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de harki, ingénieur à Paris

La reconnaissance et la condamnation de la recrudescence des actes antisémites sont également majoritaires. Les jeunes dénoncent les saccages des cimetières, les meurtres, les théories du complot et un antisémitisme du quotidien dans les blagues, la culture et les anecdotes. Cependant, on peut observer certaines nuances dans la manière de condamner ou de relativiser l'antisémitisme. Les jeunes positionnés à droite ont tendance à préciser que ces attaques sont surtout le fait des musulmans. La dénonciation de l'antisémitisme s'insère dans un argumentaire plus large sur la supposée instabilité causée par ces derniers. Pour d'autres, positionnés à l'extrême-droite, l'antisémitisme serait surestimé car les Juifs auraient assez d'influence pour faire entendre leur cause. Ils se plaignent de « *ne plus pouvoir rien dire* ». Cette position présente l'originalité de nier l'antisémitisme tout en en faisant la démonstration.

> *« J'imagine qu'il y en a encore. Il y a toujours des gens qui...Même si c'est un sujet presque tabou, car on n'ose plus…enfin c'est évident qu'il faut… je ne sais pas comment formuler ça. C'est comme si on avait gardé une partie de l'histoire pour… Il y a des choses qui ont été tellement atroces, qu'on ne peut plus envisager l'antisémitisme. »*
>
> Isabelle, 25 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, architecte à Paris

d. Les dangers d'une mentalité d'assiégés

Les jeunes positionnés à droite et à l'extrême-droite ont des positions diamétralement opposées aux autres jeunes sur l'ensemble de ces sujets. Leur discours décliniste révèle une insécurité politique, culturelle et identitaire. Il s'articule autour de trois pôles : le déclin de la grandeur de la France, l'impossibilité de faire nation et la victimisation. Avec la chute de l'Empire et la fin des hommes providentiels, la France aurait d'abord perdu les attributs de sa puissance. Les jeunes constatent, interdits, l'affaiblissement du rayonnement de la patrie. Le pays serait ensuite divisé et miné par le multiculturalisme, le manque de racines et d'autorité, mais aussi par l'individualisme. L'immigration est clairement perçue comme problématique. Elle endommagerait le modèle social

français, le supposé refus de l'assimilation faisant ressurgir les particularismes. Le manque de fermeté vis-à-vis des descendants d'immigrés nourrit l'insécurité. Les attentats sont révélateurs de la déviance culturelle des musulmans, de la violence inhérente à l'Islam et de la faiblesse de l'Etat. L'importance des flux migratoires menace l'équilibre ethnique et culturel de la France. L'encerclement physique et identitaire est un spectre annonçant la dislocation de la société et la guerre civile. Le clash des civilisations entre l'orient et l'occident est leur grille d'interprétation pour lire le monde. Les jeunes d'extrême-droite enferment systématiquement les personnes assimilées à des musulmans dans une catégorie dangereuse et incompatible avec la culture française. Leurs propos témoignent d'une idéologie modernisée en ce qu'elle inclue une dimension victimaire. La rhétorique du racisme anti-blanc a pour double fonction de délégitimer la question du racisme et de se positionner en victime. Dans un premier temps, le discours nie la spécificité du racisme qu'il noie dans l'abime des équivalences. Le racisme aurait toujours existé, dans toutes les sociétés et tout le monde en serait victime. La seconde étape est de faire reconnaitre l'existence d'une domination inversée des Non-Blancs sur les Blancs, présentée comme une revanche de l'Histoire. Le grand-remplacement, le sentiment d'encerclement et de submersion, qui ne sont pas étrangers à la société coloniale, installent parmi eux un sentiment d'insécurité au fort potentiel mobilisateur. Ainsi, le discours d'extrême droite ne se contente plus de simplement affirmer la supériorité et la domination des Blancs sur les Autres et de promouvoir une société hiérarchisée où l'autorité des dominants serait réaffirmée. Dans ce discours modernisé, le principe même de coexistence entre les communautés est remis en cause. Plus que la domination, ces discours en appellent à une nécessaire séparation. Il ne s'agit pas simplement de maintenir l'autre dans une infériorité mais de constater l'incompatibilité des cultures. Leurs références tiennent plus de Charles Martel que de Raoul Salan. Ils reconnaissent par ailleurs beaucoup de qualités à leurs adversaires théoriques, mais alliés objectifs, que sont les islamistes : le courage, le sens des valeurs, le retour aux fondamentaux, l'autorité et la fermeté des hiérarchies sociales. Le renversement de la domination a un effet dévastateur sur l'identité. Ces jeunes ont une mentalité d'assiégés. Leur monde dégradé est sans cesse grignoté, plongeant la société toute entière sur la pente du déclassement. Ils vivent dans l'angoisse de leur disparition ou pire de leur absorption. Ce positionnement identitaire couve un fort potentiel de violence, au nom d'une légitime défense.

> *« Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas. Je suis pessimiste sur l'évolution de la France. C'est la dégringolade dans les pays occidentaux en général : la dette, les services publics qui ne marchent plus, l'insécurité, l'immigration, ça se passe mal mal mal. Il faut moins de laxisme, un discours de vérité. Il y a beaucoup de choses à faire. Ça commence par le discours à l'école. Il faut faire l'inverse de la repentance qui nourrit un ressentiment des descendants d'immigrés, et après il faut appliquer la loi sur l'interdiction de séjour, renvoyer les gens. »*

Le racisme c'est un problème en France ?
« Mmmm, sincèrement je ne crois pas, à part quelques faits, quelques cas particuliers. Mais en général non, les Français ne sont pas racistes. Par contre, il y a une tendance plus libérée à être raciste contre les Blancs (via le rap par exemple). Moi-même, j'ai été agressé dans le métro. Ce n'était pas le petit du 16e qui m'a agressé. J'ai vécu cette tension avec une communauté qui ne se pense pas française. Je ne suis pas le seul. Les pompiers caillassés dans les cités, comment on peut dire que ça va bien ? Il n'y a rien de pire, c'est un vrai problème, c'est inadmissible. Aucun Etat ne devrait accepter ça. »

Tu penses que la France a changé ?
« Ben oui (rire). Faut regarder les chiffres bruts. Sur un temps long, clairement. Il y a un changement factuel, chiffré, de la population française. Et je suis pessimiste car si les cultures ne se préservent pas un minimum…Il y a des incompatibilités. Claude Levi Strauss disait que chaque culture doit penser ses limites, sa frontière. Le monde n'est pas un village global. Je n'y crois pas. Sinon on finit par s'affronter, quel sens ça a ? C'est triste mais c'est la conséquence d'un mouvement naturel. »

Et les attentats tu en penses quoi ?
« Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Ça ne me surprend pas. Ça fait des années qu'on dit que l'Islam n'est pas qu'une religion de paix. C'est une religion de guerre. Si vous laissez des idéologies associées à des courants radicaux de l'Islam se développer sur le territoire français, vous allez le payer. Et voilà, on paie.
L'islam, je dirai, dans le fond, n'a pas sa place en France, c'est expliqué dans le Coran. J'ai lu très peu de passages. Je ne veux pas faire d'interprétation trop directe mais c'est une religion d'envahisseurs. Ils doivent tuer l'infâme, celui qui n'est pas d'accord avec eux. C'est contraire à la démocratie. Après, je connais des musulmans qui n'ont pas cette vision-là. Mais moi je leur dis : « C'est écrit dans votre livre, noir sur blanc, si vous ne l'interprétez pas comme ça, c'est que vous n'êtes pas des bons musulmans ». Moi je pense que l'Islam est incompatible avec la France. Les deux ne peuvent pas grandir ensemble. Forcément, il y en a un qui va devoir manger l'autre un jour, ça va éclater. J'en suis persuadé. On va retrouver une Algérie en France. Sauf que le problème c'est que ce sera nous les indépendantistes. Les attentats, c'est déjà ça, c'est l'avant-première de ce qui risque de se passer. Dans les cités, la police a du mal à rentrer, on est déjà presque plus chez nous. Un jour ou un autre, il va falloir résoudre le problème, et je ne vois pas autrement que par la violence. »
On est lancés dans une guerre interminable. Il a des gens qui arrivent d'un pays où il y a un système de pensée clair et revendiqué. Ils sont fiers d'être musulmans. Ils ont un idéal. Et ils arrivent dans un autre pays où on n'a plus ça, on te dit « fais ce que tu veux ». Il y a gros décalage entre un système de pensée absolutiste et relativiste. Tu n'as pas envie de t'intégrer dans un pays où rien n'a de sens. Les attentats sont faits par des gens à qui on a dit "Vient donner un sens à ta vie. Tu auras des vierges au paradis". Je comprends que ça marche. C'est agréable de se retrouver dans un cadre quand on n'en a jamais eu, de trouver celui qui nous correspond, c'est agréable. On dit que c'est des déséquilibrés ? Mais derrière, il y a tout un système de pensée cohérent avec des objectifs concrets. C'est pour ça le Mali, la Syrie, l'Irak, ce ne sont pas que des déséquilibrés. »

Boris, 27 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS.

* *
*

L'histoire et la mémoire de la guerre d'Algérie ont un impact sur la construction identitaire des jeunes descendants. Ces derniers cherchent les pièces manquantes du puzzle éclaté qui leur a été livré. Ils sont nombreux à ne pas vouloir hériter des nœuds de l'histoire qui leur a été plus ou moins transmise. Ils ne seront pas la génération du ressassement. Ils souhaitent se projeter vers l'avenir en se délestant du poids du passé, en l'apprivoisant pour l'accepter et l'incorporer. A la fixité des

catégories et aux enfermements identitaires, ils opposent la reconnaissance de la pluralité des identités nécessairement complexes. Ce cheminement passe nécessairement par une meilleure connaissance et compréhension de l'histoire et notamment de la colonisation. La connaissance du passé est vue comme une étape pour passer à autre chose, pour refuser les tensions et les instrumentalisations dont ils connaissent les dégâts sur leurs familles et la société. Les jeunes ont besoin de connecter le passé et le présent pour penser et résoudre les problématiques identitaires auxquelles ils sont confrontés.

La multiplication des opportunités et des outils à leur disposition pour faire ce travail est au cœur du défi politique et mémoriel que suppose le passé algérien. Mais le dépassement implique également de s'attaquer à ce qu'il reste de ce passé. Les jeunes ne manifestent pas pour la reconnaissance du 17 octobre 1961 mais contre le racisme dans la police en 2020. Tel est l'héritage politique, plus que mémoriel, de l'histoire algérienne de la France qui nourrit encore les colères, le sentiment d'injustice et la haine. Le passé ne passera que lorsque ces problématiques seront traitées à la hauteur des enjeux qu'elles impliquent dans le « vivre ensemble » de la France d'aujourd'hui.

Chapitre 6 : Enjeux de mémoire dans la socialisation politique des jeunes

La politique est une porte d'entrée sur la mémoire. L'exploration de la dimension cognitive de la mémoire des jeunes Français montre bien que la politisation est un vecteur de connaissance de la guerre d'Algérie et que le clivage gauche-droite influence fortement les représentations que les jeunes ont du passé, bien plus que le niveau de diplôme ou le statut social. Les jeunes intéressés par la politique connaissent davantage le sujet et la mémoire est une ressource pour définir leur rapport à l'Etat, à l'immigration ou à l'identité nationale. Une politisation à gauche détermine un regard critique sur la colonisation et la guerre et légitime le combat pour l'Indépendance. Une politisation à droite tend à nuancer ces critiques et à mettre en avant les violences des indépendantistes et le sort victimaire des harkis et des pieds-noirs. Les antagonismes mémoriels relèvent davantage des positionnements politiques que des histoires familiales.

Mais la mémoire est aussi une porte d'entrée sur la politique. Parce qu'elle inscrit les jeunes descendants dans une identité narrative, elle joue un rôle majeur dans leur socialisation politique. Les récits familiaux charrient implicitement un jugement sur le passé et ses acteurs comme sur la société contemporaine. Ils transmettent des valeurs et sont pleins de prescriptions et d'injonctions qui révèlent le positionnement politique de la famille. Les commentaires sur les Algériens et la culture méditerranéenne définissent un rapport à l'altérité. Les récits sur l'engagement pour ou contre l'Indépendance placent les jeunes dans l'ombre de leurs aînés et posent la question de la continuité des combats à mener. Les discours sur l'abandon ou le manque de reconnaissance inscrivent les familles dans une relation exigeante vis-à-vis de la France. C'est ainsi que la famille est à la fois le premier et le plus efficace des milieux de socialisation. Le partage entre les membres d'une même famille d'une mémoire familiale et d'une mythologie commune est un vecteur de culture politique. Mais la socialisation politique en famille n'est pas un déterminisme. Il n'y a pas de reproduction à l'identique d'une génération à l'autre. Chaque individu est le fruit d'une socialisation politique qui lui est propre. Des ruptures sont possibles. D'autant que la diversification et la multiplication des vecteurs de socialisation offrent davantage d'occasions de recomposition des opinions. Le contexte générationnel, les études, ou encore les évènements traversés par les jeunes fonctionnent comme des accélérateurs de politisation à la fois complémentaires et divergents des récits familiaux[717].

La mémoire collective et les mémoires familiales de la guerre d'Algérie jouent donc un rôle sur la socialisation politique des jeunes. Les descendants de l'histoire algérienne de la France ont des comportements politiques différents de ceux que l'on observe parmi les autres jeunes Français. Ils

[717] Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *art. cit.*

sont plus politisés, plus critiques et plus radicaux. La transmission d'une histoire algérienne aiguise le rapport à la politique. Comme si soixante ans après les faits, les évènements continuaient de produire des effets. Les familles concernées par cette histoire savent transmettre leurs opinions car ces dernières sont plus affirmées. L'héritage politique de leur histoire est conséquent, le rendant parfois encombrant. Elles connaissent à la fois de plus fortes filiations politiques mais aussi un plus grand nombre de ruptures idéologiques.

La force de la transmission politique est fonction de la force de la transmission des récits familiaux. Plus l'on parle du passé, plus l'on transmet ses idées. Mais le poids de l'héritage implique nécessairement des occasions de renégociation. S'il rentre en conflit avec la socialisation des jeunes alors les ruptures permettent aux descendants de tracer leur propre chemin. Les jeunes se politisent peu sur les questions de mémoire en elles-mêmes mais davantage sur les enjeux contemporains. Ce sont les conséquences de cette histoire qui les préoccupent et qui déterminent leurs opinions ainsi que leurs engagements. Le rapport à l'immigration, à l'altérité et les expériences du racisme ou de l'antisémitisme sont des vecteurs de politisation bien plus importants. Lorsqu'une forte transmission et une forte politisation se conjuguent, alors la mémoire devient une ressource servant un projet d'ouverture ou de fermeture.

I. Être jeune en 2020

Les années de jeunesse (18 – 25 ans) constituent ce moment particulier de cristallisation des comportements politiques. Les jeunes entrent dans l'âge adulte à mesure qu'ils prennent leur place dans la société et s'inscrivent dans quatre temps fabricateurs de sens ; contribuant à forger leur identité : un temps généalogique propre à la place qu'il négocie dans la famille, un temps biographique correspondant à leur dynamique personnelle d'entrée dans la vie adulte, un temps générationnel articulé à l'expérience collective partagée avec les autres jeunes et un temps historique renvoyant à la conjoncture historico-politique[718]. Si les deux premiers temps se rattachent à des dynamiques individuelles, les deux derniers portent sur des dimensions collectives. La génération Y évolue dans un contexte qui lui est propre et influence les comportements politiques[719].

---

[718] Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, op. cit.

[719] S'il est difficile de séparer les générations de manière précise, la génération Y comprendrait les personnes nées entre la fin de la guerre froide et le 11 septembre 2001. Elle se distingue de la génération précédente par le fait d'être née dans le monde post-guerre froide et d'avoir eu accès jeune à Internet. Elle se distingue de la génération suivante qualifiée de *digital natives* et pour qui le 11 septembre 2001 inaugure un nouvel ordre mondial. Voir Bresman (H.), Devasar Rao (V.), « A Survey of 19 Countries Shows How Generations X, Y, and Z Are — and Aren't — Different », *Harvard Business Review*, digital contribution, Age and Generational issues, 25 août 2017 : https://hbr.org/2017/08/a-survey-of-19-countries-shows-how-generations-x-y-and-z-are-and-arent-different.

a. Un nouveau cadre de socialisation

La socialisation politique des jeunes d'aujourd'hui s'effectue dans une société où le clivage gauche - droite qui a longtemps structuré les univers politiques, s'est atténué. Les jeunes n'ont plus accès au même répertoire politique classique dont bénéficiaient les générations précédentes[720]. Les luttes entre le capital et le travail, entre l'instituteur et le curé constituaient une mémoire collective offrant aux individus des repères organisant le débat public[721]. La chute du communisme, l'acceptation de la mondialisation et du consensus démocratique libéral ont rendu les conflits idéologiques moins saillants. Fin de l'Histoire et fin de la lutte des classes semblent accoucher d'un monde « post-politique ». Les jeunes n'ont pas d'idéal prédéfini. S'ils ne partagent pas les mêmes sentiments envers le capitalisme, la mondialisation et le libéralisme, ils n'ont pas l'ambition de révolutionner le système. Ils partagent tout de même des exigences morales très élevées dont le respect absolu de la liberté et de la dignité individuelle[722].

Un monde sans grand soir, sans croissance et sans ours blanc. La génération Y est la génération de la crise totale. Crise économique, crise environnementale, crise de la représentation démocratique, instabilité internationale, terrorisme et crise sanitaire, les jeunes ont grandi et intériorisé ce climat de tensions. Ces crises multiples et persistantes compliquent et retardent leur entrée dans la vie adulte, notamment dans l'emploi. Mais elles annoncent également un retour du clivage gauche - droite sur les questions de société, d'environnement et de justice sociale[723].

Les jeunes entrant en politique dans les années 2020 ont un rapport différent au temps. Ils investissent pleinement le présent, négligeant le passé et retardant parfois leur projection dans l'avenir. Le rapport à l'espace est aussi modifié. Le local ou le national ne sont plus les seules arènes politiques. Nombre des enjeux qui les préoccupent se situent au niveau européen ou planétaire. Leur conscience politique les porte au-delà des frontières nationales. Ils se mobilisent autant contre un projet de développement urbain que pour rendre hommage à George Floyd.

Le monde social a beaucoup changé. Le CDI n'est plus un horizon et s'installer dans un travail rémunérateur, stable et protecteur requiert plusieurs années. Le diplôme n'est plus une garantie contre le chômage ou la précarité. Alors que dans les années 1980, 17 % des jeunes étaient touchés par l'emploi précaire, ils sont 52,7% en 2020[724]. Les inégalités se creusent. Le *moratoire des années de*

---

[720] Muxel (A.), « Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement », *art. cit.*
[721] Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, op. cit., p. 48.
[722] Tiberj (V.), Lardeux (L.), *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie*, INJEP., Documentation Française, 2021.
[723] Ipsos, Cevipof, *Les fractures françaises 2020*, https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-fractures-francaises-2020.html, consulté le 24 septembre 2021.
[724] Source Insee – BIT – Enquête emploi 2020.

jeunesse s'allonge[725]. Leur accès à l'âge adulte est plus long, plus diversifié et plus précaire que pour leurs parents. Fonder une famille, se réaliser par le travail ou construire une maison ne sont plus au centre de leurs préoccupations. La participation aux élections et l'engagement dans les partis ou les syndicats s'effritent[726].

Cette génération est dans l'attente de confirmation de perspectives. Son entrée en politique mêle inquiétudes et grandes peurs mais aussi une capacité à inventer d'autres façons de faire de la politique. Les mutations du capitalisme, la dégradation de l'environnement et l'insécurité internationale peuvent créer des angoisses et un sentiment d'impuissance. Les jeunes sont pessimistes. Seul 27% d'entre eux pensent qu'ils auront une vie meilleure que leurs parents[727]. Mais ils sont aussi porteurs de grandes espérances face aux défis qui les attendent. Ils refusent les assignations, pensent surmonter les déterminismes et disent pouvoir compter sur eux-mêmes. Changer le monde en commençant par soi fonde « *une débrouillardise effective* » leur permettant de surmonter les difficultés.

Individualisation et instantanéité fixent un nouveau cadre de socialisation, dans lequel une « *citoyenneté réversible* » peut se déployer. Refusant les allégeances, ils déconstruisent les références traditionnelles du politique et le rapport à l'autorité. Le respect absolu de la liberté individuelle n'empêche pas le passage au collectif lorsqu'il nourrit l'individu. La solidarité, le souci de l'Autre et l'esprit collaboratif sont une base solide pour construire du commun. Les engagements sont pragmatiques, clairement identifiés, flexibles et réversibles. Ils doivent donner des résultats dans le court terme. L'idéal de liberté individuelle cohabite avec une demande de régulation et de sécurisation de la vie publique et collective. Cette demande politique peut déboucher sur trois formes d'expressions : un sentiment *hyperdémocratique* exigeant plus de justice sociale, un nouveau pacte démocratique plus inclusif, protecteur et respectueux de la planète ; un sentiment *hypodemocratique* et illibéral tenté par un retour à l'ordre et à l'autorité dans le domaine public[728]. Enfin, l'acceptation d'une *citoyenneté passive* abandonnant le pouvoir aux experts et aux élites est aussi une réalité de certains jeunes traversés par un sentiment d'impuissance[729].

---

[725] Erikson (E.), *Adolescence et crise: la quête de l'identité*, Flammarion édition, Paris, 2011 ; Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, op. cit.

[726] Seuls 7% des moins de 35 ans et 5% des 18-24 ans déclarent avoir déjà milité dans un groupe engagé politiquement. Et 5% des moins de 35 ans adhèrent à un syndicat. Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, op. cit.

[727] Sondage Ifop octobre 2020 réalisé dans le cadre de cette thèse et financé par l'ONAC-VG – Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

[728] L'illibéralisme revient à ne pas accorder d'importance aux principes fondamentaux dans le fonctionnement d'un régime démocratique, notamment la séparation des pouvoirs, les libertés civiles et individuelles, surtout pour les minorités, l'Etat de droit, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, la probité des élections. Zakaria (F.), « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76 (6), 1997.

[729] Ces analyses et ces concepts sont tirés des lectures de Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, Paris, Ed De L'Aube, 2018 ; Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001. Pour une approche internationale voir

b. Une citoyenneté critique

Ce nouveau cadre de socialisation et cette culture politique nouvelle se traduisent dans leurs comportements politiques.

Contrairement aux idées reçues, les jeunes s'intéressent à la politique mais ils en ont une perception très négative et préfèrent investir leurs énergies dans d'autres canaux. L'abstention est certes plus importante que dans les autres classes d'âge mais pas plus que pour les générations précédentes au même âge[730]. Il s'agit surtout d'une abstention active ne reflétant pas un désintérêt mais plutôt une difficulté à se satisfaire de l'offre politique. Hyperdémocratiques ou autoritaires, les jeunes sont très critiques du système et du personnel politique.

Ils ne sont pas absents ou démissionnaires. Ils se démarquent simplement de la façon traditionnelle de faire de la politique. Ainsi, ils n'utilisent pas le vocabulaire du politique et connaissent mal les personnes aux responsabilités. Leurs engagements et leurs mobilisations collectives en font néanmoins des acteurs politiques majeurs. Que l'on pense à Nuit Debout, aux Marches pour le Climat ou à celles contre le racisme en 2020, ces mobilisations sont autonomes et spontanées, éphémères mais néanmoins structurantes. Comme pour les générations précédentes, elles restent des moments d'apprentissage et de politisation. Elles témoignent d'une recherche de sens et d'une demande d'éthique. De Don Quichotte aux Colleuses, la banalisation de la politique dans la rue entraîne un renouvellement des modes d'action. L'absence de débouchés politiques se traduit par un renforcement de leur tempérament protestataire et la tentation d'une certaine radicalité[731].

Cette défiance vis-à-vis du politique et ce besoin de sécurisation se traduisent dans le vote. Le vote protestataire est de plus en plus affirmé, principalement à l'extrême gauche et à l'extrême droite. En 2017, Jean-Luc Mélenchon rassemble 28% du vote des jeunes et le Rassemblement National recueille 23% de leurs suffrages confirmant une banalisation et une installation durable du vote lepéniste dans une partie de la jeunesse la moins diplômée et la moins sécurisée socio-économiquement[732]. 22% des jeunes votent pour Emmanuel Macron au premier tour de 2017. Il s'agit principalement de la jeunesse des inclus, socialement sécurisée, diplômée, s'insérant sur le

également Roberto Stefan Foa et Yascha Munk, « The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect », *Journal of Democracy* 27, n° 3 (2016): 5-14.

730 L'abstention est de 29% au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 pour les 18/24 ans Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, op. cit.

731 Galland (O.), Muxel (A.), *La tentation radicale*, op. cit.

732 1 étudiant sur 5 vote tout de même pour le FN en 2017. « *La jeunesse étudiante penche plus à gauche, vote d'avantage et se montre aussi plus protestataire. La jeunesse non diplômée, active, plus ou moins précaire, est plus abstentionniste et adhère davantage à la droite.* » Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, op. cit., p. 41.

marché du travail[733] et acceptant l'Europe et la mondialisation[734]. Le refus du clivage gauche-droite et la démonstration d'un optimisme et d'une efficacité permettent à Emmanuel Macron de nouer une relation avec une certaine jeunesse.

Les jeunes tâtonnent pour faire émerger des alternatives politique et ce faisant ils façonnent le monde politique à venir. Les futurs citoyens de demain seront plus critiques et plus distants à l'égard des institutions et du système politiques ; moins présents dans les urnes mais plus présents dans les rues. Reste à savoir maintenant ce qui du projet hyperdémocratique ou de la régression illibérale l'emportera.

II. Les comportements politiques des descendants de l'histoire algérienne de la France

Les jeunes descendants de l'histoire algérienne de la France s'inscrivent dans ces tendances qui reconfigurent les attitudes et les comportements politiques des générations actuelles mais ils témoignent néanmoins de certaines caractéristiques qui les différencient des jeunes non concernés par cette histoire. La filiation avec l'Algérie est toujours plus significative que leur niveau d'éducation ou leur milieu social pour expliquer leur rapport au politique. Comme si l'évènement, soixante ans après les faits, produisait encore des effets politiques. Les héritiers ont une sensibilité politique plus marquée. Ils s'y intéressent davantage, savent se positionner sur l'échelle gauche-droite, sont plus engagés, plus contestataires, plus révolutionnaires mais aussi plus conservateurs.

a. Des jeunes plus politisés

Dans le cadre de notre enquête, 7% des jeunes Français disent être très intéressés par la politique, 25% s'y intéressent assez, 36% sont peu intéressés et 32% pas du tout intéressés. Le niveau d'étude et l'origine sociale ont un impact sur le rapport à la politique[735]. Lorsque les jeunes font des études ou appartiennent à la catégorie « cadres et professions intermédiaires », ils déclarent davantage d'intérêt pour la politique. Ils sont respectivement 33% et 34% à être assez intéressés (contre 25% dans l'ensemble de l'échantillon). Mais avoir un lien familial avec l'Algérie est tout aussi, voire plus significatif pour expliquer l'intérêt des jeunes pour la politique. La moitié des jeunes qui ne discutent pas de la guerre d'Algérie en famille (47%) ne s'intéresse pas du tout à la politique (contre 32% dans l'ensemble de l'échantillon). Inversement, les jeunes qui en discutent souvent

---

733 Au sein du groupe des actifs, il faut faire une différence aussi entre les actifs précaires qui sont plus à gauche, plus abstentionnistes et votent plus FN que les actifs plus protégés Muxel (A.), *Politiquement Jeune*, op. cit.
734 *Ibid.*
735 Muxel (A.), « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures, ajustements », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002.

sont 28% à être très intéressés par la politique (contre seulement 7% de l'ensemble).

Les jeunes d'origines algériennes, c'est-à-dire ayant des parents ou grands-parents algériens, sont près de trois fois plus nombreux (19%) que les autres jeunes (7%) à partager un fort intérêt pour la politique. Lorsque les jeunes déclarent un lien familial avec une personne ayant été affectée d'une façon ou d'une autre par la guerre, ils sont entre 29% et 46% à se dire assez intéressés par la politique, contre 25% de l'ensemble de l'échantillon. Hériter d'une histoire algérienne et discuter de la guerre d'Algérie nourrit donc une certaine politisation. Les récits familiaux et la sensibilité au sujet ont rendu les jeunes descendants plus attentifs aux questions politiques.

Tableau 11: Intérêt pour la politique

	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
Ensemble	**7**	**25**	**36**	**32**
Profession				
.. Artisan ou commerçant	11	36	30	23
.. Cadres et professions intermédiaires	9	33	34	24
.. Employé	5	24	35	36
.. Ouvrier	8	21	36	35
. Sans emploi	5	20	30	45
. Etudiant	8	25	37	30
. En apprentissage	9	25	40	26
Education				
Diplôme supérieur	10	34	35	21
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	6	25	37	32
Baccalauréat	6	23	37	34
CAP / BEP	5	19	36	40
Pas de diplôme / CEP / BEPC	10	24	27	39
Discute de la guerre d'Algérie avec ses proches				
Total Discute de la guerre d'Algérie	11	34	37	18
… souvent	28	40	19	13
… parfois	10	39	35	16
… pas souvent	7	29	43	21
Ne discute jamais de la guerre d'Algérie	3	16	34	47
Liens familiaux				
… un militant de l'indépendance de l'Algérie	7	36	30	27
… un soldat de l'armée française	8	31	37	24
… un pied-noir	5	29	44	22
… un Juif d'Algérie	8	46	31	15
… un militant de l'OAS	13	42	28	17
… un Harki	10	46	26	18
Origines Algériennes				
A ses deux parents algériens	19	38	24	19
A au moins un de ses deux parents algériens	13	37	29	21

Les jeunes descendants se positionnent également davantage sur l'échelle gauche-droite. Alors que la moitié des jeunes Français (52%) refusent de se placer sur cette échelle, les jeunes qui discutent de la guerre d'Algérie en famille sont presque deux fois moins nombreux (28%) à ne pas se positionner. Ce refus de se positionner ne concerne qu'un tiers (33%) des jeunes d'origines algériennes et 43% de ceux ayant un lien familial avec une personne affectée par la guerre. Hériter de la guerre d'Algérie ancre surtout à gauche. Alors que seulement un quart (25%) des jeunes Français se disent de gauche, près de la moitié des jeunes discutant de la guerre d'Algérie en famille (47%) font le choix de se placer de ce côté de l'échiquier politique. C'est aussi le cas de la moitié (46%) des jeunes d'origines algériennes et de 28% des jeunes ayant un lien familial avec cette histoire.

Le positionnement à gauche concerne principalement les descendants de harkis (51%), de Juifs d'Algérie (48%), de militants pour l'Indépendance (36%) et même de l'OAS (46%). Ces chiffres témoignent d'une socialisation à gauche au sein de ces familles, y compris celles ayant une filiation avec un militant de l'OAS où un processus de réalignement politique a pu s'opérer à la génération de leurs parents. Dans ce dernier cas, lorsque l'engagement des grands-pères ne fait pas l'objet d'une transmission familiale et idéologique, les comportements politiques se sont quelque peu normalisés. Les différends politiques entre générations ont aussi occasionné un certain nombre de ruptures politiques dans ces familles. En revanche, une certaine continuité idéologique s'observe dans d'autres familles de militants à l'OAS, notamment les familles de militaires, où la transmission familiale est plus structurée et assure la transmission des idées politiques. Ainsi, les descendants de l'OAS sont plus nombreux que les autres jeunes Français à se dire de droite : 34% d'entre eux ont fait ce choix, soit dix points de plus que les autres jeunes Français (24%).

Les descendants de pieds-noirs et d'appelés ont quant à eux des comportements politiques plus proches de ceux qui sont observés au sein de l'ensemble des jeunes. Leur paysage politique est très hétérogène et reflète la diversité des familles dans la France d'aujourd'hui. Les jeunes descendants se répartissent sur l'ensemble de l'échelle gauche-droite avec une préférence sensible pour la droite. Mais nous ne pouvons pas ici identifier de lien significatif entre une ascendance pied-noire ou le fait d'avoir un grand-père appelé en Algérie et un positionnement politique, même si ces jeunes restent toujours plus intéressés par le sujet.

Tableau 12 : Liens familiaux et positionnement politique

	Ext-gauche	Gauche	Centre gauche	Total gauche	Centre droit	Droite	Ext-droite	Total droite	Ni à gauche, ni à droite
Ensemble	**2**	**13**	**10**	**25**	**9**	**10**	**5**	**24**	**52**
Origines Algériennes									
A ses deux parents algériens	8	18	20	**46**	11	7	3	**21**	33
A au moins un de ses deux parents algériens	5	17	21	**43**	13	7	4	**24**	33
Discute de la guerre d'Algérie avec ses proches									
… souvent	9	23	15	**47**	8	9	8	**25**	28
… parfois	3	17	14	**34**	9	10	3	**22**	44
… pas souvent	2	16	11	**29**	10	10	4	**24**	46
…jamais	2	8	6	**16**	8	10	5	**23**	61
Liens familiaux									
A un lien familial	2	14	11	**28**	10	13	6	**29**	43
… un militant de l'indépendance de l'Algérie	7	15	14	**36**	7	3	1	**11**	53
… un soldat de l'armée française	2	16	10	**28**	9	14	7	**30**	43
… un pied-noir	1	11	13	**25**	11	13	6	**30**	45
… un Juif d'Algérie	1	21	26	**48**	18	12	1	**31**	21
… un militant de l'OAS	0	25	21	**46**	23	6	5	**34**	20
… un Harki	2	28	21	**51**	16	4	6	**26**	23
N'a aucun lien familial	2	11	7	**20**	6	8	4	**18**	62

b. Des jeunes plus engagés, plus critiques et plus radicaux

Témoignant d'une politisation plus intense, les descendants de cette histoire algérienne sont aussi plus souvent engagés sur toute une série de causes ayant une connotation progressiste. Un quart (24%) des jeunes Français déclare s'être déjà engagé contre le racisme et pour les droits humains. Mais cela concerne 45% des jeunes discutant de la guerre d'Algérie avec leurs proches, 39% des jeunes Français d'origine algérienne et près d'un tiers des jeunes descendants déclarant un lien familial avec une personne affectée par la guerre. Cette capacité à s'engager plus facilement concerne aussi des luttes déconnectées de l'histoire algérienne. Si 26% des jeunes Français se sont déjà engagés pour le climat, cela est le cas de 34% des jeunes Français d'origines algériennes et de près d'un tiers (29%) de ceux ayant lien familial avec la guerre. Des engagements conservateurs plus marqués sont aussi repérables. Un tiers des jeunes (33%) ayant des origines algériennes

déclarent s'être déjà engagés pour la grandeur de la France, mais aussi 19% de ceux ayant une ascendance pied-noire, 26% de ceux ayant un lien avec une personne juive d'Algérie, 35% avec un militant à l'OAS et 36% avec un harki (contre 13% de l'ensemble de l'échantillon). Plus les jeunes s'intéressent et sont concernés par la guerre d'Algérie, plus leur participation politique est forte. Cette dernière est mise au service de leurs opinions, qu'elles soient progressistes ou conservatrices. L'expérience de la guerre a produit des engagements et de fortes politisations dans les familles concernées. Ces dernières ont su transmettre leur sensibilité et leur capacité à s'engager aux générations suivantes.

Tableau 13 : Liens familiaux et engagements

Causes	Lutte contre le racisme et pour les droits humains			Les valeurs morales et traditionnelles			La grandeur de la France			Le Climat		
	Oui, déjà	Oui, vous pourriez	Non	Oui, déjà	Oui, vous pourriez	Non	Oui, déjà	Oui, vous pourriez	Non	Oui, déjà	Oui, vous pourriez	Non
Ensemble	**24**	**53**	**23**	**18**	**47**	**35**	**13**	**39**	**48**	**26**	**49**	**25**
Origines Algériennes												
A au moins un de ses deux parents algériens	34	45	21	32	43	25	28	44	28	31	45	24
N'a aucun lien familial avec l'Algérie	20	55	25	13	49	38	10	37	53	25	49	26
Discute de la guerre d'Algérie avec ses proches												
… souvent	43	42	15	37	41	22	32	44	24	39	42	19
… parfois	34	51	15	24	47	29	17	43	40	30	52	18
… pas souvent	26	56	18	18	52	30	12	41	47	30	50	20
…Jamais	17	53	30	13	46	41	10	35	55	21	48	31
Liens familiaux												
A un lien familial	25	57	18	18	49	33	14	41	45	29	51	20
… un militant de l'indépendance	36	50	14	20	49	31	8	47	45	34	44	22
… un ancien soldat	21	61	18	17	49	34	14	40	46	28	54	18
… un pied-noir	27	54	19	20	52	28	19	38	43	30	50	20
… un Juif d'Algérie	33	53	14	30	48	22	26	43	31	29	56	15
… un militant de l'OAS	31	52	17	31	45	24	35	50	15	27	56	17
… un harki	33	51	16	39	36	25	36	42	22	29	53	18

La participation politique des descendants de l'histoire algérienne de la France est aussi plus critique et plus protestataire que ce que l'on observe parmi les autres jeunes de leur génération. Ils expriment par exemple davantage de défiance vis-à-vis du vote. Si 30% des jeunes formant l'ensemble de l'échantillon estiment que voter n'est pas vraiment utile, cette opinion est partagée par 39% des jeunes d'origines algériennes, par près de la moitié (46%) des descendants de Juifs d'Algérie, par 44% des petits-enfants de harkis, mais aussi par 51% des petits-enfants de militants à l'OAS et par 33% des petits-enfants de pieds-noirs. Les jeunes descendants privilégient les modes de participation non conventionnels[736]. Les jeunes ayant des liens familiaux avec l'Algérie ou la guerre sont toujours plus nombreux à avoir eu recours à l'ensemble de ces modes de participation ou à déclarer qu'ils pourraient y avoir recours, y compris les modes les plus radicaux. Un quart (26%) des jeunes Français déclare avoir déjà participé à une manifestation. Mais lorsqu'ils discutent de la guerre d'Algérie en famille, ont des origines algériennes ou des liens familiaux avec la guerre, ils sont plus nombreux à avoir eu cette expérience. C'est le cas de 35% des jeunes d'origines algériennes ou encore de 32% des petits-enfants de pieds-noirs. L'affrontement avec les forces de l'ordre ou les dégradations matérielles sont encore plus clivants. Alors que seulement 9% des jeunes Français disent avoir déjà affrontés les forces de l'ordre, les jeunes d'origines algériennes sont 28% à l'avoir déjà fait et 36% à envisager à le faire. Ceux qui ont un lien familial avec la guerre sont toujours deux fois plus nombreux que les autres jeunes Français à envisager d'affronter les forces de l'ordre. Le constat est similaire concernant la possibilité de provoquer des dégâts matériels pour se faire entendre. Alors que seulement 8% des jeunes Français l'ont déjà fait et 15% envisagent de le faire, ces proportions grimpent respectivement à 29% et à 34% parmi les jeunes d'origines algériennes, soit deux à trois fois plus que les autres jeunes Français. La dégradation matérielle fait également partie de l'expérience des jeunes déclarant un lien familial avec un harki, un militant à l'OAS ou un Juif d'Algérie : entre 25 et 35% d'entre eux déclarent l'avoir déjà fait et entre 36 et 42% à envisager de le faire.

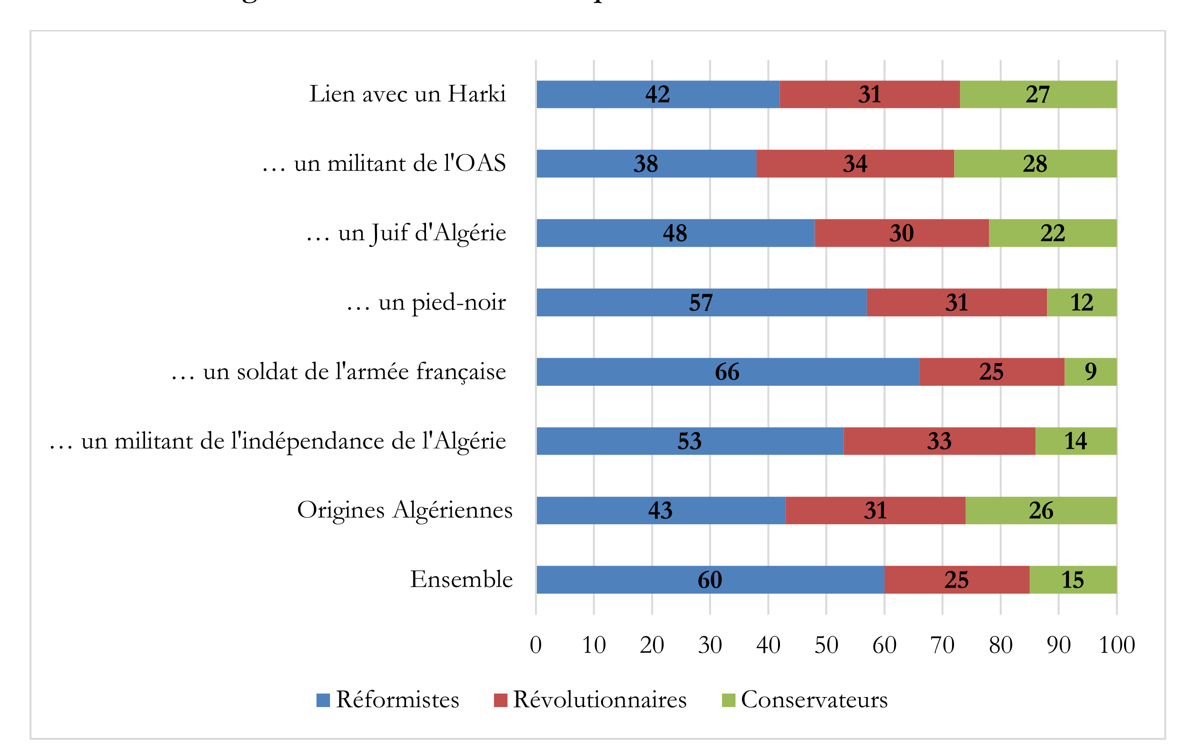
[736] Confrontés à une liste présentant différents moyens d'expression politique, comme signer une pétition, manifester, pratiquer le boycott, faire grève, bloquer des espaces publics, affronter d'autres manifestants, affronter les forces de police ou encore provoquer des dégâts matériels pour se faire entendre, les jeunes étaient invités à dire s'ils ne le feraient jamais, s'ils pourraient le faire ou s'ils l'avaient déjà fait.

Tableau 14 : Liens familiaux et modes de participation

	Manifester			**Affronter les forces de police**			**Provoquer des dégâts matériels**		
	Oui, vous l'avez déjà fait	Oui, vous pourrez le faire	Non, vous ne le ferez jamais	Oui, vous l'avez déjà fait	Oui, vous pourrez le faire	Non, vous ne le ferez jamais	Oui, vous l'avez déjà fait	Oui, vous pourrez le faire	Non, vous ne le ferez jamais
Ensemble	**26**	**43**	**31**	**9**	**20**	**71**	**8**	**15**	**77**
Origines algériennes									
A au moins un de ses deux parents algériens	30	45	25	28	36	36	29	34	37
Discussion de la guerre d'Algérie avec les proches									
… souvent	37	43	20	27	29	44	31	24	45
… parfois	33	44	23	13	25	62	10	22	68
… pas souvent	29	45	26	8	22	70	7	12	81
…jamais	21	42	37	6	17	77	5	12	83
Liens familiaux									
… un militant de l'indépendance de l'Algérie	37	40	23	18	20	62	6	21	73
… un soldat de l'armée française	30	46	24	6	17	77	5	10	85
… un pied-noir	32	45	23	12	22	66	10	19	71
… un Juif d'Algérie	25	51	24	18	46	36	25	42	33
… un militant de l'OAS	28	36	36	30	48	22	34	43	23
… un Harki	30	42	28	33	42	25	35	36	29

Les jeunes héritiers ont également une opinion plus tranchée sur l'évolution de la société. A la question de savoir si la société devrait être améliorée progressivement par des réformes, changée radicalement par une action révolutionnaire ou au contraire protégée des changements, les jeunes descendants se distinguent par des profils plus révolutionnaires, mais aussi pour certains plus conservateurs. Près d'un tiers (31%) des jeunes d'origines algériennes ont un profil révolutionnaire, contre un quart (25%) des autres jeunes Français. Mais, on compte aussi en leur sein davantage de jeunes ayant un profil conservateur (26% contre 15% de l'ensemble de l'échantillon). Les descendants de personnes affectées par la guerre ont un comportement similaire. Ils sont à la fois plus révolutionnaires et plus conservateurs que les autres jeunes Français puisque plus de 30% d'entre eux en moyenne pensent que la société devrait être changée radicalement et qu'environ un quart (22%) pense que la société devrait être protégée des changements. On observe également qu'une bonne connaissance du conflit algérien ancre fortement les jeunes dans le choix de l'option révolutionnaire (32%) ou de l'option conservatrice (23%).

Figure 20: Liens familiaux et opinion sur l'évolution de la société



Comparés aux autres jeunes Français, les jeunes descendants de l'histoire algérienne ont donc des attitudes et des comportements politiques singuliers. Leurs liens familiaux avec l'Algérie ou des personnes affectées par la guerre ont une incidence significative. Les héritiers de cette histoire, quelle qu'en soit la façon, sont plus politisés, se positionnent davantage sur l'échelle gauche-droite et se déclarent plus fréquemment de gauche. Leur participation politique est plus prononcée, plus critique et plus radicale et leurs opinions sur l'évolution de la société plus tranchées. Ils ont grandi dans des environnements familiaux pour lesquels la politique a eu d'importantes conséquences. Ces familles sont plus politisées ou du moins plus sensibles aux questions politiques. Les récits familiaux véhiculent volontairement ou implicitement, cette sensibilité et fonctionnent comme des vecteurs de politisation. Les familles ont même souvent réussi à transmettre leurs idées, sans que cela soit automatique. A défaut d'une continuité idéologique, elles ont au moins transmis une exigence envers la politique.

III. La transmission des idées politiques en famille

Dans beaucoup de familles, la politique est à première vue mise à distance pour dépolitiser les enjeux mémoriels et ne pas encombrer la transmission. Elles transmettent, sciemment ou implicitement, des récits intimes et sensoriels sans convier les cadres politiques du passé ou du présent. Mais la politique et les jugements ne sont jamais vraiment absents de cette transmission. Dépolitiser est déjà politique. Cela rend aveugle certains mécanismes expliquant le parcours des acteurs. Dans les familles, la politique surgit dans les à-côtés, au détour de commentaires sur la société d'alors ou d'aujourd'hui, et dans la manière d'y positionner les membres de la famille, de restituer leur histoire.

Dans d'autres familles, plus politisées, les récits renvoyant au passé s'imposent comme explicitement politiques. Ils transmettent intentionnellement des valeurs, des opinions et des injonctions aux plus jeunes, amenés à se positionner, d'une façon ou d'une autre, en rupture ou dans la continuité de ce qui se présente comme un héritage ou comme la tradition d'une culture politique. La mémoire familiale joue à cet endroit un rôle structurant. Plus l'histoire familiale est convoquée, plus les chances que la transmission politique opère sont grandes. Et, à rebours, plus l'on politise la mémoire, plus l'on transmet l'histoire de la famille.

Mais les jeunes ne sont pas inertes dans ce processus de transmission. En fonction de leurs propres positionnements politique, social et identitaire, ils ne la reçoivent pas de la même manière et n'en font pas le même usage politique. S'ils sont peu politisés et se sentent peu concernés par cette histoire, alors la mémoire ne fait pas partie de leur répertoire politique. Lorsqu'ils se politisent, les jeunes le font principalement sur d'autres enjeux, comme par exemple les questions environnementales ou l'appartenance aux classes populaires. Mais lorsque cette histoire pèse sur leur construction personnelle, alors elle joue invariablement un rôle sur leur politisation. Le poids du passé, mais aussi l'absence de transmission, peuvent avoir une implication, ne serait-ce que parce qu'ils alimentent une volonté de combler un manque au plan individuel comme au plan collectif. Les descendants d'Algériens ou de Juifs d'Algérie ne se politisent pas forcément sur les questions de mémoire proprement dites, mais davantage à partir de leur confrontation présente à l'expérience du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations dont ils peuvent être l'objet. A droite comme à gauche, le rapport à l'altérité est au cœur du clivage politique pour lequel les jeunes mobilisent la mémoire pour justifier leurs positionnements. Enfin, pour une minorité de jeunes politisés et issus de familles politisées, l'entretien d'une mémoire revendiquée comme un héritage peut par contre devenir une ressource politique et alimenter une vision cohérente du monde, que cela soit en continuité ou en rupture avec le positionnement de la famille.

a. Filiations et ruptures politiques

Parce que l'histoire algérienne n'est jamais anodine et a souvent laissé des traces, les familles sont plus marquées par la politique. Les filiations et les ruptures idéologiques entre les générations y apparaissent donc plus fortes que dans les autres familles françaises. Afin de les mesurer, nous utilisons l'indicateur de filiation politique développé par Anne Muxel consistant à croiser le positionnement politique des jeunes avec ceux de leurs deux parents.[737] Si le père, la mère et ego sont tous les trois situés à gauche alors ego s'inscrit dans une *filiation de gauche*. De la même manière, une *filiation de droite* et une *filiation ni gauche ni droite* indiquent qu'ego se place en continuité avec le positionnement politique de ses

[737] Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, op. cit. ; Muxel (A.), « Filiation Politique et Vote », *art. cit.*

parents. Une *filiation de rupture* au contraire signale un positionnement politique différent d'ego par rapport à ses parents : ego se place à droite tout en ayant des parents de gauche ou ego se place à gauche tout en ayant des parents de droite. Enfin, une *filiation de décrochage* souligne qu'ego ne se déclare ni de gauche ni de droite alors que ses parents sont soit de gauche soit de droite.

Les jeunes descendants de l'histoire algérienne de la France se distinguent à la fois par de plus fortes filiations politiques de gauche et de droite et de plus fortes ruptures idéologiques. Les jeunes d'origines algériennes sont par exemple deux fois plus nombreux (24%) que les autres jeunes Français (12%) à s'inscrire dans une filiation de gauche[738]. C'est également le cas des descendants de militants pour l'Indépendance (21%), de harkis (21%), de Juifs d'Algérie (17%) et de militants à l'OAS (21%). Mais les jeunes ayant un lien familial avec un militant à l'OAS se distinguent aussi par une plus forte filiation politique à droite (19% contre 13% pour l'ensemble de l'échantillon). Les jeunes issus des familles de pieds-noirs (18%) ou d'appelés (19%) sont aussi plus nombreux à s'inscrire dans une filiation de droite. Mais dans toutes les catégories de descendants, les ruptures sont aussi plus nombreuses que dans les autres familles. Les jeunes d'origines algériennes sont encore deux fois plus nombreux (8%) à avoir un positionnement politique différent de leurs parents (contre 4% pour l'ensemble des jeunes). Il en est de même pour les descendants de Juifs d'Algérie (8%), de harkis (7%) et de militants à l'OAS (11%). Enfin, les descendants de l'histoire algérienne se distinguent par une plus faible proportion de filiation apolitique, ni à gauche ni à droite, confirmant l'importance de la politique dans ces familles.

[738] Déjà en 1988 Anne Muxel montrait que les jeunes issus de l'immigration se distinguaient par un vote marqué à gauche Muxel (A.), « Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration en région parisienne », *Revue française de science politique*, 38 (6), 1988. Ces observations sont confirmées par Jean-Luc Richard en 1999 qui montre comment ces jeunes se distinguent par un vote à gauche en rejet du Front National : Richard (J.-L.), « Comment votent les jeunes Français issus de l'immigration ? », *Ville Ecole Intégration*, 118, 1999.

Tableau 15 : Filiations politiques des descendants

	Filiation de gauche	Filiation de droite	Filiation ni à gauche, ni à droite	Filiation changeante	Filiation de décrochage	Filiation incohérente
Ensemble	**12**	**13**	**36**	**4**	**89**	**4**
Origines Algériennes						
A ses deux parents algériens	24	8	22	8	84	7
A au moins un de ses deux parents algériens	20	11	22	7	82	8
Liens familiaux						
… un militant de l'indépendance	21	3	36	3	89	7
… un ancien soldat	14	19	26	4	87	4
… un pied-noir	12	18	29	4	88	4
… un Juif d'Algérie	17	17	13	8	76	11
… un militant de l'OAS	21	19	11	11	68	10
… un Harki	21	14	19	7	74	13
N'a aucun membre de sa famille ayant un lien avec la guerre d'Algérie	10	10	45	2	91	4

b. Une politisation indépendante des enjeux mémoriels

Dans beaucoup de familles, le parcours des grands-parents n'a pas fait l'objet d'une transmission structurée. Le contenu des maigres récits et des bribes éclatées est peu politisé. Les discussions sur le passé algérien, y compris dans ses dimensions politiques, sont risquées et souvent évitées afin de ne pas déranger les équilibres familiaux. Dans les familles d'appelés notamment, cette transmission est trop faible pour peser. La guerre d'Algérie et ses conséquences sont donc la plupart du temps maintenues à distance et la politisation des descendants se fait surtout sur la base des enjeux sociaux, économiques et politiques contemporains qui touche la France, mais pas seulement, et qui peuvent les interroger. Cependant, lorsqu'ils sont politisés, les jeunes descendants peuvent néanmoins articuler un discours politique sur les enjeux propres à la mémoire de la guerre d'Algérie et de la colonisation. Mais ils le font d'abord en tant que jeunes de gauche ou de droite, et moins en tant que descendants d'appelés. S'ils se positionnent à gauche, ils vont reprocher à l'Etat son absence de travail de mémoire sur ce conflit, privant leur grand-père de parole et eux de récits. S'ils sont de droite, ils contournent la question des responsabilités historiques en invoquant le refus de la repentance. Lorsqu'ils sont dépolitisés et volontairement à distance de la politique, ils inscrivent la guerre d'Algérie et son tabou dans une longue histoire du secret et confirment leur défiance vis-à-vis du politique.

Même dans les familles de pieds-noirs où l'histoire a pu avoir davantage d'incidence sur la dynamique familiale, la transmission reste parfois fragmentaire ou circonscrite à l'espace intime et personnel. Dans ce cas, la socialisation politique familiale joue son rôle dans la politisation mais les

mémoires familiales ne semblent pas déterminantes. Chez Fanny et Martin, cette histoire algérienne est surtout l'histoire de leurs grands-parents. Ce passé est mis à distance. Leurs représentations sont principalement issues des contenus dispensés à l'école leur permettant de comprendre à la fois l'Indépendance et les discours perçus de l'expérience douloureuse de leurs grands-parents. Mais la mémoire n'est jamais une ressource politique. Chez Patrick et Romain, les récits sont abstraits et épars mais c'est une socialisation familiale ancrée à gauche qui détermine leur regard critique sur la colonisation et la guerre, ainsi qu'une vision progressiste des enjeux sociétaux contemporains. Dans les familles de Thibault et de Laura, la situation est similaire mais avec un ancrage à droite. Les récits familiaux sont nostalgiques de la colonisation et plutôt conservateurs sur les enjeux contemporains. Ainsi, Thibault et Laura restituent-ils des discours stéréotypés sur les bienfaits de la colonisation, tout en les modernisant, y intégrant certaines critiques et légitimant l'Indépendance. Ils opèrent un bricolage entre leur héritage familial et ce qu'ils ont appris à l'école et dans leur génération. Peu politisés, ils tentent de ramener cette histoire à sa dimension simplement intime, individuelle mais leur socialisation à droite continue malgré tout d'influencer leurs représentations.

Dans les familles juives, la faiblesse de la transmission limite également l'influence de la mémoire sur la socialisation politique. La rancœur ou le ressentiment relatifs à l'exil ne font pas l'objet d'une mise en récit. Les questions politiques ou renvoyant aux responsabilités des différents protagonistes de cette histoire sont peu abordées. Les discussions en famille restent cantonnées au domaine privé. Pour Amandine, Anthony et Thomas, les enjeux contemporains apparaissent plus déterminants pour expliquer leur politisation. Amandine a peu d'intérêt pour cette histoire si ce n'est pour la cuisine. La mémoire de l'Algérie n'est pas entretenue et résonne peu dans son quotidien. Sa politisation s'est surtout faite autour de l'appartenance de sa famille aux catégories populaires. Elle entame certes quelques démarches pour se reconnecter à une judaïté, mais ce cheminement identitaire et culturel est davantage tourné vers Israël et les mémoires ashkénazes que vers les racines algériennes. Même configuration chez Anthony chez qui la transmission est très faible et l'Algérie très à distance. La judaïté l'intéresse mais pas l'Algérie et la culture arabe. Thomas lui n'a eu accès qu'à des images et des récits folkloriques qu'on croirait sortis d'un roman d'Albert Cohen. Sa politisation s'est faite sur des sujets plus contemporains sans lien avec cette mémoire dont il ne réalise que très récemment les conséquences sur sa famille et la société française.

Dans les familles de militants pour l'indépendance et de harkis, les récits sur le passé sont généralement très minces. La socialisation politique familiale s'articule davantage autour de l'appartenance aux classes populaires et se focalise davantage sur les parcours d'immigration que sur la mémoire de la colonisation ou de la guerre. Ces familles connaissent par ailleurs des difficultés de transmission qui leur sont propres. Même s'ils sont politisés, les grands-parents et/ou les parents n'ont

parfois pas le droit de vote, manquent souvent de connaissances sur la politique française, parfois même ne maîtrisent que mal la langue française et restent d'abord préoccupés par les conditions de leur insertion socio-économique. Ils ne discutent pas de politique avec leurs enfants, quand bien même ils auraient participé aux grandes grèves des années 1970. Les jeunes sont souvent dans l'incapacité de situer le positionnement politique de leurs grands-parents ou leurs parents sur une échelle gauche-droite. Yacine découvre au détour d'une discussion sur le racisme avec son grand-père, que celui-ci manifestait à Marseille en 1973. Il n'imaginait pas que son grand-père en soit capable. Il l'enfermait dans une image de passivité et de dépossession de son histoire. Le manque de transmission d'une mémoire militante rattachée aux combats de l'Indépendance et de l'immigration est une réelle difficulté pour les jeunes. Beaucoup d'entre eux grandissent avec des représentations faussées et peu valorisante de leurs grands-parents ayant toujours courbé l'échine.

L'appartenance à la classe ouvrière et l'expérience du parcours d'immigration, dont les récits sur l'Algérie ne sont pas totalement absents, ancrent les familles à gauche, avec des variantes communiste, socialiste ou centriste. Les récits familiaux sont alors prescripteurs de valeurs mettant en avant le refus des injustices, la difficulté du chemin parcouru et le respect de la dignité. Cette forme de politisation se transmet plutôt de façon efficace. La lutte contre le racisme et la défense de valeurs émancipatrices sont souvent un fil qui relie le passé familial au présent des jeunes. Maxime ne sait presque rien sur son grand-père ni sur les conditions d'immigration de sa mère. Les problèmes de langues, le décès des grands-parents restés en Algérie et le choix de l'assimilation par les parents, ont bloqué la transmission intergénérationnelle. Sa socialisation politique relève surtout de celle qui prévaut dans sa génération : celle d'un enfant des années 2000 ayant grandi dans le 19ème arrondissement de Paris. Elle mêle les expériences vécues dans un quartier populaire, avec la réalité de ses solidarités mais aussi la confrontation aux discriminations, et au mépris des années Sarkozy. Les enjeux relevant de l'histoire familiale ou collective n'interviennent pas en premier plan. Dans la famille de Nora, la transmission familiale est également très faible même si les récits charrient une fierté de l'engagement et un sens de l'indignation. Cependant, Nora reste peu politisée et son histoire familiale ne semble pas peser sur ses opinions politiques présentes. Le lien avec l'Algérie est davantage un héritage culturel. Dans la famille d'Amar, la transmission est plus dense. La mémoire d'un grand-père maternel engagé au FLN côtoie celle du grand-père paternel, Algérien lui aussi, militaire dans l'armée française. Cette coexistence lui donne accès à des récits qu'il décrit comme équilibrés, restituant autant la violence de la colonisation et de l'armée française que les opportunités offertes par l'institution militaire à son grand-père expliquant la présence en France de celui-ci aujourd'hui. Il s'arrange facilement de la cohabitation de ces deux histoires. Sa double culture et sa double nationalité ne lui posent de problème que quand d'autres le lui rappellent…ce qui n'est pas rien. Mais sa politisation s'est davantage structurée sur l'urgence de la

transition écologique à laquelle il dédie désormais son métier d'ingénieur.

Les familles de harkis connaissent des difficultés de transmission similaires. Les silences prennent plus de place que les récits. Arrivés en France dans des conditions précaires, les grands-parents se sont tenus très éloignés de la politique. Leurs petits-enfants ne sont pas capables de les situer politiquement et ne discutent quasiment jamais de politique avec eux. Les parents formant la seconde génération se positionnent très majoritairement à gauche. Mais c'est davantage la condition immigrée et l'appartenance aux classes populaires que le passé familial associé à l'Algérie qui expliquent les positionnements politiques observés au sein de l'une comme de l'autre génération. Comme le dit Amir : « *S'élever de la misère, c'est le plus grand des combats* ».

c. *Le poids du passé, invariablement négocié*

Il est pourtant des cas où la mémoire joue un rôle plus déterminant dans la socialisation politique et la politisation. Dans les familles de harkis par exemple, les héritages douloureux et les parcours compliqués des grands-parents voire des parents ont encore des conséquences sur les parcours de vie personnels des petits-enfants. Ils se construisent avec et autour de cette histoire. S'émanciper des douleurs du passé nécessite souvent un travail. Beaucoup de descendants font des démarches pour mieux comprendre l'histoire des harkis. Anaïs explique avoir dû comprendre cette histoire pour ne plus en avoir honte mais au contraire être fière de ses origines. Même schéma pour Amir qui hérite d'histoires et de récits qui auraient pu le perdre tant ils sont pleins d'injustices et de violences. Mais Amir a eu la chance de croiser la route de l'éducation populaire et de commencer un projet pour connaître l'histoire de sa grand-mère. Le manque de récits a aussi poussé Julie à mieux comprendre les mécanismes historiques du parcours des harkis. Le travail est aussi une exigence envers eux-mêmes. Indépendamment de leur intérêt et de leurs connaissances de l'histoire familiale et collective, les jeunes s'imposent le devoir de se dépasser. Ils confient devoir redoubler d'efforts pour faire leurs preuves. Soucieuse d'avancer dans sa vie et de se sentir légitime dans la société française, Kenza dit ne pas pouvoir rester enfermée dans le passé. Elle veut en finir avec « *cette dynastie de malheur* » en poursuivant notamment de brillantes études lui permettant de changer de milieu social. Pour Chloé, « *mes deux plus gros problèmes dans la vie c'est le racisme et la guerre d'Algérie* ». Trop souvent confrontée à de discussions houleuses en famille et aux conséquences de cette histoire dans sa vie quotidienne, elle est à la recherche d'espaces plus apaisés pour en discuter et en savoir plus. La question mémorielle n'influence pas sa socialisation politique mais comme pour Kenza, son histoire familiale l'a toujours poussée à faire ses preuves pour mériter sa place. Socialisé dans un quartier populaire avec d'autres familles de harkis, Liam baigne lui aussi dans une histoire ayant particulièrement affecté la vie de son père. Il hérite à la fois de récits de violences, d'injustices et de ségrégation, mais aussi d'un entre-soi protecteur. C'est à lui que revient la

responsabilité de briser l'emprise et la répétition d'un destin douloureux. Liam a grandi plus vite que les autres enfants, en ayant conscience de sa situation familiale et sociale. Il souhaite faire sa vie sans rancœur, en prenant de la distance par rapport à son histoire familiale, mais sans jamais la renier.

> *« Ça m'a fait grandir, cette histoire. Ça t'enlève le coté enfant, ça te fait mûrir. Tu quittes ton monde d'enfant quand tu comprends ce que c'est qu'une guerre. Et une guerre, quand elle est finie, elle n'est pas finie. Il y a tout ce qui se passe après. Et l'après peut être plus dévastateur que le moment. Comprendre le trauma et ces difficultés, ça aide à grandir. Dans la vie, on ne choisit pas où on naît, ni nos chances mais il faut être fier de notre histoire, de ce qu'on a vécu, ça nous définit au final : la guerre d'Algérie, les harkis, la cité, Manosque, ça me définit. C'est mon histoire.*
> *Moi je suis de gauche mais on existe plus trop (rires). Ma France, c'est le peuple, les gens. Grandir dans une cité, dans la classe populaire donc à gauche ça éduque à vivre ensemble, à l'échange, à la rencontre. Alors que la droite, c'est le capitalisme, le fric donc la colonisation, la guerre et du coup le départ de mon grand-père de son pays natal ou je fais un raccourci ? »*
>
> Liam, 25 ans, descendant de harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence

Idriss fait le chemin inverse. Chez lui aussi, peu de récits lui ont été transmis et son positionnement identitaire a été compliqué. Était-il Algérien ou Français ? Fallait-il cacher cette histoire de harkis ? Il a recherché d'autres façons d'affirmer son identité. Il fait des études de commerce, se définit comme un *self made man*, s'affirme comme Français et met à distance son origine algérienne. Il se politise en rupture avec l'héritage familial, c'est-à-dire à droite, et porte un discours libéral sur la réussite, n'hésitant pas à tenir un discours critique sur l'immigration. Parfois, comme c'est le cas pour Sirine, Sarah ou Gaspard, le sentiment d'un continuum historique entre le passé et le présent nourrit une défiance vis-à-vis de la politique et des institutions. Chez Sarah, le sentiment d'injustice et la perte du lien avec l'Algérie sur trois générations alimentent un malaise et une forte dépolitisation. Quelque chose a été perdu à tout jamais et le lien aux origines, à la culture et à la langue, continue de s'étioler. Les anciens partent avec leurs secrets. Les injustices vécues par ses grands-parents redoublent de sens dans sa propre expérience du racisme et dans son ressenti d'une certaine marginalisation. Elle dit ne pas se sentir chez elle en France et envisage de quitter le pays.

d. L'expérience du racisme et de l'antisémitisme, un moteur de politisation

L'expérience des préjugés, du racisme et des discriminations est un puissant moteur de politisation. Les jeunes se politisent davantage sur ces questions que sur les enjeux mémoriels. Dans notre enquête, alors que seulement 32% des jeunes interrogés disent être beaucoup ou assez intéressés par la politique, ils sont 44% lorsqu'ils ont déjà subi une discrimination.

Dans les familles de Lina, Nadja, Valentin et Lehna, la transmission est presque inexistante. Mais les questions de mémoire ne sont jamais très loin et sont en quelques sortes inévitables. La nécessité de se sentir plus légitimes en France et de comprendre les stigmatisations auxquelles ils sont confrontés,

les pousse à investir le sujet de la guerre d'Algérie. Ils n'en connaissent pas grand-chose, ils se doivent de travailler. La mémoire est à la fois un héritage intime et une ressource collective permettant à la société française toute entière de se mettre en travail sur ces questions.

> *« Moi je suis fondamentalement de gauche. Mes origines m'ont influencé. C'est la question du racisme. Je réfléchis à comment je me comporte dans mon rapport avec la police. Je suis respectueux car j'ai peur. On m'a mis un gendarme dans la tête. Je respecte les règles à tout prix car en cas de confrontation avec la police, je ne peux pas oublier que je m'appelle Abdela. Mon rapport aux institutions révèle mes origines algériennes. Les conneries sont plus préjudiciables pour nous. Ne pas montrer une mauvaise image des Arabes. Être exemplaires. Je suis Français mais pas de culture algérienne, ni kabyle, car tout cela m'a été peu transmis. Mais indépendamment de ça, le fait que je m'appelle Abdela renvoie l'image de mes origines aux gens. Je suis contraint de devoir en parler. Je n'ai pas de privilège blanc (rires).*
> *Avec mon histoire, que je ne connaissais pas au départ, j'ai compris la nécessité de faire un travail sur la guerre d'Algérie aujourd'hui en France pour pouvoir améliorer les situations personnelles et les crispations collectives. J'ai réussi à m'éduquer et à comprendre les enjeux autour de ça. Aujourd'hui, on est de plus en plus nombreux à prendre conscience de cela. On va vers un changement. Les institutions le montrent aussi par une reconnaissance de Maurice Audin par exemple. C'est un pas de plus vers la vérité. On va réussir à connaître une histoire qui sera le plus proche de la vérité. »*
>
> Valentin, 27 ans, descendant d'un militant FLN, travailleur associatif en Ile de France

Dans les familles juives, la peur de l'antisémitisme et plus généralement la relation aux musulmans se retrouvent au cœur du processus de socialisation politique et des dynamiques de politisation. La très grande majorité des familles de Juifs d'Algérie sont ancrées à gauche. « *Quand on est Juif, on vote à gauche, c'est une forme d'évidence* ». En Algérie française, l'attachement au projet émancipateur républicain et universaliste, les origines sociales modestes ainsi qu'une proximité vécue avec les musulmans, plaçaient déjà majoritairement les Juifs à la gauche de l'échiquier politique. En France, l'expérience de l'exil et des quartiers populaires prolonge cet attachement à la gauche républicaine. Les jeunes ont donc majoritairement été socialisés dans des familles de gauche. Néanmoins, ils sont les premiers à souligner certaines contradictions. Ainsi, certains de leurs aînés peuvent se dire de gauche mais ne jamais parler de la colonisation, et se laisser aller parfois à tenir des propos racistes à l'égard des musulmans ou des Arabes. Dans les familles où des commentaires racistes peuvent exister, les discours sur les Algériens mentionnent surtout les Algériens d'aujourd'hui plus que ceux d'hier. Il faut, comme dans le cas de Nathan, faire certaines démarches pour comprendre comment connecter les discours racistes du grand-père à son histoire algérienne.

Explicité ou non-dit, le rapport aux musulmans est toujours un sujet ambivalent dans ces familles. Il est nécessairement politique. La proximité culturelle, historique et sociale entre les Juifs et les musulmans offre des possibilités de dépassement des appartenances ethnoreligieuses et des antagonismes au sources de conflits pouvant leur être associés. Dans les quartiers populaires, les jeunes issus de ces familles se côtoient et forgent de solides et sincères amitiés. Néanmoins, l'importation du conflit Israélo-Palestinien, la multiplication des attentats antisémites et la crainte de l'islamisme,

réveillent une méfiance vis-à-vis de la communauté musulmane et par extension de l'immigration. Il n'est pas impossible que les rancœurs du passé trouvent sur ces enjeux contemporains des terrains fertiles pour s'exprimer. Ces peurs nourrissent une droitisation des Juifs issus de l'Afrique du Nord bien identifiée par la littérature ainsi que par les jeunes.[739] Les grands-parents, les parents comme les plus jeunes franchissent le pas du vote à droite ou reconnaissent s'apprêter à le faire. Le besoin de sécurisation et la tentation du repli communautaire accompagnent ce mouvement. Les accommodements de la gauche avec l'antisémitisme et les prises de positions anti-israéliennes les éloignent des anciennes maisons communes. La gauche sociale-démocrate n'apparait plus comme un rempart, alors que la droite et ses arguments sécuritaires et identitaires les séduisent. De plus, certains partis et responsables politiques, y compris à l'extrême-droite, instrumentalisent la lutte contre l'antisémitisme pour stigmatiser les musulmans et tenter de séduire les électeurs juifs[740].

> *« Ils ne sont pas racistes mais ils ont peur. Dans ma famille ils ont cette image des musulmans antisémites. Même s'ils votent à gauche, il y a un truc « ouai, les Arabes machin ». Et dans la logique de ceux qui ont peur, les Juifs ne peuvent pas être dans le même camp que les Arabes, vu qu'ils nous tuent. Du coup ils se mettent à voter à droite. J'ai une cousine de ce côté-là qui a voté FN, ses parents ont vécu Vichy et elle a voté FN. Cette histoire coloniale crée des petites brèches pour que des catastrophes arrivent…Du coup être de gauche parce que Juif c'est plus du tout une évidence. »*
>
> David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

Fiona incarne la part des Juifs qui ont peur, une peur des Arabes dont elle parle ouvertement, admettant ses craintes tout en les regrettant. Une méfiance a été transmise qui n'est pas sans lien avec l'héritage colonial.

> *« J'ai peur. Ça m'énerve mais j'ai peur des Arabes, j'ai un apriori négatif sur les Arabes, les musulmans, un apriori que je déteste car j'essaie d'être ouverte, je déteste le racisme et je n'ai pas envie d'avoir ces aprioris, je les combats quotidiennement. »*
>
> Fiona, 30 ans, descendante d'une famille juive d'Algérie, médecin à Lyon

Chez Nathan, la question de l'altérité est aussi au cœur de sa politisation, mais à l'opposé de Fiona. Dans le but de combler une transmission familiale défaillante, il cherche à mieux connaitre son origine algérienne et ses racines judéo-arabes. Sa démarche est à la fois intime, familiale et politique. Le fait d'assumer une proximité culturelle et historique avec l'Algérie et les musulmans est pour lui un moyen de construire du commun avec les jeunes d'origines algériennes qu'il fréquente depuis qu'il est petit. Chez Sacha, la transmission a été plus dense notamment grâce à la relation particulière qu'il entretenait avec sa grand-mère. Son inquiétude quant à la disparition de la culture judéo-arabe nourrit son intérêt pour cette histoire. Sa politisation se construit au travers de la lutte contre l'antisémitisme, notamment

---

[739] Schnapper (D.), Bordes-Benayoun (C.), Raphaël (F.), *La condition juive en France*, Presses Universitaires de France, 2009.
[740] Hayoun (J.), Cohen-Solal (J.), *La main du diable*, Grasset., 2021.

après l'assassinat d'Ilan Halimi. Il partage lui aussi la conviction que ces mémoires et cette histoire commune peuvent créer du lien dans la société française d'aujourd'hui, traversée par les questions identitaires qui polarisent les débats et l'inquiètent. A l'adolescence, David s'est posé beaucoup de questions sur les raisons pour lesquelles le fait d'être Juif le différenciait des autres jeunes Français des quartiers populaires de culture musulmane. Sa politisation s'est d'abord faite sur le conflit israélo-palestinien et s'est prolongée sur la question de la lutte contre l'antisémitisme et le racisme qui furent des portes d'entrée sur l'histoire algérienne. Ses questions et ses inquiétudes l'ont amené à s'intéresser à l'héritage colonial et aux relations entre Juifs et musulmans.

« Sans la guerre d'Algérie, je ne serai pas là c'est mon histoire. C'est la guerre d'Algérie qui a créé cette migration de mes grands-parents en France. La guerre d'Algérie a abouti sur des ruptures pour la vie juive au Maghreb. Je me rends compte de l'impact du passé colonial du pays dans lequel je vis. Les Juifs étaient des colonisés et en même temps des privilégiés car devenus Français. J'ai l'impression qu'ils ont été beaucoup instrumentalisés pour faire la part belle aux colons. Cette histoire est vachement en résonance avec ce qui se passe en ce moment. Aujourd'hui, il y a à nouveau une forme d'instrumentalisation de l'antisémitisme pour taper sur les enfants d'immigrés. Il y a à nouveau un truc d'entre deux. Mon impression est qu'il a fallu se positionner dans un camp ou un autre. Ma famille n'a pas fait de choix. Elle a subi le choix des autres. Il y avait des Juifs dans l'OAS, des Juifs avec le FLN mais majoritairement les Juifs étaient pour l'Algérie française ou plutôt pour la France. Beaucoup ont fait le choix de la France mais avaient-ils le choix ? Les émeutes de Constantine en 1934, les tensions entre les Juifs et les musulmans, est-ce que c'était autant un choix que ça ? Ce côté prise en étau dans une forme de tiraillement, c'est un peu l'histoire des Juifs en France aujourd'hui. C'est encore le cas. Aujourd'hui, certains Juifs font le choix de s'allier avec les ennemis d'avant, avec l'extrême-droite. Est-ce qu'on fait le choix de s'allier avec les immigrés contre le racisme à gauche ? Ou est ce qu'on enterre cette histoire commune et on fait le choix de la France, rien que de la France, la France sans les Arabes, qui glorifie son passé colonial ? Plus Français que les Français finalement. De plus en plus de Juifs adhèrent au discours de Zemmour ; sur ce qu'il dit sur les Arabes. Ça me fait peur. Ce qui est horrible, c'est que pour beaucoup ce n'est pas un choix, c'est une forme de contrainte d'aller vers la droite et l'extrême droite.
Avant je pensais : « Ils font chier ces Juifs de droite ». Maintenant je leur trouve des excuses. Aux États-Unis, les Juifs sont plutôt démocrates. Ils défendent les réfugiés. Ils soutiennent Black Lives Matter. Il y a une forme d'évidence dans la solidarité des opprimés. Les meurtres antisémites sont faits principalement par les suprématistes blancs, les néonazis, les mêmes qui tuaient les Noirs. Il n'y a pas le truc Juif-Arabe, qu'on a en France et qui vient du monde colonial. Les derniers crimes antisémites ont été faits au nom de l'Islam et parfois au nom de la cause palestinienne comme Merah. Le choix du 19 mars, c'est tellement évident. Il dit qu'il fait ça pour venger les Palestiniens mais on a tous en tête que c'est les Algériens. C'est vertigineux.
Mais la société française est résiliente. Elle offre aussi un cadre qui permet de sortir de ces oppositions et de la relation tripartite. Ma famille, ça ne les a pas empêchés de vivre en France, de s'y projeter pendant des années. Cela n'a pas été un sujet. C'est parce que c'est le pays où il y a le plus d'Arabes et le plus de Juifs qu'il y a aussi le plus de solutions. En luttant contre le racisme, on lutte contre l'antisémitisme et vice et versa. Il faut redécouvrir cette algérianité qu'on a en commun. Et c'est un travail que l'Algérie doit faire aussi sur ses identités plurielles. L'idée n'est pas que les Juifs retournent massivement au Maghreb mais simplement que ce soit une possibilité de se dire qu'on peut y retourner quand on veut, redécouvrir la culture, apprendre l'Arabe sans que cela soit une tension, un mystère ou pire une trahison. »

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris

e. L'altérité au cœur du clivage et de la dynamique de politisation

La relation à l'altérité vient donc se placer au cœur de la dynamique de politisation des jeunes. Dans les familles de pieds-noirs, mémoire et politique sont intimement liées, notamment pour encadrer ce rapport à l'altérité. Les enjeux de mémoire ont davantage d'influence sur la socialisation politique des jeunes. Il ne s'agit pas d'un déterminisme qui viendrait ancrer les pieds-noirs et leurs descendants dans une filiation idéologique de gauche, de droite ou d'extrême-droite, les familles de pieds-noirs étant très hétérogènes politiquement. Mais la politique y tient une place plus importante que dans les autres familles françaises. Selon qu'ils grandissent dans une famille de droite ou de gauche, les descendants sont exposés à des discours nostalgiques ou critiques de la colonisation qui servent souvent à cadrer un discours sur l'immigration. Les discours les plus construits politiquement et les plus cohérents historiquement quant aux interprétations données du passé et du présent, se retrouvent dans les familles où une continuité idéologique de droite ou de gauche a opéré.

Juliette, Enzo, Maxence, Léo et Emmanuel ont grandi dans ces familles où la transmission est plus structurée. Les récits sur le passé en Algérie sont présents dans leur vie quotidienne familiale. Leurs familles, toutes de gauche, produisent des discours alternatifs aux discours nostalgiques et conservateurs portés par les associations traditionnelles de rapatriés. Elles revendiquent une appartenance à la frange progressiste des pieds-noirs et se situent clairement en opposition aux instrumentalisations faites par la droite et l'extrême-droite de leur histoire. Leur passé algérien est entendu comme un héritage culturel et populaire offrant aux descendants une capacité d'ouverture et une générosité caractéristique des représentations véhiculées sur les pieds-noirs et la société méditerranéenne. Cet héritage leur permet d'adopter un discours critique sur les institutions politiques françaises actuelles ainsi que sur le racisme dont la France a du mal à se départir. Héritiers d'un système de valeurs et d'un esprit critique, ils entretiennent une mémoire collective de la guerre d'Algérie, reliée à leur mémoire familiale, et donnant sens et articulation à leur système de pensée.

> *« Moi, je pense que ça a été un plus pour moi que ma famille soit pied-noire. Parce que ça crée de l'ouverture d'esprit. C'est plein d'expériences. Ça donne un certain regard sur la politique, sur les Algériens, sur ce qu'est un pays colonial, la manière dont l'Etat traite les individus, gère ce genre de problème. Ça apporte énormément de choses et ça a construit mon grand-père et mon père en tant qu'êtres humains. Ce sont des gens que je respecte énormément. Ce qu'ils ont vécu a un impact sur moi, le fait qu'ils soient pieds-noirs, c'est une expérience et on n'en sort pas indemne. Mais ce n'était pas les pieds-noirs extrême-droite nostalgiques de l'Algérie française.*
> *J'ai du mal avec ces discours nostalgiques. Par exemple, un Lieutenant-Colonel à l'armée qui nous dit qu'il faudrait revenir à un système éducatif comme on avait en Algérie, pour mettre les Arabes au pas, les séparer. C'est vraiment du racisme. C'est des discours en réaction au fait que des Arabes foutent soi-disant la merde dans les salles de classe et empêchent les élèves de travailler donc il faut les séparer. J'avais aussi un adjudant, chef de section, un type que j'aimais beaucoup, un mec carré et à un moment il nous a dit "l'Algérie française, ça avait quand même du bon"...NON, même si vaguement ça a fait des choses bien sur le système d'éducation, et encore je ne sais pas et je ne suis pas d'accord avec ça, même si y a eu des conséquences qui étaient bonnes, on ne peut pas dire que ça avait du bon. Ça ne se dit pas comme ça parce qu'en fait ça ne pouvait pas continuer. Ça ne sert*

à rien de défendre un système qui ne pouvait pas continuer. C'est important l'autodétermination : le gouvernement des Algériens par les Algériens. »

Enzo, 21 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, étudiant à Paris

Socialisés dans des familles de droite, nostalgiques de l'Algérie coloniale et conservatrices sur les enjeux contemporains, Guillaume et Isabelle s'inscrivent dans la continuité de cet héritage politique. Les récits familiaux sont très centrés sur l'expérience des pieds-noirs, la perte de l'Algérie et, dans le cas de Guillaume, l'expérience traumatisante de la perte d'un membre de la famille. L'héritage est lourd et encadre le vécu familial, tant au plan affectif qu'idéologique. L'Algérie est présente au quotidien dans les engagements associatifs des parents ou des grands-parents. Les commémorations sont des moments de transmission institués où la mémoire familiale croise la mémoire collective. Les discours sur la trahison, l'oubli et l'injustice alimentent une posture victimaire. Ceux sur la reconnaissance et la réhabilitation du passé colonial ont une dimension revendicative. Ces récits structurent la socialisation politique des enfants et des petits-enfants. Le passé algérien construit une vision du monde, au sein de laquelle les discours nostalgiques sur l'Algérie coloniale véhiculent des représentations stéréotypées des descendants d'Algériens en France aujourd'hui. Une méfiance vis-à-vis de l'Etat, des institutions, de l'école, des politiques et des intellectuels, est distillée pour dénoncer un discours dominant culpabilisant et l'oubli du sort des pieds-noirs. Volonté d'exister dans l'histoire et insécurité culturelle se conjuguent pour assoir une posture minoritaire.

« Avec les Algériens, ça se passait bien. Il y a un truc qui est marrant. Ma mère disait "Je jouais avec des Arabes". Aujourd'hui, le mot arabe quand on l'entend, on a presque l'impression que c'est un truc raciste. Alors que non, c'est un moyen comme un autre de parler de gens. Elle jouait avec des Arabes, des Juifs.
Il y avait une BD que j'aimais beaucoup de pied-noir magazine. Ça racontait l'histoire d'un bon petit blond Gaulois, d'un Arabe et d'un Juif et comment ils jouaient ensemble et quand je lis la BD, ça racontait juste la manière dont les gens vivaient : Arabes ou pas Arabes. Tout était normal. Il n'y avait pas cette distinction qu'aujourd'hui on peut avoir. C'est dommage que ça ne soit pas plus évoqué aujourd'hui, car ça marchait super bien. C'est pour ça que ma mère naturellement, elle ne peut pas comprendre le communautarisme qui réapparait quand on privatise des piscines à Lille pour les musulmans. Ma mère, elle ne comprend pas : jamais on n'a eu des trucs comme ça. On allait à la plage ensemble. Alors chacun évidemment selon ses convictions mais ça ne nous a jamais empêché de vivre ensemble. Et en comparant aujourd'hui à ce qui m'a été raconté, ben je me dis qu'il y a plein de trucs à apprendre. »

Guillaume, 35 ans, descendant d'une famille de pieds-noirs, ingénieur à Paris

Sammy présente lui la particularité d'avoir une double ascendance avec un grand-père maternel engagé au FLN et un grand-père paternel pied-noir. Il a donc à la fois hérité de discours sur l'Indépendance et de discours sur les bienfaits de l'Algérie française. Il mobilise souvent cette mémoire pour vanter sa vision équilibrée de l'histoire, dénoncer les instrumentalisations et les extrêmes en politique. Sa famille est présentée comme étant l'incarnation de la complexité de cette histoire. Il en retire une défiance vis à vis de la politique et une critique affirmée envers la France comme envers

l'Algérie.

« La France a des défauts mais elle cherche constamment à se corriger. Le problème est politique. Certains s'arrogent le droit de parler au nom de tout le monde. Ce climat de tensions identitaire, ça me fatigue. Les modérés se font bouffer par les extrémistes. Je suis très pessimiste. J'ai l'impression que c'est le calme avant la tempête. Mais la France, elle m'a permis de faire des études, de m'émanciper et d'être là où je suis aujourd'hui. J'ai plein de choses à lui reprocher mais je l'aime quand même.
L'Algérie ? C'est un pays que j''affectionne car c'est le pays des ancêtres et puis on y allait tout le temps en vacances mais c'est devenu un pays monstrueux. Le système de la santé est mauvais, l'école est mauvaise, la corruption, le clientélisme. Ce n'est pas pour rien si la plupart des gens veulent immigrer ici.
Mon histoire est compliquée et paradoxale mais elle est jolie et c'est ça la France, le mélange de toutes ces mémoires, cette alliance, cette rencontre. Médine avait une phrase que j'aimais beaucoup : « Si l'Algérie s'enrhume, c'est que la France a éternué » dans le sens où on a une histoire qui est très proche et ce n'est pas près de s'arrêter. J'espère qu'un jour on marchera main dans la main comme on le fait avec d'autres pays, on a tout à y gagner. »

Sammy, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et d'un pied-noir engagé à l'OAS, étudiant à Lille

f. La mémoire comme ressource politique

Enfin, dans une minorité de cas, une transmission mémorielle structurée s'articule à une forte politisation en famille pour faire de la mémoire non seulement un pilier de la socialisation politique mais aussi une ressource et un enjeu de politisation. La question de l'altérité, ou plus précisément de la place à accorder aux descendants d'immigrés et aux musulmans, est encore une fois au cœur du clivage.

Positionné à droite, Alex, descendant d'appelé, promeut une vision « équilibrée » de la colonisation et de la guerre d'Algérie, pratiquant le « en même temps » mémoriel mais refusant une analyse critique du rôle de la France qui serait une forme de repentance attisant les divisions entre les Français. Ses propos stigmatisent régulièrement les descendants d'immigrés. A gauche, Alice fait un chemin inverse. Elle défend une vision critique et informée de la colonisation et de la guerre, acquise grâce à son engagement. Sa politisation s'est faite sur une sensibilisation au racisme et à la lutte contre les discriminations qui l'a amenée à s'intéresser à la guerre d'Algérie et au parcours de son grand-père. En découvrant l'Algérie, l'un comme l'autre aiguisent leurs opinions sur la société française. Le travail de mémoire relève dans leur cas d'un travail politique.

« Je suis inquiet car j'ai l'impression qu'on se fragmente, plus qu'avant. On est plus divers dans nos races, nos religions, nos cultures et du coup on se fragmente. J'ai l'impression qu'on partage moins, qu'on n'a plus de référentiels communs. Comment continuer à vivre ensemble ?
Le traitement des pages douloureuses est sensible. Il faut faire aimer la France à toutes les personnes qui la rejoignent, ne pas se replier sur leur référentiel en leur faisant croire que le pays qui les accueille est un pays de vieux racistes aigris. Ce n'est pas en nous reniant nous même que l'on va donner envie aux gens de vivre avec nous. La guerre d'Algérie, l'histoire coloniale de la France, je ne pense pas que ça soit de nature à aider la communauté algérienne à s'intégrer vraiment. Pour une partie de la communauté algérienne, quand ils découvrent ça, ça ne doit pas les aider à aimer la France. »

Alex, 30 ans, descendant d'appelé, ingénieur à Nantes

« La France va changer mais je sens aussi que c'est un vieux pays qu'on traine, qu'on a du mal à faire changer.

On est freiné par l'histoire.
Le racisme, les propos anti-arabes : on a oublié que pendant longtemps c'est nous qui avons colonisé, fait venir la main-d'œuvre. Il y a une mauvaise connaissance de l'histoire et de la culture de l'autre.
La génération qui part de l'Algérie Française et qui estimait avoir une supériorité sur les Algériens disparait mais il y a encore des marques.
Les jeunes issus de l'immigration, ici on ne les considère pas comme Français et là-bas en Algérie, on ne les reconnaît pas comme Algériens. J'imagine la perte d'identité, rien que pour moi, ces histoires de grand-père ça crée un manque alors je n'imagine même pas ce que c'est pour eux. C'est essentiel de reconnaitre son histoire. »

Alice, 27 ans, descendante d'appelé, à la recherche d'un emploi en Savoie

Dans la famille de Liane, la transmission familiale est instituée, avec notamment la figure imposante du grand-père et de son engagement pour l'Indépendance. La famille transmet cette histoire comme une leçon de vie et une richesse. Le militantisme et la politisation à gauche sont un héritage que Liane renouvelle au travers de sa sensibilité pour les questions écologiques. Dans la famille de Camille, le combat pour l'indépendance de l'Algérie est aussi une source de fierté. Une forte cohérence familiale autour de l'engagement à gauche, notamment communiste, s'impose au travers d'une obligation de lutter contre les injustices, mais sans convoquer pour autant raconter la guerre d'Algérie ou l'expérience du grand-père. Chez Yacine et Sammy, les évènements ont été racontés. La famille transmet un attachement aux valeurs fondamentales d'émancipation. Ils ont gardé des liens avec l'Algérie, constitutifs de leur identité. Ils ont acquis beaucoup de connaissances sur l'histoire familiale et collective. Très intéressés par la politique, leurs engagements ne sont pas sans lien avec cette histoire. Les récits sur le passé s'articulent avec des diagnostics qu'ils mettent en avant concernant la France et l'Algérie d'aujourd'hui.

« Je suis quelqu'un qui parle beaucoup de la guerre d'Algérie et de la colonisation de l'Algérie. Et la colonisation, c'est un autre level : les enfumades, les destructions de village, les déportations etc. Mais il faut dire les choses. Tout n'est pas magnifique dans l'histoire de France et c'est normal. Il n'y a pas un pays avec une histoire somptueuse, ni la France, ni l'Algérie. Il ne faut pas travestir l'histoire.
Moi, j'ai fait un travail personnel pour connaitre cette histoire car cela me rattache à une filiation, savoir d'où on vient. Car c'est dur de se placer en France quand on est Algérien. Le déracinement pose la question de la transmission qui se fait moins bien, la barrière de la langue, la barrière des lieux, le manque de connaissances des évènements.
C'est pour ça qu'à Marseille, je me suis engagé dans une association pour faire reconnaitre les massacres de Sétif du 8 mai 1945. Je trouvais que c'était important que les gens connaissent. On a fait poser une plaque à la mémoire des victimes. Elle a été vandalisée trois fois. Il a fallu interpeler le Maire, aller sur la place publique etc. Aucune réaction. Scandaleux. A l'heure qu'il est, il n'y a toujours pas de plaque.
Donc oui c'est une histoire constitutive de mon identité. Ça m'a inscrit dans une histoire du libéralisme : la lutte contre la colonisation, pour la liberté, revendiquer la culture kabyle. C'était un environnement à la maison. Ça fait partie de moi, ça détermine mes choix de vie, mes engagements et ce sera comme ça toute ma vie. Jamais je n'arriverai à me dissocier de l'Algérie, de cette histoire-là, tout en prenant ma place dans la société française, et tout ça sans aucun ressentiment.
Le ressentiment, il existe mais il vient du racisme, du déclassement, qu'on ne me laisse pas prendre ma place dans la société française, de ne pas trouver de boulot, de ne pas rentrer en boite de nuit, que mon nom, mon prénom posent problème. »

Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille

Pour Nahla, descendante de harki, engagée à gauche et Nabil, également petit-fils de harki mais engagé à l'extrême-droite, la mémoire est une ressource politique. Nahla est socialisée dans un quartier où résident beaucoup de familles de harkis. Elle s'identifie fortement à la communauté, à la cause et à la lutte contre la stigmatisation des immigrés. Sa famille a transmis le sentiment d'injustice et la fierté du chemin parcouru, l'expérience de l'ascension sociale et le combat pour l'égalité. Elle traduit cette transmission dans son engagement politique à gauche qu'elle considère à la fois comme un héritage et comme le moyen de réparer l'histoire. La reconnaissance des harkis et de l'histoire coloniale est pour elle à la fois un outil et un champ de bataille.

> *« Cette histoire a laissé des traces. Je n'ai pas de haine. Je suis Française. Je n'aime pas les discours « je suis Algérien, je n'aime pas la France » (Souffle) Mais il y a des failles : le racisme en France, même si on est Français depuis trois générations. Nous, on se sent Français mais on nous donne l'impression qu'on ne l'est pas. Ça ne veut pas dire qu'on va moins se sentir Français. On ne va pas se laisser affecter.*
> *Mais les contrôles au faciès : on a une tête à se faire contrôler, c'est pareil pour mon père et les jeunes garçons de mon âge. Les violences policières, heureusement que c'est filmé, sinon ça resterait dans l'ombre. La police est censée protéger, pas être un danger. Si tu n'appelles pas la police tu appelles qui ? Après il ne faut pas généraliser mais il faut dire ce qui ne va pas. Il y a des gens et des Algériens y compris qui ont une mentalité comme s'ils étaient encore sous la colonisation.*
> *Je vote à gauche. Communiste. On a une histoire de pauvreté et d'ascension sociale donc on est de gauche. Si on n'avait pas eu cette histoire, je ne me serais pas impliquée dans autant de causes. Je suis militante contre les injustices et ça me tient à cœur. Cette histoire fait partie de nous, ça nous a déterminés dans la façon dont on se comporte aujourd'hui. Je me suis intéressée aux inégalités des Afro-américains, Malcom X, Martin Luther King, Rosa Parks. L'histoire de mes grands-parents, ça se transmet, ça a un lien. Ça m'a forgée. On veut se libérer de tout ça, de tout ce qui a été dur pour eux. Je veux les aider, porter leurs voix, d'autres voix, peu entendues. »*
>
> Nahla, 18 ans, descendante de harki, en Lycée général près de Rouen

A la suite des attentats, alors qu'il grandit et fait des études, Nabil choisit d'investir pleinement le champ mémoriel et mobilise des récits éloignés de l'expérience familiale mais centrés sur les harkis qu'il tient de son engagement associatif. Ce dernier accompagne sa construction sociale et identitaire, et structure sa politisation. Faire reconnaitre l'histoire des harkis devient un moyen d'affirmer sa francité pleine et entière. Nabil organise et participe aux commémorations et porte des revendications. Socialisé dans une famille de droite, il franchit le pas du vote RN et se convertit au catholicisme.

g. *Le combat continue*

Cette forte cohérence entre transmission et politisation est très prononcée dans les familles de militants à l'OAS, notamment de militaires. La majorité des grands-pères ont prolongé leur engagement dans une activité au Front National (aujourd'hui Rassemblement National) ou dans la droite traditionnaliste, catholique et maurrassienne. Dans ces familles, la transmission de l'héritage politique est directement liée à la force de transmission de l'histoire familiale. La mémoire du grand-père est entretenue. La mythologie familiale joue un rôle structurant dans la socialisation politique et la

politisation des jeunes. L'engagement apporte un sens, insère dans un réseau où s'entretient une forme de distinction, dans l'attente du jour où leurs idées pourront reprendre le chemin du pouvoir. Les discours sur la perte de l'Algérie et la trahison s'articulent avec ceux sur l'immigration et la décadence contemporaine de la France. Le combat pour l'Algérie française précède celui pour « la France française »[741]. Chez les jeunes issus de ces familles, la continuité avec les engagements originels est majoritaire. Socialisés dans le milieu militaire, catholique et d'extrême-droite, Antoine, Jeanne, Mathilde et Boris semblent marcher dans les pas de leur grand-père. L'histoire familiale dicte une conduite sociale et politique à tenir.

> *« Ça développe l'esprit critique, on prend du recul sur des sujets sensibles et clivants, ça m'a aidé à me former en tant qu'esprit. De mon grand-père, je retiens l'honneur, le modèle de droiture. Ça va continuer à m'aider. Dans ma carrière, je ne ferai pas de concession, et si cela me pénalise, ben tant pis. »*
>
> Antoine, 29 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, militaire

Les théories contemporaines du clash des civilisations, du grand-remplacement et de la guerre civile s'articulent avec la mémoire collective et familiale pour donner une vision cohérente du monde et des combats à mener. Les récits sur le passé éclairent le présent et inscrivent les évènements, les acteurs et les descendants dans une continuité historico-politique.

> *« On a des problèmes avec l'immigration algérienne en France qui sont liés à cette histoire. Les accords d'Evian sont toujours en vigueur, ça permet de faire venir les Algériens en France. Et clairement une partie (pas tous, faut pas généraliser) des Algériens de ma génération se sert de ce prétexte de la guerre d'Algérie pour se permettre certaines choses qui me révoltent, des bandes entières qui à l'issue d'un match de foot foutent le bazar sur la Canebière ou sur une avenue de Paris. C'est scandaleux. Ils habitent en France et ils prennent le prétexte du fait qu'il y a 60 ans, il y avait une présence française dans leur pays pour mettre le bazar ou agresser ou piller. En plus c'est qu'un prétexte car au fond d'eux, ils s'en foutent. C'est le discours des associations antiracistes qui influence ces générations-là. Il faut revenir là-dessus. »*
>
> Boris, 27 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, assistant parlementaire dans la Sarthe

h. Dépolitiser la mémoire

Dans d'autres familles, la relation à l'extrême-droite est plus ambivalente. Elles fréquentent ces milieux pour qui les grands-pères restent une référence, tout en s'en démarquant par souci de respectabilité et de modération politique. Les parents, surtout les mères, font en sorte de produire des récits plus intimes, centrés sur les valeurs et la figure du père. Elles ont écrit des livres ou produit des documentaires et tentent de contrôler les récits. Elles sont engagées dans un travail collectif de dépolitisation. Aussi contre intuitif que cela puisse paraitre, cette dépolitisation est très politique. Elle vise à rendre la figure du grand-père et de son engagement plus faciles à porter pour les héritiers, mais aussi plus acceptables dans la société. Elle présente des engagements individuels pour des idées qu'on

---

[741] Expression utilisée par Jean-Marie Le Pen en 1992 lors d'un meeting du Centre National des Rapatriés

ne saurait juger avec les yeux du présent et tend à mettre de côté la dimension collective et politique du combat. Le romantisme masque le nationalisme. Mais cette dépolitisation charrie un désir de réhabilitation des aspects positifs de la colonisation. Le courage du grand-père est une source d'inspiration pour continuer un combat pour la grandeur de la France et parfois de l'Occident. Le récit d'une cérémonie s'étant déroulée récemment dans un cimetière de la banlieue parisienne en témoigne.

La famille et les soutiens s'y réunissent chaque année pour rendre hommage à une figure martyre de l'OAS. Les différentes associations nationalistes, patriotiques et royalistes sont représentées, chacune déposant sa gerbe de fleurs. Sur les rubans, se lisent les restes de l'extrême-droite française traditionnelle : Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain, chœur Montjoye Saint-Denis, Cercle National des Combattants, Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française. Porte-drapeaux, bérets verts et clairons se sont positionnés autour du micro et de l'amplificateur. La sonnerie aux morts inaugure une marche vers la tombe, rythmée par les tambours. Deux des filles du révolté ayant combattu pour l'Algérie française prennent la parole. Elles lisent un texte de la veuve disant la perte de l'être aimé. Avec sincérité, elles dressent le portrait d'un père exigeant, parti trop vite, les laissant seules dans un monde hostile. Un très jeune prêtre bénit la tombe. Les fidèles chantent le Notre-Père et le Je vous salue Marie à l'unisson. Un des participants entame la lecture de la liste des autres « *morts pour l'Algérie française* ». Après chaque nom, les fidèles répondent « *Mort pour l'honneur de la France* », comme un pied-de-nez au « *Mort pour la France* » qui leur est refusé. Les participants chantent plusieurs chansons, dont La Cavalcade, une version française de *Der gute Kamerad* de la Wehrmacht. Les paroles avaient été distribuées à l'entrée du cimetière. Dernière bénédiction avant de se disperser. Quelques commentaires sur l'islamisation de la France puis tous se donnent rendez-vous l'année prochaine ou alors à Vichy en juin, pour la cérémonie en hommage au Général Salan. La famille convoque le drame intime, les amis s'occupent de la politique. A eux revient la tâche de porter un discours militant inscrivant la mémoire de l'aïeul dans un combat plus large pour la grandeur de la France et contre la France musulmane, les élites, l'individualisme et la sécularisation.

Les petits-enfants héritent de l'ensemble de ce travail. Ils ne se politisent pas nécessairement sur les questions de mémoire et n'utilisent pas celles-ci comme des ressources explicites. Néanmoins, l'héritage est si important et la socialisation si cohérente qu'ils déterminent nécessairement leurs parcours. Ils sont socialisés dans ces milieux socialement et idéologiquement homogènes dans lesquels le combat du grand-père est fortement valorisé, tout en ayant conscience de l'importance qu'il faut accorder au regard extérieur porté sur leur passé familial. Le travail de dépolitisation entamé par les mères leur permet d'assumer l'héritage. Leur regard sur cette histoire algérienne est plus nuancé que chez les jeunes d'extrême-droite. Ils se positionnent à droite et continuent le travail de démarcation.

« C'est positif cette histoire. Ça donne l'idée qu'il est possible d'avoir des valeurs fortes et de s'y tenir. Je dois

beaucoup à l'attitude de ma mère. Elle ne m'a pas caché la vérité mais en me laissant la liberté de choisir. C'est un appel à la vie, à ne pas se morfondre dans ses problèmes, à aller de l'avant, à sortir du milieu restreint, intégriste, d'extrême-droite. Du coup on le vit bien. On n'est pas dans un truc idéologique qui aurait pu être néfaste pour être bien sans ses baskets. Puis je n'ai pas le nom de famille. Je ne porte pas le sujet sur ma tête même si j'ai des gros sourcils, je ne sais pas si tu as remarqué ? Comme mon grand-père (rires). »

Joseph, 30 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

i. Rompre avec la culture politique familiale

L'importance de l'héritage politique fait que, si les continuités restent la norme, des ruptures sont également possibles et nombreuses. Elles s'observent dans deux cas de figure : dans les familles où la transmission des récits familiaux a été moins structurée et moins organisée et dans les cas où la socialisation propre aux jeunes entre en décalage avec l'héritage.

Contrairement aux familles de militaires et de l'extrême-droite française, les familles de pieds-noirs engagés à l'OAS n'ont pas entretenu la mémoire du combat pour l'Algérie française. Dans la famille d'un célèbre militant algérois, ni le grand-père, ni le père n'ont raconté l'engagement à l'OAS même si ce dernier est connu. Le petit fils, Sandro, se tient volontairement très à distance de cette histoire qui reste pour lui étrange. Il s'est politisé sur les questions écologiques et s'inscrit en opposition avec ses aînés. Même phénomène dans la famille d'une figure de la semaine des Barricades à Alger : le grand-père est parti avec tous ses secrets et a entretenu peu de relations avec son fils et son petit-fils. Les efforts pour en savoir plus ont vite été abandonnés. L'absence de transmission s'est traduite par une rupture politique et le passage de l'extrême-droite à la droite. C'est le cas de Pierre-François, le petit-fils, dont la politisation a pour principal terreau ses idées libérales sur le plan économique. Céline, quant à elle, associe davantage son grand-père à une passion pour les voitures de collection qu'à ses engagements à l'OAS et au Rassemblement National dont elle ignore tout. Elle est très peu politisée et s'intéresse surtout aux questions écologiques. Alexandre, descendant d'un militaire haut gradé, est quant à lui lancé dans une quête, plus intime que politique, pour briser le tabou de cette histoire dans sa famille. La question mémorielle ne joue qu'un faible rôle dans sa socialisation politique. Ces quelques jeunes pour qui la transmission familiale fut faible s'inscrivent en rupture avec les combats du grand-père, une rupture dans de nombreux cas déjà réalisée par leurs parents ayant cherché à se débarrasser de l'ombre embarrassante de leur père. Les petits-enfants ne font que poursuivre cette opération de démarcation et s'inscrivent dans la continuité politique de leurs parents, de gauche ou de droite.

« Le plus difficile pour moi, c'est de ne pas avoir d'avis sur la question et de ne pas savoir pourquoi il a fait ces actions-là. Le fait de ne pas trop en avoir parlé dans mon enfance, ça fait en sorte que je m'y intéresse de plus en plus. Je dois percer le mystère, me documenter, lire ses mémoires, comprendre ce qu'il a fait avant, notamment au Laos, l'Indochine, les allers retours, l'Algérie française, les relations avec de Gaulle, avec d'autres personnalités. Je dois me faire un avis sur la question. Les filles de sa fille, elles me racontent toutes les messes, les déjeuners commémoratifs avec les anciens OAS etc. elles n'en peuvent plus, avec des personnalités très orientées à l'extrême-

droite, toutes ces idées-là. Parfois on se dit "Mince mais est-ce qu'il était comme ça ?". A l'association, il y a un ancien du petit Clamart, j'ai vraiment du mal avec lui, c'est difficile, je ne partage pas, je le trouve dur, particulièrement radical, il aime bien Pétain. »

Alexandre, 28 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France

Les ruptures sont également nombreuses dans les familles de pieds-noirs. Dans celles d'Emilie, de Judith, de Virginie et de Basile, l'héritage familial est très lourd et très politisé. Mais eux se sont construits en rupture avec les discours nostalgiques et racistes qu'ils pouvaient entendre chez leurs grands-parents. Souvent brutale, la rupture s'effectue à la sortie de l'adolescence et se traduit par une mise à distance des grands-parents, par un déplacement géographique ou par un engagement politique diamétralement opposé à l'héritage familial. Mais un travail sur l'histoire de la colonisation ou sur l'histoire de leur famille leur permet parfois de reconstruire leur relation aux grands-parents, de façon plus intime et plus compréhensive, sans pour autant excuser le positionnement politique de ces derniers qu'ils continuent de critiquer. Dans la famille d'Emilie, la guerre d'Algérie, les récits nostalgiques et l'activisme du grand-père prennent beaucoup de place. Le père d'Emilie avait déjà fait une première rupture politique avec son propre père en affirmant son engagement à gauche. Emilie, à son tour, étant confrontée à des propos racistes de sa grand-mère, rompt avec ses grands-parents et s'exile en Argentine puis en Espagne. Depuis, elle explore la mémoire collective et la mémoire intime pour renouer des liens avec ses grands-parents.

« Mon histoire oui elle m'a influencée. Mon grand-père j'ai pu nouer une relation complice avec lui au moment où j'ai pu acquérir des connaissances, être capable de discuter avec lui et me rendre compte qu'il était capable de débat. Même si on n'était pas d'accord politiquement, le fait qu'on pouvait avancer en discutant sur la politique et sur l'Algérie, c'était important. Mon anticolonialisme envers et contre tout a pu être nuancé lorsque grâce à lui, l'histoire est devenue plus complexe et qu'il y avait beaucoup plus d'aspérités que ce que je voyais au départ.
Mais pour le comprendre j'ai aussi dû passer par l'exil. Cette schizophrénie identitaire, le fait de parler espagnol, d'avoir des éléments culturels hispanophones et de rentrer en France et d'être en décalage avec les Français qui sont restés. Il me semble que j'expérimentais dans ma chair ce qu'ont pu vivre mes grands-parents. »

Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de pieds-noirs, journaliste à Marseille

Chez Judith aussi, les propos racistes ont été à l'origine d'une rupture avec sa grand-mère. Sa politisation à gauche se fait en opposition à son environnement familial. Elle développe un intérêt pour le Maghreb en vivant au Maroc, appréciant la culture, la musique et entretenant des relations avec des petits-copains marocains. Elle s'engage dans la lutte contre le racisme. Dans une forme de réparation, Judith explique ouvertement que les mémoires de la guerre d'Algérie et de sa famille sont à l'origine de ses choix intimes, politiques et professionnels. Seule sa réflexion et son travail sur le sujet lui permettent de reconstruire une relation possible avec sa grand-mère. Dans la famille de Basile, la guerre d'Algérie fut un drame aussi dévastateur que fondateur. Les récits familiaux, la socialisation dans la communauté des rapatriés, et l'engagement associatif du père, rendent l'Algérie omniprésente, jusqu'au choix de son

vrai prénom emprunté à un militant de l'OAS. L'héritage est très lourd. Il porte un poids dont il n'a su s'alléger qu'en faisant un travail de recherche personnel. Son positionnement politique à gauche s'est fait en opposition avec celui de sa famille, mais sans rupture et en développant de l'empathie pour son père et l'histoire de celui-ci. Très politisée, Virginie a aussi construit son positionnement politique à gauche comme ses choix professionnels suite à un travail de réflexion sur le rapport aux autres, sur les questions du racisme, de l'identité et des liens culturels entretenus avec l'Afrique du Nord. Tout cela s'est fait en opposition à la mémoire familiale nostalgique de la colonisation et à l'héritage politique de droite qui dominait dans sa famille. Jugeant cette mémoire biaisée, Virginie s'inscrit dans une démarche d'exploration détournée de cette histoire pour en comprendre les mécanismes et pour ne pas transmettre à son tour la vision du passé dont elle a hérité.

* *
*

Dans leur grande majorité, les jeunes Français ne font pas un usage politique majeur de la mémoire de la guerre d'Algérie, y compris les jeunes descendants de familles concernées d'une façon ou d'une autre par cette histoire. La nouvelle génération ne sera pas celle du ressassement. Ni guerre civile ou ni guerre des mémoires ne verront s'affronter des descendants de l'histoire algérienne pour rejouer le passé. Certes les jeunes descendants interrogent davantage la dimension intime de leur histoire familiale et leurs questions débouchent sur des réflexions renvoyant à la mémoire collective de ces évènements ainsi qu'à leurs conséquences sur la société française. Mais elles relèvent davantage d'une demande d'éclaircissement que de revendications mémorielles. Les jeunes s'inscrivent dans une demande de dialogue et revendiquent un dépassement constructif du passé. Comme les autres jeunes de leur génération, ils se politisent sur des enjeux plus contemporains et leur socialisation politique dépend surtout de leurs origines sociales et de la couleur politique de leur famille, indépendamment des liens avec l'Algérie.

Cependant, la guerre d'Algérie livre un puissant héritage politique. Soixante ans après les faits, l'impact politique du conflit reste bien visible dans les familles. Plus politisés, plus critiques et plus radicaux, les jeunes descendants, notamment ceux issus de familles les plus affectées par cette histoire et aux mémoires les plus structurantes, se distinguent par une forte politisation. Ils ont grandi dans des familles pour lesquelles l'histoire et la politique ont pu avoir une forte influence. Cet héritage aiguise l'attention qu'ils portent aux questions politiques. De gauche comme de droite, ils sont plus vigilants et exigeants politiquement. Plus la transmission est forte, plus les familles transmettent leurs opinions politiques et leurs regards sur le passé. Les filiations politiques sont nombreuses. Anticoloniales ou nostalgiques de l'Empire, les familles inscrivent leurs descendants dans des continuités idéologiques. Ces héritages sont parfois lourds et peuvent provoquer des ruptures intra-familiales.

S'il s'agit d'identifier une tension héritée de l'histoire algérienne de la France, la réponse n'est pas à chercher dans des hypothétiques rancœurs véhiculées par les mémoires familiales. Elle se niche dans la permanence des clivages idéologiques sur l'altérité qui travaillent la société française. Subir le racisme ou l'antisémitisme est un vecteur de politisation. Les jeunes qui en sont victimes s'intéressent davantage à la politique et peuvent faire un retour sur le passé pour éclairer leurs situations. Pour d'autres, principalement positionnés à droite ou à l'extrême-droite, le refus de l'égalité et de l'immigration sont aussi des moteurs de leur politisation. Lorsque la politisation est forte, la mémoire devient un champ de bataille où s'opposent les visions antagonistes du passé et de la société française d'aujourd'hui, portés par des jeunes politisés, plus que par des jeunes descendants.

Conclusion

La guerre des mémoires n'aura pas lieu dans la jeunesse française ; ni la guerre civile qui verrait une nouvelle génération, traversée par les rancœurs du passé, rejouer la guerre. Il n'y aura pas d'affrontement entre d'un côté des descendants de colonisés imposant une flagellation historique à la France, et de l'autre des descendants de colons, solidement assis sur la fierté du passé. Les jeunes Français ont une vision beaucoup plus consensuelle et apaisée de ce qu'il faut faire de notre histoire.

La colonisation et la guerre d'Algérie restent méconnues pour la grande majorité d'entre eux. Ils manquent de connaissances, d'images et de mots pour se représenter le passé. Ce manque de connaissances se double d'un manque de compréhension tant les maigres enseignements ne sont pas assimilés et utilisés dans leur quotidien pour décoder le monde environnant. La complexité qui donnerait à comprendre l'origine, les mécanismes, la dimension politique et les conséquences de la colonisation et de la guerre semble absente de leurs représentations. L'histoire est souvent réduite à sa dimension violente et conflictuelle. La méconnaissance du fait colonial est au cœur de cette lecture lacunaire. Si la guerre est plus connue et plus facile à se représenter, la colonisation reste un désert cognitif et politique. Notre rapport collectif à ce passé n'est pas moralement et politiquement fixé. La condamnation du passé colonial de la France fait l'objet de controverses. Le travail collectif de confrontation à ce passé n'est pas encore accompagné par une politique publique bien déterminée. Cela se traduit par une forte ambivalence de jugement parmi les jeunes et par leur refus assez répandu de se positionner clairement sur le sujet.

L'étude de leurs représentations révèle néanmoins une critique de l'occupation française, une légitimation de l'Indépendance et une bienveillance pour l'ensemble des groupes ayant traversé cette épreuve. Elle révèle également que les jeunes ont conscience, malgré leurs lacunes, du caractère sensible de cette guerre qui mis longtemps à être reconnue officiellement en tant que telle. Les générations précédentes mais aussi les institutions ont, dans leur manière de traiter la guerre d'Algérie, enrobé cette histoire d'une sensibilité singulière, que les jeunes ressentent sans l'éprouver. Cette sensibilité a longtemps justifié des stratégies d'évitement, privant la nouvelle génération d'un accès aux faits et aux récits. Cependant, notre rapport collectif à ce passé poursuit son processus de normalisation. La recherche, l'école, la culture populaire et la société civile participent d'une meilleure connaissance et compréhension de cette histoire. Celles-ci permettent de quitter progressivement le temps des mémoires stéréotypées et instrumentalisées pour celui de l'histoire et de l'expression de récits plus complexes. Enfin, la permanence des représentations négatives sur les musulmans, les Algériens, les Arabes et les harkis est un enseignement important. Les stéréotypes forgés dans la colonisation et la guerre continuent d'agir, de circuler et de se recomposer dans la société française actuelle. Là est la tension mémorielle

majeure que nous avons pu identifier.

Notre exploration a ensuite fait émerger deux lignes de force encadrant le rapport des jeunes Français à la guerre d'Algérie : celle de la politisation et celle de la transmission familiale. Les jeunes politisés et les jeunes descendants de familles affectées par la guerre ont une meilleure connaissance et une plus grande capacité à se positionner sur ce passé. Mais ces deux lignes de force ne produisent pas les mêmes effets. Si la transmission familiale détermine un plus fort intérêt des jeunes pour cette histoire et parfois la forme que peuvent prendre certains de leurs récits, le jugement sur le passé reste quant à lui d'abord déterminé par l'orientation politique et la teneur de la socialisation politique familiale. Descendants de pieds-noirs et d'Algériens peuvent ainsi partager une même appétence pour le sujet et un même regard sur la colonisation. Mais les jeunes de gauche, de droite et d'extrême-droite auront des représentations antagonistes de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Là est le clivage politique majeur que nous avons pu identifier.

a. La guerre d'Algérie : un héritage intime et politique

Pour la première fois, notre étude a permis de prendre la mesure de la trace démographique de la guerre d'Algérie sur la société française. 39% des jeunes Français ont un lien familial avec une personne ayant été affectée d'une façon ou d'une autre par cette guerre. Descendants d'appelés, de pieds-noirs, de harkis, de Juifs d'Algérie ou de militants pour ou contre l'Indépendance, ils forment la part algérienne de la France. Contrairement aux représentations associant la guerre d'Algérie au silence, la famille reste un espace de transmission privilégié de cette histoire. Mais transmettre n'est pas raconter et la transmission prend des chemins souvent sinueux. Le passé algérien ne se raconte pas avec des dates mais avec des bribes de savoirs, des anecdotes et des emprunts à la mémoire collective dont l'utilité est éprouvée. A défaut de parole, les lieux, les objets et les particularismes culturels sont autant de balises auxquelles la mémoire peut s'arrimer pour perdurer et autant d'indices que les jeunes pourront suivre pour découvrir l'histoire familiale. Cet ensemble matériel et immatériel forme, pour chaque jeune descendant, un territoire de mémoire aux frontières plus ou moins bien définies. Cet espace est régi par des règles implicites et explicites désignant le l'indicible et le dicible. Ces règles sont établies collectivement, en famille, et sont le fruit du travail de trois générations. Les familles transmettent ainsi l'essentiel : l'origine pour savoir d'où l'on vient, l'épreuve pour ressentir le chemin parcouru mais aussi la reconstruction pour offrir aux descendants la possibilité de se projeter en France. Ainsi dans leur immense majorité, les récits familiaux ne charrient pas de rancœurs mais offrent au contraire de nombreuses portes pour sortir de l'enfermement traumatique, identitaire, mémoriel ou politique. L'oubli et les récits sur la résilience sont au cœur de ce travail. Cela ne signifie pas que la douleur serait absente des familles, au contraire. Les conséquences douloureuses de la guerre sur les grands-parents sont

souvent les premières portes d'entrée des jeunes descendants sur cette histoire. Ils connaissent d'abord la guerre à travers la faille de papi et la mélancolie de mamie. Ils sont les spectateurs de la douleur mais, dans leur grande majorité, n'en sont pas porteurs. Ils héritent du travail des générations précédentes pour avancer. A leur tour d'arpenter ce territoire, d'en assimiler les règles, d'appréhender les zones enfouies et de les explorer. Ils invitent ainsi à une nécessaire redéfinition des règles communes tout en ayant à cœur de ne jamais rompre les équilibres familiaux, chèrement construits. La mémoire familiale même si elle se recompose doit maintenir l'unicité du groupe. Les jeunes, qu'ils soient récepteurs ou émetteurs, sont des acteurs à part entière de la transmission. Ils offrent souvent aux grands-parents l'occasion d'être entendus et de revisiter leur passé. Leurs démarches arrivent parfois à percer les récits écrans, à lever les silences et à refouler la honte.

A la frontière de l'intime et du politique, la construction identitaire des jeunes descendants est nécessairement affectée par la mémoire familiale et collective de la guerre d'Algérie. Les silences familiaux, les questions sans réponses et le constat de leur ignorance les placent souvent dans une position d'inconfort. Ils héritent d'une histoire méconnue avec laquelle ils doivent négocier pour se construire. Chez les descendants d'immigrés algériens, de harkis, de Juifs d'Algérie et dans une moindre mesure de pieds-noirs, la fixité des catégories et l'enfermement identitaire sont un héritage du monde colonial qui pèse encore sur leur propre construction identitaire. Les jeunes d'origine algérienne doivent inévitablement négocier une fluidité entre francité et algérianité dont la complémentarité leur est souvent refusée. Les descendants de Juifs d'Algérie doivent négocier et parfois redécouvrir l'arabité et leurs origines algériennes dont les traces ont souvent été effacées. Les descendants de pieds-noirs cherchent dans l'histoire familiale des outils pour reconstruire une relation à la Méditerranée ou aux descendants d'Algériens en France. Le rapport à l'altérité est l'héritage politique majeur de cette histoire. Le racisme et l'antisémitisme continuent de faire des victimes. La permanence des préjugés issus de la colonisation et de la guerre entrave encore la vie de nombreux jeunes. Violences, insultes, discriminations, sentiment d'illégitimité, d'infériorité ou encore d'insécurité, les manifestations sont nombreuses, quotidiennes et persistantes. Là réside une tension identitaire bien palpable, qui taraude la société française actuelle au travers des problématiques liées au racisme, à l'antisémitisme et à la déconstruction des préjugés hérités de la colonisation. L'inconfort, les questionnements et le regard des autres poussent d'ailleurs un nombre non négligeable de jeunes à se lancer dans des quêtes. Ces quêtes prennent des formes différentes mais passent inévitablement par une meilleure compréhension de l'histoire collective plus que de l'histoire familiale. Elles visent à comprendre les mécanismes qui expliquent leurs origines et leur présence au monde. Elles sont des quêtes de sens plus que de connaissances pour les aider à trouver leur place dans la société, mais aussi sur un plan personnel, dans leurs familles.

Enfin, il nous reste à revenir à notre questionnement initial en interrogeant le lien entre la mémoire

et la socialisation politique. Un premier enseignement est que, contrairement à notre réflexion première, la pluralité des mémoires ne débouche pas sur une pluralité des formes de socialisation politique et de politisation. Il n'y a pas de socialisation politique différenciée qui soit propre aux descendants de pieds-noirs, aux descendants d'Algériens ou aux descendants de Juifs d'Algérie. Cependant, et cela constitue un second enseignement, la mémoire familiale a tout de même un impact sur la socialisation et l'identité politique des jeunes descendants. Hériter de la guerre d'Algérie explique des comportements politiques spécifiques. Les jeunes sont plus politisés et plus engagés. Ils ont une participation plus marquée, plus critique et plus protestataire que les autres jeunes Français. Les caractéristiques familiales apparaissent bien plus déterminantes que les paramètres socioéconomiques pour expliquer cette politisation. Dans ces familles affectées par la guerre, la politique a joué un plus grand rôle. L'histoire comme la mémoire familiale ont produit une attention particulière à la politique et une plus forte politisation qui ont été transmises à la nouvelle génération. Notre exploration confirme les principaux mécanismes de socialisation bien identifiés par la littérature académique sur la socialisation politique. Plus on raconte son histoire familiale et plus l'on politise la mémoire familiale, plus on transmet ses idées politiques. Les familles de la part algérienne de la France comptent ainsi de plus fortes filiations politiques. Elles transmettent leurs idées et leur rapport au monde, inscrivent les descendants dans une filiation idéologique de gauche comme de droite. Mais il n'y a évidemment pas de déterminisme. La politique y jouant un plus grand rôle, elle est aussi à l'origine d'un plus grand nombre de ruptures dans ces familles. Ces ruptures s'effectuent à la génération des parents et/ou des petits-enfants, et sont des vecteurs d'émancipation du poids politique de la colonisation, leur permettant de se réaffilier et de construire leur propre rapport à la société française et à son histoire.

Enfin, la mémoire n'a qu'un faible impact sur la politisation des jeunes. Ces derniers ne se politisent pas sur les questions de mémoire. Leur intérêt relève davantage d'une demande d'éclaircissement, que de revendications mémorielles ou catégorielles. Les jeunes descendants se politisent sur des enjeux contemporains, comme par exemple l'urgence climatique. Pour une minorité de jeunes politisés et issus de familles politisées, la mémoire peut devenir une ressource politique au service d'un combat ou d'une idéologie. Le rapport à l'altérité, qui est l'héritage politique majeur de cette histoire, est alors un vecteur de politisation. Lorsqu'ils en sont victimes, les jeunes qui subissent le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, peuvent se politiser sur ces enjeux. Ils se mobilisent, construisent des résistances, cherchent l'origine des stéréotypes et opèrent alors souvent un retour sur l'histoire coloniale. La mémoire devient dans ce cas une ressource et un chemin dans le combat contre le racisme. A l'inverse, d'autres jeunes, principalement situés à droite et à l'extrême-droite, sont porteurs d'une idéologie coloniale modernisée. La mémoire collective reste pour eux un champ de bataille pour reprendre le contrôle de récits qu'ils jugent culpabilisants et dangereux pour la cohésion nationale. Leur démarche

vise d'abord à empêcher toute critique du passé colonial qu'ils associent à une dislocation de la nation. Elle se prolonge souvent par l'adoption d'une posture victimaire mais aussi offensive au travers de discours stigmatisant les immigrés et leurs descendants pouvant aller jusqu'à appeler la violence. Tout est fait pour que soit préservée une mémoire leur assurant une supériorité dans les représentations symboliques mobilisées et la conservation d'une mémoire de leurs privilèges. En cela, ils refusent la plupart du temps de négocier les héritages coloniaux. Si ces discours sont le fait d'une minorité, ils trouvent une certaine résonnance dans l'espace public et ont un fort effet mobilisateur.

Si nous n'avons pas observé de socialisation politique différenciée chez les descendants des différents groupes de mémoire, nous pouvons néanmoins identifier certaines particularités. Chez les descendants d'appelés, qui constituent le plus gros contingent de jeunes descendants, la mémoire de la guerre d'Algérie n'affecte pas leur identité politique. Cette dernière relève simplement de leur socialisation familiale et de leur condition sociale. Il en est de même dans les familles de pieds-noirs, où la très forte hétérogénéité se traduit par une grande pluralité des positionnements idéologiques et des formes de politisation des descendants. Les familles ayant connu un traumatisme font néanmoins exception. Lorsque la mémoire mais aussi toute la dynamique familiale se sont nouées autour de la perte, du trauma et de l'entre soi communautaire, alors l'impact de la mémoire sur la socialisation politique apparaît déterminant. Ces familles, minoritaires, inscrivent leurs descendants dans une continuité idéologique et mélancolique. Les descendants d'immigrés, de militants pour l'Indépendance et de harkis se distinguent par un positionnement à gauche. Mais ce dernier est davantage à relier à la condition ouvrière, au parcours immigré et à l'expérience du racisme qu'à la cristallisation d'une mémoire anticoloniale. Chez les descendants de Juifs d'Algérie, la relation aux musulmans et la peur de l'antisémitisme restent des vecteurs de politisation propres à ces jeunes. Ils expliquent la relative droitisation d'une partie d'entre eux. Les actes antisémites ces dernières années suscitent une recherche de protection pouvant se traduire dans un vote sécuritaire. Mais le souci de la relation aux musulmans et la lutte contre l'antisémitisme peuvent aussi être les moteurs d'un engagement pour le dépassement des tensions. Enfin, dans les familles de militants à l'OAS, le manque de transmission a souvent occasionné un grand nombre de ruptures et de réalignements politiques, à l'exception des familles de militaires et de militants d'extrême-droite qui évoluent dans un milieu homogène et où la transmission est très structurée. La continuité idéologique est alors particulièrement forte. Le combat pour l'Algérie française se poursuit dans le combat pour la France française, dans le refus de l'immigration et la ferveur du nationalisme.

Ainsi les tensions mémorielles que nous avons l'habitude d'associer à la guerre d'Algérie ne sont pas à chercher parmi les descendants de cette histoire. Elles relèvent davantage des clivages politiques, notamment entre la droite et la gauche. Les démarches pour la « réconciliation » des mémoires qui

feraient abstraction de cette réalité, ne sauraient réaliser leur objectif d'apaisement. Les jeunes descendants n'ont pas à se réconcilier car ils ne se sont pas affrontés et n'ont pas de visions antagonistes du passé.

b. Les attentes d'une génération

83% des jeunes que nous avons interrogés estiment que la mémoire collective doit autant inclure les moments glorieux que les zones d'ombres de l'histoire commune. Il faut à la fois garder en mémoire les évènements dont la France peut être fière que les évènements dont elle n'a pas à l'être. Les jeunes ont intériorisé la complexité de la fabrique de la mémoire collective et de l'identité nationale. Ils ne sont pas porteurs d'une vision étroite de l'histoire qui ne servirait qu'à flatter le nationalisme. La mémoire collective est pour eux un instrument de vérité. La pluralité des évènements doit pouvoir s'y lire. Mais elle est également une base sur laquelle écrire une histoire commune reflétant une pluralité d'expériences et d'identités. Leur sentiment national est plus hybride que pour les générations précédentes. Non pas qu'ils se sentent moins Français, mais ce sentiment d'appartenance se nourrit d'une navigation constante entre le cosmopolitisme, le national, l'ultra local et une multiplicité de micro-appartenances sociales, culturelles ou même d'usages. Cette reconfiguration amène à une recomposition du rôle de la mémoire collective, devant maintenant refléter cette fluidité des identités et la complexité d'adhésions devenues multipolaires. Il ne s'agit plus de construire un roman national univoque, mais d'offrir un cadre institutionnel démocratique dans lequel une multiplicité d'acteurs coconstruit, fait exister et se rencontrer plusieurs mémoires collectives, permettant à chacun de s'inscrire et de se reconnaître dans une histoire modulable. Alors que le roman national imposait Jeanne d'Arc, la Révolution française, les guerres mondiales et de Gaulle, ces figures et ces évènements doivent désormais cohabiter, sans pour autant disparaitre, avec Martin Luther King, Thomas Sankara, Simone Veil, Frida Kahlo, les victimes des génocides du XXe siècle, les chibanis du quartier, Maradona, Zyed et Bouna, les attentats de 2015 ou encore Beyoncé.

Dans cet espace de production et de circulation de la mémoire collective, les jeunes estiment qu'il faut faire plus de place à la guerre d'Algérie et à la colonisation. Plus de la moitié d'entre eux (56%) considère qu'on ne parle pas assez de ces évènements et les trois quarts (74%) que l'entretien de cette mémoire coloniale est important pour le pays. Dans leur grande majorité, les jeunes souhaitent s'affranchir de l'extrême susceptibilité qui entoure encore la mémoire de l'évènement. Pour eux, il est temps non seulement de parler davantage de la guerre d'Algérie, mais surtout d'en parler mieux. Ils jugent que l'incapacité collective à en parler et les instrumentalisations politiques qui en découlent constituent un problème public aux lourdes conséquences. Ces défaillances soulèvent leur incompréhension, voire une défiance vis-à-vis des institutions, accusées de vouloir cacher la vérité et

d'empêcher le travail de la mémoire. Les jeunes témoignent de leur impatience et beaucoup d'entre eux lancent un appel à la responsabilité de leurs aînés pour en finir avec les silences, les dissimulations, l'évitement et l'instrumentalisation du passé. L'Histoire doit primer sur la mémoire, les faits sur les émotions, les historiens sur les politiques.

Car ce passé n'est pas leur ligne d'horizon. Ils ont d'autres envies, d'autres défis et se projettent déjà vers d'autres avenirs. Ils disent vouloir avancer et ne pas être lestés par l'histoire et son cortège de victimes et de coupables. Pour cela, la société doit se mettre en travail afin de leur offrir la possibilité d'un dépassement. Il est, selon eux, urgent de se confronter au passé franco-algérien et colonial, d'autant que la génération ayant vécu les évènements est en train de disparaitre. Le sentiment d'urgence ressenti est à la fois intime et politique. Il renvoie à la perte prochaine de leurs proches et à une angoisse diffuse attachée à la construction d'un avenir personnel et collectif. Connaitre, comprendre, parler du passé n'est pas une fin en soi mais le moyen pour eux de se délester d'un poids qui entrave la réalisation de leur potentiel personnel et générationnel. Ainsi leurs exigences mémorielles sonnent comme des exigences démocratiques tant elles pointent des manquements en termes de politiques publiques, de lien social et de démocratisation de l'accès à la parole.

Les jeunes formulent une demande d'Histoire plus que de mémoire. Pour eux, le rapport de la société française au passé algérien doit trouver le chemin de l'objectivité et de la normalisation. Plus qu'une demande de reconnaissance, les jeunes attendent des explications. Ils ne sont pas nécessairement demandeurs de gestes mémoriels mais de clefs pour comprendre le passé. Cette demande d'histoire ne se limite pas à la guerre d'Algérie mais concerne surtout la colonisation et ses conséquences : l'exil, l'immigration, mais aussi les origines du racisme et de l'antisémitisme qui constituent à leurs yeux autant d'angles morts de l'histoire algérienne. Ils veulent comprendre les raisons ayant conduit la France à coloniser l'Algérie et connaitre les mécanismes qui sous-tendent un système colonial. Ils souhaitent que les faits, les responsabilités et les bilans ne fassent plus l'objet des seuls débats politiques mais qu'ils soient définitivement établis, que les conséquences de ce passé sur le présent soient connues et explicitées. Ils formulent des demandes concrètes d'amélioration du cadre d'élaboration et de circulation des connaissances, comme l'ouverture de toutes les archives, davantage de moyens pour que les chercheurs puissent travailler et vulgariser leurs recherches ainsi qu'un renforcement des programmes scolaires et des formations des professeurs. Cette demande est particulièrement centrale pour les descendants de rapatriés et de Harkis car une meilleure compréhension de l'engrenage du système et de l'idéologie coloniale permettrait de dédouaner leurs familles pour les uns de la responsabilité du colonialisme et pour les autres de l'accusation de trahison.

Les jeunes n'arrivent pas toujours à formuler ce qu'ils attendent des responsables politiques. Qui doit reconnaitre ? Et quoi exactement ? Le 17 octobre ? La colonisation ? L'abandon des Harkis ? Tout

cela en même temps ? Les différents gestes mémoriels des dernières décennies ne sont pas parvenus jusqu'au jeunes. Ces gestes n'ont pas été intégrés dans leur réalité présente. Ils n'ont pas permis de rétablir un sentiment de justice, de combler un manque et de répondre à leurs questions. La demande de reconnaissance est une demande englobante, appelant la parole publique à clarifier la position collective à adopter sur le passé pour mieux le clore. Les jeunes réclament que les faits soient énoncés et les responsabilités identifiées.

Dans ce processus l'attitude vis-à-vis des responsables politiques et notamment du Président de la République est ambivalente. Alors que les jeunes souhaitent des gestes de reconnaissances symboliques, ils disent aussi ne plus rien attendre des politiques et se montrent méfiants envers toute la parole publique. Si les responsables politiques s'engagent sur le chemin du travail mémoriel, comme cela semble être le cas d'Emmanuel Macron, ils ne doivent pas décevoir. Plus que les grands discours les jeunes attendent que la mémoire de la guerre d'Algérie et de la colonisation s'inscrive dans des politiques publiques durables d'éducation, de recherche et de soutien à la culture.[742]

Les jeunes en appellent à une nouvelle génération de politiques de mémoire. L'accès à la matière historique et à l'écriture mémorielle doit être démocratisé. Ainsi les récits sur le passé pourraient-ils trouver de multiples points d'ancrage dans leur environnement personnel et quotidien.

En plus de l'école et de la recherche, le monde de la culture est particulièrement attendu. Ils pointent leur besoin de rendre plus accessibles les connaissances afin de mieux les assimiler. Les films, les expositions, les documentaires et les *podcasts*, ou encore les livres traitant de la colonisation et de l'Algérie doivent pouvoir trouver les moyens institutionnels et financiers de voir le jour et de faire circuler de nouvelles images et de nouveaux récits.

Au-delà des conditions d'écriture de l'histoire et de la mémoire, les jeunes cherchent des opportunités de dialogues et d'échanges entre les mémoires, entre les générations, entre les jeunes eux-mêmes et avec l'Algérie et les Algériens. Ils insistent sur la nécessité de pouvoir entendre d'autres récits et de faire dialoguer ceux-ci dans l'espace public, notamment avec les générations les ayant précédés. La segmentation des espaces de leur vie quotidienne entrave aussi la possibilité de se rencontrer entre eux, au-delà de leurs seuls cercles ou réseaux familiers. Cette demande invite le politique à offrir un cadre

---

[742] En 2021, l'Elysée coordonnait un groupe de jeunes descendants de familles ayant été affectées par la guerre d'Algérie afin qu'ils et elles formulent des messages au Président de la République, Emmanuel Macron. Leurs propositions recoupent en partie les attentes formulées par les jeunes interrogés dans le cadre de ce livre : renforcement de l'enseignement et des formations pour les professeurs, création d'un musée et d'un office des jeunesses franco-algériennes, témoignages en classe et en ligne, multiplication des lieux de mémoire, mise à l'honneur de figures historiques consensuelles et discours ensemblier du Président de la République. Il est néanmoins regrettable mais emblématique que les aspects les plus sensibles car les plus politiques soient absents de l'agenda. La question du racisme et de l'antisémitisme, pourtant abordée au début de leurs travaux, a été expurgées de la réflexion. Elle est pourtant au cœur de ce qui fait encore tension : https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/11/30/guerre-d-algerie-les-propositions-du-groupe-regards-de-la-jeune-generation-sur-les-memoires-franco-algeriennes-a-emmanuel-macron_6104139_823448.html

institutionnel qui puisse créer des temps, des espaces et des outils multipliant les occasions de rencontres : renforcement de l'éducation populaire et des temps associatifs et collectifs, visites en commun de musées et de mémoriaux, témoignages en classe ou en ligne, voyages en Algérie, apprentissage des langues.

Les liens avec l'Algérie et les Algériens ne sont pas oubliés. La plupart des jeunes connaissent mal ce pays, sa géographie, son histoire et sa société contemporaine. L'Algérie semble absente de leur carte mentale. Elle n'est pas une destination touristique et son patrimoine culturel est méconnu. Beaucoup de jeunes s'en désintéressent et confient ne pas savoir de quelle façon développer une curiosité pour ce pays. Ce désintérêt cohabite avec un fort désir de découverte, d'apprentissage, de circulation et de dialogue notamment avec la jeunesse algérienne dont les aspirations démocratiques s'exprimant dans le *Hirak* soulèvent admiration et espoir. Les jeunes descendants notamment, sont nombreux à espérer y voyager pour découvrir la culture et parfois se reconnecter à l'histoire familiale. Des deux côtés de la Méditerranée, des politiques publiques doivent pouvoir organiser une libre circulation et une coopération permettant des échanges entre les jeunes et entre les deux pays. Près de trois quarts des jeunes Français (69%) pensent que les relations entre la France et l'Algérie doivent être améliorées pour construire un avenir partagé. Loin des rancœurs du passé, ils ont conscience que l'avenir de la France et de l'Algérie reste lié. Ils invitent à construire une relation d'un nouveau type à l'Algérie et aux Algériens qui doit être désormais une relation d'égalité, débarrassée de l'arrogance de la domination française et de l'instrumentalisation des rancœurs coloniales. Une relation où le rapport à l'Autre se construirait sur la considération, la curiosité, et l'empathie. Gageons que cela sera possible. C'est ce que veut en tout cas faire entendre la génération des descendants, la génération du dépassement.

Bibliographie

Abitbol, M. (1990). *Chapitre 11. La citoyenneté imposée du décret Crémieux à la guerre d'Algérie*. Paris, Presses de Sciences Po.

Abrial, S. (2002). *Les enfants de Harkis, de la révolte à l'intégration.* , Paris : L'Harmattan.

Accoce, P. (1999). Les attentats de l'OAS contre de Gaulle. in *Ces assassins qui ont voulu changer l'Histoire* (p. 278-308). Paris, Plon.

Adimi, K. (2017). *Nos richesses,* Paris, Le Seuil.

Ageron, C.-R. (1995). Les supplétifs Algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *48*(1), 3-20.

Ageron, C.-R. (2005a). L'OAS-Algérie-Sahara. In *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne* (p. 525-536). Editions Bouchène.

Ageron, C.-R. (2005b). Une dimension de la guerre d'Algérie : Les « regroupements » de populations. In *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne* (p. 561-586). Editions Bouchène.

Allouche-Benayoun, J. (1989). *Juifs d'Algérie hier et aujourd'hui : Mémoires et identités,* Editions Privat.

Allouche-Benayoun, J. (2003). Les femmes dans le processus d'acculturation. In *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité* (Ed. du NadirAlliance israélite universelle).

Allouche-Benayoun, J., & Bensimon, D. (1998). *Les juifs d'Algérie : Mémoires et identités plurielles*. Ed. Stavit.

Allouche-Benayoun, J., & Dermenjian, G. (2015). *Les Juifs d'Algérie : Une histoire de ruptures.*, Presses universitaires de Provence.

Amiri, L. (2004). *La bataille de France : La guerre d'Algérie en métropole.* Paris : Robert Laffont.

Amiri, L. (2005). *Les fantômes Du 17 Octobre.* Paris : Éd. Mémoire-Génériques.

Anderson, G. (2018). *La guerre civile en France, 1958-1962 : Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris : La Fabrique éditions.

Anderson, W. (1995). Excremental Colonialism : Public Health and the Poetics of Pollution. *Critical Inquiry*, *21*(3), 640-669.

Aouate, Y. (1996). Notes et observations sur une histoire en construction. *Archives Juives*, *29/1*, 7 pp.

Assan, V., & Laloum, J. (2012). Introduction—Français, juifs et musulmans dans l'Algérie coloniale. *Archives Juives*, *Vol.45*(2), 4-13.

Assmann, J. (2010). *La Mémoire culturelle : Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Aubier.

Attias-Donfut, C., & Segalen, M. (2007). *Grands-parents : La famille à travers les générations*, Paris : Odile Jacob.

Attias-Donfut, C., & Wolff, F.-C. (2009). *Le destin des enfants d'immigrés*. Paris : Stock.

Ayoun, R. (1996). Les juifs d'Algérie pendant la guerre d'Indépendance. *Archives Juives*, *29/1*, 15 pp.

Ayoun, R. (2003). De l'antiquité à la nationalité française. In *L'identité des Juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité* (Ed. du NadirAlliance israélite universelle).

Bahloul, J. (1992). *La maison de mémoire*. Paris : Métailié.

Balibar, É. (2007). Le retour de la race. *Mouvements*, *50*(2), 162.

Bantigny, L. (2004). Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *83*(3), 97-107.

Bantigny, L. (2007). Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie. *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, *8*(2), 39-53.

Barbe, N., & Chauliac, M. (s. d.). *L'immigration aux frontières du patrimoine*. Maison des Sciences de l'Homme.

Bartlett, F. (2010). *Remembering : A Study in Experimental and Social Psychology* (2 édition). Cambridge University Press.

Bastide, R. (1970). Mémoire collective et sociologie du bricolage. *L'Année sociologique*, *21*, 65-108.

Baugnet, L. (1998). *L'identité sociale* (Dunod).

Baussant, M. (2002). *Pieds-noirs, mémoires d'exils*. Paris : Stock

Baussant, M., Gensburger, S., Venel, N., & Chauliac, M. (2018). *Les terrains de la mémoire—Approches croisées à l'échelle locale*. Paris Nanterre.

Beaud, S. (2018). *La France des Belhoumi : Portraits de famille (1977-2017)*, Paris : La Découverte.

Belbah & Laacher. (2005a). *Génériques, Immigration, politiques et usages de la mémoire*. http://www.generiques.org/immigration-politiques-et-usages-de-la-memoire/

Bensekhar, M. B., & Guernou, N. (2017). Harkis et fils de harkis : Le trauma et sa transmission. *L'information psychiatrique*, *93*(2), 117-123.

Berger, P., & Luckmann, T. (2018). *La Construction sociale de la réalité*. Armand Colin.

Berliner, D. C. (2005). The Abuses of Memory : Reflections on the Memory Boom in Anthropology. *Anthropological Quarterly*, *78*(1), 197-211.

Bertrand, R. (2006a). La mise en cause(s) du « fait colonial ». Retour sur une controverse publique. *Politique africaine*, *102*(2), 28-49.

Bertrand, R. (2006b). *Mémoires d'empire : La controverse autour du "fait colonial*. Éd. du Croquant.

Besnaci-Lancou, F (2010). *Les harkis : Histoire, mémoire et transmission*. Editions de l'Atelier-Editions ouvrières.

Besnaci-Lancou, F., & Moumen, A. (2008). *Les harkis*, Le cavalier bleu.

Bichet, Y. (2017). *Indocile*. Le Mercure de France.

Billaud, S. (2012). Gérer le patrimoine « en fratrie » à la suite de l'entrée en institution d'un parent âgé. *Informations sociales*, *n° 173*(5), 120-126.

Billaud Solène, Gollac, S., & Oeser, A. (2015). *Histoires de famille : Les récits du passé dans la parenté contemporaine*. Éditions Rue d'Ulm.

Blanchard, E. (2016). État d'urgence et spectres de la guerre d'Algérie. *La Vie des idées*. https://laviedesidees.fr/Etat-d-urgence-et-spectres-de-la-guerre-d-Algerie.html

Blanchard, E. (2018). *Histoire de l'immigration algérienne en France*, Paris : La Découverte.

Blanchard, P. (2009). *La fracture coloniale : La société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris : La Découverte.

Blanchard, P. (2010). Colonisation : Commémorations et mémoriaux. Conflictualité sociale et politique d'un enjeu mémoriel. In *Ruptures postcoloniales* (p. 480-508). La Découverte.

Blanchard, P., Bancel, N., Taraud, C., Boetsch G, & Thomas, D. (2019). *Sexe, race & colonies*, Paris : La Découverte).

Blanchard, P., Bancel, N., & Thomas, D. (2016). *Vers la guerre des identités ? - De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*. Paris : La Découverte.

Blévis, L. (2001). Les avatars de la citoyenneté en Algérie coloniale ou les paradoxes d'une catégorisation. *Droit et société*, *48*(2), 557-581.

Blévis, L. (2004). *Sociologie d'un droit colonial citoyenneté et nationalité en Algérie (1865-1947) : Une exception républicaine?,* Thèse de doctorat en science politique, Université Aix-Marseille 3.

Blévis, L. (2012). En marge du décret Crémieux. Les Juifs naturalisés français en Algérie (1865—1919). *Archives Juives*, *Vol. 45*(2), 47-67.

Boilley, P. (2005). Loi du 23 février 2005, colonisation, indigènes, victimisations. *Politique africaine*, *N° 98*(2), 131-140.

Bonneuil, C. (1998). *Mettre en ordre et discipliner les tropiques les sciences du végétal dans l'Empire français 1870-1940.* (Atelier National de Reproduction des Thèses).

Bordet, J., Gutton, P., & Tisseron, S. (2017). *Adolescence et idéal démocratique : Accueillir les jeunes des quartiers populaires.* Paris : In Press.

Boualem S, Vermeren P (2019) *«Pourquoi la guerre d'Algérie n'est pas finie»*. Le Figaro du 29/11/2019 : Consulté 20 avril 2021, à l'adresse https://www.lefigaro.fr/vox/monde/boualem-sansal-pierre-vermeren-pourquoi-la-guerre-d-algerie-n-est-pas-finie-20191129

Bouamama S., & Saoud, H. S. (1996). *Familles maghrébines de France*. Desclée de Brouwer.

Boubeker, A. Hajjat A, (2008). *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*. Ed Amsterdam.

Bouchène, A., Peyroulou, J., Tengour, O. S., & Thénault, S. (2012). *Histoire de l'Algérie à la période coloniale : (1830-1962), Paris :* La Découverte).

Boukara, P. (1996). La gauche juive en France et la guerre d'Algérie. *Archives Juives*, *29/1*.

Bourdieu, P. (2012). *Sociologie de l'Algérie*. PUF.

Bouvet, L. (2015). *L'insécurité culturelle*. Fayard.

Branche, R. (2001). *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962*. Paris : Gallimard.

Branche, R. (2002). Des viols pendant la guerre d'Algérie. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *75*(3), 123-132.

Branche, R. (2007). La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie. *Histoire Politique*, *n° 3*(3), 6-6.

Branche, R. (2020). *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? - Enquête sur un silence familial*. Paris : La Découverte.

Braud, P. (2016). *Sociologie politique* (12e édition). Paris : Dalloz.

Brazzoduro, A. (2012). Postcolonial Memories of the Algerian War of Independence, 1955-2010 : French Veterans and Contemporary France. *Modern French Identities*, *86*, 275.

Brazzoduro Andrea. (2012). *Soldati senza causa : Memorie della guerra d'Algeria*. Laterza.

Bresman, H., & Devasar Rao, V. (2017, août 25). A Survey of 19 Countries Shows How Generations X, Y, and Z Are—And Aren't—Different. *Harvard Business Review*.

Brillet, E. (2007.). *Mémoire, identité et dynamique des générations au sein et autour de la communauté harkie. Une analyse des logiques sociales et politiques de la stigmatisation.* Thèse de doctorat en science politique, Université Paris Dauphine.

Bronner, G. (2010). Cerveau et socialisation. *Revue francaise de sociologie*, *Vol. 51*(4), 645-666.

Brown, R., & Kulik, J. (1977). Flashbulb memories. *Cognition*, *5*(1), 73-99.

Brun, C. (2014). *Guerres d'Algérie : Les mots pour le dire.* Paris : CNRS Editions.

Buono, C. (2004). *Pieds-noirs de père en fils.* Paris : Balland.

Busekist, A. von. (2001). L'indicible. *Raisons politiques*, *no 2*(2), 89-112.

Butler, D., & Stoke, D. (1974). *Political Change in Britain : Basis of Electoral Choice.* Springer.

Campbell, A., Converse, P. E., Miller, W. E., & Stokes, D. E. (1980). *The American Voter.* University of Chicago Press.

Cardon, D. (2019). *Culture numérique.* Paris : Presses de Sciences Po.

Ceaux, D. (2018). *« Aux harkis, la France reconnaissante ».* Rapport remis à la Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Armées.

Césaire, A. (2017). *Discours sur le colonialisme.* Paris : Présence africaine.

Cetin, F. (2007). *Le livre de ma grand-mère.* Paris : L'Aube.

Charbit, T. (2003). *Les Français musulmans rapatriés et leurs enfants.* Rapport pour le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Charbit, T. (2006). Un petit monde colonial en métropole : Le camp de harkis de Saint-Maurice-L'Ardoise (1962-1976). *Politix*, *76*(4), 31.

Charvit, Y. (2003). La tradition rabbinique d'Algérie face au processus d'Émancipation. In *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité*, Ed. du Nadir Alliance israélite universelle.

Chaubin, H. (2008). Le sud, terre de prédilection de l'activisme ? L'OAS-Métro dans l'Hérault. In *La France en guerre 1954-1962* (p. 299-308). Autrement.

Chaumont, J. (2010). *La concurrence des victimes génocide, identité, reconnaissance.* Paris : La Découverte.

Chevallier, J. (1994). *L'identité politique*, Paris : Publications du CURAPP.

Clark, M. M., Bearman, P., Ellis, C., & Drury Smith, S. (2011). *After the Fall : New Yorkers Remember September 2001 and the Years That Followed.* New York, The New Press.

Cohen, D. (1996). Le Comité algérien d'études sociales dans le débat idéologique pendant la guerre d'Algérie (1854-1961). *Archives Juives*, *29/1*, 21pp.

Cole, J. (2010). Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie. *Vingtieme Siecle. Revue d'histoire*, *n° 108*(4), 3-23.

Coles, R. (1986). *The Political Life of Children*. Atlantic Monthly Press.

Collin, C. (2019). Guerre d'Algérie. Des mémoires apaisées ? *Guerres mondiales et conflits contemporains*, *276*(4), 129-148.

Coman, A., Brown, A. D., Koppel, J., & Hirst, W. (2009). Collective Memory from a Psychological Perspective. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 22(2):125-141.

Cômes, J.-P. (2005). *Ma guerre d'Algérie et la torture : J'étais lieutenant dans les DOP*. Paris : L'Harmattan.

Comtat, E. (2009). *Les pieds-noirs et la politique*. Paris : Presses de Sciences Po.

Confino. (1997). Collective Memory and Cultural history : Problems of Methods*, American historical review*, Vol. 102, No. 5, pp. 1386-1403.

Conklin, A. L. (2000). *Mission to Civilize : The Republican Idea of Empire in France & West Africa, 1895-1930*, Stanford University Press.

Connerton, P. (2007). *How societies remember?* Cambridge Univ. Press.

Conover, P. J., Searing, D. D., & Crewe, I. M. (2002). The Deliberative Potential of Political Discussion. *British Journal of Political Science*, *32*(1), 21-62.

Cook, T. E. (1985). The Bear Market in Political Socialization and the Costs of Misunderstood Psychological Theories. *American Political Science Review*, *79*(4), 1079-1093.

Coulon, A. (1993). *Connaissance de la guerre d'Algérie : Trente ans après : Enquête auprès des jeunes Français de 17 à 30 ans*. Association Internationale de Recherche Ethnométhodologique.

Crapanzano, V. (2011). *The Harkis : The wound that never heals*, University of Chicago Press.

Cubitt, G. (2007). *History And Memory*. Manchester University Press.

Cyrulnik, & Peschanski. (2012). *Mémoire et Traumatisme : L'Individu et la Fabrique des grands récits*. INA Éditions.

Dalton, R. (1982). The pathways to parental socialization. *American Politics Quarterly*, *10*(2), 139-157.

Daniel, C. (2001). *Cultures politiques*. Paris : PUF.

Daniel, J. (1973). *Le temps qui reste*. Paris : Gallimard.

Daniel, J. (2004). *Cet étranger qui me ressemble,* Paris : Grasset.

Dantec, J.-P. L. (2017). *Le disparu*. Paris : Gallimard.

Dard, O. (2005). *Voyage au coeur de l'OAS*, Paris : Perrin.

Dard, O. (2014). Qui ont été les membres de l'OAS ? In *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, Paris La Découverte; pp 640 - 643

Daum, P. (2015a). *Le Dernier Tabou : Les « harkis » restés en Algérie après l'Indépendance*, Paris : Acte Sud.

Daum, P. (2015b). Enquête sur ces harkis restés en Algérie. *Le Monde diplomatique*, *N° 733*(4).

Debono, E. (2012). Le rapprochement judéo-musulman en Afrique du Nord sous le Front populaire. Succès et limites. *Archives Juives*, *Vol. 45*(2), 89-106.

de Gaulejac, V. (2011). Chapitre 2 / Histoire de vie, trajectoire idéologique et hypermodernité. In *La politique au fil de l'âge*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 47-61.

Dennis, J., & Easton, D. (1969). *Children in the Political System : Origins of Political Legitimacy*. McGraw Hill.

Dermenjian, G. (2003). Le Juif est-il français ? Antisémitisme et idée républicaine en Algérie (1830—1939). In *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité*, Ed. du NadirAlliance israélite universelle.

Dermenjian, G. (2015). Les crises anti-juives de la fin du XIXe siècle en Algérie. In *Les Juifs d'Algérie : Une histoire de ruptures*, Presses universitaires de Provence.

Déroulède, A. (1997). *L'OAS : étude d'une organisation clandestine*, Curutchet.

Dosse, F. (2012). *Les héritiers du silence : Enfants d'appelés en Algérie*, Paris : Stock.

Duchesne, S., & Scherrer, V. (2003). L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales : Justification théorique d'une définition empirique. *Actes du colloque de la MSHS de Poitiers*, pp.325-336.

Ehman, L. H. (2015), Social Studies Teachers and Their Pupils. In *Political Character of Adolescence*, Princeton University Press, pp. 207-228.

Einaudi, J. (2007). *La bataille de Paris : 17 octobre 1961,* Paris : Seuil.

Eldridge, C. (2016). *From empire to exile history and memory within the pied-noir and harki communities 1962-2012*, Manchester University Press.

Erikson, E. (2011). *Adolescence et crise : La quête de l'identité*, Paris : Flammarion.

Eustache F, Ganascia JG, Jaffard R, Peschanski D, Stiegler B (2014), *Mémoire et oubli*, Paris, Le Pommier et B2V.

Eustache F, Amieva H, Thomas-Antérion C, Ganascia JG, Jaffard R, Peschanski D, Stiegle B (2015) *Les Troubles de la mémoire : prévenir, accompagner*, Paris, Le Pommier et B2V.

Eustache F, Peschanski D, Amieva H, Thomas- Antérion C, Ganascia JG, Jaffard R et Stiegler B (2016), *Mémoires et émotions*, Paris, Le Pommier et B2V.

Eustache F, Peschanski D, Amieva H, Thomas- Antérion C, Ganascia JG, Jaffard R et Stiegler B (2017), *Mémoires, entre moi et l'Autre*, Paris, Le Pommier et B2V.

Eustache F, Peschanski D, Amieva H, Thomas- Antérion C, Ganascia JG, Jaffard R et Stiegler B (2018) *La Mémoire au futur*, Paris, Le Pommier et B2V.

Eustache F, Peschanski D, Amieva H, Thomas- Antérion C, Ganascia JG, Jaffard R et Stiegler B (2019) *La Mémoire Entre sciences et société*, Paris, Le Pommier et B2V, 2019.

Eveland, W., & Hutchens, M. (2009). Political Discussion Frequency, Network Size, and "Heterogeneity" of Discussion as Predictors of Political Knowledge and Participation. *Journal of Communication*, *59*, 205-224.

Fabbiano, G. (2007). De l'indigène colonial aux générations postalgériennes. *Migrations Société*, *113*, 95-110.

Fabbiano, G. (2008). Devenir-harki : Les modes d'énonciation identitaire des descendants des anciens supplétifs de la guerre d'Algérie. *Migrations Société*, *120*, 155-171.

Fabbiano, G. (2014). *Les harkis du bachaga Boualam*. in Thénault et al, Histoire de l'Algérie à la période coloniale, Paris : La Découverte.

Faivre, M. (1995). *Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie : Des soldats sacrifiés*, Paris : L'Harmattan.

Fanon, F. (1966). *Les Damnés De La Terre.* François Maspero.

Fassin, D. (2002). L'invention française de la discrimination. *Revue francaise de science politique*, *Vol. 52*(4), 403-423.

Ferhat, I., & Potier, F. (2020). *Des discriminations sous-estimées ? : Les musulmans en France.* Editions de l'Aube.

Ferro, M. (2008). *Le livre noir du colonialisme : XVIe-XXIe siècle : De l'extermination à la repentance.* Paris : Hachette littératures.

Fleury, G. (2002). *Histoire secrète de l'OAS*, Paris : Grasset.

Foa, R. S., & Munk, Y. (2016). The Danger of Deconsolidation : The Democratic Disconnect. *Journal of Democracy*, *27*(3), 5-14.

Foucault, M. (2004). *« Society must be defended » : Lectures at the Collège de France*. Penguin Books.

Fourquet, J., & Lebourg, N. (2017). *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu*, Fondation Jean Jaurès.

Fresco, N. (1984). Remembering the unknown. *The International Review of Psycho-Analysis*, *11*, 417-427.

Freud, S. (1998a). *Résultats, idées, problèmes. Tome II 1921-1938*, Paris : PUF.

Freud, S. (1998b). *Résultats, idées, problèmes. Tome I : 1890-1920*, Paris : PUF.

Freud, S. (2002). *Psychopathologie de la vie quotidienne*, Paris : PUF.

Fuster, J. (2008). *The Prefrontal Cortex*. Academic Press.

Gacon, S. (2005). Les amnisties de la guerre d'Algérie (1962-1982). *Histoire de la justice*, *16*(1), 271-279.

Gagnepain, P., Vallée, T., Heiden, S., Decorde, M., Gauvain, J.-L., Laurent, A., Klein-Peschanski, C., Viader, F., Peschanski, D., & Eustache, F. (2020). Collective memory shapes the organization of individual memories in the medial prefrontal cortex. *Nature Human Behaviour*, *4*(2), 189-200.

Galland, O. (2021). Les générations au prisme des valeurs. *Futuribles*, *N° 441*(2), 51-64.

Galland, O., & Muxel, A. (2018). *La tentation radicale : Enquête auprès des jeunes*. Paris : Presses Universitaires de France.

Gaspard, F. (1984). *La fin des immigrés*. Editions du Seuil.

Gensburger, S. (2005). Essai de sociologie de la mémoire : Le cas du souvenir des camps annexes de Drancy dans Paris. *Genèses*, *61*(4), 47.

Giraud, B. (2017). *Un loup pour l'homme*. Paris : Flammarion.

Giudice, F. (1992a). *Arabicides : Une Chronique Francaise : 1970-1991*. La Découverte.

Glissant, É. (1997). *Traite du tout-monde*, Paris : Gallimard.

Gollac, S. (2003). *Maisonnée et cause commune : Une prise en charge familiale*. in Gojard et al, Charges de Famille Paris : La Découverte.

Gollac, S., & Oeser, A. (2011a). Comparing Family Memories in France and Germany : The Production of History(ies) Within and Through Kin Relations. *Journal of Comparative Family Studies*, *42*(3), 385-397.

Gordon, D. A. (2012). *Immigrants and Intellectuals : May 68 and the Rise of Anti-Racism in France*. Merlin Press.

Grandjean, G. (2014). *Les jeunes et le génocide des Juifs*. De Boeck Supérieur.

Grandmaison, O. L. (2014). *L'empire des hygiénistes : Vivre aux colonies*. Fayard.

Granovetter, M. S. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, *78*(6), 1360-1380.

Greene, S. (2004). Social Identity Theory and Party Identification*. *Social Science Quarterly*, *85*(1), 136-153.

Greenstein, F. (1965). *Children and Politics*. New Haven Yale Univ Press.

Guedj, J. (2012). Juifs et musulmans d'Algérie en France. Cinquante ans d'exil partagé, entre mémoire, échanges et déchirements. *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, *1295*, 144-154.

Guène, F. (2021). *La Discrétion*. Pocket.

Guillaume, P. (1999). *Le monde colonial*. Paris: Armand Colin.

Hadj Belgacem, S. (2018). *La marche de 1983 : Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*. Presses universitaires de Paris Nanterre.

Haegel, F., & Lavabre, M.-C. (2010a). Identité et mémoire. Des trajectoires individuelles dans des mondes qui disparaissent. In *L'identité en jeux* (p. 225-243). Editions Karthala.

Haegel, F., & Lavabre, M.-C. (2010b). *Destins ordinaires*. Paris : Presses de Sciences Po.

Haegel, F., Rey, H., & Sintomer, Y. (2000). *La xénophobie en banlieue : Effet et expressions*. Editions L'Harmattan.

Hajjat, A. (2008). *Histoire politique des immigrations post-coloniale 1920-2008*. Editions Amsterdam.

Hajjat, A. (2012). *Les frontières de l'identité nationale, L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale* : Paris : La Découverte.

Halbwachs, M. (1997). *La Mémoire collective*. Paris : Albin Michel.

Halbwachs, M. (2004). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel.

Hamoumou, M. (1993). *Et ils sont devenus harkis*, Paris : Fayard.

Harbi, M., & Stora, B. (2006). *La Guerre d'Algérie : 1954-2004, la fin de l'amnésie*. Robert Laffont.

Hartog & Revel. (2001). *Les usages politiques du passé*. Editions de l'EHESS.

Hatto, R., Muxel, A., & Tomescu, O. (2011). *Enquête sur les jeunes et les armées : Images, intérêt et attentes*. *10*, 189.

Hautreux, F.-X. (2006). L'engagement des harkis (1954-1962) : Essai de périodisation. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *90*(2), 33.

Hautreux, F.-X. (2011). Quelques pistes pour une meilleure compréhension de l'engagement des harkis (1954-1962). *Les Temps Modernes*, *666*, 44-52.

Hayoun, J., & Cohen-Solal, J. (2021). *La main du diable*, Paris : Grasset.

Hirsch, M. (1997). *Family Frames : Photography, Narrative, and Postmemory.* Harvard University Press.

Hirsch, M. (2012). *The Generation of postmemory : Writing and visual culture after the Holocaust.* Columbia University Press.

Hirst, W., & Echterhoff, G. (2011). Remembering in Conversations : The Social Sharing and Reshaping of Memories. *Annual Review of Psychology*, *63*(1), 55-79.

Hirst, W., & Manier, D. (2008). Towards a psychology of collective memory. *Memory*, *16*(3), 183-200.

Hirst, W., Phelps, E. A., Buckner, R. L., Budson, A. E., Cuc, A., Gabrieli, J. D. E., Johnson, M. K., Lyle, K. B., Lustig, C., Mather, M., Meksin, R., Mitchell, K. J., Ochsner, K. N., Schacter, D. L., Simons, J. S., & Vaidya, C. J. (2009). Long-term memory for the terrorist attack of September 11 : Flashbulb memories, event memories, and the factors that influence their retention. *Journal of experimental psychology. General*, *138*(2), 161-176.

Hirst, W., Yamashiro, J. K., & Coman, A. (2018). Collective Memory from a Psychological Perspective, *Trends in Cognitive Sciences*, *22*(8), 438–451.

House, J., & MacMaster, N. (2008). *Paris 1961 : Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire.* Paris : Tallandier.

Howell, J. (2017). *The Algerian War in French-Language Comics : Postcolonial Memory, History, and Subjectivity.* Lexington Books.

Huckfeldt, R., & Sprague, J. (1987). Networks in Context : The Social Flow of Political Information. *The American Political Science Review*, *81*(4), 1197-1216.

Hureau, J. (2001). *La mémoire des pieds-noirs.* Paris : Perrin.

Hyman, H. (1959). *Political Socialization; a Study in the Psychology of Political Behavior*. The Free Press.

Ihl, O. (2002). Socialisation et événements politiques. *Revue française de science politique*, *52*(2-3), 125-144.

Inglehart, R. (2009). Postmaterialist Values and the Shift from Survival to Self-Expression Values. In R. J. Dalton, & H. Klingemann (Eds.), Oxford Handbook of Political Behavior (pp. 223-239). New York: Oxford University Press.

Ipsos, & Cevipof. (2020), septembre 11). *Les fractures françaises 2020*. https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-fractures-francaises-2020.html

Irwin-Zarecka, I. (2007). *Frames of Remembrance : The Dynamics of Collective Memory* (1st edition). Routledge.

Jauffret, J. (2016). *La guerre d'Algérie : Les combattants français et leur mémoire*. Paris : Odile Jacob.

Jennings, M. K. (2007). *Political Socialization*. Oxford University Press.

Jennings, M. K., & Niemi, R. G. (1968). The Transmission of Political Values from Parent to Child. *The American Political Science Review*, *62*(1), 169-184.

Jennings, M. K., & Niemi, R. G. (1974). *Political character of adolescence*. Princeton University Press.

Jennings, M. K., Stoker, L., & Bowers, J. (2009). Politics across Generations : Family Transmission Reexamined. *The Journal of Politics*, *71*(3), 782-799.

Jennings, M., & Niemi, R. (2016). *Generations and politics*. Princeton University Pres.

Joly, V. (2014). Les généraux d'Afrique et la répression des troubles révolutionnaires de 1848. In *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*. Paris La Découverte, pp. 127-130.

Jordi, J.J (1993). *De l'exode à l'exil : Rapatriés et pieds-noirs en France : L'exemple marseillais*, Paris : L'Harmattan.

Jordi, J. J. (1997). Archéologie et structure du réseau de sociabilité rapatrié et pied-noir. *Revue Provence historique*, *47*, 187.

Kadri, A., & Prévost, G. (2004). *Mémoires algériennes*. Syllepse.

Kansteiner, W. (2002). Finding Meaning in Memory : A Methodological Critique of Collective Memory Studies. *History and Theory*, *41*(2), 179-197.

Katz, E. (2015). *La mémoire collective des juifs d'Algérie : Emancipation et anti-judaisme*. Presses Universitaires de Provence.

Khosrokhavar, F. (1997). *L'islam Des Jeunes*. Paris : Flammarion.

Krawatzek, F. (2020). Which History Matters? Surveying Russian Youth and Their Understandings of the Past. *Problems of Post-Communism*, 1-13.

Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2008). *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge University Press.

Lagroye, J. (1994). La socialisation politique, la pensée vivante d'Annick Percheron,. *Revue française de Sciences Politiques*, *44*(1).

Laloum, J. (2003). Le patrimoine photographique des familles juives. Un révélateur de processus d'acculturation et de sécularisation. *Questions de communication*, *4*, 153-185.

Laloum, J. (2012). Le regard des Renseignements généraux de Vichy sur les rapports judéo-musulmans en Algérie (1940—1943). *Archives Juives*, *Vol. 45*(2), 107-128.

Lapierre, N. (2001). *Le Silence de lamémoire : À la recherche des juifs de Plock*. LGF - Livre de Poche.

Laurence, J. (2015), *The Algerian Legacy*. Foreign Affairs, 16/01/2016 : https://www.foreignaffairs.com/articles/france/2015-01-16/algerian-legacy

Lavabre, M. (1991). Du poids et du choix du passé. Lecture critique du 'syndrome de Vichy'. In Denis Peschanski, Henry Rousso et Michaël Pollak. *Histoire politique et sciences sociales*, Complexe, pp. 265-278.

Lavabre, M.-C. (1994). *Le fil rouge : Sociologie de la mémoire communiste*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Lavabre, M.-C. (2016). *La « mémoire collective » entre sociologie de la mémoire et sociologie des souvenirs ?* texte publié en ligne : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01337854

Lazarsfeld, P. F. (2021). *The People's Choice : How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign,* Columbia University Press.

Ledoux, S. (2016). *Le devoir de mémoire—Une formule et son histoire*. Paris : CNRS Editions.

Lehingue, P. (2003). L'objectivation statistique des électorats : Que savons nous des électeurs du FN ? In *La politisation*. Paris : Belin, p. 247-278.

Lepoutre, D., & Cannoodt, I. (2005). *Souvenirs de familles immigrées*, Paris : Odile Jacob.

L'estoile, B. D. (2000). Science de l'homme et «domination rationnelle» savoir ethnologique et politique indigène en afrique coloniale française. *Revue De Synthèse*, *121*(3-4), 291-323.

Levitan, L. C., & Visser, P. S. (2008). The impact of the social context on resistance to persuasion : Effortful versus effortless responses to counter-attitudinal information. *Journal of Experimental Social Psychology*, *44*(3), 640-649.

Liauzu, C. (2004). *Colonisation : Droit d'inventaire*. Paris : Colin.

Licata, L., & Mercy, A. (s. d.). Collective Memory, Social Psychology of. *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, 194-199.

Lignier, W., & Pagis, J. (2017). *L'enfance de l'ordre*. Paris : Editions du Seuil.

Lindqvist, S. (2007). *Exterminez toutes ces brutes !* Paris : Editions Les Arènes.

Lledo, J.-P. (2015). L'antisémitisme chez les leaders musulmans. In *Les Juifs d'Algérie : Une histoire de ruptures*, Presses Universitaires de Provence.

Lotem, I. (2016). Anti-racist activism and the memory of colonialism : Race as Republican critique after 2005. *Modern & Contemporary France*, *24*(3), 283-298.

Lotem, I. (2018). Between Resistance and the State : Caribbean Activism and the Invention of a National Memory of Slavery in France. *French Politics, Culture & Society*, *36*(2), 126-148.

Malle, C., Desgranges, B., Peschanski, D., & Eustache, F. (2018). La force de la mémoire collective dans la mémoire autobiographique. *Revue de neuropsychologie*, *Volume 10*(1), 59-64.

Manceron, G. (2005). *Marianne et les colonies*. Paris : La Découverte.

Manceron, G., & Remaoun, H. (1993). *D'une rive à l'autre : La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire*. Paris : Syros.

Mannheim, K. (1990). *Le problème des générations*. Nathan Université.

Martigny, V. (2009). Le débat autour de l'identité nationale dans la campagne présidentielle 2007 : Quelle rupture ? *French Politics, Culture & Society*, *27*(1), 23-42.

Martigny, V. (2016). *Dire la France*. Paris : Presses de Sciences Po.

Martigny, V., Martin, L., & Wallon, E. (2021). *Les années Lang. Une histoire des politiques culturelles 1981-1993*, Paris : La documentation française.

Mauss-Copeaux, C. (2002). *Appelés en Algérie : La parole confisquée*. Paris : Hachette Littératures.

Mayer, N. Muxel A, (1993). In Memoriam, l'apport d'Annick Percheron à la sociologie, in *Revue de française de sociologie*. *Vol*, *34*(1).

Mayer, N. (1993). La mobilisation anti-Front national. In P. Perrineau (Éd.), *L'engagement politique : Déclin ou mutation ?* Paris : Presses de Sciences Po, pp. 919-952.

Mayer, N. (1999). *Ces Français qui votent FN*. Paris, Flammarion.

Mayer, N. (2010). Chapitre 10—Parler politique. In *Sociologie des comportements politiques* (p. 255-270). Paris : Armand Colin.

Mayer, N., & Perrineau, P. (1996). *Le Front National à découvert*, Paris : Presses de Sciences Po.

Mayer, N., Rovny, A., Rovny, J., & Sauger, N. (2015). Outsiderness, Social Class, and Votes in the 2014 European Elections. *Revue Européenne Des Sciences Sociales. European Journal of Social Sciences*, *53-1*, 157-176.

Mbembe, A. (2005). La République et sa Bête : À propos des émeutes dans les banlieues de France. *Africultures*, *65*(4), 176-181.

Mbembe, A. (2007). De la scène coloniale chez Frantz Fanon. *Rue Descartes*, *58*(4), 37-55.

Mc Dougall, J. (2017). *A History of Algeria*. Cambridge University Press.

McCloskey, M., Wible, C., & Cohen, N. (1988). Is there a special flashbulb-memory mechanism? *Journal of Experimental Psychology: General*, *117*(2), 171-181.

Memmi, A. (1957). *Portrait du colonisé précédé du Portrait du colonisateur*, Paris : Buchet-Chastel.

Merkl, P. H., & Weinberg, L. (Éds.). (1997). Why are they So Strong Now? Comparative Reflections on the Revival of the Radical Right in Europe. In *The Revival of Right Wing Extremism in the Nineties*. Routledge.

Merle, I. (1996). *Expériences coloniales : La Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*. Paris : Belin.

Merle, I. (2004). De la « légalisation » de la violence en contexte colonial. Le régime de l'indigénat en question. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, *17*(66), 137-162.

Meynier, G. (2014). Les Algériens et la guerre de 1914-1918. In Thénault et al, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*. Paris : La Découverte, pp. 229-234.

Middleton, D., & Edwards, D. (1990). *Collective Remembering*. SAGE Publications Ltd.

Miller, W. L. (1977). *Electoral Dynamics in Britain since 1918*. Springer.

Misztal, B. A. (2003). *Theories of social remembering*. Open University Press.

Morin, P. M. (2020). Cultural Insecurities and the Desire for Separation : Political Articulations of the Memory of the Algerian War in France. *Modern Languages Open*, *1*, 29.

Mossuz-Lavau, J., & Sineau, M. (1983). *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris : PUF.

Moumen, A. (2011a). Camp de Rivesaltes, camp de Saint-Maurice l'Ardoise. *Les Temps Modernes*, *666*, 105-119.

Moumen, A. (2011b). Violences de fin de guerre. Les massacres des harkis après l'indépendance algérienne (1962 – 1965). In M.-C. Marandet (Éd.), *Violence(s) de la préhistoire à nos jours : Les sources et leur interprétation*, Presses universitaires de Perpignan, pp. 331-346.

Moumen, A. (2016). Les harkis en 1983. Discours médiatiques et représentations sociales. *Hommes & Migrations*, *1313*(1), 55-61.

Moussaoui, R., & Ruscio, A. (2012). *L'Humanité censuré ; 1954-1962, un quotidien dans la guerre d'Algérie*, Ed du Cherche-Midi

Muller, L. (1998a). *Dynamiques migratoires et rencontres ethniques,* Actes des journées universitaires d'automne, Rennes, 1997, Ed de l'Harmattan.

Muller, L. (1998b). *Le travail de la memoire au sein des familles de francais musulmans rapatries en alsace*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg.

Muxel, A. (1986). Chronique familiale de deux héritages politique et religieux *in Cahiers internationaux de sociologie*. Vol. 81 (Juillet-Décembre), pp. 255-280

Muxel, A. (1987). Une histoire exemplaire : Obstinations et nouveautés dans la transmission d'une tradition politique familiale. In *Pouvoirs* (Numéro 42, p. 73-93).

Muxel, A. (1988). Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration en région parisienne. *Revue française de science politique*, *38*(6), 925-940.

Muxel, A. (1991). Le moratoire politique des années de jeunesse. In A. Percheron & R. Rémond (Éds.), *Âge et politique*,. Editions Economica, p. 203-232.

Muxel, A. (1992). L'âge des choix politiques : Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans. *Revue française de sociologie*, *33*(2), 233-263.

Muxel, A. (1999). Filiation Politique et Vote. *La Lettre de la Maison Française d'Oxford*, *10*, 138-148.

Muxel, A. (2001a). Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps Une enquête longitudinale. *Revue francaise de science politique*, *Vol. 51*(3), 409-430.

Muxel, A. (2001b). *L'expérience politique des jeunes*. Paris : Presses de Sciences Po.

Muxel, A. (2002). La participation politique des jeunes : Soubresauts, fractures, ajustements. *Revue française de science politique*, *52*(5-6), p521-544.

Muxel, A. (2007). *Individu et mémoire familiale*. Paris : Hachette littératures.

Muxel, A. (2008). *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris : Ed du Seuil.

Muxel, A. (2010). *Avoir 20 ans en politique : Les enfants du désenchantement*. Paris, Ed du Seuil.

Muxel, A. (2014). *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*. Paris : Presses de Sciences Po

Muxel, A. (2015a). La politisation par l'intime. *Revue francaise de science politique*, *Vol. 65*(4), 541-562.

Muxel, A. (2015b). Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : Entre normes et pratiques. *Revue francaise de sociologie*, *Vol. 56*(4), 735-769.

Muxel, A. (2018a). *Politiquement Jeune*. Paris : Ed De L'Aube.

Muxel, A. (2018b). La politique dans la chaîne des générations. *Revue de l'OFCE*, *N° 156*(2), 29-41.

Naylor, E. (2018). *France's modernising mission : Citizenship, welfare and the ends of empire*, Palgrave Macmillan.

Noël, A., & Thérien, J.-P. (2008). *Left and right in global politics*. Cambridge University Press.

Nora, P. (1978). La mémoire collective. In J. Le Goff, *La nouvelle histoire* (Retz-CEPL, p. 398-401.)

Oeser, A. (2015). *Le mur dans la famille. Émotions et appropriations historiques dans la fratrie entre RDA et RFA* in Billaud S et al **(dir.),** *Histoires de famille. Les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Paris, Rue d'Ulm, coll. « Sciences sociales », 2015

Oeser, A. (2019). *When Will We Talk about Hitler? : German Students and the Nazi Past*. Berghahn Books.

Olick, J. K. (1999). Collective Memory : The Two Cultures. *Sociological Theory*, *17*(3), 333-348.

Olick, J. K., & Robbins, J. (1998). Social Memory Studies : From "Collective Memory" to the Historical Sociology of Mnemonic Practices. *Annual Review of Sociology*, *24*(1), 105-140.

Oliel, J. (2015). Les camps d'internement en Algérie. In *Les Juifs d'Algérie : Une histoire de ruptures*, Presses Universitaires de Provence.

Páez, D., Bellelli, G., & Rimé, B. (2008). Flashbulb memories, culture, and collective memories : Psychosocial processes related to rituals, emotions, and memories. *Flashbulb Memories: New Issues and New Perspectives*, 227-245.

Parens, H., Blum, H. P., & Akhtar, S. (Éds.). (2008). *The unbroken soul : Tragedy, trauma, and human resilience*. Jason Aronson.

Pattie, C., & Johnston, R. (1999). Context, Conversation and Conviction : Social Networks and Voting at the 1992 British General Election. *Political Studies*, *47*(5), 877-889.

Péguy, C. (1931). *Clio*, Paris : Gallimard.

Pennebaker, J. W., Paez, D., Rim,, B., & Paez, D. (Éds.). (1997). *Collective Memory of Political Events : Social Psychological Perspectives*, Psychology Press.

Percheron, A. (1974). *L'univers politique des Enfants*. Fondation National des Sciences Politique, Paris : Armand Colin.

Percheron, A. (1978). *Les dix-seize ans et la politique*. Paris : Presses de Sciences Po.

Percheron, A. (1982). The influence of socio-political context on political socialization. *European Journal of Political Research*, *10*, issue 1, pp 53-69.

Percheron, A. (1985). La socialisation politique, défense et illustration. In *In M. Grawitz et J. Leca (eds), Traité de science politique, vol. III : L'action politique*. Paris : Presses Universitaires de France.

Percheron, A. (1993). *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel.* Paris : Armand Colin.

Perrineau Pascal (1997), *Le Symptôme Le Pen,* Paris : Fayard

Pervillé, G. (1992). *La guerre sans nom : Appelés et rappelés en Algérie.*; texte rédigé pour l'Association des Professeurs d'Histoire Géographie : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=96

Pervillé, G. (2002). *La tragédie des harkis : Qui est responsable ?*, revue L'histoire, mars - mai : https://www.lhistoire.fr/la-trag%C3%A9die-des-harkis-qui-est-responsable%C2%A0

Peschanski, D. (Éd.). (2013). *Mémoire et Mémorialisation : de l'absence à la représentation*. HERMANN.

Peschanski D, Maréchal D (dir), *Les Chantiers de la mémoire*, Paris, INA éditions, 2013

Peschanski D, Hochard, C., & Nattiez, L. (2020). *13 Novembre—Des récits, des témoignages*, Paris : Odile Jacob.

Pierret, R. (2007). Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps. *Pensée plurielle*, *n° 14*(1), 179.

Pierret, R. (2008). *Les filles et fils de harkis : Entre double rejet et triple appartenance :* Paris*,* l'Harmattan.

Pollak, M. (1993). Mémoire, oubli, silence. In *Une identité blessée* (p. 13-39). Editions Métailié.

Proust, M. (1988). *Du côté de chez Swann*. Gallimard.

Putnam, R. D. (1966). Political Attitudes and the Local Community. *The American Political Science Review*, *60*(3), 640-654.

Quémeneur, T. (2015). Racisme et terrorisme. Points de repères et données historiques après l'attentat contre Charlie Hebdo. *Raison présente*, *194*(2), 87-94.

Quivy, V. (2003). *Les soldats perdus : Des anciens de l'OAS racontent*, Paris : Ed. du Seuil.

Rahal, M. (2008). La tentation démocratique en Algérie. L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956). *Insaniyat - Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, *42*, 79-93.

Rahal, M. (2018). Oran 1962. Des trois dimensions du souvenir [Billet]. *Textures du temps-:* https://texturesdutemps.hypotheses.org/2731

Recham, B. (2014). La participation des Maghrébins à la Seconde Guerre mondiale. In Thénault et al, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, Paris : La Découverte, p. 457-462.

Regourd, F. (2016). *Sciences et colonisation sous l'Ancien Régime : Le cas de la Guyane et des Antilles françaises, XVIIe-XVIIIe siècles.* Atelier national de reproduction des thèses.

Rey-Goldzeiguer, A. (2002). *Aux origines de la guerre d'Algérie : 1940-194 5de Mers-El-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois,* Paris : Ed. La Découverte.

Richard, J.-L. (1999). Comment votent les jeunes Français issus de l'immigration ? . *Ville Ecole Intégration*, *118*, 119-134.

Richard, J.-L. (2004). *Partir ou rester ?* Presses Universitaires de France.

Richeux, M. (2017). *Climats de France*. Sabine Wespieser éditeur.

Ricoeur, P. (1991a). *Temps et récit, tome 3*. Paris, Ed du Seuil.

Ricoeur, P. (1991b). *Temps et recit, tome 1 : L'intrique et le recit historique*, Paris : Ed du Seuil.

Ricœur, P. (1995). Le pardon peut-il guérir? *Esprit (1940-)*, *210 (3/4)*, 77-82.

Ricoeur, P. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Ed du Seuil.

Rigouste, M. (2012). *La domination policière*. La Fabrique Éditions.

Rigouste, M. (2009). *L'ennemi intérieur : La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine,* Paris : La Découverte.

Rivet, D. (2003). *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*. Paris : Hachette Littératures.

Robin, M. (2014). *Escadrons de la mort, l'école française*. Paris : La Découverte.

Roblès, J.-M. B. de. (2017). *Dans l'épaisseur de la chair*. ¨Paris : Zulma.

Roche, A. (1992). *« Je vous le raconte volontiers, parce qu'on ne me l'a jamais demandé » : Autobiographies d'appelés en Algérie*. Musée d'histoire contemporaine-BDIC. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01325852/document

Roche, A. (1994). Pieds-noirs : Le retour. *Modern & Contemporary France*, *2*(2), 151-164.

Rosenthal, G. (2010). *The Holocaust in Three Generations : Families of Victims and Perpetrators of the Nazi Regime* (2 édition). Verlag Barbara Budrich.

Rossi, E. (1995). *Jeunesse française des années 80-90 : La tentation néo-fasciste*. LGDJ, Dalloz.

Rothberg, M. (2010). Between history and memory : From lieux de mémoire to noeuds de mémoire. In *Studies 118 and 119*. Yale.

Rotman, P., & Tavernier, B. (1992). *La guerre sans nom : Les appelés d'Algérie1954-1962*. Paris : Ed du Seuil.

Roux, M. (1990a). Bias, Lot-et-Garonne : Le camp des oubliés. *Hommes et Migrations*, *1135*(1), 41-45.

Roux, M. (1990b). Le poids de l'Histoire. *Hommes et Migrations*, *1135*(1), 21-27.

Ruscio, A. (2015). *Nostalgérie : L'interminable histoire de l'OAS*, Paris : La Découverte.

Ruscio, A. (2017). Communistes français et question coloniale : La première décennie. In *Histoire documentaire du communisme,* Jean Vigreux et Romain Ducoulombier [dir.], Territoires contemporains - nouvelle série, 03 mars 2017, n° 7, Université de Bourgogne.

Saada, E. (2003). Citoyens et sujets de l'Empire français. *Geneses*, *no53*(4), 4-24.

Saada, E. (2007). *Les enfants de la colonie : Les Métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*. Paris : La Découverte.

Saadoun, H. (2012). Le sionisme en Algérie (1898 - 1962) : Une option marginale. *Archives Juives*, *Vol. 45*(2), 68-88.

Sabot, J.-Y. (2000). *Le syndicalisme étudiant et la Guerre D'Algérie : L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*. Paris : L'Harmattan.

Saïdi, H. (2007). *Mémoire de l'immigration et histoire coloniale*. Paris : L'Harmattan

Sapiro, V. (2004). Not your parents' political socialization : Introduction for a new generation. *Annual Review of Political Science*, *7*, 1-23.

Savarèse, E. (2002). *L'invention des pieds-noirs*. Séguier.

Savarèse, E. (2007). *Algérie : La guerre des mémoires*. Non-Lieu.

Sayad, A. (1999). *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Ed du Seuil.

Scheffer, A. de H., & Scheffer, A. de H., *La Grande Guerre a-t-elle brutalisée les sociétés européennes ?*, Sens public; Département des littératures de langue française : http://sens-public.org/articles/169/

Schnapper, D., Bordes-Benayoun, C., & Raphaël, F. (2009). *La condition juive en France*. Paris : Presses Universitaires de France.

Schreier, J. (2012). L'élite commerçante juive et les débuts de la conquête française en Algérie : L'exemple de Jacob Lasry. *Archives Juives*, *Vol. 45*(2), 32-46.

Schuman, H., & Scott, J. (1989). Generations and Collective Memories. *American Sociological Review*, *54*(3), 359-381.

Schwarzfuchs, S. (2003). Le modèle consistorial en Algérie. La réforme de la religion. In *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité*. Ed. du Nadir Alliance israélite universelle.

Schweisguth, E. (1998). France : Le mythe du néoconservatisme. Vote Front National et évolution des valeurs. *Futuribles*, *227*, 21-34.

Scioldo-Zürcher, Y. (2006). Faire des Français d'Algérie des métropolitains. *Pôle Sud*, *24*(1), 15-28.

Searing, D., Wright, G., & Rabinowitz, G. (1976). The Primacy Principle : Attitude Change and Political Socialization. *British Journal of Political Science*, *6*(1), 83.

Sears, D. O., Langton, K. P., Dawson, R. E., Prewitt, K., Easton, D., & Dennis, J. (1971). Political Socialization. *Midwest Journal of Political Science*, *15*(1), 154.

Sears, D. O., & Valentino, N. A. (1997). Politics Matters : Political Events as Catalysts for Preadult Socialization. *American Political Science Review*, *91*(1), 45-65.

Shepard, T. (2012). *1962 : Comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris : Payot.

Shepard, T. (2017). *Mâle décolonisation : L'"homme arabe" et la France, de l'indépendance algérienne à la révolution iranienne*. Paris : Payot.

Siari-Tengour, O., Thénault, S., Bouchène, A., & Peyroulou, J. (2012). *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962).* Paris : La Découverte.

Sibeud, E. (2004). Post-Colonial et Colonial Studies : Enjeux et débats. *Revue D'histoire Moderne Et Contemporaine*, *51*(4), 87.

Simonneaux, L. (2008). L'enseignement des questions socialement vives et l'éducation au développement durable. *Pour*, *198*(3), 179-185.

Spina, R. (2012). *Enfants de harkis et enfants d'émigrés : Parcours croisés et identités "à recoudre : Une approche socio-culturelle*, Paris : Ed. Khartala.

Spire, A. (2005). *Étrangers à la carte : l'administration de l'immigration en France (1945-1975)* Paris, Grasset

Spire, A., & Thave, S. (1999). *Les acquisitions de nationalité depuis 1945*. Regards sur l'immigration depuis 1945, INSEE, pp.33-57.

Spire, A. (2003). *Sociologie historique des pratiques administratives à l'égard des étrangers en France 1945-1975.* Thèse de doctorat, Université de Nantes.

Stefanini, A.-S. (2017). *Nos années rouges*. Paris : Gallimard.

Stoker, L., & Jennings, M. K. (1995). Life-Cycle Transitions and Political Participation : The Case of Marriage. *American Political Science Review*, *89*(2), 421-433.

Stoler, A. L. (2011). Colonial Aphasia : Race and Disabled Histories in France. *Public Culture*, *23*(1), 121-156.

Stoler, A. L. (2012). *Race and the Education of Desire : Foucault's History of Sexuality and the Colonial Order of Things*. Duke University Press.

Stoler, A. L. (2016). *Duress : Colonial durabilities in our times*. Duke University Press.

Stora, B. (1991). *La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie.* Paris : La Découverte.

Stora, B. (1992). *Ils venaient d'Algérie : L'immigration algérienne en France*. Paris : Fayard.

Stora, B. (1997). *Imaginaires de guerre : Algérie, Viêt-Nam en France et aux États-Unis*. Paris : La Découverte.

Stora, B. (1999). *Le Transfert d'une mémoire : De l'Algérie francaise au racisme anti-arabe*. Paris : La Découverte.

Stora, B. (2003). Trois exils. In *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité*. Ed. du NadirAlliance israélite universelle.

Stora, B. (2006). *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, Paris : Stock.

Stora, B. (2006). *La guerre d'Algérie : 1954-2004, la fin de l'amnésie.* Paris : Laffont.

Stora, B. (2015). *La guerre des mémoires : La France face à son passé colonial*. Paris : Éditions de l'aube.

Stora, B., & Ellyas, A. (1999). OAS (Organisation armée secrète). In *Les 100 portes du Maghreb*. Éditions de l'Atelier; pp. 245-247.

Stora, B., & Jenni, A. (2016). *Les mémoires dangereuses.* Paris : Albin Michel.

Taraud, C. (2003). *La prostitution coloniale : Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962).* Paris : Payot.

Thénault, S. (1998). Armée et justice en guerre d'Algérie. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *57*, 104-114.

Thénault, S. (2008). L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, *63e année*(5), 977-1001.

Thenault, S. (2008). M*assacre des harkis ou massacres de harkis ? Qu'en sait-on ?* in Besnaci-Lancou F, Manceron G, Les harkis dans la colonisation et ses suites, Paris : Ed de l'Atelier.

Thénault, S. (2017). *Une drôle de justice : Les magistrats dans la guerre d'Algérie : Les magistrats dans la guerre d'Algérie*. Paris : La Découverte.

Thénault, S. (2011). *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale : Camps, internements, assignations à résidence*. Paris : Odile Jacob.

Throssell, K. (2009). « Tous les enfants de ma classe votent Ségolène ». *Agora débats/jeunesses*, *51*(1), 65-78.

Throssell, K. (Éd.). (2015). *Child and Nation : A Study of Political Socialisation and Banal Nationalism in France and England* (New edition). P.I.E-Peter Lang S.A., Éditions Scientifiques Internationales.

Tiberj, V., & Lardeux, L. (2021). *Générations désenchantées ? : Jeunes et démocratie* (INJEP). Documentation Française.

Tillion, G. (1958). *L'Algérie en 1957*. Editions de Minuit.

Tilly, C. (2003). Political Identities in Changing Polities. *Social Research*, *70*(2), 605-620.

Todorov, T. (1998). *Les abus de la mémoire,* Paris : Arléa.

Tournier, V. (2009). Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations. Histoire et bilan des études de socialisation politique. In *L'intergénérationnel* (p. 169-194). Presses de l'EHESP.

Trigano, S. (2003). *L'identité des juifs d'Algérie : Une expérience originale de la modernité* (Vol. 1-216 p.). Ed. du Nadir Alliance israélite universelle.

Van den Abbeele, G., & Stovall, T. E. (2003). *French civilization and its discontents : Nationalism, colonialism, race*. Lexington.

Van Deth, J. W., Abendschön, S., & Vollmar, M. (2011). Children and Politics : An Empirical Reassessment of Early Political Socialization. *Political Psychology*, *32*(1), 147-173.

Vedel, T. (2017). Chapitre 5 - L'internet et la démocratie : Une liaison difficile. In *La démocratie de l'entre-soi*. Paris : Presses de Sciences Po, pp. 73-88.

Verba S, Schlozman K, Burns N, Family Ties: Understanding the Intergenerational Transmission of Participation. In: *The Social Logic of Politics*, Alan Zuckerman. Philadelphia: Temple University Press ; In Press.

Verdès-Leroux, J. (2001). *Les français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui:* Paris : Fayard.

Vergès, F. (2001). *Abolir L'esclavage : Une Utopie Coloniale, Les ambiguïtés D'une Politique Humanitaire*. Paris : Albin Michel.

Walraven, K. van, Abbink, G. J., & Bruijn, M. E. de. (2003). *Rethinking resistance in African history : An introduction*, Brill.

Weil, P. (2009). *Qu'est-ce qu'un Francais ? : Histoire de la nationalité française depuis la Revolution.* Paris : Gallimard.

Wertsch, J. V. (2002). *Voices of Collective Remembering : Test*. Cambridge University Press.

Wertsch, J. V., & Roediger, H. (2008). Collective memory : Conceptual foundations and theoretical approaches. *Memory*, *16*(3), 318-326.

Wieviorka, M. (2001). *La différence,* Paris : Balland.

Wihtol de Wenden, C. (1990). Qui sont les Harkis ? *Hommes & Migrations*, *1135*(1), 7-12.

Winter, J. M., & Sivan, E. (2005). *War and remembrance in the twentieth century*. Cambridge University Press.

Wolf, M. R., Morales, L., & Ikeda, K. (Éds.). (2010). *Political Discussion in Modern Democracies : A Comparative Perspective* (1st edition). Routledge.

Wood, N. (1999). *Vectors of memory legacies of trauma in postwar Europe*. Bloomsbury publishing.

Zakaria, F. (1997). The Rise of Illiberal Democracy. *Foreign Affairs*, *76*(6), 22-43.

Zuckerman, A. (2005). *Social Logic Of Politics : Personal Networs As Contexts* (1st edition). Temple University Press.

Zuckerman, A. S., Dasovic, J., & Fitzgerald, J. (2007). *Partisan Families : The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain*. Cambridge University Press.

Liste des figures et tableaux

Annexes

I. Point méthodologique

L'ambition de cette thèse est d'étudier la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes et à travers eux le rapport de la société française à cette histoire. La cartographie de la mémoire d'une génération justifie une approche quantitative. Une enquête par questionnaire auto-administré sur un échantillon représentatif de 3 000 jeunes constitue un premier terrain.

Cependant saisir avec précision la mémoire des jeunes, les mécanismes dans le processus de transmission, notamment familiale, les effets de la socialisation primaire et générationnelle ainsi que les dynamiques de politisation justifient une approche qualitative. 75 entretiens semi-directifs auprès de jeunes ayant des liens familiaux avec la guerre d'Algérie constituent un deuxième terrain. D'une durée moyenne de deux heures, les entretiens permettent d'appréhender avec plus de profondeur les dynamiques individuelles, familiales et collectives affectant les représentations et leurs usages.

Le rapport de la société française à la mémoire de la guerre d'Algérie est à un tournant. Le changement générationnel, l'évolution du contexte politique et les progrès historiographiques offrent ce passage des mémoires à l'histoire. En conséquence, les institutions traditionnellement en charge des questions mémorielles doivent s'adapter et faire émerger une nouvelle génération de politique de mémoire. Le financement de cette thèse dans le cadre d'une CIFRE avec l'ONAC-VG offre la possibilité d'un troisième terrain d'observation, celui d'une institution prise dans ce moment de recomposition. Le poste de chargé de mission sur les mémoires de la guerre d'Algérie à l'ONAC-VG m'a permis d'observer le déploiement d'un nouveau programme de sensibilisation à l'histoire de la guerre d'Algérie (HMGA) à destination des jeunes au sein du ministère des Armées. Cette observation participante permet de témoigner d'un changement d'atmosphère suite à l'impulsion politique depuis 2017 et de décrire la dynamique institutionnelle faite d'innovation et de résistance au sein d'un établissement public pour lequel le travail sur la guerre d'Algérie, toujours sensible, est aussi un travail sur lui-même. Le programme HMGA comprend, entre autres dispositifs, le déploiement de témoignages à plusieurs voix devant les classes de collège et de lycée. L'observation de ces séances, les interactions avec les différents acteurs et la mesure des impacts du programme complètent ce troisième terrain. Ce dernier donne la possibilité d'évaluer le déploiement et la réception de ce qui apparait comme une innovation pédagogique et institutionnelle. Il est complété par l'analyse de questionnaires auprès des élèves avant et après les séances de témoignage pour en mesurer les effets sur leurs représentations.

A. <u>Méthodologie quantitative</u>

L'objectif de ce premier terrain est de produire une cartographie de la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes en France en 2020. Il permet de mesurer leurs représentations du passé, d'identifier les

canaux de transmission des récits et leurs attentes autour du sujet mémoriel « guerre d'Algérie ». Cette enquête permet de faire des liens éventuels avec la politisation (intérêt pour la politique, formes de participation et proximité partisane et idéologique), le niveau d'éducation, la religion, le genre, l'âge, les origines socio-économiques, géographiques, familiales, notamment dans les familles affectées par le conflit, ou encore des expériences éventuelles de violences ou de discriminations.

L'enquête consiste en un sondage, réalisé sur la base d'un questionnaire comportant soixante questions auxquelles s'ajoutent les renseignements signalétiques, réalisé auprès de 3 035 jeunes âgés de 18 à 25 représentatif des jeunes de cet âge dans la population française. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération. La structure de l'échantillon et les différentes variables sont présentées ci-après dans le fichier PDF inséré au document.

L'enquête réalisée répond aussi à une demande de l'ONAC-VG de mieux connaitre le public ciblé par le programme HMGA. Il est donc officiellement commandé par l'Office et cofinancé par la Dilcrah et le CIPDR en collaboration avec le CEVIPOF pour l'élaboration du questionnaire. Le sondage répond à la fois aux exigences scientifiques de la thèse et aux attentes institutionnelles. Le questionnaire a été élaboré et validé par l'ensemble des partenaires, lesquels ont proposé des questions supplémentaires, des améliorations et des réécritures. La guerre d'Algérie restant un sujet sensible au ministère des Armées, le principe même de sondage et le questionnaire ont fait l'objet d'une validation politique par le cabinet de la Ministre Déléguée à la Mémoire et aux Anciens Combattants (Midarm). Le choix du prestataire pour la circulation de l'enquête s'est porté sur l'Ifop selon des critères objectifs (coûts et réponses aux besoins) à la suite d'un appel d'offre au quel ont répondu trois autres entreprises. La circulation du questionnaire était initialement prévue au printemps 2020. Elle a été reportée suite au début de la pandémie de Covid-19 et du premier confinement afin que ce contexte n'influence pas les résultats. Les questionnaires auto-administrés ont finalement circulé en ligne du 29 septembre au 15 décembre 2020, soit juste avant le second confinement et l'assassinat de Samuel Paty.

Mesurer les représentations d'une classe d'âge de manière quantitative et par questionnaire représente un certain défi méthodologique. Comment mesurer non pas ce qu'ils savent mais ce qu'ils pensent ? Comment saisir les images mobilisées par les jeunes de manière quantitative sans par ailleurs les suggérer ? Comment tester la prégnance de certains discours sur le passé sans pour autant les imposer ? Comment laisser s'exprimer l'ignorance et le désintérêt ?

En termes de précédents, de nombreux sondages d'opinion avaient déjà été réalisés sur la guerre d'Algérie, notamment pendant la guerre. De 1955 à 1963, l'Ifop en réalise toute une série pour sonder le désintérêt ou le scepticisme de l'opinion publique française pour l'aventure coloniale et la guerre

d'Algérie[743]. En 1979, l'institut Louis Harris réalise pour L'Express un sondage sur Les Français et la guerre d'Algérie. En 1991, dans l'Etat de l'opinion, Annick Percheron analyse comment l'évènement « guerre d'Algérie » a produit des effets de long terme sur la politisation d'une génération de militants[744]

Le vote pied-noir a également fait l'objet d'une attention particulière, notamment à l'occasion de l'enquête Pieds-Noirs 2002, coordonnée par le laboratoire PACTE de l'IEP de Grenoble sur les comportements politiques, parcours professionnels et la mémoire des pieds-noirs. Emmanuelle Comtat en a produit une thèse et un ouvrage sur les pieds-noirs et la politique[745]. En 2012, une nouvelle enquête de l'Ifop confirme à la fois un ancrage plus à droite ou à l'extrême droite du vote pied-noir mais aussi un réalignement sur le vote du reste de la population, totalement abouti chez leurs descendants.

Les anniversaires sont l'occasion de nouvelles études d'opinion intégrant progressivement la question de la mémoire c'est-à-dire du jugement ou du regard des Français sur les évènements. Le premier en 1972, dix ans après l'Indépendance, mais aussi pour le cinquantenaire en 2012[746]. En 2014, soixante ans après le début de la guerre, une étude de l'Ifop pour Le Monde et la Fondation Jean Jaurès sur le regard de la population française sur la guerre d'Algérie[747].

Plus proche de notre méthodologie, un sondage sur la connaissance et l'opinion sur les évènements au sein de la jeunesse (17–30 ans) a été réalisé en 1993 par Alain Coulon[748]. Le sociologue y croise connaissances et opinions sur la guerre avec le niveau d'éducation, la politisation et la filiation avec des rapatriés ou des immigrés. Trente ans après, la comparaison avec certaines données de notre étude permet de confirmer des lignes de force et d'identifier certaines évolutions.

La Fondation pour la mémoire de la Shoah, en partenariat avec la Fondapol, a réalisé en 2014-2015 une grande étude « Mémoires à venir, une enquête internationale sur la mémoire du XXe siècle » sur 31 172 jeunes de 16 à 29 ans, dans 31 pays[749]. Elle porte davantage sur la connaissance que le jugement sur le passé et les attitudes politiques contemporaines des jeunes sans toutefois les croiser. En effet, si ces études permettent de mesurer la perception des évènements, elles font rarement le lien avec les appartenances sociologiques, familiales ou idéologiques des personnes interrogées.

L'enquête quantitative et représentative qui au cœur de cette thèse s'inscrit dans la continuité des

---

743 Ageron (C.-R.), « L'opinion française devant la guerre d'Algérie », *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne*, Saint-Denis, Éditions Bouchène, coll. « Histoire du Maghreb », 2005.
744 Percheron, A, *La socialisation politique, textes réunis et présentés par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Colin, Paris, 1993.
745 Comtat (E.), *Les pieds-noirs et la politique quarante ans après le retour.*, Presses de Sciences Po., 2009.
746 *« Les Français et les relations franco-algériennes 50 ans après les accords d'Evian »,* Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 16 mars 2012 auprès d'un échantillon de 986 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
747 Enquête en ligne, 2002 personnes, 18 ans +
748 Alain (C.), *Connaissance de la guerre d'Algérie : trente ans après, enquête auprès des jeune*, Saint Denis, Ass.Int. Ethnométhodologie., 1993.
749 Consultable ici : https://www.fondapol.org/etude/memoires-a-venir-une-enquete-presentee-par-dominique-reynie/

innovations méthodologiques de ces études. Certaines questions ou manières d'interroger ont été reprises mais nous avons aussi introduit des questions nouvelles notamment pour tester la portée de discours mémoriels, mais aussi nos hypothèses sur les liens existant entre représentations et origines familiales, comportements politiques, critères socio-économique et socialisation.

B. Méthodologie qualitative

Le dispositif d'enquête est complété par soixante-quinze entretiens semi-directifs avec des jeunes descendants d'au moins un grand-parent affecté par la guerre. Suite aux lectures sur l'histoire et la mémoire de la guerre d'Algérie, nous avons défini six catégories mémorielles détaillées dans la revue de littérature : militants pour l'indépendance, harkis, pieds-noirs, Juifs d'Algérie, militants à l'OAS et soldats français. Pour chacun de ces groupes, des évolutions socio-historiques et des récits spécifiques sur le passé ont pu laisser des traces à la troisième génération et justifient de tester l'hypothèse d'une influence de l'histoire familiale sur les représentations et la socialisation politique.

Le mode de recrutement des enquêtés créée inévitablement des biais. Afin de les réduire, trois portes d'entrée sur le terrain ont été empruntées : l'entrée par la filiation en identifiant d'abord des grands-parents permettant d'accéder à leurs descendants, l'entrée par les jeunes eux-mêmes sélectionnés en fonction de leur histoire familiale mais aussi de critères socio-économiques pertinents pour notre travail, ou encore d'autres paramètres liés au genre, au positionnement politique ou militant ; enfin l'entrée géographique, en sélectionnant des jeunes dans des zones plus ou moins denses en terme de traces démographiques laissées par le conflit (IDF, PACA, Languedoc vs Normandie ou autres départements ruraux).

L'entrée par les grands-parents s'est d'abord faite par les associations. Pour chacune des six catégories mémorielles, nous avons listé l'ensemble des associations actives. Chacune de ces catégories étant très hétérogène, notamment en termes de discours mémoriels et de positionnements politiques, nous avons fait en sorte de respecter cette diversité historique, géographique et politique. Une liste des associations ayant collaboré à l'enquête est fournie ci-après. Ces associations ont pu m'orienter elles-mêmes vers certains de leurs membres à même de me mettre en contact avec leurs descendants. Elles ont pu aussi diffuser mes annonces sur leurs outils de communication. J'ai ainsi été contacté par leurs membres ou directement par des descendants se reconnaissant dans les profils recherchés. Certains canaux, notamment les associations préoccupées par les questions de transmission, se sont révélés très efficaces m'obligeant à refuser des entretiens. D'autres, les associations centrées sur les revendications, étaient plus difficiles à exploiter m'obligeant à faire de nombreuses relances et ainsi qu'un travail de conviction et de mise en confiance. L'accès aux descendants de militants de l'OAS n'a par exemple pu

se faire qu'après plusieurs rencontres avec d'anciens membres, la participation à des évènements, comme l'enterrement de Roger Holleindre ou des commémorations et le passage par des personnes de confiance.

Ces approches comportent trois biais principaux. Passer par des associations est important car elles ont joué un rôle central dans l'élaboration et la circulation des récits. Les solliciter permet de constater si ces engagements et récits ont été transmis. Cependant, cela pourrait revenir à se restreindre aux descendants de leurs seuls membres actifs. Sur les mémoires de la guerre d'Algérie, aller au-delà du champ associatif est une nécessité pour atteindre la très grande majorité des familles touchées par cette histoire mais restées éloignées de ce champ. Deuxièmement, la mise en contact par des grands-parents de leurs descendants correspond à désigner un héritier ou une héritière, souvent celui ou celle avec lequel ils échangent le plus, qu'ils pensent être le mieux à même de restituer l'histoire et l'identité familiales. Les petits-enfants me contactant directement sont aussi « des héritiers », ayant particulièrement investi l'histoire familiale ou exprimant un besoin d'en parler. La parole de ces héritiers ou des descendants des membres des associations est précieuse car elle renseigne sur la transmission familiale et sur les traces de l'engagement dans la dynamique générationnelle. J'ai donc pris soin de les intégrer à l'enquête tout en m'efforçant de diversifier les réseaux pour atteindre différents profils. J'ai donc aussi contacté des grands-parents éloignés des associations rencontrées au cours de mes activités à l'ONAC-VG, de mes déplacements, de mes échanges avec des professionnels ou des jeunes. J'ai insisté pour rencontrer leurs amis ou leur fratrie n'étant pas membres de l'association mais partageant une même histoire algérienne.

De la même manière l'entrée par les jeunes a dû se faire de plusieurs manières pour limiter les biais de sélection. L'intérêt pour le sujet « guerre d'Algérie » m'a amené à rencontrer de nombreux jeunes impliqués dans des associations militantes ou politiques d'une part, ou engagés dans des démarches culturelles d'autres part. S'ils sont minoritaires, ces jeunes représentent une part active dans le travail de la mémoire, investissant le sujet et produisant à leur tour des récits sur le passé. Leur présence dans l'échantillon était indispensable. Ils écrivent de fait la mémoire de demain. Il était toutefois nécessaire de cibler des jeunes plus éloignés du sujet. Je les ai trouvés en explorant des zones géographiques spécifiques, dans la rue, dans des quartiers bourgeois comme populaires, au gré de mes déplacements et de mes rencontres professionnelles, ou encore en postant des annonces sur les réseaux sociaux sur des comptes ou des groupes fréquentés par des jeunes et n'ayant rien à voir avec la guerre d'Algérie.

Le panel de jeunes dont j'ai réalisé l'entretien rassemble ainsi une diversité de profils : des jeunes autant impliqués qu'éloignés du sujet et de la politique, ayant des grands-parents ou des parents proches ou distants du champ mémoriel, issus de différentes classes sociales, zones géographiques et aux socialisations politiques familiales diversifiées. Une liste des enquêtés est présentée.

La grille d'entretien a été conçue en collaboration avec Anne Muxel pour couvrir les quatre dimensions exploratoires : cognitive, généalogique, générationnelle et politique. Les entretiens d'une durée de deux heures en moyenne permettent d'appréhender l'éventail des perceptions des jeunes à propos de l'Algérie française, de la guerre d'Algérie, de leurs différents acteurs, des récits familiaux, des lieux, des moments qui constituent les contenus de la mémoire qui fait l'objet de cette thèse. Ils ont aussi mis en évidence les outils et les mécanismes de la transmission qui sont à l'œuvre dans les familles, la socialisation politique familiale, le rapport des jeunes à cette histoire et la prégnance de celle-ci dans leur quotidien, enfin leur positionnement politique et leurs visions de la société française aujourd'hui. Les entretiens recueillis ont été retranscrits, codés en fonction des sujets abordés, puis analysés par groupe de descendants, mais aussi de manière transversale.

C. Observation participante à l'ONAC-VG

Cette thèse a été financée dans le cadre d'un contrat Cifre avec la direction générale de l'ONAC-VG. L'observation participante au sein de cette institution a fait émerger un troisième terrain. Mon travail à l'Office s'est révélé très riche en enseignements sur le fonctionnement d'une institution et sur l'élaboration et le déploiement d'une politique publique de mémoire. Mon contrat Cifre était le résultat d'un consensus entre la direction générale de l'ONAC et moi-même répondant à mon besoin de financement contre une aide à la structuration du programme HMGA.

Lancé en 2017, le programme HMGA a pour objectif la sensibilisation des collégiens et des lycéens à l'histoire et aux mémoires de la guerre d'Algérie. Il consiste en une exposition réalisée par Raphaëlle Branche, Jean-Jacques Jordi et Abderahmen Moumen, retraçant en vingt-trois panneaux l'histoire de la conquête, la colonisation, la guerre d'Algérie et ses mémoires plurielles en France depuis 1962. En 2018, elle a été dupliquée en cent dix exemplaires, soit plus d'une par département, pour assurer sa circulation dans les collèges et les lycées de France. L'exposition est accompagnée d'une mallette pédagogique comprenant plus de soixante heures de contenus pouvant être mobilisés par les professeurs : témoignages, textes scientifiques, analyses de films, de BD, de pièces de théâtre. Depuis décembre 2018, elle a été complétée par de courtes vidéos de témoignages d'analyses dispensées par des historiens et des historiennes, réunies sur une chaine *YouTube* destinée aux professeurs et aux élèves. Le programme s'accompagne ensuite de formations de professeurs. L'ONAC-VG propose aux IPR des académies de co-organiser des séminaires de formation ou des Plans Académiques de Formation (PAF) sur la guerre d'Algérie et ses mémoires. Puis, toute l'originalité du programme consiste en l'organisation de sessions de témoignages à quatre voix en classe pendant lesquelles un ancien militant pour l'indépendance, un ancien harki, un ancien appelé et un ancien pied-noir témoignent ensemble devant les élèves. Enfin, dans le cadre de ce projet, l'ONAC-VG participe aux côtés d'autres institutions à la récolte d'archives

orales d'anciens acteurs de la guerre.

Mon contrat était donc accompagné d'une fiche de poste de chargé de mission sur les mémoires de la guerre d'Algérie. Je distinguerais deux phases de mon engagement à l'ONAC-VG : les années 2017 - 2019 où j'ai été très impliqué dans la mise en place de HMGA puis les années 2019-2021 où se conjuguent une restructuration de l'ONAC-VG et du programme et la nécessité pour moi de dédier davantage de temps à mon terrain de recherche. Le déploiement d'un tel programme sur les mémoires de la guerre d'Algérie au sein même du ministère des Armées était perçu comme sensible. Mes missions consistaient à construire du soutien institutionnel, financier et politique au programme puis de superviser son déploiement dans les régions Ile-de-France, Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté (constitution des équipes de témoins, témoignages, expositions, formations de professeurs, évènements promotionnels). A partir de 2019, le changement de leadership à l'ONAC-VG, de nouvelles orientations stratégiques et institutionnelles ainsi que mon travail de thèse justifient ma mise en retrait du programme. .L'expérience d'observation participante dont cette mission a été pour moi l'occasion a alimenté un journal de thèse, complété d'analyses de documents et d'entretiens avec des professionnels. Ce terrain m'a permis d'approcher une institution au travail et d'évaluer la réception du programme dans les classes et par les professeurs et les inspecteurs.

Toute observation participante implique inévitablement des enjeux de positionnement. L'étude d'un programme et d'une dynamique institutionnelle auxquels je contribue n'est pas sans poser des problèmes méthodologiques. Comment départager ce qui relève de l'institution de ce que j'ai pu moi-même impulser ? En cela, la prise de distance depuis 2019 m'a permis de porter un regard réflexif et critique sur l'institution, le programme mais aussi sur ma démarche, et au-delà sur mes présupposés. Travailler sur la guerre d'Algérie à l'ONAC-VG n'est pas non plus dénué de tensions. Surtout lorsque HMGA assume un regard critique sur le rôle de la France et de son armée en Algérie et organise le témoignage d'anciens FLN ou d'appelés dont les propos peuvent se révéler critiques dans les classes. Le programme, parce qu'il révolutionnait les manières de faire et de voir au sein de l'institution, a provoqué des résistances. Les obstacles étaient parfois difficiles voire impossibles à franchir ; au mieux nous les contournions en développant des manières alternatives de travailler. L'étude de ces innovations et résistances institutionnelles est riche en enseignements.

L'observation des témoignages en classes a permis de développer un protocole de recherche pour analyser l'impact de ces sessions sur les représentations et les attitudes civiques des élèves. La participation à une soixantaine d'interventions a nourri des échanges réguliers avec les témoins, les élèves, les professeurs et les fonctionnaires de l'Education Nationale comme des services départementaux de l'ONAC. J'ai également pu faire circuler des questionnaires avant et après les témoignages. Ces questionnaires m'ont permis d'appréhender les représentations des élèves de la

colonisation, des évènements et des acteurs. La comparaison des réponses avant et après m'ont donné la possibilité de mesurer l'impact de ces sessions sur certaines représentations.

La participation à HMGA et l'étude de l' impact des témoignages a aussi nourri un travail de réflexion autour de la notion de mémoire agoniste. Développée par Anna Bull et Hans Hansen, l'approche agoniste des politiques de mémoire privilégie les témoignages, notamment ceux de l'ensemble d'anciens acteurs d'un même événement, ayant produit des mémoires antagonistes. L'objectif est de faire ressortir les contextes socio-politiques dans lesquels les individus font des choix. L'approche agoniste de la mémoire assume les situations conflictuelles et propose d'encadrer le dialogue entre des récits divergents dans un cadre démocratique[750]. La méthodologie de témoignage à quatre voix développée dans le cadre de HMGA concrétise ce concept de mémoire agoniste. Un travail comparatif a été initié avec un programme adoptant une méthodologie similaire de témoignages en Irelande du Nord. Ces retours d'expériences ont permis *in fine* de préciser la théorie de mémoire agoniste et les conditions de sa concrétisation dans une publication[751].

D. Les effets de contexte

Depuis 2017, plusieurs événements majeurs ont pu influencer le déroulement du terrain et les résultats de l'enquête. Le choix d'Emmanuel Macron, candidat puis Président de la République, de faire de la guerre d'Algérie à la fois une source de clivage et le défi mémoriel de son quinquennat, a contribué à faire de l'objet « guerre d'Algérie » un sujet particulier. De ses déclarations sur la colonisation dénoncée en tant que « crime contre l'humanité »[752], à la remise du rapport Stora[753] en passant par la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin[754], mais aussi des entretiens réguliers à la presse mentionnant le sujet[755], les mémoires de la guerre d'Algérie se sont retrouvées régulièrement au centre de l'actualité. Ces temps médiatiques sont autant d'occasions de remémoration, donnant lieu à des reportages, des documentaires à la télévision, des témoignages sur les réseaux sociaux et des échanges dans les familles. Ils créent des conditions sociales d'énonciation et d'écoute influençant la mémoire collective tout autant que les mémoires individuelles. Les résultats de notre enquête quantitative comme

[750] Bull (A. C.), Hansen (H. L.), « On agonistic memory », *Memory Studies*, 9 (4), 2016.
[751] Reynolds C & Morin PM, Dealing with contested pasts from Northern Ireland to French Algeria: transformative strategies of agonism in action? in Friess N Krawatzek F, *Youth and Memory in Europe: Defining the past, shaping the future* (à paraître en 2022)
[752] Le 14 février 2017, à la télévision algérienne dans une interview avec le journaliste Khaled Drareni : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/02/15/macron-qualifie-la-colonisation-de-crime-contre-l-humanite-tolle-a-droite-et-au-front-national_5080331_4854003.html
[753] Commandé en juillet 2020, remis le 20 janvier 2021 et dont les recommandations sont depuis égrainées par la Présidence de la République.
[754] Le 13 septembre 2018 : https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/09/13/declaration-du-president-de-la-republique-sur-la-mort-de-maurice-audin
[755] Par exemple en janvier 2020 pour Le Monde, le 10 juin 2020 pour Le Monde ou encore en Décembre 2020 pour Brut.

les entretiens qualitatifs réalisés avec les jeunes que j'ai rencontrés sont à analyser dans ce contexte. Ils témoignent de la prégnance de mots et d'images issus de ces occasions publiques de mise en récit. La volonté politique d'Emmanuel Macron a également fortement légitimé le déploiement de HMGA dans les premières années. Cette volonté présidentielle crée une ambiance institutionnelle qui autorise à travailler sur le sujet et à pousser quelques portes. Elle est un feu vert pour attirer des soutiens médiatiques, politiques et institutionnels à un projet perçu comme innovant et en phase avec la ligne politique.

La pandémie de Covid-19 a également affecté mon terrain et mon calendrier de recherche. La fermeture des établissements scolaires puis les précautions sanitaires ont mis un terme aux sessions de témoignages de personnes âgées en classe. Ayant débutée à l'automne 2019, l'étude d'impact par questionnaires en a été affectée. Seulement deux établissements ont pu participer à l'enquête nous permettant de récolter près de 120 questionnaires (2 x 60), et cela dans des quartiers socialement différenciés. La pandémie a également affecté l'enquête par entretiens. Hormis ceux réalisés en janvier 2020, presque l'intégralité des entretiens a été réalisée à distance sur internet. Les déplacements aux domiciles des enquêtés auraient pu apporter une contribution supplémentaire tant la visite des intérieurs, les discussions autour des objets ou photos, ou encore le langage corporel forment une matière évocatrice pour la mémoire familiale Initialement prévue en mars 2020, l'enquête quantitative a été décalée à l'automne 2020 pour que la pandémie et le premier confinement n'affectent pas les résultats. Les jeunes vivaient des évènements inédits et contraignants. Les questionner sur la guerre d'Algérie nous semblait trop décalé et éloigné de la réalité de leurs vécus.

Deux évènements majeurs ont influencé les récits des enquêtés : le confinement et les violences policières suivies des mobilisations contre le racisme dans la police. Le confinement s'est en effet imposé comme un compagnon des mémoires. Parce qu'il renvoie à l'enfermement, à l'exception, au champ lexical de la guerre et de la contrainte, le langage du confinement a représenté un point d'appui pour parler de leur guerre d'Algérie. Une enquêtée reçoit un texte de sa grand-mère : « *Bab el Oued notre premier confinement* » ; plusieurs enfants ou petits-enfants de harkis ont fait des comparaisons entre le confinement et les camps pour m'indiquer, « *que nous étions les premiers confinés* » et qu'enfin : « *tout le monde comprend ce que l'on a vécu* » ; un ancien de l'OAS m'envoie un poème décrivant « *un confinement qui a duré trop longtemps* » et qu'il inscrit dans la continuité de la prison, de la clandestinité et de l'exil qu'ont connus les combattants d'Algérie française. Le vocabulaire d'aujourd'hui permet de continuer à raconter l'histoire et de tenter de se faire comprendre en partageant un même répertoire avec ceux qui écoutent.

De manière similaire, l'année 2020 ouvre une séquence autour des violences policières qui transparait dans les mises en récits. De mars à novembre 2020, une série d'évènements placent la question du racisme dans la police au centre de l'actualité : l'assassinat de Georges Floyd aux Etats-

Unis[756], les mots d'un policier sur L'Île-Saint-Denis « *un bicot comme ça, ça ne nage pas* »[757], les révélations sur des cas de racisme dans la police dans plusieurs médias[758], les mobilisations au TGI et sur la place de la République contre le racisme et les violences policières[759] et l'agression de Michel Zecler[760]. Ces événements provoquent un cycle médiatique autour du passé esclavagiste et colonial de la France. Le 10 juin 2020, en réaction aux mobilisations, le président de la République convoque la guerre d'Algérie pour souligner que *« la guerre d'Algérie reste un impensé »*. Il commande le rapport à Benjamin Stora quelques jours plus tard. Les historiens et historiennes sont présents dans les médias pour expliquer les origines du racisme. Les antiracistes lancent des appels à débaptiser des noms de rue, dont l'avenue Bugeaud à Paris. Revoilà l'Algérie au cœur de l'actualité.

---

756 Le 25 mai 2020

757 Le 25 avril 2020 : https://www.leparisien.fr/video/video-un-bicot-comme-ca-ca-ne-nage-pas-indignation-apres-des-propos-racistes-tenus-par-des-policiers-27-04-2020-8306499.php

758 Notamment dans :
Charlie Hebdo (https://charliehebdo.fr/2020/06/societe/racisme-mais-que-fait-la-police%E2%80%89/) ;
Sur Streetpress : https://www.streetpress.com/sujet/1606917498-racisme-apologie-violences-policieres-groupe-facebook-michel-darmanin-insultes-police
Et https://www.streetpress.com/sujet/1603793301-sexisme-racisme-ordinaire-police-groupe-whatsapp-darmanin; Arte Radio : https://www.arteradio.com/son/61664080/gardiens_de_la_paix
Et le Canard Enchainé dans son édition du 11 juin 2020.

759 Les 2 juin 2020, 9 juin 2020 et 13 juin 2020

760 Le 21 novembre 2020

II. Chronologie

Dates	Evènements
5 juillet 1830	Début de la conquête française
1834	Premier traité avec Abdelkader reconnaissant la souveraineté française sur une partie du territoire
6 juin 1936	Le général Thomas Bugeaud est envoyé en Algérie pour soumettre la résistance d'Abdelkader
Mai 1837	Convention de Tafna, Second traité avec Abdelkader limitant la souveraineté française à Alger et Oran
Novembre 1837	Prise de Constantine
Octobre 1839	Le gouvernement français nomme ses possessions Algérie
Novembre 1839	Abdelkader déclare la guerre sainte à la France
1841	Alexis de Tocqueville critique les méthodes inhumaines de la conquête dans *L'Algérie en 1841*
1841	Le général Thomas Bugeaud est nommé Gouverneur Général à Alger
Mai 1843	Prise de la Smala d'Abdelkader
19 et 20 juin 1845	Enfumades de Dahra pendant lesquelles des civils algériens sont asphyxiés dans des grottes
9 novembre 1845	Création du Consistoire israélite algérien sur le modèle du Consistoire métropolitain
1847	Reddition d'Abdelkader
1848	Départementalisation de l'Algérie
1848	Pour la première fois en Algérie, le nombre d'Européens civils est supérieur à celui des militaires
Octobre 1852	Libération d'Abdel Kader
1851 - 1857	Campagne de Kabylie et vers le Sahara : séries de nombreux combats, insurrections, soumissions et résistances. Fin de la conquête selon les contemporains
1863	Senatus Consulte définissant la propriété foncière des tribus
1864	Insurrections de la tribu de Ouled Sidi-Cheick
1865	Senatus Consulte : ouvre le droit à la naturalisation des indigènes (musulmans et juifs) mais seulement si abandon du statut personnel, naturalisation des Européens d'Algérie si 3 ans de résidence, protection des propriétés tribales
1867	Famine 500 000 morts
1868	Pour la dernière fois le nombre de morts européens est supérieur au nombre de naissances
1870	Décret Crémieux : attribution de la citoyenneté des juifs d'Algérie, possible accès des musulmans à la citoyenneté sur demande mais limitée
1871	Insurrection en Kabylie menée par le bachaga Mokrani contre la confiscation des terres et la naturalisation des Juifs
1873	Loi Warnier dite loi des colons : introduction de la propriété individuelle en Algérie, dépossession foncière
1881	Code de l'indigénat - créent des répression et sanctions spécifiques aux indigènes
1882	Annexion du Mzab, présence d'une communauté juive de fait exclue du décret Crémieux
1882	Premier Etat civil: réforme des patronymes des Algériens, introduction du système français
1883	Mort d'Abdel Kader
1889	Naturalisation des étrangers d'Algérie et nouveau code de la nationalité
1897	Emeutes anti-juives à Oran
1898	Edouard Drumont est élu député d'Alger

1906	Fin des opérations de pacification
1912	Service militaire étendu aux musulmans d'Algérie
1914	Suspension du code de l'indigénat
4 février 1919	Loi Jonnart : élargissement du corps électoral à 400 000 indigènes pour voter localement mais dans un collège séparé, fin des pouvoirs disciplinaires, fin des impôts arabes, égalité des pensions
1920	Rétablissement du code de l'indigénat
1924	Premier congrès des travailleurs nord-africains organisé par le PCF
1926	Fondation de l'Etoile Nord-Africaine interdite en 1929
1927	Loi sur la nationalité facilitant la naturalisation mais introduisant les critères de naturalisation et des incapacités pour les naturalisés (inéligibilités)
1930	Première publication de El Oumma, journal nationaliste algérien en métropole.
1933	Refondation de l'Etoile Nord-Africaine, rupture avec le PCF
19 juillet 1934	Loi augmentant les incapacités des naturalisés à l'accès à certains emplois
1934	Emeutes anti-juives à Constantine
1936	Echec du projet Blum-Viollette pour donner la citoyenneté à 21 000 musulmans
1937	Messali Hadj crée le PPA qui remplace l'Etoile Nord-Africaine
1938	Ferhat Abbas crée l'Union populaire Algérienne
8 mars 1938	L'Arabe devient langue étrangère en Algérie
1939	Dissolution des partis politiques, arrestations des dirigeants nationalistes
7 octobre 1940	Abolition du Décret-Crémieux
2 juin 1941	Loi interdisant aux Juifs la fonction publique et fixant un numerus clausus pour les professions libérales.
1942	Débarquement Allié à Alger, Opération Torch
1943	Manifeste du peuple Algérien lancé par Ferhat Abbas
26 octobre 1943	Rétablissement du décret Crémieux
12 décembre 1943	Discours de La Brèche de de Gaulle qui promet l'Egalite
7 mars 1944	Ordonnance abolissant définitivement les mesures d'exceptions pour les sujets coloniaux
Mai 1945	Repressions des manifestations nationalistes à Sétif et Guelma
Avril 1946	Fin du code de l'indigénat
1946	Création de l'UDMA (Union Démocrate du Manifeste Algérien) de Ferhat Abbas et du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) de Messali Hadj
18 août 1947	Discours de de Gaulle sur le statut de l'Algérie pour une souveraineté française
20 septembre 1947	Nouveau statut pour l'Algérie avec la création de deux corps électoraux distincts pour une assemblée algérienne paritaire (60 européens, 60 musulmans)
1947	Création de l'OS (bras armé du MTLD)
1948	Fraude électorale empêchant l'élection des représentants du MTLD
1953	Les partisans de Messali Hadj sont écartés du MTLD
1er novembre 1954	Toussaint Rouge, premiers attentats revendiqués par le FLN
5 février 1955	Démission du gouvernement Pierre Mendès-France, Edgar Faure lui succède
21 mai 1955	Rappel des conscrits 1953-2 qui résidaient en Algérie
20 août 1955	Proclamation de l'état d'urgence en Algérie suite à l’insurrection dans le Constantinois
24 et 28 août 1955	Décrets rappelant tout le contingent 1953-2 et maintien sous les drapeaux du contingent 1954-1

11 septembre 1955	600 rappelés refusent d'embarquer Gare de Lyon à Paris, des incidents se poursuivent en octobre et novembre 1955
8 octobre 1955	Un régiment refuse le rappel à Rouen
1er décembre 1955	Dissolution de l'Assemblée Nationale par Edgar Faure mis en minorité
Décembre 1955	Création du 5e bureau d'action psychologique et du journal Le Bled
1er février 1956 au 21 mai 1957	Gouvernement Guy Mollet
6 février 1956	Journée des tomates à Alger contre la venue de Guy Mollet et sa politique de paix négociée en Algérie
8 février 1956	Création officielle des harkas
12 mars 1956	Pouvoirs spéciaux en Algérie
18 mai 1956	Embuscade de Palestro
Mai 1956	Mobilisations d'appelés à Grenoble, Saint Nazaire et Firminy
7 janvier 1957	Début de la bataille d'Alger
Février 1957	Création de l'ANFANOMA - Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre-mer et leurs amis
12 juin au 30 septembre 1957	Gouvernement Maurice Bougere-Maunoury
26 juillet 1957	Extension des pouvoirs spéciaux en métropole
Eté 1957	Construction de la ligne Morice
5 novembre 1957 au 15 avril 1958	Gouvernement Félix Gaillard
1958	Bombardement de Sakiet Sidi Youcef
13 mai 1958	Putsch d'Alger
13 mai au 28 mai 1958	Gouvernement Pflimlin
1er et 3 juin 1958	Nomination et pleins pouvoirs au Général de Gaulle
24 août 1958	Le FLN porte la guerre en métropole
28 septembre 1958	Référendum pour la Ve République
4 octobre 1958	Ve République
7 octobre 1958	Ordonnance organisant l'appareil répressif d'internement, tribunaux militaires, internements possibles sans aval judiciaire
8 octobre 1958	Le gouvernent déclare les tribunaux militaires compétents pour juger les criminels
19 décembre 1958	Maurice Challe remplace Raoul Salan à la tête des opérations en Algérie
18 juin 1959	Création du Commissariat d'aide et à l'orientation des Français rapatriés
16 septembre 1959	De Gaulle proclame le droit à l'autodétermination
24 janvier 1960	Semaine des barricades à Alger suite au rappel du général Massu
29 janvier 1960	Discours de de Gaulle pour réprimer les manifestations d'Alger en soutien au général Massu
3 mars 1960	Tournée des popotes de de Gaulle pour reprendre en main l'armée
6 mai 1960	Création du FAF - Front Algérie Française
Septembre 1960	Manifeste des 121 appelant à l'insoumission
4 novembre 1960	Discours de de Gaulle évoquant la « république algérienne »

8 janvier 1961	Référendum sur l'autodétermination
20 janvier 1961	Fondation de l'OAS - Organisation de l'Armée Secrète
7 mars 1961	Les populations coloniales peuvent se faire reconnaître le droit de rapatriés
22 au 26 avril 1961	Tentative de putsch des généraux
23 avril 1961	Discours de de Gaulle sur les "quarterons de généraux à la retraites"
20 mai 1961	Début des négociations à Evian
22 juin 1961	Assassinat du Cheick Raymond par le FLN à Constantine
24 août 1961	Création du Secrétariat d' Etat aux Rapatriés
17 octobre 1961	Manifestation des Algériens à Paris réprimée par la Police
26 décembre 1961	Loi fixant le statut de rapatrié et les modalités de rapatriement
7 février 1962	Attentat de l'OAS contre André Malraux, blessant la jeune Delphine Renard
8 février 1962	Manifestation contre les crimes de l'OAS à Charonne, réprimée par la Police
15 mars 1962	Assassinat de Mouloud Feraoun et de cinq autres dirigeants de centres sociaux
19 mars 1962	Accords d'Evian, cessez-le-feu
22 mars 1962	1ere loi d'amnistie sur les faits commis pendant l'opération de maintien de l'ordre
26 mars 1962	Fusillade de la rue d'Isly. L'armée française tire sur les Français d'Algérie
8 avril 1962	Référendum en France sur les accords d'Evian
12 et 13 mai 1962	Télégramme de Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, interdisant l'installation des harkis en métropole suivi d'une circulaire de Pierre Messmer, Ministre des Armées, allant dans le même sens
26 mai 1962	Ouverture du premier camp pour les harkis au Larzac
7 juin 1962	L'OAS applique la politique de la terre brûlée
18 juin 1962	Accord FLN-OAS pour l'exil des derniers commandos
1er juillet 1962	Référendum sur l'Indépendance en Algérie
6 juillet 1962	Indépendance de l'Algérie
21 juillet 1962	Ordonnance fixant l'acquisition de la nationalité française. Les Algériens de droit civil local perdent la nationalité. Les Français de droit civil gardent la nationalité
8 août 1962	Décret créant les hameaux de forestage, cités d'accueil et camps de transit
11 septembre 1962	Création du Ministère des rapatriés
19 septembre 1962	Georges Pompidou, Premier ministre, ordonne le rapatriement des forces supplétives
29 octobre 1962	Ouverture du camp de Saint-Maurice l'Ardoise accueillant les harkis
20 novembre 1962	Création de l'Amicale des Algériens en Europe : organe du nouvel Etat indépendant pour gérer l'immigration algérienne en France
1963	Création de l'Association générale des Juifs d'Algérie
31 janvier 1964	Circulaire du ministre des rapatriés, François Missoffe, aux préfets leur demandant de ne reloger les anciens harkis qu'après avoir relogé les rapatriés
9 janvier 1964	Nouvel accord entre France et Algérie pour conditionner l'émigration aux besoins des deux pays
17 décembre 1964	De Gaulle gracie 173 anciens membres de l'OAS
23 décembre 1964	2nd loi d'amnistie portant sur les infractions commises avant le cessez-le-feu
19 juin 1965	Coup d'état de Boumediene
17 juin 1966	3e loi d'amnistie s'étendant aux infractions commises jusqu' au 3 juillet 1962 mais seulement dans le cadre des opérations de police ou militaires, amnistie concernant les

	atteintes à la sureté de l'état pour les putschistes
1966	Gillo Pontecorvo réalise le film La Bataille d'Alger, censuré en France jusqu'en 2004
1967	Obtention du statut de TRN pour les combattants (Titre de Reconnaissance de la Nation)
24 juillet 1968	De Gaulle gracie tous les membres de OAS encore détenu dont Raoul Salan et amnistie toutes les infractions
31 juillet 1968	Dernière loi d'amnistie dite de portée générale, sans date butoir, pour toutes les infractions
27 décembre 1968	Nouvel accord entre l'Algérie et la France pour limiter la liberté de circulation entre les deux pays
15 juillet 1970	Loi d'indemnisation des rapatriés (ne concerne pas les harkis)
5 décembre 1970	Premières manifestations de harkis contre les conditions de vie dans les camps de Bias et de Saint-Maurice l'Ardoise
1er août 1971	Première association de Français Musulmans rapatriés (Madran)
1er juillet 1972	Loi Plenel contre le racisme
5 octobre 1972	Création du Front National
1972	Naissance du Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA)
1973	Création du Cercle algérianiste
1973	Création du FNRFCI et de la CFMRAA (associations de français de confession islamique)
20 septembre 1973	Houari Boumediene suspend l'immigration algérienne vers la France
Septembre 1974	Grève de la faim d'anciens harkis et fils de harkis à la Madeleine (Paris)
9 décembre 1974	Loi attribuant la carte d'anciens combattants et ouverture des pensions pour les combattants en Algérie, y compris ceux des forces supplétives
1975	Révoltes des "irrécupérables" dans les camps de harkis (Bias et Saint-Maurice-l 'Ardoise), prise d'otage au Conseil d'Etat et du secrétaire général de l'Amicale des Algériens en Europe
6 août 1975	Fermeture des camps de transit pour les harkis
1976	Fermeture de la dernière cité d'accueil pour les harkis
1976	Création de RECOURS - association de rapatriés
2 janvier 1978	Loi d'indemnisation des rapatriés (ne concernant pas les harkis)
17 juillet 1978	Loi supprimant les incapacités liées à l'emploi pour les naturalisés
Avril 1979	Création du journal Sans Frontière
1981	Création de Radio beur qui deviendra Beur FM (Montreuil) et Radio Gazelle (Marseille)
1982	Projet de loi « relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord » réintégrant les putschistes dans leurs honneurs et leurs grades. Loi adoptée avec le 49.3, première utilisation du gouvernement socialiste de cet article.
1983	Marche pour l'Egalité et contre le racisme (arrivée à Paris le 3 décembre)
1983	Carte de séjour de 10 ans pour les immigrés
8 et 20 décembre 1983	Lois supprimant les incapacités liées aux charges électives pour les naturalisés. Les Français sont égaux en droits.
1983	Création de l'Agence IM'Media : première agence de presse des cités
1984	Convergence 84 : Marche pour l'Egalité et contre le racisme
1985	Création de SOS Racisme, Concert de la Concorde
1985	Création de France Plus
1985	Création de Coup de Soleil
16 juillet 1987	Loi d'indemnisation des rapatriés et des harkis pour les biens laissés en Algérie
1987	Création de Génériques

1989	Emission d'un timbre "Hommage aux harkis, soldats de la France"
27 juillet 1991	Création du Conseil National Supérieur des Rapatriés
1991	Manifestations d'enfants de harkis (Narbonne, Gard, Carcassonne, Jouques, Bias, Avignon, Amiens)
1992	Benjamin Stora publie La gangrène et l'oubli.
1992	Début de la guerre civile en Algérie
1er mars 1994	Introduction dans le droit français de la notion de crimes contre l'humanité, détachée donc des crimes de l'Axe mais non rétroactive
11 juillet 1994	Loi Romani créant le statut de victime de la captivité en Algérie pour les anciens harkis et première loi de reconnaissance des "sacrifices consentis"
1997	Création par Abdelkrim Klech du "Collectif national Justice pour les harkis et leurs familles"
1997	Grève de la faim des descendants de harkis devant l'Assemblée Nationale
1997	Procès de Maurice Papon
5 juillet 1999	Discours d'Abdelaziz Bouteflika aux Juifs de Constantine
15 septembre 1999	Création du Parti Pied Noir
18 octobre 1999	Loi reconnaissant l'appellation et le statut de guerre aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie
30 décembre 1999	3e loi en faveur des anciens harkis instituant une rente viagère
1999	Sylvie Thénault soutient sa thèse sur la justice d'exception en Algérie
2000	Annulation de la tournée d'Enrico Macias en Algérie
2000	Raphaëlle Branche soutient sa thèse sur la torture en Algérie
Juin 2000	Une série d'articles du journal Le Monde relance le débat sur la torture pendant la guerre d'Algérie
31 octobre 2000	Appel des douze publié dans l'Humanité, condamnant la torture pendant la guerre d'Algérie
25 septembre 2001	Instauration de la journée nationale d'hommage aux harkis le 25 septembre
6 octobre 2001	Interruption du match de foot France - Algérie par des supporters
17 octobre 2001	Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, inaugure une plaque en l'honneur des victimes du 17 octobre 1961 au Pont Saint-Michel
2001	Fin de la guerre civile en Algérie
5 décembre 2002	Inauguration du monument national des guerres en AFN, Quai Branly à Paris. Jacques Chirac y reconnait les souffrances des harkis et exprime la gratitude de la France
20 décembre 2002	Création du Haut Conseil aux Rapatriés
2003	Parution de Fille de harki de Fatima Besnaci-Lancou et de Mohand le harki de Hadjila Kemoum
28 septembre 2003	Décret instituant le 5 décembre Journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Afrique du Nord
10 janvier 2004	Manifestation à Paris des femmes et filles de harkis
Juin 2004	Création des associations "Femmes et filles de harkis" et de "Harkis et droits de l'Homme"
23 février 2005	Loi portant sur la reconnaissance des souffrances des rapatriés et anciens membres des forces supplétives, portant de nouvelles indemnisations, notamment des anciens de l'OAS et reconnaissant le rôle positif de la colonisation dans les programmes scolaires
Octobre - novembre 2005	Révoltes dans les banlieues, proclamation de l'Etat d'urgence

12 février 2010	Discours de Nicolas Sarkozy à Constantine sur la colonisation
14 avril 2012	Nicolas Sarkozy reconnait la responsabilité du gouvernement français dans l'abandon d'une partie des harkis
6 décembre 2012	Loi instaurant le 19 mars comme journée nationale de commémorations
19 mars 2013	Premières commémorations du 19 mars avec les autorités civiles et militaires
2015	Ouverture du Mémorial de Rivesaltes
25 septembre 2016	François Hollande reconnait la responsabilité du gouvernement français dans l'abandon, les massacres et les conditions d'accueil dans les camps.
2018	Emmanuel Macron reconnait l'assassinat de Maurice Audin et le système d'"arrestation détention" mis en place pendant la guerre d'Algérie avec notamment l'utilisation de la torture
2018	Extension de la carte du combattant aux combattants d'Algérie restés jusqu'en 1964
Juin 2020	Emmanuel Macron commande un rapport à Benjamin Stora sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie à la suite de mobilisations contre le racisme en France
20 janvier 2021	Remise du Rapport de Benjamin Stora
mars 2021	Emmanuel Macron reconnait l'assassinat d'Ali Boumendjel
Septembre 2021	Emmanuel Macron demande "pardon" aux harkis et annonce une loi de reconnaissance et de réparation
16 octobre 2021	Emmanuel Macron reconnait la seule responsabilité de Maurice Papon dans la répression du 17 octobre 1961
Automne 2021	Constitution de la commission "Mémoires et vérité" suite au rapport Stora
Automne 2021	Rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie suite à des déclarations d'Emmanuel Macron sur la colonisation et le système politique algérien
Janvier 2022	Loi de reconnaissance et de réparation pour les harkis
19 mars 2022	60e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie

III. Questionnaire utilisé pour l'étude quantitative

Projet de Questionnaire pour Enquête Nationale sur la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes.

Paul Max Morin

Le sentiment d'appartenance à une histoire commune

1. Avez-vous l'impression de partager une histoire collective et partagée avec l'ensemble des Français ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, pas vraiment
- Non, pas du tout

Histoire positive/négative

2. Dans l'histoire de la France, il faut se souvenir et mettre en avant …

- Uniquement les moments dont la France peut être fière
- Autant les moments dont la France peut être fière que les moments dont elle n'a pas à être fière.
- Uniquement les moments dont la France n'a pas à être fière.

Evénements saillants dans la mémoire collective

3. Dans cette histoire de France, quels sont les évènements dont on devrait garder prioritairement la mémoire ?

(Question ouverte, réponse non suggérée)

Cérémonies

4. Avez-vous déjà participé à une cérémonie de commémoration d'un évènement de l'histoire de France ?

- J'y suis allé parfois avec l'école
- J'y suis allé de moi-même ou en famille
- Non, jamais

(Filtre = à ceux ayant déjà participé à une cérémonie)

5. A quelle commémoration avez-vous participé ?

(Question ouverte, réponse non suggérée)

Premières représentations

6. A propos de la guerre d'Algérie, quels sont les trois premiers mots ou idées qui vous viennent à l'esprit ?

(Question ouverte, réponse non suggérée)

Rapport à l'histoire

7. Vous arrive-t-il de parler de la guerre d'Algérie avec vos proches, chez vous ou au sein de votre établissement scolaire ?

- *Oui souvent*
- *Oui parfois*
- *Non pas souvent*
- *Non, jamais*

Canaux

8. Avez-vous entendu parler de la guerre d'Algérie… ?

	Oui	Non
Par des œuvres documentaires (films, livres ou témoignages)	☐	☐
Par des commémorations, des cérémonies	☐	☐
Par un professeur à l'école	☐	☐
Dans les médias	☐	☐
Par des œuvres de fictions (romans, films, bandes dessinées)	☐	☐
Dans des musées ou en visitant des lieux historiques	☐	☐
Par vos amis	☐	☐
Sur Internet	☐	☐
Grâce à des témoins en classe	☐	☐
Par les discours ou débats d'hommes ou de femmes politiques	☐	☐
Par un membre de votre famille	☐	☐
Autre réponse (réponses ouvertes)		

(Filtre = à ceux ayant entendu parler de l'Algérie sur internet)
Sur quel site, réseau social ou chaîne YouTube avez-vous entendu parler de la guerre d'Algérie ?

(Question ouverte, réponse non suggérée)

Perception des connaissances

9. Avez-vous l'impression de connaître très bien, assez bien, assez mal ou très mal la guerre d'Algérie ?

- Très bien
- Assez bien
- Assez mal
- Très mal

Perception de la présence dans le débat public

10. Que pensez-vous de la manière dont on parle de la guerre d'Algérie, aujourd'hui en France ?

- On n'en parle pas assez
- On en parle suffisamment
- On en parle trop

Perception de la problématique publique

11. Parmi les deux opinions suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

- Les souvenirs et la mémoire de la guerre d'Algérie posent toujours des problèmes en France aujourd'hui
- La guerre d'Algérie est une histoire terminée qui appartient au passé

Perception de l'importance de la mémoire

12. Selon vous, est-ce qu'il est important d'entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie dans la France d'aujourd'hui ?

- Très important
- Assez important
- Peu important
- Pas important du tout

(Filtre = aux personnes jugeant qu'entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie est important)

13. Et selon vous, les raisons suivantes expliquent-elles pourquoi entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie dans la France d'aujourd'hui est important ?

Oui / Non

- Cela sert à se souvenir pour honorer les victimes
- Cela sert à ne pas reproduire les mêmes erreurs
- Cela sert à mieux vivre ensemble
- Cela sert à comprendre le monde dans lequel nous vivons

(Filtre = aux personnes jugeant qu'entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie n'est pas important)

14. Et selon vous, les raisons suivantes expliquent-elles pourquoi entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie dans la France d'aujourd'hui n'est pas important ?

Oui / Non

- Cela crée des tensions dans la société
- L'important, c'est de se concentrer sur le présent et sur l'avenir

Légitimité des institutions sur la mémoire

15. Selon vous, qui devrait s'occuper d'entretenir la mémoire de la guerre d'Algérie ? En premier ? Et en second ?

- L'Etat
- Le Président de la République
- Les musées et le monde de la culture
- L'école
- Les associations
- Les personnes qui ont vécu ces évènements
- Les historiens et les chercheurs

Perception de la colonisation en Algérie

16. Personnellement, pensez-vous que la colonisation de l'Algérie par la France a été :

- Une expérience globalement positive
- Une expérience globalement négative
- Une expérience à la fois positive et négative
- Vous ne savez pas

Perception de la colonisation en Algérie

17. Parmi les mots ou idées suivantes, lesquelles correspondent le mieux à votre opinion sur la colonisation de l'Algérie par la France ?

(Trois réponses possibles)

- Grandeur
- Inégalités
- Domination
- Civilisation
- Développement
- Violence
- Entente
- Guerre
- Paix
- Racisme
- Prospérité
- Découverte
- Exploitation

Perception des causes de la Guerre d'Algérie

18. Selon vous, les causes suivantes expliquent-elles pourquoi la guerre d'Algérie a éclaté ?

Oui / Non

- Les Algériens voulaient être libres et indépendants
- Le colonialisme ne pouvait plus continuer
- La France voulait garder l'Algérie française à tout prix
- Les Algériens du FLN (Front de Libération Nationale) ont commis des attentats meurtriers

Hiérarchisation mémorielle

19. Selon vous, quel est l'élément ou l'aspect le plus important dans la mémoire de la guerre d'Algérie ?

☐ Le rôle du Général de Gaulle
☐ Les attentats du FLN (Front de Libération Nationale)
☐ La torture et les exactions commises par l'armée française
☐ L'Indépendance de l'Algérie
☐ Le changement de République en France
☐ Le rapatriement des pieds-noirs (c'est-à-dire les Français d'Algérie)

☐ Les massacres de harkis (c'est-à-dire les Algériens ayant été associés à la France pendant la Guerre d'Algérie) à l'Indépendance
☐ Les soldats français morts en Algérie

Le sens de l'évocation de certains morts concernant l'Algérie et la Guerre d'Algérie

20. Les mots suivants évoquent-ils pour vous plutôt quelque chose de positif, plutôt quelque chose de négatif ou ni l'un ni l'autre ?

	Plutôt positif	*Plutôt négatif*	*Ni l'un ni l'autre*
Algériens	☐	☐	☐
Français	☐	☐	☐
Arabe	☐	☐	☐
Harki, c'est-à-dire les Algériens ayant été associés à la France pendant la Guerre d'Algérie	☐	☐	☐
Pied-noir, c'est-à-dire les Français d'Algérie	☐	☐	☐
Musulman	☐	☐	☐
Juif	☐	☐	☐
De Gaulle	☐	☐	☐
L'Armée	☐	☐	☐

Appréciation de la responsabilité et du devoir mémoriel de la France

21. Tout compte fait, quand vous pensez à la guerre d'Algérie, de laquelle de ces trois affirmations, vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

- La France n'a rien à se reprocher
- La France doit reconnaître ses crimes
- Il faut passer à autre chose, c'est une vieille histoire

Appréciation de la responsabilité et du devoir mémoriel de l'Algérie

22. Tout compte fait, quand vous pensez à la guerre d'Algérie, de laquelle de ces trois affirmations, vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

- L'Algérie n'a rien à se reprocher
- L'Algérie doit reconnaître ses crimes
- Il faut passer à autre chose, c'est une vieille histoire

Densité mémorielle sur l'accueil

23. Après la guerre d'Algérie, certains groupes de population se sont retrouvés en France. Pour chacun de ces groupes, pensez-vous qu'ils ont été bien accueillis et reconnus ?

	Ont été mal accueillis et ne sont pas assez reconnus	Ont été bien accueillis et sont reconnus	Nsp

Les pieds noirs	☐	☐	☐
Les harkis	☐	☐	☐
Les Juifs d'Algérie	☐	☐	☐
Les soldats français	☐	☐	☐
Les immigrés algériens	☐	☐	☐

Densité mémorielle sur l'intégration

24. Et pour chacun de ces groupes, pensez-vous que depuis leur arrivée en France ils se sont bien ou mal intégrés en France?

	Se sont bien intégrés et ont contribué à ce qu'est la France aujourd'hui	Se sont mal intégrés et demandent trop de choses à la France	Nsp
Les pieds noirs	☐	☐	☐
Les harkis	☐	☐	☐
Les Juifs d'Algérie	☐	☐	☐
Les immigrés algériens	☐	☐	☐

Densité mémorielle sur les appelés

25. Pour vous, les affirmations suivantes décrivent-elles bien ou mal ce qu'ont vécu les soldats français envoyés en Algérie ?

Bien / Mal

- Les soldats français ont commis des violences
- Les soldats français ont aidé les Algériens
- Les soldats français ont été victimes de violences
- Les soldats français ont été victimes d'un conflit qui les dépasse
- Les soldats français ont servi leur pays et obéi aux ordres

Densité mémorielle sur le traitement de l'OAS

26. A la fin de la guerre d'Algérie, des militaires et des Français d'Algérie créent l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) pour que l'Algérie reste française. Laquelle de ces propositions vous paraît correspondre à ces personnes?

- Les militants de l'OAS étaient des résistants qui défendaient l'Algérie française et la France. Ils ne sont pas assez reconnus.
- Les militants de l'OAS étaient des terroristes d'extrême droite qui n'ont pas été assez punis pour leurs actions
- Je ne sais pas

Mémoire familiale

27. Dans votre famille, est-ce qu'on parle de la guerre d'Algérie … ?

- Oui, parfois
- Non, jamais

Mémoire familiale

28. Et qui sont les membres de votre famille qui parlent de cette guerre ?

	Oui	Non
Votre grand-père	☐	☐
Votre grand-mère	☐	☐
Votre grand-oncle ou votre grande tante	☐	☐
Votre père	☐	☐
Votre mère	☐	☐
Vos frères ou vos sœurs	☐	☐
Des amis de la famille	☐	☐

Famille

29. Savez-vous si un membre de votre famille est ou a été … ?

	Oui	Non	Je ne sais pas
Militant pour l'indépendance de l'Algérie	☐	☐	☐
Soldat dans l'armée française en Algérie	☐	☐	☐
Pied-noir	☐	☐	☐
Juif d'Algérie	☐	☐	☐
Militant à l'OAS	☐	☐	☐
Harki	☐	☐	☐
Victime des exactions commises par l'armée ou la police françaises durant la guerre d'Algérie	☐	☐	☐
Victimes des exactions commises par l'OAS	☐	☐	☐
Victime des exactions commises par le FLN	☐	☐	☐

Ecole

30. Au cours de votre scolarité, estimez-vous que la guerre d'Algérie vous a été :

- Plutôt bien enseignée
- Plutôt mal enseignée
- Pas du tout enseignée

Relations internationales

31. Personnellement, estimez-vous que les affirmations suivantes décrivent bien ou mal ce que vous pensez des relations actuelles entre la France et l'Algérie ?

Bien / Mal

- Il faut les améliorer pour construire un avenir partagé entre les deux pays
- Les relations entre les deux pays sont bien comme elles sont aujourd'hui
- L'Algérie peut être une source d'instabilité pour la France

- La France peut être une source d'instabilité pour l'Algérie

Intérêt pour la politique

32. Diriez-vous que vous vous intéressez à la politique ?

- Beaucoup
- Assez
- Peu
- Pas du tout

Rapport à l'immigration, racisme, antisémitisme, insécurité culturelle

33. Pour chacune des affirmations suivantes, êtes-vous … ?

Les immigrés sont victimes de racisme en France	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP
Les juifs ont trop d'influence en France	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP
Il y a trop d'immigrés en France	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP
L'immigration est une source d'enrichissement culturel	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP
L'islam représente une menace pour la République	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP
Parfois on ne se sent plus vraiment chez soi en France	☐ tout à fait d'accord	☐ plutôt d'accord	☐ pas vraiment d'accord	☐ pas du tout d'accord	☐ NSP

Causes de l'engagement

Seriez-vous prêt à vous engager pour les causes suivantes ?

	Oui, vous vous engagez déjà	Oui, vous pourriez vous engager	Non, vous ne vous engageriez pas
Les questions climatiques et écologiques	☐	☐	☐
La lutte contre les discriminations et pour les droits humains	☐	☐	☐
La défense de ma religion	☐	☐	☐

La lutte contre la pauvreté	☐	☐	☐
Les droits des femmes	☐	☐	☐
La défense des valeurs morales et traditionnelles	☐	☐	☐
La défense de la grandeur de la France et de la Patrie	☐	☐	☐

Potentiel contestataire

34. Avez-vous déjà participé ou seriez-vous prêts à participer à une action de type suivant ?

	Oui, vous l'avez déjà fait	Oui, vous pourrez le faire	Non, vous ne le ferez jamais
Manifester	☐	☐	☐
Faire la grève	☐	☐	☐
Participer à une campagne en ligne sur les réseaux sociaux	☐	☐	☐
Affronter les forces de police	☐	☐	☐
Provoquer des dégâts matériels dans la rue pour se faire entendre	☐	☐	☐
Signer une pétition	☐	☐	☐
Affronter d'autres manifestants	☐	☐	☐
Bloquer des établissements ou des espaces publics	☐	☐	☐
Boycotter des produits	☐	☐	☐

Vote

35. Au sujet du vote, quelle est, parmi les deux propositions suivantes, celle avec laquelle vous êtes le plus d'accord ou le moins en désaccord ?

☐ Voter est utile pour faire changer les choses
☐ Voter n'est pas vraiment utile car cela ne permet pas de faire changer les choses

Profil réformiste/révolutionnaire/conservateur

36. Parmi les propositions suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

- La société devrait être changée radicalement par une action révolutionnaire
- La société devrait être améliorée progressivement par des réformes
- La société devrait être protégée contre les changements

Perception de la torture

37. Selon vous, la torture …

- Peut parfois être justifiée
- N'est jamais justifiée

Perception de la violence contre les personnes

38. Selon vous, les attentats et les violences contre les personnes…

- Peuvent parfois être justifiés
- Ne sont jamais justifiés

Perception de la justification des attentats en France

39. Quand vous pensez aux attentats en France ces dernières années (Charlie Hebdo, Bataclan, Nice etc.): Quelle est votre réaction ?

- Vous les condamnez totalement
- Vous les condamnez mais vous comprenez certaines de leurs motivations
- Vous ne les condamnez pas
- Vous y êtes indifférents

Perception de la violence dans la société

40. Avez-vous le sentiment qu'au cours de votre vie, vous connaîtrez la guerre contre un autre pays ?

- Oui, certainement
- Oui, probablement
- Non, probablement pas
- Non, certainement pas

Perception guerre civile

41. Pensez-vous qu'il y ait un risque de guerre civile en France ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

Patriotisme

42. Si jamais la France devait s'engager dans une guerre pour une raison ou une autre, seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

Renseignements signalétiques

SEXE Vous êtes... ?

- Un homme
- Une femme

AGE Quel âge avez-vous ?

[Champ ouvert, en nombre d'années]

DIPL1 "Êtes-vous inscrit(e) dans un établissement d'enseignement pour l'année scolaire en cours ?Y compris apprentissage ou études supérieures."

- Oui
- Non

DIPL2 À ce jour, le plus haut diplôme que vous possédez est… ?

- Vous n'avez pas été scolarisé(e)
- Aucun diplôme mais vous avez suivi une scolarité jusqu'en école primaire ou au collège
- Aucun diplôme mais vous avez suivi une scolarité au-delà du collège
- CEP (certificat d'études primaires)
- BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges
- CAP, brevet de compagnon
- BEP
- Baccalauréat général, brevet supérieur
- Baccalauréat technologique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, BEA, BEC, BEI, BEH, capacité en droit
- Diplôme de 1er cycle universitaire, BTS, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé, d'infirmier(ère)
- Diplôme de 2e ou 3e cycle universitaire (y compris médecine, pharmacie, dentaire), diplôme d'ingénieur, d'une grande école, doctorat, etc.

Aujourd'hui, vous êtes ?

Etudiant	☐
En apprentissage	☐
Agriculteur exploitant, artisan à votre compte, commerçant ou chef d'entreprise	☐
Cadre ou profession intermédiaire : par exemple cadre commercial, ingénieur, médecin, avocat, professeur, artiste, instituteur, éducateur, infirmier, technicien, agent de maitrise, comptable	☐
Employé : par exemple policier, militaire, pompier, aide-soignant, secrétaire, hôtesse, vendeur, caissier, agent de sécurité, coiffeur, serveur, assistance maternelle	☐
Ouvrier dans l'industrie, BTP, artisanat : par exemple mécanicien, maçon, plombier, peintre en bâtiment, chauffeur, ouvrier agricole, nettoyeur	☐
Sans emploi, ne travaillant pas	☐

Est-ce que l'un de vos parents a la nationalité … ?

	Oui, les deux	Oui, un seul	Non
Algérienne	☐	☐	☐
Marocaine ou tunisienne	☐	☐	☐
D'un autre pays d'Afrique	☐	☐	☐

Est-ce que l'un de vos grands-parents a ou avait la nationalité … ?

	Oui, plusieurs d'entre eux	Oui, l'un d'entre eux	Non
Algérienne	☐	☐	☐
Marocaine ou tunisienne	☐	☐	☐
D'un autre pays d'Afrique	☐	☐	☐

Est-ce que vos parents ont des origines pieds noirs ?

- Oui, mon père
- Oui, ma mère
- Non, aucun des deux

Vous sentez-vous plutôt français ou plutôt d'une autre origine ?

- Français
- D'une autre origine
- A la fois français et d'une autre origine
- Rien de tout cela

(Filtre = aux étudiants)
A la fin de votre scolarité ou de vos études, pensez-vous trouver un emploi … ?

Très facilement
Assez facilement
Assez difficilement
Très difficilement

Au cours de votre vie, vous est-il déjà arrivé d'être moins bien traité ou discriminé à cause de …

	Oui, il y a moins de 5 ans	Oui, il y a plus de 5 ans	Non, jamais
Votre âge	☐	☐	☐
Votre genre	☐	☐	☐
Votre orientation sexuelle	☐	☐	☐
Votre couleur de peau	☐	☐	☐
Votre origine	☐	☐	☐
Votre nationalité	☐	☐	☐

Votre accent	☐	☐	☐
Votre quartier, votre lieu de vie	☐	☐	☐
Votre religion	☐	☐	☐
Vos idées politiques	☐	☐	☐
Votre façon de vous habiller	☐	☐	☐
Le métier de vos parents, votre milieu social	☐	☐	☐
Votre poids, taille ou apparence physique	☐	☐	☐

Dans votre vie, avez-vous déjà subi un acte de violence physique de la part de quelqu'un ?

- Oui, au cours des 12 derniers mois
- Oui, au cours des 5 dernières années
- Non

Dans votre vie, avez-vous déjà commis un acte de violence physique sur quelqu'un ?

- Oui, au cours des 12 derniers mois
- Oui, au cours des 5 dernières années
- Non

Pensez-vous que quand vous aurez l'âge de vos parents, votre vie sera … ?

- Meilleure que celle de vos parents
- Semblable à celle de vos parents
- Moins bonne que celle de vos parents

Votre père et votre mère ont-ils obtenu un baccalauréat ?

Votre père	☐ Oui	☐ Non	☐ Je ne sais pas
Votre mère	☐ Oui	☐ Non	☐ Je ne sais pas

Quelle est la profession de votre père et de votre mère (ou la dernière profession exercée ?

	Père	Mère
Agriculteur	☐	☐
Artisan ou commerçant	☐	☐
Cadre et profession intellectuelle supérieure	☐	☐
Profession intermédiaire	☐	☐
Employé	☐	☐
Ouvrier	☐	☐
Retraité CSP+	☐	☐
Retraité CSP-	☐	☐
Elève, étudiant	☐	☐
Autre inactif	☐	☐

Actuellement, vous vivez … ?

- Seul (e)
- En colocation
- En couple
- Avec vos deux parents
- Avec votre mère seule ou votre père seul
- Avec votre mère et son compagnon ou sa compagne
- Avec votre père et sa compagne ou son compagnon
- Avec votre mère une partie du temps, votre père une autre partie
- Autres cas

Vous-même, diriez-vous que vous vous situez … ?

- A l’extrême-gauche
- A gauche
- Au centre gauche
- Au centre droit
- A droite
- A l’extrême droite
- Ni à gauche, ni à droite

Et votre père ?

- A l’extrême-gauche
- A gauche
- Au centre gauche
- Au centre droit
- A droite
- A l’extrême droite
- Ni à gauche, ni à droite

Et votre mère ?

- A l’extrême-gauche
- A gauche
- Au centre gauche
- Au centre droit
- A droite
- A l’extrême droite
- Ni à gauche, ni à droite

ProxPart

PROX. De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

1 Lutte Ouvrière
2 Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot
3 La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon
4 Parti Communiste
5 Europe Ecologie Les Verts

6 Génération.s de Benoît Hamon
7 Parti Socialiste
8 La République en Marche
9 MoDem
10 Parti Radical
11 UDI (Union des Démocrates et Indépendants) de Jean-Christophe Lagarde
12 Agir, la droite constructive
13 Les Républicains (anciennement UMP)
14 Debout La France de Nicolas Dupont-Aignan
15 Union Populaire Républicaine de François Asselineau
16 Les Patriotes de Florian Philippot
17 Front National
18 Une autre formation politique
19 Aucune formation politique

RELI1 Pouvez-vous me dire quelle est votre religion si vous en avez une ?

1 Catholique
2 Protestante
3 Juive
4 Musulmane
5 Autre religion
6 Sans religion
7 Vous ne souhaitez pas répondre

RELI2 D'habitude, allez-vous à un office religieux... ?

1 Au moins une fois par semaine
2 Une ou deux fois par mois
3 De temps en temps, aux grandes fêtes
4 Uniquement pour les cérémonies, mariages...
5 Jamais

RRELI [RECODE]

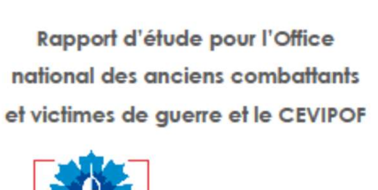
1 Catholique pratiquant régulier
2 Catholique pratiquant occasionnel
3 Catholique non pratiquant
4 Protestant
5 Autre religion
6 Sans religion
7 NSP

IV. Echantillon et résultats de l'étude quantitative

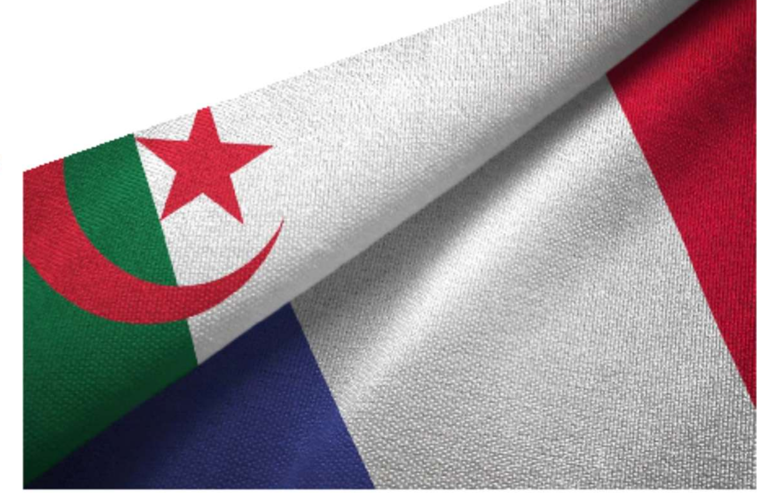
Cliquez sur l'image pour accéder au PDF



Enquête nationale sur la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes







mémoire et solidarité

Décembre 2020

Contacts Ifop :
Département Opinion publique et Stratégies d'entreprise
Jérôme Fourquet / Paul Cébille
prenom.nom@ifop.com

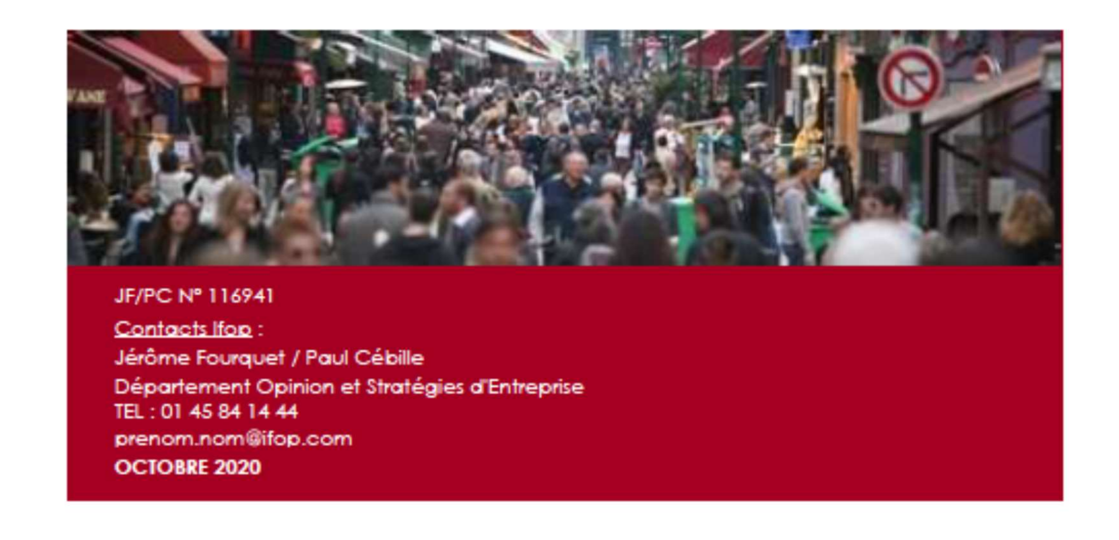
Cliquez sur l'image pour accéder au PDF





Enquête nationale sur la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes

Ifop pour l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre



V. Enquête qualitative

A. Canaux d'identification des potentiels enquêtés

La question de l'âge :

- 18 ans : questionnaires ONACVG relatif au dispositif
- 18-25 ans : sondage national sur échantillon représentatif
- 25 -35 ans : Entretiens individuels pour accéder à **la génération de petits enfants** et étudier l'impact des mécanismes de transmission intergénérationnelle.

La question des zones géographiques :

- PACA, Corse, Occitanie (Méditerranée) : **zones denses** démographiquement, denses politiquement (instrumentalisation politique des mémoires)
- IDF, Grand Est et Hauts de France : zones denses démographiquement
- Autres : **zones non denses**

Accéder aux descendants par catégories :

- Descendants d'appelés :
  - 4ACG - Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre
  - ARAC - Association Républicaine des Anciens Combattants
  - FNACA - Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie
  - CATM - Combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc
  - UNC - L'Union Nationale des Combattants
  - Descendants de personnes éloignées des associations

- Descendants de pieds-noirs : (de gauche à droite politiquement)
  - Association des PN progressistes (Marseille)
  - Coup de Soleil (Paris, Lyon, Marseille)
  - ANFANOMA
  - CDHA – Centre de documentation sur l'Histoire de l'Algérie (Aix en Provence)
  - FNR – Front National des Rapatriés
  - Cercle Algérianiste
  - Associations des victimes de la rue d'Isly
  - Recours
  - Jeune Pied Noir
  - AFDA Association des familles de disparus d'Algérie
  - ASFED – Association de sauvegarde des familles et des enfants de disparus
  - ADDFA – Association de défense des droits des français d'Algérie
  - Descendants de personnes éloignées des associations

- Descendants de harkis
  - Harkis et Droits de l'Homme
  - Harkis de Dordogne
  - Comité National de Liaison des harkis
  - Coalition Nationale des harkis et des associations de harkis
  - AJIR
  - ARACAN
  - UDACFM
  - Associations locales de harkis
  - Descendants de personnes éloignées des associations

- Des entretiens de descendants en Algérie seraient éclairants

- Descendants de militants algériens
  - Association des anciens du FLN
  - Anciens du MNA
  - Algériens de France
  - Associations locales culturelles algériennes ou maghrébines
  - Associations de quartiers et d'éducation populaire
  - Réseaux PCF et LDH
  - Descendants de personnes éloignées des associations
  - Des entretiens de descendants en Algérie seraient éclairants

- Descendants de membres de l'OAS
  - Adimad
  - José Castano
  - Jeunes Pieds Noirs (Bernard Coll)
  - Associations des victimes de la rue d'Isly
  - Union Nationale des Parachutistes

- Descendants de Juifs d'Algérie
  - Cercle Algérianiste
  - Coup de soleil
  - ANFANOMA
  - FNR
  - Fond social juif unifié
  - Consistoire Israélite
  - https://www.judaicalgeria.com/
  - Descendants de personnes éloignées des associations

- Descendants non concernés par cette histoire
  - Dans les classes
  - Fonction de l'âge
  - Fonction des zones géographiques

B. Grille d'entretien

Entretiens en trois parties :

1. Une partie non directive pour laisser l'interviewé s'exprimer sur sa mémoire, ses connaissances, ses perceptions, ses images de la guerre d'Algérie et sa famille (histoire, transmission). (Dimension 1 et 2)

2. Une partie semi-dirigée pour relancer, préciser sur les dimensions 1 et 2 notamment sur la mémoire familiale puis aborder les cadres sociaux et le politique (3 et 4).

3. Questionnaire administré pour principalement mesurer la dimension 4.

Partie 1 :

1. Je voudrais que nous parlions de l'Algérie française. Qu'est-ce que cela évoque pour vous ? Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit ? Quelles histoires ? Quelles images ? Quels personnages ?
2. Idem sur la guerre d'Algérie?
3. Votre famille a une histoire avec l'Algérie? Laquelle? Quelle est la branche de votre famille concernée ? Avez-vous connu certains membres de votre famille concernés par cette histoire ?Pourriez-vous me raconter cette histoire?
4. Vous-même connaissez-vous l'Algérie ?

Partie 2 :

<u>Dimensions 1 sur histoire familiale :</u>

5. Depuis quand votre famille était-elle (ou est-elle) en Algérie ?
6. C'était où en Algérie?
7. Quelle était leur situation ? leurs métiers ?
8. Savez-vous des choses sur la façon dont se passait leur vie quotidienne? Qu'est-ce qui vous a été raconté ? Qui vous l'a surtout raconté ?
9. Savez-vous comment se passaient les relations de votre famille avec les autres habitants d'Algérie ?
10. Pendant la guerre que s'est-il passé pour les membres de votre famille en Algérie ?
11. Comment cette guerre se termine-t-elle pour votre famille? Comment cela s'est-il passé pour les différents membres de votre famille ?
12. Quand et comment sont-ils arrivés en France ?
13. Où se sont-ils installés ?
14. Savez-vous s'ils ont été bien accueillis?
15. Depuis qu'ils sont en France quelle est leur situation ? Que font-ils ? Quelle est ou quelle a été leur profession ?

<u>Dimension 2 sur la transmission :</u>

16. Y a-t-il des objets auxquels vous pensez quand vous pensez à cette histoire? Qu'est-ce que cela vous évoque? Pourquoi? Qui?
17. Y a-t-il des lieux auxquels vous pensez quand vous pensez à cette histoire? Qu'est-ce que cela vous évoque? Pourquoi? Qui?
18. Y a-t-il des moments précis auxquels vous pensez quand vous pensez à cette histoire? Qu'est-ce que cela vous évoque? Pourquoi? Qui?
19. Dans votre famille qui vous a surtout parlé de cette histoire? Quand? Où? Dans quelles conditions?
20. Y avait-il des discussions à table ou lors de réunion de famille?
21. Lorsque l'Algérie était évoquée de quoi parlait-on surtout ?

22. Est-ce que certaines personnes restaient plus silencieuses que d'autres ? Est-ce que certaines personnes ne voulaient pas parler de cette histoire ?
23. Est-ce que vous pensez que certaines choses ont été oubliées ? Si oui lesquelles ? Et pourquoi ?
24. A propos de la politique, comment situeriez-vous les opinions des membres de votre famille concernés par cette histoire ?
25. Qu'est-ce qu'ils pensaient de la guerre d'Algérie ? Des responsabilités des uns et des autres, des différents protagonistes, dans cette guerre ? Savez-vous ce qu'ils pensaient de de Gaulle et de la façon dont il a mené la guerre d'Algérie ?

Dimension 3 sur leur rapport à cette histoire :

26. Lorsque vous pensez à cette histoire, personnellement avez-vous l'impression de plutôt bien la connaître ? ou de plutôt mal la connaître ? Pourquoi ?
27. Est-ce que vous considérez que cette histoire fait partie de vous, de votre histoire personnelle ? Est-ce que la mémoire familiale à ce sujet est quelque chose qui est important pour vous? Est-ce que c'est un élément de votre identité présente ?
28. A l'école, qu'est-ce qui vous a été appris sur cette guerre ? Dans quel cours ? Quel enseignant ? Comment en parlait-on ? Et avec vos camarades, vos amis ?
29. La guerre d'Algérie, en dehors de votre famille et de l'école où en avez-vous entendu parler ? A quelle occasion ? Qui vous en a parlé ?
30. Avez-vous vu des films, lu des livres sur la guerre d'Algérie ? Des émissions, des expositions, des vidéos sur internet?

Si l'on pense à la place de la guerre d'Algérie dans la mémoire collective française…

31. Vous considérez qu'on en parle assez?
32. C'est toujours une histoire sensible selon vous? Si oui pourquoi?
33. De quoi faudrait-il surtout parler concernant cette histoire ? Quelle mémoire faut-il en garder ?
34. Qui devrait surtout en parler ?
35. Selon vous la France a-t-elle quelque chose à se reprocher?
36. Et l'Algérie a-t-elle quelque chose à se reprocher? Les Algériens ?

Dimension 4 sur le politique :

37. Quels regards portez-vous sur l'Algérie aujourd'hui?
38. Quels regards portez-vous sur la France d'aujourd'hui?
39. Est-ce que vous pensez que certains problèmes de la France d'aujourd'hui ont un lien avec cette histoire?
    a. *Vous pensez quoi de l'immigration? Ça se passe bien? Mal? Pourquoi?*
    b. *Vous trouvez qu'il y a du racisme en France? De l'antisémitisme? Est-ce que cela est lié d'une façon ou d'une autre à la guerre d'Algérie ?*
    c. *Et du racisme contre les blancs aussi? La France elle a changé? Les débats sur l'islam et la société française, vous en pensez quoi?*

d. *Les attentats, ces dernières années, cela vous évoque quoi?*

40. Nous approchons de la fin, est-ce qu'il y a des points de cette histoire que nous n'avons pas abordé dont vous souhaiteriez parles ? Quel bilan faites-vous des événements de la guerre d'Algérie concernant l'histoire de votre famille ? Et finalement quelles traces a cette histoire dans votre vie personnelle, dans ce qui vous définit aujourd'hui, dans vos opinion ?

41. Pour terminer : pourrions-nous faire ensemble votre arbre généalogique ?

Partie 3 Renseignements signalétiques :

Pourriez-vous svp répondre aux questions suivantes pour terminer ?

1. Quel âge avez-vous ?
2. Quel est votre sexe ?
3. Quelle est votre situation actuelle (marié, célibataire, en couple, parents)
4. Quel est votre dernier diplôme obtenu ?
5. Avez-vous une profession ? Si oui, laquelle ?
6. Vers quelle profession vous destinez-vous ?
7. Quelle est la profession de vos parents ?
   a. Parent 1
   b. Parent 2
8. Quel est le niveau d'étude de vos parents ?
   c. Parent 1
   d. Parent 2
9. Quelle est votre nationalité et celle de vos parents ?
   e. Vous
   f. Parent 1
   g. Parent 2
10. Politiquement, vous diriez que vous, votre père et votre mère, vous êtes plutôt à gauche, plutôt au centre, plutôt à droite, ni à gauche ni à droite :

	Vous	Père	Mère
Plutôt à gauche			
Plutôt à droite			
Plutôt au centre			
Ni à gauche ni à droite			

Quelle est votre religion si vous en avez une ? Celle de vos parents s'ils en ont une ?

	Vous	Père	Mère
Protestante			
Catholique			
Musulmane			
Juive			
Autre religion			
Sans religion			

11. La politique ça vous intéresse :

☐ Beaucoup
☐ Assez
☐ Un peu
☐ Pas du tout

12. Politiquement, vous sentez-vous très proches, assez proches, pas proches ou pas proches du tout, des partis politiques suivants ?

	Très proches	Assez proches	Pas proche	Pas proche du tout
La France Insoumise	☐	☐	☐	☐
Europe Ecologie Les Verts	☐	☐	☐	☐
Le Rassemblement National	☐	☐	☐	☐
Le parti socialiste	☐	☐	☐	☐
La République En Marche	☐	☐	☐	☐
Les Républicains	☐	☐	☐	☐

13. Seriez-vous prêts à vous engager pour les causes suivantes ?

	Déjà engagés	Vous pourriez vous engager	Vous ne le ferez pas
La défense des droits des lycéens, des étudiants, des jeunes en général			
Un parti politique			
La lutte contre le terrorisme			
Les questions climatiques et écologiques			

La lutte contre l'immigration			
La protection des services publics			
La lutte contre le racisme			
La réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté			
Le développement des pays pauvres			
L'Europe			
La démocratie et les droits de l'Homme			
La défense des valeurs morales			
La grandeur de la France et la défense de la Patrie			

14. Avez-vous déjà participé ou seriez-vous prêts à participer à une action de type suivant

	Vous l'avez déjà fait	Vous pourrez le faire	Vous ne le ferez jamais
Manifester			
Faire la grève			
Affronter les forces de police			
Provoquer des dégâts matériels dans la rue pour se faire entendre			
Affronter d'autres manifestants			
Bloquer des établissements ou des espaces publics			
Participer à une campagne en ligne sur les réseaux sociaux			
Boycotter			
Signer une pétition			

15. Pour vous, le vote :

☐ Cela est important et vous voterez
☐ Cela ne sert à rien et vous ne pensez pas voter
☐ Cela sert mais vous voteriez Blanc.

16. Certains pensent que la société devrait être changée radicalement, d'autres qu'elle devrait être améliore par des réformes, d'autres encore qu'elle devrait être protégée contre les changements. Quel est votre avis ?

☐ La société devrait être changée radicalement par une action révolutionnaire

☐ La société devrait être améliorée progressivement par des réformes
☐ La société devrait être protégée contre les changements

17. Avez-vous le sentiment que durant votre vie, vous connaîtrez la guerre ?
☐ Oui
☐ Non

18. Pensez-vous qu'il y ait un risque de guerre civile en France ?
☐ Oui
☐ Non

19. Si jamais la France doit faire la guerre pour une raison ou une autre, seriez-vous prêts ou prêtes à vous battre ?
☐ Oui
☐ Non

20. La violence, parfois, cela peut être utile?
☐ Non
☐ Oui
Si oui, dans quelle situation ?

C. Enquêtés

Corentin, 23 ans, descendant d'appelé, étudiant à Toulouse
Claire, 25 ans, descendante d'appelé, travailleuse associative à Aix-en-Provence
Kévin, 22 ans, descendant d'appelé, apprenti en mécanique près d'Albi
Franck, 26 ans, descendant de militaire, cadre dans un cabinet de conseil à Paris
Clément, 27 ans, descendant d'appelé, doctorant en Ile de France
Alex, 30 ans, descendant d'appelé, ingénieur à Nantes
Antoine, 28 ans, descendant de policier, cadre dans le secteur de l'énergie à Paris
Alice, 27 ans, descendante d'appelé, à la recherche d'un emploi en Savoie
Nolwenn, 28 ans, descendante d'appelé, en formation maraichage dans le Finistère
Sophie, 34 ans, descendante d'appelé, metteuse en scène en Normandie
Julien, 35 ans, descendant de policier, acteur à Paris
Tristan, 17 ans, descendant d'appelé, en lycée professionnel à Paris
---
Maxime, 29 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Paris
Liane, 20 ans, descendante d'un militant FLN, en classes préparatoires à Paris.
Camille, 20 ans, descendante d'un militaire de l'ALN, intérimaire à Paris
Nadja, 22 ans, descendante d'un militant du FLN, étudiante en Ile de France
Yacine, 25 ans, descendant d'un militant FLN, à la recherche d'un emploi à Marseille
Lehna, 28 ans, descendante d'un militant FLN, en formation professionnelle en Ile de France
Marouane, 27 ans, descendant d'un militant FLN, acteur à Paris
Sammy, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et d'un militant à l'OAS, étudiant à Lille
Valentin, 27 ans, descendant d'un militant FLN, travailleur associatif en Ile de France
Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de Harki, ingénieur à Paris
Lina, 22 ans, descendante d'un militant du FLN, étudiante en Ile de France
Nora, 18 ans, descendante d'un militant du FLN, en Lycée général près de Lyon.

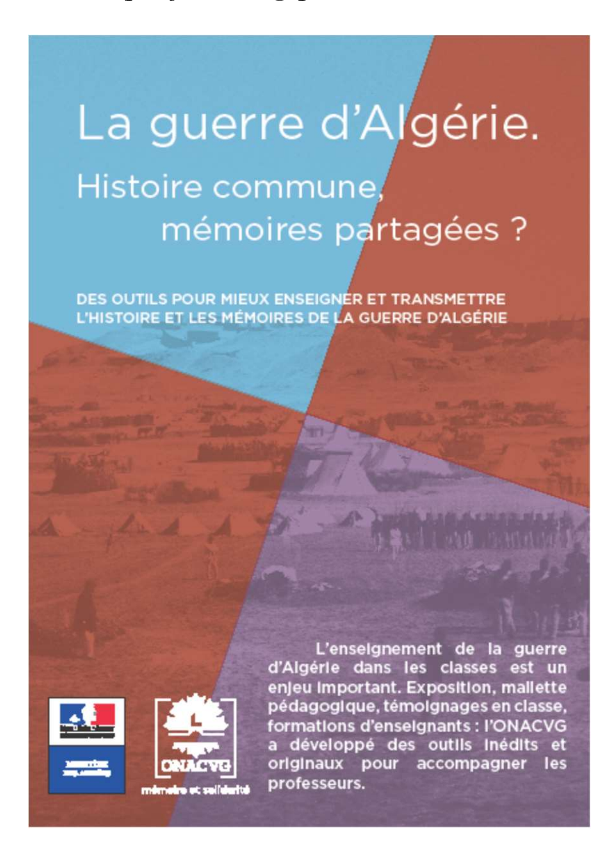
Nabil, 28 ans, descendant de Harki, étudiant à Toulouse
Maïssa, 18 ans, descendante de Harki, en Lycée général près de Bergerac
Diana, 22 ans, descendante de Harki, en recherche d'emploi près d'Orange
Sirine, 21 ans, descendante de Harki, intérimaire dans la Marne
Kenza, 21 ans, descendante de Harki, étudiante en Ile de France
Chloé, 26 ans, descendante de Harki, juriste à Aix-en-Provence
Anaïs, 31 ans, descendante de Harki, metteuse en scène dans le Doux
Sarah 28 ans, descendante de Harki, infirmière dans le Vaucluse
Idriss, 26 ans, descendant de Harki, agent immobilier à Lyon
Nahla, 18 ans, descendante de Harki, en Lycée général près de Rouen
Liam, 25 ans, descendant de Harki, étudiant dans les Alpes de Haute Provence
Amar, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et de Harki, ingénieur à Paris
Amir, 35 ans, descendant de Harki, acteur à Paris
Julie, 34 ans, descendante de Harki, professeure en Bretagne
Gustave, 26 ans, descendant de Harki, à la recherche d'un emploi près de Reims.

David, 28 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, étudiant à Paris
Fiona, 30 ans, descendante d'une famille juive d'Algérie, médecin à Lyon
Sasha, 33 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, chef d'entreprise à Paris
Amandine, 26 ans, descendante d'une famille juive d'Algérie, journaliste à Milan
Anthony, 30 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, agent immobilier à Paris
Thomas, 32 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Paris
Nathan, 35 ans, descendant d'une famille juive d'Algérie, ingénieur à Lyon

---
Sandro, 17 ans, descendant d'un militant à l'OAS, lycéen à Gap
Marc, 34 ans, descendant d'un militaire putschiste, cadre à l'étranger
Pierre-François, 35 ans, descendant d'un militant à l'OAS, avocat près de Toulouse
Joseph, 30 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France
Sammy, 28 ans, descendant d'un militant du FLN et d'un militant à l'OAS, étudiant à Lille
Boris, 27 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, assistant parlementaire dans la Sarthe
Céline, 26 ans, descendante d'un militant à l'OAS, étudiante à Paris
Jean, 17 ans, descendant d'un militant à l'OAS, Lycéen en Ile de France
Antoine, 29 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, militaire
Alexandre, 28 ans, descendant d'un militaire engagé à l'OAS, cadre en Ile de France
Jeanne, 21 ans, descendante d'un militaire engagé à l'OAS, étudiante en Vendée
Mathilde, 30 ans, descendante d'un militant à l'OAS, cadre à Paris
---
Romain, 24 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, étudiant à Paris
Patrick, 33 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, à la recherche d'un emploi en Ile de France
Juliette, 19 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, étudiante à Avignon
Thibault, 17 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, Lycéen en Ile de France
Enzo, 21 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, étudiant à Paris
Basile, 35 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, cadre à Paris
Judith, 31 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, à la recherche d'un emploi en Ile de France
Guillaume, 35 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, ingénieur à Paris
Martin, 25 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, consultant à Paris
Léo, 31 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, commercial en Ile de France
Isabelle, 25 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, architecte à Paris
Emilie, 28 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, journaliste à Marseille
Emmanuel, 28 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, acteur à Nice
Virginie, 34 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, étudiante à l'étranger
Laura, 16 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, en lycée général à Aix-en-Provence
Maxence, 35 ans, descendant d'une famille de Pieds-noirs, professeur en Ile de France
Fanny, 17 ans, descendante d'une famille de Pieds-noirs, en lycéen professionnel à Paris

VI. Présentation du programme Histoire Mémoire de la guerre d'Algérie de l'ONAC-VG

Cliquez sur l'image pour accéder au PDF



Présentation de l'ONAC-VG

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est un établissement public sous tutelle du ministère des Armées. Il accompagne depuis 1916 tous les combattants et les victimes des conflits.

L'ONACVG a trois missions principales : la reconnaissance et la réparation, la solidarité, et la mémoire. Il a pour objectif de préserver les intérêts matériels et moraux de ses ressortissants : anciens combattants, invalides et blessés de guerre, veuves de guerre, pupilles de la Nation, victimes de guerre, et plus récemment, d'actes de terrorisme. Aujourd'hui, il apporte un soutien à ses ressortissants de toutes les générations du feu. Il est également l'opérateur majeur de la politique mémorielle du ministère des Armées.

L'Office national des mutilés et réformés est créé en 1916, dans la tourmente de la Première Guerre mondiale. Il rend hommage, reconnaît l'engagement, le sacrifice et la souffrance des milliers de soldats impliqués dans le conflit.

En 1917, un second office apparaît : l'Office des pupilles de la Nation, prenant en charge les enfants devenus orphelins au cours de ces années de guerre.

En 1926, un troisième office est créé : l'Office du combattant. Il prend en charge les besoins généraux des anciens combattants (assistance, assurance, prévoyance sociale par exemple).

Ces trois organismes fusionnent en 1935 pour devenir l'Office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation. Il prend son nom actuel (ONACVG) en 1946, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Il se modernise alors et s'adapte à de nouvelles catégories de ressortissants, comme les déportés ou les internés. En 1991, les victimes d'actes de terrorisme deviennent aussi ressortissantes de l'Office. La même année, l'Œuvre nationale du Bleuet de France intègre l'Office, qui en assure depuis sa gestion.

L'ONACVG dispose de 104 services de proximité. Il est présent dans chaque département en France métropolitaine et en outre-mer, ainsi qu'en Afrique du Nord (Algérie, Maroc).

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre remplit diverses missions : la reconnaissance et la réparation, la solidarité, et la mémoire. Il est également le guichet unique pour les rapatriés, les harkis et leurs familles.

Depuis sa création, l'Office se doit d'exercer la reconnaissance de la Nation envers les personnes affectées par la guerre. Il attribue, par le biais de ses services de proximité, des cartes et titres permettant l'accès à la reconnaissance et à un certain nombre de droits.

L'action sociale est au cœur de la mission de proximité de l'Office. Elle s'exprime par une assistance administrative et un suivi personnalisé de chaque ressortissant, la mise en œuvre du statut de pupille de la Nation, le financement des frais de reconversion professionnelle, une assistance en faveur des ressortissants vivant à l'étranger, ou encore diverses interventions financières.

L'ONACVG est l'opérateur majeur de la politique mémorielle développée par le ministère des Armées au niveau national et sur l'ensemble du territoire. Les actions de l'Office visent ainsi à célébrer, partager, et transmettre la mémoire des conflits contemporains et les valeurs de la République, notamment en direction des jeunes générations.

Par sa décision du 17 juillet 2013, le Comité interministériel de modernisation de l'action publique a souhaité que la gestion des divers dispositifs en faveur des populations rapatriées et harkies soit recentrée sur l'ONACVG qui devient leur interlocuteur privilégié. L'Office bénéficie également du concours de l'expérience du Bureau central des rapatriés (BCR) d'Agen (anciennement Service central des rapatriés), qui lui est rattaché depuis le 1er janvier 2018.

Extraits de : https://www.onac-vg.fr/